

N° 1

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

48^e Année. — Janvier-Février 1921.



AGEN

IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

1921

Toute reproduction même partielle de la *Revue* est rigoureusement interdite.

SOMMAIRE

I. — PH. LAUZUN. — Le château de Duras.....	1
II. — POUMAT. — La justice consulaire à Agen au XVIII ^e siècle.....	10
III. — Y. DOMENGIE. — Les bastides agenaïses	25
IV. — JEAN TORTHE. — Jasmin et sa statue.....	43
V. — JAUDOUNENC. — La mort rit.....	47
VI. — <i>Nécrologie</i> . — Jules Serret (R. BONNAT). — Henry Tropamer	48
VII. — <i>Chronique</i> . — Réponse aux vœux de la Société archéologique de Montauban. — Société académique d'Agen. — La vie autrefois. — Cercle de la Jeunesse universitaire d'Agen. — Découvertes archéologiques. — Prix Philippe Lauzun.	
VIII. — <i>Notes bibliographiques</i> .	

GRAVURES

Château de Duras, côté sud-ouest

Pour paraître prochainement :

L'évêque constitutionnel Constant, par le chanoine *Durengues*.
— Les Volontaires Lot-et Garonnais de la ligne en 1792-1793, par le *C^t Labouche*.

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Prix du fascicule : 2 fr. 25

PRIX DES TIRAGES A PART

A 50 exemplaires..... 32 francs la feuille
A 100 exemplaires..... 42 francs la feuille

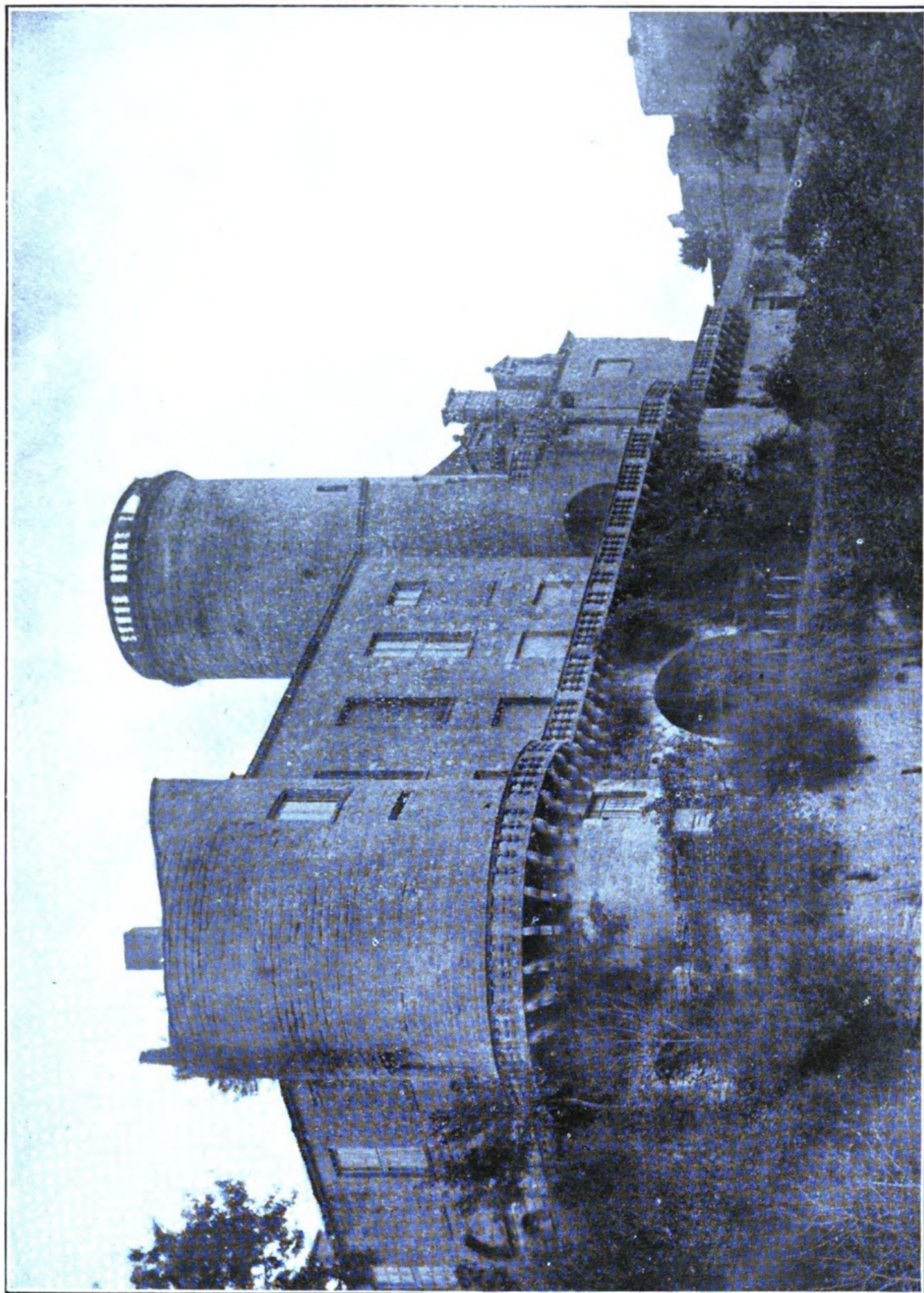
La couverture comptant pour un quart de feuille. Brochage en plus.

Pour tout ce qui concerne la rédaction, l'administration et le service des abonnements de la Revue, s'adresser directement à M. BONNAT. AUX ARCHIVES DÉPARTEMENTALES, AGEN, et pour la publicité à M. JACQUES AMBLARD, AVOCAT, RUE FLOIRAC, AGEN.

Il est rendu compte dans la *Revue* de tout ouvrage dont il aura été adressé deux exemplaires à la direction de la *Revue*.

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la Revue

DC
611
ANBER
v. 48



Cliché Marboutin

CHATEAU DE DURAS
coté sud-ouest

LE CHATEAU DE DURAS

II. — HISTOIRE

CHAPITRE 1^{er}

Duras au haut moyen-âge. — Le prieuré de Saint-Ayrard. — Les Boville.
Les de Goth. — La légende du château de Duras.

Il semble que le premier groupe de population de la région de Duras se soit fixé près de l'église de Saint-Ayrard, sise dans la vallée du Dropt, à 1,200 mètres au sud-est du château actuel. Cependant, tout autour, se voient encore d'assez nombreux tumuli; l'un notamment, au lieu de Lamothe, commune de Savignac, à 600 mètres au nord-ouest du château, et l'autre plus au sud, entre le moulin de Cocussote et la ferme de Grange-Neuve, tous deux décrits par M. G. Tholin, dans son travail sur *les sépultures anciennes du département de Lot-et-Garonne* (1). Ces tumuli n'ont jamais été complètement fouillés. A peu de distance également de Duras, au nord-ouest de cette ville, au lieu de Peyrecave, a été découvert un cimetière antique, dans lequel ont été relevées plusieurs armes anciennes, un poignard, des lances de fer, une plaque de ceinturon en cuivre, etc., toutes choses indiquant que, dès la plus haute antiquité, cette région était habitée.

L'église de Saint-Ayrard, aujourd'hui détruite, était entourée d'un vaste cimetière, de l'époque carolingienne. Plusieurs tombes en pierre y ont été trouvées qui n'ont pas été conservées. Le prieuré de Saint-Ayrard existait déjà au x^e siècle. En 977 il fut donné à l'abbaye de La Réole, par Gombaud, évêque de Vasconie, et par Sanche, son père, duc de Gascoigne (2).

En 1807, un certain Bertrand de Taillecavat, qui avait des droits sur l'église de Saint-Ayrard donne, en partant pour la

(1) Recueil de la Société académique d'Agen. 2^e série, t. III et tirage à part. Agen 1875, in-8° de 22 p.

(2) Coutumes de La Réole. Arch. hist. de la Gironde, t. III, p. 233. Labé nazie. Histoire de l'Eglise d'Agen (manuscrit).

croisade, à l'abbaye de La Réole, le quart de l'église de Saint-Ayrard, et un « casal » possédé par lui sur les bords du Dropt. Et durant la fin de ce ^x^e siècle et une partie du ^{xii}^e, ce ne sont que donations, dîmes, redevances par ce même prieuré de Saint-Ayrard à l'abbaye de La Réole (1).

En 1126, Gérard de Las Lobias (des Lèves) devient prieur de Saint-Ayrard et donne au prieuré tous ses biens (2). Il semble que l'année suivante, 1127, ce prieuré ait été détruit, ou du moins « la villa » de Saint-Ayrard. « Circa idem tempus, destructa fuit villa Sancti Airaldi, nequitia pravorum hominum, magno Regulensis monasterii detrimento et nostri prioris airardi dolore (3) ». La ville de Duras, écrit de son côté Labénazie, fut commencée vers le ^{xii}^e siècle, après que le vicomte de Besamont eut démoli la ville de Saint-Ayrard qui était à une portée de mousquet de son château, qui porte maintenant le nom de Duras. Le vicomte de Besamont, ayant ruiné la ville de Saint-Ayrard, fit aussi bâtir une petite maison avec une chapelle pour sa commodité et pour celle du public. L'église paroissiale resta à l'endroit de Saint-Ayrard où se faisaient les fonctions curiales, jusqu'à ce qu'on eut fait bâtir une grande et belle église sous le titre de Notre-Dame, où le service fut transféré et continué encore deux cents ans, jusqu'à la guerre des Huguenots qui se saisirent de Duras et pervertirent les habitants ». (4). Le vicomte de Besamont est sans doute le vicomte de Vesaume.

LES BOVILLE. — Trois documents nous apprennent que, dans la moitié du ^{xiii}^e siècle, les Boville étaient seigneurs de Duras. En même temps, pour la première fois, apparaît le château de Duras. Une charte de 1233 attribue au prieur de La Réole, sur la ville de Duras, les droits que ce dernier possédait primitivement sur le prieuré de Saint-Ayrard. Dans cette charte figurent les noms de Géraud, archevêque de Bor-

(1) *Archives hist. de la Gironde*, t. xxxvi. *Histoire du Prieuré de La Réole*, par dom Maupel.

(2) *Ibidem*, pp. 161-178.

(3) *Ibidem*, p. 20.

(4) Labénazie. *Histoire de l'Eglise d'Agen*, mss.

deaux, de Raymond, évêque d'Agen, et de Guillaume de Boville, seigneur de Duras. « Cum ferè easdem consuedines eademque Jura prior Regula... haberet in villa Sancti airardi, ipsa Jura retinuit in villa de Duras, quod patet ex carta Guillelmi de Bovilla, domino seu toparcha de Duras; data anno 1233 (sub Bertrando priore et sigillis Geraldî Burdegalensis archiepiscopi, Raimundi agennensis episcopi et aliorum » (1).

Nous lisons, en même temps, et la même année 1233, dans la Chronique de Bazas : « Arnaldus interest donationis factæ prioratiu de Regula, *Civitalis et castri de Duratio, in diocesi Aginnensi* » (2).

Plus tard, à propos de nouveaux statuts imposés au prieuré de La Réole, dont la discipline s'était fortement relâchée, nous voyons en 1245 figurer dans l'acte le nom d'Arnaud de Boville, désigné comme « *toparcha de Duras* » (3).

Enfin, en 1274, dans une reconnaissance de fiefs, nous lisons que « *Bernardo de Bovisvilla, domicellus et sui fratres, Raimundus de Bovisvilla, archidiaconus aginnensis et Bernardus de Bovisvilla, canonicus Petragoricensis, tenent per indiviso... Castellarium de Sancto Gemma pariochus de Nuron de Montahac et de Currus; Item pedagium terre quod percipiat apud Regulam; item... etc., et debent exercitus cum uno milite, cum dictus Rex mandabit exercitum in castro de Duras* » (4).

D'où il ressort qu'à cette époque, c'est-à-dire dès 1233, il existait non seulement une « villa » de Duras, synonyme croyons-nous du mot « civitalis » employé à la même date, mais encore un *Castrum de Duras* que nous n'hésitons pas à

(1) Arch. hist. de la Gironde, xxxvi, p. 30. *Histoire du prieuré conventuel de La Réole*.

(2) Ibidem, xv, p. 31.

(3) Ibidem, xxxvi, p. 30. « En 1267, le château de Duras était possédé par plusieurs membres de la famille de Boville. Ils eurent un différent qu'ils portèrent devant le comte de Toulouse, Alphonse de Poitiers. Celui-ci chargea son sénéchal d'Agenais d'instruire cette affaire survenue entre Gaillard et Raymond de Boville ». *Correspondance d'Alphonse de Poitiers*, publiée par A. Molinier, t. I, p. 282. R. M.

(4) *Bibl. de Wolfenbuth*. Mss. du XIII^e s., ancien reg. du bureau des finances. Cf. Arch. hist. de la Gir., V. p. 288.

traduire par château, bien que par ce mot de *castrum*, il faille plus généralement entendre un bourg fortifié; ce qui n'est pas le cas ici, le texte ayant le soin de préciser par les deux mots « *Civitatis et castri de Duratio* », qu'il existait déjà à cette époque et un bourg et un château de Duras.

Vers la fin du *xiii^e* siècle, la famille de Boville est remplacée à Duras par la famille de Goth, cette grande famille bordelaise qui joua à cette époque un rôle si considérable dans la région.

LES DE GOTH. — On n'ignore pas que le plus illustre des enfants de cette famille fut Bertrand de Goth, premier pape avignonnais, sous le nom de Clément V. Né en 1264 à Uzeste, près de Villandraut, archevêque de Bordeaux en 1299, il fut élu pape en 1305. Il transféra en 1308 le Saint-Siège à Avignon et combla sa famille de dons et de faveurs.

Le père de Clément V était Béraud ou Bernard de Goth, qualifié déjà dans la seconde moitié du *XIII^e* siècle seigneur d'Uzeste et de Villandraut, marié vers 1249, écrit le P. Anselme (1), à Ida de Blanquefort, qui lui aurait apporté en dot, au dire de certains, la terre de Blanquefort-en-Jalle, près de Bordeaux. De ce mariage naquirent, avant le futur pape Bertrand, deux fils, Arnaud-Garsie, vicomte de Lomagne et d'Auvillars, qui fut l'auteur de la branche de Rouillac, et Gaillard de Goth, plus deux filles. C'est ce Gaillard de Goth, qui d'après Lachesnaye des Bois, est qualifié seigneur de Duras en 1305, dans le testament qu'il fit le 16 janvier de cette année là, et par lequel il lègue à sa nièce Marquèse, fille d'Arnaud-Garsie et de Miramonde de Mauleon, entre autres biens la terre de Duras (2).

Mariée à Arnaud de Durfort, seigneur de Bajamont, cette Marquèse de Goth, apporta ainsi à la mort de son oncle, la seigneurie de Duras, dans la grande famille de Durfort. Mais les de Goth semblent l'avoir possédée encore pendant tout le

(1) P. Anselme. *Généalogie des de Goth*, t. II, p. 170 et seq. — *Histoire de la ville et de l'arrond. de Bazas*, par l'abbé Oreilly.

(2) La Chesnaye des Bois, art. de Goth.

premier quart du ^{xiv}^e siècle. C'est ainsi que le 23 mai 1304, le pape Clément V se rend au prieuré de Duras « où il couche avec tout son train aux despens dudit prieuré, et y fait la visite » (1) non sans s'arrêter probablement au château voisin, propriété de son frère.

La famille de Goth, ainsi du reste que la plupart des hauts barons du Bordelais, était fort attachée au parti du roi d'Angleterre. C'est sous son influence que le pape Boniface VIII, ennemi de Philippe-le-Bel, éleva Bertrand de Goth aux charges ecclésiastiques, le nomma d'abord évêque de Comminges, puis archevêque de Bordeaux et le combla de faveurs. Edouard 1^{er} de son côté ne demeura pas en reste avec lui. Dès les premières années du ^{xiv}^e siècle, il multipliait chaque jour davantage ses donations aux frères et neveux de Clément V. Le 16 juin 1308, entre autres, il dispose en faveur de Bertrand de Goth, fils aîné d'Arnaud-Garsie le frère aîné du Souverain Pontife, de la terre de Blanquefort, qui à ce moment semble appartenir en propre à la couronne d'Angleterre: « Sachez, dit le monarque, qu'à cause de notre amitié pour le Souverain Pontife Clément, et du désir que nous avons de lui être agréable et pour les bons services que nous attendons de son neveu, Bertrand de Goth, chevalier, nous désirons faire à ce dernier un don qui lui soit agréable. En conséquence, nous lui donnons le château et la ville de Blanquefort « *Castrum et Villam* » avec tous leurs revenus, se montant à 1500 livres chiotines » (2).

Quatre ans après, il lui fait don également, le 16 janvier 1312, du château de Puyguilhem en Périgord, et de la bastide de Monségur en Bazadais. Dans cet acte, Bertrand de Goth est qualifié Seigneur de Duras et de Blanquefort (3). Enfin, il

(1) En 1308 et même avant 300.000 florins d'or paraissent avoir été mis en dépôt dans le château de Duras, dont Bertrand de Goth, neveu de Clément V, fut seigneur du vivant même de son père Arnaud-Garsie ». *Histoire du Pape Clément V*, par M.-T. Berchou, in *Actes de l'Académie nationale des sciences, belles lettres et arts de Bordeaux*, 3^e série, 56^e année, 1894, p. 45. — R. M.

(2) Rymer, t. II, p. 51. Edit. de Londres 1818.

(3) *Cartulaire de Monségur*. S. arch. hist. de la Gironde, t. V, p. 96. Cf Rymer, II pars. 1a, p. 57. Rôles Gascons, t. I, p. 42.

le gratifie encore les années suivantes de la vicomté de Lomagne et d'Auvillars, et, en 1313, des bastides de Dunes et de Donzac, aux diocèses d'Agen et de Lectoure (1).

Est-il bien vrai que Gaillard de Goth, premier seigneur de Duras serait mort, ainsi que l'écrit J. Favre, d'une façon tragique, écrasé à Lyon le 11 novembre 1305, jour du sacre de son frère, par l'écroulement d'un mur sur lequel on avait élevé des échafaudages pour permettre aux invités d'assister à la cérémonie et à la procession qui suivit ? Toujours est-il qu'à dater de cette année, son nom ne figure plus dans aucun acte, et que c'est son neveu Bertrand qui est qualifié seigneur de Duras (2).

En 1316, en effet, Edouard III d'Angleterre confirme les donations précédentes et celle faite par l'abbé de Fleury, prieur de La Réole, « à Bertrand de Goth, vicomte de Lomagne et seigneur de Duras et de Blanquefort, des dîmes du vin et du blé de la paroisse de Saint-Airard de Duras (3). Enfin dans le premier codicille de son testament, daté du 20 mai 1324, le même Bertrand de Goth « magnificus vir dominus Bertrandus de Goto » libérant d'une dette de mille florins d'or Vigier de Manhau et Bertrand de Galard, chevaliers désignés comme frères, et transférant de plus à Vigier sa créance sur l'archevêque de Besançon, est toujours désigné seigneur de Duras et de Blanquefort (4).

Bertrand de Goth dut mourir vers cette époque. De son second mariage avec Béatrix, vicomtesse de Lautrec, il n'eut que deux filles : Regine, mariée à Jean 1^{er} comte d'Armagnac, et Braïde, vicomtesse de Bruniquel. Toutes deux moururent sans postérité. Mais par testament du 12 août 1325, fait au

(1) Cf. Thomas Carte. *Rôles gascons*, t. 42.

(2) Le frère de Clément ne fut pas tué dans l'accident du 11 novembre, mais très probablement le 23 novembre dans une rixe. « Peu après le couronnement, le jour de S. Clément, 23 novembre, dans l'après-midi, il y avait eu une rixe entre eux (les Gascons) et les gens des cardinaux italiens et un frère de Clément avait été tué ». (V. *Clément V et Philippe le Bel*, par Lizerand. Hachette, 1911, p. 58). R. M.

(3) *Arch. hist. de la Gironde*, 8, xxxvi, p. 40.

(4) Coll. Doat, vol. 247, p. 227-233. Cf. Noulens. *Documents inédits sur la maison de Galard*, t. 1, p. 130. — Coll. Bréquigny, xix.

château de Lavardens, en Fézensac, Régine donne à son mari ses vicomtés de Lomagne et d'Auvillars, plus les seigneuries et châteaux de Duras, Monségur, Allemans, Pui-guilhem, Seiches, Blanquefort, Villandraut, Dunes, Donzac, Penne, etc., et elle établit des substitutions (1).

Un procès s'engagea aussitôt entre Marquèse femme d'Arnaud de Durfort, héritière en partie de son oncle Gaillard de Goth, et le comte d'Armagnac, revendiquant les biens que lui laissait sa femme. Mais il fut assez vite terminé sur l'ordre du roi de France. Deux ans après, en effet, en 1327, un premier accord intervenait par l'entremise du duc de Berry, en vertu duquel Arnaud de Durfort abandonnait au comte, tous ses droits sur les vicomtés de Lomagne et d'Auvillars, mais à la condition que le roi de France lui garantisse la jouissance des terres et châteaux de Villandraut, de Blanquefort et de quelques autres parmi lesquels étaient compris, croyons-nous, celui de Duras (2). Ce qui fut fait. Et c'est ainsi qu'à dater de cette époque les Durfort restèrent en possession de la seigneurie et château de Duras, des mains desquels ils ne devaient plus sortir, jusqu'à nos jours.

Mais avant d'aborder l'histoire de cette nouvelle famille propriétaire du château qui nous occupe, rappelons, pour mémoire, la légende attachée à cette ancienne demeure et qui a son origine dans un fait de cette époque. Donnons-là, telle que l'a écrite M. J. Favre, dans son *Précis historique sur la famille de Durfort Duras*, en 1858.

« Comment faire l'histoire d'un château au moyen-âge sans y rencontrer une fée ? Quel château n'a pas sa fée ? Quel pays n'eut ses temps merveilleux ? Mélusine, la fée des Landes, fut la patronne des Lusignan. Egésilde fut la fée et la patronne des Durfort-Duras.

« Le mariage de Marquèse de Goth avec Arnaud de Durfort entraîna la liaison d'un Durfort, seigneur de Flamarens, avec Raymonde de Durfort. Une bienfaisante fée devait bientôt protéger leur inclination. Durant le jour, c'était des

(1) Abbé Beaurin. *Variétés bordelaises*, III, p. 253.

(2) P. Anselme, t. II, p. 170 et suiv.

parties de chasse dans les vastes domaines du château. Le soir, seigneurs, écuyers et commensaux se réunissaient pour jouer aux dés, au mail, au palet et écouter des romans ou des contes de fées.

« La chambre occupée par Raymonde de Durfort dans le château de Duras se trouvait séparée des autres appartements par une tour spacieuse, Raymonde descendait souvent à la clarté des étoiles dans les bosquets de buis et de myrthe qui formaient au-delà des ponts-levis, les retraites les plus délicieuses. Un rendez-vous y était préparé par Flamarens; la verveine y croissait en abondance; et ils se plaisaient tous deux à en faire des bouquets et des guirlandes, malgré la défense de Marquèse de Durfort, qui avait menacé de l'enfer quiconque oserait toucher à cette plante favorite. La fée Egisilde, disaient les crédules habitants du manoir, venait s'en tresser chaque nuit une couronne. Il existait alors dans le château une chambre souterraine qui frappe encore aujourd'hui la curiosité des visiteurs. La voûte est taillée en cintre de telle façon que, par un effet d'acoustique, deux personnes placées au coin de la muraille, à chaque extrémité, peuvent converser ensemble entre elles, à demi-voix et du bout des lèvres, sans que plusieurs personnes, même attentives au milieu de la salle, puissent saisir une seule syllabe des paroles prononcées. Cette chambre a toujours porté le nom de chambre du secret.

« Un soir que l'on y était réuni pour jouer aux dés, Flamarens, qui connaissait peut-être seul le mystère de cette chambre, prononça le nom de Raymonde pour attirer vers lui l'attention de son amante; dans le même instant, Marquèse de Durfort se baissait pour ramasser le dé, et le nom de Raymonde, échappé de la voûte, arriva droit à son oreille. Une frayeur subite s'empara d'elle; tout le monde se leva et chacun s'écria : La fée ! La fée !

« Le lendemain, lorsque le son du cor eut mis sur pied tous les gens du château, on s'aperçut que des branches, des feuillages épars gisaient çà et là dans les avenues; on ne douta pas de la visite de la bonne fée. Raymonde et Flama-

rens avaient disparu. Egisilde les avait transportés tous deux dans quelque bienheureux séjour.

« Le bruit se répandit plus tard qu'entraînés par le penchant de ces temps merveilleux, les deux amants s'étaient mêlés aux nombreux troubadours, répandus alors dans la Guienne et le Languedoc. Durfort de Flamarens chantait des sirventes amoureuses sur une harpe ornée de plumes de faisans; et Raymonde de Durfort, par sa beauté et ses grâces, brilla dans les cours d'amour les plus célèbres. »

(*A suivre*).

Philippe LAUZUN.

LA JUSTICE CONSULAIRE A AGEN

AU XVIII^e SIÈCLE

TROISIÈME PARTIE

Luttes incessantes soutenues par les Consuls pour le maintien de leurs privilèges en matière de Justice

La première année du XVIII^e siècle vit le premier des conflits qui, jusqu'à la fin du Consulat, en 1790, mirent aux prises les consuls et leurs rivaux.

1. Conflit au sujet de la Police entre les consuls et le lieutenant général de Police (1700-1701)

L'édit d'octobre 1699 avait enlevé aux consuls l'exercice de la Police en créant la charge de « *lieutenant général de Police* ». Le conflit commença le lendemain du jour où de Lasserre était entré en fonctions. Le 21 mai 1700, le matin, fier de montrer au public son autorité, il se rendit à la claye où l'on vendait le poisson, et, séance tenante, en taxa le prix. Les consuls avisés firent aussitôt sonner la cloche de l'Hôtel de Ville pour assembler la jurade. Ils annoncèrent aux jurats que M. de Lasserre, lieutenant général de police de la juridiction d'Agen, s'était fait recevoir au Parlement et installer au Sénéchal; qu'il prétendait les dépouiller de l'exercice entier de la police. Ils leur demandèrent quelle conduite ils devaient tenir. La jurade décida que « MM. les maires et consuls se maintiendront en l'exercice et possession de la police en laquelle ils sont de tout temps ». Ils nommèrent des commissaires « pour les aider de leurs conseils ». (1).

Le lendemain, un samedi, les consuls ordonnèrent au guet

(1) Agen. Arch. com. BB. 69. Cahiers des Jurades. Délibérations du 21 mai 1700.

et à leur capitaine, exécuteurs de la justice consulaire, ainsi qu'aux portiers de la ville, de saisir tout le poisson qui entrerait dans Agen. De Lasserre ordonna aussitôt aux archers de faire porter le poisson à la claye et de protéger l'arrivage. Le guet n'osa s'y opposer. Les consuls ne se tinrent pas pour battus et se rendirent au lieu de vente pour procéder eux-mêmes à la taxe. Ils quittèrent l'Hôtel de Ville, accompagnés de leur guet et arrivèrent sur les lieux. Là, ils trouvèrent de Lasserre qui avait déjà fixé la taxe. Les consuls, sans s'inquiéter pour si peu, en firent une autre, plus modique que la précédente, et firent procéder à la vente du poisson. Ils se rendirent ensuite à la halle, firent peser les pains qu'on y vendait et confisquèrent tous ceux qui n'avaient pas le poids réglementaire prévu par les ordonnances. De Lasserre et de Redon, procureur du roi, arrivèrent sur ces entrefaites et demandèrent aux consuls s'ils oubliaient qu'il y avait à Agen un lieutenant général de police. De Lasserre « dit alors tout haut à nos habitants de ne nous pas reconnaître, à quoi nous avons répondu que la taxe du poisson et la pesée du pain ne lui appartenaient pas, car ce n'était pas porté dans l'Edit de Création ». Les consuls savaient être subtils quand il s'agissait de défendre leurs intérêts. « En même temps, nous dîmes à nos habitants de ne pas reconnaître ledit sieur de Lasserre dans lesdites fonctions ». C'était là un spectacle édifiant pour le peuple qui devait savoir profiter de situations pareilles pour agir à sa guise et mépriser l'autorité. Après s'être rendus, avec le guet, dans les deux boucheries, celle des Cornières et celle de la rue du Temple, pour voir si la viande était de la qualité requise, les consuls rentrèrent à l'Hôtel de Ville et décidèrent de réunir la jurade pour lui rendre compte des événements (1). L'assemblée eut lieu le même jour, 22 mai; M. de Saint Amans, maire, et les consuls, représentèrent qu'en raison de la délibération de la jurade de la veille, ils s'étaient « maintenus dans le droit et possession de faire la taxe du poisson et autres exercices de la police, et que M. de

(1) Agen. Arch. com. BB. Journal des Consuls, 22 mai 1700.

Lasserre s'était présenté pour les troubler dans leurs fonctions ». Quelle devait être leur ligne de conduite ? A l'unanimité, la jurade décida que les consuls iraient trouver l'Intendant, M. Bazin de Bezons, avec MM. de Lestelle, Oudinot et Guival, jurats, « pour lui exposer toutes les raisons que le corps de ville avait pour se maintenir dans la possession et exercice de la police. Le tout en exécution des édits et déclarations de Sa Majesté » (1).

On ne sait quel fut le résultat de l'entrevue; en tout cas les consuls trouvèrent, pour mettre fin au conflit, un moyen que la vénalité des charges rendait fort aisé : La Communauté se débarrassa de Lasserre en lui achetant sa charge. Le maire et les consuls présentèrent au roi une requête dans laquelle ils exposaient que depuis que de Lasserre avait acquis la charge de lieutenant général de police, de grandes difficultés avaient surgi. Aussi demandaient-ils la réunion de cet office à la communauté. Ils exerceraient la police comme avant l'édit de création. On pourrait aussi réunir les offices de procureur du roi, greffier, huissier. Les consuls demandaient en outre l'autorisation d'emprunter trente mille livres pour parer aux frais de remboursement. Le roi fit demander son avis à l'intendant, M. de Labourdonnaye qui donna son approbation. En conséquence, par arrêt du Conseil du 16 août 1701, l'office de lieutenant général de police fut « uni pour toujours au corps de ladite ville et communauté d'Agen pour être la police exercée à l'avenir par lesdits maire et consuls en la même forme et manière qu'elle était avant les édits de création desdits offices » (2). Le 11 décembre, l'intendant ordonna d'exécuter l'arrêt. Les consuls firent aussitôt des propositions à de Lasserre pour le rachat de son office. Il accepta « de relâcher l'exercice de la charge de police » moyennant vingt mille livres. Cependant, il s'engageait à abandonner ses fonctions dès qu'on lui en aurait compté douze mille. On rédigea un

(1) Id. BB. 69. Cahiers des Jurades. Délibérations du 22 mai 1700.

(2) « Fait au Conseil du Roi tenu à Marly, le 16^e jour d'août 1701 ». Agen. Arch. com. FF. 27. Arrêt du Conseil.

règlement pour établir les rapports entre les consuls et de Lasserre jusqu'à cette date (1).

Lorsque les douze mille livres eurent été versées, les consuls jouirent de tous les droits et de toutes les prérogatives qui appartenaient au lieutenant général de police. Celui-ci était indépendant du sénéchal; les consuls jouirent donc de ce privilège : les appels de leurs jugements de police étaient portés directement au Parlement de Bordeaux. Durant quinze années, les officiers du présidial ne s'occupèrent pas de la police.

Le 15 septembre 1703, il n'y eut pas d'élection consulaire, « Sa Majesté estimant à propos pour plusieurs considérations de nommer cette fois sans tirer à conséquence les personnes qui rempliront les quatre charges de consuls » (2). Car depuis 1702, il n'y avait que quatre consuls : le maire et le lieutenant de maire ne recevant pas de gages de la communauté, trop pauvre à ce moment, avaient demandé et obtenu la suppression de deux consuls; ils s'étaient attribué leurs gages, avec l'assentiment de l'intendant (3). Enfin, en février 1704, un édit royal sur l'administration érigea les charges de consuls en offices; elles demeurèrent vénales jusqu'en 1717. Il n'y eut plus d'élections consulaires.

Durant les dernières années du règne de Louis XIV, les consuls exercèrent la justice en toute tranquillité, aucune contestation ne vint les troubler. Ce n'est qu'en octobre 1718 qu'éclata un conflit, au sujet de la justice criminelle, avec Chabrières, procureur du roi de l'ordinaire.

2. Conflit au sujet de la justice criminelle entre les consuls et Raymond Chabrières « procureur du roi de l'ordinaire » (octobre-décembre 1718)

Les consuls avaient entamé une procédure; Raymond Chabrières la fit annuler et se chargea de l'affaire. Le 13 octobre

(1) Agen. Arch. com. FF. 27. Pièces diverses relatives au rachat de cet office.

(2) BB. 68. Journaux des consuls. Lettres de cachet nommant les consuls de l'année 1703.

(3) Bordeaux. Arch. départ. C. 926. Lettre du subdélégué Couloussac à l'Intendant. 20 février 1744.

1718, les consuls convoquèrent la jurade et lui représentèrent que « cette entreprise était un préjudice notable et un attentat aux droits du corps de ville » Les jurats décidèrent qu'il fallait se pourvoir devant le Parlement contre Chabrières « pour avoir reçu des auditions préventiennelles de deux accusés au préjudice du droit de Messieurs les consuls, en qualité de conjuges es-causes criminelles avec le sieur juge de cette ville » (1).

Une requête fut donc envoyée en décembre 1718; elle rappelait les édits et arrêts réglant à Agen l'exercice de la justice criminelle. Les consuls demandaient un arrêt portant défense au procureur de les troubler dans l'exercice de leurs fonctions La cour rendit un arrêt favorable au corps de ville le 16 décembre 1718 et fit « inhibitions et défenses audit Chabrières et tout autre postulant de l'ordinaire d'Agen de troubler ni empêcher lesdits consuls, ni s'ingérer en l'exercice de la justice criminelle, soit en l'absence ou récusation du juge et lieutenant dudit ordinaire, si ce n'est en cas de récusation générale contre tous lesdits consuls, et ce à peine de mille livres » (2).

Le 31 décembre, les consuls eurent le plaisir d'apprendre à la jurade la victoire qu'ils venaient de remporter; ils lui annoncèrent aussi qu'ils venaient de recevoir des lettres patentes portant confirmation des privilèges de la ville. La jurade remercia « Messieurs les consuls de leur attention à conserver leur juridiction pour le criminel contre les procureurs » et approuva les dépenses qu'ils avaient faites (3).

L'année précédente, le 18 juin 1717, le conseil avait rendu un arrêt sur l'administration des villes; il produisit un effet considérable à Agen et déclancha entre les consuls et les officiers présidiaux un conflit qui, commencé en février 1719, ne prit fin qu'en février 1741.

(1) Agen. Arch. com. Cahiers des Jurades. Délibérations du 13 octobre 1718.

(2) Id. FF. 28. Arrêt du Parlement.

(3) Id. BB. 71. Cahiers des Jurades. Délibération du 31 décembre 1718.

3. Conflit au sujet de la Police entre les consuls et le Présidial
• (1719-1741)

Louis XIV avait créé de nombreuses charges municipales : maires, lieutenants, consuls, avocats, procureurs, assesseurs, secrétaires greffiers des hôtels de ville, archers, valets de ville, trompettes, tambours, fifrès, portiers, concierges, etc... (1). L'édit de 1717 les supprima toutes. « Nous avons résolu de supprimer tous ces offices sans exception et de rendre à toutes les villes, communautés de notre royaume, la liberté qu'elles avaient d'élire et nommer des maires, échevins, consuls, capitouls, pour administrer leurs affaires communes, *en rétablissant nos baillis et sénéchaux et autres officiers ou ceux des seigneurs dans les droits et prérogatives dont ils jouissaient avant la création desdits offices* ». Toutes les charges étaient supprimées, soit qu'elles eussent été acquises par des particuliers, soit qu'elles eussent été réunies aux communautés (2).

Ces deux articles : rétablissement des sénéchaux dans leurs anciennes prérogatives, suppression des offices réunis aux communautés, furent l'origine du conflit : si les consuls possédaient l'exercice de la police, c'est qu'ils avaient réuni à la communauté l'office de lieutenant général de police, et avaient acquis par ce moyen tous les pouvoirs que l'édit royal de 1699 avait octroyés à ce lieutenant. L'office étant supprimé, les consuls devaient être dépouillés des prérogatives qui y étaient inhérentes. Les officiers présidiaux voulurent profiter de l'occasion pour les priver aussi de celles qu'ils possédaient antérieurement à l'édit de création. Le 15 septembre 1717, les élections consulaires eurent lieu; on nomma six consuls (3).

Vers la fin de 1718, Charles de Coquet, « conseiller du roi, lieutenant général, juge-mage et président présidial d'Agen », et Laurens de Redon, « procureur du roi au sénéchal », présentèrent au Parlement une requête dans laquelle ils deman-

(1) Edits de 1690, 1692, 1699, 1704, 1706.

(2) Agen. Arch. com. BB. 70. Journal des Consuls (f° 17 v°, 18, 19 r°).

(3) Id. BB. 70 (f° 21 v°).

daient l'application immédiate, à Agen, de l'édit de 1717 et le rétablissement des sénéchaux « dans leurs anciens droits ». Ils voulaient obtenir un arrêt enjoignant aux consuls de venir au palais présidial collaborer avec eux à la rédaction des arrêtés de police générale; ils voulaient aussi interdire aux magistrats municipaux le droit de recevoir les perruquiers, baigneurs étuvistes. Le 27 février 1719 la cour ordonna que de Coquet et de Redon « connaîtraient de la *police générale* », que les assemblées se feraient au palais du sénéchal, qu'elles seraient composées de députés de la communauté et du présidial, qu'elles seraient présidées par l'officier le plus ancien. Le lieutenant général recevrait les perruquiers (1). Le 13 mars, de Coquet, de Jeyan, lieutenant criminel, Capot, lieutenant particulier, Lafite, lieutenant assesseur, Laville, Bosq, Brousse, Douzon, conseillers, de Redon, procureur du roi, étaient assemblés dans la Chambre du conseil de la cour présidiale. On lut l'arrêt du 27 février et l'on envoya à l'hôtel de ville un huissier en robe. Il y trouva M. de Gardès, second consul, et M. Leydet. Il invita de Gardès à se rendre au palais pour une affaire de grande importance. S'étant coiffé de son chaperon, insigne de son autorité, le consul suivit l'huissier au palais. Le lieutenant général lui dit qu'il était nécessaire de rédiger un arrêté de police générale, et lui demanda de s'entendre pour fixer la date. Le duel était engagé; de Gardès jugea prudent d'en référer au corps de ville et partit en emportant un texte de l'arrêt du Parlement (2). Les consuls relevèrent le gant et par acte en date du 20 mars, dressé en la maison commune par Labrunie, notaire, ils firent opposition « sous le bon plaisir de la cour » à l'arrêt rendu par le Parlement le 27 février dernier, et protestèrent contre tout ce qui serait fait « au préjudice de la dite opposition ». Ils désavouèrent la démarche de Gardès comme illégale : elle avait été faite sans l'assentiment de la communauté; de plus, un consul ne pouvait être mandé au palais que

(1) Habasque. Livre Doré du Présidial d'Agen, p. 237, 238 et 239.

(2) Idem, p. 236 et 237.

s'il s'agissait d'un « cas royal ». Ils prièrent le présidial de rayer sa visite sur les registres. Les officiers présidiaux ripostèrent par une sommation aux consuls de se rendre au palais pour tenir « une police générale », et par une protestation contre le titre que prenaient les magistrats de « juges de l'entière police ». Ils annonçaient qu'ils allaient se pourvoir pour les faire débouter de leur opposition (1).

Le lendemain, 24 mars, Coquet et de Redon envoyèrent une nouvelle requête au Parlement; ils retraçaient l'historique de la question, et demandaient « l'exécution provisionnelle » de l'arrêt du 27 février, et la convocation des parties pour plaider (2). Une seconde fois, le Parlement condamna les consuls : il ne se départissait pas de cette hostilité persistante qu'il avait toujours témoignée au corps de ville d'Agen, et qui, en 1604 et en 1649 avait obligé la communauté à demander au conseil de faire évoquer ses affaires devant le Parlement de Toulouse, au lieu du Parlement de Bordeaux (3); le 28 mars 1719, la cour ordonna que les parties viendraient plaider « au premier jour juridique après les fêtes de Quasimodo prochaines », et que l'arrêt du 27 février serait exécuté nonobstant toute opposition faite ou à faire (4). Les consuls, pour se défendre, envoyèrent au Parlement un mémoire où ils exposaient que l'édit de 1717, loin de les avoir dépouillés de quelque prérogative, les avait rétablis dans les pouvoirs qu'ils avaient avant l'édit de 1699. Cependant, leur courage semble faiblir; les brouillons de mémoires qui nous ont été conservés en témoignent; les consuls écrivent : « Nous, consuls de la ville d'Agen, conjuges ès-causes criminelles, juges de l'entière police, gouverneurs de la même ville et syndics du pays d'Agenais », « mais ensuite ils barrent d'un trait de plume : « *entière, gouverneurs, syndics* (5) ». Et lorsque le 1^{er} avril les officiers présidiaux leur firent signifier l'arrêt du

(1) Idem, p. 239, 240 et 241.

(2) Idem, p. 241.

(3) Agen. Arch. com. FF. 25. Requête des consuls au Conseil.

(4) Livre doré, p. 242.

(5) Agen. Arch. com. FF. 28. Mémoires et brouillons.

28 avec sommation de se rendre au palais à une heure fixée, « pour assister au règlement général de la police », ils acceptèrent, mais « ce sans rien couvrir aux droits et privilèges de l'hôtel de ville » (1). L'assemblée eut lieu; cependant les consuls maintinrent leur opposition. Le 30 mai, ils modifièrent la taxe des chairs et le présidial demanda au Parlement de châtier leur désobéissance (2).

Les Consuls firent une tentative de conciliation : ils proposèrent à la « Compagnie » de nommer des commissaires qui étudieraient la situation et tâcheraient de mettre fin au conflit. La communauté nomma deux consuls : De Sevin, de Gardès, de Cleret, et deux jurats, Delmas et Bari; le Présidial députa le lieutenant criminel de Jeyan et trois conseillers. Pour la réception des perruquiers, les commissaires décidèrent de s'en rapporter à la décision de deux officiers du Parlement. Les députés de l'hôtel de ville convinrent, momentanément, que « la police générale » devait être rédigée par le « bureau de police », composé des délégués du corps de ville et de ceux du Présidial. On régla le cérémonial; le bureau tint plusieurs séances. Le présidial avait consenti à ce que les arrêts fussent précédés de l'entête : « Sur ce qui a été représenté par les sieurs consuls » (3). Le 21 août 1719, la « police générale » fut publiée à l'audience sénéchale en présence de deux consuls : Lalanne et Leydet. On fit imprimer l'arrêt. Le 2 septembre, les consuls furent mandés au Palais; MM. de Sevin, Lalanne, Leydet, accompagnés de Baché, le promoteur, s'y rendirent (4). Le cortège se forme place du Palais : devant, marchent les valets de ville avec leurs haliebardes, puis l'huissier de l'hôtel de ville, deux huissiers du présidial, le lieutenant criminel, les consuls, le procureur du roi au sénéchal, le promoteur de l'hôtel de ville. Par la rue Moncorny et la rue de Garonne, ils arrivent « sous la Cornière qui va à Saint-Etienne ».

(1) Livre doré, p. 242, 243.

(2) Agen. Arch. com. FF. 28. Requête au Parlement.

(3) Livre doré, p. 254, 255, 256, 257, 258.

(4) Le promoteur remplissait la fonction de ministère public depuis que les offices municipaux, en particulier celui de procureur syndic, avaient été supprimés (1717).

Les consuls ont fait préparer des sièges. On prend place et l'huissier de l'hôtel de ville ordonne à la foule de faire silence; il lit la « police » et reçoit l'ordre de la faire afficher « dans tous les carrefours et lieux accoutumés ». Le cortège se reforme et les consuls accompagnent les officiers présidiaux jusqu'à la porte du Palais (1).

Les consuls semblaient avoir convenu de leur défaite lorsque soudain ils reprirent l'offensive : Le 17 décembre 1719, ils rédigèrent, sans le concours du présidial, une « *police générale* ». Elle débutait ainsi : « Sur ce qui nous a été représenté qu'il s'est glissé de grands abus dans l'exécution de la police et devant la mettre en son entière vigueur, nous, Consuls, gouverneurs de la ville, juges de l'entière police, conjuges es-causes criminelles... » Le présidial, outré de cette audace, se décida, le 16 mars 1720, à expédier au Parlement une nouvelle requête. Le 4 avril, les consuls promulguèrent un nouvel arrêté de police. Cependant, le désordre régnait en ville; les Agenais profitaient des discordes pour se moquer des règlements; les vagabonds erraient en toute liberté, volaient sans avoir rien à redouter; les bouchers réalisaient de gros bénéfices en vendant au-dessus de la taxe de la viande de mauvaise qualité (2). La jurade du 29 avril 1720 chargea les consuls de rassembler les documents des archives qui permettraient de réfuter les prétentions du présidial (3). Celui-ci triompha encore : Le 11 mai, un troisième arrêt du Parlement ordonna que les parties viendraient plaider et que « par provision, et sans préjudice du droit des parties, les arrêts du 27 février et 28 mars 1719 seraient exécutés selon leur forme et teneur ». Défense était faite aux consuls de changer le taux des denrées, et de modifier les ordonnances de police qui seraient faites par le « *bureau* » (4). Le 20 mai 1720, la jurade, sans se décourager, décida de faire un acte d'opposition à cet arrêt. Le Parlement avait beau faire suivre ses décisions de la formule :

(1) Livre doré, p. 258, 259.

(2) Agen. Arch. com. FF. 28. Ordonnance des consuls. Pièces diverses.

(3) Id. BB. 71. Cahiers des Jurades. Délibération du 29 avril 1720.

(4) Idem. FF. 28. Arrêt du Parlement.

« Nonobstant toute opposition faite ou à faire », il ne pouvait arriver à se faire obéir; les consuls lui opposaient la force d'inertie, et il ne faisait rien pour réduire leur résistance. Exaspérés, les officiers présidiaux firent aux consuls un grand affront : le 22 mai, Martin Dufort, docteur en médecine, et Joseph Péliissier, bourgeois et marchand, consuls, furent députés au Palais présidial, avec deux jurats, pour signifier l'acte d'opposition décidé par la jurade du 20 courant. Ils se réunirent à l'hôtel de ville, et envoyèrent le capitaine du guet au Palais pour prévenir de leur arrivée. Les officiers leur firent répondre qu'ils étaient assemblés et les attendaient. Précédés des soldats du guet, les députés, « en livrée consulaire », arrivèrent au Palais. Mais en haut des marches aucun huissier ne les attendait, comme le protocole l'aurait exigé; ils patientèrent un quart d'heure; les officiers présidiaux ne donnèrent pas signe de vie. De nombreux témoins considéraient cette scène, le personnel du Palais observait curieusement, non sans ironie, le dépit des consuls. Ceux-ci firent signer par les personnes présentes une attestation constatant qu'aucun huissier n'était venu les attendre en haut des marches, et qu'ils étaient en chaperon : l'insulte n'atteignait pas seulement l'homme, elle frappait le magistrat dans l'exercice de ses fonctions, muni des insignes de sa charge. Ils se retirèrent et revinrent à l'hôtel de ville dresser procès-verbal de l'incident (1).

La jurade du 28 mai décida d'envoyer à Bordeaux M. Dufort, second consul, pour défendre les intérêts de la communauté (2). Celle du 19 juin donna « pouvoir de député », pour aller à Bordeaux, à MM. Delmas, de Sevin, Lalanne et Costas (3). La communauté envoya à son avocat à Paris, deux cent cinquante livres pour obtenir une confirmation des privilèges de la ville (10 décembre 1720). Les lettres de confirmation accordées par Louis XV arrivèrent dans les premiers jours de 1721. Le corps de ville envoya M. de Champier pour les faire enregistrer au Parlement, mais l'enregistrement

(1) Agen. Arch. com. FF. 28. Procès-verbal et attestations.

(2) Id. BB. 71. Cahiers des Jurades. Délibération du 28 mai 1720.

(3) Idem. Délibération du 19 juin 1720.

n'eut pas lieu à cause de l'opposition qu'y firent de Coquet et de Redon le 14 janvier. La jurade du 17 février 1721 expédia à Bordeaux M. de Fontirou pour seconder M. de Champier.

Les consuls combattaient avec vigueur; cependant, ils cédèrent encore une fois, sur une nouvelle injonction du Parlement : le 3 et le 11 avril, ils se rendirent au Palais pour procéder avec les officiers du présidial à la taxe des chairs (1). Des deux côtés, on commençait à être las de la lutte. M. de Fontirou proposait que « la communauté se pourvoie au Conseil en cassation des arrêts du Parlement ». Mais « de Coquet et de Redon firent savoir qu'ils seraient bien aise de terminer cette affaire à l'amiable » et la jurade du 19 avril 1721 nomma des commissaires qui devaient se rencontrer avec ceux du présidial. Ceux-ci firent des propositions conciliantes : le taux des chairs serait fixé par le « bureau de police », mais les consuls pourraient l'augmenter ou le diminuer d'un quart sans participation du présidial. Les négociations traînèrent en longueur et le Sénéchal ne persista pas dans son attitude conciliante; le 9 juin il remit aux commissaires de la communauté des propositions très intransigeantes. La jurade, le lendemain, décida que les consuls se pourvoieraient au Conseil. Néanmoins, tout en persistant dans ses actes d'opposition, elle nomma des commissaires pour procéder à la taxe des viandes conjointement avec le présidial (2). La requête des consuls au conseil d'état ne partit d'Agen que le 11 avril 1722, elle demandait la cassation des arrêts du Parlement. Cependant, le conseil de régence commençait à s'émouvoir; le 7 mars il avait demandé aux consuls de lui envoyer avant un mois des éclaircissements sur cette longue affaire (3). Dans la suite, le procès entre les consuls et le présidial s'éternisa devant le conseil d'Etat (4). En 1727, nouvelle tentative de conciliation,

(1) Id. BB. 70 Journal des consuls, p. 157.

(2) Id. BB. 71. Cahiers des Jurades. Délibération du 10 juin 1721.

(3) Au mois d'août 1722, le roi rétablit les offices municipaux. Le financier Bouret avait été nommé « directeur de la création des offices dans tout le royaume ». La liberté des élections devait être rétablie en 1724.

(4) A partir de 1727, les consuls restent deux ans en charge. Ils sont renouvelés chaque année, le 15 septembre, par moitié.

nouvel échec. Le 25 mai 1728, l'intendant Boucher écrivit aux consuls qu'il souhaitait « que les contestations que la communauté avait avec Messieurs les officiers du présidial, se terminassent à l'amiable » (1). La situation ne se modifia pas jusqu'en 1733; le 1^{er} août de cette année, les consuls présentèrent une requête au roi; ils demandaient à nouveau la cassation des arrêts du Parlement et l'enregistrement des « Lettres patentes » de 1718 portant confirmation des privilèges de la ville; ils réclamaient la connaissance entière de la police, ainsi que le droit de recevoir les « perruquiers baigneurs étuvistes ». Le 22 septembre 1734, le roi, en son conseil, décida que les parties se pourvoieraient au conseil privé. Aucune solution n'intervint; le 6 décembre 1739 les consuls firent une « *ordonnance générale et particulière sur tous les points qui regardent la police* » (2). Le présidial, lassé par la résistance obstinée des consuls, ne protesta point.

Le 3 février 1741, ce long conflit prit fin d'une manière qui éclaire d'un jour étrange la justice sous l'ancien régime.

L'affaire avait été renvoyée au conseil privé; le chancelier décida « qu'il fallait tout recommencer comme au premier jour pour tâcher d'introduire la cassation par les voies ordinaires ». Le présidial avait abandonné la lutte; les consuls exerçaient la police à leur gré; la poursuite du procès aurait occasionné des frais considérables. L'affaire en resta là (3).

Durant ces vingt-trois années de conflit, les consuls n'avaient obtenu aucun arrêt en leur faveur. C'est à leur seule obstination qu'ils durent de triompher.

En novembre 1733 un édit royal avait rétabli les offices municipaux supprimés en 1724. A Agen, l'édit ne visait que la charge de maire, de lieutenant et de trois consuls. Chaque année, il en restait donc trois à élire. Le 23 juillet 1735, le roi avait nommé le maire : Véronne, le 31 décembre son lieutenant : Espinasse (4).

(1) Agen. Arch. com. BB. 71 Cahiers des Jurades. Délibérations de juin 1728.

(2) Bordeaux. Arch. départ. C. 928. Texte de l'Ordonnance.

(3) Agen. Arch. com. BB. 75. Journal des Consuls, 3 février 1741.

(4) Bordeaux. Arch. départ. C. 927. Nomination.

4. Conflit avec le Lieutenant criminel (1719)

La longue contestation avec le présidial au sujet de la police n'avait pas absorbé les consuls au point de leur faire oublier qu'ils avaient d'autres privilèges à défendre. Une série de contestations se poursuivit parallèlement à ce grand conflit.

En 1719, le lieutenant criminel mit en liberté deux particuliers que l'un des consuls avait décrétés de prise de corps. La jurade du 2 juin 1719 chargea M. de Gardès, consul, et Guillon, jurat, d'aller le trouver et de lui représenter qu'il n'avait pas pouvoir de juger les appels en ce qui concernait les prises de corps décrétées par l'ordinaire et les consuls conjuges. Si le lieutenant criminel ne se rendait pas à ces raisons, les consuls se joindraient au juge et procureur du roi de l'ordinaire pour obtenir un règlement (1). Il dut céder, car l'affaire n'eut pas de suites. Dans le courant du mois de juin, le lieutenant criminel commit une nouvelle illégalité en ouvrant, sans en avoir le droit, une information au sujet d'un crime. La contestation s'apaisa bien vite car le corps de ville était alors trop occupé par ailleurs pour poursuivre l'affaire (2).

5. Conflit avec le Juge ordinaire (1723-1732)

En 1723, le juge de l'ordinaire, Chabrié, voulut profiter des troubles du moment pour se débarrasser de la concurrence des consuls dans les procès au criminel. Il imagina de leur contester le titre de conjuges, ou du moins de l'interpréter à sa façon. Il leur refusait le droit d'instruire les procédures, il ne leur concédait que celui d'assister aux jugements définitifs.

M. de Fontirou, premier consul, avait entamé une procédure qui avait abouti à une procès devant le Parlement de Bordeaux, en Tournelle, où l'on jugeait les appels en matière criminelle. Chabrié, en effet, avait présenté devant la cour

(1) Agen, Arch. com. BB. 71. Cahier des Jurades, délibération du 2 juin 1719.

(2) *Idem.* Délibération du 10 juin 1719.

une requête en intervention qui avait été acceptée. La jurade du 11 juillet 1723 décida que les consuls sommeraient le juge de retirer sa requête et d'arrêter le cours du procès (1). Il refusa. Les magistrats municipaux, craignant que cette situation « ne portât préjudice aux droits attachés à la charge consulaire », décidèrent de se défendre vivement et d'assigner Chabrié au Conseil (2). Ce n'est que le 17 février 1730 qu'Ausonne, avocat de la communauté au Conseil, put annoncer aux consuls qu'il avait obtenu un arrêt permettant de faire assigner Chabrié. L'autorisation de l'intendant fut aussi nécessaire. Le 12 mai, Ausonne demanda au corps de ville un mémoire contenant l'exposé détaillé de ses prétentions afin de pouvoir dresser une requête et obtenir un arrêt du Conseil. Il l'obtint, mais défavorable aux intérêts des consuls : « La justice criminelle sera exercée conjointement avec les juges, lieutenant de juges et consuls; ces derniers ne pourront instruire et décréter qu'en l'absence, maladie ou récusation du juge et lieutenant de juge, ils seront tenus de se rendre aux heures marquées au lieu où le juge et lieutenant de juge rendent la justice et, faute par eux de s'y rendre, lesdits juge et lieutenant de juge passeront outre » (3) (1732).

A. POUMAT.

(à suivre).

(1) Agen. Arch. com. BB. 7. Cahier des Jurades, délibération du 11 juillet 1723.

(2) *Idem.* Délibération du 16 août 1723.

(3) Bordeaux. Arch. départ. C. 927. Arrêt du Conseil.

●

LES BASTIDES EN AGENAIS

Comment elles furent construites

Les paréages établis en vue de la fondation des villes neuves, de quelle manière ces dernières allaient-elles être édifiées et organisées ?

Commençons par le côté matériel. Nous envisagerons successivement : *Le choix de l'assiette; la distribution des terres; le plan régulier; les remparts, tours, portes, château, église; l'imposition du nom; l'aspect de la ville-neuve, ex. : Vianne.*

Le choix de l'emplacement que devait occuper la bastide était très important car de lui dépendait la prospérité de la ville. Nous avons vu que c'était le plus souvent les grandes abbayes qui cédaient le terrain pour le défricher et coloniser le pays. Les forêts étaient nombreuses et recouvraient presque entièrement les collines, d'où l'expression latine que l'on rencontre souvent dans les documents de cette époque : *in bosco et in valle*. La ville neuve allait donc recouvrir le terrain occupé par les forêts ou les pâturages, terrain inculte, mais apte aux travaux agraires. Ainsi le lieu où devait être établi Puymirol est qualifié de : *desertum, nemorosum, heremum*. (*Charles de l'évêché d'Agen, 26 septembre 1246*).

Cependant les bastides n'étaient pas toujours établies sur des emplacements inoccupés; *Vianne, Saint-Sardos, Sérignac, Sainte-Livrade*, possèdent des églises romanes du ^x^e et ^{xii}^e siècle; c'étaient des sièges de prieuré antérieurement à la fondation des bastides. *Aiguillon*, qui a conservé des ruines de l'époque romaine, existait sans doute avant le ^{xiii}^e siècle. Une bastide pouvait donc être constituée par de simples additions de rues à un centre de population déjà établi.

Pour assurer un plus grand essor économique à la ville neuve, on la plaçait quelquefois dans une vallée. C'est ainsi que furent bâties *Villeneuve d'Agenais, Vianne, Lavardac*,

Valence d'Agenais. Mais, le plus souvent, pour répondre à leur but militaire, les bastides furent construites sur des hauteurs faciles à défendre. L'idéal était un plateau abrupt de trois côtés avec une seule pente douce sur laquelle pouvaient se porter tous les soins des assiégés en temps de guerre. *Monclar, Castillonès, Tournon, Monflanquin, Puymirol* sont situés sur des collines assez larges pour former l'assiette d'une ville. Il est à remarquer que, grâce à la sécurité dont elles jouissaient, ces bastides ont eu un développement plus considérable que celui des villes neuves de la plaine. Les cinq villes citées sont actuellement des chefs-lieux de canton. *Laparade, Saint-Pastour, Montpezat* sont également construites sur des points culminants.

Les seigneurs d'Agenais les considérant comme des villes fortes, les fondèrent surtout sur les frontières de ce comté. *Puymirol, Tournon, Sauveterre, Monflanquin, Villeréal, Castillonès, Miramont, La Sauvetat-du-Dropt, Villeneuve de Duras* occupaient les points avancés du territoire. Il fallait aussi avoir au centre un vaste camp retranché : ce fut *Villeneuve* qui paraissait être, en quelque sorte, la capitale des bastides de l'Agenais et portait ombrage à la vieille Agen.

« Il serait difficile de ne pas reconnaître dans cet ensemble remarquable, dans la disposition des bastides de l'Agenais, l'intention bien arrêtée des fondateurs de créer un *réseau stratégique*. » (*Congrès archéologique d'Agen, 1874.*)

A ces raisons militaires qui faisaient construire les bastides sur les frontières du pays se joignait une mesure de simple police. M. Curie Seimbres dit, à ce sujet (p. 159) : « Il y a à remarquer que si les titres initiaux des bastides énoncent comme motif de leur établissement la nécessité de *purger ces lieux* de la présence d'hommes sans aveu, adonnés au brigandage, c'était parce que les malfaiteurs, pour être plus en sûreté, se groupaient sur les frontières indécises et contestables. La bastide de *Castillonès*, fondée du temps du comte Alphonse (1259) sur les marches de l'Agenais et du Périgord peut être considérée comme type de celles de ce genre. »

Le terrain choisi, il fallait fournir aux habitants de la nou-

velle ville les *matériaux nécessaires à construire leurs maisons* : les forêts leur donnaient le bois et les carrières voisines la pierre à bâtir. L'établissement de ces groupes urbains, composés d'agriculteurs dont la sécurité allait reposer sur de solides garanties rendait possibles l'extirpation et la *culture des terres* restées jusqu'alors improductives, avec d'autant plus de raison que l'*abatage des forêts* et l'*affouillement des carrières* devenaient une nécessité pour fournir les matières premières indispensables à la construction des villes; et quand les terrains affectés au paréage n'y suffisaient point, on voit que les fondateurs accordaient aux habitants la faculté de les puiser sur d'autres de leurs terres, comme on le constate dans les titres de plusieurs bastides.

Dans les coutumes d'Eymet qui furent octroyées par le comte Alphonse en 1270, on voit : « Quod in nemoribus et lapidicinis ad ædificandum liceat eis uti. » (*Curie Seimbres*, p. 155.) De même, par l'article V de la charte de Villeneuve, Alphonse concède aux habitants ses carrières et forêts pour bâtir.

Les matériaux de construction indiqués, trois parts étaient faites dans l'emplacement de la bastide :

Un *premier lot* était attribué aux maisons;

Un *deuxième*, aux jardins potagers ou courtils;

Un *troisième*, aux champs.

« D'après une indication que nous puisons dans les documents relatifs à *Montréal* (actuellement dans le Gers, au *xiii^e* siècle dans l'Agenais) les sénéchaux ou autres officiers qui présidaient aux fondations, traçaient eux-mêmes les plans des bastides et distribuaient les emplacements par voie d'adjudication. Il est énoncé, dans ce titre, que Guillaume de Bagnols, sénéchal d'Agenais, pour le comte Alphonse, commit un notaire d'Agen, nommé Pons Mainard, pour le remplacer dans les opérations préparatoires de cette bastide : « Ad talliandum carrerias et plateas, et terras, caseralia, et loca domorum dividenda et adjudicanda. Oihenart, t. 104, f^o 98. » (*Curie Seimbres*, p. 169.)

Ces trois catégories : la ville, les jardins et les champs sont

désignées dans les chartes par les mots : *infra* (murorum, à l'intérieur des murs); *juxta* (murorum, contre les murs); *extra* (murorum, en dehors des murs). Chaque habitant de la bastide devait bâtir sa maison, avoir un jardin potager ou courtil et une portion du territoire réservé aux champs. Tous les lots étaient égaux. La charte de fondation ou le paréage déterminent avec une grande précision les dimensions des façades des maisons, et l'étendue du jardin. Elles sont calculées en *brassés*, *stades*, *cannes*, *aunes*, *arpents*. Malgré leur variété, ces mesures se traduisent pour presque tous les bastides par cinq ou six mètres pour les façades des maisons, cinq ou sept ares pour les jardins potagers.

La condition du *bail emphytéotique* à redevance fixe régissait les terrains concédés aux habitants qui venaient peupler les bastides. Le cens était variable d'une bastide à l'autre. Les habitants avaient un droit indivis sur certains terrains. C'étaient des *communaux* pour permettre aux pauvres gens d'élever leur bétail. Certaines chartes (Monflanquin, Monclar) mentionnent même la concession d'une partie du terrain aux habitants. C'est ce qu'on appelait l'*honneur* ou *détroit*.

Les habitants s'engageaient à construire leurs maisons au plus vite, dans l'année si c'était possible, car il fallait que la « ville neuve » sortît bientôt de terre. Ces maisons à un seul étage étaient construites sur des *murailles en terre* (pisé) ou même sur *pans de bois garnis de torchis*, qu'on désigne sous les noms de *colombage* ou *colondrage*. Elles n'étaient point contiguës; il est rare que dans les reconstructions on n'ait pas fait disparaître ces petits intervalles appelés communément *androne*s. Cependant, la plupart des bastides agenaises en offrent encore des exemples.

« Un point mis hors de doute par l'examen et la comparaison des bastides, dit Curie Seimbres (p. 172), c'est qu'elles furent toutes construites sur un *plan identique* et *parfaitement régulier*; cela seul suffirait pour démontrer qu'elles eurent la même origine, qu'elles surgirent d'un seul jet. C'est, en effet, le propre de toute œuvre qui procède de l'esprit humain, de servir d'expression à une époque, de porter dans sa forme

l'empreinte du milieu où elle s'est produite. Les fondateurs de bastides se trouvaient partout en face du même problème : renfermer sans encombrement le plus d'habitations possible dans un périmètre que la dépense considérable des fossés et du mur d'enceinte mettait dans la nécessité de restreindre. La forme qui s'offrait naturellement était celle du *carré* ou du *parallélogramme rectangle*, où il n'y a point d'espace perdu. De là son adoption et l'arrangement symétrique qui en découle : *place quadrilatérale formant le centre, rues perpendiculaires avec intersections à angles droits*.

Cette régularité remarquable ne se rencontre que dans ces villes neuves conçues à priori, tracées au cordeau et construites simultanément. Les villes anciennes, dues à des incorporations lentes et successives, révèlent, par l'amoncellement de divers groupes, par leurs rues obliques et sinueuses, l'absence d'un plan préconçu; ce qui a fait dire avec justesse qu'elles semblaient faites pour se cacher le soleil. Au contraire, les bastides, avec leur plan en damier, leur distribution rectiligne, ont un cachet si net, si distinct, qu'on les reconnaît à première vue figurées de la sorte sur les cartes de Cassini; quand on les examine sur leurs plans cadastraux, on croit voir de grands potagers distribués en carreaux et desservis par des allées droites.

Non seulement le *quadrilatère* était le plan qui se prêtait le mieux à la plus grande *concentration* dans un espace donné, mais encore il était le seul qui facilitât le moyen de partager avec une parfaite exactitude le sol destiné aux emplacements des maisons. Chacune d'elles trouvait la même superficie; il n'y avait qu'à diviser l'étendue d'un bout de rue à l'autre; l'espacement devait être sans déperdition et les mesures partout égales. »

« Les plans des bastides étaient modifiés eu égard à leur position. On comprend que le type exactement rectangulaire ne pouvait être appliqué alors que les murs d'enceinte devaient suivre les contours des coteaux. On appropriait tant bien que mal les lignes droites dans les deux sens à la configuration du sol. » (*Congrès archéologique d'Agen, 1874*).

On trouve dans le compte-rendu du *Congrès archéologique d'Agen, 1874*, une remarque très juste au sujet de l'*orientation des rues* : « La direction de la moitié des rues est du nord-ouest au sud-est et par conséquent, les autres qui sont perpendiculaires aux premières tendent du sud-ouest au sud-est ».

Nos archéologues ont attribué à ce tracé une cause due au climat : « Dans la Guyenne, les vents violents qui amènent la pluie, sont les vents de l'ouest. Si l'on avait adopté une orientation exacte, ces courants d'air auraient balayé dans toute leur longueur les rues de l'ouest à l'est, tandis que les pluies auraient battu de front tout un côté des rues tendant du nord au sud. Les constructeurs des bastides, pour s'abriter contre le vent qu'ils redoutaient le plus, lui ont opposé partout des angles et des lignes obliques. On peut ajouter à l'appui de cet argument que c'est aussi sans doute à cause du climat que les portails et les porches des églises romanes de la région sont placées plus souvent du côté sud que sur la façade occidentale ».

« La *grande place*, dit Curies Seimbres (p. 174), était le point privilégié et comme le cœur de la bastide ». C'était une place carrée ou rectangulaire, de dimensions variables, mais toujours placée au centre, aux points d'intersection de quatre rues. Dans le milieu était la *halle*, supportée par des piliers en bois de chêne; le premier étage servait de *maison commune*. On peut citer comme admirablement conservés la halle et la mairie de *Villereal*. De magnifiques madriers de chêne croisés dans tous les sens font tous les frais de la construction. Des pièces droites formant entablement ont 14m.80 de longueur.

Ces places ont une *bordure de galeries* formant encadrement et recouvrant les rues sur ce trajet par la saillie des maisons, de manière à les métamorphoser en allées couvertes. C'est ce qu'on appelle : *cornières, auvents, ambans*. Les supports de ces galeries sont en bois ou en pierre.

Deux bastides de l'Agenais : *Lamontjoie* et *Sérignac* n'ont pas de place des cornières. Quelques arcades le long d'une rue

en tiennent lieu. Ces galeries étaient très commodes. Les artisans pouvaient en toute sécurité y installer leurs marchandises et les acheteurs s'y promener les jours de pluie. Plusieurs ont regretté que pour nos constructions modernes on fasse disparaître ces vestiges du Moyen-Age, qui ne manquent pas de pittoresque.

M. Cassany-Mazet, auteur de l'*Histoire de Villeneuve-sur-Lot* s'exprime ainsi sur cette matière : « Ce genre de construction, de mauvais goût et insalubre, était alors en usage... Il s'est continué jusqu'à nos jours, malgré les progrès des sciences, par l'effet d'une tolérance fâcheuse, de la police des villes; et celle dont j'écris l'histoire en ressent encore les mauvais effets, tandis qu'elle pourrait par les reconstructions successives depuis le XII^e siècle, jouir des avantages des façades larges et des murs en maçonnerie sur ses rues, ainsi que de celui résultant de l'influence solaire et atmosphérique dans tous ses quartiers .»

Au point de vue moderne, ces constructions n'ont pas leur raison d'être et de plus sont tout à fait *contraires à l'hygiène*. Mais, puisque le Moyen-Age en a usé et même abusé, c'est que depuis longtemps on avait reconnu leur *utilité*.

Le temps et les profondes différences qui nous séparent du Moyen-Age nous empêchent de juger de ces questions. Il nous est impossible d'adapter notre genre de vie à celui d'une époque si reculée. Ce n'est pas une raison pour prétendre que ce genre de vie était mauvais. Comment le savoir ? Les cornières offraient un abri hospitalier pour les jours de pluie, et ce « *genre de construction de mauvais goût* » était cependant *pittoresque*. Il ressemblait à l'atrium des maisons romaines et aux cloîtres des monastères. Nos maisons modernes sont-elles si exigeantes qu'elles nécessitent la disparition de monuments d'un autre âge ? Ne pourrait-on, sans nuire à nos constructions actuelles, leur laisser aussi une place comme vestiges du temps passé ?

La bastide était entourée de *fortifications*. M. Curie-Seimbres les a décrites (p. 179) : Les *fortifications* ou ouvrages

défensifs des bastides offrent partout, à très peu de chose près, le même système, les mêmes détails.

C'est d'abord la *circonvallation* décrite par une ou par deux lignes de *fossés* avec ponts levis en face des portes, lesquels étaient défendus en dehors du mur d'enceinte (*antemuralia*) par de petites redoutes qu'on appelait des *barbacanes*. Dans le cas de double circonvallation, l'espace intermédiaire — 100 mètres environ — était desservi par un *chemin de ronde*. Là se trouvait la ligne *barri*, de *barrium* « barrière ». Après cette simple ou double ceinture, régnait une marge de terrain, qui remontait, par une pente très raide de la dernière escarpe jusqu'au mur d'enceinte; ce retranchement nu et à plan incliné, formant glacis ou plutôt talus, remplissait un double objet : il gênait par son inaccessibilité l'approche des assaillants, les découvrait aux traits et aux pierres que faisaient pleuvoir les assiégés du haut des tours et de derrière les remparts. Ces *remparts* ou murs d'enceinte continus se composaient d'une épaisse maçonnerie dont les matériaux et les dimensions variaient suivant les lieux. Quelquefois la brique dominait, plus communément c'était le moëllon et le gros caillou. »

« Les *tours* flanquant les remparts étaient en petit nombre et rarement assez rapprochées les unes des autres pour battre efficacement tous les points des courtines. Les angles mêmes des enceintes n'étaient peut-être pas toujours munis de tours. Les *portes* (il y en avait rarement moins de quatre dans chaque bastide) ne sont jamais défendues par deux tours. Elles sont ouvertes dans une tour carrée peu avancée sur la ligne des courtines et sans flanquements. Des *machicoulis* aux étages élevés, une *herse* à l'intérieur servaient à les protéger. Il est probable que ces portes correspondaient à des ponts mobiles roulants ou à bascule. Toutes ces portes ont la largeur nécessaire pour le passage des voitures. Quelques bastides avaient des *poternes*. Il en existe encore deux à *Castillonnès*. L'épaisseur des murs est souvent considérable; ceux de *Castillonnès* ont partout sept pieds d'épaisseur. On peut conjecturer d'après la forme des meurtrières et d'après le style des cor-

beaux et les fenêtres des tours, que les *remparts* sont généralement *contemporains* ou à peu près de la *fondation des bastides* » (*Congrès archéologique d'Agen, 1874*).

Les fortifications étaient presque toujours à la charge des habitants. Cependant, on voit dans quelques chartes que les fondateurs faisaient les premiers frais. Souvent, les dépenses étaient partagées. C'est ainsi qu'en décembre 1283, Edouard I^{er} confirma un règlement fait par son sénéchal, *Jean de Grailly*, concernant les bastides de *Puymirol, Monclar, Monflanquin* et *Tournon* en Agenais; les murs devaient être élevés aux frais des communautés et les portails aux frais du Roi; « *De assensu dato composicioni ordinate super clausura murorum de Grandi Castro, Monteclari, Monflankyni et Tornone.* » « *Sciat quod, cum inter fidelem nostrum Johannem de Grelliacó, militem, senescallum Vasconie; pro nobis et nomine nostro, ex parte una, et consules et probos viros Grandis Castri, ad consules et probos viros de Monte Flankyno, et consules probos viros de Tornon, ex parte altera, super clausura murorum dictarum villarum de Grandi Castro, de Monte Claro, de Monte Flankyno et de Tornon per predictos consules ac probos viros predictos facienda et super portalibus carumdem villarum nostris sumptibus faciendis sub certis modo, forma et convencionibus certa fuerit compositio, ut intelleximus, ordinata, ac carte de cartolaié super premissis facte fuerint hinc et inde; nos, predicta composicioni super premissis facti, plenum et expressum prebimus assensum. In cujus... etc...* » Ce document se trouve au t. II des *Rôles Gascons* (édition Bémont), p. 213, n° 752.

Aux fortifications des bastides, se relie une question intéressante : celle des *châteaux*.

Toutes les bastides avaient-elles ou devaient-elles avoir un *château* ? C'est là un point très controversé. Cette question a été agitée au *Congrès archéologique d'Agen en 1874*, mais le problème est resté à résoudre.

Pour certains, toutes les bastides royales ou comtales avaient ou devaient avoir des *châteaux*. Ils appuient leur opinion sur plusieurs arguments : 1° D'abord le *fait lui-même* ;

dans la région, toutes les villes fondées par Raymond VII, Alphonse de Poitiers, Edouard I^{er}, Philippe le Bel ont ou avaient des châteaux; 2° Les noms même des bastides annoncent l'existence d'un château : *Grande Castrum* (Puymirol), *Castrum Amorosum* (Labastide), *Castrum Comitale* (Dama-zan), *Castrum Seniorii* (Laparade); 3° Le mot même de *bastide* est synonyme de *castrum*, *turris*, *propugnaculum* (Du Cange, au mot *bastia*); 4° Il est peu des bastides qui n'aient encore leur *rue* ou leur *quartier dit : du château*. Quelques *textes* fournissent des preuves positives.

Le château de *Puymirol* (appelé citadelle et rasé seulement au xvn^e siècle) et celui de *Monflanquin* étaient les résidences ordinaires du sénéchal Jean de Grailly en raison de leur force défensive. *Tournon* avait un château. Nous voyons dans les *Rôles Gascons* (éd. Bémont, f. II, p. 252, n° 894), qu'Edouard I^{er} ordonne qu'on finisse sa construction, en 1289 :

« *De edificiis castri de Turnone construendis. Rex eidem salutem. Mandanus vobis quatinus edificia castri nostri de Turnone, prout incepta sunt, construi et compleri faciatis.* »

5° Des restes de château se voient encore dans quelques bastides : *Castillonès*, *Saint-Pastour*. Le château de *Montpezat* a joué un grand rôle dans les guerres.

En somme, disent ces savants, il n'y eut de bastides dépourvues de châteaux que celles qui furent fondées par les *petits seigneurs* auxquels, en raison de leur situation féodale, il était interdit d'avoir des châteaux, ou par les simples bourgeois, comme ceux d'Agen.

Ces arguments établissent que certaines bastides ont ou ont eu des châteaux; ils doivent suffire à écarter l'opinion de ceux qui prétendent que toutes les bastides en sont dépourvues. Cependant, *il y a-t-il toujours un château dans la bastide ?*

Un château, a-t-on dit, paraît parfaitement inutile dans des villes qui sont elles-mêmes des châteaux. Il se pourrait que les châteaux de *Puymirol*, *Tournon*, *Monflanquin* eussent été destinés bien moins à la défense de la place qu'à la résidence du sénéchal. En *Périgord*, où les bastides abondent encore, elles n'ont point de château, hormis *Malcuin*. En *Guyenne*,

c'est à peine si l'on compte sept ou huit châteaux dans les bastides non moins nombreuses de cette région. La présence d'un château ne serait donc pas un des signes caractéristiques d'une bastide.

M. Curie Seimbres considère les châteaux des « villes neuves » comme des *citadelles* qui n'entrent qu'indirectement dans le système des fortifications des bastides. « Ils étaient, dit-il, la propriété exclusive des suzerains ou des rois, qui y entretenaient des commandants (*castellani*) avec des troupes à leur solde. Ces châteaux formidables auxquels le nom de citadelles convient beaucoup mieux, n'avaient pas précisément pour objet d'augmenter les moyens de résistances des bastides ; cela pouvait cependant arriver s'il s'agissait de se défendre contre un ennemi commun, mais, en réalité ces constructions n'étaient faites que pour les commander et y assurer la domination du souverain. A cet effet, on les établissait de telle sorte que, placées à cheval sur la ligne des fossés et du mur d'enceinte, avec doubles issues, d'un côté sur la campagne, et de l'autre dans la ville, elles en étaient à la fois indépendantes et maîtresses. Elles furent un instrument d'oppression qui paralysa toujours le développement des bastides, quand il n'eut point des conséquences plus désastreuses ; car, durant les époques de crise, au temps surtout des longues et sanglantes guerres religieuses qui remplirent le xvi^e siècle, ces citadelles devinrent le point de mire des divers partis, et ne servirent plus qu'à attirer sur les malheureuses villes toutes sortes de calamités. » (Curie Seimbres, p. 183 et 184.)

Quelque fut le rôle des châteaux, leur présence n'était pas nécessaire à la bastide. Ils ne firent qu'augmenter leur force défensive. Ils *eurent des origines diverses*.

Quand la bastide venait se superposer à un centre de population déjà existant, il pouvait arriver qu'il existât un château ; il entra alors dans le système de fortification de la bastide.

Le plus souvent, le château était construit en même temps que la ville et servait de résidence au fondateur comme il servait de citadelle.

En résumé, nous ne croyons point que la *ville neuve* devait

nécessairement contenir un château; il pouvait arriver qu'elle en possédât un, et cela se produisait même assez fréquemment, car les *fondateurs se réservaient la possession d'une résidence*. Celle-ci, presque toujours fortifiée, à l'image des châteaux féodaux, devenait la citadelle de la bastide.

Nous répondrons à ceux qui prétendent que le nom même des bastides annonce d'une façon évidente, l'existence d'un château que, de même que la *conception* de ces villes se rattachait à la fondation des « villes châteaux », de même le nom des bastides fut emprunté à ces dernières. Un fait historique a toujours ses racines dans le passé et en porte l'empreinte. Quel nom donner aux toutes premières villes, fortifiées comme leurs aînées ? Le nom de château s'imposait et ce fut par extension qu'il désignât la bastide.

De ce que le mot *bastide* est synonyme de *castrum*, *turris*, *propugnaculum*, faut-il conclure que la bastide contenait un château ? ou plutôt qu'elle le rappelait par son aspect et ses murs crénelés ? Nous croyons devoir nous arrêter à cette dernière signification du mot bastide.

Alors même qu'elle ne possédait pas de château, la bastide avec ses fortifications avait une grande force défensive. Il serait intéressant de comparer le *système de défense de la bastide* avec celui du château féodal. Cette étude a été esquissée au Congrès archéologique d'Agen de 1874. Nous trouvons dans son compte-rendu :

« Un château-fort du *xiii^e* siècle est une série d'ouvrages indépendants les uns des autres ou reliés par des issues étroites. Tout est compliqué, tout révèle les précautions prises contre des trahisons possibles. On se fortifiait à l'intérieur comme à l'extérieur. Ce système de défense offrait plus d'un inconvénient. Il était parfois difficile de porter promptement les secours sur le point menacé. Puis, quand l'ennemi occupait une première position, il y trouvait un retranchement tout fait et c'était aux défenseurs de la place à le déloger à grand-peine.

Une seule brèche, un seul assaut suffisaient pour emporter une bastide. Mais, avant de faire brèche, les assiégeants avaient à lutter contre toute la garnison déployée sur les cour-

tines travaillant à relever un mur détruit, faisant des sorties par toutes les portes. Il faut bien reconnaître que, malgré ses imperfections apparentes, le système de défense des bastides est admirablement approprié aux *milices populaires*. Il faut ajouter qu'à l'occasion on construisait des ouvrages en terre en avant des remparts. *Castillonnès* avait deux *éperons* ou *demi-lunes*. Ainsi la force militaire des bastides ne le cédait en rien à celle des autres villes closes. Il faut ajouter que la concorde et les intérêts des habitants leur donnaient une énergie que les mercenaires ne peuvent avoir au même degré; chacun dans une bastide combattait pour la *défense de son foyer et de ses privilèges*. »

A cette force, d'ordre moral venait se joindre une force d'ordre purement matériel : le *plan régulier de la ville*. « Le service de défense pouvait s'effectuer avec la plus *grande rapidité*. Qu'on suppose quelques postes échelonnés sur la ligne des remparts et le gros des milices groupé au centre, sur la place des Cornières; au premier signal, en moins de deux minutes, on se transportait facilement sur le point attaqué quelqu'il fut. En effet, dix hommes peuvent marcher de front dans ces rues droites qui toutes mènent aux courtines. Tout favorisait la rapidité des mouvements, ce qui n'était pas un médiocre avantage ». (Congrès archéologique, Agen 1874).

« Dans ces fortifications, dit M. Curie Scimbres, p. 180, rien ne s'écarte de l'ancien système militaire que la découverte de la *poudre à canon* était sur le point de détrôner. Cette invention qui eut de si grandes, de si heureuses conséquences, fut un fait contemporain des bastides (1346); Mais l'imperfection des nouvelles machines et le progrès qui s'était accompli dans les anciennes, laissèrent l'artillerie stationnaire jusqu'au *xvi^e siècle*. Les ouvrages de défense des bastides avec leurs hautes murailles, leurs tours élevées attestent qu'on ne cherchait encore alors qu'à se prémunir contre les escalades et contre les traits des archers. Les combats en plein champ donnaient tout l'avantage aux nobles bardés de fer, lesquels ne pouvaient guère succomber qu'étouffés dans leurs armures; mais aux sièges des villes, l'avantage passait du côté des

bourgeois. Ce n'était plus la mêlée, la lutte corps à corps. Des mains faibles ou inhabiles, lançant des pierres de très haut, avaient raison des guerriers les plus redoutables : témoin Simon de Montfort terrassé par une femme à l'assaut de Toulouse (1218) ».

Aussi, grâce à leur force défensive, les bastides résistèrent souvent victorieusement à leurs assiégeants. *Villeneuve-sur-Lot*, en 1585 repoussa les troupes de la reine *Marguerite*, qui avaient occupé par trahison toute la partie de la ville qui s'étend sur la rive gauche. En 1562, avec son enceinte du Moyen Age, elle résista à toute l'armée et à l'artillerie puissante du comte d'*Harcourt*. De même *Vianne* tint bon pendant les guerres du xvi^e siècle.

On pourrait s'attendre à trouver l'*Eglise* de la bastide sur la place des Cornières. Il n'en est rien. L'Eglise occupe presque toujours une position *excentrique*; souvent un des angles de la bastide. Ces églises ont une seule nef; leur orientation est généralement nord-est ou sud-est, ce qui tient au parallélisme établi avec les rues.

Trois cas peuvent se présenter quand à leur date de fondation; elles peuvent être *antérieures* à la fondation de la bastide, *contemporaines* ou *postérieures*. Le dernier cas est le plus fréquent.

Quand la bastide vint remplacer un village déjà existant, l'église romane subsista; c'est ainsi que *Vianne*, *Saint-Sardos*, *Sérignac*, *Sainte-Livrade*, possèdent des églises du xi^e et xii^e siècle.

Peu nombreuses sont les églises contemporaines de la fondation des bastides. Seule, l'église de *Villeréal* date en entier de la seconde moitié du xiii^e siècle. Les murs et les dosserets de l'église de *Castillonnès*, les portails des églises de *Monflanquin* et de *Sainte-Catherine de Villeneuve* se rattachent à la même époque. Le style de l'église de *Villeréal* est étroitement lié au système de défense des bastides. C'est une véritable forteresse. Elle pouvait servir de refuge aux habitants au cas où l'enceinte aurait été forcée.

Toutes les autres bastides de l'Agenais possèdent des égli-

ses gothiques du xiv^e et xv^e siècle. C'est que le premier travail des habitants des bastides avait été de construire leurs hautes murailles à l'abri desquelles ils étaient en sûreté. Il se contentèrent pendant longtemps d'une église voisine. Avec le temps, la ville prospéra. Le bien-être s'y introduisit et, avec lui l'art se développa, tant il est vrai que la richesse appelle l'art. L'époque gothique vit sortir de terre les belles églises que nous admirons encore aujourd'hui. M. Curie Seimbres qui a recherché pourquoi ces modestes bourgeoises construisirent de si beaux monuments croit en avoir trouvé la cause dans leur « *tendance à montrer leur joie, leur orgueil, leur confiance* ». Le grand art gothique, en effet, était l'affirmation de cette bourgeoisie sortie de l'ombre, son besoin de triompher, son efflorescence.

« Un point établi par les faits, dit M. Curie Seimbres, p. 190, c'est que l'apparition du style ogival concourt avec la grande évolution des xiii^e et xiv^e siècles, avec le progrès social qui vit se réorganiser ou se créer tant de villes. Si ce style nouveau, qui correspond à la rénovation politique, ne lui dut pas le jour, il lui servit à se manifester. Sa richesse d'ornementation, cet épanouissement de sculptures, aux détails pleins d'élégance et de délicatesse, le mettaient en harmonie parfaite avec l'effusion de joie des groupes urbains en possession de leur indépendance. L'église, dans chacune de ces villes, fut le monument chargé d'attester la vie libre et homogène, l'existence politique. Ce fut, au sein des bastides peuplées de serfs affranchis, comme un chant de jubilation ou d'actions de grâces ! »

Il nous reste à examiner encore deux points : le *baptême* et l'*aspect de la ville neuve*.

Comment allait-on l'appeler ?

Souvent, quand la bastide se superposait à un centre de population déjà existant, le *nom primitif restait* et reparaisait même quelque effort qu'on fit pour lui en substituer un nouveau ; ainsi *Puymirol* prévalut malgré le nom donné par Raymond VII : *Grande castrum*.

Parfois, les bastides tiraient leur nom de leur *situation to-*

pographique : Monflanquin, Monclar, Lamontjoie, ou de la date de leur création : Villeneuve, ou bien encore de leur franchise : Villefranche-du-Queyran, Villeneuve-de-Duras, Villeneuve de Mézin; quelquefois du roi leur bienfaiteur : Villeréal, Réalville, du nom d'une grande ville d'Italie ou d'Espagne : Valence; enfin les villes neuves portent souvent le nom de castrum qui, à l'époque, était synonyme de bastide, telles sont : Grande castrum (Puymirol), Castrum Amorosum (Labastide-Castel-Amouroux), Castrum seniorii (Laparade), Castrum Comitale (Damazan).

Un exemple curieux de ville neuve en Agenais, c'est le village de *Vianne*, qui mérite une mention à part. Le temps et les guerres l'ayant épargnée, cette bastide est restée à peu près ce qu'elle était au ^{xiii}^e siècle. Elle est un témoin précieux de cette époque reculée. Si les autres bastides ont conservé leur plan régulier, elle a de plus ses murs crénelés, ses tours et ses portes qui nous transportent en plein moyen-âge.

Elle est située sur la rive gauche de la *Baïse*, très près de la berge, au point d'intersection de deux lignes, allant l'une de *Montgaillard* à *Limon*, l'autre de *Lavardac* au *château de Trenquelléon*, à deux kilomètres environ de chacun de ces deux localités. Elle s'étale complaisamment au fond d'une charmante vallée et justifie le nom de *Vianne la jolie*, que lui ont donné ses habitants.

Dans le compte-rendu du Congrès archéologique d'Agen de 1874, nous trouvons de cette bastide une *description* très exacte que nous allons reproduire ici :

« La *forme générale de l'enceinte* est celle d'un trapèze. Les déviations que l'on observe du côté sud-est sont dues aux contours des rives de la Baïse que l'on a suivis pour utiliser une défense naturelle.

Le *parallélisme des rues* n'est pas parfait. Ce sont six rues du nord-ouest au sud-est, coupées par trois autres sous des angles à peu près droits. Une *place carrée*, autrefois bordée d'*arcades*, est ménagée presque au centre. D'un carrefour, on aperçoit les quatre portes fortifiées. Il faut observer que dans les prévisions des fondateurs, la bastide devait contenir

une population plus considérable. Certaines rues n'ont pas leur prolongement normal et de nos jours encore, dans le corps de la place, il y a cinq fois plus de jardins et de terrains vagues que d'emplacements occupés par les maisons. Les *fossés* ont été comblés; les *remparts* sont assez bien conservés. C'est une ligne continue de courtines dont la hauteur actuelle varie entre six et huit mètres.

On reconnaît presque sur tous les points le niveau des *chemins de ronde* intérieurs, mais les merlons qui existaient encore au début de ce siècle, et les plus hautes assises ont été démolies. Ces matériaux ont servi de ballast pour nos routes modernes. Ces murailles n'ont aucune meurtrière ménagée dans leur plein. Au sommet, des trous de boulin, espacés de deux mètres 50 devaient servir à l'établissement des madriers qui portaient les *hourds*. Les quatre *tours carrées* qui défendent les portes sont assez bien conservées. Elles n'ont qu'un étage auquel correspond une meurtrière longue de chaque côté. Une petite échanguette les défend sur une face; de l'autre s'ouvre une porte communiquant avec les courtines. La plateforme est voûtée. Deux *créneaux* isolés par de larges merlons, s'ouvrent de chaque côté. Un berceau à cintre brisé constitue la voûte intérieure du rez-de-chaussée. Des rainures pour les *hermes* sont creusées dans les pieds droits.

Il existe encore *deux tours d'angle*, circulaires, saillantes aux trois-quarts, surmontées de sept créneaux et percées de trois archères.

Un plan de Vianne, conservé aux archives de Lot-et-Garonne, montre la régularité et la construction en damiers de la bastide. On y voit que l'enceinte fortifiée entoure une grande étendue de terrains dépourvus de maisons. La grande place est plantée d'arbres ainsi que les promenades extérieures qu'occupaient autrefois les fossés. L'église est dans un coin.

Deux particularités sont à noter : la *découverte d'antiquités romaines*, entre autres d'une belle statuette de Mercure en bronze, qui a eu lieu récemment dans l'intérieur même de la ville; le *style de l'église*, charmant spécimen de l'époque ro-

mane. Ce monument qui paraît appartenir au début du **xii^e** siècle, a été englobé dans l'enceinte, mais il est placé dans une position excentrique. Ces deux faits prouvent que Vianne était un centre de population avant sa transformation en bastide. »

On voit que la « ville neuve », avec son plan, ses rues perpendiculaires, sa place au centre, ses retranchements, avait tout à fait l'apparence d'un camp « *stativa* ». Ce fait seul prouverait que les bastides ont bien été construites d'un seul jet, qu'il y a eu préméditation pour le plan. Rien de régulier dans les villes du moyen âge provenant de lentes agglomérations; les rues sont tortueuses; chaque propriétaire a bâti sa maison comme bon lui semblait. S'il y a symétrie et plan régulier dans les villes neuves, c'est qu'une volonté supérieure, celle du fondateur, a présidé à leur construction.

Yvonne DOMENGIE.

(A suivre).

JASMIN ET SA STATUE

Dans un intéressant article paru récemment dans la *Revue de l'Agenais*, notre sympathique collègue et ami M^e Jacques Amblard a défendu avec courage les statues élevées à Agen contre les sévères critiques d'un romancier du pays. Je me bornerais, pour la statue de notre poète gascon, à quelques réflexions purement artistiques.

Paris a déshonoré plusieurs de ses places publiques par diverses sortes de Gambetta lamentables. Sous notre soleil de Gascogne, nous devons éviter d'élever de pareils monuments à nos gloires provinciales. Loin de moi la pensée d'attaquer ici le sculpteur, car lorsqu'il obéit aux suggestions officielles l'artiste ne peut être rendu entièrement responsable de son œuvre. Je m'élève plutôt contre la conception souvent fausse de la glorification de nos grands hommes. La statue de Jasmin en est, je crois, un exemple. On pourra m'objecter, je le sais, que Jasmin s'habillait souvent ainsi que le représente son effigie; on l'a vu récitant ses vers à Agen et ailleurs ainsi équipé. Il avait ce geste qu'a fixé le sculpteur, geste banal qui fait de lui pour le passant ignorant « Las Papilhôtos » quelque ancêtre de nos diseurs de café-concerts ou un homme politique portant un toast à la fin d'un banquet, parfois même il invite à la moquerie, témoin la remarque amusante d'un gavroche disant à un bambin attardé à jouer près de la statue : « Vois-donc le monsieur qui te dit : va-t-en à l'école, polisson ! »

Je sais aussi combien notre poète était porté à des sentiments de fierté un peu exagérés. N'ai-je pas même entendu dire que ces sentiments allaient jusqu'à la vanité ? La réponse qu'il fit aux Félibres de Provence l'invitant à leur première réunion du 29 août 1852, à Arles, en serait une preuve assez piquante. Mistral nous en a gardé le souvenir dans ses mémoires et récits. « Dites-leur, aurait répondu Jasmin à M. Moquin-Tandon, chargé de lui transmettre cette invitation, qu'ils auront beau se réunir quarante et cent, jamais ils ne feront le bruit que j'ai fait tout seul » et Mistral ajoute : « Voilà Jasmin de pied en cap, me disait Roumanille. Cette réponse le reproduit plus fidèlement que le bronze

élevé à Agen en son honneur. Il était ce que l'on appelle Jasmin, un fier bougre.»

En un mot, tous ses travers je vous les accorde; mais qui n'a pas les siens ? Par contre, je ne puis oublier qu'il était d'une très humble origine et, qu'au surplus, il vécut à cette époque bourgeoise de 1830.

Aussi, fier d'être arrivé à la renommée, lui, « fil d'un païre talhur », il avait plaisir à revêtir le costume de cérémonie des « gens de qualité » de son siècle. Ce n'est point sa faute si la mode de son temps était, hélas ! celle que vous savez. Que de vêtements et de coiffures on voudrait ne pas être obligé de porter de nos jours encore, si l'on ne consultait que le bon goût !

Mais est-ce bien tout ceci qui nous intéresse en Jasmin ? Le perruquier Jacques Boé est-il donc tout l'essentiel à nos yeux, et ne préférez-vous pas Jasmin le poète ? C'est cette même erreur de conception qui m'a fait longtemps prendre, étant enfant, pour une artistique illustration du vers de La Fontaine : « Un savetier chantait du matin jusqu'au soir », la statue d'un cordonnier poète élevée à Toulouse dans un des jardins de la ville et qui le représente en habit de travail.

Vous connaissez peut-être aussi la boutade pleine d'esprit de Mistral lorsqu'on lui montra sa statue élevée de son vivant, et par laquelle l'artiste l'a représenté, sous prétexte d'exactitude, coiffé d'un grand feutre, appuyé sur sa canne et son pardessus sous le bras : « Il ne me manque que la valise », aurait dit l'Homère de la Provence.

Or, c'est cette obsession de l'exactitude du détail plutôt que du principal qui a causé à Agen pareille erreur. Hantés par la vision du perruquier en tenue de cérémonie et par les faits divers de sa vie courante, nous avons négligé le poète. Peut-être, chez nous, s'ajoute-t-il encore un esprit un peu particulier à notre petite ville de province, qui pousse, avant tout, à chercher les défauts pour ne songer que plus tard, et, si l'on en a le temps, aux qualités des hommes et des choses. Cette profonde erreur nous a valu ici le Jasmin de bronze que vous connaissez et nous a coûté la perte d'un monument qui aurait orné notre cité; je veux parler de la statue de Montluc. « Le Sanguinous » de la légende l'a emporté sur l'homme de guerre et sur l'écrivain admirés du reste de la France et des autres pays.

Il faudrait avoir le courage de remonter ce courant, de cesser

de dénigrer et d'étudier nos semblables par les petits côtés de leur vie pour songer plutôt à ce qui leur a valu la renommée ou la gloire. Pour Jasmin en particulier, imitons Mistral qui n'ignorait pas, ainsi que je l'ai déjà rappelé, les faiblesses de notre poète gascon, mais qui les a toujours oubliées pour ne se souvenir que des services qu'il a rendus à la renaissance des langues méridionales, pour ne se souvenir que de ce qu'il n'a pas craint d'appeler « son génie ».

N'est-il donc pas plus intéressant pour nous, Agenais, de nous dire qu'en notre ville naquit « à l'houro,oun fan saùta lou pescajou » un enfant qui fut un poète, le poète aimé des foules, semant la joie dans l'esprit des lettrés, tout en secourant la misère, avec les trésors de son inépuisable génie, mis au service de la charité. C'est cela seul qui doit compter; c'est l'homme ainsi compris qu'il faut couler dans le bronze, ou magnifier par le marbre ou les pinceaux.

La plaque commémorative sur sa maison et ses « Soubenis » mieux encore, suffiront pour nous garder, sans y insister davantage, la mémoire de son humble origine et de sa boutique de perruquier. Je croirais superflu de revenir ici sur la valeur du poète, car d'autres, plus autorisés, l'ont déjà mise en lumière. Jasmin est bien un poète et non un versificateur. La poésie était la forme naturelle de sa pensée comme pour un Musset, un Beaudelaire ou un Mistral, si bien que souvent ses pièces gasconnes traduites mot à mot donnent de véritables vers français :

« Votre grand Opéra, surpris ferait silence
« Quand le jour de la nuit déchire le rideau
« Et que dessous un ciel qui s'allume aussitôt,
« Écouté du bon Dieu, notre concert commence.

A cela s'ajoute encore son travail de restaurateur de la poésie dans notre langue du pays. Personne ne lui refuse donc son titre de poète.

Voilà pourquoi je ne puis aimer sa statue banale, si peu évocatrice de ce qui fait sa gloire. Si j'avais à le glorifier avec mes modestes pinceaux, ah ! je fuirais bien loin de cette boutique de coiffeur où l'on se complait à l'enfermer; j'irais là-bas, près de la source, vers l'endroit où fut sa vigne et où souvent il vint rêver. Hélas ! là encore, pourquoi rien ou presque ne subsiste ? Agen n'a pas su acquérir ce lieu qui aurait mérité d'être classé, car je

ne vois pas pourquoi l'on ne conserve pas davantage les paysages qui nous parlent souvent tout autant que quelques vieilles pierres. On nous eut épargné la disparition de la modeste demeure couronnée de Jasmin, qu'il avait fait élever dans cet enclos et dans laquelle, longtemps après sa mort, étaient restés tels qu'ils les avaient placés son portrait, sa guitare, sa table de travail sur laquelle on remarquait un encrier, boule, don du ministre Sylvain Dumon. Sur la cheminée une garniture en marbre noir don de Frantz Liszt attirait également l'attention du visiteur, tandis que sur le mur brillait la couronne d'or offerte au poète par la ville de Toulouse.

On nous eut épargné la perte de la vigne de Jasmin qui ressemble actuellement, avec son très quelconque portail et ses allées ratissées, au plus banal des jardinets de petits bourgeois. Dans quelques années rien n'en subsistant plus, l'on cherchera vainement la vigne du poète. C'est pour cela qu'il me plairait de le situer en ce cadre et d'aller interroger les lieux où rêva le poète :

*« Objets inanimés avez-vous donc une âme
« Qui s'attache à notre âme et la force d'aimer ! »*

Peut-être avec la première rouille des arbres et les premières buées du soir estompant toute chose, le poète y revient-il chercher la jeune fille en foulard cueillant à sa treille les belles grappes dorées, ou ramassant les fruits veloutés dont s'emplissent les corbeilles d'osier. Tout proche, un jeune gars commençant les premiers labours entonne une chanson joyeuse, et, la belle enfant qui passe sur le chemin sourit au beau garçon, enfermant en son rire les promesses de l'avenir. Le ruisseau court alors plus doucement sur la mousse, les oiseaux disent leurs chansons joyeuses et les arbres froissant leurs feuilles pourpres et dorées, harmonisent leurs murmures pour que rien ne soit discordant dans ce coin de France, si voisin de l'Italie.

Peut-être par une de ces belles soirées du commencement de l'automne, à l'heure où le travail se repose, pourrait-on voir errer l'ombre du poète auréolée de lumière, majestueuse, drapée dans les plis d'un long manteau soulevant derrière elle, comme une fumée d'encens, la poussière d'or des allées.

Alors tout doucement le poète va s'asseoir sur le banc de pierre, près de la source; là, sous une feuillages protecteur, il accorde sa lyre. L'âme emplie de la beauté du spectacle il écrit un nouveau

poème, entonne une plus belle chanson, inspiré par cette jeune fille, sa muse gasconne, vendangeant pour lui les fruits d'or de la poésie, tandis que le beau gars redira derrière ses bœufs, à travers les siècles, ses chansons patoises. Là seulement, dans cet asile plein de calme et de sérénité, on peut retrouver l'âme du poète à l'heure où l'inspiration l'illumine. Dans ce rayon de soleil ne vient-elle pas de passer?... Non, hélas ! l'affreux portail a grincé sur ses gonds. Tout a disparu !...

Peut-être ceci est-il un commencement de légende ? Je ne sais ; en tout cas, il est bon que la légende s'empare des hommes. Elle seule fait tomber autour d'eux la laideur humaine pour que subsistent intactes et pures dans le rayonnement de la gloire et le recul des âges : la Beauté et la Poésie au service du génie.

JEAN TORTHE.

LA MORT RIT...

A F. Rops (1).

Pendant le carnaval et ses bals frénétiques
Où la foule en délire et répandant les flots
De ses travestis fous, aux gestes fantastiques,
Dans le quadrille immense agite ses grelots;
Tandis que les rayons des lampes électriques
Font tout étinceler comme des diamants,
Et, que bercés, roulés dans ces ardeurs magiques,
Sous les masques impurs palpitent les amants,
La mort rit, la mort danse et traverse les rues
Avide et décharnée comme les vieilles grues
Et monte l'escalier des hôtels somptueux.
On ne remarque pas la visiteuse étrange,
Mais moi qui vais suivant sa fantasque vendange
Je sonde les regrets des cœurs voluptueux.

JAUDOUNENC.

(1) F. Rops, auteur de *La mort au bal masqué* (gravure).

NÉCROLOGIE

Jules SERRET

(22 mai 1827 - 18 décembre 1920)

A travers des voies couvertes de neige et par une de ces journées glaciales qu'il aurait certainement notée lui-même si, devenu centenaire, il avait donné une deuxième édition de ses *Hivers rigoureux dans l'Agenais*, M. Jules Serret a été conduit le 21 décembre au cimetière de Gaillard par quelques rares et courageux amis. C'est le témoin de près d'un siècle d'histoire qui disparaît, de cette histoire locale dont il avait pris soin de consigner les principaux événements dans des notes hâtives, semées au hasard de ses travaux.

M. Jules Serret avait 94 ans, et, depuis plus de 60 années, il appartenait à la Société académique d'Agen comme membre résident. Mais un incident fâcheux — dont nos doyens seuls se souviennent — puis une surdité sans cesse grandissante l'avaient tenu longtemps éloigné de nous.

Ancien élève du collège de Cahors où il fut le condisciple de Tamizey de Larroque, avocat, membre correspondant des Sociétés savantes de Bordeaux, Toulouse et Nantes, c'est au journalisme qu'il s'adonna dès qu'il sut tenir une plume.

Il écrivit d'abord à l'*Evénement parisien*, à la *Presse*, au *Vote universel*, puis à la *Petite Gironde*, quand il fut revenu dans Agen diriger la Compagnie des Bateaux de la Garonne. Durant toute sa vie — qui fut longue — il ne cessa de faire figure de reporter et de journaliste plutôt que d'érudit.

Andrieu lui a consacré un article de sa *Bibliographie générale de l'Agenais* qui n'a guère besoin d'être complété; car depuis 1891, date de sa publication, M. Jules Serret n'a fait éditer qu'une courte notice sur le *Moulin de Laubardemont* (Gironde), deux plaquettes sur *Bagatelle* et *Doumenet* et les villas ou châteaux de la banlieue d'Agen, et le *Livre d'or des élections consulaires et de l'administration municipale d'Agen depuis 1222 jusqu'en 1909*. Durant cette période de trente ans, on lui doit encore deux rééditions : *Les débordements de la Garonne et de ses affluents depuis les temps anciens jusqu'à nos jours*, qui constituent la meilleure

de ses études, grâce à la communication de notes par l'administration des Ponts et Chaussées; et *les Magistrats du présidial-sénéchal, des tribunaux révolutionnaires et de la Cour d'Appel d'Agen* (1551-1900), qui ont été l'objet d'une nouvelle étude partielle et d'une rigoureuse mise au point par M. le Président Cieutat et le Premier Président Broussard en 1906.

Au point de vue historique, M. Jules Serret appartenait à la vieille école : celle qui n'indique point ses sources et ses références. La méthode est périmée, car elle n'est point suffisamment critique. Mais c'était celle de la plupart des écrivains de sa génération. Faut-il donc leur refuser tout crédit ? Assurément non. Mais il convient de les utiliser avec prudence et de vérifier leurs dires avant d'en faire état. Pour les travaux d'histoire que nous laisse M. Serret, j'ose dire que c'est indispensable. On verra, même après l'opération, que son œuvre est encore méritoire.

En mourant, notre confrère n'a oublié, pour perpétuer son souvenir, ni le Musée, ni la Bibliothèque d'Agen auxquels il lègue deux cents francs, ni la Société académique qui hérite de pareille somme, ni les Archives départementales auxquelles il laisse ses livres, son portrait, ses manuscrits avec une somme de 400 francs pour en assurer la conservation.

RENÉ BONNAT.

Henry TROPAMER

Le jeudi 24 février, les restes du sous-lieutenant Tropamer transportés de Suippes (Marne), où était sa tombe provisoire, ont été inhumés au cimetière de Gaillard. La cérémonie, simple et émouvante, ne réunissait que la famille et les intimes du jeune officier. En l'absence du président et du secrétaire perpétuel retenus hors d'Agen, la Société académique était représentée par MM. de Lacvivier, vice-président, le Dr de Nazaris et le commandant Labouche qui a rappelé la courte et brillante carrière de ce brave entraîneur d'hommes tombé au champ d'honneur. Il a fait mention de son passage dans notre Compagnie et de la place marquante que M. Henry Tropamer occupait au barreau d'Agen.

La Société Académique tout entière s'associe au salut apporté par le commandant Labouche aux restes glorieux de notre regretté confrère.

CHRONIQUE

Réponse aux vœux de la Société Archéologique de Montauban (1921). — Fidèle à la tradition, notre collaborateur, M. F. Ferrère, docteur ès-lettres, ancien professeur au Lycée d'Agen, a répondu au vœux de nouvel an de la Société Archéologique de Montauban par les vers latins de belle allure que nous publions ici :

Non eadem nobis, lapso anno, fata fuerunt :
Æqua, soror, tibi quæ lætis festisque diebus
Præsidis egregio gemmatum pectus honore
Commemoras. Nobis autem fortuna severa.
Deest sociis scriptor fidusque notarius (1), ille
Scriptor amans veterum, patrum quo gloria fulget,
Virque sodalitii nostri lux, urbis Aginni
Et decus. At sociis lethi solatia præbet
Successor; namque avulsum ramum excipit « alter
Aureus, et simili frondescit virga metallo ». (2).
Suntque novi socii, validoque in stipite florent,
Arbori augentes succum fortemque juventam.
Ut rapidis gaudet remis incumbere nauta,
Omnes historiæ lætas amplectimur artes.
Dulcia cum vita functis commercia : sæpe
E mediis exit tumulis sincera voluptas
Quum terris est nulla quies. Quid tempore nostro
Tristius ? Obscurant veterrima nubila cælum,
Bellorumque minæ perstant strepitare per orbem;
Nullaque certa fides; quæstus scelerata cupido.
Emptori rapto quanquam ditissimus auro,
Fervet avaritia mercator, damnaque credet,
Pauperibus reliquum si non furabitur assem.
Ne te contristet gliscens eversio mundi,
Tu pacem studiis quæres; Dominoque juvante,
Fulta, soror, studiis, « sapientum templa serena (3) »

(1) Secrétaire (M. Philippe Lauzun).

(2) Virgile: *Enéide*, VI, v. 144.

(3) Lucrèce I, 8.

Ascendes, omni terreno libera casu;
Atque velut foetor solis non lumina fuscant,
Labentis non te tanget contagio sæcli.
Hæc utinam foveat Dominus carissima vota !

TRADUCTION

Pendant l'année écoulée, nos destinées n'ont pas été les mêmes. Elles vous ont favorisée, chère sœur, vous qui nous annoncez qu'en de beaux jours de fête la poitrine de votre président a été décorée des brillants insignes de la Légion d'honneur. Quant à nous, la fortune nous a été sévère. Nous avons perdu un écrivain, un secrétaire exact, un écrivain, dis-je, ami des études antiques, qui a fait briller le nom des ancêtres, lumière de notre Société, honneur de la ville d'Agen. Il est vrai que son successeur nous console de sa perte; le rameau tombé est remplacé par un autre rameau d'or; et la branche se couvre de feuilles du même métal. Nous possédons aussi de nouveaux confrères qui fleurissent sur le tronc vigoureux et apportent à l'arbre une sève abondante et une robuste jeunesse. De même que le nautonier aime à se courber sur la rame agile, tous nous nous attachons avec plaisir aux études historiques. Car la vie est douce dans le commerce des morts. Souvent, une volupté sereine sort des tombeaux, quand il n'y a pas de repos sur la terre. Quoi de plus triste que nos temps ? D'épais nuages s'amoncellent à l'horizon; dans le monde retentissent toujours des menaces de guerre. Il n'y a plus de bonne foi, mais la criminelle soif du gain. Quoique enrichi par l'or qu'il a volé à l'acheteur, le commerçant, toujours dévoré par la cupidité, croit subir une perte s'il n'enlève pas au pauvre jusqu'à son dernier sou.

Pour n'être point troublée par ce bouleversement du monde, cherchez, chère sœur, l'indifférence dans l'étude; qu'avec le secours de Dieu l'étude vous serve d'appui pour monter jusqu'au séjour élevé et tranquille des sages, où vous serez au dessus des événements humains. Et de même que les miasmes ne ternissent pas les rayons du soleil, vous ne serez point touchée par la contagion d'un siècle qui tombe

Que Dieu daigne favoriser ces vœux qui nous sont chers !

F. FERRÈRE.

Société académique d'Agen. — Au début de la séance de décembre, M. Bonnat, secrétaire perpétuel, salue la mémoire de deux correspondants récemment décédés : Louis Daumas, agent-voyer dessinateur du département, et René Fourteau, ingénieur au Caire, et donne communication d'une notice sur la vie et l'œuvre de Victor Delbergé, mort au commencement de septembre 1920. La Société procède ensuite à l'élection de son bureau pour l'exercice 1921. M. Bitaubé, ancien secrétaire-général de la Préfecture, est élu président, et M. de Lacvivier, vice-président.

Cinq membres nouveaux sont admis : MM. Jean Rodes, chevalier de la Légion d'honneur, publiciste, comme membre résidant; Marcel Prévost, de l'Académie Française, comme non résidant, et MM. le D^r Capdeville, Duffau, de Sos, et Lestrade, secrétaire-adjoint de l'inspection académique de Lot-et-Garonne, comme correspondants.

M. le commandant Labouche, poursuivant ses études si documentées sur les volontaires de la ligne en 1792-1793, signale quelques incidents relatifs aux incorporations; il fait part du bon esprit de la généralité de ces jeunes gens arrachés à la charrue ou à l'atelier. Le chant de la *Gamelle* sur l'air de la *Carmagnole* accompagna leurs premières étapes vers Valmy. La *Marseillaise* agenaïse leur servit de chant de ralliement devant Toulon. Ces premiers volontaires furent de superbes soldats et devinrent presque tous officiers; quelques-uns atteignirent le grade d'officier supérieur; mais peu, celui d'officier général. Quelle que fût leur carrière, ils méritèrent les éloges de leurs chefs et la reconnaissance de la Nation.

Il conte ensuite un épisode de la vie de l'archevêque de Lyon, Malvin de Montazet, originaire du château de Quissac, près de Laugnac, qui donna 200,000 livres à la ville de Lyon pour mettre des lits de fer dans les hôpitaux. Il fait part en outre des résultats obtenus en 1920 par M. Repelin, professeur à la Faculté des sciences de Marseille, qui a procédé, dans la région de Laugnac, à des fouilles extrêmement intéressantes pour la Paléontologie. C'est l'occasion pour la Société d'appeler une fois de plus l'attention sur l'importance de la collection Combes, acquise autrefois par la ville d'Agen et actuellement en fort mauvais état au Musée.

La séance s'est terminée par une communication très goûtée où M. Laulan, professeur à l'Ecole Jasmin, signale et commente le renouveau d'art musical dont notre cité est le théâtre.

— En ouvrant la séance de janvier 1921, le nouveau président M. Bitaubé exquise à grands traits l'œuvre de la compagnie et vanta l'esprit qui l'anime. Il évoque le souvenir de Philippe Lauzun et l'œuvre de cet historiographe regretté. Il salue l'entrée de M. Marcel Prévost dans une Société où, de tout temps, ont figuré des académiciens et des membres de l'Institut.

M. Bonnat prononce ensuite l'éloge funèbre de M. Jules Serret, récemment décédé et signale l'origine agenaïse de l'écrivain romantique Gérard de Nerval, de son vrai nom *Labrunie*, dont la famille vivant encore dans Agen est actuellement recherchée.

Le commandant Labouche, passant en revue quelques publications récentes, mentionne les expériences faites à Alger qui permettent, à l'aide des rayons X, de reconnaître les fragments de manuscrits insérés dans les vieilles reliures. Il conte les avatars de M. de Broqua, duelliste du XVIII^e siècle, qui fut obligé de passer de France en Espagne et d'Espagne au Maroc, où il mourut en 1773, et signale quelques gardes du corps du Roi appartenant à l'Agenais, notamment le maréchal Pothon de Xaintrailles, l'un des premiers capitaines de la fameuse compagnie écossaise. Il en profite pour rappeler la physionomie de ce magnifique corps de cavalerie aux splendides uniformes.

M. Marboutin clôt la séance en faisant l'histoire du château de Saint-Amans (commune de Castelculier) et de sa petite chapelle si pittoresque Notre Dame du Lac.

R. B.

**Discours prononcé par M. Bitaubé, élu président de la Société,
au cours de la séance de janvier 1921**

Messieurs,

Mes chers collègues,

Vous avez bien voulu me désigner pour présider, pendant l'année 1921, les séances de notre Société académique. Je sais que votre bonne amitié est le seul titre que je possède à l'honneur que vous m'avez fait.

Nous sommes une réunion d'amis, une grande famille agenaïse, qui, depuis un siècle et demi, s'est donné la tâche de mettre en lumière les hommes, les monuments, les institutions, les fêtes, les calamités, les discordes civiles, tout ce qui constitue l'histoire particulière de notre pays; de suivre, dans notre ville et dans notre

province le mouvement scientifique, artistique et littéraire; de les doter d'une sorte de livre de raison, qui conserve à nos successeurs la physionomie des temps passés, et, plus vivantes, les joies, les émotions, les tristesses des heures présentes.

C'est une tâche un peu fermée, elle ne nous permet que des études ne dépassant pas les limites de nos frontières, à moins que nous n'ayons à signaler le rôle joué, l'action exercée au dehors par quelqu'un de nos concitoyens. Quelque bornée qu'elle soit, cette tâche a suffi jusqu'à ce jour pour occuper les loisirs des plus zélés et des plus érudits de nos collègues; leur œuvre très appréciée et qui se perpétuera, offre déjà, à l'histoire générale, une contribution de près de 80 volumes (« Recueil des Travaux de la Société » et « Revue de l'Agenais »), sans y comprendre un grand nombre d'ouvrages publiés en dehors de ces séries par les membres de la Société.

Un de nos présidents, M. le Dr de Gaulejac, vous disait que les années dramatiques que nous venions de vivre devaient peser sur notre attention, que nous avions le devoir d'en recueillir les souvenirs, de rappeler les faits d'armes, les sacrifices, les dévouements de nos soldats gascons. Vous avez appris que huit mille cinq cents de nos jeunes hommes sont morts pour la Patrie.

Dans son livre : « Un beau moment de l'âme française » M. le Dr Emmanuel Labat, nous a donné l'exemple. Je ne veux rien ajouter au compte rendu de cet ouvrage qu'a donné dans la *Revue* M. le professeur L. Bordes. J'estime cependant qu'il convient de marquer avec un sentiment d'orgueil filial, que c'est notre Agenais qui a fourni à M. le Dr Labat les tableaux qu'il a si précieusement dépeints, les mots du terroir entendus, qu'il a si magnifiquement commentés, les considérations philosophiques, pleines d'espoir dans l'avenir de l'humanité, qui, pour lui, se sont dégagées de la tourmente. Encore une fois c'est un des nôtres qui aura glorifié l'âme, l'esprit, le cœur de notre race, si vivante dans les destinées de la France (1).

Messieurs,

L'année 1920 nous a apporté un deuil cruel. Philippe Lauzun, notre cher secrétaire perpétuel, a disparu; son souvenir nous restera toujours présent.

(1) Voir aussi la poésie latine consacrée à la guerre « De bello nunc sæviante » par un de nos confrères, ancien président de la Société, M. F. Ferrère.

Grâce à la générosité de Madame Philippe Lauzun, un prix « Philippe Lauzun » a été créé. C'est notre Société qui doit l'attribuer, tous les deux ans, à l'auteur du meilleur ouvrage historique relatif à notre région.

Il n'était pas possible d'honorer plus délicatement sa mémoire.

Elle est très importante, en effet, l'œuvre historique de Philippe Lauzun. Il en a lui-même dressé la bibliographie. De 1867 à 1913, il a publié 164 volumes, brochures, articles de revues; d'autres, jusqu'à son décès, sont venus s'ajouter à cette longue liste..

Quatre-vingt de ces études concernent l'Agenais. Parmi celles-ci vingt-huit intéressent plus particulièrement la ville d'Agen, notamment ses publications les plus importantes : « Notice sur le Collège d'Agen, depuis sa fondation jusqu'à nos jours; Les couvents de la ville d'Agen avant 1789; Les enceintes successives de la ville d'Agen; La Société académique d'Agen; Les souvenirs du vieil Agen. »

Lauzun aimait passionnément sa ville natale, ses récits, ses descriptions font revivre quelques incidents de son histoire, ses coutumes locales, ses aspects parfois si étranges de vieille ville moyenâgeuse.

La Société académique serait heureuse que notre assemblée municipale lui accordât les honneurs réservés aux bons citoyens qui ont utilement servi leur petite patrie.

Messieurs,

Les temps sont durs pour toutes les industries du livre : sous la présidence de notre vénéré M. Allègre, des difficultés ont surgi. Notre bureau prévoyant et confiant a surmonté ces difficultés de l'exploitation matérielle, sans apporter de majoration à l'abonnement de la Revue, exemple peut-être unique. L'esprit de lucre ne nous a jamais hantés. Nous devons être reconnaissants à notre bureau qui, réorganisé, se propose de donner, non pas une direction, mais une impulsion nouvelle aux travaux de la Société.

Nous avons le bon espoir de vivre en gardant nos traditions.

Peut-être en est-il une que nous devrions abandonner.

Sous la pression des idées grandissantes et des événements, de plus en plus, la femme s'affirme l'égale de l'homme.

Avant tout autre, le pays de Jeanne d'Arc, la libératrice, a produit des femmes illustres par leur courage civique, leur intelligence,

leur science, leur vertu, leur dévouement aux souffrances humaines.

Le moment me paraîtrait heureusement choisi, au lendemain de la grande guerre, pendant laquelle tant de Françaises se sont montrées héroïques, méritant les plus hautes récompenses nationales, pour décider, qu'à l'avenir, les dames pourront être reçues dans notre Société.

Ce serait un modeste hommage de nos sentiments de justice et d'admiration.

Après nos tristesses, une joie, un motif de fierté nous sont venus.

M. Marcel Prévost, membre de l'Académie française, a exprimé le désir de faire partie de notre Société; ses portes lui ont été largement ouvertes. Depuis longtemps, M. Marcel Prévost est notre compatriote, il s'est fait laboureur et vigneron dans la sénéchaussée de Nérac.

Comme George Sand, qui fut sa voisine, et dont le souvenir s'évoque, tout naturellement, il a décrit notre ciel clément, nos rivières fécondantes, les sites et les paysages qui nous sont familiers.

Parmi ses héroïnes, figures toujours attachantes, pas toujours exemplaires, visions fidèles des réalités de la vie, quelques-unes nous appartiennent : Jeanne Béziat, Marthe Lecoudrier, M^{lle} Jauffre, d'autres, sans doute.

Aussi, se forment en cortège pour aller au devant de lui et l'accueillir honorablement, ses collègues, membres de l'Institut de France; notre premier directeur, le comte de Lacépède, premier Grand-Chancelier de la Légion d'honneur, membre de l'Académie des Sciences, Gérard de Lacuée, comte de Cessac, Ministre de la guerre, membre de l'Académie française, Bory de Saint-Vincent, adjudant-général, député, membre de l'Académie des Sciences, le comte de Salvandy, Ministre de l'instruction publique, membre de l'Académie française, qui eut la singulière fortune de prononcer le discours de réception de Victor-Hugó, Sylvain Dumon, Ministre des Travaux publics, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques. Terminant la marche, Jacques Jasmin, le poète des humbles et de la charité, il apporte le salut des félibres, de l'Académie gasconne.

Tous nos immortels ont vécu, grandi au milieu de nous; affiliés de bonne heure à notre Société, ils en recevaient les encourage-

ments; leurs étapes vers la célébrité, jusqu'à l'apothéose finale, étaient pour elle l'occasion de douces et nobles satisfactions.

M. Marcel Prévost est des nôtres, sa moisson déjà faite, son talent prestigieux de romancier, applaudi et consacré; qu'il soit le bienvenu, qu'il soit remercié pour le nouveau lustre que son geste aimable va nous procurer.

La vie autrefois. — M^{me} Bérard, agrégée des lettres, a fait au lycée d'Agen une très intéressante conférence sur la vie d'une famille agenaïse au xvi^e siècle. Il s'agit des Daurée de Prades, qui habitaient dans la rue de Notre-Dame-du-Bourg, devenue rue Daurée, puis rue de Cessac, et dont le *livre de raison* a été publié par M. Georges Tholin en 1880.

Cercle de la Jeunesse Universitaire d'Agen. — Avec le début de l'année scolaire, le Cercle de la Jeunesse Universitaire vient de prendre un regain de vie et d'activité.

Le président-fondateur du Cercle, M. Roger Couderc étant mobilisé et son successeur, M. Valmont Capuron, continuant ses études au loin, le bureau vient d'être ainsi renouvelé, perpétuant même après la guerre « l'Union Sacrée » des divers établissements de la ville : *Président* : M. Yvan Court; *Vice Présidents* : M. Pierre Sire (Saint-Caprais) et Raph. Couderc (école d'Industrie); *Trésorier* : M. G. Desparbès; *Secrétaires* : M. G. Bels (Lycée) et Malbrel.

La Commission du Cercle organise actuellement une série de conférences sur des sujets de la plus brûlante actualité. Tous ceux qu'intéresse dans notre Lot-et-Garonne le mouvement intellectuel se feront une joie d'assister à ces réunions qui prouveront la vitalité de ce Cercle de jeunes.

Jacques AMBLARD.

Découvertes archéologiques. — M. David, co-conservateur du Musée, a fait classer comme monument historique (arrêté ministériel du 28 janvier 1921) une mosaïque gallo-romaine que, d'après des communiqués officiels insérés par la presse locale, il aurait découverte dans la cave de ce qu'on appelle à Agen la *vieille mesure*, occupée par le relieur Vigneau, au coin des rues Montesquieu et Jeu de Paume.

Il convient de rappeler ici que la mosaïque découverte par M. David est connue depuis plus d'un siècle. Saint-Amans l'a décrite et reproduite dans son *Essai sur les Antiquités du département de Lot-et-Garonne*, p. 211 et planche 37. L'étude des publications

d'histoire et d'archéologie locales éviterait à M. le co-conservateur le dur labeur d'enfoncer des portes ouvertes. R. B.

— Les travaux exécutés au mois de février, dans les caves de la Société générale à Agen, ont amené la découverte d'un sarcophage monolithe, en pierre bleutée. Sa longueur intérieure est de 1 m. 90, sa largeur de 0 m. 35 aux pieds et de 0 m. 50 à la tête. Le couvercle, concave à l'intérieur, forme extérieurement un toit à deux pentes. Il ne porte ni inscription, ni ornementation.

Le squelette reposait étendu de dos, sur une mince couche de charbon, la tête maintenue d'aplomb par deux pierres posées de chaque côté. La dentition paraît indiquer un individu de 40 à 50 ans. Particularité rare, les bras étaient repliés sur la poitrine. On n'a trouvé dans cette sépulture qu'un petit morceau de verre irisé, colorié en rouge.

Ce sarcophage orienté nord-ouest-sud-est, enterré à 2 ou 3 mètres de profondeur, dans l'enceinte du *Castrum Sancti Stephani*, doit être daté du ix^e ou x^e siècle.

Au sujet de cette découverte, certains reporters de journaux ont donné des informations de haute fantaisie. Ils sont excusables. M. David, co-conservateur du Musée, l'est moins de donner à un journal de la région des renseignements absolument faux. Un conservateur de musée doit connaître ces questions, c'est sa raison d'être. S'il est incapable de les apprendre, il ne lui reste qu'à se taire et à « imiter de Conrart le silence prudent. »

R. MARBOUTIN.

Prix Philippe Lauzun. — Le 1^{er} concours ouvert pour le *prix Philippe Lauzun* sera clos le 1^{er} août 1921. Les concurrents devront avoir déposé leur *travail avant cette date* entre les mains du Secrétaire perpétuel de la Société académique d'Agen, chargée de l'attribution du prix. On trouvera encarté dans le présent fascicule le règlement du concours. Nous prions nos lecteurs de lui donner la plus grande diffusion possible.

Rappelons qu'il s'agit d'une somme de 500 francs en espèces à décerner à l'étude, de quelque nature et de quelque dimension qu'elle soit, intéressant l'histoire ou l'archéologie du Lot-et-Garonne et des anciennes juridictions qui l'ont formé : Agenais, Néracais, Condomois et Bazadais. Le prix est une pieuse fondation destinée à continuer l'œuvre à laquelle notre regretté Philippe Lauzun a consacré sa vie tout entière.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Hier et demain. — Le Paysan (1)

PAR LE DOCTEUR EMM. LABAT

Il y a quelques mois, la Revue des Deux Mondes a commencé une enquête sur l'état des esprits dans la France d'après guerre. Le premier article était consacré à l'armée. Le second, consacré au paysan, était de notre collègue le docteur Labat. Il a l'intérêt coutumier des articles que le docteur a publiés sur ce sujet; mais il renferme des points de vue nouveaux, originaux, dont nous voudrions donner un aperçu. Aussi bien, les conditions de la vie, partout, sont tellement neuves, imprévues, que le sujet ne saurait paraître suranné.

L'intérêt du *problème paysan* n'échappe plus à personne. La solution importe; la rapidité de la solution importe plus encore. Il importe que la terre ne soit pas abandonnée un instant. La fertilité du sol a son importance, mais qui dira jamais celle de l'aménagement du sol? Quand les mineurs se mettent en grève, ils laissent des équipes pour l'entretien de la mine, sachant bien que, sans cette précaution, la catastrophe serait irréparable. « Otez l'homme de la terre, la moisson disparaît tout de suite, et peu à peu quelque chose se ruine, d'une grande importance, qui est tout l'aménagement cultural du sol. » Oui, quelque chose se ruine, et qui voudrait compter le temps qu'il faudra pour réparer cette ruine? On dit communément que la santé s'en va très vite et qu'elle revient lentement; les initiés savent bien qu'il en est de même de la santé de la terre.

Il importe donc de savoir avec quelles dispositions d'esprit le paysan retourne à la terre. Le docteur Labat, dans la même revue, étudia autrefois longuement la question si grave de la dépopulation de nos campagnes, de la désaffection générale de la terre. Se présente-t-elle encore aujourd'hui avec l'acuité d'un mal dangereux, presque irrémédiable?

Le document le plus précieux, en cette affaire, serait sans doute

(1) Cf. *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} août 1920.

le parler même du paysan. Or, c'est un fait reconnu, le paysan ne parle plus de la guerre; plus exactement, on ne parle en France de la guerre que dans les livres. Ce silence est si général qu'on le croirait voulu. La matière sans doute dépasse ce qu'on pourrait en dire. Le souvenir de ce qu'on a vu est tellement douloureux qu'on l'évite : on n'y veut pas penser. La guerre actuelle n'offre à l'esprit que des tableaux d'une horreur si complète qu'on fait le geste de l'obsédé chassant le cauchemar qui le poursuit. Il y a certainement une autre raison encore. Quoiqu'on en puisse dire, le Français n'aime pas à parler de lui en public. Le romantisme n'est qu'un court accident de notre littérature. Nous cachons avec une pudeur invincible la partie intime de nos pensées. Nous avons un salon dans nos maisons, mais le plus souvent tout près de la porte. Il faut être un ami pour pénétrer plus avant. Or la pensée de la guerre, si douloureuse, est accompagnée de sentiments si personnels, où tant d'autres souffrances sont mêlées, que nous évitons d'en parler. Nous écartons les profanes de ce coin sacré de notre âme. Y pensons-nous ? Disons-le : nous ne pensons qu'à cela, et notre appréhension est aussi douloureuse que jamais.

Ne parlera-t-on pas plus tard ? On parlera lorsque la cicatrice, par l'action lente et prolongée du temps, sera bien fermée. Alors nous pourrons objectiver ce passé et en parler froidement. La période de l'histoire commencera alors, ou celle de l'épopée.

Cependant le psychologue a quelques documents qui lui permettent de fixer quelques états d'âme, et c'est ce que veut faire l'auteur de l'article, qui a tant vu, tant écouté, tant observé au milieu du monde de nos campagnes.

Le paysan a rapporté de la guerre une grande fierté, très légitime et pour plusieurs raisons.

Cette guerre, il sait que c'est lui qui l'a faite. Les maisons vides dans la plaine ou à l'entour de son village le lui disent tous les jours. Dans nos luttes politiques, il sera difficile de le lui faire oublier, et de cela la conséquence peut être grave. Il a été un moment, durant ces longs mois passés dans la tranchée, où l'âme paysanne a pris conscience de sa valeur, de sa force, de ses aspirations, qui se révélaient à elle pour la première fois, et dans quelles circonstances dramatiques ! Cette communion des âmes durera-t-elle ? Le vieil individualisme reverdira-t-il ? Peut-être, si le temps est calme. Si le temps est trouble, l'âme paysanne se souviendra.

Il a pris une idée plus haute de sa valeur personnelle et de la valeur des Français. Le Prussien casqué de 1870, dont le souvenir le hantait encore, dont on ne prononçait le nom qu'avec effroi, et le cœur tout meurtri encore de la défaite, n'est plus que *le boche*. Ce nom, il le dit en patois, car il l'a adopté; et en patois, ces deux syllabes sont encore plus grotesques et plus odieuses. Ce boche, il le vaut bien; on s'est mesuré avec lui et on l'a eu.

Il est fier d'avoir été le premier à se remettre au travail au lendemain de la guerre et sans compter les heures. Quand, au mois de juin, la cloche de l'usine appelle les ouvriers, à l'heure où le soleil est déjà haut, il suppute l'étendue de terrain qu'il a labourée depuis l'aube. Les trois huit ne le touchent pas, car son travail à lui ne s'arrête jamais, on l'a dit souvent et ici même. Non sans orgueil, il dit que s'il faisait la journée de huit heures, bien des gens manqueraient de pain en France.

Il est fier de l'argent qu'il gagne, car l'argent afflue à la métairie. Il a connu des journées douloureuses, à l'époque peu lointaine encore où le blé se vendait treize francs; peut-être est-ce ce souvenir qui lui fait sentir dans sa plénitude la joie de sa plantureuse aisance.

Il dépense cet argent sans compter, quelquefois avec un mépris peu dissimulé. Il y a bien du dédain dans le geste avec lequel il soulève une poignée de billets bleus maculés et déchiquetés. Mais il achète de la terre, et cela n'est pas sans conséquence pour notre avenir. Le paysan est, dans tous les pays du monde, conservateur. La terre qu'il achète, il entend qu'elle sera à lui. Peut-être écouterait-il, fermier ou métayer, le grand homme qui lui promettait la propriété de son maître; peut-être même la prendrait-il, si on lui prête main forte; mais ce ne sera pas pour la rendre à la société. Il entend exercer dans toute son étendue son droit de propriété; il veut transformer, aliéner, amender à son gré, sans que l'autorité s'en mêle. Les socialistes le savent bien, et que leur cause est perdue s'ils ne transforment pas l'âme de nos paysans.

Il achète des machines et de cela il est encore fier. Il disait volontiers que son travail était un travail de brute. Il était parfois humilié. Sa timidité et sa gaucherie le gênaient. Mais le tracteur a paru, et le tracteur c'est la machine toute moderne. Beaucoup d'entre eux ont conduit des automobiles dans la bataille; leur orgueil est grand de mettre la main sur la manette. On peut se demander si quelque chose ne se perd dans l'âme paysanne dans

cette transformation, mais il est certain que les machines qui simplifient le travail, l'ennoblissent aussi, et réconcilient certaines âmes trop délicates avec les basses besognes de l'agriculture.

Car la machine est une des formes concrètes sous lesquelles la science vient à la terre. L'agriculture rompt avec les habitudes d'un autre âge et se fait moderne. Et de cela, le paysan est encore fier.

Bien des choses dont, dans l'âme du paysan, ont été changées qui toutes ont pour cause la guerre. Qu'est devenue, dans cette tourmente, l'idée de patrie ? Elle s'est transformée aussi, et plus qu'il ne semble au premier abord.

En cette matière, il faut négliger les apparences. La meurtrissure est récente et l'âme n'a pas repris sa quiétude. Les paroles mauvaises ne sont pas rares, et toute une littérature est là pour donner leur formule aux sentiments antipatriotiques. En réalité, la patrie, depuis la guerre, se présente à l'âme paysanne comme quelque chose de plus fort et de plus concret. Tout le monde a été soldat, et dans un pays où peu de gens l'étaient il y a à peine un demi-siècle, ce fut toujours une fierté. La majeure partie conserve avec orgueil le souvenir de l'épreuve et de la discipline acceptée : on ne veut pas que le sacrifice ait été vain.

En outre, nos soldats ont parcouru tous les coins de la France, au front, dans les formations de l'arrière, dans les hôpitaux. La France n'est plus pour eux un pays dont on parle à l'école ou dans un livre, et l'idée gagne en force quand elle se précise dans une image nette et un souvenir personnel.

On a pu croire un instant que l'idée religieuse et les sentiments de piété étaient sortis plus forts des souffrances de la guerre. Dans les premiers mois, le danger paraissait si grand que l'homme se jetait plus volontiers à genoux. L'habitude est survenue — on s'est fait au danger, et à coudoyer la mort on l'a moins redoutée. Mais du contact plus intime avec l'idée religieuse, de la vie en commun avec le prêtre devenu soldat, des soins reçus dans les hôpitaux, un apaisement est resté, et il semble bien qu'aujourd'hui une politique anticléricale ne trouverait pas dans nos campagnes les complaisances d'autrefois. La question cependant doit être réservée. La crainte d'un retour à une politique théocratique, quelque peu fondée qu'elle paraisse, n'est pas éteinte. L'église, pour beaucoup d'esprits, est et restera une dépendance du château.

Il semble bien, pour toutes ces raisons, que le paysan ne songe

pas à quitter la terre : elle lui donne tant de satisfactions qu'il ne connaissait pas, au premier rang desquelles sont les satisfactions très légitimes de son amour-propre ! Et cependant il serait téméraire de conclure : deux ans à peine nous séparent de la guerre : la rançon de ce bouleversement mondial est loin d'être payée. La vie économique n'a pas repris son cours tranquille; des fluctuations, des ressauts imprévisibles sont probables, même sûrs. La seule conclusion qui soit permise est un conseil : plus que jamais il faut veiller sur la vocation paysanne, car, plus que jamais, « la question de la terre se ramène à une question morale, la plus délicate qui soit ». On reconnaît dans cette phrase une formule chère au docteur Labat. « La responsabilité de l'éducateur, ajoute-t-il, est ici complètement engagée. On ne le chicanera pas sur les moyens, pourvu que soit sauvé l'avenir de la France. »

L. BORDES.

*
**

— *Silhouettes*, par Y. Sam (pseudonyme de M^{me} Henry Boulet, la gracieuse femme de l'inspecteur de l'Assistance publique de Lot-et-Garonne) est un charmant petit recueil de vers luxueusement édité chez Bouquet, l'imprimeur d'Auch, en 1919. Douze poèmes y figurent de forme élégante et de rythme varié : Lison, La Grand-Mère, le Petit Mendiant, l'Eternelle Chanson, etc...

— M. l'abbé Dubois, nul ne l'ignore dans les sociétés savantes du sud-ouest dont il fait partie, est un maître en matière de généalogie. Il se complait dans les méandres de cette science desséchante pour l'esprit, mais utile à l'histoire. Dans le presbytère de Calignac, il détient quantité de dossiers où s'accumulent des notes innombrables qui constituent un véritable trésor pour l'histoire des vieilles familles de la région. Et sa documentation est sûre. Avec lui, pas de fantaisies, pas de ces incestes trop fréquents où l'on marie le petit-fils avec la grand'mère ou la mère avec le fils.

Il vient de donner un nouvel échantillon de sa capacité et de son savoir-faire en publiant cette année, chez l'imprimeur tonnein-quaïs Ferrier, une brochure de 101 pages qui porte comme titre la table des matières de l'ouvrage et l'exposé du plan de tout travail généalogique. En le citant, nous aurons résumé l'œuvre tout entière : « *Etude historique et généalogique sur la Famille de Chasteigner ou Castaigner contenant des remarques sur quelques*

généalogies de cette famille, sur les variantes orthographiques du nom patronymique, la communauté d'origine des branches de Poitou, Quercy, Agenais, Périgord, Comminges et Astarac et les illustrations les plus remarquables qui l'ont mise en relief au cours des siècles passés ».

R. B.

— M. l'abbé Benaben, bien connu des spécialistes pour ses fructueuses recherches dans les fonds de l'ordre de Malte, le précieux trésor des archives départementales de la Haute-Garonne, a consacré un fort volume de 500 pages à *La Commanderie de Nomdieu, ses Annexes et ses Dépendances (Lot-et-Garonne)*, du XII^e au XVIII^e siècles. C'est la suite de ses intéressants travaux sur les établissements et possessions des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem dans l'ancien Agenais. Et c'est toujours la même abondance de documentation puisée à une source unique, mais d'une incomparable richesse, comme aussi la même méthode qui consiste à laisser la parole au document. Si l'exposition risque de pécher par défaut de régularité et de proportions, si le style perd en vigueur et en clarté, l'érudit s'y retrouve heureusement, car la saveur et l'originalité des textes restent entières, aussi variées que les époques où ils ont été tracés.

M. Benaben nous fait pénétrer dans cette commanderie du Néracais qui fut fondée peu après 1154 par un hospitalier *Homo Dei* (d'où *Nomdieu*) et qui devint très importante au XIII^e siècle. Il en montre les transformations à travers les âges, indique les droits et les devoirs des commandeurs dont il dresse des listes. Parmi tant de chefs, il détache la belle figure du dernier, Léon de Malvin de Montazet, à la veille de la Révolution. Il nous conduit ensuite dans les annexes et dépendances du Nomdieu: Goulard, Bax, Poussac, Bonnefont, Saint-Vincent, Caubiet, La Tour d'Avance, etc.,

Par la quantité de documents originaux cités ou publiés, par la série des localités agenaïses ou néracaises sur lesquelles des échappées de vue nous sont ouvertes, l'œuvre de M. Benaben est importante; elle mérite de figurer en bonne place dans la bibliothèque des érudits du Sud-Ouest et particulièrement chez les Lot-et-garonnais.

R. B.

Photographie Balistai

La Maison exécute tous
TRAVAUX D'AMATEURS



DÉVELOPPEMENTS - PLAQUES ET PELLICULES
TIRAGES TOUS PAPIERS



Plaques, Produits, Appareils

Toutes fournitures KODAK

HORLOGERIE
BIJOUTERIE

J. B. CAPDUPUY

OBJETS D'ART
ORFÈVRERIE

65, Boulevard de la République (En face le Crédit Lyonnais)
:: :: 4, Rue Lafayette, 6, Rue Jacquard - **AGEN** :: ::

ACHAT D'OR ET D'ARGENT ET PIERRES FINES

AU LOUVRE D'AGEN

MAISON
E. ARNAUD

Maison spéciale de Tissus H^{te} Nouveauté

RAYON DE CONFECTIONS POUR DAMES

Modèles exclusifs créés par la Maison

ÉPICERIE FINE * PRODUITS DE LUXE

L. CASABONNE

25, Rue Cornières et Boulevard de la République - **AGEN**
TÉLÉPHONE 0.20

MÉCANOGRAPHIE

103, Boulevard Carnot — **AGEN**
Téléphone 2-55

Underwood, Remington, Monarch, Royal

DERNIERS MODÈLES - neuves - LIVRABLES IMMÉDIATEMENT

RÉPARATIONS, RECONSTRUCTION et LOCATION de toutes Machines à écrire

Merveilleuse
Essence
à détacher

NETTOLINE

La seule qui
nettoie en
parfumant

La NETTOLINE G. T. C. est le véritable trésor du vestiaire

En vente chez tous les Pharmaciens, Droguistes, Parfumeurs et Merciers

Dépôt Général : **DROGUERIE CENTRALE DU SUD-OUEST, Maison G. Thomas - AGEN**

PHARMACIE DU PROGRÈS

MAISON SPÉCIALE
DE VIN DE QUINQUINA

MAZET PÈRE & FILS

Boulevard de la République et rue Voltaire. AGEN

BANQUE Ch. GUILHOT

AGEN

Agences à CONDOM, TONNEINS et NÉRAC

Bureau à FUMEL

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE & DE BOURSE

LOCATION DE COFFRES - FORTS

CONSTRUCTIONS A FORFAIT ——— Payables en 10, 15, 20 ou 30 ans ———
Maison de Rapport, Hôtels, Villas, Usines, Restaurations, Forfait

Commerçants, Industriels, Négociants, Agriculteurs, Ouvriers, Employés, etc.,
peuvent accéder à la propriété par l'économie **Le Loyer Acquéreur**
des loyers et la diminution des frais généraux avec

S'adresser **L. Vivarès** ——— Architecte, 5, rue Maillé, AGEN ———
à ——— Directeur départemental pour le Lot-et-Garonne et le Gers

“LA RUCHE MÉRIDIONALE”

Ses Produits

Sont Supérieurs

à Tous

RELIURE ET CARTONNAGES

Maison de confiance fondée en 1810

ANCIENNE MAISON LASSALLE

J.-F. RUFFE, Successeur

Relieur-Doreur

37, Rue Richard-Cœur-de-Lion, AGEN.

FABRIQUE DE REGISTRES — ENCADREMENTS

HOTEL CENTRAL MODERNE



Rue Lafayette



Léon Laventure

PROPRIÉTAIRE

Sportmen!... équipez-vous à Agen

chez COURT Boulevard
Carnot

TOUT POUR TOUS SPORTS

Foot-ball, Tennis, Athlétisme, Natation, Boxe, etc...

REMISE AUX SOCIÉTÉS

Pour tout ce qui concerne la publicité s'adresser à
M. Jacques AMBLARD, Avocat, 1, rue Floirac. — AGEN

LIBRAIRIE ANCIENNE ET MODERNE

Félix FERRAN

14, 16, 18, Rue Richard-Cœur-de-Lion — AGEN

Annales de la ville de Toulouse, dédiées à Mgr le Dauphin. Paris, Duchesne, 1771 ; 4 vol. in-4°, reliure ancienne (usagée).....	40
Balzac (Jean-Louis-Guez de). — Œuvres divisées en deux tomes. Paris, Thomas Jolly, 1665 ; reliés en un vol. in-folio (reliure usagée), seule édition complète, très rare.....	60
id. Apologie pour Monsieur de Balzac. A Toul, par Simon Bel-Grand, 1627 ; édition originale, in-12 vélin ancien.....	20
id. Lettres choisies du sieur de Balzac ; à Amsterdam, chez les Elzeviers, 1656 ; in-12 vélin, joli frontispice gravé.....	20
id. Lettres de Monsieur de Balzac. Troisième édition, augmentée de nouveau. A Paris, chez Toussaint du Bray, 1625, in-12 vélin.....	25
Balzac (Honoré de). — La peau de chagrin. Etudes sociales. Paris, H. Delloye et Victor Lecou, 1838 ; gd. in-8° illustré, demi-reliure romantique, dos long, orné, chagrin grenat.....	250
Brumoy . — Théâtre des Grecs. Nouvelle édition, enrichie de très belles figures, notes de Prévost. Paris, Cussac, 1785 ; 13 vol. in-8°, belle reliure ancienne, très fraîche, en plein veau moucheté.....	130
Cousin (Victor). — Etudes sur les femmes illustres et la société au XVII ^e siècle : Jacqueline Pascal ; Mesdames de Longueville, de Chevreuse, de Hautefort, de Sablé, en 8 vol. in-8°. belle reliure demi-chagrin lavallière, tête dorée, état neuf.....	100
Girard . — Histoire de la vie du duc d'Espernon, divisée en 3 tomes. A Rouen et Paris, 1663 ; 3 vol. in-12 rel. anc. veau plein, dos orné.....	25
Havard (Henry). — Dictionnaire de l'Ameublement et de la Décoration depuis le XIII ^e siècle jusqu'à nos jours. Paris, Quantin, 4 vol. in-4° illustrés de nombreuses planches en couleurs et en noir, cart. édit.....	360
Havard . — L'œuvre de P.-V. Galland et la peinture décorative au XIX ^e siècle. Paris, Quantin, 1895, gd. in-4° illustré de nombreuses planches hors texte et dans le texte, cart. édit.....	40
Histoire des comtes de Tolose, par Guillaume Catel. A Tolose, Pierre Bosc, 1623 ; in-folio, relié.....	30
Mémoires d'une contemporaine, ou souvenirs d'une femme, sur les principaux personnages de la République, du Consulat, de l'Empire, etc. Paris, Ladvocat, 1829-31, 14 volumes in-8° demi-reliure veau, romantique, avec portraits.....	90
Montholon et Gourgaud . — Mémoires pour servir à l'histoire de France sous Napoléon, écrits à St ^e -Hélène par Montholon et Gourgaud et publiés sur les manuscrits entièrement corrigés de la main de Napoléon. Paris, Didot, 1823. 1 ^{re} édit. 8 vol. in-8° reliés bradel, non rognés.....	80
Montesquieu . — Œuvres. Nouvelle édition revue par l'auteur. Amsterdam, 1758. 3 vol. in-4°, portrait par de Sève et 2 cartes ; reliure ancienne, plein veau, dos ornés, bel état.....	90

Livres neufs et d'Occasion

Achat de Bibliothèques au comptant

N° 2

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

48^e Année. — Mars-Avril 1921



AGEN
IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

1921

Toute reproduction même partielle de la *Revue* est rigoureusement interdite.

SOMMAIRE

I. —	Commandant LABOUCHE. — Les Volontaires lot-et-garonnais de la ligne (1792-1793).....	65
II. —	PHILIPPE LAUZUN. — Le château de Duras (<i>suite</i>) ..	89
III. —	A. POUYMAT. — La Justice consulaire à Agen au XVIII ^e siècle. Les conflits	99
IV. —	YVONNE DOMENGIE. — L'Administration des Bastides lot-et-garonnaises	111
V. —	R. MARBOUTIN. — L'enfeu de l'église de Pompiéy..	123
VI. —	R. BONNAT. — La statue de Monluc et le legs de Raymond	126
VII. —	P. MARYLLIS. — A Philippe Lauzun (sonnet)	130
VIII. —	<i>Chronique</i> : Société académique d'Agen. — Archives de Lot et-Garonne. — Beaux-Arts. — Musée d'Agen. — L'histoire locale à Puymirol. (R. BONNAT). — Le coq de Marmande (R. MARBOUTIN).	
IX. —	<i>Bibliographie</i> : Le peintre Laulan. — Deux poètes: Germaine Emmanuel-Delbousquet et Mademoiselle de Lanartic (JACQUES AMBLARD). — La revue de France (J. AMBLARD). — Une Pieta (J. TORTHE). — Charles de France frère de Louis XI d'Henri Stein (G. THOLIN).	

PLANCHES

1. Vignette et sceaux militaires de l'Epoque révolutionnaire
2. Les bords de la Garonne à Agen (F. Laulan)

Pour paraître prochainement :

Hortense Schneider et le théâtre d'Agen au début du second empire, par *René Bonnat*. — Les obsèques de Julienne d'Esparbès de Lussan en 1569, par *Ch. Bastard*. — L'évêque constitutionnel Constant, par le chanoine *Durengues*.

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Prix du fascicule : 2 fr. 25

PRIX DES TIRAGES A PART

A 50 exemplaires.....	32 francs la feuille
A 100 exemplaires.....	42 francs la feuille

La couverture comptant pour un quart de feuille. Brochage en plus.

Pour tout ce qui concerne la rédaction, l'administration et le service des abonnements de la Revue, s'adresser directement à M. BONNAT. AUX ARCHIVES DÉPARTEMENTALES, AGEN, et pour la publicité à M. JACQUES AMBLARD, AVOCAT, RUE FLOIRAC, AGEN.

Il est rendu compte dans la *Revue* de tout ouvrage dont il aura été adressé deux exemplaires à la direction de la *Revue*.

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la Revue

Vignette et Sceaux militaires de l'Epoque révolutionnaire

Sceau



1^{re} DEMI-BRIGADE DE LIGNE
issue du 71^e ex Vivarais.
Armée de la Moselle, An II.

Sceau



34^e DEMI-BRIGADE DE LIGNE
issue du 80^e ex Angoumois.
Armée de Sambre et Meuse, An III.

Vignette



34^e DEMI-BRIGADE DE LIGNE
issue du 80^e ex Angoumois.
An III.

Sceau



108^e DEMI-BRIGADE DE LIGNE
issue du 71^e ex Vivarais.
Armée de Sambre et Meuse, An V.

Sceau



108^e DEMI-BRIGADE DE LIGNE
issue du 71^e ex Vivarais.
Armée du Danube, An VII.

Les Volontaires lot-et-garonnais de la ligne ⁽¹⁾

(1792-1793)

I. Premiers appels

L'année 1792 porte une date mémorable de notre histoire militaire. Que de souvenirs elle rappelle, malgré la longue période qui s'est écoulée depuis et les profondes modifications qu'a subies le pays.

La guerre avait été déclarée le 20 avril. La France, disait le décret, ne voulait nulle conquête et n'attaquait la liberté d'aucun peuple. Cependant devant les mesures venant de l'étranger, les volontaires jeunes ou vieux, avaient rejoint les garnisons voisines des frontières; d'autres s'étaient fait inscrire pour marcher à l'ennemi (2). Au mois de juin, des nouvelles alarmantes parviennent de la région de l'Est. Aussitôt l'assemblée législative proclame : la Patrie en danger !

Dans les neuf districts du département, une foule de citoyens répond à l'appel venant de la capitale. Les premiers contingents de la région d'Agen, grossis sans cesse de nouveaux volontaires, rejoignent les dépôts. A peine instruits et dressés au métier des armes, les engagés vont être désignés pour marcher avec les bataillons de guerre. Les plus vaillants ne tarderont pas à s'y faire connaître dans cette armée « *de vagabonds, de tailleurs et de savetiers* », comme on l'appelle au delà du Rhin. Nous allons tenter de signaler ceux dont les beaux états de services nous sont parvenus. Grâce à l'organisation et au départ prochain pour les frontières des premiers bataillons nationaux du département, leur nombre ne fera que grossir. Or les volontaires de la ligne et les volon-

(1) Suite à l'état militaire dans le Lot-et-Garonne de 1789 à 1792 (*Revue de l'Agenais* 1920).

(2) Dans le nombre des inscrits du district d'Agen figurait R. Rigau, ancien capitaine d'infanterie, chevalier de Saint-Louis, âgé de plus de 60 ans.

taires nationaux ne cessèrent de rivaliser entre eux de courage et d'enthousiasme. Toutefois les premiers eurent l'honneur de montrer le chemin aux seconds.

Après avoir rejoint les régiments de leur choix, les engagés de la ligne s'exercent au métier des armes afin de rendre plus courts leurs séjours dans les dépôts. Nous les retrouvons dans l'infanterie, à Metz, à Bayonne, à Navarreins, à Mende, à Perpignan, à Bastia, à Lorient; dans la cavalerie, à Laon et à Nîmes; dans l'artillerie, à Grenoble. Certains jeunes gens ou hommes d'âge mûr, provenant des districts de Villeneuve et de Marmande, ont choisi la marine nationale (1). D'autres, en petit nombre, sont éparpillés un peu partout dans les corps dont la liste ne présenterait aucun intérêt. Ils s'y trouvent d'ailleurs noyés dans la masse des soldats et il ne nous a pas paru utile d'y rechercher les traces de leur passage que pour nous permettre de relever le nombre des incorporations ou celui des décès (2).

A partir du mois de septembre 1792 (3), les nouveaux engagés sont astreints à limiter leur choix à la désignation d'un dépôt d'armée, qu'ils désirent entrer, soit dans les troupes de ligne, soit dans les compagnies franches de création nouvelle. Toutefois, une fois incorporés au dépôt, on leur laisse la faculté de désigner les corps en campagne de leur choix parmi ceux qui constituent l'armée alimentée par ce dépôt (4).

L'examen détaillé des registres de transcription des extraits d'engagements dans les districts donne des indications présentant peu d'intérêt. Nous ne croyons pas devoir le joindre à cet exposé. Ce serait une étude de statistique qui ne servirait qu'à l'alourdir. Il nous suffira de noter, à titre d'exem-

(1) Au mois de mars 1793, les marins du district de Villeneuve sont au nombre de 189; ils sont réunis à un détachement de 566 marins qui séjournent dans la région.

(2) Archives départementales : Actes de décès et extraits mortuaires des lot-et-garonnais incorporés dans les régiments de ligne. L. 451.

(3) A la suite de la loi du 25 juillet 1792.

(4) Les dépôts d'armée sont les suivants : Nîmes, pour l'armée des Alpes; Valenciennes, pour l'armée du Nord; Metz pour l'armée du Centre; Auch, pour l'armée des Pyrénées; Strasbourg, pour l'armée du Rhin; Toulouse, pour l'armée du Midi.

ple, les renseignements suivants pris sur le registre de la municipalité d'Agen (1).

Les inscriptions portées sur ce cahier correspondent à la période qui s'étend du 17 février 1791 au 19 janvier 1793. Nous y relevons 455 noms d'engagés de tout âge dont 107 de la ville d'Agen, 35 de Port-Sainte-Marie, 29 de Layrac, etc. Les 61 derniers seront dirigés sur des dépôts d'armée; sur ce nombre, 10 dont 8 de Port-Sainte-Marie ont demandé à rejoindre des compagnies franches. Sur les 455 engagés admis, une dizaine seulement sont annotés : renvoyés ultérieurement par les corps, pour défaut de taille, infirmité ou détail curieux, excédent d'effectif. Tous ces refusés seront rappelés postérieurement et seront mis dans l'obligation d'opter pour leur ancien corps ou pour un bataillon de volontaires nationaux.

Nous avons arrêté nos recherches au début de l'année 1793, car, en raison de l'organisation prochaine des demi-brigades de première formation (demi-brigades de bataille ou demi-brigades légères), il n'est plus intéressant de suivre la courbe descendante des engagements, à partir de cette date. Toute l'attention se porte alors sur les volontaires nationaux et bientôt sur les recrues de la réquisition.

La recherche des noms des engagés de la ligne de la région d'Agen qui se sont distingués au cours des guerres de la révolution après avoir répondu aux premiers appels et la citation de leurs principaux hauts faits nous obligeront à signaler de nombreux détails de guerre de leurs corps d'affectation, la destination de ces régiments pendant les premières campagnes, c'est-à-dire leur existence, en face des attaques dirigées par la coalition et au milieu des périls où la patrie fut sur le point de sombrer. Presque sans exception, tous ces vieux corps légués par la royauté, imprégnés de l'esprit nouveau par l'afflux des jeunes engagés, restèrent d'une solidité

(1) En 1792 et 1793, le Lot-et-Garonne fournit 2.700 hommes environ comme engagés volontaires de la loi du 25 janvier 1792. Ces engagés servirent dans divers régiments et dans les premiers bataillons de volontaires autres que ceux du département.

et d'une valeur dignes de leurs vieilles et glorieuses traditions plusieurs fois séculaires. Ils servirent d'exemple aux bataillons nationaux trop ardents et trop impressionnables. Leurs soldats appelés longtemps encore aux armées les *habits blancs* par opposition aux volontaires nationaux qui portèrent toujours *l'habit bleu* du corps des Gardes françaises, comptèrent plusieurs centaines de Lot-et-Garonnais(1). Dans le 71^e régiment de ligne qui en compte le plus grand nombre, il nous a été aisé de relever les états de service acquis par plusieurs de nos compatriotes et d'y trouver des preuves de leur ardeur et de leur esprit militaire qui portèrent bien haut la réputation de vaillance des enfants de la petite patrie agénaise.

Le régiment de Vivarais devenu le 71^e régiment de ligne occupait Metz en 1792. C'est dans cette place que le premier détachement du district d'Agen, fort de 300 hommes, fut reçu par des démonstrations de joie et des marques de bienvenue. Le général Lafayette y commandait en chef. A la déclaration de guerre, le 1^{er} bataillon et les grenadiers du 2^e bataillon entrèrent dans la composition de l'armée du Centre. Ils assistèrent à la belle canonnade de Valmy et se firent particulièrement remarquer par leur acharnement dans la poursuite des Prussiens (2). Le 2^e bataillon était à l'armée du Nord et se distingua à la prise d'Ypres (3).

C'est dans le 2^e bataillon du 71^e régiment que comptait *Marc Tancogne*, volontaire, natif d'Agen, qui eut les honneurs de la séance du 13 messidor an II (2 juillet 1794) à la suite de sa

(1) « Les soldats ne se dépouillèrent qu'avec regret et fort tard de l'habit blanc de l'ancien régime pour prendre l'habit bleu. Ils se moquaient de la République avec la dernière insolence et se battaient pour elle en lions ». LACRETELLE, *Dix années d'épreuves pendant la Révolution*.

(2) En 1794, le 1^{er} bataillon entre dans la 131^e demi-brigade de bataille devenue la 1^{re} demi-brigade de deuxième formation, origine du 1^{er} régiment de ligne du Consulat et de l'Empire dont la carrière a été des plus brillantes. Le 2^e bataillon entré dans l'armée des Ardennes, fit partie de la 134^e demi-brigade de bataille qui devint la 108^e de l'armée de Sambre et Meuse (1796).

(3) Ypres, chef-lieu d'arrondissement de la Flandre Occidentale (Belgique).

désignation pour faire partie du détachement chargé de présenter à la Convention Nationale les 38 drapeaux pris à Ypres. L'un de ces drapeaux avait été enlevé aux Autrichiens par ce brave soldat dans des circonstances particulièrement mémorables et rappelées à la tribune par le représentant Barrère dans les termes suivants :

« Un autre drapeau est porté par un brave soldat du 2^e bataillon du 71^e régiment d'infanterie ci-devant Vivarais. Ce soldat dans l'action qui a précédé la prise d'Ypres est menacé par l'Autrichien d'un coup de sabre s'il ne se rend pas; « un républicain ne se rend pas » répond-il. Il écarte un coup de sabre qu'un autre Autrichien lui portait sur la tête; mais il succombe sous le nombre; il est fait prisonnier. Bientôt, il aperçoit près de lui, le bataillon auquel il appartenait; le combat s'engage entre ce bataillon et les Autrichiens. Pendant l'action, ce brave soldat se dirige sur le porte-drapeau, et au moment où les troupes en viennent aux mains, il renverse le porte-drapeau, emporte le signe des esclaves et rejoint son bataillon. » (*Vifs applaudissements de l'assemblée.*)

« Ainsi, ce citoyen, seul avec son courage, s'est précipité au milieu des féroces ennemis, et leur a arraché le signe auquel ils se ralliaient. Le voilà devant les représentants du peuple, ce bon agriculteur, sorti des foyers du département de Lot-et-Garonne pour défendre la liberté nationale. » (*Nouveaux applaudissements.*)

« Nous vous proposons que Marc Tancogne, soldat républicain, reçoive les honneurs de la séance et qu'il dépose son drapeau entre les mains du président qui lui donnera l'accolade fraternelle. » (*Applaudissements*) (1).

Une rue d'Agen porte le nom de Rue Marc Tancogne et perpétue le souvenir de la belle action de guerre de ce jeune volontaire (2).

C'est encore au 71^e (1^{er} bataillon) qu'appartenait le brave *Dominique Delbosq* dit Carme « ci-devant jardinier à Agen » et promu sous-lieutenant, qui raconte dans une lettre à sa mère comment il a été fait officier. Cette lettre fut lue sur les places publiques de la ville devant une foule immense, au mi-

(1) *Moniteur*.

(2) *Revue de l'Agenais*, 1897, page 67. Ovation faite par la Convention nationale au volontaire Marc Tancogne. G. T. 1905, page 81. *Marc Tancogne d'Agen* par V. Calvet. Le lieutenant Tancogne, chevalier de la Légion d'honneur, est mort à Agen, faubourg Porte-Neuve, le 6 septembre 1823.

lieu des applaudissements. La voici dans toute sa naïveté de style et de sentiment (1).

« Ma chère Mère, J'ai fait une campagne de trois mois, là où nous avons commencé de faire une petite prise dans un endroit que nous appelons Rémy (2). Je vous dirai que si cela n'avait été de moi, on ne l'aurait pas faite parce qu'il y avait l'eau à passer, et nous n'avions aucune barque de notre côté. Nous étions 400 de notre bataillon, personne ne parlait de rien; moi, voyant cela, je me suis jeté dans l'eau pour passer de l'autre côté. Sitôt que j'ai eu passé, j'ai amené des barques, et nous avons été aussitôt vainqueurs de l'endroit. Vous ne diriez pas que je croyais perdre la vie; car le froid m'a saisi. Le général, voyant cela, m'a amené avec lui souper. Voilà qu'étant à table, il m'a dit combien il me fallait. Je lui ai répondu qu'il ne me fallait rien et que je ferais tout pour la nation, et que quand j'aurais vu le canon braqué contre moi, aussi bien je me serais précipité; car avec tout cela, il ne me manquait pas de cœur ni de courage. Le général voyant cela m'a demandé mon nom et d'où j'étais; je lui ai répondu que j'étais d'Agen; tout aussitôt, il mit la main à la plume et écrivit à la Chambre nationale. La Chambre nationale voyant cela, et que j'étais rempli de cœur et de courage m'a donné pour récompense un grade dans notre régiment : donc je suis sous-lieutenant; j'ai été reçu le 28 janvier. Je vous dirai que je me vois du pain pour le reste de mes jours.....

Je vous prie de me faire le plaisir de faire passer ma lettre aux amis de la liberté et de l'égalité d'Agen pour leur faire voir ma vaillance. »

Signé : *Delbosq*, ci-devant jardinier, actuellement sous-lieutenant.

Ce simple récit d'une action accomplie à la nage au plus fort de l'hiver, à travers les glaçons charriés par le fleuve, sous le feu de l'ennemi, écrit par l'auteur à sa pauvre mère, montre l'héroïsme et la modestie de ce brave soldat qui estime qu'il a été récompensé au delà de ce qu'il méritait. *Delbosq* avait été aidé dans sa double traversée du fleuve, sous le canon des Autrichiens, par le soldat *Delpesch*, également volontaire d'Agen et nommé sous-officier après la réussite de leur entreprise, conçue et organisée par *Delbosq*.

Dans la relation de la fête de la Fraternité célébrée à Agen, nous relevons ces détails de la cérémonie patriotique : « Au

(1) Archives départementales. L. 437, n° 9. *Souvenirs révolutionnaires de l'Agenais 1789-1794* (années 1850-1851). Ducourneau.

(2) Remi sur une des branches du Rhin vers ses embouchures.

milieu des magistrats, marchaient les parents de Delbosq et de Delpech, ces deux braves soldats qui, à l'armée de Flandre, sont allés chercher, à la nage, en plein hiver, des barques pour faire passer les troupes et attaquer l'ennemi. Avec ces parents marchait le citoyen Himounet, couronné de chêne comme eux pour avoir, au péril de sa vie, sauvé un citoyen dans les troubles civils » (1).

A la mention des volontaires Tancogne, Delbosq et Delpech, nous joignons celle qui résume la carrière modeste, glorieuse mais bien remplie, de ce brave enfant de Lot-et-Garonne, choisi au milieu de bien d'autres, ses émules de gloires au 71^e (Vivarais), *Despeyroux*, Jean, d'Agen, qui fut mis en congé absolu de réforme, le 16 juin 1806, pour aller dans ses foyers « attendre la reconnaissance nationale due à ses services et infirmités occasionnées par des événements de guerre ». Engagé le 8 mars 1792, comme fusilier dans le 71^e, il passe dans le 3^e bataillon de Lot-et-Garonne, en octobre 1792, époque de sa formation au camp de Soissons. Il entre ensuite dans la marine nationale (an V), puis devient cavalier au régiment des dromadaires (an VIII), enfin, il est incorporé dans la gendarmerie impériale à pied du Lot-et-Garonne (an X). Resté toujours modeste soldat qu'il fut fusilier, marin, cavalier ou gendarme, il quitte le service à 33 ans, le corps ruiné par les infirmités, après avoir fait quinze années de service et dix campagnes. Dans ces dernières comptent les campagnes de 1792, 1793 et de l'an II dans les armées d'Italie et de l'Ouest, celles des ans III et IV en Espagne, celles des ans V et VI sur les vaisseaux de la République, celles des ans VII, VIII et IX en Egypte. Il avait été blessé à l'épaule, le 4 brumaire, à Loano.

Au souvenir de ces valeureux soldats du 71^e, il faut joindre celui des agenais de la ligne, ayant servi sous d'autres drapeaux, et dont il a été fait mention dans notre *Etat militaire de*

(1) Procès-verbal imprimé par la Vve Noubel à Agen, 14 avril 1793. Le citoyen J. Himounet avait arraché des mains des séditeux l'ingénieur Lomet, capitaine de la Garde nationale d'Agen, qui voulait ramener le calme et la discipline.

1789 à 1792, en rappelant les noms du général Lafon-Blaniac, des colonels Marc Antoine et Gérard Lacuée, du commandant Rigade, du capitaine Massias, des lieutenants De Cornier, Auricoste et Colombet, du volontaire De Ladevèze et du grenadier Salles, partis pour les armées, avant la loi du 25 janvier 1792 et ceux des anciens militaires de l'armée royale tels que le lieutenant colonel Daurières et le capitaine De Saint-Léger, reprenant du service à la déclaration de guerre.

Voici encore quelques brillants soldats de la ligne à citer :

Artigalas, Jean, de Nérac, engagé de 1792. Il fit les guerres de la république et de l'empire, parvint au grade de capitaine après l'avoir conquis au prix de nombreuses blessures. Mis à la retraite après les Cent jours, il mourut à Agen, le 4 décembre 1816 (1).

Les deux frères *Bèsse*. Le premier, Philibert, engagé dans la cavalerie, grièvement blessé, dut prendre sa retraite comme lieutenant. Alors qu'il servait au 5^e régiment de chasseurs, il fut accusé d'avoir émigré et il avait eu ses biens mis sous sequestre (février 1793) tandis qu'il était en face de l'ennemi (?). Le second, Jean Baptiste, engagé volontaire dans le 71^e ex Vivarais, parvint au grade de capitaine et, couvert de blessures, fut obligé, comme son frère, de quitter l'armée.

Boc, de Casteljaloux, vieux vétéran, parvenu au grade de lieutenant, modèle de l'entraîneur d'hommes.

Bère, Mathieu, nommé major par Napoléon au Kremlin: il mourut au passage de la Bérésina.

Boissy de Dubois, capitaine, superbe officier des campagnes de Prusse et d'Espagne, ayant succombé à ses nombreuses blessures vers 1813.

Antoine *Casse-Bellecombe*, né à Montpezat (3), destiné d'abord à la marine, puis entré dans l'armée de ligne, grâce à

(1) *Biographie de l'arrondissement de Nérac*, par Samazeuilh.

(2) Sa belle lettre de protestation est aux Archives départementales. Registre I, page 81. Lettres écrites par les particuliers.

(3) Neveu du lieutenant général Sarrazin de Bellecombe, décédé en 1788, et cousin de l'ancien major du régiment d'Agénois, commandant de la Garde nationale d'Agen en 1791. (*Histoire de Montpezat*, par André de Bellecombe).

la protection du duc d'Aiguillon (1). Attaché à l'état-major comme lieutenant « il fit la campagne de Hollande sous le général Dumouriez et assista aux côtés du duc de Chartres (depuis le roi Louis Philippe) à la bataille de Jemmapes et aux autres expéditions militaires qui furent faites à cette époque ». Les événements de 1793, la mort de Louis XVI, la défection de son général et surtout le mauvais état de sa santé le décidèrent à quitter l'armée.

Ses deux frères, Luc et Romain, partirent comme volontaires, le premier dans l'armée du Var, le second dans celle des Pyrénées. Un troisième, Jean Joseph, officier d'artillerie, devait mourir à Pampelune, des suites de l'amputation de son bras emporté à Friedland par un boulet de canon.

Bransoulie, Jean, capitaine, qui a fait comme cavalier toutes les campagnes de l'empire. Il ne reçut qu'un coup de sabre au bras gauche, au passage du Tagliamento, en 1805.

Duburgua, Justin, né à Aiguillon, qui, à 16 ans, s'engagea dans le 1^{er} bataillon de chasseurs nationaux pour aller rejoindre son frère à l'armée d'Italie. Le Conseil du département lui décerna, dans sa séance du 2 octobre 1793, un sabre civique pour aller « au champ d'honneur et de la victoire, combattre les ennemis de la République, une et indivisible, et montrer aux tyrans que l'amour de la patrie supplée les années et forme le vrai courage », paroles de remerciements du jeune volontaire qu'embrassèrent tous les conseillers. Devenu pharmacien militaire, Duburgua mourut à Saint-Domingue, en 1803. Il avait été admis dans la Société académique d'Agen, à la suite de ses travaux scientifiques (2).

Laulière, de Beauville, ancien soldat ayant repris du service dans l'armée des Pyrénées Orientales et qui sauva comme

(1) Ce duc d'Aiguillon était le fils d'Armand Emmanuel de Vignerod du Plessis de Richeheu, baron de Montpezat et de Madaillan et comte d'Agenais, devenu lieutenant général et ministre des affaires étrangères. Comme colonel du régiment d'Agénois auquel il avait donné son nom, il avait été très grièvement blessé à Asti, le 6 mai 1739, à l'âge de 19 ans, en chargeant brillamment à la tête de son beau régiment. (Voir : *Agénois, régiment du Roi*, par le commandant Labouche).

(2) Voir *Revue de l'Agenais*, 1905, p. 88. *Justin Duburgua d'Aiguillon*, par René Bomat.

cavalier d'escorte, deux fois, la vie au général Dagobert. Il reçut le baiser fraternel du président du conseil général du département dans la séance du 30 vendémiaire de l'an II.

Tancoigne, de Villeneuve, capitaine au premier régiment du corps impérial d'artillerie (ci-devant La Fère) qui « déploya tant de bravoure et d'intelligence dans les campagnes de la liberté et principalement au siège du fort de Huningue, à la suite de la mémorable retraite de Bavière. »

Turroques, de Casteljaloux, qui obtint un sabre d'honneur en Egypte et plus tard la croix de la Légion d'honneur. Il mourut, en 1806, des suites de ses blessures, comme sous-lieutenant de cavalerie.

Vignes, Jean, qui parvint au grade d'adjudant général chef de bataillon. Il fut membre de la cour impériale de Lot-et-Garonne, en 1813.

Pierre *Gras*, de Castillonnès, enfant de 14 ans, qui s'engagea malgré son âge et devint tambour des volontaires. On l'avait refusé d'où larmes et désespoir. « Attendez, lui dit-on, cher enfants, attendez que l'âge vous ait mûri. Attendez seulement un an. Un an s'écria-t-il, oh ! dans un an, que pourrai-je faire, la guerre sera finie ! » Ce mot plein de sentiment et de patriotisme emporta tout ; il fallut l'engager (1).

Suivant l'exemple donné par ces volontaires, plusieurs jeunes gens du district de Villeneuve avaient contracté leur engagement dans la marine nationale. Nous relevons au sujet de deux d'entre eux, les renseignements suivants sur le registre de ce district, à la date du 2^{me} jour complémentaire de l'an II (18 septembre 1794) :

Le directoire du district a donné lecture de l'ordre suivant daté de Brest : « Le représentant du peuple dans les départements maritimes invite tous les français qui brûlent du feu sacré de la Patrie et les autorités à protéger, secourir, accueillir fraternellement les braves marins J. B. *Fabre*, Pierre *Jurquet* et *Barthélémy Dufau*, chargé de les accompagner, qui ont contribué au mémorable combat naval du 13 prairial (où le

(1) Archives départementales. L. 437.

vaisseau le Vengeur s'abîma dans les flots au chant de la Marseillaise plutôt que de se rendre) et s'en retournent dans leurs foyers. Ces intéressantes victimes vont porter au milieu de la France, le touchant spectacle de leurs honorables blessures et la preuve d'un héroïque dévouement. J'invite la municipalité de Villeneuve à leur payer 100 livres par mois jusqu'à ce que la Convention ait statué sur leur sort. »

« Les villeneuvois, ajoute le président de la municipalité et surtout les matelots de la porte de Casseneuil ressentiront une patriotique joie et s'enorgueilliront avec raison de ce certificat d'héroïsme décerné à leurs compatriotes et camarades » (1).

Nous ajouterons un dernier nom à la liste des agenais de la ligne, en citant l'ingénieur *Lomet*. Etant capitaine dans la garde nationale d'Agen, son rôle conciliateur avait été admirable dans une insurrection locale où il avait failli perdre la vie. En 1792, il fut nommé directement capitaine adjudant général à la suite de ses services dans la mission Carnot chargée de relever la valeur défensive de la frontière des Pyrénées. Grâce à son excellent esprit militaire, à ses vastes connaissances scientifiques, à son intelligence, à sa grande érudition, il devait parvenir au grade de colonel de génie. Sa place était marquée dans l'état major général quand il dut quitter définitivement l'armée en 1809, en raison de sa santé ébranlée au cours de ses dernières campagnes (2).

II. Incidents à la suite d'incorporations trop hâtives

Les engagés, tant du premier appel que du second, avaient touché la moitié du prix de leur engagement. Sous divers prétextes, soit que les régiments fussent au complet de guerre, soit pour inaptitude physique, un certain nombre d'entre eux étaient rentrés dans leurs foyers, renvoyés et par suite mécontents de l'accueil fait au corps. Mais au milieu des préoc-

(1) Registre du district de Villeneuve : Séance du 2^e jour complémentaire an II.

(2) *Le baron Lomet*, par M. Véchembre, *Revue de l'Agenais*, année 1918.

cupations de l'heure présente, ils avaient été oubliés. En 1793, au moment de l'application de la levée en masse, l'administration s'aperçoit qu'un certain nombre de jeunes engagés ne sont pas aux armées. Une nouvelle loi du 24 février 1793 les y oblige. Ils sont alors mis dans la nécessité de rejoindre les corps. Ils repartent, mais leur enthousiasme paraît s'être bien adouci ainsi que leur bonne volonté.

Dans le district de Monflanquin, plusieurs jeunes citoyens avaient été renvoyés du 7^e de ligne comme impropres au service. Ce renvoi avait été décidé à la suite d'une revue passée par un commissaire des guerres, en présence de plusieurs membres du directoire du département. Les causes du renvoi étaient : défaut de taille, infirmités ou difformités, faiblesse de constitution. En 1793, on estime que ces jeunes gens doivent avoir acquis de la taille et de la force. On les invite à rejoindre le 7^e de ligne ou une des formations de volontaires organisées dans le district pour l'armée du Var. Leur départ pour l'armée s'impose, mais ils ne se hâtent pas de rejoindre (1).

Dans le district de Nérac, le lieutenant de gendarmerie pourchasse avec activité les volontaires déserteurs. S'appuyant sur la loi du 13 décembre 1792 concernant ces derniers, il rend compte qu'il a à cœur que les individus qui se sont enrôlés remplissent leur tâche envers la nation : « J'ai prié et invité, écrit-il, les corps municipaux de ce district de me dénoncer tous ceux qui, s'étant engagés, n'ont pas rejoint ou qui peuvent avoir quitté leur régiment et sont rentrés dans leurs foyers..... » Il en découvre tous les jours. « Le directoire de ce district, ajoute-t-il, m'a dénoncé quatre jeunes gens qu'il avait enrôlés pour le régiment d'Angoumois (80^e de ligne) et qui, rentrés dans leurs foyers, n'ont pas rempli leur tâche. Aussitôt, j'ai donné un mandal d'amener, ce qui a été effectué et quatre jeunes gens superbes se sont présentés. Ils m'ont donné pour raison que s'ils n'étaient point à leur corps, c'est que le régiment les avait renvoyés avec des

(1) Archives départementales : Lettres du procureur général syndic. Tome 1^{er}, page 62.

congés tels que celui que j'ai l'honneur de vous faire passer ci-inclus, chose qui m'a paru très illégale, bien peu civique, et bien peu usitée; un seul seing ne suffisant pas sans aucun autre titre pour servir de congé à un homme sans motif autre que le régiment était au complet, dans le temps que nombre d'autres corps ne pouvaient se compléter et auxquels on aurait pu faire passer ces hommes, qui coûtent à la nation 80 livres chacun, étaient partis pour elle, etc..... » (1).

On consulte le district de Nérac sur leur compte. Il considère que ces jeunes gens ne peuvent se dérober à l'engagement qu'ils ont souscrit et qu'ils doivent être repris pour accomplir leur service militaire. Sans attendre les ordres du directoire du département, les jeunes gens, jugeant leur situation très irrégulière et témoignant de la bonne volonté, expriment le désir de servir dans le 2^e bataillon de volontaires. Aussitôt le district se décide à les faire partir pour Strasbourg avec le citoyen Barrère, adjudant major, qui, en qualité de commissaire, les avait engagés l'année précédente pour le 80^{me} (Angoumois) à Bayonne.

Le 28 janvier 1793, au moment de leur départ, le directoire confirme au lieutenant de gendarmerie dans les termes suivants la décision prise à leur égard :

« Il n'y a pas le moindre doute que les quatre hommes dont vous nous parlez ne soient liés par l'engagement qu'ils ont pris et par l'argent qu'ils ont reçu. Quoique par un effet des mauvaises intentions d'un officier ils aient été renvoyés, ils n'en sont pas moins soldats de la patrie. Leur enrôlement était particulier au régiment où ils voulaient entrer, mais leur engagement était général vis-à-vis de la nation qui les avait déjà payés. Ils ont senti, eux-mêmes, le devoir sacré qui les liait. Ils témoignent le désir de servir; ils ne demandent que la liberté de choisir le corps qui doit les admettre. Cette liberté doit leur être accordée. Le 2^e bataillon de Lot-et-Garonne est l'objet de leur persévérance et ils désirent partir

(1) Archives départementales : Lettre de Deytier, lieutenant de gendarmerie de Nérac aux administrateurs du département. Lettres écrites par les particuliers. Registre I, page 109.

avec le citoyen Barrère, adjudant-major. Nous pensons qu'il faut souscrire à leur demande d'autant plus que le sus-dit bataillon a besoin d'être complété. Aussi, vous pouvez, citoyen, agir conformément à leurs vues et nous écrivons pour le même but au district de Nérac..... » (1).

Les jeunes gens partent pour Strasbourg aussitôt. La décision prise à leur égard va permettre de diriger sur l'armée tous ceux qui sont dans le même cas et que la gendarmerie découvre tous les jours sur le territoire de Nérac.

Dans toute l'étendue du département, les engagés rentrés dans leurs foyers, munis de congés plus ou moins réguliers ou renvoyés de leur corps pour excédent d'effectif, sont de la même manière invités à rejoindre les armées. Quelques-uns sont récalcitrants et sont l'objet de rapports et d'ordres formels à leur égard; parfois il est indispensable de prendre des mesures de rigueur. Mais ces derniers cas sont très rares; car les jeunes gens montrent presque tous de la bonne volonté et seules leurs familles mettent des entraves à leur retour dans leurs régiments. L'application de la loi sur la levée en masse va d'ailleurs obliger les autorités civiles et militaires à agir énergiquement dans ce sens. Et nous verrons dans la suite de ce travail que si les engagés dans les troupes de ligne regagnent assez docilement les dépôts de leurs corps, il n'en sera pas tout à fait ainsi des volontaires nationaux déserteurs et encore plus des hommes appelés par la réquisition et restés dans leurs foyers. La recherche et les poursuites contre les insoumis, les déserteurs et les hommes en congé irrégulier se continueront presque sans arrêt pendant toute la période des guerres de la République. Ce sera là un des grands soucis des pouvoirs publics, un des rôles les plus absorbants de la gendarmerie départementale et souvent les plus dangereux en raison « des sinistres exploits de ces soldats déserteurs qui attachaient les gendarmes mis à leur poursuite aux étriers de ces malheureux cavaliers » ainsi

(1) Archives départementales · Lettres adressées par l'administration
Tome III, page 325.

qu'on le relève dans certaines correspondances particulières de l'époque (1).

III. Corps de troupe choisis par les engagés

Les premiers volontaires agenais de 1792 ne choisirent pas, tous, le 71^e ci-devant Vivarais (2), régiment des Tancogne, des Delbosq, des Delpech, des Despeyrous et des Besse, tous du district d'Agen. Les jeunes soldats provenant des autres districts, servirent sous divers numéros. On retrouve leurs traces dans près de vingt régiments appartenant presque tous à l'arme de l'infanterie. Ils surent s'y faire distinguer et laisser partout des preuves de courage et de dévouement. Voici quelques numéros de ces vieux corps provenant de l'armée ci-devant royale :

On rencontre des Agenais assez nombreux dans le 7^e (ex-Champagne), pendant la conquête de la Savoie sous Montesquiou et dans l'armée des Pyrénées Orientales, particulièrement dans la défense de Bellegarde d'où ils sortirent avec les honneurs de la guerre, après 35 jours de siège et 20 jours de tranchée. Certains Agenais servirent dans le 10^e (ex-Neustrie), et assistèrent au siège de Toulon et aux combats de la Montagne de Nice; d'autres dans le 44^e (ex-Orléans) avec lequel ils défendirent Lille et entrèrent en Belgique. Le général Jourdan les comptera plus tard dans ses soldats victorieux. Avec le 52^e (ex-La Fère), les recrues de Marmande se trouvèrent en Corse, à la défense de Bastia contre Paoli et les Anglais. Dans le 70^e (ex-Médoc), d'autres Agenais furent dans la citadelle de Perpignan où ils méritèrent, pour leur esprit de discipline et leur refus de se laisser corrompre, les éloges de l'assemblée nationale et à l'armée d'Italie, sous les ordres du futur maréchal de France, Serrurier. Les mêmes entrèrent dans la 32^e demi-brigade, peut-être la plus « brave » des de-

(1) *Lettres de Maître Baboulène*, notaire à Beauville. *Revue de Gascogne*, 1893, page 565.

(2) Colonels du 71^e, ex-Vivarais : 5 juin 1792, *De Wittinghof*; 8 mars 1793, *De La Fontenelle*.

mi-brigades d'Italie. Ajoutons enfin que le 80^e (ex-Angoumois) compta des grenadiers agenais sous le commandement de Latour d'Auvergne. Dans la cavalerie, le 6^e dragons (ex-Dauphin), et le 18^e dragons (ex-Roi-dragons), entraînent des Agenais dans les armées du Nord, de la Moselle et du Rhin. Quelques-uns enfin servirent au 4^e d'artillerie (ex-Grenoble), régiment qui compta comme lieutenant le plus illustre des futurs généraux, Bonaparte.

C'est dans les chansons lyriques de l'époque qu'il faut aller chercher les espérances, l'élan et l'enthousiasme de ces premiers volontaires. Elles les ont entraînés et les ont rendus vainqueurs. Rappelons ce chant de la gamelle qui leur fut si cher dans les premiers combats. C'était, transportée dans les camps, une carmagnole plus humaine, plus généreuse, plus digne des Français :

Ah ! s'ils avaient le sens commun
Tous les peuples n'en feraient qu'un.
Loin de s'entr'égorgier
Ils viendraient tous manger
A la même gamelle.
Amis, terminons ces couplets
Par le serment du bon Français.
Jurons tous, mes amis,
D'être toujours unis.
Vive la République,
Vive le son, vive le son,
Vive la République,
Vive le son du canon (1)

Ce fut là l'une des chansons qui saluèrent la retraite de l'armée prussienne après Valmy et qui soutinrent nos bataillons dans la première invasion de la Belgique et au milieu des succès ou des revers des premières campagnes, sur le Rhin, en Provence et sur les Pyrénées.

Dans les montagnes et les plaines du Var, la Marseillaise agenaise improvisée et apportée par un poète du pays (2),

(1) *La chanson pendant la révolution française*, par Maxime Lecomte. Mémoires de l'Académie d'Amiens; année 1895.

(2) Souvenirs révolutionnaires de l'Agenais (1789-1794). XX. *Journal de Lot-et-Garonne*, n^o du 10 juin 1850.

vint bientôt remplacer les strophes de « la Gamelle » chez nos volontaires :

Bravés enfants de la Garonne,
Vous nos frères, vous nos amis,
Contre les rois le canon tonne;
Que vos bras soient toujours unis !
Quand les lauriers de la Victoire
A nos regards viennent s'offrir,
Pouvoir avec soin les cueillir
C'est ajouter à notre gloire.
Aux armes, etc.

Guerriers, au nom de la patrie
Et de la sainte égalité,
Faites retentir l'Italie
Des accents de la liberté !
Que de riches moissons de gloire
Croissent pour nous au Champ de Mars.
Au-dessus de nos étendards
Nous voyons planer la victoire.
Aux armes, etc.

A ces chansons succédèrent la vraie, sublime et impérissable *Marseillaise* et cette magnifique composition, le *Chant du Départ* « montrant le but, la route et le devoir ». Nos recrues agenaises surent s'en inspirer, et peut-être en abuser, car en France, a-t-on dit, tout finit par des chansons.

Nous complétons ce chapitre par l'historique succinct des campagnes auxquelles prirent part les corps choisis par nos premiers volontaires :

a) 7^e de ligne ci-devant Champagne.

En 1791, le 1^{er} bataillon est à Auch pendant que le 2^e bataillon est à Agen. A la fin de cette année, les deux bataillons sont à Dax et à Navarreins et voient tous leurs officiers émigrer sauf deux. En 1792, les recrues sont dirigées sur Agen où se trouve une fraction du 1^{er} bataillon; de nombreux jeunes gens du Lot-et-Garonne comptent dans leurs rangs. Dans l'automne, le 1^{er} bataillon prend part à la conquête de la Savoie sous les ordres du général de Montesquiou.

En 1793, le régiment entre dans l'armée des Pyrénées-Orientales. Le 20 avril, le 1^{er} bataillon arrête les espagnols au

milieu de la panique qui s'est emparée de quelques bataillons de volontaires près de Cérét, tandis que le 2^e bataillon sauve Port-Vendres sur les Miquelets (22 avril). Au mois de mai, quatre compagnies assiégées dans Bellegarde par 12.000 espagnols en sortent avec les honneurs de la guerre après 35 jours de siège et 20 jours de tranchée.

De 1793 à 1795, les bataillons se couvrent de gloire dans les opérations de l'armée des Pyrénées-Orientales jusqu'à la paix signée avec l'Espagne, le 22 juillet 1795.

Aussitôt après la rentrée des quatre compagnies prises à Bellegarde et internées à Valladolid, l'embrigadement dans les 13^e et 14^e demi-brigades de bataille se fait à Narbonne. La 13^e demi-brigade est devenue en 1798 la 80^e nouvelle. La 14^e est devenue la 63^e de deuxième formation.

b) 10^e de ligne ci-devant Neustrie.

En Alsace de 1789 à 1792, le régiment passe à Mende au mois de mai 1792. Le 1^{er} bataillon assiste à la conquête de la Savoie tandis que le 2^e bataillon est à Mont-Dauphin. En 1793, le corps réuni va servir au siège de Toulon et prend part aux combats livrés dans la montagne de Nice. En 1794, les deux bataillons entrent dans les 19^e et 20^e demi-brigades de bataille. La 19^e est versée en 1796 dans la 69^e et la 20^e dans la 11^e nouvelle. La 69^e est devenue une des plus glorieuses demi-brigades d'Italie et d'Orient. La 11^e a servi en Italie avec distinction.

La *Revue de l'Agenais* (année 1901, page 121) a publié des lettres de Guillaume Lacombe à son père. Or Guillaume Lacombe appartenait au détachement embarqué à bord du *Tonnant*, en rade de Toulon. Il y servait comme engagé volontaire dans le 1^{er} bataillon du 10^e (page 118 de la Revue) et dans la compagnie Bricard où il comptait depuis le 1^{er} septembre 1792. Lacombe provenait des volontaires de Larroque (district d'Agen). Il a assisté au siège de Toulon et a fait les campagnes d'Italie et d'Egypte.

c) 44^e de ligne ci-devant Orléans.

Orléans avait appartenu au duc d'Orléans, père du roi Louis-Philippe. Au Quesnoi, en 1791, le régiment fut abandonnée par la plupart de ses officiers. Au mois de juin 1792, son 2^e bataillon s'embarque à Lorient pour la Martinique; le 1^{er} bataillon est dans Lille qu'il défend contre les Autrichiens.

De là, dès la levée du siège, il entre en Belgique puis fait partie de l'armée de la Moselle. En 1794, il est à l'armée des Ardennes sous Jourdan et entre dans la 87^e de l'armée de Sambre et Meuse; celle-ci devenue la 78^e nouvelle a servi avec distinction en Allemagne et en Italie.

Le 2^e bataillon n'est jamais revenu des Antilles, où il avait été décimé par les maladies et l'insurrection.

Orléans avait reçu une centaine d'engagés provenant du district de Nérac.

d) 52^e de ligne ci-devant La Fère.

En 1791, après avoir ramené le calme dans les environs d'Avignon, La Fère s'embarque pour la Corse. En 1792, le 2^{me} bataillon prend part à l'expédition de Sardaigne qui échoue. A sa rentrée, il est bloqué à Bonifacio par les bandes de Paoli; des navires vont l'y délivrer. De là, il va contribuer à la défense de Bastia, contre Paoli et les Anglais. Il repasse ensuite en France et il est employé au siège de Toulon. Après la reprise de cette place, le 1^{er} bataillon sert à l'armée d'Italie, le 2^{me} repasse en Corse.

Le 1^{er} bataillon est entré en 1795 dans la 103^e devenue la 11^e demi-brigade (avec le 1^{er} bataillon du 10^e ci-devant Neustrie). Le 2^e bataillon contribue à la formation de la 104^e devenue en Italie la 88^e nouvelle. En 1792, les engagés volontaires de Marmande choisirent en grand nombre ce régiment.

e) 70^e de ligne ci-devant Médoc.

En décembre 1791, Médoc est à Perpignan, au moment du complot qui faillit livrer la citadelle aux espagnols; le régiment mérita par sa conduite les éloges de l'Assemblée nationale. En 1793, le 1^{er} bataillon est à l'armée d'Italie, puis au siège de

Toulon sous les ordres du colonel Serrurier devenu maréchal de France en 1804; il est versé, le 22 octobre, dans la 129^e qui deviendra la « brave » 32^e du Directoire.

A ce bataillon appartenait le soldat Fouissac dont une lettre adressée de l'hôpital de Nice, au camp de Fourches, a été publiée par la Revue de l'Agenais (année 1901, page 121). Il en est de même de Jean Salles. Sa lettre du 8 décembre 1793 donne une adresse incomplète, car il faut lire : Volontaire dans la 129^e demi brigade, 2^e bataillon et non : dans la 12^e demi brigade (1). Les soldats Fouissac et Jean Salles étaient deux volontaires du canton de Larroque.

f) 80^e de ligne ci-devant Angoumois.

Les deux bataillons du 80^e sont à Bayonne en 1792. « L'Espagne venait de déclarer la guerre et les deux bataillons d'Angoumois allaient acquérir une gloire immortelle dans cette valeureuse petite armée des Pyrénées Occidentales, dont ils formaient le noyau. Angoumois et le bataillon de chasseurs Cantabres étaient, en effet, au commencement des hostilités, les seules troupes de ligne de cette frontière; mais les chasseurs cantabres avaient à leur tête Moncey et Angoumois comptait dans ses rangs des hommes comme Miollis et Lamarque et ses grenadiers avaient pour capitaine le vieux La Tour d'Auvergne qui, à 50 ans, venait de reprendre du service au moment où tant d'officiers nobles émigraient » (2).

On sait que pendant la campagne de 1794, une colonne de vingt compagnies de grenadiers fut réunie sous le commandement de La Tour d'Auvergne. Cette colonne qui, par ses exploits, mérita le titre de *Colonne infernale*, devint la terreur des espagnols. Dans ces compagnies comptèrent les grenadiers de plusieurs bataillons de volontaires lot-et-garonnais (5^e, 6^e, 7^e et 9^e bataillons de réquisition) qui ont fait partie de l'armée des Pyrénées Occidentales.

Le 1^{er} bataillon d'Angoumois est entré successivement dans

(1) La 12^e demi-brigade n'a été formée que le 21 avril 1794, en Vendée, à l'armée des Cotes de l'Océan.

(2) Général Susane : *Histoire de l'infanterie*.

les 147^e demi-brigade de bataille et 4^e de deuxième formation.

Le 2^e bataillon a fait partie de la 148^e de bataille puis de la 34^e nouvelle.

g) 6^e et 18^e régiments de dragons (ci-devant Dauphin et Roi-dragons).

Le 6^e dragons (Dauphin-dragons) a servi dans les armées du Nord, de la Moselle et du Rhin de 1792 à 1794. Le commandant Rigade de Moncrabeau a écrit une partie de son histoire dans ses curieux souvenirs (1).

Le 18^e dragons (Roi-dragons) occupait le 18^e rang depuis 1793, par suite de l'émigration du 15^e (Royal-Allemand). Après avoir servi en 1792, à l'armée des Alpes, il passa de 1793 à 1795 à l'armée des Pyrénées Occidentales. Après un court séjour dans l'Ouest, il fit les campagnes de 1796 et 1797 à l'armée d'Italie.

Le cavalier Jean Affayrous dont une lettre datée du 20 thermidor an II (7 août 1794) a été publiée par la Revue de l'Agenais, appartenait au 18^e dragons.

h) 4^e régiment d'artillerie (ci-devant Grenoble), 12^e actuel.

En décembre 1790, ce régiment avait deux compagnies en Corse, deux à Grenoble, une à Marseille, une au Fort Barraux et trois à Avignon. Bonaparte y entra comme premier lieutenant en avril 1791. Il s'y trouva avec plusieurs officiers que le contre-coup de l'émigration et plus tard le souvenir de Napoléon poussèrent aux premiers rangs de l'artillerie.

Un certain nombre de jeunes engagés du district d'Agen contractèrent leur engagement dans le 4^e d'artillerie et servirent par suite en Corse et devant Toulon.

i) *Autres corps de troupe* (1).

33^e ex Touraine; 38^e ex Dauphiné; 40^e ex Soissonnais; 42^e ex Limousin; 46^e ex Bretagne; 72^e ex Vexin; 75^e ex Monsieur;

(1) Agen, imprimerie Noubel, 1828.

(1) Ayant incorporé des lot-et-garonnais par détachements d'une moindre importance,

102^e et 104^e ex Gardes françaises. Premiers bataillons de la Haute-Garonne organisés en 1791 et 1792 antérieurement à ceux du Lot-et-Garonne; 6^e chasseurs à cheval ex Languedoc-chasseurs (1).

IV. Valeur de ces premiers contingents

« Oh, le grand cœur de la France en 92 ! a écrit Michelet, quand reviendra-t-il, jamais ! quelle tendresse pour le monde ! quel bonheur de le délivrer ! quelle ardeur de sacrifice ! et comme tous les biens de la terre pesaient peu en ce moment ! » A l'insolent manifeste de Coblenz, la jeune armée française a répondu par Valmy, aux cris nouveaux de « Vive la Nation ! ». La bataille de Jemmapes nous a ouvert la Belgique. Mais l'insurrection éclate à l'intérieur et l'Angleterre entre dans la coalition. La Convention, dans l'obligation de lutter à la fois contre les ennemis de l'extérieur et contre ceux de l'intérieur, prend des mesures énergiques. Aux vieux soldats de l'ancien régime, aux jeunes engagés de la ligne sont venus se joindre encore des recrues sous des appellations nouvelles : volontaires nationaux, volontaires de la réquisition. Notre région va donc être appelée à fournir de nouveaux contingents. Ces appels réitérés feront l'objet de la suite de nos recherches.

En nous limitant pour l'instant au rapprochement des états des services des agénais engagés dans les troupes de ligne dont nous avons pu citer les noms, il est aisé de remarquer que bien rares ont été ceux qui sont parvenus aux grades d'officier général ou supérieur, tandis que le plus grand nombre ont obtenu des grades d'officier subalterne. Or tous ces modestes officiers ont conduit dans les batailles de l'époque la fleur de la jeunesse française. Ils ont tous mérité le bel éloge qu'en a fait le général Foy qui les connaissait bien pour avoir vécu au milieu d'eux : « Vaillants comme Dunois et Lahire, sobres et durs à la fatigue, parce qu'ils étaient les fils du la-

(1) Dans ce corps a servi le sous-officier Barthélemi Boissié de Laugnac, proche parent du capitaine Boissié du 1^{er} bataillon de volontaires.

boureur et de l'artisan, ils marchaient à pied à la tête des compagnies, et couraient les premiers au combat et sur la brèche. Leur existence était tissée de privations, car l'administration militaire ne pouvait pas toujours fournir à leurs besoins, et ils eussent cru s'avilir en prenant part au pillage, tant ils avaient le cœur haut placé ! Etrangers aux jouissances d'amour propre de l'officier général, exempts de l'ivresse du soldat, ces martyrs du patriotisme vivaient de cette vie morale qui se consume dans la résignation du devoir. Une mort à peu près certaine les attendait loin de la patrie et le nom de la plupart d'entre eux devait rester ignoré. Que de beaux caractères dans une classe qu'on ne louera jamais assez ! » (1).

Aussi, pouvons nous ajouter qu'ils ont bien servi la patrie et marché dans les traces de leurs aînés, les derniers soldats de la monarchie. Dressés par eux, ils n'eurent qu'à les imiter et à les suivre, montrant partout une bravoure et un patriotisme rares chez des fils de cultivateurs que leurs jeunes années n'avaient guère préparés à la vie des camps. Mais sous l'influence des milieux, leur enthousiasme et leur ardeur dépassèrent parfois ceux des soldats de la monarchie. Fiers des exemples que leur montrèrent ces derniers, animés comme eux d'un patriotisme exalté et éclairé, ils surent indiquer le respect de la discipline aux volontaires trop bouillants et trop impressionnables des bataillons nationaux du Lot-et-Garonne. Et comme eux, ils cueillirent de nombreux lauriers !

V. Volontaires de la ligne, ayant été l'objet de citations élogieuses

En vertu de l'arrêté du 27 messidor an X, furent répartis entre les seize cohortes de la légion d'honneur récemment créées les militaires qui avaient obtenu des armes d'honneur, au cours des guerres de la Révolution. En exécution de l'article 1^{er} du paragraphe 1^{er} du titre II de la loi du 29 floréal an X, ils étaient membres de droit de la Légion d'honneur (Voir le 6^e supplément au Moniteur du 12 thermidor an X.)

(1) Rocquancourt : *Littérature militaire*, année 1838, page 646.

La 11^e cohorte, forte de 27 militaires, devait comprendre :
Cinq membres originaires du département des Landes;
Huit membres originaires du département de la Gironde;
Trois membres originaires du département du Lot;
Cinq membres originaires du département de la Dordogne;
Trois membres originaires du département de la Corrèze;
Trois membres originaires du département du Lot-et-Garonne.

Voici la liste des militaires lot-et-garonnais :

1. *Duffot*, Pierre, 10^e demi brigade de ligne, grenadier; a obtenu le 28 fructidor an VIII, un fusil d'honneur, pour le motif suivant énoncé dans le brevet :

Le 21 germinal an VIII, ce grenadier sauta le premier dans la redoute de Stépani, et par ce trait de courage, déterminas ses camarades qui forcèrent une ligne forte de 200 hommes.

2. *Batifolie*, Jean, 32^e demi brigade de ligne, fusilier; a obtenu le 9 ventôse an X un fusil d'honneur avec la citation suivante :

Au siège d'Acre (campagne d'Egypte), ce militaire s'est distingué par son très grand courage.

3. *Avannière*, 59^e demi brigade de ligne, sergent; a obtenu, le 21 nivose an IX, un fusil d'honneur, pour le motif suivant énoncé dans le brevet :

A Marengo, ayant été blessé très grièvement, il est resté dans le rang (1).

Commandant LABOUCHE.

(1) Cette liste pourrait être complétée par celle des militaires, originaires de Villeneuve, d'Agen et de Monflanquin, proposés pour être promus chevaliers de l'ordre des trois toisons d'or (projet d'ordre institué par Napoléon par lettres patentes datées du camp de Schœnbrunn, le 15 avril 1809.)

Voir : *L'ordre impérial des Trois toisons d'or et les Agenais*, par J.-R. Marboutin, *Revue de l'Agenais*, année 1914.

LE CHATEAU DE DURAS

CHAPITRE II

Les Durfort. — Duras pendant la guerre de Cent ans. — Siège du château de Duras.

« La maison de Durfort, écrit Lachesnaye des Bois, tenait le rang le plus distingué parmi les grands seigneurs du Comte de Toulouse, et on lui voit, dès le ^x^e siècle, des établissements immenses depuis l'Agenais et le Quercy jusqu'à Narbonne ». Deux branches issues de la même tige originaire du Quercy, s'établirent de bonne heure, l'une en Languedoc, l'autre en Guyenne et plus particulièrement en Agenais. Nous ne nous occuperons que de cette dernière. Et encore laisserons-nous de côté les branches des seigneurs de Clermont-Dessus, de Frespech, de Flammarens, de Bajaumont, dont traitent le père Anselme, Lachesnaye des Bois et la plupart des généalogistes, pour ne relater que les faits et gestes des seigneurs de Durfort-Duras, seigneurs en même temps de la terre de Blanquefort, aux portes de Bordeaux.

« Arnaud de Durfort, toujours d'après Lachesnaye des Bois, premier du nom, l'un des barons qui donnèrent en 1262 les coutumes aux habitants de la terre de Clermont-Soubiran, avait épousé Alpaïs de Ungaco, dame de la Cour et de Moissaguel, laquelle fut mariée en secondes nocces à Gaillard de Goth, frère et maréchal du pape Clément V. Ce Gaillard de Goth fit son testament en 1305. En témoignage de l'affection qu'il portait à sa seconde épouse, il substitue ses biens, au défaut de sa famille, à Eymeri et Gaillard de Ungaco, sans doute du nom de leur aïeul et dits enfants d'Arnaud de Durfort, qui épousa Marquèse de Goth, fille d'Arnaud Garsie et de Miramonde de Mauléon, nièce du testateur. » Et c'est ainsi, nous l'avons déjà dit, que la terre de Duras, qui appartenait à Gaillard de Goth, passa entre les mains de la famille de Durfort.

Arnaud de Durfort fut donc, de ce nom, le premier seigneur de Duras. Sur son blason, d'après l'ouvrage catalan du chevalier Jayme Febrer, auteur des *Trobes* (1) était figuré un château fort qu'un lion s'efforçait d'abattre, avec cette inscription sur les murs du château : *Si ell dur, yo fort; S'il est dur, je suis fort*. Et de fait, il eut dès son entrée en possession de la terre de Duras, « à lutter contre de nombreuses compétitions, à en juger par cette phrase des *Rôles Gascons*, à la date du 8 juillet 1321 ». De justicia facienda Guillelmo Arnaldo, domino de Duras, super jurisdictione et justicia dominici de Duras, *usurpata per Bertrandum de Salriaco* (2).

De son mariage avec Marquèse de Goth, Arnaud de Durfort eut six enfants. 1. Aymeri qui suit; 2° Gaillard, chantre de Cahors, auquel le Roi fit assigner 1.000 livres de rente sur la recette de Toulouse, en 1345, pour le dédommager de la perte de ses bénéfices en Angleterre et en Gascogne. Mais il quitta deux ans après le parti français pour le parti anglais; Bernard, qui obtint rémission avec son frère en 1340; Régine, à qui Clément V légua 300 florins l'an 1381; Marquèse, léguée comme sa sœur; Alpaïs, légataire par testament de Gaillard de Goth, en 1305 (3).

Aymeri de Durfort, bien qu'il ne fut pas encore seigneur de Duras, paraît pour la première fois dans le testament de Clément V, du 3 des calendes de juillet 1312. « Item, legavit Aymerico de Duroforti, 6000 flor; et de illis solvat dotem quam debet sorori sue. » (4).

Mais la lutte s'engage de plus belle en Aquitaine entre le roi de France et le roi d'Angleterre, et chacun de ces princes cherche à s'attirer, par toutes sortes de faveurs, l'obéissance et la fidélité des seigneurs gascons. Les puissants châtelains

(1) *Trobes*, en Catalan, signifie *Stances* (Favre, p. 12).

(2) Th. Carte, 1, p. 59.

(3) Lachesnaye des Bois. Clément V fit trois testaments; le premier en 1310, le second le 29 juin 1312, le troisième le 9 avril 1314.

(4) Arch. hist. de la Gironde, xxix, 363.

de Duras en offrent, pendant tout le cours de ce xiv^e siècle, un exemple frappant.

La famille de Goth disparut presque aussi vite qu'elle s'était élevée. Le 19 mai 1324, Aymeri de Durfort était substitué aux terres de Duras, d'Allemans, de Puyguilhem et de Monségur, par le testament de Bertrand de Goth, son oncle maternel. Il possédait déjà la terre de Blanquefort, près de Bordeaux, et avec ses nombreux domaines patrimoniaux, il se trouvait un des plus riches seigneurs de tout le sud-ouest de la France.

Très dévoué d'abord à la cause du roi de France, il le sert dans la campagne du maréchal de Trie, et reçoit pour récompense, en juillet 1328, la justice du château et de la terre de La Cour en Agenais. En 1336, il passe avec le comte d'Armagnac un nouvel accord, en vertu duquel il reconnaît lui appartenir comme provenant de la succession de son oncle Jean de Durfort, seigneur de Flammarens, les terres de Durance, Montgaillard, Allemans, Monségur, etc. Il y est qualifié co-seigneur de Clermont. La même année, au mois d'octobre, il en conclut un autre avec Philippe de Valois, roi de France, par lequel il ratifie l'accord passé déjà par son père en 1327, et en vertu duquel il renonce aux droits qu'il tenait de sa mère sur les vicomtés de Lomagne et d'Auvillars. Il reçoit en échange, entre les terres de Duras et de Château-Gaillard, les châteaux et terres de Villandraut et de Blanquefort. Le même prince promet de lui fournir 5 hommes d'armes et 15 sergens pour la garde de cette dernière place, au cas où la guerre se rallumerait avec l'Angleterre; de son côté, Aymeri de Durfort s'oblige « à remettre son château de Duras entre les mains de ceux à qui il plairait au Roi, quand il en serait requis, en lui faisant bonne et suffisante réponse; de laquelle clause le roi se départit par lettre du 26 décembre 1338 ».

Il semble qu'à ce moment, Aymeri de Durfort ait pris fait et cause pour le parti anglais; mais il n'y resta pas longtemps attaché. Car deux ans après, il recevait, du duc de Normandie, fils de Philippe de Valois et lieutenant du Roi en Guyenne, des lettres de rémission, lesquelles furent ratifiées deux ans après par Guillaume de Flavacourt, archevêque

d'Auch, délégué en Agenais pour rétablir l'ordre dans cette province (1).

La guerre s'étant rallumée entre la France et l'Angleterre, Edouard II envoya son fils en Guienne pour conquérir à nouveau cette riche province : Ce furent les célèbres campagnes du comte de Derby, lieutenant-général des armées anglaises, qui débuta dès l'été de 1345, par la fameuse chevauchée du Périgord, ainsi que l'appelle Froissart, et au mois d'août par le siège de Bergerac (2). Froissart l'a raconté en détail. Disons seulement que plus de deux cents chevaliers français, comtes et vicomtes y furent tués ou faits prisonniers. Dans le nombre, se trouvait du côté français Aymeri de Durfort. « Grièvement blessé, dit M. J. Favre, le seigneur de Duras expira le lendemain du siège. Il avait pour compagnon d'armes Galhard de Durfort, son fils et quelques autres chevaliers tels que le comte de l'Isle, de Périgord et de Valentinois. Le château de Duras tomba au pouvoir des Anglais, ainsi que les autres places de la Gascogne » (3).

Sur quel document M. J. Favre s'appuie-t-il pour parler ainsi et de la mort d'Aymeri de Durfort et de la prise du château de Duras ? Ce dernier subit-il un siège en règle ou fut-il remis purement et simplement entre les mains des Anglais ? M. J. Favre ne le dit pas. En tous cas, dans la longue liste des châteaux et places fortes dont s'emparèrent les ennemis que rapporte Froissart, il n'est nullement question de Duras, mais bien, en Périgord d'abord, de Pellegrue, St-Astier, la Linde, St-Louis, Auberoche, etc., et dans l'Agenais, Meillan, Monsegur, Aiguillon, Montpezat, Tonneins, Damazan et surtout La Réole.

Tout aussi énigmatique est la conduite que tint à ce moment Galhard I^{er} de Durfort, fils aîné et héritier d'Aymeri. Car, dans cette même année 1345, nous le voyons comblé de fa-

(1) Voir : Rymer. *Rôles Gascons*, Lachesnaye des Bois, etc.

(2) Voir à cet égard l'ouvrage de M. Ribadieu : *Les campagnes du comte de Derby en Guienne* (Paris, 1863), et la réfutation par M. Bertrand aux tomes XII, XIII et XIV de la *Revue d'Aquitaine*.

(3) J. Favre. *Opus. citat.*

veurs par le roi d'Angleterre. Nous n'en voulons pour preuve que l'acte solennel, daté à La Réole du 26 novembre 1345, en vertu duquel le Comte de Derby donne à Gailhard de Durfort, au nom de son maître Edouard III, le château et la châtellenie de Blanquefort « en récompense des services signalés qu'il vient de lui rendre en lui facilitant la soumission, non seulement de nombreux châteaux, villes et localités de la région, mais aussi celle de plusieurs seigneurs » (1). En même temps le roi le créait baron de Duras.

Gailhard de Durfort lui en fut-il reconnaissant ? Nous ne le croyons guère. Car sept ans après, nous le trouvons au service du roi de France. Il est vrai que ce dernier, voulant le reprendre à l'Anglais, lui avait fait parvenir, dans l'intervalle, « une somme de 1.200 livres par an à toucher sur les recettes de Toulouse, en récompense des pertes qu'il avait souffert par la guerre, et ce, jusqu'à ce qu'ils eussent recouvré leurs terres occupées par l'ennemi et données à Bernard Ezi d'Albret. » Cette donation fut ratifiée par acte du 8 février 1353 et reconnue par Gailhard, qui y nomme son frère Bertrand de Durfort et son cousin Bertrand de Goth, chevalier, au parchemin est appendu un sceau, portant un écusson parti au 1 une bande, au 2 un lion, et pour légende S. Gailhard de Dür. (2).

Gailhard I^{er} de Durfort semble être resté quelque temps encore fidèle au roi de France, tant il est vrai qu'en ces temps troublés, où l'idée de patriotisme n'existait pas, le plus offrant avait toujours raison.

D'après M. Jean Favre, il aurait été tué à la bataille de Poitiers, à côté même du roi Jean et de l'évêque de Chalons. Sur quoi repose cette assertion ? Il est permis d'en douter. Car, le lendemain même de la bataille de Poitiers (1356), et alors que le roi Jean fut conduit à Bordeaux, nous voyons le prince de Galles charger de garder le royal prisonnier, les sires d'Albret, de Madaillan, de Lesparre et les barons de Langoiran, de Pommiers, de Curton, de Montferran et de *Duras*. Et ceux-ci,

(1) Coll. Doat. Vol. 189. Cf. : Brequigny.. 28, fol. 191.

(2) Lachesnaye des Bois.

s'opposant à ce qu'il soit amené en Angleterre, disant qu'il leur appartenait aussi bien qu'aux Anglais; pour vaincre leur résistance, le prince de Galles fut obligé de leur donner cent mille livres qu'ils se partagèrent, « qui est, ajoute Froissart, tout ce que les Gascons aiment et désirent » (1). Ce baron de Duras est-il Gailhard I^{er}, ou plutôt son fils Gailhard II qui aurait ainsi subitement tourné casaque après la mort de son père ? Ou bien ce dernier n'aurait-il pas été à Poitiers et serait-il rentré de suite en possession de la terre de Blanquefort « lui appartenant avant sa révolte » ainsi qu'il est dit, dans une lettre du prince de Galles du 10 avril 1356, où il ordonne à Auger de Montaut de se dessaisir de cette seigneurie et de la remettre à Gailhard de Durfort à qui il la *rend* ? (2).

D'un autre côté, nous voyons l'année suivante 1357 Marguerite de Caumont, femme de Gailhard I^{er}, rendre comme *veuve* et tutrice de ses enfants, cinq hommages successifs au sire d'Albret, seigneur de Cazenave de Sarnes (3), et casser le 26 octobre de cette même année un contrat que son époux avait passé avec le même Bernard Azi d'Albret (4).

Que conclure de tous ces faits, contradictoires ? Rien de précis si ce n'est que Gailhard I^{er} de Durfort était bien mort en 1357, et qu'il eut pour successeur son fils Gailhard II. Depuis 1345, le château de Duras était occupé par les Anglais.

Non moins mouvementée que celles de son père et de son grand-père fut la vie de Gailhard II de Durfort. C'est pendant qu'il en était maître et seigneur qu'eut lieu le fameux siège du château de Duras.

Le 6 juillet 1358, le roi d'Angleterre approuva et confirma les nombreuses libéralités faites par son fils le prince de Galles au seigneur de Duras, notamment les donations des seigneuries de Blanquefort, d'Eyzines, de Bruges, de cinq paroisses sur la ville de Ste-Foy, des bastides de Beaumont, Molières, Miramont, Castelsagrat, etc., et de fortes sommes

(1) Froissart. T. v, p. 79 et 80.

(2) Rymer. iv, par. 2, p. 182.

(3) Coll. Doat, p. (638-CLXXXVII).

(4) Lachesnaye des Bois.

d'argent (1). Aussi, Gailhard II de Durfort vient-il, en juillet 1364, rendre hommage au prince de Galles, dans la Cathédrale de Bordeaux, pour ses deux principales seigneuries, celles de Blanquefort et de Duras en Agenais (2). En 1371, même cérémonie dans la même localité. Le 27 juillet de cette année, Gailhard II donne quittance à Archambaut de Périgord son beau-père de 2.000 florins qu'il avait reçus pour la dot d'Eléonore de Périgord, son épouse (3).

Enfin, en 1373, 74 et 75, il reçoit du Connétable de Bordeaux, pour la défense du château de Duras une certaine provision d'armes, telles que « X arcs, X gerbes de flèches, X cordes » (4).

Cependant la guerre s'était rallumée entre la France et l'Angleterre. Charles V envoya en Guienne une puissante armée, sous les ordres du duc d'Anjou et de Duguesclin, qui eut raison de toutes les résistances anglaises, et fit rentrer dans l'obéissance du roi de France la plupart des villes gasconnes, occupées par les soldats d'outre-mer. Le 22 août 1377, l'armée française mettait le siège devant Bergerac.

Thomas Felton, sénéchal de Bordeaux, lieutenant du roi d'Angleterre, « avoit escript, nous apprend Froissart qui va « désormais nous servir de guide, et mandet spécialement « au seigneur de Moucident, au seigneur de Duras, à celui « de Duras, à celui de Rozem (Rauzan), à celui de Lagurent (Langoiran), (qui étaient les quatre barons) li plus « vaillant, li plus haut et li plus poisant de toute Gascoingne « de la partie des Engles, que pour leur honneur et l'héritage « du Roi leur seigneur aidier et deffendre et à garder aucune- « ment, ils venissent à Bourdiaux à toute leur poissance ». Ils obéirent et marchèrent au secours de la ville de Bergerac assiégée, à la tête de 300 lances. Le 1^{er} septembre 1377, ils se heurtèrent à l'armée française près d'Eymet. Celle-ci fut victorieuse et fit prisonnier les barons français au service des Anglais, qui étaient les seigneurs de Duras, de Rauzan, de Mus-

(1) Rôles Gascons.

(2) J. Delput. *Documents*, p. 89.

(3) Cf. Arch. des Basses-Pyrénées. C. 632.

(4) Archives historiques de la Gironde, xii, p. 331 et suiv.

sidan, de Langoiran et Thomas Felton, lui-même: Mais le duc d'Anjou se montra généreux et leur octroya la liberté, sous serment solennel qu'ils ne serviraient plus la cause anglaise. Les sires de Mussidan et de Langoiran tinrent leur serment et restèrent fidèles au roi de France. Il n'en fut pas de même de Gailhard de Durfort et du sire de Rauzan.

Rentrés à Bordeaux, ils disaient ouvertement : « Comment pourrions nous servir le duc d'Ango et les Français, quand « nous avons toujours esté loial Engles ? Il vaut trop mieux « à mentir no serement devers le duc d'Ango, que devers le « roi d'Angleterre, nostre naturel seigneur, qui nous a tant « de bien fait » (1).

Mais le duc d'Anjou ne l'entendit pas de cette manière. « Au « chef de rin jours après, le duc d'Ango étant devant Chastil-
« lon, vinrent nouvelles en l'Ost que le sire de Duras et le
« sire de Rozen estoient tournés Anglais. De ces nouvelles
« furent le duc d'Ango, le connestable de France et les ba-
« rons, moult emerveillés ». Et le duc d'Anjou jura, pour les punir de leur trahison, d'aller ravager leurs terres et de démolir leurs châteaux.

Il s'empara d'abord de Castillon, de Sauveterre, de Sainte-Bazeille, de Monségur, d'Auberoche, de Saint-Macaire, et le 18 octobre 1377, il arrivait devant Duras. Le siège dura six jours. Au second assaut, la ville fut prise. Le château tenait toujours. Mais le quatrième jour, sa garnison se rendit et le château fut évacué.

Le siège du château de Duras est un épisode trop important de notre étude pour ne pas que nous en relations tous les détails. Laissons donc parler Froissart lui-même qui nous renseigne pleinement à cet égard (2).

« Tant exploitèrent les hosts au duc d'Ango que ils vinrent *devant Duras*, et quand il se deubrent approchier, il fu ordonné de tantost assaillir. Dont se misent gens d'armes en ordonnance d'assaut et tous leurz arbalestriers paveschiés devant, et ensi approchièrent la ville. Et vous di que il y avoit là aucun varlès dessoubz les seigneurs

(1) *Chroniques de Froissart*. D. Duchon. T. ix, p. 6, 7, 10, 14, 21.

(2) *Chroniques de Froissart*. Tome ix. Livre II (1377-80), p. 20-24 (Edition coll. Histoire de France).

qui s'estoient pourvus d'eschieles pour avoir mieux l'avantage pour monter sur les murs. Si furent en plusieurs lieux ces esquèles dressées et mises contre ces murs; et lors fu li assauls grans et orribles. Chil qui montoient et combatoient main à main à chiaux de dedens, et dura de venue chis assaus moult longhement. Si heut la foit sur les squèles plusieurs grans appertises d'armes et se combatoient chil de dehors à chiaux de dedens main à main et dura chiux assaus le plus grand partie du jour. Quant ils se furent bien combattu et travaillé, par l'ordonnance des marescaux on sonna les trompettes de retraite. Si se retrait Cascuns en son logeis. Che soir arrivèrent en l'ost messire Alains de la Houssaye et mesieus Alains de Saint Pol et une grant route de Bretons, qui avaient chevaucié vers Liebronne et assailli une garnison d'Englès qui s'appielle Cadillac. Si l'avoient pris à force et ochis tous chiaux qui dedens estoient.

« Quand ce vuit au matin, li dus d'Ango commanda que on allait à l'assaut et que cascuns si esprouvait sous faintise, et fut assavoir, par un cri et par un hirault que li premiers qui enteroit dedens Duras, il gaigneroit cinc cens frans. La convoitise de gaignier fist avanchier plusieurs pevres compaignons; dont furent esquelles levées en plusieurs lieux autour des murs. Et la commença li assaulz fiers et grans et qui fu bien continués, car li jouenes chevaliers et escuiers, qui se desiroient avanchier, ne s'espargnoient nient, mais s'abandonnoient et assailloient de grant volonté.

« Li sires de Lagurant estoit seur une esquèle tout premiers, l'espee au poing, et rendoit grand painne à ce qu'il peust entrer premiers en la ville, non pour gaignier les cinc cens frans, mais pour exaucher son nom, car il estoit durement camouchiés sur le seigneur de Duras pour tant que si legierement il s'estoit retourney Englès. Et vous di que chis sire de Lagurant y fist de la main merveilles d'armes, et tant que ses gens et plusieurs autres estrangers estoient esbahi de ce qu'il faisait. Et tant se avancha que de sa vie il sa mist en grant aventure, car chil de dedens par force li esrachèrent son bachinet à tout le Camail hors de la Teste, et heust esté mort sans remède; mais uns siens escuiers, qui de près le sievoit, le couvri de sa targe et descendit petit à petit jus; mais il rechut, en descendant, tamaint dur harion sur sa targe. Si fu ment prisiés à cel assaut de tous chiaux qui le verront.

« D'autre part, messires Tristans de Roye et messires Perchevaux d'Aineval, sur une eschielle, assalloient moult vailanment; et osi faisoit messires Jeham de Jaimont et messires Jeham de Rosoyt. Cascuns à son endroit y faisoit merveilles d'armes. D'autre part, à un autre crestiel, estoit li sires de Soriel, montés sur une esquelle, et se combatoit main à main à chiaux de dedens; et disient li aucun qui le veroient que, se nuls pooit avoir l'avantage de entrer premiers dedens, il en estoit en chemin. Li chevaliers ne s'aventuroit mies pour le pourfit des cinc cens frans, fors que pour son honneur et pour l'avancement de son corps; mais, einsy que les fortunes sont périlleuses et merveilleuses à plusieurs gens, il fu la de chiaux de-

dens boutez si très roit de cop de glave, que il fu renversez en fom deu fosset et li rompi li colz. Ensi morut li chevaliers; et ossi fist um escuiers de Bretaigne qui s'armait de gueulez à deux Kieuvrons estrechiès d'or et d'azur, et dont li connestable fit moult cemouchiès. Adonc se resgrami li assauls et renforcha de toutes pars plus grant que devant. Et la fu beins chevaliers li sires de Moucident, et monstra bien à che qu'il assalloit, qu'il estoit bon français. Finalement li *ville de Duras* fu par force conquise, et y entrèrent tout premiers messires Tristan de Roye et messire Jehan de Rosoit. Quand les gens d'armes qui dedens Duras estoient, veirent que leur ville se commençait à prendre, si se retraisent au Castiel et laissièrent convenir le demorant.

Ensi fut la ville de Duras prise et pillié, et Chil tout mort qui dedens furent trouvet, et puis se retraisent les gens d'armes dedens leur logeis.. Si se désarmèrent et aisièrent, car ils trouvèrent bien de coi. A l'endemain, li connestable de France monta à cheval, et li mareschaux de France avec lui; et en allèrent aviser le Castiel et vooir par quel costé on le porrait assaillir et prendre. Tout ymaginet, *ils le trouvèrent merveilleusement fort* et disent que sans lonc siège il n'estoit miez à prendre, et à leur retour ils contèrent tout ce au duc d'Ango. « Ne puet chaloir, dist li dus; j'ai dit et juret que jamais de chi ne partiray si arai le castel à ma volonté. » Respondi li connestables : (« Et vous n'en serès pa desdis. »).

« Adonc fist on drechier tous les èngiens qui là estoient au tour dou castel, et mettre en œuvre carpentiers, pour faire et carpenter atournemens d'assaus pour esbahir chiaux dou chastiel. Quant chil dou fort veirent les atournemens et l'ordonnance de chiaux (de la ville) et des Français et que li assauls leur serait plus felenés et périlleux, si sé avisèrent que il se metteraient en traictié. Si traictièrent devers le connestable que ou les volsist prendre à merci, sauf leur corps et le leur, et ils renderoient le castel. Li dus d'Ango heut conseil, par l'avis deu connestable, que il ne voloit plus travailler ne blechier ses gens, et que il les prenderoit par ce parti. Au tierch jour, il se partirent et furent conduit là où il voloient aller. Et li connestables prit la possession dou Castel, mais il me semble que li dus d'Ango ordonna et commanda que il fust abatus.

« Après le conquès de la ville et dou castel de Duras, li dus d'Ango ordonna à demorer en la ville de Landuras, car li sires de Landuras estoit devenus français de la prise qui fu à Ymet, messire Jehan de Jeumont, messire Jehan de Roye et messire Jehan de Rosoit, à tout cent lances de bonnes gens, pour tenir et garder la frontière encontre les Bourdelais; et heut volonté de retourner arrière vers Thoulouse et vooir sa femme qui estoit relevée d'un biau fil, et volait à ces relevailles à Thoulouse tenir et faire une grant feste. Si ordonna par toutes les villes et les castiaux que en cette saison il avait conquis, gens d'armes, et mist en garnison pour résister poissanment contre les ennemis; et donna toutes manières d'autres gens ongiét..... »

Ph. LAUZUN.

LA JUSTICE CONSULAIRE A AGEN

—
AU XVIII^e SIÈCLE

6. Nouveau conflit avec le lieutenant criminel (1736)

Quatre ans après, une nouvelle contestation s'élevait avec le lieutenant criminel. Le 9 février 1736 on vint prévenir le consul de service, Vigué, que M. Lasplanche-Gallé, ancien garde du roi, venait d'être blessé mortellement à la sortie d'un bal que donnait un nommé Serrurier. Transporté chez le chirurgien Géraud, le malheureux avait bientôt expiré. Vers sept heures du soir, Vigué se rendit chez le chirurgien; il était coiffé du chaperon. Suivi du greffier, du capitaine et de plusieurs soldats du guet, il monta dans la chambre où se trouvait le cadavre et dressa procès-verbal. Il était en train de faire l'inventaire des hardes du défunt lorsque Lafite, lieutenant criminel, arriva avec Leider, avocat du roi, le greffier et un huissier du présidial. Le lieutenant demanda à Vigué ce qu'il était en train de faire. Le consul répondit qu'il accomplissait son devoir et qu'il venait de rédiger un procès-verbal de l'état du cadavre. L'officier le pria alors de se retirer car « il n'avait rien à faire là ». Vigué riposta « que s'il voulait se retirer lui-même, il le pouvait, que lui, Vigué, était nanti du cadavre et que c'était de sa compétence, non de la sienne ». Lafite lui demanda s'il ignorait qu'il était lieutenant criminel, à quoi Vigué lui répondit qu'il ne pouvait le reconnaître comme tel : lui-même était en chaperon, Lafite avait son justaucorps et sa canne. « Il ne le reconnaît pas pour juge, et dresserait procès-verbal du trouble qu'il venait lui faire ». Les officiers étaient en faute; ils envoyèrent chercher leurs robes. Revêtu de ses insignes d'officier judiciaire, Lafite demanda à Vigué s'il le reconnaissait alors pour juge. Le consul répondit affirmativement, mais refusa de le reconnaître comme compétent dans l'affaire. Ils échangèrent des paroles très vives. La-

file examina le cadavre et ordonna à l'huissier de l'emporter; Vigué donna au capitaine du guet un ordre semblable. Les deux représentants de la justice discutaient et se bravaient au-dessus du cadavre, mais se souciaient fort peu de mettre la main au collet de l'assassin. Le consul assurait à son adversaire que s'il s'agissait « de faire au plus fin, il ne réussirait pas ». L'huissier du présidial emporta les hardes et l'épée du défunt, mais Vigué ordonna au capitaine du guet de l'arrêter et de rapporter les dépouilles. L'affaire allait fort mal tourner; l'avocat du roi intervint, il proposa de laisser le cadavre et les hardes dans la maison jusqu'au lendemain. Le corps de ville et le Présidial s'assembleraient chacun de leur côté et tâcheraient de découvrir une solution.

Ainsi fut fait : le lendemain, 10 février, la Jurade se réunit à huit heures du matin; elle approuva à l'unanimité l'attitude de Vigué. Elle envoya un de ses membres au Palais Présidial demander aux officiers le résultat de leurs délibérations. En guise de réponse, ils firent assigner deux valets de ville pour déposer et signifièrent à la communauté que « la Compagnie voulait connaître du crime en question ». L'autopsie du cadavre eut lieu, puis on l'inhuma, malgré les ordres du lieutenant criminel qui l'avait formellement interdit.

Ne se tenant pas pour battu, Vigué commença la procédure, fit arrêter Serrurier, le convainquit d'homicide. Durant quelques jours, le Sénéchal demeura tranquille; puis, le lieutenant criminel rendit une ordonnance concluant à un duel; l'édit des duels d'août 1699 et la déclaration royale de décembre suivant ordonnaient que, dans un cas pareil, toute procédure entamée serait aussitôt suspendue et que le juge qui aurait formulé l'accusation de duel poursuivrait seul l'information. Les consuls s'inclinèrent et remirent la procédure au greffe du Présidial. Le lieutenant criminel ne put prouver qu'il y avait eu duel et cette fois, agissant avec équité, il renvoya le dossier à l'Hôtel de Ville. Serrurier fut condamné à mort, à vingt cinq livres d'amende envers le roi et aux dépens. Le juge de l'ordinaire, son lieutenant, Bory et Vigué consuls,

avaient procédé au jugement et avaient prononcé la peine (1).

Au milieu de tous ces conflits, la ville était mal administrée, la communauté était pauvre, le désordre régnait partout. Couloussac, le subdélégué, s'en plaignait à l'intendant (2).

7. Conflits entre les Consuls et le Procureur syndic (1745-1756)

De 1741 à 1745, le calme régna. Mais à cette date, une nouvelle contestation, au sujet de l'exercice de la police, s'éleva au sein même de la communauté, entre le procureur syndic et les consuls. Baret, le procureur, était entré en charge le 19 novembre 1744. Il avait annoncé que « ses fonctions seraient dirigées par le souci du bien public et l'observation du bon ordre ». Les consuls l'accueillirent fort mal, ils commencèrent par lui refuser la livrée consulaire, la clef des archives. Ils délibérèrent sans lui, ce qui était contraire à l'édit de création de 1690. Il voulait contresigner les billets d'entrée des vins, il voulait accompagner les consuls dans toutes leurs opérations de police et assister à toutes les informations. La Justice consulaire, affirmait-il, ne pouvait s'exercer sans lui. Il présenta une requête au Conseil, elle n'aboutit pas; il porta ses plaintes au Parlement, elles y furent mieux écoutées. Le 11 septembre 1745, la Cour assigna les consuls (3). Ce même jour, une discussion très vive, et que l'imagination de l'époque grossissait beaucoup, éclata entre les consuls et Baret au sujet de la confiscation d'un veau qu'un particulier débitait chez lui (4). Les consuls, à leur tour, se plaignirent à l'Intendant des « tracasseries » dont ils étaient victimes; ils accusèrent Baret de les avoir assignés par « amour de la procédure ». Ils exposaient qu'un procès allait ruiner la communauté déjà si pauvre. « Nous avons lieu d'espérer de votre charité que vous voudrez bien interposer votre autorité pour

(1) Agen. Arch. com. BB. 73. Journal des Consuls, 9 février 1736.

(2) Bordeaux. Arch. départ. Lettre de Couloussac à l'Intendant.

(3) *Idem*. Arch. départ. C. 926. Correspondance.

(4) *Idem*. Arch. départ. C. 928. Procès-verbal. Voir le chapitre : Police de la boucherie.

obliger le sieur Baret à vivre tranquillement, et à ne pas nous tenir dans une désolation perpétuelle qu'il a commencée du jour de sa réception » (1). Le conflit avait une allure très vive on vit les consuls et le procureur se battre dans la Chambre du Conseil de l'Hôtel de Ville, le procureur voulant écrire sur le registre de police et les consuls s'y opposant. Ceux-ci eurent raison de son opiniâtreté, mais en employant des moyens violents. Baret, fou de rage, hurlait, lâchait des mots obscènes, proférait des injures et des menaces. Il partit en tapant les portes avec fureur (2).

La Justice, à Agen, était descendue bien bas. Quel respect de tels juges pouvaient-ils inspirer ? Le 20 septembre, l'Intendant écrivit aux consuls, exhortant les adversaires à montrer moins d'animosité. Mais Baret maintint l'assignation qu'il avait obtenue. Le corps de ville l'accusait d'encourager les bouchers à violer les règlements consulaires. En revanche, le procureur l'accusa devant l'Intendant de ne pas faire respecter les règlements sur la police des vins et de manquer à ses devoirs (3). Il se plaignit aussi au procureur général (4).

Cet état de choses dura jusqu'en 1756. Les consuls et le procureur s'entendirent enfin. Baret abandonna sa prétention de signer les billets d'entrée des vins (5) et se contenta de « veiller aux contraventions et aux fraudes qui pourraient être pratiquées au préjudice des statuts et arrêts de règlement concernant l'entrée des vins ». Le 11 juillet 1756, un arrêt du Parlement homologua cet accord (6).

8. Conflit avec le présidial au sujet de la Justice criminelle (1749-1764)

Après quelques années de calme, le Présidial avait, en 1749, repris une vigoureuse offensive contre les consuls; cette fois, ce n'était plus la police qui était en jeu, comme en 1719, c'était la Justice criminelle. Le conflit eut une grande ampleur

(1) Bordeaux. Arch. départ. C. 926. Lettres des Consuls à l'Intendant.

(2) Idem. Procès-verbal.

(3) Idem. Correspondance.

(4) Agen. Arch. com. FF. 79. Baret au procureur général.

(5) Voir chapitre : « Police des vins ».

(6) Agen. Arch. com. BB. 77. Journal des Consuls, 11 juillet 1756.

et les Consuls eurent fort à faire pour ne pas succomber dans la lutte. L'origine du conflit fut dans l' « Edit concernant la justice » d'avril 1749 : *toutes les juridictions royales sans exception, établies dans les villes où il y avait un sénéchal « auquel les sièges inférieurs étaient ressortissants » étaient supprimés à jamais. « Toutes les affaires qui étaient pendantes dans ces juridictions seraient dévolues de plein droit aux sièges de baillage ou sénéchaussée auxquels seraient portées à l'avenir en première instance toutes celles qui auraient été de la compétence des juridictions supprimées »* (1). Le Parlement de Bordeaux enregistra l'édit.

Aussitôt, le corps de ville d'Agen, connaissant le zèle des officiers présidiaux, convoqua une assemblée de communauté (4 août 1749). Les consuls donnèrent lecture de l'édit et demandèrent aux jurats de fixer les mesures qu'il convenait de prendre en prévision d'une attaque du Présidial contre le corps de ville. L'assemblée nomma deux jurats pour rédiger, avec un consul, un placet au Chancelier « afin que l'Hôtel de ville fût maintenu dans sa possession » (2). Les consuls ne s'étaient pas trompés : les officiers du Sénéchal rédigèrent eux aussi un placet dans lequel ils demandaient, en application de l'édit de 1749, la suppression de la Justice criminelle consulaire. Les Juridictions royales ordinaires étant supprimées, la Juridiction des consuls devait disparaître. Ceux-ci ripostèrent qu'ils tenaient leurs pouvoirs en matière de justice de privilèges spéciaux, confirmés maintes fois; l'édit portait suppression des juridictions royales dans les villes où il y avait un siège de sénéchaussée auquel « les sièges inférieurs étaient ressortissants ». Or, en vertu de ces privilèges, la justice consulaire était indépendante du sénéchal. En matière de police, les appels ne se faisaient qu'au Parlement, il en était de même pour le grand criminel. Pour le petit criminel, l'appelant avait le choix entre la Cour et le sénéchal; presque toujours la première juridiction était choisie. Mais les

(1) Agen. Arch. com. FF. 29. Édit.

(2) Idem. Copie de la délibération du 4 août 1749.

officiers présidiaux accusaient les consuls d'avoir usurpé ces privilèges; ils leur reprochaient d'avoir profité des troubles provoqués par la guerre avec les Anglais pour s'arroger un droit qui ne devait pas leur appartenir. Il ne saurait y avoir prescription car « quod ab initio non valet, tractu temporis convallescere non potest » : les confirmations d'une illégalité, quel que soit leur nombre, sont nulles. La discussion se poursuivait sur le terrain historique et juridique, entremêlée de disputes épistolaires pleines de violence (1). Les officiers présidiaux prétendaient que « le glaive ne devait pas être remis entre les mains des furieux ». Les consuls demandaient au Chancelier « de faire sentir à ces messieurs qu'il leur eût convenu d'employer des raisons mieux digérées et moins éloignées de la vérité ». Lafite, lieutenant criminel, et Boudon, procureur du roi, présentèrent à Couloussac, le subdélégué, un mémoire injurieux pour les consuls (2).

Les deux propositions que la communauté, dans tous ses mémoires, tâchait de mettre en lumière étaient : La justice criminelle a toujours appartenu aux consuls; l'édit d'avril 1749 ne les en a pas dépouillés : au lieu de l'exercer conjointement avec le juge de l'ordinaire, ils devront l'exercer avec les officiers du sénéchal. Les consuls et le Présidial essayaient, chacun de leur côté, de profiter de ces contestations pour surprendre un arrêté ou édit du pouvoir central, qui leur permettrait d'accroître leurs pouvoirs. Jusqu'alors, les consuls et le juge de l'ordinaire n'avaient formé qu'un seul tribunal; les plaintes étaient adressées à « Monsieur le Juge de l'ordinaire, ou à Messieurs les consuls de la ville et juridiction d'Agen ». Le juge, et parfois seulement les consuls, faisaient les informations. La lecture des pièces relatives au conflit permet d'entrevoir que les magistrats municipaux songèrent, dès 1749, à profiter de la situation créée par l'Edit de cette année pour ériger le tribunal consulaire en tribunal de « paréage », à relâcher les liens qui l'unissaient aux autres juridictions en don-

(1) Agen. Arch. com. FF. 29. Pièces diverses relatives au conflit, mémoires, lettres.

(2) Idem.

nant au titre de conjuges une signification beaucoup plus large.

En 1758, l'Intendant n'avait pas encore donné son avis; le pouvoir central n'était pas encore intervenu dans la querelle.

Enfin, le 15 décembre 1758, le chancelier écrivit à M. de Tourny que l'édit de 1749 n'avait apporté aucun changement dans les droits dont la ville d'Agen jouissait précédemment. « L'édit n'apporte d'autre changement à cet égard si ce n'est que la portion de justice criminelle qui était exercée par les consuls concurremment avec le viguier doit l'être dans les mêmes cas et de la même manière par concurrence avec les officiers de la sénéchaussée » (1). Le 30, l'intendant communiqua cette lettre aux consuls qui, le 17 janvier 1759, annoncèrent à la jurade l'heureuse issue du conflit. L'assemblée remercia tous ceux qui avaient « contribué à la décision qui rétablissait le corps de ville dans la possession de la justice criminelle » (2). Si le Parlement avait toujours été hostile aux consuls, les intendants leur avaient donné de nombreuses marques de sympathie. Tourny leur en donna une nouvelle : il prit franchement parti pour eux et essaya d'obtenir un édit confirmant la lettre du chancelier. Il réussit : l'édit de novembre 1760 confirma le droit qu'avaient les officiers municipaux d'exercer la justice criminelle « *conjointement avec ceux de la sénéchaussée, et par concurrence avec eux d'instruire séparément les procédures* ». Les consuls triomphaient. L'édit fut enregistré au Parlement de Bordeaux le 19 janvier 1761 (3).

Les officiers présidiaux protestèrent; cet édit, en permettant aux consuls d'instruire séparément les procédures, leur donnait plus de pouvoir que les arrêts de 1632 et de 1732 ne leur en avaient attribué. Dans une lettre au sénéchal, le chancelier de Lamoignon assura que l'intention du roi n'avait pas été d'accroître les attributions judiciaires des consuls mais de les préciser (4). L'édit reçut une application immédiate : le

(1) Agen. Arch. com. AA. 31. Copie de la lettre du Chancelier à Tourny.

(2) Id. BB: 78. Cahiers des Jurades. Délibération du 17 janvier 1759.

(3) Bordeaux. Arch. départ. C. 927. Edit de 1760.

(4) Agen. Arch. com. FF. 30. Lettre du chancelier au sénéchal (14 avril 1761)

12 mai 1761, M. de Saint Philip, lieutenant criminel, fit mander les consuls pour assister au jugement d'un procès, et les consuls décidèrent de s'y rendre en aussi grand nombre que possible.

Cependant, le présidial continuait à intriguer; les consuls protestaient devant l'intendant de leur désir de paix. La justice était fort mal rendue, des deux côtés la mauvaise volonté était flagrante. La chambre criminelle du Palais était dans un état lamentable, aussi tous les procès avaient lieu dans la chambre civile. Les consuls, un beau jour, refusèrent de venir siéger, prétendant qu'on ne pouvait rendre de jugement au criminel en dehors de la chambre spécialement réservée aux procès de cette nature. Cette question, bien futile cependant, suffit pour arrêter le cours de la justice. Le chancelier dut à plusieurs reprises envoyer des ordres pour obliger les consuls à siéger dans la chambre civile (1). En avril 1762, cette querelle n'était pas encore terminée, les consuls s'obstinant dans leurs prétentions. De Lamoignon dut les menacer de sanctions sévères si « cette tracasserie indécente » qui arrêtait le cours de la justice ne prenait pas fin (2).

Jusqu'en 1764, les officiers présidiaux protestèrent contre l'édit de 1760, puis ils se résignèrent à partager avec les consuls l'exercice de la justice criminelle.

A cette date, les offices municipaux furent à nouveau supprimés; le corps de ville procéda aux élections. Le roi se réservait la nomination du maire qu'il choisissait sur une liste de trois membres présentée par la communauté.

9. Juridiction du Sénéchal sur les consuls (1758-1765)

Le dernier conflit n'était pas encore apaisé lorsqu'un autre éclata. En 1761, un nouveau problème se pose : Les consuls, dans l'exercice de leurs fonctions, sont-ils justiciables du présidial ? Voici l'incident qui donna lieu à la querelle : Au mois de juillet 1758, des groupes de jeunes artisans s'amusaient à

(1) Idem. Pièces diverses.

(2) Livre Doré du Présidial d'Agen, p. 373 et 374.

courir les rues pendant la nuit, arrêtant les promeneurs attardés et causant des dégâts aux propriétés publiques et privées. Pendant quelques nuits, on fit des patrouilles avec des troupes bourgeoises; le calme se rétablit. Mais le consul Durens fut averti que les désordres allaient reprendre. Dans la nuit du dimanche au lundi 23 juillet, il se mit à la tête des soldats du guet. Ils parcoururent la ville; aux tournants obscurs, ils s'arrêtaient, croisaient la baïonnette, prêts à charger les ennemis qui auraient pu surgir de l'ombre. Un nommé Bousquet, sortant d'un cabaret avec cinq ou six camarades armés de bâtons ferrés, se heurta à la patrouille. Ils étaient ivres. Le guet chargea aux cris de : « Tue, tue ! », Bousquet fut blessé d'un coup de baïonnette. Transporté à l'hôpital, il y mourut dix-sept jours après. Les consuls voulurent étouffer l'affaire; plusieurs jours s'écoulèrent et soudain, « le zèle du procureur du roi au sénéchal se réveilla et prit un degré d'activité singulier et remarquable ». Il imputa à Durens la mort de Bousquet. Le présidial autorisa l'ouverture d'une information. Des bourgeois, mandés comme témoins, ne firent aucune déposition utile; les amis de Bousquet gardèrent un mutisme étrange. Ils se contentaient de dire que le guet était arrivé sur eux aux cris de « Tue, tue, feu, feu ! » Le lieutenant criminel, sur la réquisition du procureur, lança un décret de prise de corps contre Durens, qui refusa d'obéir à l'injonction. Le jugement eut lieu quand même et le consul fut condamné à être pendu « pour avoir donné ordre d'assassiner Bousquet ». Tous les soldats du guet en service dans la nuit du 22 au 23 juillet 1758 furent décrétés de prise de corps.

Les consuls protestèrent vivement et firent aussitôt appel de la sentence, fondant leur pourvoi en cassation sur l'incompétence du Sénéchal. L'appel fut jugé en 1761 au Parlement de Bordeaux en chambre de la Tournelle. Le présidial et la communauté présentèrent deux volumineux mémoires : « Les consuls, disaient les officiers, ont voulu nous dégrader aux yeux de leurs concitoyens, par une libelle diffamatoire qu'ils ont eu la témérité et la malice de rendre publique par l'impression ». Ils demandaient réparation de « ces injures atroces et

inouïes », ils suppliaient le Parlement de maintenir contre toutes les attaques du corps de ville « dans toute sa force et son étendue, la juridiction dont sa Majesté leur avait confié l'exercice sous la protection de la Cour ». Les consuls avaient employé des termes assez vifs, qualifiant l'acte du présidial d'« indigne entreprise » et d'« horrible attentat capable d'épouvanter la nature, de faire frémir la liberté ». Les officiers du sénéchal prétendaient que, si le Parlement ne leur faisait pas justice, « le trouble, la sédition et toutes les horreurs de l'indépendance » régneraient en maîtres dans Agen. Leur mémoire, rédigé par un avocat, Thilorier, était fort bien bâti : Aucun privilège ne soustrait les consuls à la juridiction ordinaire; 1° Le Sénéchal d'Agen est compétent de connaître le crime du *sieur Durens* »; il s'agit de l'homme privé; le crime a été commis dans l'enceinte de la ville, Durens est donc responsable devant les juges d'Agen. 2° « Il est compétent de connaître du crime du *sieur Durens, consul* ». L'accusé est un négociant de la ville, la qualité de consul n'est que passagère. 3° « Il est compétent de connaître du crime du *sieur Durens, consul, exerçant les fonctions de la Police*. » Le Sénéchal est compétent chaque fois qu'il s'agit d'un « *cas royal* ». Or, « toute malversation dans la police appartenant au roi est un cas royal ». D'ailleurs, la police appartient à tous les consuls, non à un seul; aucune assemblée de communauté n'ayant chargé Durens d'une mission de police, il n'avait aucune autorité officielle durant la nuit du meurtre. Le Présidial concluait en soutenant son droit de condamner Durens, et, d'une manière plus générale, de surveiller les consuls dans l'exercice de leurs fonctions de justice.

Dans leur mémoire, les consuls assuraient que « pour juger d'un délit imputé à un officier pour raison de ses fonctions et dans l'exercice de ses fonctions il fallait avoir un pouvoir et une juridiction sur ses fonctions mêmes, parce qu'un officier n'est comptable de ses fonctions et de leur exercice qu'à ses supérieurs, « par *imparem non habet imperium* ». Or, le Sénéchal n'avait aucune supériorité sur les consuls, aucune autorité. Les appels de leurs sentences ne relevaient pas de lui,

mais du Parlement qui « seul avait une supériorité et une juridiction sur les consuls relativement à leurs fonctions ». Ils réfutaient les arguments du Présidial : une délibération n'est pas nécessaire pour faire une patrouille et pour la commander. « Les fonctions de police sont solidaires entre tous les consuls, chacun peut les exercer suivant le temps et les circonstances ». Lorsqu'il s'agit de prendre une décision urgente, on n'a pas le temps de réunir une assemblée. En enfreignant les règlements de police, Bousquet et ses amis ont bien motivé la sortie du guet. Les consuls terminaient par ces mots : « Le Sénéchal a agi par animosité, par jalousie ou par aveuglement;..... les exposants lui reprocheront sans cesse de s'être saisi du glaive de la justice pour rendre une sentence qui ne peut être regardée que comme un acte de fureur » (1).

Une lettre des consuls, du 2 août 1765, nous apprend la conclusion de l'affaire : « Le Sénéchal ayant entrepris de donner un jugement au criminel contre un négociant consul, il fut cassé par un arrêt du Parlement qui jugea que le Sénéchal n'avait pas de juridiction sur les consuls » (2). Une fois de plus, le corps de ville triomphait.

En décembre 1767, l'administration des villes fut modifiée : Agen devait être administrée par un maire, quatre échevins, six conseillers de ville, un syndic receveur, un secrétaire greffier. Ils étaient nommés par une assemblée de notables (3). Cette nouvelle organisation souleva des difficultés et en août 1769, un nouvel édit autorisa les habitants d'Agen à rétablir l'ancienne forme d'administration municipale. Le 15 septembre 1771, les élections consulaires reprirent comme auparavant.

Désormais, il n'y eut plus de grandes contestations; mais les consuls et le Présidial se firent une guerre sourde et incessante.

(1) Agen, Arch. com., FF. 30. Deux mémoires, présentés au Parlement par les consuls et le présidial.

(2) Bordeaux, Arch. dép., C. 927. Lettre des consuls.

(3) Agen, Arch. com., BB. 79, Journal des consuls (décembre 1767). Le 13 juillet 1771, enregistrement à l'Hôtel de ville de l'édit d'août 1769 qui annule le premier.

Les consuls d'Agen sortirent vainqueurs de cette lutte de plusieurs siècles dont nous venons de voir les dernières phases. A la veille de la Révolution, on ne songait plus à contester leurs droits; « comme vous réunissez l'exercice de la juridiction criminelle à l'exercice de la police, on ne peut raisonnablement vous contester la compétence ni sur l'un ni sur l'autre », écrivait le 4 mars 1788 le procureur général au Parlement (1). Il fallut la tourmente révolutionnaire pour abattre l'orgueil municipal et substituer à une petite patrie enclose de murailles la grande patrie, la seule, la France.

A. POUYMAT.

(A suivre.)

(1) Agen, Arch. com., BB. 86. Journal des consuls. Lettre de De Dudon aux consuls. 4 mars 1788.

L'ADMINISTRATION DES BASTIDES

Nous avons vu que pour attirer le plus d'habitants possible vers la bastide, il était nécessaire de lui accorder des privilèges. La concession d'une charte est si bien liée à la création d'une « ville neuve » que souvent les deux actes se fondent en un seul. Pour quelques-unes des villes neuves de l'Agenais, il ne reste que leurs chartes de coutumes les érigeant en bastides, telles : Caudecoste dont les coutumes rédigées en langue romane, sont à peu près contemporaines de celles de Layrac (1273); Valence-d'Agen à laquelle Édouard I^{er} octroya des coutumes transformant ainsi en bastide le village qui se trouvait en ce lieu.

Les autres agglomérations déjà existantes et « bastidées », si nous osons nous exprimer ainsi, ne possèdent qu'un seul acte établissant à la fois leur création en bastide et la concession de leurs privilèges. On peut ranger dans cette catégorie les villes transformées en bastides par Édouard I^{er} et par Philippe le Bel.

Celles des bastides qui ont été fondées d'un seul jet et méritent plus particulièrement leur nom sont presque toujours précédées d'un contrat de paréages établissant les motifs de leur fondation. On peut citer : Castillonnès, Lamontjoie élevées pour délivrer le pays du brigandage. Elles reçurent ensuite de leur fondateur lui-même ou postérieurement d'un autre bienfaiteur une charte de coutumes.

Beaucoup de ces chartes ont disparu et c'est grand dommage, car elles nous auraient donné des renseignements sur les causes et les moyens de fondation de ces villes.

Celles qui ont subsisté sont renfermées dans les collections *Doat*, *Oihenart*, *Bréquigny*, dans les *Rôles gascons*, dans les *Archives historiques de la Gironde*. H. Rebouis en a aussi publié quelques-unes. Peu sont aux *Archives départementales du Lot-et-Garonne* : on y trouve seulement celles de Caudecoste, Sérignac, Montpouillan, Villeréal.

Mais, avant de nous occuper du contenu de ces chartes, voyons à qui étaient-elles accordées; en d'autres termes, quel élément de la population allait peupler la bastide? Ce problème revient à chercher les origines des bourgeois, puisque tel était le nom donné aux habitants des villes neuves.

Plusieurs solutions se présentent à nous. *Les auteurs de l'Histoire du Languedoc* empruntant l'opinion de l'annaliste de Toulouse *Lafaille*, pensent que les bastides furent peuplées au détriment des villes anciennes. Les habitants de ces dernières devant les privilèges que les chartes faisaient miroiter à leurs yeux, ne pouvaient que se laisser tenter, disent-ils, et venir vivre dans les bastides. *Les Bénédictins* appuient leur assertion sur l'hostilité très visible des vieilles villes pour les nouvelles (*Histoire du Languedoc*, livre XXXI, chap. xxxvi, f. ix, p. 621 (document déjà cité) : « Comme ces bastides s'étaient fort multipliées dans la province et que cela causait du préjudice aux anciennes villes qui se dépeuplaient tous les jours, à cause que les habitants allaient s'établir dans les nouvelles pour y jouir des privilèges qui leur étaient accordés »).

De l'hostilité très marquée, en effet, des vieilles villes pour les nouvelles, faut-il conclure que les premières se dépeuplaient au profit des autres? Les causes de ce mécontentement pouvaient être multiples et rien n'indique que le motif unique fut le dépeuplement. Cette conclusion est donc un peu trop hâtive. D'autre part, il est difficile de croire que les bourgeois jouissant depuis quelque temps des franchises et libertés des anciennes cités voulussent les laisser pour s'établir ailleurs. Auraient-ils abandonné le certain pour l'incertain? Nous avons vu que leur situation était digne d'envie et que la population rurale aspirait à les imiter. N'est-il pas alors plus logique de penser que cette dernière surtout peupla les bastides pour y jouir de privilèges longtemps désirés? Cette population était, ainsi que l'a fait remarquer M. Curie Seimbres, divisée dans le Languedoc en paysans libres et en serfs. Les premiers avaient tout intérêt à aller habiter les bastides où la sécurité s'ajoutait aux privilèges accordés. Quant aux serfs, l'accès de ces villes libres aurait dû leur être interdit, mais certaines me

sures leur en facilitaient l'entrée. Il suffisait, en effet, pour eux d'avoir pu s'évader des terres de leur seigneur et habiter quelque temps la bastide (souvent un an et un jour) pour être à l'abri du droit de suite et ne plus pouvoir être « appréhendés » par leur maître. Ainsi, comme le dit M. Curie Seimbres (p. 129), le servage, ce mode dégénéré, ce dernier débris de l'esclavage tombait de droit ou de fait devant la porte des bastides.

La fondation de ces villes contribua donc à l'affranchissement de la population rurale.

Les immunités, franchises, privilèges allaient former sous le titre de Chartes de coutumes, des codes particuliers qui réglementaient tout espèce de choses : statut personnel, droit civil, vie municipale, système judiciaire, taxes et impôts.

Qu'entend-on par « Coutume » ?

La Coutume (*Coutume d'Aubiet*, par E. Dupuy. *Discours prononcé par le substitut du procureur général à la Cour d'appel d'Agen*) est un usage rédigé par écrit que le peuple a approuvé et observé pendant un temps considérable ; elle imite la loi, elle l'interprète et quelquefois même la corrige. Elle la remplace souvent. Il y a sept cents ans déjà, les efforts continus de cette plèbe alors si méprisée, amenaient à son bénéfice la reconnaissance de droits longuement discutés et péniblement conquis, droits dont quelques-uns encore aujourd'hui sont l'objet de revendications de nos esprits les plus éclairés et sont loin d'avoir atteint leur forme définitive dans un état vraiment libre. Qu'était donc la condition juridique des personnes à cette époque pour qu'il fût nécessaire de consigner par écrit la reconnaissance de pareils droits ?

Le droit civil n'avait point l'uniformité qui caractérise notre droit actuel. Le droit pénal n'était guère qu'une succession de dispositions aussi rigoureuses que grossières, ayant pour résultat habituel la mort ou la mutilation du coupable. Le droit administratif et constitutionnel était mieux assis, les rois, comme les grands, étant directement intéressés dans la question. Le droit ecclésiastique était plus complet.

Un besoin de réforme était né de cette situation. C'est lui

qui avait donné lieu à ce qu'on appelle la Révolution communale, ce qui est simplement la rédaction de coutume modifiées dans un esprit plus libéral.

« Dans le Midi, dit M. Boutaric (p. 508), le tiers état était puissant et ombrageux. Il y régnait un esprit municipal singulièrement vivace et qui, pour être moins turbulent que l'esprit communal du Nord n'en avait que plus de force et de profondeur. »

Les coutumes des bastides allaient profiter des conquêtes des villes anciennes et d'un seul coup arriver au régime municipal. Ses fondateurs, bien qu'hostiles, au fond, à ce système, furent obligés de l'installer dans leur nouvelle création. L'établissement du consulat fut le prix du marché qu'était l'union des villes à la couronne.

La coutume fut d'autant plus libérale que le fondateur était obligé d'être généreux. Alphonse de Poitiers, bien que peu sympathique aux libertés communales, eut une conduite généreuse envers le tiers état. C'est l'impression qui se dégage du chap. III, livre V de M. Boutaric.

« Alphonse ne se borna pas, dit-il (p. 154), à fonder des villages, il les dota de bonnes institutions municipales. Il leur donna à toutes des coutumes rédigées sur un plan uniforme, imitant en cela la royauté, qui accordait à un certain nombre de villes ou de villages les coutumes accordées précédemment à une localité voisine et dont l'excellence avait été démontrée par la pratique. Les mêmes coutumes n'étaient pas indistinctement concédées à des communautés de différentes provinces, car, en les rédigeant, on avait moins en vue d'exercer le pouvoir législatif que de constater des usages anciens. Au moyen âge, on avait avant tout le respect de ce qui existait; la coutume était la loi suprême devant laquelle tout devait céder. Il résultait de là que, lorsqu'on fondait un village ou un bourg, on lui donnait des privilèges conformes à ceux des localités voisines.

On peut considérer comme un des types des privilèges concédés aux bastides languedociennes par Alphonse, la charte accordée au mois de mai 1270 à Castelsagrat (Quercy).

D'après l'analyse de cette chartre, M. Boutaric conclut que dans les coutumes octroyées par Alphonse, « les privilèges politiques sont très restreints. Les consuls ne sont pas le produit de l'élection populaire; ils sont choisis par le bayle, qui consulte les notables; mais tout ce qui touche à la liberté civile est clair, précis et satisfaisant ».

Edouard I^{er} fut plus généreux qu'Alphonse. Sa qualité de roi étranger l'y forçait. Il avait moins d'intérêt à sauvegarder si jalousement son autorité. Il considérait la Guyenne comme une « terre de rapport ». Les libertés municipales devant augmenter les revenus de ce pays et par suite les siens, il les concédait largement. C'est ainsi que, peu à peu, toutes les bastides choisirent désormais leurs consuls, sans l'intervention du bayle, par l'intermédiaire d'une délégation d'habitants, « les jurats ». Les attributions des consuls augmentèrent aux dépens de celles du bayle. Les rois de France ne purent de suite ressaisir leur autorité dans ces villes et, pour ne pas se les aliéner, confirmèrent leurs libertés et coutumes.

Presque toujours les premiers articles des coutumes garantissent la liberté individuelle. On trouve dans la chartre de Villeneuve-sur-Lot concédée par Alphonse de Poitiers :

Article 6. — « Defense au bailli d'arrêter quelque prévenu que ce soit, ni de saisir ses biens, s'il donne caution, hors les cas de meurtre, d'assassinat et de crime de lèse-majesté. »

Et dans les coutumes de Valence-d'Agenais :

Article 4. — « Nous et nos bayles respecterons la liberté individuelle de chaque habitant; nous ne lui ferons point de violence et nous ne saisirons point ses biens (à condition cependant qu'il reste dans son droit) si ce n'est pour meurtre ou assassinat, ou blessure mortelle, ou tout autre crime pour lequel la personne et les biens doivent nous être remis. »

Et :

Article 5. — « Les habitants de ladite bastille (*dicti Castri*) et leurs successeurs, pourront vendre, donner, aliéner tous leurs biens, meubles et immeubles à ce qui ils voudront; ils ne pourront cependant aliéner les immeubles à une église, à un

couvent, à un ordre de chevalerie, si ce n'est en sauvegardant le droit des seigneurs dont relèvent les fiefs ».

Article 3. — Liberté des mariages : « Les habitants de Valence pourront marier librement leurs filles où ils voudront et engager leurs fils dans les ordres sacrés ».

Dans la charte de Villeneuve-sur-Lot, on voit :

Article 4. — « Droit pour les habitants de marier leurs filles où bon leur semblera et d'élever leurs enfants dans les ordres ecclésiastiques ».

De même la propriété individuelle était respectée :

« Statuts municipaux de Caudecoste », en langue romane : Article 19. — « E metan mays en nostres establismens que toltz homs o tota femna que traverses per l'autry malafâcha que guatches en VI d... (deniers) essi mena bestia en II sols arn... (arnaudins) si passa son essient, si mala facha era paruent assi cum dessus es dich, el bayle et cosselh que fasso adobartotas las malafachas que seran facha en la dicha honor de Caudacosta per razo de guardatge. E de fots aquetz guatges dessus dichs, sian la ters al bayle, el ters al cossolh et ters a aquel que o espiera ».

C'est-à-dire :

« Et mettons y encore que tout homme ou toute femme traversant et endommageant la propriété d'autrui, payera six deniers d'amende; s'il y conduit une bête, deux sols arnaudins; s'il le fait à dessein et qu'il y ait des preuves, comme il est dit plus haut, le bayle et les consuls feront indemniser pour tous les dommages causés pour raison de gardage dans la juridiction de Caudecoste. Et de toutes ces amendes susdites, le tiers sera pour le bayle, le tiers pour les consuls et le dernier tiers à celui qui aura constaté le fait ».

Dans ces mesures de protection de personnes comme de la propriété, il ne faudrait pas chercher le sentiment du respect des droits d'autrui. Ces diverses concessions étaient ordinairement faites dans l'intérêt des seigneurs et de leurs fiefs, plus encore que dans l'intérêt des tenanciers.

Les bourgeois des villes nouvelles furent exemptés des onéreuses taxes féodales : taille ou quête. Cependant, ils contri-

buèrent aux dépenses et à l'entretien de la ville par des impôts fixés dans la charte.

Dans celle de Villeneuve-sur-Lot on voit que par les articles 1 et 2 : Alphonse se dépouille en faveur des habitants des droits féodaux, de contributions arbitraires de servage et de prélation, sauf sur les ventes à l'Eglise, à gens de religion ou chevalier ayant tous privilèges, à l'effet d'éviter leur influence sur les gens simples ou crédules.

De même, dans la charte de Valence-d'Agenais, on trouve, dans les attributions des consuls :

Article 4. — « Tout laïque qui, dans la ville ou ses dépendances aura des possessions ou des revenus, sera tenu pour ce motif, ainsi que ses successeurs, de contribuer comme les autres habitants, par sou et par livre, aux dépenses, aux frais et tailles qui seront établis par les consuls, au profit de la ville; s'ils s'y refusaient, que notre baile les contraigne à donner des gages à la requête des consuls. Les clercs et autres personnes privilégiées seront taxées également pour toutes leurs concessions qu'ils n'auraient pas eues par héritage; ils ne sont pas tenus à aucune taxe, à moins qu'ils ne l'acceptent volontairement ».

Les coutumes de Valence-d'Agenais portent :

Article 1^{er}. — « Nous et nos successeurs ne feront en ladite ville ni quête ni taille et n'emprunteront aucune somme à moins que ce ne soit du plein gré des habitants ».

Le droit pénal s'est beaucoup adouci. Les peines consistent principalement en amendes, sauf les cas graves qui sont soumis au droit commun; l'épreuve du feu et de l'eau, les combats singuliers, le droit d'eschéredation sont abolis (Villeneuve, de l'article 8 à l'article 17). Cependant une tache nous ramène à la réalité de ces temps de ténèbres :

L'article 13 de Villeneuve édicte la condamnation à l'amende pour maléfices occultes.

Dans toutes les chartes, l'adultère est frappé d'une peine spéciale : Article 28 de Villeneuve : « L'homme et la femme convaincus d'adultère, seront condamnés à courir la ville tout nus ou à payer cent sols d'amende ».

Le droit administratif comportait des articles spéciaux. La ville était gouvernée par les consuls dont le choix variait selon les endroits. Leurs attributions étaient multiples et rappelaient celles de nos maires et conseillers municipaux. L'article 14 des coutumes de Valence les fixe ainsi :

« Les consuls sont renouvelés chaque année à la fête de la chaire Saint-Pierre, et nous et notre baile devons présenter et choisir, le même jour, six consuls catholiques, pris parmi les habitants de la ville; nous choisirons ceux qui nous paraîtront les plus recommandables et les plus favorables au bien de la ville. Ces consuls jureront à notre baile et au peuple qu'ils garderont et gouverneront loyalement et fidèlement nous et le peuple de Valence; qu'ils maintiendront nos droits fidèlement et exerceront fidèlement le consulat, qu'ils ne recevront de récompense de personne en raison de leurs fonctions. D'autre part, la communauté de la ville promettra de donner conseil, aide et obéissance aux consuls, notre droit, notre souveraineté et nos biens étant néanmoins sauvegardés en toutes choses. Les consuls auront le pouvoir de faire réparer les chemins, les voies publiques, les fontaines, les ponts; à cet effet, ils pourront, avec l'assentiment de 24 habitants choisis par l'assemblée de la ville, lever un sou et par livre les frais et dépenses sur les habitants, pour ces différentes réparations, ou pour d'autres entreprises communes ou pour d'autres travaux d'utilité générale. »

Ainsi le régime municipal qui, jusqu'alors n'avait été que le privilège des vieilles villes consulaires, comme Agen, se répandit dans les bastides. Un seul agent venait représenter l'autorité royale et les relier au reste du domaine : c'était le bayle.

« Il devait jurer en entrant en charge devant les prudhommes de la ville, qu'il l'exercerait fidèlement et ferait droit à chacun, selon son pouvoir; qu'il observerait raisonnablement les coutumes et les statuts approuvés de la ville » (*Coutumes de Valence*, art. 13.) Le baile ou bailli (suivant les lieux) avait des droits juridiques et administratifs; il devait prendre des arrêtés en commun avec les consuls.

L'article 37 des coutumes de Valence porte : « Nous voulons que notre bayle et les consuls de la ville puissent prendre ensemble des arrêtés, mais non séparément, à condition néanmoins que ces arrêtés soient pris dans l'intérêt de la ville. »

Les villes neuves bénéficièrent ainsi des conquêtes faites par les villes consulaires et une de leur caractéristique fut d'avoir tout de suite un régime municipal, sans s'être livrées à aucune violence ni révolte pour l'obtenir. Cet avantage ne pouvait qu'exercer une heureuse influence sur leur développement. Elles furent de petites républiques actives et indépendantes.

Chaque bastide ayant un baile ou bailli devenait une baillie ou bailliage. Cependant, quand la ville ne prospérait pas et restait une simple bourgade, son bailli était supprimé au profit d'une ville plus importante. C'est pour cela qu'il ne faut pas s'étonner si toutes les bastides n'étaient pas des chefs-lieux de baillies.

Parmi les articles concernant l'administration de la bastide se trouvent des règlements de simple police, police rurale (dommages causés par les animaux, vol de bois, de fruits, glanage) et police de ville (vente de vin, menaces, insultes); des mesures d'hygiène et de salubrité publique (propreté des fossés, puisage des fontaines).

L'article 2 des *Coutumes de Caudecoste* est intéressant à ce sujet, de plus il est écrit dans la savoureuse langue romane :

Puisage des fontaines : « E metan moys en nostres establimentes que degus homs ne deguna femna no poze ab payrol ni ab payrola en las fons de Caudacosta (sino que fosso payrol neo) ni no lave ventres de neguna bestia ni buguadas de perchas près de las fons, ne no fassa neguna outra bagesa e ti o fasia ques guatges el miech guatge. »

C'est-à-dire :

« Et mettons dans nos statuts que nul homme, nulle femme ne puisera avec chaudron ou chaudière aux fontaines de Caudecoste, à moins que ce soit avec un chaudron neuf, ni ne

lavera ventre de bête, ni lessive, ni rien autre chose à 4 perches, près de ladite fontaine, sinon peine d'amende. »

Les articles relatifs à l'obligation d'aller au marché, de vendre au marché, de ne pas dépasser les taxes établies, la défense aux femmes de ne pas filer au marché montrent le souci que l'on avait de la prospérité de la ville :

« Que deguna femna de Caudacosta, ni de la onor no file la dijas al mercat en tòt la mercadial de Caudacosta tant cum lo mercat durera car aquela que o faria ques guatges en XII divers. »

Pour tout ce qui n'était pas écrit dans la coutume, on se référait au droit romain, car il était la loi dans le Midi de la France et on pouvait y revenir comme à la règle.

« C'est ainsi, nous dit Boutaric (p. 523), qu'Alphonse s'en servit pour combattre les mauvaises coutumes qu'il trouva établies. » Le Parlement de 1270 prit à cet égard une décision importante pour l'histoire du droit. Les barons d'Agenais demandèrent à être jugés à l'avenir d'après les coutumes du pays et non suivant le droit romain et canonique. Voici quelle fut la réponse des Parlements :

« Il semble au conseil du seigneur comte que l'observation du droit écrit est d'utilité publique, attendu que ce droit est certain, défini, tandis que les coutumes sont douteuses et incertaines. Déjà depuis longtemps l'usage est dans le comté de Toulouse de connaître et de décider les causes en suivant le droit écrit. Le droit écrit a été observé et il n'y a pas lieu de cesser à le suivre. Toutefois on respectera les coutumes du pays justes et notoires et dont l'existence aura été constatée par des enquêtes, d'après le témoignage d'hommes honorables et suffisants ».

Telles étaient ces chartes, dont la rédaction était inspirée des coutumes et du droit romain; souvent il s'établissait une sorte de filiation les premières étaient copiées textuellement pour servir aux autres. Ces chartes amenèrent le rapide peuplement des bastides. Dès que le « pal » était fiché en terre pour servir de point de repère à l'enceinte projetée et la charte de privilèges annoncée, paysans libres et serfs quittaient leurs

terres pour venir jouir en sécurité de leur rude labeur. « Abritées derrière leurs remparts, dit Curie Seimbres (p. 148), protégées par la sauvegarde royale, gouvernées par leurs propres magistrats, ces petites agrégations eurent à peu près partout un développement rapide et prospère. La manière presque instantanée dont s'effectua le peuplement a trouvé son explication dans le besoin de s'isoler des perturbations féodales et de jouir de garanties d'ordre et de sécurité; mais cet épanouissement de villes, si singulier, si remarquable dut aussi beaucoup à la direction générale qui s'était emparée des idées. Les ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles ont ouvert une ère nouvelle dans notre histoire; ils virent poindre les premières tentatives de redressement ou de réaction contre le Moyen-Age, ils assistèrent aux débuts de la moralité moderne. »

Une nouvelle classe était fondée : la bourgeoisie. Avant l'époque des communes, il y avait un élément privilégié : la noblesse et au-dessous la classe rurale misérable et exploitée par elle. Avec le régime municipal était né un élément intermédiaire dont la condition irait s'améliorant. Les bastides eurent cet heureux résultat qu'elles firent passer au rang de bourgeois un grand nombre de paysans et même de serfs. Ce fut là l'avantage « social » apporté par la fondation des villes neuves.

Un heureux « résultat économique » vint s'y ajouter. Comme l'a fait remarquer *Bréquigny* au tome XII de ses « *Ordonnances* », la France d'alors était surtout agricole. Or, un paysan essentiellement agricole, même au Moyen-Age, ne peut prospérer. Il y a surabondance de produits du sol, tandis que les objets fabriqués manquent. D'autre part, nous avons vu que les croisades avaient créé des besoins nouveaux et amené des habitudes de luxe. Le pays ne se suffisait donc plus et manquait d'industrie. La fondation des villes apparût comme nécessaire. Elle eut d'heureux résultats. Elle procura aux paysans la sécurité que les guerres féodales enlevaient aux campagnes; elle leur offrit en même temps de nouveaux métiers plus rémunérateurs que ceux de la terre. Ainsi naquit l'industrie et par suite le commerce et la richesse.

Enfin, à ces avantages sociaux et économiques il faut ajouter un « résultat politique ». Nous avons déjà indiqué le profit que les rois surent tirer de ces fondations. S'ils s'en servirent pour étendre leur autorité, ce fut aussi un moyen de faire l'unité du royaume. « Enfin, comme le dit M. Curie Seimbres, p. 151, par le plein exercice du régime municipal, les idées s'y façonnèrent au système représentatif et aux institutions démocratiques qui ont triomphé du vieux monde. »

« Tels furent les principaux avantages que l'établissement des bourgeoisies produisit, soit pour les rois, dont il rétablit l'autorité, soit pour les sujets, qu'il affranchit de l'oppression, soit pour le royaume en général qu'il rendit le plus florissant état de l'Europe ». (*Bréquigny, Ordonnances, t. XII*).

(*A suivre.*)

YVONNE DOMENGIE.

L'ENFEU DE L'ÉGLISE DE POMPIEY

La paroisse de Pompiey appartenait, avant la Révolution, à l'archiprêtré de Villandraut, diocèse de Condom. Elle avait, d'après le Pouillé de Lagutère, pour annexes N.-D. de Demnas et Puyfontala. Elle est maintenant dans le diocèse d'Agen, canton de Lavardac. Elle est bâtie à l'entrée des Landes, tout près de Guillery, où habita George Sand, non loin du joli petit lac de La Lagüe et du château de Xaintrailles dont elle dépendait jadis. Son état, il y a quelques jours, était lamentable. Entre les pierres disjointes de ses contreforts, de petits arbrisseaux avaient enfoncé de profondes racines, menaçant de jeter bas son abside romane. A l'intérieur, elle était tristement défigurée par un épais crépi badigeonné au lait de chaux.

Le maire de la commune, un vaillant officier de la grande guerre, homme de goût et érudit distingué, M. le colonel de Batz, a entrepris de la sauver de la ruine et de lui rendre son cachet. Il s'acquitte de cette mission avec un soin, une méthode et un goût qui méritent l'admiration et les félicitations des connaisseurs.

Cette église se compose d'une nef rectangulaire sans caractère et d'un chœur roman. Celui-ci comprend une travée de chœur voûtée en berceau plein cintre et une abside plus étroite voûtée en cul de four. L'arc triomphal bas et étroit a été refait, il était jadis plus ouvert et plus élevé et retombait sur des colonnes engagées dont on a retrouvé les restes. Ce chœur éclairé par cinq baies sans style, n'en possédait primitivement que trois, étroites comme des meurtrières dont une subsiste intacte, s'ouvre au fond de l'abside et traverse le contrefort central. Les caractères de cette construction accusent sans conteste le ^x^e siècle (1).

En faisant tomber le crépi qui défigurait le chœur, on a découvert dans la travée, au nord, un enfeu du ^{xiii}^e ou ^{xiv}^e siècle. L'enfeu (du latin infodire, creuser, ensevelir) est un tombeau préparé dans le mur d'une église, à l'intérieur ou à l'extérieur, et surmonté d'un arc plus ou moins orné.

Ici l'arc est en tiers point et repose sur une corniche profilée en large doucine. Les piédroits sont simplement ornés d'un biseau qui fait suite à celui de l'arc. Une moulure en larmier encadrait l'arc et lui donnait plus de relief et de profondeur. Elle a été mar-

(1) M. Tholin a sommairement décrit cette église dans un ouvrage supplémentaire aux *Etudes sur l'architecture religieuse de l'Agenais*.

telée et taillée à l'aplomb du mur par ceux qui avaient muré l'enfeu et l'avaient fait disparaître sous le mortier. Au milieu du tympan, dans une pierre plus tendre, se trouve une sculpture très fruste et énigmatique, à droite une sorte de croix de Lorraine, à gauche un motif indéterminé, homme ou animal.

Ce qui fait l'intérêt de cet enfeu, c'est le tombeau. C'est un sarcophage bâti en pierres du pays et sans fond. Une entaille trapézoïdale, dans la pierre, était réservée pour la tête. A l'autre extrémité, se trouve un support pour les pieds. Le reste du tombeau est divisé en trois par deux traverses en pierre. Le corps plié dans un suaire, placé sur ces traverses, était étendu au-dessus d'une fosse bâtie de plus d'un mètre de profondeur, recevant les liquides pendant la décomposition et, après, les ossements qui tombaient de leur propre poids dans cet ossuaire.

Les tombes de ce genre, à ma connaissance du moins, ne sont pas communes, on en a signalé une dans le voisinage du prieuré de Lagrange de Durance. En voici la description de M. Villiet : « Étroite et longue, cette place faite au cadavre se retrécissait encore vers les pieds et s'arrondissait aux épaules et formait pour la tête un petit espace circulaire. Mais au lieu d'être fermé, le fond de ce cercueil était ouvert, coupé seulement en trois espaces vides par deux petites bandes de pierre. Placée au-dessus d'un ossuaire assez vaste, cette mystérieuse ouverture en était comme la porte : porte redoutable que la mort seule faisait ouvrir » (1).

A la façade de l'église de Fleurance, dans le Gers, on remarque toute une série d'enfeux très élégants. Là, le mort était placé dans une bière de bois, reposant sur un avancement des murs inférieurs. Au-dessous, s'étendait l'ossuaire (2).

Dans l'église de Pompiéy, avant la réparation actuelle, l'enfeu muré et comblé de débris était invisible et insoupçonnable à l'intérieur. A l'extérieur, on remarque un massif de maçonnerie qui permit d'ouvrir une brèche dans le mur du chœur pour aménager le tombeau.

Le droit d'enfeu était un droit seigneurial au moyen-âge, nous pouvons donc penser que nous sommes ici en présence du tombeau d'un seigneur haut justicier dans la paroisse de Pompiéy.

L'histoire de cette paroisse nous est mal connue. Rappelons que le chanoine Argenton plaçait dans l'église de Pompiéy la sépulture de Saint Vincent et croyait voir dans ce nom le Pompéjac des actes du martyr.

(1) L. Dardy. *Le prieuré de La Grange de Durance*. Bordeaux Dupuy 1860, p. 93.

(2) Bulletin de la Société archéologique du Gers 1912, p. 197.

Ce qui est plus sûr, c'est qu'au XIII^e siècle une famille de chevaliers portait le nom de Pompiey. Vers le milieu du XIII^e siècle à la suite de plusieurs conciles, l'excommunication fut prononcée contre les détenteurs des dîmes paroissiales; un grand nombre de seigneurs se décidèrent à faire des restitutions. Parmi eux, nous trouvons Bertrand de Pompiey, curé de Saint-Pierre du Port de Marmande qui rend à l'évêque la part des dîmes de Pompiey qu'il détenait injustement.

Une bulle de 1257 nous fait connaître Pierre de Pompiey, chevalier, dont le fils Odon de Pompiey, dit damoiseau de Xaintrailles (Sancta Eularia), renonce à toutes les dîmes qu'il détient dans le diocèse et spécialement à celle de Notre-Dame de Pompiey.

Le tombeau que l'on vient de découvrir ne serait-il pas celui de cette famille ?

J.-R. MARBOUTIN.

LA STATUE DE MONLUC ET LE LEGS DE RAYMOND

Dans le *Figaro* du 16 février 1921 M. Robert de Montesquiou a consacré à ce qu'il appelle l'affaire Blaise de Monluc-Ville d'Agen un intéressant article qu'a signalé notre aimable confrère Jean Torthé et dont les conclusions ont été diversement commentées par la presse régionale, notamment par la *Petite Gironde* et l'*Indépendant de Lot-et-Garonne* (1).

Article et commentaires prouvent que la question a besoin d'une mise au point. La voici, telle qu'elle résulte des documents :

Par testament du 22 septembre 1885, M^{lle} de Raymond, bien connue des érudits lot-et-garonnais et des Agenais de sa génération, a laissé 40.000 francs à la Ville d'Agen, à charge d'élever une statue à Monluc sur la place de la Mairie, près de la demeure du Maréchal qu'occupe aujourd'hui M. Recours dans la rue des Juifs.

Le statue en bronze devait avoir un piédestal orné de quatre bas-reliefs : « l'un représentant les Agenais priant Monluc de venir leur mettre un peu de courage au ventre; l'autre, représentant Monluc appelant les gentilshommes à son secours au siège de Rabastens; un troisième Monluc recevant le bâton de maréchal des mains de Henri III; le quatrième, représentant Florimond de Raymond publiant la première édition des *Commentaires*. Chaque bas-relief devra porter l'explication de son sujet et la statue cette inscription : *Au défenseur de l'autorité !* » (2).

Ainsi ce que la testatrice voulait honorer en Monluc, c'était le soutien du pouvoir, le défenseur et le sauveur d'Agen, menacé par les Huguenots, le grand capitaine et, aussi, l'ancêtre de la comtesse, l'Agenais Florimond de Raymond qui, devenu conseiller au Parlement de Bordeaux, mit au jour les *Commentaires*, la *Bible du Soldat* d'après un mot faussement attribué à Henri IV.

C'était peut-être, comme le dira plus loin M. Paul Courteault, se faire de Monluc une image incomplète, mais c'était le voir à un point de vue bien agenais, et l'on ne pouvait en 1885 exiger davan-

(1) Numéros des 21 et 28 février 1921 de la *Petite Gironde*; 27 février de l'*Indépendant*.

(2) La statue devait être donnée au concours, sous le contrôle de la Société des arts (*sic*) de Paris. Le 1^{er} avait la commande; le 2^e, 1.000 francs; le 3^e, 500 francs. (Voir minutes de M^e Bothian, notaire à Agen; testament olographe déposé le 29 avril 1886).

tage de M^{lle} de Raymond. Si déplaisante qu'elle puisse paraître à l'amour-propre de certains Agenais, la scène qu'évoque la testatrice est exacte. À deux reprises, Monluc sauva « son cher Agen », notamment en 1569.

Le legs était grevé d'un usufruit au profit de la légataire universelle, M^{me} Gavini de Campile, sœur de M^{lle} de Raymond. Quand cette dernière mourut le 24 avril 1886, la question se posa de l'acceptation ou du refus du legs. M. J.-B. Durand, avoué au Tribunal civil, plus tard sénateur, était alors maire d'Agen. Finassier de tempérament et de profession, il comprit vite qu'il passerait pour sectaire ou béotien auprès des admirateurs de Monluc s'il refusait l'aubaine, et qu'il s'attirerait, s'il l'acceptait, l'hostilité de ceux — et ils sont nombreux — qui voient surtout dans l'auteur des *Commentaires* le *boucher royaliste* et le pourfendeur de Huguenots.

J.-B. Durand évita de se prononcer et ses successeurs à la mairie d'Agen firent « la même chose que lui ». Quand mourut en 1909 M^{me} Gavini de Campile, l'usufruitière des 40.000 francs, M. Georges Delpech était maire, mais il se garda bien, lui aussi, de donner signe de vie, malgré de pressantes interventions. Depuis, il y eut bien quelques parlotes de commission, une intervention publique, favorable à l'acceptation, de M. d'Harcourt, conseiller municipal, en 1913, au temps de l'administration Laboulbène, mais aucune décision ne fut prise. Les héritiers de M^{lle} de Raymond se gardèrent bien d'ailleurs de mettre la Ville en demeure d'accepter ou de refuser un legs qui les aurait privés de 40.000 francs. Et tacitement, les deux parties, c'est très humain, s'entendirent pour laisser courir la prescription.

Elle échut en 1916, en pleine guerre, mais le moratorium l'a prorogée de cinq années. Nous sommes en 1921 : il semble bien qu'il faille maintenant prendre une décision ou laisser définitivement tomber l'affaire.

La question ne se pose plus comme au temps de la comtesse de Raymond. De remarquables publications, comme celle de M. Georges Tholin sur les *Guerres de religion en Agenais* ou celles, si vivantes et si documentées, de M. Paul Courteault, professeur à la Faculté des Lettres de Bordeaux, ont mis en pleine lumière la figure si originale de Monluc avec ses beautés et ses tares. La légende de cruauté et de fanatisme qui s'attache à son nom a été en partie démolie. Ses mérites d'écrivain militaire sont devenus plus éclatants et sa valeur de capitaine, attestée par la guerre récente de 1915 à 1918 où quelques-unes de ses méthodes furent à l'honneur. Une curieuse lettre de Paul Courteault à M. Berthelot, secrétaire général de la *Petite Gironde*, que nous publions plus loin

et dont ce journal n'a donné que des extraits, rend en quelques lignes à l'auteur des *Commentaires* sa véritable physionomie.

Mais si la gloire de Monluc s'est accrue, il n'en est pas de même des capitaux légués par M^{lle} de Raymond, contrairement aux dires de M. de Montesquiou, s'imaginant à tort que les intérêts des 40.000 francs ont été capitalisés depuis 1886 par la ville d'Agen. Or, que faire avec 40.000 francs aujourd'hui ? La somme, fort belle en 1886, ne permettrait guère qu'un monument mesquin, indigne du grand soldat et de la testatrice.

Créer des ressources nouvelles semble possible, mais combien pénible aujourd'hui, surtout quand on songe à la situation financière des communes ou des sociétés et aux difficultés qu'on éprouve ici-même à recueillir des fonds pour le monument aux morts de la grande guerre.

Quelle que soit la réponse donnée par les représentants de la ville d'Agen à la question que nous résumons à grands traits, qu'ils acceptent ou non la statue de Monluc, ils n'ont point le droit de se désintéresser du legs de la comtesse de Raymond et de laisser jouer la prescription pour fuir les responsabilités. Car il est une partie du legs dont l'acceptation s'impose puisque le testament ne forme pas un tout indivisible. Je veux parler des tableaux laissés à la ville ou au musée : les portraits de M. de Raymond, maire d'Agen; de M. de Boissonnade, juge-mage, qui fut un grand personnage de l'ancien Agen; de M. de Jayan, dont un quartier de la cité porte le nom; de la reine Anne d'Autriche; et enfin du tableau représentant Henri IV visitant Geoffroy de Vivant, blessé au siège de Coutras en 1587.

Ces œuvres d'art ont leur place marquée dans les galeries agénaises qu'on se décidera bien à créer un jour au musée d'Agen.

RENÉ BONNAT.

Lettre de M. Paul Courteault à la « Petite Gironde ».

23 février 1921.

.
Le texte de la donation de M^{me} la comtesse Marie de Raymond n'était vraiment pas fait pour faciliter la solution de l'affaire. « La comtesse » — comme on l'appelait à Agen — n'a songé à glorifier que le Monluc des dernières années, le soldat des guerres civiles, et aussi un peu, je pense, son ancêtre le conseiller au Parlement de Bordeaux, éditeur des *Commentaires*, qui fut, du reste, un écrivain de mérite. Elle n'a vu dans Monluc que le gendarme du roi et de la religion catholique, « défenseur de l'autorité ».

L'image est un peu simple et elle n'est pas exacte. Le personnage fut plus divers et plus complexe. La statue coulée d'un seul jet, qu'il s'est dressée à lui-même dans son livre, n'en donne qu'une idée imparfaite. Monluc, au cœur des guerres civiles, n'en a pas fait beaucoup plus que les autres capitaines, catholiques ou huguenots ; il a eu simplement le tort de se vanter de ses excès. En matière de religion, il ne fut pas un fanatique ; il faillit se faire protestant et il a écrit de belles pages, peu connues, sur la tolérance. Son loyalisme monarchique ne l'empêcha pas d'avoir des relations fort suspectes avec le roi d'Espagne Philippe II.

Vous dites avec raison que le Monluc — sans *t*, s'il vous plait — dont nous aimons la mémoire, c'est « l'âpre et savoureux conteur, le forger de mots des *Commentaires*, dont le génie verbal nous ravit ». Rien de plus juste, à condition d'ajouter que Monluc est aussi un écrivain militaire de premier ordre. La guerre l'a remis en honneur et je sais que l'on a relu son livre sur le front. Quoi d'étonnant si l'on songe qu'il fut avant tout un admirable fantassin, un remueur de terre passionné, qu'au siège de Thionville, qu'il dirigea comme colonel de l'infanterie, il perfectionna les tranchées, qu'au siège de Sienna, il inventa le système de défense qui consiste à abandonner la première position pour se fortifier sur la seconde. Henri IV n'a jamais dit que son livre est la Bible du soldat ; mais l'éloge est pleinement justifié. Monluc est un beau type de poilu français, et c'est sans doute ce qui a déterminé M. Robert de Montesquiou à écrire son article du *Figaro*. Mais il est à craindre qu'on ne se souvienne encore longtemps que de ses terribles boutades et de la légende de cruauté froide que lui ont faite, au XVIII^e siècle, en s'aidant de quelques passages choisis et déformés de Brantôme, les d'Auvigny et les Anquetil.

Paul COURTEAULT.

A PHILIPPE LAUZUN ⁽¹⁾

La terre des aïeux, par toi ressuscitée,
Se grandit, chaque jour, d'un rare monument;
Sachant t'intéresser à leur moindre fragment,
Tu vas quérir sur notre glèbe dévastée

Le donjon incertain, la muraille effritée, —
Vestiges d'un passé si trouble et si charmant, —
Pour reconstituer avec art, savamment,
Mainte antique demeure, aujourd'hui désertée.

Ta plume nous redit les temps qui ne sont plus.
Ces châteaux-forts, témoins des siècles révolus,
Bonaguil, Gavaudun, renaissent dans leur gloire

Nobles dames, seigneurs illustres d'Agenois,
Se réveillent enfin, dociles à ta voix,
Pour entrer désormais au temple de mémoire !

Paul MARYLLIS.

(1) Ce sonnet, que nous publions pour l'anniversaire de la mort de notre si regretté directeur, avait été écrit du vivant de Philippe Lauzun en 1911. Il était destiné à la « *Couronne agenaise* » que Paul Maryllis se propose de tresser à la gloire de la petite patrie. La guerre, nous l'espérons au moins, n'a fait que retarder la publication de ce recueil de poèmes.

CHRONIQUE⁽¹⁾

Société académique d'Agen. — La séance de février a été marquée par l'acceptation d'un legs de 200 francs fait par M. Jules Serret, membre résidant, décédé récemment, et par le vote du principe de l'admissibilité des dames dans la Société. Pour être admises, les candidates devront être présentées par le bureau et avoir publié un ouvrage ou une étude entrant dans le cadre des travaux de la compagnie.

En réponse aux vœux de la société archéologique de Montauban, M. Ferrère, docteur ès-lettres, a lu et commenté un poème de sa composition, en vers latins de belle allure. M. le commandant Labouche a passé ensuite en revue quelques publications récentes intéressant le Lot-et-Garonne, une étude sur les Montpezat et une notice biographique sur le général Arlabosse dont le nom a été dernièrement donné par le Conseil municipal à une rue de notre ville.

A l'unanimité, la Société a émis le vœu que la Commission du Musée fût convoquée par M. le Maire et consultée sur les modifications susceptibles d'être apportées à cet établissement.

M. René Bonnat, archiviste départemental, parle ensuite du séjour de deux années que fit dans notre ville, où elle débuta, la grande actrice du Second Empire, Hortense Schneider, la reine de l'opérette et l'interprète inégalée de l'œuvre d'Offenbach. C'est l'occasion pour lui d'évoquer le souvenir de deux grandes vedettes qui parurent à cette époque en représentations, Ismaël et Tisserant, et de rappeler ce qu'était en 1853-1855 la salle Moncorny où les directeurs privilégiés donnaient l'opéra, la tragédie, le drame, la comédie et le vaudeville à couplets. On jouait parfois 7 et 8 actes avec des intermèdes chantés où Hortense Schneider faisait applaudir sa jolie voix. Le spectacle commençait à 7 heures et demie et même à 6 heures et demie. On allait au paradis pour 50 centimes, au parterre pour 20 sous. Bien qu'il n'y eût que très peu d'entrées de faveur, la moyenne des recettes oscilla entre 415 fr. et 302 fr 57 par représentation, mais les cachets d'artistes étaient en proportion. La belle Hortense, qui

(1) ERRATA (Vers latins. — *Revue*, Janv.-Février 1921).

Au lieu de *arbori*, lire *arboris*.

Au lieu de *reter rima*, lire *teterrima*.

d'Agen, fut engagée aux Bouffes Parisiens par Offenbach, avait alors de 50 à 150 francs par mois suivant les recettes.

La séance a pris fin sur une communication de M. J. Torthé qui montra à la Société un curieux volume du commencement du XVIII^e siècle sur la tauromachie avec des gravures coloriées à la main.

MM. Bitaubé et de Lacvivier président successivement la séance de mars. La Société, après avoir félicité l'un de ses membres, le docteur de Nazaris, nommé chevalier de la Légion d'honneur, a élu membre résidant M^{lle} Garreau, lauréate de l'Académie française, auteur de *l'Etat social de la France au temps des Croisades* et du *Maçon de Notre-Dame de Chartres*.

M. Charles Bastard, ingénieur des T. P., à Mézin, a conté ensuite comment fut fondée en 1213 la chapelle du château de Fousserie (aujourd'hui annexe de Lannes), par le seigneur Hugues, grièvement blessé au siège de Muret. A l'aide des archives du château de Parron, il a fait en outre le récit des obsèques solennelles, en 1579, de Julienne d'Esparbès de Lussan, veuve de Bernard de Barran. Il fournit de curieux détails sur les honoraires des médecins et pharmaciens qui soignèrent la malade; sur les distributions de pain, de vin, de drap, de poisson et de fromages frais qui furent effectuées, sur les frais de décoration de l'église de Plavis où furent envoyés les ornements et tentures de la cathédrale de Condom.

Le commandant Cottes, mort en Afrique en 1913, après avoir fait partie de la mission Moll chargée de délimiter le Cameroun franco-allemand, est un Agenais qui fait honneur à notre cité. M. Jean Torthé évoque ses magnifiques états de service aux colonies, à l'occasion d'une *Pieta* sculptée par Denys Puech sur le tombeau du commandant au cimetière de Vaugirard. De l'officier de la génération actuelle passant au grand capitaine qu'était Monluc, M. Torthé rappelle l'article qu'à propos de la statue offerte par la comtesse de Raymond M. de Montesquiou vient de publier dans le *Figaro* et que la presse régionale a diversement commenté.

En ouvrant la séance d'avril, M. Bitaubé, président, salue l'entrée dans la société de M^{lle} Garreau, lauréate de l'Académie française, récemment élue membre résidant, et fait part d'une déclaration orale de M. J. Cels, répondant à une demande écrite de la Compagnie. M. le Maire d'Agen annonce qu'il réunira la commission du Musée dès que sera terminé le récolement des collections de cet établissement commencé au mois de novembre dernier.

L'assemblée procède ensuite à l'élection comme membre non

résidant de M. Guillaumon, professeur d'histoire au Lycée de Rodez, et comme membres correspondants de MM. Daurée de Prades, Maurin, auteur de l'*Histoire de Meilhan*, directeur d'école publique à Villeneuve, et Cornélis de Witt, auteur d'« *En pensant au pays.* »

Elle vote cent francs pour le monument aux morts d'Agen, tout en regrettant que M. le Maire l'ait oubliée en organisant le comité.

Le commandant Labouche salue la mémoire d'un jeune norman lot-et-garonnais Maurice Bouignol, tombé à l'âge de 27 ans, sur le front, comme capitaine, avec 4 citations à l'armée. Auteur des *Glaives* et *Médailles*, Maurice Bouignol était lauréat des Jeux Floraux de Toulouse. Pour ses poèmes héroïques composés au front, en pleine bataille, et réunis sous le titre de *Sans Gestes*, il fut couronné par l'Académie française. Il laisse, dit Maurice Barres, un nom à écrire après ceux de Péguy et de Psichari.

Toujours très documenté, M. Labouche expose ensuite la situation misérable des volontaires lot-et-garonnais à l'armée des Pyrénées occidentales (1793-1795). Nos pères y donnèrent de beaux exemples de patriotisme, d'abnégation et de résistance dans les ambulances et les hôpitaux dénués de personnel et de matériel, tant au front qu'à l'arrière.

La mort de Jean-Paul Laurens met en deuil l'art français. M. Jean Torthé, en quelques paroles émues, montre ce que fut ce maître, l'un des plus grands peintres d'histoire que le monde ait connus.

La communication de M. Tholin sur quelques *institutions notables du pays d'Agenais* est une synthèse des études d'histoire médiévale de cet érudit qui, durant 36 ans, fut archiviste de Lot-et-Garonne. C'est en dire l'exceptionnel intérêt. M. Tholin montre que les idées généralement reçues et enseignées dans les manuels sur la formation de la féodalité, sur le pouvoir des rois et des seigneurs, sur les bourgeois, se heurtent souvent aux faits historiques les mieux établis, tels que nous les livrent les documents d'archives. Le pouvoir des rois en Agenais, par exemple, fut toujours très réduit. Pour former des seigneuries, qui paraissent exister dans le pays même à l'époque gallo-romaine, la force et la fortune suffisaient souvent. Elles permettaient de construire un château, de le fortifier et, après, d'accaparer les droits de justice et d'imposer des redevances. L'histoire du moyen-âge en Agenais est pleine de ces violences et de ces accaparements.

Avant de se séparer, la Société décide d'organiser une excursion aux Eyzies, ce splendide centre de préhistoire. L'excursion durera deux jours; elle est ouverte à tous les membres de la Société. Un communiqué en indiquera la date précise, le programme et le prix.

Archives départementales de Lot-et-Garonne. — Il faut signaler l'accroissement sans cesse constant des collections historiques de cet établissement. En 1920, M. le Premier Président de Forcrand et M. Martin, greffier en chef de la Cour, sur la demande de l'archiviste départemental, ont consenti à verser au dépôt du département les *archives judiciaires de la période révolutionnaire*, de 1790 à l'an VIII, que détenait le greffe de la Cour. On y trouvera quantité de renseignements sur les émeutes qui marquèrent en Lot-et-Garonne le début de la Révolution et les affaires civiles, correctionnelles ou criminelles qui furent jugées à cette époque.

Il manque à ces collections quelques dossiers du *tribunal révolutionnaire* qui fut institué le 27 brumaire an II par le conventionnel villeneuveois Paganel, à l'instar de celui de Paris. Cette juridiction, qui n'était, somme toute, que la transformation du tribunal criminel, ne fonctionna que peu de temps à partir du 11 décembre 1793, juste ce qu'il fallait pour envoyer quelques malheureux citoyens à l'échafaud, alors en permanence sur une place publique d'Agen. Que sont devenues les « procédures » de cette juridiction d'exception, que M. Douarche et d'autres érudits ont pu librement consulter ? On ne sait. Il importait que cette lacune fût signalée. C'est peut-être un moyen de la combler un jour.

Parmi les autres dons, on doit citer ceux de M^{lle} du Mas, d'Escassefort, qui a versé ses titres de famille du xvi^e siècle à 1840, intéressant la région marmandaise et les du Plantier, leurs parents, alliés ou co-contractants : Bayle de Fonpeyre, Deymier, Mimault, de Sacriste, de Bruet, de Galibert, de Dives, de Grillon, de Bazin, de Ricaud, de Combet, d'Auber de Peyrelongue, Coudroy de Lisle, de Brézets, de Séguin, de Lauzun, de la Force, etc...

M. Cabrit, ancien inspecteur de l'enregistrement, a donné un dossier sur le chapitre du Mas-d'Agenais et les religieuses de Saint-Dominique de cette commune (1728-1790); M. Magoulès, professeur à Lectoure, un petit obituaire de Saint-Etienne d'Agen, du milieu du xvi^e siècle.

Les 1316 ouvrages, livres ou plaquettes légués par M. Xavier de Lassalle, ont été classés ou catalogués; ils ont pris place dans une petite salle du rez-de-chaussée et dans sept corps de bibliothèque en chêne et hêtre avec colonnes torses. Un portrait dû au pinceau de notre compatriote Calbet rappelle le testateur.

Beaux-arts. — A l'occasion de la première session de 1921 du Conseil général de Lot-et-Garonne qui doit s'ouvrir le 2 mai, un jeune aiguillonnois, boursier du département à l'Ecole des Beaux-Arts de Paris, a exposé dans une salle de la Préfecture cinq toiles qui attestent un talent déjà vigoureux. M. Dastrac, ancien élève

du professeur Trinquet, d'Agen, est en loge pour le prix de Rome.

Musée d'Agen. — A la demande de M. le député-maire, M. le Ministre des Beaux-Arts a fait effectuer le dépôt au Musée d'une série de 36 petits vases ou assiettes de *Sèvres moderne* qui ne manquent pas d'intérêt, bien qu'il s'agisse de Sèvres commercialisés et que nous en possédions déjà près de deux cents, grâce aux interventions des hommes politiques lot-et-garonnais. Ce dépôt de l'Etat qui est loin de valoir, en qualité et en quantité, celui que M. Joseph Chaumié nous fit attribuer pendant son séjour rue de Grenelle, est exposé dans la salle Aunac, avec deux grands vases d'Auxerre, oiseaux, lyres, par Bieuville, pieds en bronze, d'une valeur marchande 13.800 francs, destinés au foyer du théâtre Ducourneau. A titre de renseignement, nous donnons ici la nomenclature des principales pièces ainsi déposées :

Un vase de Bourges, pivoines, par Lasserre, 4.300 francs; un vase de la Saône, par Bieuville, 2.500 francs; un vase de Nogent, boules de neige, par Bocquet, d'après Weinerberg, 1.175 francs; un vase de Nesle, pissenlit, par Gébleux, 1.200 francs; deux vases cylindriques ornementés par Bocquet, 640 francs. Pour terminer, mentionnons un petit buste de Dante, qui fait double emploi avec un précédent dépôt de la manufacture de Sèvres.

L'histoire locale à Puymirol. — Il convient de signaler, à titre d'exemple, l'heureuse et féconde initiative de M. Ernest Lafont, instituteur à Puymirol qui, pendant l'hiver de 1920-1921, a vivement intéressé les Puymirolais en leur contant l'histoire de leur vieille commune. Il leur a donné toute une série de conférences avec projections lumineuses sur l'archéologie, depuis l'époque pré-historique jusqu'à la période gallo-romaine; sur la fondation de la bastide; sur Puymirol, place de sûreté; sur les protestants aux XVII^e et XVIII^e siècles; sur le maire révolutionnaire Bianabe-La-Montagne; sur les avatars de Vallet, curé constitutionnel; sur les vieux monuments de la paroisse, notamment sur l'église et sur l'hôpital. C'est un véritable cours qu'a professé M. Ernest Lafont et qu'il a terminé par une monographie succincte de la commune dont il écrira l'histoire avant d'occuper un poste auquel lui donnent droit son zèle, sa valeur et ses études si consciencieuses. Peu d'instituteurs sont de taille à fournir un pareil effort. R. BONNAT.

Le coq de Marmande. — Le 14 mars dernier un violent orage éclatait sur Marmande. La foudre tomba sur le clocher et arracha la girouette surmontée d'un coq. *L'Express du Midi* du 21 mars écrivait à ce sujet les lignes suivantes. « Un coq historique. Le coq du clocher que la foudre arracha lundi dernier porte, buriné sur

le côté droit de la tête, la date 1648, qui fut sous Louis XIV, celle du traité de Westphalie; sur le côté gauche sont les deux initiales A. C.

« A gauche du panache caudal, on lit les initiales M. R. S. et les noms Dubussou, Deberri, Degrouillée, Sacriste, consuls, M. de Perret de Mongauzy, puis comme en marge la date de 1679, année qui, sous le règne précité, suivit celle du traité de Nimègue, qui marqua l'apogée de la gloire du roi soleil, et les noms Faget, Mima, Coudroi, consuls. La partie caudale de droite, porte la date relativement récente de 1882, avec les noms de Marboutin et Bacot, tous détails qui s'offrent à l'érudition monographique de la ville de Marmande. »

Ce coq a été réparé et remis en place et le même journal écrivait : « Le coq anémoscope, foudroyé le 14 mars dernier, est remonté, restauré, et flamboyant à ses 35 mètres d'altitude, au sommet du clocher. »

En plus des noms des notabilités du xvii^e siècle que déjà il commémorait, il transmettra, gravés sur les ailes, à des générations peut-être bien lointaines, ceux des notabilités actuelles de Marmande.

Au-dessous de lui, l'horloge, également réparée, scande de nouveau la marche du temps.

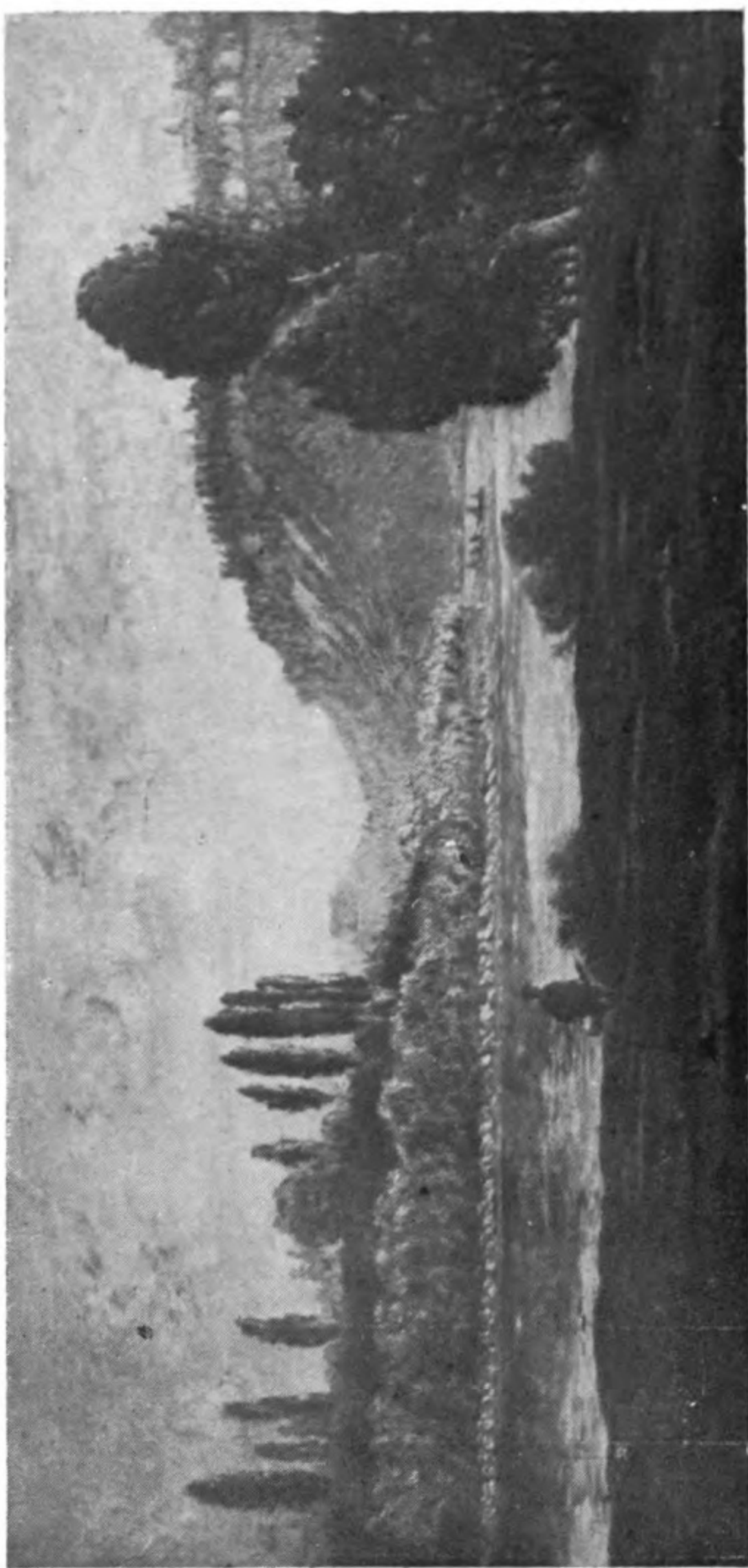
Beaucoup de personnes certainement ignorent la signification des coqs qui surmontent nos clochers. Un poème latin du Moyen Age nous en donne l'explication. Le coq, dit-il, est une admirable créature de Dieu. Celui que l'on pose au-dessus des églises est mobile et fait toujours face au vent. Le prêtre, dont il est le symbole, doit, comme lui, toujours tenir tête au démon, l'adversaire du troupeau qui lui est confié. Comme lui il doit être une sentinelle vigilante, prête à dénoncer l'ennemi et à le combattre sans peur.

Le coq du clocher symbolise aussi le prédicateur, dont la voix claire doit porter au loin la parole de Dieu et révéler aux humbles les mystères célestes.

Le poème en question date du xv^e siècle, il est charmant de naïveté et de fraîcheur.

L'usage de surmonter la croix des clochers d'un coq mobile est très ancien et un jour peut-être nous traiterons plus amplement cette question.

R. M.



Bords de la Garonne au mois de mai

Ce tableau, qui a figuré à la dernière exposition d'Agen, est de M. François Laulan, instituteur à Agen, à qui la *Revue Moderne Illustrée* consacre un intéressant entrefilet dans son numéro du 30 mars 1921 : « ... Depuis deux ans, membre de la Société des Artistes Indépendants, M. Laulan a envoyé au Salon dernier deux beaux paysages : *Collines fleuries*, des gorges agrestes de la Vézère, paysage d'un charme exquis où la nature s'est parée de ses grâces les plus enchanteresses et *l'Heure rose aux bords de la Garonne* où la gaieté du paysage se marie à la splendeur des rayons du soleil. »

BIBLIOGRAPHIE

DEUX POÈTES

Germaine Emmanuel-Delbousquet

Les vrais Gascons, aimant leur pays et leurs gloires locales, auront toujours un culte pour le parfait artiste que fut Emmanuel Delbousquet. Aussi, est-ce pour nous un plaisir et une joie littéraire que de signaler l'œuvre de sa fille, M^{lle} Germaine Emmanuel Delbousquet. Son premier livre, *l'Heure fuit*, avait attiré l'attention de la grande presse. Elle publie aujourd'hui (1) : *La Flûte de buis*, une délicieuse plaquette où se révèlent des qualités rares. Un amour de la nature qui fait parfois songer à notre grand Théophile de Viaud, une originalité savoureuse — dans la pensée — une naïveté charmante, dans l'expression, permettent de prédire à notre jeune compatriote une brillante carrière, si elle sait demeurer personnelle, et, si le temps et la vie ne se chargent pas, comme cela arrive trop souvent, d'étouffer ce talent naissant et prometteur. Amant passionné de notre Gascogne, j'ai apprécié particulièrement ce livre qui fleure le bon vieux terroir de chez nous. On y voit passer comme en un rêve, « les pins aux troncs blessés se dressant sur le ciel, que le soleil couchant tache de pourpre sombre », « la chambre aux murs blancs et passés à la chaux, dont le plafond de bois est garni de poutrelles, où pourrait s'accrocher le nid des hirondelles. » A chaque page on sent saisissant, impressionnant et charmeur, un amour sincère et profond de la terre natale, de la campagne, qui amène l'artiste à pousser ce cri, dont pour ma part j'apprécie fort le style et la pensée :

O comment aimes-tu le cœur triste des villes ?

Comme vous avez raison, et permettez-moi de vous donner un conseil, si la gloire vous sourit, ce que je souhaite, imitez votre Damon le sage :

Heureux celui qui loin de la ville fatale
Ensemence la glèbe et creuse le sillon.
Heureux celui qui vit des produits de sa terre
Et qui marche dans l'or pourpre de la lumière
Au chant strident de la cigale et du grillon.

et préférez toujours les cieux si bleus, les matins si purs, les couchers de soleil rutilants de votre Albret, aux grisailles mornes et

(1) *La Flûte de buis*. Messein, Paris, éditeur.

tristes des villes tentaculaires, où le cinéma détrône le théâtre et où le music-hall est le dernier mot de l'art.

Et dans un défilé charmant nous voyons passer, dans la partie du recueil intitulé *Bucoliques* : le réveil des bergers, avec leur outre en peau de bouc pleine d'un vin léger, l'été couronné de fruits mûrs et d'odorantes fleurs, la métairie qui est rose dans le soir, les beaux pigeons du soir ouvrant leurs ailes blanches, le laboureur, la laveuse qui frappe à coups joyeux, avec son lourd battoir, et, enfin *Miguette*, que je n'hésite pas à citer en entier, car il donnera une très juste idée de la personnalité de M^{lle} Germaine Emmanuel-Delbousquet.

MIGUETTE.

A ma grand'mère.

Miguette file auprès de la vieille Célotte,
Et la quenouille glisse et vire entre ses doigts.
La métairie, assise à l'ombre des grands bois,
Est dorée au soleil et domine la côte.
Des pins aux troncs blessés se dressent sur le ciel
Que le soleil couchant tache de pourpre sombre.
La flute d'un crapaud vient de vibrer dans l'ombre
Et, dans l'air chaud du soir flotte une odeur de miel.
Miguette a pris la cruche aux flancs de rouge argile,
La fontaine sanglotte au détour du chemin,
Et Miguette soutient sa cruche d'une main,
Pendant que l'eau remplit le vase au col fragile
La chanson ne rit plus aux lèvres de l'enfant
Qui rafraîchit ses bras dans l'eau de la fontaine.
Puis, écoute mourir, languissante et lointaine,
La voix des résiniers dans le soir étouffant.

LANDES, 1920.

Peut-on rêver un plus délicieux tableau de nos landes lot-et-garonnaises, si originales, si variées, si riches en couleurs, mélange délicieux des tristesses de la pignada landaise et des gaités exubérantes des plaines garonnaises. Le grand Delbousquet, trop tôt ravi à l'admiration des lettrés dans l'empyrée céleste, peut être fier de sa fille, elle est digne du grand artiste qui a écrit *l'Ecarteur* et *l'Ode à la Gascogne*.

JACQUES AMBLARD.

★★

Mademoiselle de Lanartic

Pour nous deux s'apparente à ces œuvres, chantant l'intimité douce et tendre d'un amour discret et sûr qui eurent un si gros succès, pendant la guerre, et dont *Toi et moi*, de Paul Géraudy, demeure le prototype. C'est un ardent poème d'un lyrisme passionné où abondent, chose rare dans ce genre, les idées neuves et les

expressions heureuses. M^{lle} de Lanartic est un poète lyrique avec tout ce que ce mot contient de qualités et de défauts : sincérité, d'une part, et longueur et répétition, d'autre part, mais l'inspiration est toujours heureuse et l'idée ingénieuse.

Une grande passion sincère et noble a, sans nul doute, inspiré l'auteur; une flamme ardente brûle dans ce livre d'une sincérité qui plaît et l'œuvre est divisée en 3 chapitres : *Dans les vallons en fleurs, les haltes saintes et dans la clarté.*

Le premier vers de quelques pièces donnera au lecteur une idée parfaite du livre. C'est d'abord :

Te retrouver ainsi dans ces sentiers de rêve.
Ces vers sont les baisers que tu m'aura donnés.
Ce soir l'heure est troublante et chère à ma pensée.
Mets tes mains dans mes mains et les doigts dans mes doigts.

Parmi ces poésies, j'aime beaucoup celle qui est intitulée : *Ne dis rien, le soir meurt*, c'est d'une intimité tendre, douce, raffinée qui me semble toucher à la perfection de la poésie intérieure.

C'est un nouveau progrès dans l'œuvre de Mademoiselle de Lanartic, qui occupe déjà une place enviée dans la pléiade des jeunes poètes de notre génération.

Jacques AMBLARD.

La Revue de France. — Notre collègue M. Marcel Prévost vient de fonder la *Revue de France*. Dès son premier numéro elle a obtenu un succès sans précédent. L'éclectisme qui préside au choix des articles a tout de suite retenu l'attention des lettrés. A côté du *Lac salé* le nouveau roman de Pierre Benoit et *Elise*, de René Boylesse, on savoure les délicieuses lettres à Théophile de Marcel Prévost, où se retrouvent les qualités maîtresses de son talent : style impeccable, netteté, précision, optimisme, idées neuves.

Enfin, la rubrique critique littéraire est tenue par Fernand Vandérem. Ses articles sont un véritable régal intellectuel, rien n'y manque : jugement sûr, style imaginé et ce qui ne gâte rien... de l'esprit... et du meilleur..., le tout uni à une prodigieuse connaissance de toutes les littératures.

Dans un des derniers numéros, a paru une œuvre posthume de notre compatriote Emmanuel Delbousquet, *l'Incendiaire*, c'est un pur chef-d'œuvre que ne pourront lire sans une émotion intense, ceux qui aiment notre lande gasconne, qu'adora ce romancier-poète digne de figurer parmi les plus grands. Nous souhaitons la bienvenue à notre grande sœur et la recommandons très chaleureusement à nos lecteurs.

Jacques AMBLARD.

Une Pieta

Notre collègue M. Boyer d'Agen a fait paraître sous ce titre une petite plaquette à tirage limité, à laquelle la récente nomination du sculpteur Denys Puech à la villa Médicis donne un regain d'actualité. En effet, cette plaquette contient trois illustrations qui nous montrent la maquette et deux aspects d'un groupe que le maître a sculpté pour le tombeau du commandant Cottes. Désireux d'en remercier l'artiste M. Boyer d'Agen écrivit les vers de cet opuscule si artistiquement illustré; en tête il plaça la dédicace suivante :

« A Denys Puech, pour le remercier d'une Piéta qu'il a sculptée
« au cimetière de Vaugirard, sur le tombeau de mon neveu le com-
« mandant Cottes, mort en Afrique, après avoir délimité le Came-
« roun franco-allemand, avec le colonel Moll, tombé sur le même
« continent de la France Noire ».

Ainsi, en ces quelques pages, trois noms méridionaux sont associés pour aider chacun dans leur sphère à la plus grande gloire de la petite comme de la grande patrie.

Je n'ai pas ici à vous vanter les mérites du sculpteur, notre voisin du Rouergue, le choix que ses collègues de l'Académie des Beaux-Arts ont fait de lui pour l'envoyer présider aux destinées de l'Académie de France à Rome suffit pour dire quel métier d'une puissante simplicité on trouve dans l'œuvre qui nous intéresse ici. Avec une sobriété de moyens et une sûreté de facture remarquables, cet artiste a tiré de la matière brute un morceau qui est digne de lui. Quant à notre collègue il m'en voudrait de lui prodiguer des louanges dans cette revue, fussent-elles comme en l'occurrence méritées, alors qu'il eut cette fois en vue seulement un hommage de piété touchante pour son glorieux neveu. Et c'est à ce dernier que j'en viens, car c'est pour lui qu'ont travaillé le ciseau de l'un et la plume de l'autre. Il n'en fallait pas moins pour faire un digne cortège à son épée.

Le commandant Cottes est une figure qui doit nous être chère car il est né à Agen. Notre compatriote fut un de ces hommes qui sont l'honneur des cités et dont l'antiquité eut gravé le nom dans le bronze ou le marbre des temples, parmi ceux des plus fiers héros.

Souhaitons en passant que notre ville, qui a si souvent débaptisé et rebaptisé nos voies, trouve une place ou une rue pour y inscrire le nom de ce vaillant.

Quelle fut sa vie ? Quelle fut son œuvre ? Je ne vous en dirai pas autre chose que l'inscription gravée sur sa tombe et qui les résume. Son laconisme tout militaire est bien fait pour la figure de cet offi-

cier et la pare d'une austérité qui ne messied pas à la gloire. Tout commentaire l'affaiblirait peut-être. Elle porte :

ANTONY COTTES
CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE COLONIALE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
DRAGON DE L'ANNAM
MÉDAILLE COLONIALE
TONKIN, SÉNÉGAL ET SOUDAN-CONGO
AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, SAHARA, GUINÉE FRANÇAISE
MÉDAILLE DE LA SOCIÉTÉ DE TOPOGRAPHIE
MÉDAILLE DE LA SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE
MÉDAILLE DE LA GÉOGRAPHIE COLONIALE
NÉ A AGEN LE 10 DÉCEMBRE 1871
DÉCÉDÉ A BAMAKO (HAUT-SÉNÉGAL ET NIGER), LE 29 JUILLET 1913.

La ville d'Agen peut être fière de faire naître de tels fils qui payent de leur vie le suprême honneur d'ajouter une page de gloire au livre d'or de la France triomphante et colonisatrice.

Notre société académique agenaise en accueillant avec gratitude l'hommage de cette plaquette que lui fait tenir notre ami, salue avec une respectueuse émotion et avec fierté la mémoire du commandant Cottés mort au champ d'honneur.

Jean TORTHE.

Charles de France, frère de Louis XI, par Henri STEIN, conservateur aux Archives Nationales, Paris, Auguste Picard, éditeur, 1921., in-8° de 871 pp. Prix : 50 francs.

Le grand personnage que fut Charles de France méritait d'être l'objet d'une étude sérieuse. Sa biographie définitive vient d'être écrite par M. H. Stein. Elle touche, par bien des côtés, à l'histoire générale du pays. Dans un temps de violentes oppositions et de révoltes, le frère du plus politique de nos rois, loin d'être son auxiliaire, figura trop souvent au premier rang des sujets rebelles : il fut, notamment, le chef le plus en vue de la guerre folle du Bien Public.

L'ouvrage de M. Stein jette une vive lumière sur les troubles qui agitèrent la France pendant une grande partie du règne de Louis XI. On le lira tout entier avec le plus grand profit; toutefois ce petit compte rendu destiné à notre Revue ne portera pas sur l'ensemble du livre : il sera limité à l'analyse des chapitres qui se rapportent au gouvernement de la Guyenne.

C'est à la fin du mois d'avril 1469 que Louis XI donna cette province en apanage à Charles de France. La défiance qui subsistait entre les deux frères fit prendre, de part et d'autre, toutes sortes de garanties. Le roi voulait un appui dans la région du sud-ouest,

tandis qu'il redoutait encore des démêlés de la part du duc de Bourgogne, du comte d'Armagnac, des sires d'Albret.

Après de singulières hésitations, qui s'étendirent jusqu'à un projet de fuite en Angleterre, Charles de France délégua Odet Daydie pour prendre possession de la Guyenne.

La guerre de Cent ans n'avait pris fin que seize ans auparavant et une partie de la province était toujours à l'état de ruines. Les régions « de Condom... de Marmande, de Sainte-Foy-la-Grande » sont dépeuplées; les terres y sont incultes, » (P. 47). Les usurpations sur le domaine royal sont nombreuses.

Pour remédier à tant de maux, il importait d'en connaître l'étendue. Dans des circonstances non moins critiques, depuis plus d'un siècle et demi, on avait eu recours aux grands remèdes. En 1311, le roi d'Angleterre avait créé une commission chargée de constater les usurpations; en 1362, une Cour des Grands Jours avait été constituée pour le même motif (1).

Charles de France décida qu'une Cour pareille siégerait à Bordeaux.

De plus, le 7 octobre 1469, une Commission officielle, composée de trois membres, fut aussi chargée de restaurer le domaine royal.

Cette Commission siégea d'abord à Lectoure et décida que ses enquêtes s'étendraient à Larroumieu et Condom, au sud, à Villereal, au nord, à Tournon, à l'est, à Marmande, à l'ouest, c'est-à-dire sur tout le territoire qui compose actuellement le département de Lot-et-Garonne. Malheureusement, dès le début de l'année 1470, les commissaires subrogèrent à leurs droits Jean de Montravel, écuyer, receveur ordinaire de la sénéchaussée d'Agenais; de cette substitution d'un seul devaient résulter une diminution d'autorité et plus de lenteurs dans les procédures.

L'enquête ne fut guère effective au-delà de trois lieues de Marmande, dans tous les sens. Le commissaire se heurta à de nombreux obstacles que lui opposèrent des barons inculpés : « Jean « Ferrand, seigneur de Mauvezin et d'Escassefort; Jamet de Lan- « derrouat; Arnaud-Guilhem de Vignolles, capitaine de Meilhan; le « cadet d'Albret, seigneur de Sainte-Bazeille; les seigneurs de Vi- « razeil et de Caumont-sur-Garonne. Tous et principalement Fer- « rand, ne se gênaient nullement pour rançonner les habitants à « leur profit, s'approprier les bestiaux, ravager les vignes... » (p. 284).

Les résultats mal définis et sans doute peu considérables de cette mission furent loin de répondre aux espérances que les Agenais avaient pu concevoir.

(1) Voir à ce sujet une note de M. Stein (p. 280). J'ai publié des notes sur les sources de l'enquête de 1311, dans *Ville libre et Barons*, p. 166.

La Cour des Grands Jours eut aussi à faire une enquête au sujet de droits temporels et de prérogatives des évêques d'Agen, dont ils avaient été dépouillés par le sénéchal.

A signaler une transaction, consentie par le duc de Guyenne et Charles II d'Albret, « relative aux péages de la Garonne situés à « Gironde, à Meilhan, à Sainte-Bazeille, au Mas d'Agenais, à Tail-
« lebourg, à Monheurt et autres lieux ». (p. 305).

M. Stein a rappelé, avec non moins de raison, une autre transaction qui fait honneur au duc de Guyenne, celle qui mit fin aux luttes et aux procès entre la ville d'Agen et Charles de Montpezat au sujet des limites de la seigneurie de Madaillan.

Charles de France mourut à Bordeaux le 24 mai 1472. Il avait parcouru, en seigneur plutôt bienveillant, une partie de son domaine de Guyenne. Il ne semble pas qu'il se soit arrêté quelque peu à Agen, qu'il a dû cependant traverser.

« Les archives mêmes de l'administration de la Guyenne sous « Charles de France ont complètement disparu », nous dit M. Stein, et ceci cause évidemment de grandes lacunes dont l'importance ne peut être évaluée. Du moins, l'historiographe de Charles de Guyenne a utilisé toutes les sources en fait de documents et d'imprimés, à tel point que, pour ce qui concerne l'Agenais, je n'aurais pas eu à lui proposer la moindre addition.

Terminons par un emprunt à la notice sur *l'Iconographie de Charles de France* (p. 499), qui a pour nous un intérêt particulier.

M. Stein a publié, dans un autre ouvrage, un portrait dû au célèbre Jean Foucquet. Il avait aussi « appelé l'attention sur une minia-
« ture conservée aux archives municipales d'Agen (AA. 14). La
« chancellerie de Charles de France, envoyant aux habitants de
« cette ville les privilèges dont ils avaient sollicité le renouvelle-
« ment, chargea quelque artiste, probablement bordelais, de le re-
« présenter lui-même sur le parchemin : ainsi la première lettre de
« la charte, la grande initiale K du mot *Karolus*, a été utilisée pour
« offrir aux « manans et fidèles habitans » la représentation de
« Robert de Balsac, sénéchal, aux pieds du duc qui est assis sur
« un trône et reçoit des mains de ce personnage les « Registrata »
« scellés. C'est là une scène d'un goût sobre et naturel, qui rap-
« pelle les nombreuses miniatures de manuscrits où l'on voit l'au-
« teur ou traducteur offrir son ouvrage à un prince ami des livres,
« à un Mécène, à un patron. Mais faut-il se croire autorisé à recon-
« naître là un portrait véridique des personnages ? Charles de
« France est assis, imberbe, coiffé du chaperon, vêtu d'un grand
« manteau rouge rehaussé au col d'or et de pierreries. La charte
« est datée de 1471 et a dû être délivrée aux Agenais sans tarder.
« Toutefois, au lieu du jeune homme joufflu que Jean Foucquet

« nous a montré dans les statuts de l'Ordre de Saint-Michel, nous
« pensons nous trouver ici en présence d'un homme à l'aspect dur,
« à la figure émaciée, aux traits tirés, ayant vieilli vite sous l'in-
« fluence de la maladie qui l'a longtemps miné et l'a tué l'année
« suivante. Cette sensible différence dans les deux représentations
« pourrait paraître en faveur de l'exactitude avec laquelle l'artiste
« aurait peint son modèle : je n'oserais toutefois soutenir cette
« théorie, qui rencontrerait trop de contradicteurs. Admettons plu-
« tôt que la divergence constatée entre la physionomie des deux
« portraits est due en grande partie à l'inégalité du talent chez les
« exécutants. D'une part, c'est un maître de premier ordre, auteur
« de chefs-d'œuvre incontestés; de l'autre, un simple miniaturiste
« de profession (1). Ce dernier, en admettant qu'il ait cherché à
« atteindre une ressemblance problématique, n'a pu réussir,
« comme Foucquet, à accentuer le caractère individuel du person-
« nage qu'il a mis en scène » (2).

G. THOLIN.

(1) « Au-dessous du trône sur lequel le duc est assis, une banderole do-
« rée porte en lettres capitales deux mots que nous croyons pouvoir lire
« IOHA GUILHET. Faut-il y voir le nom de l'artiste à qui l'un des officiers
« du duc de Guyenne aurait confié le soin d'exécuter cette miniature ? »

(2) Le portrait de Charles de France, si bien décrit, est resté inédit. C'est
une curiosité en même temps qu'une œuvre d'art. Ne pourrait-on pas le
publier dans la *Revue*, dont il remplirait toute une page ?

Une autre miniature, qui mériterait aussi cet honneur, se trouve dans la
liasse AA. 10. Elle est datée de 1370. Elle représente, ainsi que l'indique
une inscription placée au-dessus, le duc d'Anjou présentant au roi Char-
les V les consuls d'Agen Pierre Gautier de Talive et Jean de Lannes.

Photographie Balistai

La Maison exécute tous
TRAVAUX D'AMATEURS



DÉVELOPPEMENTS - PLAQUES ET PELLICULES
TIRAGES TOUS PAPIERS



Plaques, Produits, Appareils

Toutes fournitures KODAK

HORLOGERIE

BIJOUTERIE

J. B. CAPDUPUY

OBJETS D'ART

ORFÈVRERIE

65, Boulevard de la République (En face le Crédit Lyonnais)
:: :: 4, Rue Lafayette, 6, Rue Jacquard - **AGEN** :: ::

ACHAT D'OR ET D'ARGENT ET PIERRES FINES

AU LOUVRE D'AGEN

MAISON
E. ARNAUD

Maison spéciale de Tissus H^{te} Nouveauté

RAYON DE CONFECTIONS POUR DAMES

Modèles exclusifs créés par la Maison

ÉPICERIE FINE * PRODUITS DE LUXE

L. CASABONNE

25, Rue Cornières et Boulevard de la République - **AGEN**
TÉLÉPHONE 0.20

MÉCANOGRAPHIE

103, Boulevard Carnot — **AGEN**
Téléphone 2-55

Underwood, Remington, Monarch, Royal

DERNIERS MODÈLES - *neuves* - LIVRABLES IMMÉDIATEMENT

RÉPARATIONS, RECONSTRUCTION et LOCATION de toutes Machines à écrire

Merveilleuse
Essence
à détacher

NETTOLINE

La seule qui
nettoie en
parfumant

La NETTOLINE G. T. C. est le véritable trésor du vestiaire

En vente chez tous les Pharmaciens, Droguistes, Parfumeurs et Merciers

Dépôt Général : **DROGUERIE CENTRALE DU SUD-OUEST, Maison G. Thomas - AGEN**

PHARMACIE DU PROGRÈS

MAISON SPÉCIALE
DE VIN DE QUINQUINA

MAZET PÈRE & FILS

Boulevard de la République et rue Voltaire, AGEN

BANQUE Ch. GUILHOT

AGEN

Agences à CONDOM, TONNEINS et NÉRAC

Bureau à FUMEL

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE & DE BOURSE

LOCATION DE COFFRES - FORTS

CONSTRUCTIONS A FORFAIT ——— Payables en 10, 15, 20 ou 30 ans ———
Maison de Rapport, Hôtels, Villas, Usines, Restaurations, Forfaits

Commerçants, Industriels, Négociants, Agriculteurs, Ouvriers, Employés, etc.,
peuvent accéder à la propriété par l'économie **Le Loyer Acquéreur**
des loyers et la diminution des frais généraux avec

S'adresser **L. Vivarès** ——— Architecte, 5, rue Maillé, AGEN ———
— à — Directeur départemental pour le Lot-et-Garonne et le Gers

“LA RUCHE MÉRIDIONALE”

Ses Produits

Sont Supérieurs

à Tous

RELIURE ET CARTONNAGES

Maison de confiance fondée en 1810

ANCIENNE MAISON LASSALLE

J.-F. RUFFE, Succ^{seur}

Relieur-Doreur

37, Rue Richard-Cœur-de-Lion, AGEN

FABRIQUE DE REGISTRES — ENCADREMENTS

HOTEL CENTRAL MODERNE



Rue Lafayette



Léon Laventure

PROPRIÉTAIRE

Sportmen!... équipez-vous à Agen

chez COURT Boulevard
Carnot

TOUT POUR TOUS SPORTS

Foot-ball, Tennis, Athlétisme, Natation, Boxe, etc...

REMISE AUX SOCIÉTÉS

Pour tout ce qui concerne la publicité s'adresser à

M. Jacques AMBLARD, Avocat, 1, rue Floirac. — AGEN

LIBRAIRIE ANCIENNE ET MODERNE

Félix FERRAN

14, 16, 18, Rue Richard-Cœur-de-Lion — AGEN

- Belèze.** — Dict^{re} universel de la vie pratique à la ville et à la campagne. Paris, Hachette, 1859. In-4° reliure éditeur 1/2 chag. noir, pl. toile... 30
- Boutin et Delvaux.** — Les Murailles révolutionnaires de 1848 ; 17^e édit. augmentée d'un grand nombre de pièces et de portraits avec reproduction d'affiches coloriées. Paris et les départements, 2 vol. in-4° reliés en un seul, cartonnage éditeur... 20
- Estienne** (Robert). — Dictionarium seu latinæ linguæ Thesaurus. Parisiis, ex officina Roberti Stephani, 1531 ; 1 fort vol. in-4°, reliure ancienne bon état... 25
- Florimond de Roemond.** — L'Anti-Christ et l'Anti-Papesse. 2^me édition revue par l'auteur. Paris, Abel l'Angellier, 1599 ; 1 vol. in-4°, reliure velin à recouvrement de l'époque... 30
- A. Francklin.** — Les grandes scènes historiques du xvi^e siècle ; reproduction fac-simile du recueil de Tortel et Perrissin. Paris, Fischbacher, 1886 ; 1 vol. in-folio, illustré de 43 curieuses reproductions de gravures anciennes, montées sur onglets, reliure éditeur, publié à 160 francs et épuisé... 50
- Les gloires de la France.** — Choix des plus beaux tableaux du Musée de Versailles peints par les maîtres de l'Ecole française et reproduits sur acier par nos premiers graveurs. Paris, Rigaud, 1868 ; 1 vol. in-folio de 100 planches hors texte, relié demi-chagrin rouge, plats toile, tranches dorées... 50
- Gubernatis** (de). — Dict^{re} international des écrivains du jour. Florence, Niccolai, 1891 ; 3 vol. in-8° reliés... 18
- Lauzun** (Ph.) — Châteaux gascons de la fin du xiii^e siècle. Auch, 1897 ; 1 fort vol. in-8° avec reproductions photographiques, broché neuf (épuisé)... 15
- id. Itinéraire raisonné de Marguerite de Valois en Gascogne, d'après ses livres de compte (1578-1586). Paris, Picard, 1902 ; 1 vol. in-8° illustré de nombreuses reproductions, broché neuf (épuisé)... 15
- Musset** (Paul de). — Voyage pittoresque en Italie avec nombreuses illustrations en noir et en couleur de Rouargue frères. Paris, Morizot ; 2 vol. gd. in-8°, reliure éditeur chagrin vert, tranches dorées (épuisé)... 50
- Picard** (Bernard). — Cérémonies et coutumes religieuses de tous les peuples du monde, représentées par des figures dessinées et gravées par Bernard Picard. Nouvelle édition complète de toutes les figures comprises dans la première. Amsterdam et Paris, Laporte, 1783 ; 4 vol. in-folio, reliure ancienne... 100
- Scaliger** (Julii-Cæsaris). — Poetices, libri septem. Apud A. Vincentium, 1561 ; in-folio, reliure ancienne, veau plein, édition originale... 40

Livres neufs et d'Occasion

Achat de Bibliothèques au comptant

N° 3

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

48^e Année. — Mai-Juin 1921.



AGEN

IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

—
1921

Toute reproduction même partielle de la *Revue* est rigoureusement interdite.

SOMMAIRE

I. — R. BONNAT. — Hortense Schneider et le théâtre d'Agen au début du second Empire.....	145
II. — PHILIPPE LAUZUN. — Le château de Duras (<i>suite</i>) ..	162
III. — A. POUMAT. — La Justice consulaire à Agen au XVIII ^e siècle. Les agents de la police consulaire.	174
IV. — YVONNE DOMENGIE. — Liste des bastides de l'Agenais	183
V. — JAUDOUNENC. — La lune brutale (sonnet).....	198
VI. — <i>Chronique</i> : Le Jasmin d'argent (R. B.). — Jeux floraux de Toulouse. — Beaux-Arts. — Musée d'Agen (R. B.). — Monuments historiques (R. MARBOUTIN). — Excursion aux Eyzies et à Cadouin (R. B.). — Société académique d'Agen (R. B.). — La mort de Jean-Paul Laurens (J. TORTHE).....	199
VII. — <i>Bibliographie</i> : Les noms de lieu de la France, leur origine, leur signification, leurs transformations, d'Auguste Longnon (G. THOLIN).....	204

PLANCHE

HORTENSE SCHNEIDER, en costume de voyage, d'après une photographie du temps.

Pour paraître prochainement :

Les obsèques de Julienne d'Esparbès de Lussan en 1569, par *Ch. Bastard*. — L'évêque constitutionnel Constant, par le chanoine *Durenques*.

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Prix du fascicule : 2 fr. 25

PRIX DES TIRAGES A PART

A 50 exemplaires..... 32 francs la feuille

A 100 exemplaires..... 42 francs la feuille

La couverture comptant pour un quart de feuille. Brochage en plus.

Pour tout ce qui concerne la rédaction, l'administration et le service des abonnements de la Revue, s'adresser directement à M. BONNAT. AUX ARCHIVES DÉPARTEMENTALES, AGEN, et pour la publicité à M. JACQUES AMBLARD, AVOCAT, RUE FLOIRAC, AGEN.

Il est rendu compte dans la *Revue* de tout ouvrage dont il aura été adressé deux exemplaires à la direction de la *Revue*.

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la Revue



HORTENSE SCHNEIDER

en costume de voyage

(d'après une photographie du temps)



EUGÉNIE SCHNEIDER

en costume de voyage

(d'après une photographie du temps)

HORTENSE SCHNEIDER

ET LE THÉÂTRE D'AGEN AU DÉBUT DU SECOND EMPIRE

Il est des gens pour qui la mort est une résurrection; Hortense Schneider est de celles-là. En dehors de l'association artistique qui hérite d'elle et dont elle ne cessa jamais de s'occuper (1), qui la croyait encore de ce monde en 1920, même parmi les survivants de sa génération, et dans le gros public, amateur passionné de spectacles, qui se souvenait de la créatrice de l'opérette-bouffe en France, de l'interprète inégalée de l'œuvre d'Offenbach et de cette reine de Paris sous le second Empire, comme artiste et comme femme ?

Sa mort, survenue le 6 mai 1920, a soulevé le voile d'oubli tissé sur elle par le temps. La presse quotidienne lui a consacré quelques faire-part discrets ou d'élogieux entrefilets. Des périodiques comme *Femina*, la *Revue de Paris*, le *Larrousse mensuel illustré* (2) ont plus longuement rappelé les triomphes, le talent, le charme original de la grande diva que fêtèrent à l'envi Paris, Londres, Dublin, Bade, l'Égypte et Saint-Pétersbourg; que le peuple acclama et chez qui défilèrent tant de hauts personnages, princes, empereurs ou rois, qu'elle y gagna, avec une grosse fortune, un surnom très expressif, où elle eut le bon esprit de ne trouver que la rançon de ses succès (3).

Tous ont mentionné son passage dans Agen où elle aurait débuté. Plus longuement, en deux pages de la *Revue de Paris*, M. Louis Schneider — un simple homonyme — a raconté le

(1) L'Orphelinat des Arts.

(2) *Femina* de novembre 1919. La *Revue de Paris*, du 15 juin 1920. Ces deux articles sont de M. Louis Schneider. Le *Larrousse mensuel illustré*, où il y a quelques erreurs, est du mois d'août 1920; l'article a été écrit par M. Léon Channe. A citer également un intéressant entrefilet de M. Paul Berthelot paru au moment de la mort d'Hortense dans *La Petite Gironde*.

(3) Depuis, le surnom a servi à d'autres mondaines.

séjour de deux années qu'elle fit dans notre ville, d'après les souvenirs plus ou moins fidèles évoqués par l'actrice au déclin de sa vie (1).

Il nous a paru intéressant de compléter son récit à l'aide des documents et des journaux de l'époque conservés aux Archives départementales de Lot-et-Garonne (2). On verra l'excellente impression qu'elle ne cessa de produire, non pas comme comédienne, mais comme *chanteuse*, sur un public très difficile et aussi quelle rude école pour la formation artistique était un théâtre de province au début du second Empire.

I

Hortense Schneider avait 21 ans quand elle parut à Agen. Née cinq années plus tôt que ne l'indiquent galamment le *Larousse mensuel* et l'*Encyclopédie* Berthelot, plus âgée même que ne la font les dictionnaires soi-disant contemporains, comme le Vapereau, elle avait vu le jour le 30 avril 1833, place Dauphine, à Bordeaux, où son père, ancien tailleur strasbourgeois d'un régiment de pontonniers, faisait appel — nom oblige — à la clientèle civile (3). Tout enfant, elle avait témoigné d'un goût très vif à monter sur les planches. La table de travail de son père lui servait; elle y mimait et dansait. A la pension Solée, rue Condillac, près du Théâtre Français, elle écoutait, fillette, les comédiens parler de leurs succès. Pour échauffer sa vocation naissante, elle avait eu la bonne fortune de trouver un vieil artiste, Schaffner, qui, tout en la faisant figurer sur la scène de l'*Athénée*, lui avait appris le chant, l'art de la diction, quelques rôles d'opéras et les couplets de quan-

(1) *Revue de Paris*, 15 juin 1920, pp. 797-99.

(2) Les journaux que nous citons sont le *Papillon* et le *Chat*, dont l'existence fut assez éphémère, et le *Journal de Lot-et-Garonne* qui, fondé en 1790, est mort seulement avec M. Xavier de Lassalle, son dernier directeur, en 1917. Le *Papillon* surtout abonde en renseignements théâtraux.

Quant aux documents d'archives, ils sont tous extraits de la série T, sous série des théâtres. On y trouve quantité de détails curieux pour cette époque, où la scène était rigoureusement surveillée.

(3) On sait qu'en allemand *schneider* signifie *tailleur*.

tités de vaudevilles entremêlés de fonflons, si fort à la mode autrefois.

Ainsi dressée et armée pour la carrière qu'elle rêvait, dans toute la fraîcheur éclatante de ses vingt ans de blonde, d'esprit vif et primesautier, elle devait plaire, et elle plut au *directeur privilégié* des théâtres d'Agen et de Villeneuve qui, au commencement de l'année 1853, recrutait une petite troupe pour la saison nouvelle. Sur la recommandation de Schaffner et de M^{me} Solée, il engagea M^{lle} Hortense, comme on disait alors, et d'autant plus facilement qu'il avait lui-même donné quelques représentations à l'Athénée, après avoir abandonné le barreau pour les planches (1).

C'était une figure originale que ce directeur du nom de Delmas. D'excellente famille, parent d'évêque, affirmait-on, ayant quelques revenus, il avait plaidé à Paris avant qu'une vocation irrésistible, encouragée par M^{lle} Mars, en eût fait un transfuge du Palais. L'histoire théâtrale a connu de ces vocations et de ses reniements. Il n'est point toujours donné aux artistes de marier leurs goûts et les nécessités de la vie, comme ce Barret du xvm^e siècle, Beaumesnil qui menait sa troupe de comédiens à travers la France et dessinait splendidement les vestiges archéologiques qu'il rencontrait sur son chemin (2).

Delmas, ancien acteur du Gymnase, occupait les théâtres d'Agen et de Villeneuve depuis 1851. Comme tous les directeurs de troupes sédentaires ou ambulantes il avait été nommé par le Ministre de l'Intérieur, sur présentation du maire et après avis du préfet. L'emploi n'avait rien de tentant. Depuis 1830, neuf directeurs à privilège l'avaient tenu; les uns avaient vivoté, d'autres avaient mangé leur bien; l'un avait fait faillite; l'autre avait déménagé à la cloche de bois, sans laisser d'adresse. Très humainement Delmas crut réussir où ses prédécesseurs avaient échoué. Depuis deux ans qu'il

(1) Voir surtout l'intéressant article de Paul Berthelot dans la *Petite Gironde*.

(2) C'est une figure curieuse que ce Beaumesnil qui vint à Agen avec sa troupe au xvm^e siècle et qui en dessina les *antiquités* comme il le fit en nombre de villes. Correspondant de l'Institut, pensionné par lui, il a laissé de très intéressants cartons. Je lui consacrerai un article à part.

était en place, il n'avait obtenu que des « résultats négatifs », malgré des efforts considérables que soulignent les rapports réglementaires du Maire au Préfet et du Préfet au Ministre (1). N'avait-il pas joué, en 6 mois de l'année 1852, 2 tragédies, 21 drames, 14 comédies, 38 vaudevilles, en tout 75 pièces nouvelles ! (2).

A ce genre de spectacle improductif, Delmas, maintenu directeur le 13 février 1853 (3), avait résolu de joindre l'opéra, que la ville devait doter d'une subvention de 1.000 francs, et de modifier en conséquence la composition de sa troupe. Hortense Schneider était une de ses nouvelles recrues.

Il l'engagea non pas comme *Dugazon-Corset*, vocable que retient la Presse et qui chiffonne si fort M. Louis Schneider, mais comme 2^e et 3^e dugazon, un tout petit emploi, on le voit, dans une troupe de 24 artistes où l'on comptait 8 femmes, un premier rôle, une dugazon-mère, une duègne et une 1^{re} dugazon ! Sur le tableau de la troupe, envoyé au Ministre de l'Intérieur, elle figure ainsi, avec le nom sous lequel elle fera ses premières armes : « M^{lle} Hortense, née à Bordeaux le 15 mai (sic) 1833 ». C'était la plus jeune des artistes; c'était aussi l'une des moins rétribuées : 50 francs garantis par le directeur et 100 francs au *prorata*, de 50 à 150 francs par mois suivant les recettes (4). Mais on vivait alors à bon marché et Hortense était débrouillarde : ces cachets modiques ne l'empêchèrent pas de se produire en des toilettes qui en avaient beaucoup et qui firent vite sensation.

Ses camarades n'étaient guère mieux traités. Les premiers rôles ne touchaient que 250 francs par mois, hommes ou femmes. Le souffleur, qui tenait un emploi écrasant — nous le verrons plus loin — coûtait seulement 50 francs (5).

Si leurs mensualités étaient maigres, l'effort qu'on exigeait d'eux était considérable. Qu'on en juge : le répertoire que Delmas présenta, le 8 mars 1853, à l'agrément du Ministre et dans

(1) Archives de Lot-et-Garonne, série T : *Théâtres*.

(2) Voir le *Papillon* du 20 mars 1853.

(3) Archives de Lot-et-Garonne, série T.

(4) *Idem*.

(5) *Idem* et *Papillon* des 13 novembre 1853 et 15 juillet 1855.

lequel il devait puiser le programme de ses spectacles ne comprenait pas moins de 69 opéras ou opéras-comiques, 95 drames ou comédies dramatiques et 137 vaudevilles, à peu près toute la production lyrique et littéraire de l'époque. C'était l'usage alors. Un directeur avait la cote d'amour quand il impressionnait par de pareils états les autorités constituées et Delmas, au surplus homme aimable et bien élevé, l'eut au point que M. le préfet Ducos réclama pour lui une subvention ministérielle (1).

Dans ce fatras énorme d'où M. Menne, maire d'Agen, fit retrancher deux opéras, la fameuse *Muette de Portici* et *Mazaniello*, et un drame *Gaspard le Pêcheur*, comme évocateurs d'insurrections victorieuses, Delmas faisait son choix au petit bonheur et, à la hâte, les malheureux artistes, en face d'un programme sans cesse renouvelé, devaient bourrer leur mémoire de rôles, vite oubliés, qu'ils apprenaient à l'auberge, dans leurs chambres et sur les bords de la Garonne ou du canal où les Agenais inquiets les rencontraient gesticulant et criant.

La troupe où figurait M^{lle} Hortense, du 15 mai 1853, date de ses débuts, jusqu'à la clôture de la saison lyrique le 30 juin, donna 15 représentations avec 5 et 6 actes. Le dimanche et le jeudi et pendant les foires du Gravier elle interpréta *La Dame Blanche*, *les Mousquetaires de la Reine*, *Haydée*, *le Barbier de Séville*, *le Pré aux Clercs*, *Zampa*, *Lucie de Lammermoor*, *le Maître de Chapelle*, *le Val d'Andorre*, *la Favorite*, *le Caïd*, 11 opéras ou opéras comiques en un mois et demi; Boïeldieu, Halévy, Auber, Rossini, Hérold, Donizetti et Ambroise Thomas confondus. Et, comme lever de rideau, à 7 heures et demie très précises, des vaudevilles ou des comédies : *Pas de fumée sans feu*; *Un Monsieur et une dame*; *Le Bonhomme Jadis*, d'Henry Murger; *Bruno le Fileur*; *Une femme qui se jette par la fenêtre*, de Scribe; *Le Caprice*, de Musset; *Bataille de dames*; *La Case de l'oncle Tom*; *La Niaise de Saint-Flour*; *Le Marchand de jouets d'enfants*.

(1) Archives de Lot-et-Garonne, série T.

On devine comment chanteurs et surtout comédiens pouvaient savoir leur rôle. Les meilleurs étaient alors le ténor Barsagol et la première chanteuse Dumesnil. La presse agennaise est assez indulgente pour eux. Quant à M^{lle} Hortense, jeune et jolie seconde dugazon, écrit *Le Papillon*, elle ne tint que des emplois très secondaires, principalement dans les chœurs, mais dit le journal qui la découvre, « le mérite s'y cache quelquefois; nous verrons bien » (1).

Avec toute la troupe, elle débuta dans la *Dame Blanche*. Nous ne saurions pas grand'chose d'elle, tant elle passa d'abord inaperçue, si elle n'avait pris soin de conter quelques anecdotes à M. Louis Schneider. Eliminons celles où ses souvenirs sont en défaut pour ne retenir que les autres. Dans *Haydée* elle figurait un mousse qui doit soulever un énorme tonneau au 2^e acte. Or, elle l'enleva comme un vulgaire tambour et, du bout de ses menottes, l'agita devant l'auditoire. Vingt francs d'amende et les rires du public récompensèrent cette espièglerie naturelle chez elle, dont elle donna tant de preuves au cours de sa carrière et qui fit une partie de ses succès. Dans *La case de l'oncle Tom*, pour figurer une négresse vendue comme esclave, elle s'était maquillée avec du jus de réglisse, c'était l'usage alors. Elle s'empressa sur la scène de passer la langue autour des lèvres et de sucer sa réglisse et le public rit encore.

La salle de spectacle était alors installée depuis 1809 dans une partie de la maison commune, rue Moncorny, sur l'emplacement du théâtre actuel Ducourneau. C'est Napoléon qui avait donné l'ordre de la construire lors de son fameux passage à Agen en 1808, source de bienfaits pour la cité. Elle avait été refaite presque entièrement en 1843, sous l'administration de M. de Raymond, par l'architecte Bourrières (2). Elle contenait, en 1853, 677 places payantes (17 stalles; 190 parterre; 140 premières galeries, 140 deuxièmes et 190 paradis)

(1) *Papillon*, 12 juin 1853.

(2) *Annales* de Proché, note de Magen, p. 117, n° 1.

sans compter 12 loges réservées, 6 aux premières, 6 aux secondes (1). Mais la scène était en fort mauvais état, mal conçue et privée en partie de décors et de machines. Impossible d'y jouer la moindre féerie. « La toile se levait avec peine comme honteuse de laisser voir la pauvreté de décors » qui servaient indistinctement aux représentations de toute époque et de tout style (2).

La saison lyrique s'y termina, malgré tout, au bruit des applaudissements. Delmas avait fait d'honorables chambrées et parfois salle comble quand, dans la dernière quinzaine de juin, un acteur agenais, en passe de devenir célèbre, le grand baryton Ismaël (3), venu du grand Théâtre de Lyon avec sa femme, forte chanteuse, et la basse Bonneseur, avait lancé aux échos de la salle Moncorny les éclats d'une voix superbe et d'un talent puissamment dramatique. Et cependant les résultats financiers furent décevants pour le directeur d'Hortense : il était encore en déficit !

Comment d'ailleurs pouvait-il en être autrement ? Si nous en croyons le *Papillon*, toujours bien informé, il était impossible, sans une forte subvention, de donner à Agen de l'opéra. Les dépenses normales atteignaient 5.200 francs par mois avec 8 représentations, soit 650 francs par soirée; or, 650 fr., c'était alors une recette extraordinaire (4); elle supposait une salle presque comble, car le prix des places, mises à la portée de toutes les bourses, descendait à des tarifs que nous ne reverrons plus jamais : on allait au paradis pour 50 centimes; au parterre et aux deuxièmes galeries pour vingt sous. Les stalles et les premières galeries valaient 2 fr. 50 et 2 fr. 40, taxes comprises, dirions-nous aujourd'hui, mais l'époque heureuse dont nous parlons n'en connaissait pas (5).

(1) Archives de Lot-et-Garonne, série T : *Théâtres*.

(2) *Le Chat*, des 17 avril et 22 mai 1853.

(3) Ismaël avait reçu le commencement de son éducation musicale à Agen. Il aimait toujours à venir s'y faire applaudir.

(4) *Papillon*, 31 juillet 1853.

(5) Ce qu'elle connaissait comme la nôtre, quoiqu'à un degré moindre infiniment, c'étaient les entrées de faveur imposées par des amateurs de gratuité. Au temps d'Hortense, il n'y en avait que quelques-uns : maire et commissaires. Des abus s'étant discrètement glissés dans les loges ré-

Que nous sommes loin des parterres à 7 francs, des fauteuils à 13 francs et des 5.000 de recettes par représentation encaissés de nos jours par certains directeurs agenais, comme aussi des gros cachets d'acteurs, même de second ordre, qui s'exhibent à Agen.

Dès son premier contact avec le public, Hortense Schneider avait déployé toutes ses grâces. Un bon musicien, qui portait le nom de Miroir et conduisait pour 100 francs par mois l'orchestre d'amateurs dont Agen devait se contenter et où l'on distinguait déjà le délicieux violon du jeune Labatut, ne jura bientôt plus que par la deuxième dugazon. Devina-t-il la voix charmante que, plus tard « Auber allait entendre, lorsqu'il voulait, disait-il, se gargariser délicieusement les oreilles » ? Toujours est-il qu'il fut un peu pour elle un autre Schaffner. M^{lle} Hortense avait alors cette « carnation de Rubens, ce sourire vainqueur et ces yeux fripons que Claudin, dans ses *Souvenirs*, jugeait capables de damner un archevêque du xvm^e siècle (1).

La jolie fille ne damna personne, mais les bonnes langues affirment qu'elle contribua à ruiner celui qu'elle choisit dans la foule de ses admirateurs. Nature d'élite, elle ne lui en garda pas rancune, contrairement à l'usage, et les Agenais qui ont vécu cette époque savent que l'ancienne coryphée de la salle Moncorny, alors domiciliée rue du Marché-au-Blé, au coin de la rue des Cailles, accorda toujours l'hospitalité la plus écossaise à son ancien adorateur dans son splendide hôtel de l'avenue du Bois de Boulogne.

servées sous la forme de personnes du sexe qui voulaient profiter des mêmes faveurs que leurs maris ou leurs amis, Delmas s'en plaignit au Ministre de l'Intérieur au commencement de juillet 1853 et l'ordre fut rétabli et vite endigué le flot montant des amateurs de spectacles à l'œil. (Archives de Lot-et-Garonne, série T.; *Théâtres*.)

(1) G. Claudin : *Mes souvenirs*. Paris, C. Lévy, 1884, pp. 236-237.

II

En août 1853, Delmas transforma sa troupe en un bataillon dramatique. Les chanteurs disparurent, mais la belle Hortense resta. La 2^e et 3^e dugazon se métamorphosa sur le tableau en 2^e et 3^e amoureuse. C'était le 7^e rôle de femme dans un ensemble qui comptait déjà deux autres amoureuses, une jeune première et une grande coquette (1). Les habitués du parterre et de l'orchestre la revirent avec plaisir; la presse l'accueillit avec sympathie; le *Journal de Lot-et-Garonne*, saluant en elle une « femme de grand talent », l'appelle « la toute belle et élégante Hortense Schneider. »

Pendant tout l'hiver, la troupe ne joua que le drame, la comédie et le vaudeville à couplets, avec intermèdes chantés. Delmas puisa dans le volumineux répertoire qu'il avait déposé à la préfecture les éléments de représentations très chargées que le public agenais suivait plus ou moins régulièrement. Il lui offrit du Scribe : *Jeanne et Jeanneton*; *La Marraine*; *L'héritière*; *Estelle ou le Père et la Fille*; *La Chanoinesse*; *Bataille de Dames*; *Le Parrain*; *l'Article 213*; de l'Alexandre Dumas : *Le Cachemire vert*; *M^{lle} de Belle-Isle*; *La Dame aux Camélias*; du Balzac : *Mercadet ou le Faiseur*; *l'Honneur et l'argent*, de Ponsard; *André del Sarto*, de Musset; *Louis XI*, de Casimir Delavigne; *Le chapeau de paille d'Italie*, de Labiche; *M^{lle} de La Seiglière*, le chef-d'œuvre de Sandeau, sans compter des pièces médiocres de Dartois, Bayard et Varner, Cormon et Grangé, Desnoyers, auteurs oubliés, ou des œuvres à titre alléchant comme : *Le Mari de la Dame de chœurs*; *Le bourreau des Crânes*; *Les Filles de marbre*; *Arthur ou 16 ans après*, drames impressionnants mêlés de chants; *La Gageure des trois commères*; *La Famille de l'apothicaire*; *Latude ou 35 ans de captivité*; *Otello ou le Maure de Venise*; *Ma femme et mon parapluie*.

(1) Archives de Lot-et-Garonne, série T. — Papillon, du 28 août 1853.

La troupe jouait jeudis et dimanches et, en principe, une fois par semaine à Villeneuve, et les tragédies succédaient aux vaudevilles, les drames accompagnaient la comédie. Le spectacle commençait à 7 h. 1/2, une fois même à 6 h. 1/2, pour se terminer à minuit. On y donnait constamment 5, 6 et parfois 7 actes dans la même soirée. C'est, le 13 novembre 1853, *Le Mousquetaire gris*, vaudeville en 2 actes; *Marie Simon*, drame en 5 actes; en janvier et février 1854, *M^{lle} de la Seiglière*, *l'Image*, de Scribe; *La Diplomatie du ménage*, 6 actes en prose; *La Famille de l'Apothicaire*, *l'Amour à l'aveuglette*, *Marie Simon*, 7 actes; *La Séparation*, *Rage d'Amour*, *La Gageure des trois commères*, 7 actes de vaudeville. Et comme si l'on craignait de n'en point fournir assez, on remplissait souvent les entr'actes d'intermèdes chantés. Bien mieux, *Monte-Cristo* y fut représenté en plusieurs épisodes, à la manière de nos grands films de cinéma.

Pour la semaine des débuts, du 10 au 16 septembre, Delmas voulut tenter un coup de maître. Il donna cinq représentations avec 9 pièces nouvelles. On devine à quelles épreuves étaient soumis acteurs et public.

Certes, on ne saurait prétendre que le spectateur du paradis à 50 centimes ou le Monsieur de l'orchestre n'en eût pas pour son argent. Mais quelle interprétation exiger d'artistes surchargés, mal payés et insuffisamment exercés ? La troupe de Delmas, si nous en croyons la presse, expira dans un éclat de rire et sous les lazzis. C'était une continuelle parodie. Les drames terribles y provoquaient l'hilarité comme les vaudevilles les plus égrillards. Les couplets y étaient chantés « à différents diapasons par des larynx éraillés ou des voix pulmonaires accompagnés de coups de talons de bottes ». Les acteurs, pêle-mêle, allaient et venaient, se croisaient comme les fils d'un écheveau embrouillé; les barbarismes, les *lapsus linguæ*, les mémoires rétives abondaient. La pièce y était débitée en double par l'acteur et le malheureux souffleur. Et « l'éclat de rire de la salle circulait dans les coulisses, montait le long des fri-

ses et allait raconter au dehors l'étrange mystification du public » (1).

Delmas jouait les premiers rôles avec un réel talent, mais il était aussi détestable directeur que comique excellent. Il avait cru bon d'éviter à son personnel l'épreuve des débuts où les habitués trouvaient leur compte et qui se faisait à Agen, sous le contrôle du commissaire de police, tantôt par assis et levés, tantôt par des applaudissements et des sifflets. Terribles instants en province, pour de pauvres diables de comédiens, devant des spectateurs sans pitié, entraînés plus souvent par la cabale que par le mérite.

Après le mauvais début de sa troupe, devant le vide de la salle et surtout de sa caisse, Delmas dut congédier une partie de ses pensionnaires et revenir aux anciennes traditions. Il garda Hortense Schneider et sa première amoureuse, une autre jolie fille, Marie Michel, l'une et l'autre très fêtées de ces Messieurs de l'orchestre et des premières galeries, en tête desquels figuraient pour l'une Cyprien Cazabonne et pour l'autre, l'agent de change Chaudeborde qui n'avait encore ruiné personne. Et les artistes se succédèrent ballotés et renvoyés jusqu'à la constitution d'une troupe suffisante et stable. Tisserant, l'acteur réputé du Gymnase et de l'Odéon, vint durant ce temps-là sauver Delmas comme Ismaël à la fin de la précédente saison lyrique. *La Belle et la Bête*, *L'Honneur et l'Argent*, *Mercadet* de Balzac, le *Bonhomme jadis* qu'il interpréta avec son talent si souple ramenèrent le public à la salle Moncorny.

Hortense Schneider a raconté que la présence de Tisserant l'intimida au point qu'incapable d'articuler un mot elle dut se faire remplacer dans la *Belle et la Bête*. Elle n'y tenait d'ailleurs qu'un tout petit bout de rôle, comme dans toutes les pièces. Son principal emploi, celui qui peu à peu la mettait en vedette, c'était l'intermède chanté où elle se faisait entendre avec quelques camarades, le jeune premier Gothi et M^{lle} Rozis, mais elle seule connaissait le succès quand elle attaquait le

(1) *Journal de Lot-et-Garonne*, 17 septembre 1853.

grand air du *Domino noir* : « Me voilà seule enfin » ou détaillait gentiment les romances de son temps : *Ce n'est pas perdu; le Chardonneret de Rose; Vous n'y entendez rien; la Servante à Jean-François; Je m'en moque bien.*

« Sa voix est aussi jolie que sa personne, écrit le *Lot-et-Garonne*. Elle a chanté d'une manière fort gracieuse ». Un peu trop d'hésitation causée sans doute par l'émotion d'une première épreuve, corrige le *Papillon*, a paralysé les moyens de cette charmante artiste qui a reçu du public des marques sincères de sympathie et d'encouragement ». Peu à peu Hortense s'affirme : « Sa jolie voix, son gracieux physique lui assureraient du succès au théâtre si elle était plus souvent employée. M^{lle} Hortense a su exciter des applaudissements qu'elle méritera toutes les fois qu'elle aura l'occasion de nous faire entendre sa jolie voix... Nous félicitons M^{lle} Hortense des progrès sensibles qu'elle fait chaque jour. Dans tout le spectacle elle a été charmante ».

Le 26 mars c'est la clôture de la saison et, le 4 avril 1854, la clôture définitive, car une vieille habitude veut qu'on fasse bien les choses à Agen et qu'on clôture deux fois. A la première, Hortense chante pour remercier le public de la bienveillance qu'il lui a toujours témoignée. « Elle n'a réussi, dit le galant *Papillon*, qu'à augmenter sa dette ». A la seconde, après avoir figuré dans un drame en 5 actes : *La Bergère des Alpes*, elle se livre à un autre genre d'exercices : elle chante et danse avec toute la troupe la *Ronde des fils du Diable*, un charivari offert par Delmas pour emballer son monde.

III

Mal administré, le théâtre d'Agen ne pouvait être une question d'art, encore moins une opération commerciale. Toute l'habileté d'un directeur consistait, écrit un journal local, à trouver le moyen de faire vivre ses pensionnaires et de vivre lui-même. La moyenne des recettes de la direction Delmas, heureusement influencée par les concours d'Ismaël et de Tisserant, était cependant tombé de 415 à 375 francs. A Ville-

neuve, où des amateurs avaient fait construire en 1823, à leurs frais, pour 40.000 francs, une salle de 480 places, les recettes n'atteignaient que 150 à 200 francs par représentation, avec trois catégories de prix : 2 fr., 1 fr. et 0 fr. 75. Dans les trois premiers mois de 1853, on y avait joué 6 fois, toujours le drame et la comédie, et encaissé 1.210 francs pour 579 francs de frais généraux. Aussi le Directeur ne se déplaçait-il que le moins possible, au grand désappointement de la population villeneuveoise, dont le sous-préfet ne cessait de se faire l'interprète (1).

En face des « résultats négatifs » obtenus par 3 ans d'efforts, Delmas se retira. La municipalité résolut de revenir à l'opéra pour lequel, de tout temps, le public agenais marqua ses préférences; elle vota à cet effet une subvention de 6.000 francs, mais aucun directeur ne se présenta. Bon gré, mal gré, il fallut donc retomber dans le vieux répertoire des drames terrifiants, des vaudevilles hilarants et des tragédies alambiquées (2).

Le premier rôle de la troupe Delmas, l'acteur Josset, fut nommé directeur privilégié par arrêté ministériel du 18 mai 1854. Son répertoire comprenait 41 comédies, 80 drames et 135 vaudevilles, à peu près les mêmes que ceux de son prédécesseur, les autres, dans l'ensemble, d'une qualité littéraire et dramatique nettement inférieure. De ce répertoire la censure ministérielle élimina le *Canal de Saint-Martin*, la *Chambre ardente*, *Fabio le novice*, *Richard d'Arlington*, *Clotilde*, *Héloïse et Abélard*, et *Caravage* (3).

Hortense figure avec son nom patronymique sur le tableau de la troupe. Elle a pris du galon; elle est devenue 5^e sujet féminin comme « ingénuité, amoureuse et rôles de chant ». Elle joue *Les billets de banque tachés de sang*; Agathe dans la *Mansarde de la cité*, drame en cinq actes et 7 tableaux, Suzette

(1) Archives de Lot-et-Garonne, série T : *Théâtres*. A Villeneuve, la ville payait aux actionnaires un loyer de 500 francs. C'était tout leur bénéfice. Et c'étaient généralement les plus mauvais acteurs qu'on envoyait à Villeneuve; les autres boudaient pour se déplacer.

(2) Voir *Le Papillon* et les délibérations municipales.

(3) Archives de Lot-et-Garonne, série T. *Théâtres*.

dans *Renaudin de Caen*, la comtesse d'Archester dans *Berthe la Flamande*. Comme comédienne, elle ne vaut ni plus ni moins que ses devancières. Sa spécialité, reste l'intermède chanté. A son vieux répertoire elle ajoute quelques nouvelles romances : *Ce que femme veut*; *Jobin et Nanette*; *La première idée*; *Jeanne la Glaneuse*, et les airs du *Châlet*. « Sa jolie voix, dit la Presse, est un charme de plus pour chaque représentation ». Le 13 juin elle a comme partenaire une cantatrice assez réputée, M^{me} Steiner-Beaucé; elle n'en cueille pas moins ses habituels succès (1).

Après 8 représentations Jossel était en déficit de 1.000 fr., malgré l'augmentation du prix des stalles porté de 2 fr. 50 à 3 francs (2). Quand il rouvrit ses portes en septembre 1854, pour les foires du Pin, Hortense Schneider, dont les cachets avaient été portés à 80 francs par mois sans compter les *pro-rata*, était devenue « 1^{re} ingénuité, Amoureuse, Rôles de chant, Jeunes travestis ». Sans débuts, ajoutait le programme. Précaution inutile, car après avoir tenu quelques petits rôles comme Perrine dans *la Closerie des Genêts*, drame en 7 tableaux, de Frédéric Soulié, elle dut affronter le vote populaire par assis et levé le 24 septembre 1854. Elle avait choisi *Prima Dona*, qu'elle joua plus tard à Paris. Cette comédie mêlée de couplets et de morceaux de chants n'avait pas le moindre mérite littéraire ou artistique, mais elle donna à l'actrice « l'occasion de développer ses moyens les plus sûrs, de produire un délicieux costume et d'assurer son succès par les charmes de sa jolie voix. C'était de l'habileté qui lui a réussi, écrit le *Papillon* : M^{lle} Hortense a obtenu le brevet de 1^{re} ingénuité » (3).

Elle paraît ensuite dans une comédie en 3 actes sans succès. Elle est Louise des *Etudiants* de Frédéric Soulié; Amélie, de *Thérèse*, un grand drame d'Alexandre Dumas; elle joue dans les *Belles de Nuit* ou les *Anges de la Famille*, d'après Paul Féval; elle figure Adèle Desperriers dans le *Cœur et la Dot*, comédie en 5 actes de Félicien Mallefille, etc... Elle doit se

(1) *Papillon*, 11 et 18 juin 1854.

(2) *Papillon*, 13 août 1854. Archives de Lot-et-Garonne, série T : *Théâtres*.

(3) 1^{er} octobre 1854.

prodiguer constamment, pendant tout l'hiver de 1854-1855, dans des drames sentimentaux qui ne conviennent guère à son tempérament ou dans quantités de vaudevilles ou de comédies insuffisamment étudiées et répétées, mal réglées et avalées par la scène d'Agen avant même d'être au point.

Pas plus que ses camarades elle n'est épargnée par une critique qui ne laisse rien passer. « M^{lle} Hortense, écrit le *Papillon*, revêtue de son délicieux costume de Bacchante, semble se demander si elle est là pour faire parade ou jouer sérieusement la comédie ». « La partie féminine de la pièce, dit le *Journal de Lot-et-Garonne* (21 décembre) au sujet d'un drame, *L'Ouvrier*, de Frédéric Soulié, était tenue par M^{mes} Fontbonne, Hortense et Toussaint. C'est dire que de ce côté l'exécution a laissé souvent à désirer » (1).

Chante-t-elle au contraire au cours des représentations ou dans des soirées à bénéfice comme celle qui fut donnée le 26 décembre au profit des soldats de l'armée d'Orient ? les éloges n'arrêtent pas. « M^{lle} Hortense est toujours femme de parole; lorsqu'elle promet, elle tient »... « Sa voix jolie et coquette s'était parée de tous ses atours et de tous ses charmes »... « Vous voulez du chant ? Qui peut vous servir mieux que M^{lle} Hortense ? » (2).

La direction Josset, comme celle de Delmas, ne fut pas heureuse. Elle eut beau servir parfois 8 actes au public comme le 10 décembre 1854, où elle joua *Le Major Cravachon*, *Le Comte Hermann*, d'Alexandre Dumas, et *Le Piano de Berthe*, vaudeville, comédie et drame, corser ses programmes et donner, pour le carnaval de 1855, deux grands bals masqués et travestis qui commencèrent par un grand quadrille dansé par tous les artistes, rien n'y fit : la moyenne des recettes tomba à 302 fr. 57 par représentation, et la saison s'acheva par un déficit comme elle avait commencé (3).

Quand elle clôtura le 15 avril 1855, l'ambition d'Hortense Schneider était fixée. Ses deux années d'Agen l'avaient éclai-

(1) N° du 15 octobre 1854 du *Papillon*.

(2) *Papillon*, 10 et 31 décembre 1854.

(3) Archives de Lot-et-Garonne, série T : *Théâtres*.

rée sur la veine qu'elle devait exploiter au théâtre. Ce n'étaient ni le drame, ni la tragédie qui exigeaient trop de puissance et trop de sévère tenue et où elle n'avait guère brillé. La Comédie, au besoin, pouvait convenir à son esprit mobile et toujours en éveil et à la finesse de son charme. Mais il était un genre où elle emballait son public et où elle se révélait meilleure de jour en jour : le vaudeville à couplets, la comédie mêlée de chants d'où devait sortir l'opérette. Elle résolut de s'y donner toute. Pour réussir il lui fallait la grand'ville et surtout Paris où les scènes abondaient. Elle l'eut très vite grâce à Delmas et à Tisserant qui la firent recommander à Cogniard, le directeur des Variétés, grâce surtout à Offenbach qui engagea cette « blondinette capiteuse », après l'avoir entendue dans l'air d'Angèle du *Domino Noir* dont les Agenais s'étaient souvent régalez. En pleine exposition de 1855, elle parut donc aux Bouffes-Parisiens que le maître venait d'installer aux Champs-Élysées et où elle devait retrouver plus tard une autre grande actrice, d'origine néracaise, Zulma Bouffar. Elle débuta le 31 août 1855 dans une saynète de Jules Servières : *Une pleine Eau* et le *Violoneux* d'Offenbach. Son coup d'essai fut un coup de maître. La première ingénuité du théâtre d'Agen était lancée; elle allait devenir très vite une étoile de première grandeur.

« Il était impossible, écrit Auguste Muriel dans la *Presse théâtrale*, de découvrir un bijou qui convint mieux à l'écrin des Bouffes... M^{lle} Schneider est jolie et se sert de sa beauté avec une grâce de chatte, des tours d'épaule mignons qui s'harmonisent admirablement avec sa voix si pure, si douce, si coquette. M^{lle} Schneider joue avec beaucoup de talent; sa nature se prête facilement à des rôles d'allure tous différents, elle nous l'a prouvé le même soir dans les deux pièces nouvelles. Nous ne savons si nous devons plus complimenter et remercier M. Offenbach d'avoir fait le *Violoneux* que d'avoir trouvé cette ravissante interprète, toujours est-il que l'un et l'autre ont fait le plus grand plaisir au public et bien malin serait celui qui trouverait des places la veille de la représentation ».

Et Jouvin dans *Le Figaro* : « Quant à M^{lle} Schneider que la province nous envoie et que Paris a naturalisé à son premier essai, on ne saurait avoir plus de grâce, de finesse, d'enjouement et d'esprit. Elle chante avec goût; elle lance le mot avec la malice d'un fin sourire; elle est jolie comme un ange. C'est déjà mieux qu'une débutante. Rien qu'avec le balancement gracieux de sa tête charmante, accompagnant le Rataplan, M^{lle} Schneider avait conquis son succès de la soirée. Le théâtre des Bouffes a eu la main heureuse : il a rencontré une amoureuse et un premier sujet. »

L'opinion de la presse parisienne fut unanime. Sans parler des journaux politiques, de la *Patrie* avec Jules de Prémaray, les feuilles spéciales telles que la *Revue et Gazette des Théâtres*, *Le Messenger*, la *Gazette musicale* la couvrirent de fleurs.

« La nouvelle actrice, écrit cette dernière, réalise l'idéal de la *Prima Dona* que devait poursuivre Offenbach. Elle est des plus séduisantes à voir, des plus agréables à entendre; elle dit juste et ferme; elle a de l'aplomb et déjà du talent. On dit qu'elle arrive de province, mais, à coup sûr, elle n'y retournera pas » (1).

La prima Dona y revint, mais en représentation et avec des cachets qui ne rappellent que de très loin les 100 francs *au prorata* du théâtre d'Agen, comme à Toulouse où, en 1867, elle fit admirer pour 20.000 francs pendant douze soirées ses diamants, ses costumes et un peu son talent et sa beauté (2).

Le gros succès ne la quitta guère dans toutes ses créations. Elle fut surtout une *Belle Hélène*, une *Périchole*, une *Grande Duchesse* incomparables jusqu'au jour où cette reine de la scène déposa son sceptre en plein triomphe pour vivre bourgeoisement, à Auteuil, dans une villa de l'avenue de Versailles, et jouir en paix d'une fortune qu'en cigale prévoyante elle avait sagement amassée.

RENÉ BONNAT.

(1) *Papillon*, du 7 octobre 1755.

(2) *Express du Midi*, 8 mai 1920.

LE CHATEAU DE DURAS

(SUITE)

Ce ne fut pas tout de suite, mais bien quelques années après ce siège mémorable que fut rasé le château de Duras, ainsi que l'avait ordonné le duc d'Anjou.

Confisqué par le roi de France, avec tous les autres biens de Gailhard de Durfort, il avait déjà été livré aux flammes le jour de sa reddition. N'est-il pas dit en effet dans le *Cartulaire du Prieuré de la Réole* « Toparcha de Duras, qui à partibus Anglorum stabat, captus fuit, qui tamen liber dimissus est, data prius fide Francorum regi, præstitoque juramento se non amplius pro Anglis militaturum, quod statim perjurus violavit, Anglis hostibus infensis sese devovendo. Verum Andegavensis dux, tanto perjurio indignatus, Durassense oppidulum ferro, *flammaque vastavit*, in pœnam proditiōnis et perjurii, ceteris urbibus, pagis et oppidis satis æquis conditionibus ad veniam admissis » (1).

La cause qui retarda l'exécution des ordres formels du duc d'Anjou nous est donnée par les deux documents suivants : Ce sont deux lettres, l'une de Charles VI roi de France, l'autre du duc de Berry, relatives à cet événement :

« De par le Roy, nous, dit la première, Herve de Lesonencens, nous avons ordonné que le chastel et ville de Duras dont vous avez la garde de par nous, vous baillez et délivrez à nostre très cher et à nostre oncle le sire de Lebret (2) *pour le abattre et mettre à terre*, ou autrement en faire et ordonner cette fois si comme bon semblera à nostre dit oncle, et il verra estre à faire. Si le faites ainsi et gardez qu'il n'y ait faute; car en le luy baillant et délivrant, ou à son certain

(1) Archives municipales de la Réole, II, 4.^e — Cf : Arch. hist. de la Gironde, xxxvi, p. 43.

(2) Coll. Doat. K. H. (368, LXXXII). — Cf : *Documents pour servir à l'histoire de l'Agenais*, par Ph. T. de Larroque, p. 64.

« mandement, nous voulons que vous en soyez et demeurés
« deschargés par tout ou moitier sera sans contredit.

« Donné à Melun, le 22^e jour de février.

La date de l'année est incertaine. Mais elle doit se rapprocher de celle de 1377.

Quant à la lettre du duc de Berry à Louis Sansive, maréchal de France, capitaine général du Languedoc, elle est datée du 25 juillet 1389, lui donnant l'ordre de remettre immédiatement au sire d'Albret le château et la terre de Duras; ce qui aurait dû depuis longtemps être fait, si le sieur de Lesonencens qui en avait été chargé, n'était pas mort. « Aussi vous mandons et commandons, à vous et au capitaine ou chatelain du chastel de Duras, bailler et délivrer audit sire de Lebret la garde et le gouvernement dudit chastel de Duras » (1).

Privé de la plupart de ses domaines de l'Agenais, Gailhard II de Durfort demeura jusqu'à la fin de ses jours le protégé de la cour anglaise siégeant à Bordeaux. Dès le 1^{er} novembre 1377, un mandement du Conseil de Bordeaux lui allouait 650 livres, tant pour l'indemniser de la prise « de ses propres cors » que de la perte de ses domaines « pour ce que ne a voulu estre à la obéissance du roi de France » (2), et le 28 juin 1381, nous voyons confirmée par le Roi d'Angleterre sa nomination au commandement de la ville de Bayonne (3).

Nous ignorons la date exacte de sa mort. Elle dut survenir cependant dans les dix dernières années du xiv^e siècle, car à partir de 1395 c'est son fils Gailhard III, né de son mariage avec Eléonore de Périgord, qui seul apparaît dans les actes que nous allons relater.

A cette époque, en effet, grâce à la protection du duc du

(1) Collection Doat. Idem.

(2) Froissart, p. xxv, note 1. (Edit. Siméon Luce).

(3) Rôles Gascons, 12-167. Dans l'Histoire du Languedoc, édit. Privat, t. x, colonne 1714 nous lisons : « Item le sire de Duras, lequel se tient à Montseguel, a chevauché en sa personne et avec lui les boyres de Moissac et de La Barthe, au nombre de cinq cens combattens ou environ jusques à Puycelsi et à Rabastens, et les a faillis a prendre par eschelade, et s'en est retournés au dit lieu de Montseguel sans riens perdre du sien ». Ceci se rapporte à l'année 1386. R. M.

Lancastre et à la faiblesse de Charles VI, Gailhard III de Durfort, tout puissant à la Cour bordelaise du monarque anglais, rentre en possession de son domaine de Duras et de la plupart de ses terres de l'Agenais.

Marié par contrat du 1^{er} août 1390, à Jeanne de Lomagne, et, de ce fait, devenu un des plus riches seigneurs de la Gascogne, son premier soin fut de restaurer son château de Duras.

Le 3 septembre 1391, Gailhard III de Durfort était déjà chargé par le roi d'Angleterre de traiter avec les commissaires du roi de France pour punir des infractions aux trêves conclus. Même mission le 11 juin 1393 (1). En qualité de seigneur de Blanquefort, tout le Médoc dépendait de sa juridiction. En 1399, il était nommé Sénéchal d'Aquitaine, et, comme tel, remplissait ces importantes fonctions en 1409 et encore en 1415. « Les jurats de Bordeaux, écrit Léo Drouyn, connaissant toute l'influence qu'il avait sur Henri IV, avaient recours à lui dans les cas difficiles (2) ». Le 11 avril 1403-04, la concession du bailliage de Castillonès lui est confirmée par le même monarque, qui, le 1^{er} septembre 1404, lui fait solder mille marcs sur l'arriéré de ses gages (3). En 1407, le 22 avril, il octroie, comme sénéchal de Guienne, une importante trêve et suspension de guerre aux seigneurs du Bordelais et du Bazadais qui tiennent le parti « de très noble dame d'Albret et de son fils ». Il y est toujours qualifié de seigneur de Duras et de Blanquefort (4).

Nous n'insisterons pas davantage sur le rôle joué à Bordeaux pendant cette époque, comme sénéchal de Guienne, par Gailhard III de Durfort, le voyant sans cesse nommé comme juge ou comme arbitre dans les différends si nombreux qui surgissaient à cette époque entre les hauts barons de la région. Notons cependant, en 1413, une curieuse chevauchée

(1) Rôles Gascons. Cf. Rymer, III, part iv, p. 174, 3^e édition.

(2) *La Guienne militaire. Le château de Blanquefort*, t. II et *Variétés Bordelaises* par l'abbé Baurein, t. II, p. 270.

(3) Rymer. IV, part. iv, p. 71. Cf. Rôles Gascons. Th. Carte, p. 177 et suiv.

(4) Arch. mun. de Saint-Macaire, liasse 26. Cf. Arch. hist. de la Gironde, VI, 217.

qu'il entreprit aux environs de Mézin et de Montréal, « Item,
« plus bengou dus Augustis de Messin, la bespra de Totz sans
« per far sabensas que le senhe de Duras era ab gran cop de
« gens per prene sta billa o core lo pays; e de los, de bole de
« mos companhos, m s. VI d. » (1) et, deux ans après, en
1415, la charge, qui lui est imposée par le roi d'Angle-
terre, d'exiger, avec Bernard de Madailhan et le maire de
Bordeaux, Jean de Saint-Jean, de recevoir le serment de
fidélité de Jean II d'Armagnac, de Bernard, son frère et du
sire d'Albret (2).

Enfin le 18 mai 1423, Henri VI donne à Gailhard de Dur-
fort la prévôté de Bayonne que son frère avait possédée et le
22 juin de l'année suivante, il le nomme sénéchal des Lan-
des (3).

Comment concilier ces faits, parfaitement authentiques,
avec l'affirmation de M. J. Favre écrivant sans en donner au-
cune preuve, qu'à ce moment « Gailhard de Durfort se rangea
sous les drapeaux du roi de France avec le comte d'Arma-
gnac », et, qu'ayant été disgracié par le roi d'Angleterre et sa
place de sénéchal donnée à un certain Jean Tiptot, le duc de
Bedfort, tuteur du jeune Henri VI, aurait ordonné à l'un de
ses capitaines Lancelot de Labarthe de s'emparer, pour le
punir, du château de Duras ?

« Ce fut, écrit M. Jean Favre (4), le troisième et dernier
« siège que cette place eut à soutenir (1424). La tradition rap-
« porte que les Anglais étaient campés à l'ouest du château,
« dans la plaine, sur une butte de terre qu'ils avaient élevée,
« et qui fut appelée depuis la motte de Baleysagues. On re-
« marque encore, ajoute-t-il, des traces de ce siège en quel-
« ques endroits du château. Des empreintes de boulets de
« canon de petit calibre sont même restées sur les murailles
« de la ville ».

(1) *Comptes consulaires de Montréal du Gers*. Arch. mun. de Montréal,
publiés par l'abbé Breuils au tome xxix des Arch. hist. de la Gironde,
p. 341.

(3) *Rôles Gascons*.

(2) Rymer. IV, par. 3, p. 50. Cf. *Variétés Bordelaises*, I, 380.

(4) J. Fabre, *oper. cit.*

Sur quel document M. Favre s'appuie-t-il ? Il ne l'indique pas en note. Seul, Darnalt, dans ses *Antiquités d'Agen*, écrit : « En l'an mil quatre cent vingt quatre, la ville de Fumel fut « prins par escalade par Lancelot de la Barde, Anglais; lors « *mesmes fut aussi surprins Duras par escalade des An-* « *glais* » (1). Mais Darnalt est souvent sujet à caution. Il se peut que le château ou la ville de Duras ait encore subi à ce moment un troisième siège. Il paraît bien surprenant cependant qu'aucun chroniqueur, aucun document sérieux ne le relate, alors au contraire que tous confirment le siège véridique de 1377.

Tout aussi énigmatique est la date de la mort de Gailhard III que nous ignorons, et le rôle qu'on lui attribue à ce moment. Tout ce que nous pouvons dire c'est que de son mariage avec Jeanne de Lomagne il eut deux fils : 1° Jean-Gailhard; 2° Médard, qualifié frère de feu le seigneur de Duras, dans des lettres du roi d'Angleterre du 20 octobre 1444, où il est marqué que le Comte de Longueville, captal de Buch, curateur de Jean, son fils aîné, vicomte de Castillon, s'était plaint que Ménard de Durfort s'était saisi du château de Salles (2).

Ce Jean de Durfort, fils aîné de Gailhard III et seigneur de Duras, semble avoir joué un rôle assez effacé, étant mort du reste très jeune, ainsi que l'écrit Lachesnaye des Bois suivant un acte du 6 novembre 1425. « Il fut enterré aux Frères Mineurs de Bordeaux, où est le tombeau des anciens seigneurs de Duras. Il avait épousé Juliette de la Lande, qui mourut avant le 4 juin 1444 et est mentionnée dans le testament de son fils qui suit. Elle était fille de Jean, baron de la Lande, seigneur de La Brede et de Marie de Saint-Symphorien » (3).

D'après M. J. Favre, Jean de Durfort aurait été nommé, en 1415, trésorier à Carcassonne. Est-ce bien le seigneur de Duras, ou l'un des nombreux Durfort de la branche du Languedoc ?

(1) Darnalt. *Antiquités d'Agen*, p. 99.

(2) Lachesnaye des Bois.

(3) Ibidem.

Fils de Jean de Durfort et de Juliette de la Lande, *Gailhard IV de Durfort* joua un rôle considérable dans la dernière période de la guerre de Cent ans.

Toujours fidèle, comme ses ancêtres, à la cause anglaise, il est nommé, le 18 mai 1439, et probablement à la mort de son père qui occupait cette charge, prévôt de Bayonne (1). La même année il contracte alliance avec Gaston IV, comte de Foix, et s'engage avec d'autres nombreux seigneurs, notamment le jeune Rodrigue de Villandrando, à ne faire aucun dommage aux terres dudit comte de Foix (2). En 1445, nous apprend Léo Drouyn, ce seigneur fit un voyage en Angleterre avec sa famille. Henri VI, à cette occasion, lui fit délivrer des lettres de protection et de sauvegarde. Il est probable que ce ne fut pas seulement un voyage d'agrément » (3). La *Guienne* était en effet en feu à cette époque, et malgré les trêves qui étaient souvent signées, la lutte avait repris de plus belle entre la France et l'Angleterre. Un combat des plus sanglants se livra, en l'absence de Gailhard de Durfort, autour de son château de Blanquefort, le 30 octobre 1450, dont l'issue fut la défaite des milices bourgeoises de Bordeaux par le sire d'Albret qui tenait pour le roi de France (4).

Rappelé aussitôt, Gailhard IV était créé, le 4 février de l'année suivante, conseiller du roi dans la cité de Bordeaux, qui tenait toujours pour l'Angleterre, et le 21 mars, bourgeois de la même ville (5). En même temps, il contractait alliance, le 13 décembre 1451, avec Charles d'Albret, lui promettant « de le servir, secourir, aider envers et contre tous, toutes fois que par lui ou ses enfans il en serait requis » (6).

Cependant, lorsqu'en 1453, les Français entreprirent la conquête de la Guienne, ils trouvèrent un Gailhard de Durfort de nouveau dans les rangs des anglais, un des derniers

(1) Rymer. V, par. 1, p. 60. Cf : Rôles Gascons.

(2) Arch. des Basses-Pyrénées, E. 438.

(3) *Op. cit.* Cf. Rôles Gascons, p. 229.

(4) *La Guienne militaire*, II, p. 52.

(5) Rôles Gascons.

(6) Coll. Doat. ccxviii. Cf. Arch. hist. de la Gironde, VIII, 296. et Arch. des Basses-Pyrénées, E. 65.

ennemis disposés à leur résister. Retiré dans son château de Blanquefort, il y soutint un siège mémorable, dirigé par les comtes de Clermont et de Foix, le sire d'Albret et Poton de Xaintrailles. D'après Mathieu de Courcy, l'attaque fut si puissante que le seigneur de Duras demanda à capituler (1). D'après une lettre du roi d'Angleterre, au contraire, le seigneur de Blanquefort se défendit si bien, que l'armée française fut obligée de lever le siège et que Gailhard de Durfort conserva cette place et ses autres châteaux jusqu'à la prise de Bordeaux par Charles VII (19 octobre 1453) (2). « Le Roi, écrit M. C. Jullian dans sa belle *Histoire de Bordeaux*, dédaigna de voir la nouvelle conquête. » Ce qu'il y a de sûr, c'est que le seigneur de Blanquefort et de Duras fut pris, et condamné à un bannissement perpétuel. Ses biens furent aussitôt confisqués. La terre de Duras fut donnée au seigneur du Lau et celle de Blanquefort au comte de Dapmartin (3).

Gailhard de Durfort se retira en Angleterre et y vécut d'abord dans une extrême pauvreté. Néanmoins, le roi d'Angleterre, pour la cause duquel il avait tout sacrifié, lui vint plusieurs fois en aide. Le 20 avril 1454, Henri VI lui donna cent livres de rente, jusqu'à ce que ses domaines, « que le roi de France occupait contre Dieu et Justice, lui fussent rendus » (4). En même temps il lui accordait un sauf-conduit, au moyen duquel lui et ses serviteurs, au nombre de douze personnes, pouvaient voyager en toute sécurité, avec armes et bagages, sans trouble ni empêchement quelconque (5).

D'après Léo Drouyn, Gailhard de Durfort se serait à cette époque livré au commerce, ayant reçu le 3 février 1456 un autre sauf-conduit pour un navire de 80 tonneaux, la Barche de Sainte Marie de Verino en Espagne, destiné à faire le commerce dans tous les ports du royaume d'Angleterre (6). Ce-

(1) Mathieu de Courcy, Ed. in-f° de 1661, p. 649. Cf. Jean Chartier, *Chroniques de Charles VII*.

(2) Rymer. V, par. 2, p. 55, 3^e éd.

(3) Moreri. Cf. Lachesnaye des Bois.

(4) Rymer. V, par. II, p. 56.

(5) Ibidem, p. 65.

(6) Lachesnaye des Bois.

pendant en 1461, il entra dans les Conseils du Roi et en 1470 il était nommé gouverneur de Calais, chambellan du roi d'Angleterre et décoré de l'Ordre de la Jarretière (1).

En 1472, il fomente contre Louis XI, roi de France, une ligue dont les chefs furent le duc de Bourgogne et Charles, duc de Guienne, frère du roi, et, croit-on, aussi, le roi d'Angleterre. L'année précédente, Charles, duc de Bourgogne, l'avait fait son chambellan par lettres du 20 décembre 1470. Mis à la tête de la petite armée, Gailhard de Durfort débarque à Brest. Mais il est arrêté par la défaite du duc de Bourgogne à Nancy, et obligé de reprendre la mer, il peut rentrer en Angleterre, où le nouveau roi Edouard IV lui conférait la seigneurie de Lesparre, en Guienne, par lettres datées de Westminster du 28 juillet 1473.

Trois ans ne s'étaient pas écoulées que, débarrassé de son puissant rival, Louis XI faisait vœu de clémence et de pardon, et, rétablissant Gailhard de Durfort dans les deux seigneuries de Blanquefort et de Duras, lui permettait de rentrer en France par lettres données à Riom, au mois de juin 1476, vérifiées aux Parlements de Paris et de Bordeaux le 24 du même mois et à la Chambre des Comptes le 29 juillet suivant (2).

Durant cet intervalle de 23 ans, le château et la terre de Duras avaient été possédés : d'abord par le seigneur du Lau, à qui Charles VII les avait donnés après la prise de Bordeaux et qui les conservait encore en 1462, témoins les lettres d'entérinement par le sénéchal de Guienne des privilèges de la ville de Bourg, où se trouve le nom d' « *Antoine de Chastelneuf*, chevalier, seigneur de Lau, Duras et Blanquefort, conseiller et chambellan du Roi, grand sénéchal de Guienne, Lannes et Bazats (3) » ; ensuite, par *Jehan de Segur*, capital

(1) On trouve aux archives de la Gironde une pièce portant : « Cession de la terre de Duras par Charles, duc de Guienne, à son conseiller Antoine de Montfaucon à l'occasion du mariage de celui-ci, avec Catherine de Rollet, cousine-germaine de Gilbert de Chabannes, seigneur de Charlus et de Courton, en janvier 1471. » R. M.

(2) Lachesnaye des Bois.

(3) Arch. hist. de la Gironde, xxxi, p. 276.

de Pychagut et seigneur de Pardailan, auquel sont faites le 27 février 1468-69 des reconnaissances féodales de terres « situées à Duras, en Agenais (1); enfin, par *Antoine de Monfaucon*, ainsi qu'il appert de Lettres patentes de Charles de France, duc de Guienne, en date de janvier 1470, attribuant diverses terres à plusieurs officiers de sa maison, notamment : « A Antoine de Monfaucon la terre, seigneurie, chaitel et chaitellerie de Duras avec toute justice et juridiction, haute, moyenne et basse, hommages, vassaux, etc. (2). »

Rentré dans ses domaines de Guienne et de l'Agenais, Gailhard IV de Durfort resta enfin fidèle jusqu'à sa mort à la cause française. Il testa à Duras, le 4 février 1480, et élut sa sépulture dans le tombeau de ses ancêtres, aux frères Mineurs de Bordeaux. Il faisait de nombreux legs à son troisième fils et à sa fille et instituait son second fils héritier universel. Il fut tué en 1487 en Bourgogne, en combattant pour le service du roi de France (3).

De son mariage avec Anne de Suffolck, fille du duc de Suffolck en Angleterre, il avait eu quatre enfants : 1. *Aymeri*, seigneur de Duras en 1453, mort sans postérité, avant le retour de son père en France; 2. *Jean*, qui suit; 3. *Georges*, seigneur de Thil, surnommé le *cadet de Duras à la grande barbe*. Le roi Louis XII lui donna 400 livres de pension l'an 1507. Il servit ce prince, à la bataille d'Agnadel, le 14 mai 1509 et à celle de Ravenne le 15 avril 1512, où il commandait 1.000 hommes de pied. Il fut gouverneur d'Henri d'Albret, roi de Navarre, et mourut vers le 20 mars 1525 sans enfants de Jacquette du Puy du Four, qu'il avait épousée en 1518; 4. *Marguerite*, née en Angleterre, nommée avec Jean et Georges, ses deux frères, dans les Lettres de Louis XI, de 1476, qui rappelaient son père en France, et dans le testament de ce dernier. Elle avait épousé, le 9 mai 1481, Jean de Saint-Gelais, seigneur de Mauléon et de Saint-Aulay en Saintonge.

(1) Arch. hist. de la Gironde, xxxi, p. 386.

(2) Archives départementales de la Gironde, série E. Bureau des finances, C. 4102. Cf. Arch. hist. de la Gironde, xxv, p. 9 à 16.

(3) Lachesnaye des Bois.

Gailhard de Durfort avait eu un fils naturel, **Bertrand**, conseiller chambellan du Roi, qui obtint une abolition au mois d'août 1476 (1).

III

Duras au xvi^e siècle. — Les guerres de religion.

Les guerres anglaises étaient terminées. La France s'était ressaisie, et les provinces les plus éloignées de la capitale, comme la Guienne et la Gascogne, s'étaient définitivement rangées sous la bannière aux fleurs de lys. Bien des sursauts devaient cependant encore se produire, et l'ardeur batailleuse des grands seigneurs était loin d'être calmée. Pour la satisfaire, et surtout pour grouper autour d'elle le plus de feudataires possible, la Royauté tourna ses regards au-delà des monts, et entreprit, follement souvent, la conquête des provinces italiennes. Ce furent les guerres d'Italie. Les seigneurs de Duras y prirent une large part et là encore s'illustrèrent dans de nombreux combats.

A défaut d'Aymeri, mort jeune sans postérité, *Jean de Durfort* succéda, dans la plupart de ses domaines à son père Gailhard de Durfort. Il accompagna le roi Charles VIII dans son expédition contre le royaume de Naples en 1494, et, plus tard, Louis XII dans sa conquête du Milanais. Il assistait à la bataille de Ravenne (11 avril 1512) comme commandant 50 lances, alors que son frère Georges combattait à ses côtés, à la tête de mille gens de pied (2). Il fut nommé la même année gouverneur de Crémone, en Lombardie.

Jean de Durfort était déjà maire de Bordeaux en 1480. Il exerça cette charge pendant longtemps et à diverses reprises. Il l'était encore en 1494 (3). Avant de partir pour l'Italie, il testa, le 19 mai 1490. Dans son testament, il nomme ses fils et ses trois filles, ordonne que ces dernières soient mariées

(1) Lachesnaye des Bois.

(2) Chambre des Comptes de Grenoble, livre LI des *Generalia*, fol. 364. Cf. J. Favre, *oper. cit.*, p. 52.

(3) *Chronique bordelaise*. Cf. : Leo Drouyn, *La Guienne militaire*.

honorablement et lègue à chacune d'elles 3.000 livres bordelaises (1).

Jean de Durfort mourut le 12 avril 1520 au château d'Ornezan, en Astarac. Selon son expresse volonté, son corps fut porté et enterré à Duras, dans l'église Sainte-Marie-Madeleine, le 20 mai suivant, et son cœur dans l'église de Trie. Sur son sceau est un écu coupé, en chef un lion et en pointe une bande.

Il avait épousé en premières noces, par contrat du 13 décembre 1478, Jeanne Angevin, dame du Tylih, de Tyrou et de Bussac, fille unique et héritière de Jacques Angevin, seigneur de Rauzan, de Pujols, de Civrac, de Bladignac et de Cypressac, près de Bordeaux, et de Marguerite de Montferrand, — et en secondes noces, par contrat du 9 mai 1513, Catherine de Foix, dame de Monbardon, fille de Corbeyran de Foix et de Jeanne de La Roque en Nébouzan. Elle resta veuve et fit son testament, en 1522 « où elle élut sa sépulture dans la chapelle de N.-D. d'Ornezan, jusqu'à ce que son fils Jean-Jacques de Durfort ait atteint l'âge de 25 ans, pour la faire transporter à La Madeleine, auprès de son mari » (2).

Ce fils, *Jean-Jacques de Durfort*, seigneur de Villandraut et d'Ornezan, mourut en Piémont, au service du roi, le 8 septembre 1555, à l'âge de trente-neuf ans. Il ne laissait aucun enfant de son mariage avec Françoise d'Espagne, fille de Hughes d'Espagne, seigneur de Durfort au comté de Foix et de Brunette de Coarraze.

De son premier mariage avec Jeanne Angevin, Jean de Durfort, seigneur de Duras, laissait 8 enfants : 1. *Jean*, institué héritier universel de son grand-père maternel, Jacques Angevin, par testament du 4 novembre 1502 et devenu ainsi seigneur de Rauzan, de Pujols et de Civrac. Il testa au château de Duras le 9 décembre 1506 et mourut sans avoir été marié, après avoir institué son second frère François, son héritier universel ; 2. *François*, qui suit ; — 3. *Bernard*, abbé commandataire de St-Ferme (?) près de Duras ; — 4. *Jean*,

(1) Lachesnaye des Bois.

(2) Ibidem.

auteur de la branche du seigneur de Civrac ; — 5. *Bertrand* ;
6. *Jeanne*, mariée le 11 mars 1511, à Bernard de Rivière ; —
7. *Marguerite*, mariée le 11 mars 1511 également à Bertrand
de Lustrac ; — 8. *Isabelle*.

— François de Durfort ne devint seigneur de Duras et de Blanquefort qu'après la mort de son père Jean en 1520. Il était déjà seigneur de Rauzan, de Pujols et de Civrac, comme ayant hérité de son frère aîné de ces trois seigneuries. Ainsi que tous les membres de sa famille il prit part à toutes les guerres d'Italie. En 1503, il combat dans le royaume de Naples, à côté de Bayard et se fait remarquer dans une sanglante affaire près de Gaëte (1). Il combat, avec le grade de colonel d'infanterie à la bataille de Marignan, et reçoit, en récompense de ses services, par lettres patentes du mois de septembre 1520, l'établissement de quatre foires par an à Blanquefort et un marché par semaine en chacune de ses autres places de Rauzan, Pujols et Villandrau (2).

Comme s'il avait eu le pressentiment de sa mort prochaine il testa le 13 septembre 1524, avant de partir pour l'armée et institue son fils aîné, Armand, héritier universel, lui substituant ses enfants et les enfants de ses enfants mâles jusqu'à la quatrième génération, et à leur défaut, Symphorien, son second fils établirait substitution sur substitution (3).

François de Durfort fut tué en Italie dans une escarmouche, deux jours avant la sanglante et désastreuse bataille de Pavie. Il commandait une compagnie de 50 lances (24 février).

Il avait épousé, par contrat du 14 octobre 1519, Catherine de Gontaut, fille de Pons de Gontaud, baron de Biron et de Marguerite de Montferrand sa seconde femme. Il en eut trois enfants : 1. *Armand*, seigneur de Duras, mort avant son père sans avoir été marié ; 2. *Symphorien* qui suit ; 3. *Jeanne*, dame de Labatut, mariée à Charles de Belleville, comte de Caunac (4).

(A suivre).

Ph. LAUZUN.

(1) J. Favre, *oper. cit.*

(2) Lachesnaye des Bois.

(3) Ibidem.

(4) Ibidem.

LA JUSTICE CONSULAIRE A AGEN

AU XVIII^e SIÈCLE

QUATRIÈME PARTIE

Les Agents de la Police Consulaire

1. Le Guet (1)

Les agents de la police consulaire étaient le guet et la milice bourgeoise. Au moyen-âge, tout personnage important avait une suite; les consuls étaient toujours accompagnés d'un certain nombre de soldats : les mandes. Ils escortaient les magistrats et exécutaient leurs ordres. En 1566, il y en avait six; en 1649, douze. A cette date un consul fut chargé de rédiger de nouveaux statuts concernant les agents de la police consulaire (2). On leur donna un chef : le capitaine. Celui-ci prêta serment « d'être soumis, de bien exécuter les ordres de ses magistrats et de tenir dans l'ordre et la discipline militaire les soldats du guet sujets à son autorité, le tout pour le bien de l'Hôtel de la Communauté ». Les mandes furent congédiés; on fit appel à de nouvelles recrues. Le guet était constitué. Les « *soldats du guet* » ou « *valets de ville* », qui avaient remplacé en 1649, les « mandes » du Moyen-Age, étaient, en 1700, au nombre de huit, plus le capitaine. Ils étaient sous l'autorité directe des consuls, ne dépendaient que d'eux. « Le guet de l'Hôtel de Ville ne marche jamais que par l'ordre des consuls auxquels le commandement en a été confié, à l'exclusion de tous autres juges; ils sont obligés à la vérité de donner main-forte pour l'exécution des décrets et autres ordon-

(1) Nous nous sommes aidés pour ce chapitre de l'article du lieutenant Houzelot « Les agents secondaires de la police de la ville d'Agen du xiv^e siècle à nos jours », *Revue de l'Agenais*, Année 1904.

(2) Agen, Arch. com. EE. 27. Règlement arrêté par les consuls, Houzelot, *Revue de l'Agenais*, p. 293.

nances de justice, mais il faut que ces ordonnances et ces décrets soient rendus, que les consuls soient requis, et qu'avant de donner leurs ordres ils soient instruits de l'expédition qu'on doit faire, parce qu'ils sont chargés et personnellement responsables de toutes les démarches et opérations du guet ». (1).

Pour être reçu soldat du guet, il fallait être un fidèle sujet du roi, « certifié de bonne vie, de religion catholique, apostolique et romaine », être « zélé et capable ». Le nouveau venu prêtait serment d'obéir à ses supérieurs (2). A ses heures libres, le soldat du guet pouvait vaquer à ses occupations habituelles.

Les effectifs varièrent peu durant le xviii^e siècle. Jusqu'en 1741, le guet comprit huit soldats et le capitaine. La Jurade du 24 février de cette année leur donna un nouveau collègue en créant « un trompette pour la publication des déclarations du roi, ordonnances de police et autres actes, aux gages de cent livres par an et du logement ». L'intendant ratifia cette création (3). En 1747, les soldats du guet demandèrent une augmentation de traitement. Dans une lettre à son subdélégué Couloussac, l'intendant proposa de réduire de trois membres les effectifs du guet, et de répartir leurs gages entre les restants (4). La communauté ne donna aucune suite à cette proposition. Loin de réduire les effectifs, elle les augmenta. L'assemblée des notables (5), dans ses délibérations du 7 et 8 avril 1768, fixa le nombre des soldats du guet à douze, plus le capitaine. Celui-ci avait un travail considérable auquel il ne pouvait suffire. C'est pourquoi, le 19 décembre 1768, l'assemblée décida de nommer un sergent « pour faire alternativement le service des patrouilles qui se font journellement », pour commander une partie du guet, si on le divisait en deux fractions. En cas de maladie du

(1) Agen, arch. com. FF. 29. Mémoire, sans date, du xviii^e siècle.

(2) Idem. Journaux des consuls. Réception des soldats du guet.

(3) Idem. BB. 75. Journal des consuls. Copie de la délibération du 24 février 1741.

(4) Bordeaux, Arch. dép. C. 975. Lettre de l'intendant à Couloussac.

(5) Régime de 1767.

capitaine, il le remplaçait (1). Les effectifs du guet ne furent plus modifiés jusqu'à sa dissolution en 1794.

5 capitaines se succédèrent au XVIII^e siècle : En 1700, un nommé Delmur remplissait cette fonction. En 1710, Jean Fisse fut nommé capitaine. Il remplit ses fonctions avec un grand zèle. En 1723, son âge et ses infirmités le rendirent inapte à son service. Le 1^{er} juin, le promoteur requit son remplacement. Les consuls nommèrent à sa place son fils Arnaud Fisse, âgé de trente ans (2). Le 22 septembre 1733, Lacoste le remplaça. Celui-ci mourut en 1739 et eut pour successeur, le 2 mai, Claude Mirassandeau (3) qui conserva sa charge jusqu'en 1763. La vieillesse l'obligea de se retirer. Le 24 février, la jurade nomma capitaine Louis Peyre « soldat licencié du régiment d'Eu » (4). Ce fut le dernier, il assista à la dissolution du guet en 1794.

L'uniforme était brillant. Chapeaux tricornes brodés de galons d'or, casaque et veste en drap de Lodève rouge de garance, culotte serrée aux genoux, bas de laine rouge retenus par des jarretières de soie, souliers à boucles. Des bandoulières blanches, décorées aux armes de la ville, rehaussaient le costume. Au commencement du XVIII^e siècle, le renouvellement des uniformes revenait à 853 livres; dans les dernières années du Régime, la dépense variait entre 1.360 et 2.250 livres. Beaucoup plus riche, le costume du capitaine coûtait à lui seul 206 livres (5). Il était en drap écarlate, bordé autour du col, des poches, des parements, par un galon d'or. En 1739, les galons d'argent remplacèrent l'or qui ne réapparut que vers 1759. Pour les cérémonies, le capitaine recevait une paire de bas blancs. Le trompette, créé en 1741, était habillé comme les soldats; le sergent aussi; seuls les galons le distinguaient des autres. En 1771, il reçut deux épau-
lètes de soie rouge et une paire de bas de soie blanche (6).

(1) Agen, Arch. com. BB. 80. Délibération de l'assemblée des notables, 7-8 avril 1768.

(2) Idem. BB. 70. Journal des consuls. Réception, p. 137.

(3) Idem. BB. 75. Journal des consuls. Réception, 2 mai 1739.

(4) Idem. BB. 79. Journal des consuls. Réception, 24 février 1763.

(5) Houzelot, *Revue de l'Agenais* (1904), p. 313.

(6) Idem, p. 316.

L'habillement du guet était attribué à un tailleur par voie d'adjudication au rabais. Les jours de grandes cérémonies, l'uniforme était agrémenté de flots de rubans, les soldats devaient être rasés et poudrés de frais (1).

L'intendant avait la haute main sur les questions intéressant l'habillement du guet. Il fixait la qualité du drap à employer; les consuls lui envoyaient des échantillons d'étoffe avant de faire leurs achats (2).

L'armement du guet fut jusqu'en 1747 le même que celui des mandes. Au XVIII^e siècle, comme au moyen âge, l'arme classique fut la hallebarde. Dans tous les procès-verbaux de cérémonies, d'opérations de police, les consuls ne manquent pas de noter : « Nous nous avançons précédés de nos soldats du guet avec leurs hallebardes. » Ce n'est que le 1^{er} avril 1747 que les consuls leur distribuèrent des fusils et des baïonnettes (3). Mais ils conservèrent leur hallebarde jusqu'en 1792; ils ne prenaient leurs fusils que pour les rondes de nuit. Ils avaient aussi une épée. Ils n'avaient presque jamais à faire usage de leurs armes.

Durant le XVIII^e siècle, les gages du guet ne firent qu'augmenter. Jusqu'en 1730, la communauté leur donna cinquante livres. En 1730 ils demandèrent une augmentation; car « la cherté de la vie mettait les suppliants hors d'état de pouvoir subsister »; ils obtinrent soixante-quinze livres (4). Le capitaine, qui n'en touchait que quatre-vingt-dix, protesta; la communauté lui en accorda cent trente (5). En 1747, nouvelle réclamation: le guet fit une véritable grève, les consuls voulurent le renouveler, mais aucun candidat ne se présenta. Agen resta quelques jours sans agents de police. Les consuls de-

(1) Les consuls passaient contrat avec un perruquier qui, moyennant certains avantages, tels que la dispense de loger des gens de guerre, s'engageait à raser et à poudrer le guet gratuitement les jours de fête. Agen, Arch. com. BB. 75. Contrat avec Tabos, 3 juin 1740.

(2) Bordeaux, Arch. dép. C. 512. Lettres des consuls à l'intendant; Idem. C. 523. De passage à Agen, Boutin donne des ordres pour l'habillement du guet.

(3) Agen, Arch. com. EE. 23. Armement.

(4) Idem, BB. 73. Journal des consuls, 30 octobre 1730.

(5) Idem, BB. 73, f^o 9 v^o, 11 r^o.

mandèrent alors à l'intendant son aide financière, « afin que nous puissions, disaient-ils, avoir la satisfaction d'être servis à raison de nos fonctions, comme il convient à des officiers d'une ville du second ordre, pour l'exécution de la justice, et que nous puissions contenir nos habitants dans les occasions, ce que nous ne saurions faire si nous manquons de ces bas officiers » (1). Après bien des pourparlers, les gages des soldats du guet furent portés à cent six livres. Le 3 juillet 1766, on leur accorda une augmentation de trente livres (2). En 1773, ils arrivèrent à toucher cent quatre-vingt livres. Le capitaine en avait alors quatre cents, le sergent deux cent cinquante. Il y eut une nouvelle et dernière augmentation en 1775 (3).

En dehors de ce traitement fixe, le guet et son capitaine, plus tard le trompette et le sergent, touchaient des rétributions supplémentaires, des « aubaines » pour chaque fête, feu de joie, procession et cérémonie officielle où ils escortaient les consuls, pour chaque jurade. L'arrestation d'un prévenu, une opération de police, donnaient aussi lieu à ce supplément que payaient, bien entendu, les délinquants, s'ils étaient condamnés.

Lorsque les soldats du guet n'étaient pas logés dans une maison appartenant à la communauté, l'intendant leur accordait une indemnité de logement. Jusqu'en 1766, elle fut de dix livres; en 1790, elle s'élevait à vingt livres. Jusqu'en 1739 le capitaine habita dans la maison du roi; puis les consuls l'installèrent dans une chambre de l'Hôtel de Ville. Elle ne lui était attribuée que s'il était célibataire, sinon, il logeait en ville et touchait une indemnité.

Les soldats du guet jouissaient de plusieurs privilèges : Ils pouvaient s'approprier un lot de terres appartenant à la Communauté et le transformer en jardin ; ils prélevaient à leur profit un droit de place sur les tentes des marchands

(1) Bordeaux, Arch. dép. C. 975. Lettre des consuls à l'intendant.

(2) Agen, Arch. com. BB. 79. Journal des consuls, 3 juillet 1766.

(3) Bordeaux, Arch. dép. C. 549. Lettres du subdélégué à l'intendant.

qui s'installaient au Gravier pour les foires de juin (1); ils étaient dispensés du logement des gens de guerre.

Leurs fonctions étaient très variées : ils figuraient dans toutes les cérémonies et y escortaient les consuls; la nuit, ils faisaient des rondes avec le consul de service; ils suivaient les magistrats dans leurs expéditions de police; le capitaine était chargé des opérations importantes; lors des visites de caves, il goûtait les vins pour voir s'ils étaient de bonne qualité; les soldats opéraient les saisies et, se transformant en « déménageurs publics » transportaient à l'Hôtel de Ville tout ce que la fantaisie des consuls lui désignait.

C'est en considérant les consuls « à l'œuvre » que l'on se rendra compte du travail qu'accomplissait le guet et aussi des mésaventures innombrables qui survenaient à ces agents de police, vestiges d'un temps qui n'était plus.

2. La milice bourgeoise

Dans une ville de l'importance d'Agen, une dizaine d'hommes n'auraient pu suffire à maintenir l'ordre. La Justice consulaire avait à sa disposition d'autres auxiliaires : la milice bourgeoise. Tous les habitants d'Agen en faisaient partie de seize à soixante ans, excepté les infirmes, les malades et ceux que leurs fonctions ou un privilège particulier en dispensaient. Elle était sous les ordres du corps de ville. Elle avait comme officiers : huit capitaines, deux par paroisse, huit lieutenants, seize sergents, trente-deux caporaux. Ces officiers, nommés par les consuls, prêtaient serment, à l'Hôtel de Ville, lors de leur entrée en charge.

Les troupes bourgeoises étaient divisées en huit escouades; chacune à tour de rôle se rendait le soir, vers neuf heures, à l'Hôtel de Ville; un consul faisait l'appel, distribuait les armes : fusils et baïonnettes, divisait, s'il était nécessaire, l'escouade en plusieurs fractions et indiquait à chacune l'itinéraire à suivre. Si des désordres étaient signalés, le consul se

(1) Houzelot, p. 306.

mettait à la tête de la patrouille, accompagné d'un ou de plusieurs soldats du guet. En cas de besoin urgent, les consuls faisaient circuler en ville un tambour pour convoquer les membres de la milice. Tout manquement à l'appel était passible d'une amende de cinq livres, plus forte en cas de récidive et même de la privation du droit de bourgeoisie.

Les sergents étaient, dans leur quartier, les représentants de la justice consulaire. Ils surveillaient leurs voisins et devaient être prêts à fournir des renseignements sur eux ; ils veillaient à l'exécution des ordonnances de police : heures de fermeture des cabarets, police des étrangers, de la voirie, des mœurs, ramonage des cheminées, etc. En cas de contravention, ils devaient faire un rapport aux consuls, sous peine de destitution et d'amende.

En 1752, les consuls eurent l'idée de nommer un major des troupes bourgeoises. Ils n'avaient pas demandé l'autorisation de l'intendant; Couloussac, son subdélégué, s'en plaignit. Ils attribuèrent cette charge à un nommé Boyssonnade. Les capitaines refusèrent de servir sous ses ordres. En 1775, la Communauté supprima le poste de major, et, malgré ses protestations, remercia Boyssonnade (1).

Le gouverneur de la province s'occupait plus que l'intendant de la milice bourgeoise. Arrivé au pouvoir en juin 1758, le maréchal duc de Richelieu, gouverneur de Guyenne, trouva sa province, et en particulier Agen, livrée au désordre le plus complet : la police s'était relâchée, les officiers municipaux ne montraient aucun zèle pour réprimer les abus. Il décida de remédier à cette situation par des règlements sur la milice bourgeoise. La première ordonnance est du 1^{er} juillet 1761. Chaque ville devait choisir parmi ceux qui étaient aptes à faire des patrouilles nocturnes un certain nombre d'habitants proportionné au chiffre de la population et à la grandeur de la ville. On les formerait en compagnies de quarante hommes commandées chacune par un capitaine, un lieutenant, deux sergents et quatre caporaux choisis, parmi

(1) Bordeaux, Arch. dép. C. 928. Correspondance.

les principaux habitants, par les officiers municipaux. Chaque nuit, on emploiera pour les patrouilles, de dix heures du soir à la pointe du jour, un dixième de la milice bourgeoise. La patrouille, qui devra être armée de bons fusils, marqués aux armes de la ville, veillera au maintien de l'ordre, surveillera la fermeture des cabarets à l'heure réglementaire, arrêtera les malfaiteurs et les vagabonds (1).

Le 10 août 1761, une deuxième ordonnance vint préciser la première. Le maréchal de Richelieu recommandait de n'employer pour les patrouilles aucun habitant de la campagne. « Il faut les laisser tranquilles pour la culture des terres ». Il recommandait aussi aux consuls de surveiller les lieux couverts, les arceaux où les malfaiteurs pouvaient se cacher aisément; il prescrivait l'installation de nouvelles lanternes. Le maréchal menaçait les consuls de les faire punir s'ils montraient de la négligence dans leur service (2).

Le 4 septembre 1761, Richelieu exhorta de nouveau les consuls à ne pas se relâcher dans l'exercice de la justice. Les défaillants à la patrouille se voyaient menacés de peines sévères : vingt-quatre heures de prison la première fois, quarante-huit en cas de récidive. En cas de résistance, le gouverneur averti les ferait arrêter par la maréchaussée (3).

Le duc de Lorges, « lieutenant du roi, commandant en Guyenne en l'absence du maréchal de Richelieu », promulgua une nouvelle ordonnance le 21 novembre 1761. Elle prescrivait la formation de douze compagnies de 80 hommes et établissait un roulement qui permettait aux soldats de la patrouille de n'être en service qu'une fois tous les quarante-neuf jours. Une classe de « surnuméraires » était créée, composée de domestiques remplaçant leurs maîtres dispensés ou défaillants (4).

Les consuls essayèrent d'exécuter ces ordres : ils destituèrent les anciens officiers et en nommèrent de nouveaux, refu-

(1) Agen, Arch. com. BB. 77. Journal des consuls, 1^{er} juillet 1761.

(2) Idem, 10 août 1761.

(3) Idem, 4 septembre 1761.

(4) Idem, 21 novembre 1761.

sant aux premiers tout grade dans la nouvelle organisation. Des protestations multiples s'élevèrent. Les fils de jurats, nommés officiers, refusèrent de se conformer aux ordres du maréchal qui dut, « avec douleur », donner ordre aux consuls de tout rétablir comme avant. Les fils de jurats, dépossédés à leur tour de leurs grades, prétendirent alors qu'ils devaient être dispensés de la patrouille; il fallut les menacer de la prison pour les faire rentrer dans le devoir. Les consuls continuèrent à exercer leurs fonctions de police comme par le passé; la milice bourgeoise avait été rétablie dans son ancien état.

Le 21 octobre 1771, le maréchal de Richelieu attira encore l'attention des consuls sur la nécessité pour eux de s'acquitter avec zèle de leurs fonctions et de veiller au bon fonctionnement des patrouilles (1). En 1774, les jurats firent une tentative pour outrepasser leurs droits et participer à la nomination des officiers; mais l'intendant décida que, comme par le passé, les officiers de troupes bourgeoises seraient nommés par les consuls (2).

Tels sont les auxiliaires de la justice des consuls. Trop faible, sans autorité, souvent tourné en dérision par le peuple, le guet n'était pas pour les consuls d'un grand secours. Quant à la milice bourgeoise, elle était composée de braves bourgeois, inexpérimentés, qui faisaient leur service à contre-cœur et l'éludait chaque fois qu'ils en trouvaient l'occasion.

Nous allons voir l'usage que les consuls savaient faire de ces moyens d'action si insuffisants et la manière dont ils exerçaient leurs fonctions de police.

(à suivre)

A. POUMAT.

(1) Agen, Arch. com. BB. 83. Journal des consuls (f° 16 v°).

(2) Idem, Arch. com. BB. 83. Journal des consuls (f° 80 v°).

LISTE DES BASTIDES DE L'AGENAIS

I

Manière de reconnaître les Bastides

Nous voici arrivés à la dernière partie de notre travail : à l'énumération des bastides de l'Agenais. Il s'agit de reconnaître parmi les villes du pays celles que l'on peut qualifier de bastides. Le problème est assez difficile, car, il ne suffit pas d'avoir dégagé leurs caractéristiques pour connaître d'une façon sûre toutes les villes neuves. Doit-on, par exemple, toutes les fois que l'on se trouve en présence d'une ville au plan régulier, affirmer que c'est une bastide ? Les faits viendraient souvent contredire cette opinion; en effet, il y a des villes régulières qui ne sont pas des bastides. La ville de Pujols, fort ancienne et qui s'éleva sous la protection d'un château fort, a la symétrie des bastides. Le même fait peut être observé à Duras. Une partie de la ville de Layrac, élevée au début du ^{xii}^e siècle autour du prieuré, est régulière. On y trouve une place des cornières à l'intersection de quatre rues. La ville de Francescas a des cornières. Il faut reconnaître que, durant les quatre derniers siècles du Moyen Age, les villes ou les quartiers de ville construits sur des terrains inoccupés et offrant des surfaces planes, sont généralement alignés. Le Moyen Age, tout comme les autres époques, lorsqu'il construit d'après un plan prémédité, le fait avec symétrie. L'indication du plan à damier n'est donc pas suffisante pour reconnaître une bastide.

Restent les documents historiques. Là encore il faut avancer avec précaution. Plusieurs cas se présentent.

Le plus sûr des documents est la charte de la fondation établissant la bastide d'une façon évidente ou un contrat de paréage dont les motifs sont indiqués, témoin : Villeneuve-sur-Lot, Vianne, Castillonès.

Mais souvent ces chartes, par suite des vicissitudes de l'histoire des villes, manquent et il ne reste que la charte des coutumes contemporaine ou postérieure à la bastide. Son préambule peut alors nous éclairer et les mots : bastide, ville neuve ou castrum nous montrent que nous avons à faire à une ville neuve; telles sont Valence, Caudecoste, Villeréal, Sérignac.

Mais souvent la charte même des coutumes a disparu. Que reste-t-il alors pour reconnaître la bastide ?

Des mentions dans des textes contemporains ou postérieurs. Le plus précieux, à cet égard, est un document, déjà cité et intitulé : *Mémoire des acquisitions faites par Alphonse, comte de Toulouse et de Poitiers*. (*Hist. du Lang.*, t. viii, p. 543. an. 1272).

In diocesi Agennensi fuit fieri dictus comes :

Bastidam Sancte Fidis; locum habuit ex dono abbatis Sancte Fidis, valentem per annum centum marchas et amplius.

Item bastidam de Aymeto; locum habuit ex dono, valentem per annum sexaginta libras Turonensium vel circa.

Item bastidam de Castellione; locum habuit ex dono, valentem circa centum marchas.

Item bastidam de Villenove; locum habuit ex dono, valentem per annum circa ducentas libras Turonensium.

Item bastidam de Claromonte; locum habuit ex dono, valentem circa centum libras Turonensium.

Item bastidam Castri Seignorii, per medietatem locum habuit ex dono, valentem circa triginta libras Turonensium.

Item bastidam de Sancto Pastore et de Gratacambe; locum habuit ex dono, valentem circa quadraginta libras Turonensium.

Item bastidam Villeregalis, valentem per annum quatuor viginti libras Turonensium; locum habuit ex dono.

Ultra Garonam fecit fieri dominus comes bastidam de Dunesio; locum habuit ex dono, valentem circa quinquaginta libras Turonensium.

Item bastidam inter Altumvillare et granchiam Bellepertim, valentem circa quadraginta libras Turonensium.

Item posuit in refectione castri de Marmanda quadraginta libras Turonensium.

Item bastidam de Castro Comitalli; locum habuit ex dono, valentem circa quadraginta libras Turonensium.

Item bastidam de Montereali, locum habuit ex dono, valentem circa sexaginta libras Turonensium.

Item in refectione castri de Pena quingentes libras Turonensium.

Summa acquisite in Agennensio : 15 libras Turonensium.

Il peut être question dans les chartes de coutume d'une autre ville, des coutumes d'une bastide. Ces mentions sont fréquentes dans les *Rôles Gascons*; elles sont favorisées par la filiation des chartes. C'est ainsi que l'on voit au t. II des *Rôles Gascons*, p. 426, ns 1375, après les coutumes de Villeréal : « *Pro habitatoribus ville de Monte Flanquino* » consinulis littera conceditur habitatoribus castri seu ville nostre Montis Fanquino.

Enfin la liste des baillies de cette époque nous a été d'un précieux secours. Nous trouvons les 12 bailliages de l'Agenais dans ce compte des recettes d'Alphonse de Poitiers en 1257 (Samazeuil, *Hist. de l'Agenais*, t. I, p. 311) :

Ballivie Agennensis, D. G. de Balnéolis senescallo.

Salinum de Agenno, V. C. C. Tur.

Ballivia de Agenno, C. L. Tur.

Ballivia de Grandi Castro, III, C. L. Tur.

Bal. de Cassenolio, de Podio, et S. Liberata, XI, XX, L. C. S. Tur.

Bal. de Tornone, IX, XX, L. Tur.

Bal. de Penna, IX, M. C. C. S. Tur.

Bal. de Ultra Garonam tradita est in commenda.

Bal. de Porta S. Mariæ, IV, XX, XV, L. Tur.

Bal. de Monte Flanquino et Monte Claro, tradita est in connenda.

Bal. de Marmanda tradita est in connenda.

Suma sena counmendis, XVIII. C. L. XX. L. Tur.

D'autre part, l'*Inventaire sommaire des Archives du Lot-et-Garonne*, t. I, nous donne la liste des baillies en 1259. Il y en a 15 :

Agen, Outre Garonne, Port-Sainte-Marie, Puymirol, Penne, Villeneuve et Sainte-Livrade, Saint-Pastour, Monclar, Laparade, Castillonès, Monflanquin, Villereal, Tournon, Sainte-Foy la Grande, Marmande. »

Villeneuve, Saint-Pastour, Castillonès, Villereal, Sainte-Foy la Grande sont donc des bastides construites en 1257 et 1259. •

Le même inventaire donne également la liste des 50 baillies de l'Agenais au xiv^e siècle d'après un compte anglais de 1363-1366.

Un dénombrement fut fait en 1271, après que l'Agenais eut fait retour à la France et que Guillaume de Cohardon, sénéchal de Carcassonne et de Béziers, chargé aussi d'administrer le comté de Toulouse et d'Agenais, vint tenir des assises dans ce dernier pays pour y recevoir au nom du roi le serment de fidélité des villes, barons et ecclésiastiques :

Agen, Puymirol, Valence d'Agen, La Sauvetat de Savères et Castelsagrat, Tournon, Sauveterre, Penne, Villeneuve, Castelnaud de Grattecambe, Monclar, Gratteloup, Hautsvignes, Laparade, Monflanquin, Villereal, Sauvetat de Caumont, Miramont, Castillonès, Sainte-Foy la Grande, Marmande, Gontaud, Nicole, Aiguillon, Port-Sainte-Marie, Laroumieu, Condom, Mézin, Montréal (Gers), Fourcès (Gers), Ferrebrenques, Sainte-Maure, Bologne (Gers), Bastide-Castel-Amouroux, Lagruère, Villefranche, Damazan, Vianne, Saint-Julien de Cap d'Ourbise (commune de Fargues), Francescas, Lamontjoie, Cend Sent (à identifier), Durance, Ste-Livrade, Granges (Sancti Damiani), Tonneins, Flectone (bastide détruite, dont le nom même s'est perdu). Elle était située entre Lussac et Saint-Amans (commune de Saint-Sardos), Londres (bastide détruite, réduite à une paroisse commune Puymiclan), Saint-Sardos, Lavardac, Cauderoue (paroisse de la commune de Nérac).

La comparaison de ces listes est utile pour retrouver le nom des bastides; en effet, beaucoup des baillies qui ont été ajoutées sont des « villes neuves ».

Quelques bastides n'ont pas prospéré et ont disparu. Leur nom même s'est perdu. Pour d'autres il est difficile de retrouver l'emplacement qu'elles occupaient. Enfin des pays voisins revendiquent des bastides de même nom, comme par exemple Saint-Sardos.

C'est avec ces notions et aussi avec l'expérience de ceux qui déjà se sont occupés des bastides que nous avons essayé de faire une liste aussi complète que possible des villes neuves de l'Agenais.

Pour plus de commodités, nous les avons classées par fondateurs. Nous allons donner quelques détails sur chacune d'elles.

II

Bastides fondées par Raymond VII

Comte de Toulouse

1246. PUymiROL, chef-lieu du canton de l'arrondissement d'Agen. Nous avons vu dans quelles circonstances elle fut fondée par Raymond VII, sous le nom de Grande Castrum, le 26 septembre 1246. Le comte de Toulouse faisait construire la bastide quand l'évêque d'Agen, Pierre de Reims, prétendit que la colline sur laquelle le comte faisait construire la ville était dans la mouvance de son église. Une transaction intervint, l'évêque céda à Raymond tous les droits qu'il avait sur cette colline, moyennant la somme de 500 livres, monnaie d'Agen que le comte lui assigna sur le péage de Marmande (*Hist. du Lang. livre xxv chap. xxiv*) Raymond fit bâtir en même temps une église paroissiale dans ce lieu et le pape Innocent IV, par une bulle du 24 avril 1247, lui accorda l'année suivante la présentation à la cure (*Hist. du Lang. VI, 779*).

L'identification de Grande Castrum avec Puymirol est certaine. Je citerai seulement le passage suivant d'une charte de l'évêque d'Agen (26 sept. 1246) concernant un procès qu'il soutenait contre le comte de Toulouse : « Super eo quod idem dominus comes in monte qui dicitur Puch Miral Grande Cas-

trum in aperat edificare quod dicebamus esse in nostrum prejudicium eundem montem cum pertinentiis suis licet desertum, nemorasum et heremum, ad nostrum dominium, ratione fendi a nobis et al Agennensi ecclesia moventis, pertinere dicentes. » (*Rôles Gascons*, t. II, p. 387, n° 1253).

Il existait anciennement dans ce lieu une bourgade. C'était déjà un centre d'agglomération à l'époque celtique. « On y a trouvé de nombreuses haches en pierre polie, trouvées à la surface du sol. La plus remarquable, en jade, aplatie à deux tranchants ; plusieurs pierres de fronde sont aiguës en pointe » (*Notes laissées par M. Tholin, archiviste du Lot-et-Garonne*). D'autre part, nous trouvons dans les « *Coutumes de Puymirol*, de H. Rebouis :

« Il résulte d'un acte de 1238 fait entre Bertrand de Penne, chevalier de Montjoy, et Guillaume de Beaupay, abbé de Saint-Maurin, que le chemin clermontois, voie celtique reliant Agennium à Gergovie (Clermont) était alors nommé dans le pays : chemin de Lauzerte à Puymirol, ce qui indique que ce dernier endroit était déjà un antre d'habitation assez important. » (*Gallia Christiana* II, col. 946).

De plus, les fouilles montrent que Puymirol a été bâti sur l'emplacement d'une ancienne villa romaine.

En 1252, les « *probi homines de Grandi Castro* » sont mentionnés dans l'ordonnance des enquêteurs envoyés par Alphonse dans le Quercy et l'Agenais avec ceux de Condom, Penne, Port-Sainte-Marie. (*Hist. du Lang.*, t. VII, c. 424).

En 1257, « *Grande Castrum* » est cité parmi les 12 bailliaiges de l'Agenais dans un compte des recettes d'Alphonse de Poitiers.

Le 28 déc. 1283, Edouard I^{er}, roi d'Angleterre, approuve les conventions faites, en son nom, par les consuls et les prud'hommes de Puymirol, de Monclar, Monflanquin et Tournon, au sujet de la construction des murs et des portails des dites villes, les murs devant être élevés aux frais des communautés et les portails aux frais du roi. (*Document déjà cité ; Rôles Gascons*, t. II, p. 213, n° 752).

Le 13 déc. 1286, Edouard I^{er} accorde une charte de cou-

tumes à Puymirol. Cette charte est dans les *Rôles Gascons*, t. II, p. 342, n° 1105, éd. Bémont. Elle a été publiée par H. Rebouis (*coutumes de Puymirol en Agenais*). Voici son péambule : « In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Amen. L'an de la encarnacio de nostre Senhor M. CCC. xxxvi j., lo xii j. jorn de Décembre, nos, Edwart, par la grâce de Dieu rey d'Anglaterra, senhor de Irlanda e duc de Guyana, donam e autreiam per nos e per tots nostres successors per tots temps, als nostres amats a tots e a cadau los habitants els habitants de Gran Castel, de l'abescat d'Agenais, le qual ere ja edificat en onor de Dieu tot poderose de la gloriosa Vergina, nostra dona Sancta Maria, e de tots sants e de todas sanctas, las costumaz desots scritas. » Suivent les coutumes qui se rattachent à celles des autres bastides par leurs dispositions principales.

Le 28 mai 1293 : Mandement d'Edouard I^{er} au sénéchal de l'Agenais pour qu'il autorise les habitants présents et futurs de Puymirol, dont les maisons seraient contiguës au château, dans l'enceinte des murs, à construire des ponts, qui s'étendraient de leurs maisons aux dits murs, à condition que ces ponts n'embarrassent point le chemin public au dessus duquel ils seraient établis et qu'ils soient enlevés toutes les fois qu'il en sera besoin. (*Documents inédits sur l'Agenais. Tamizey de Larroque*, p. 32, n° XI).

Cette bastide, située à une altitude de 153 mètres, sur les hauteurs qui bordent la rive gauche de la rivière de la Séoune, à 17 km à l'est d'Agen et à une lieue de la Garonne, occupait une des plus fortes positions de cette région de l'Agenais. « Aussi son nom se rencontre-t-il souvent dans les documents des xiii^e, xiv^e et xv^e siècles. » (*Tamizey de Larroque. Documents inédits sur l'Agenais*).

« Un château s'élevait à l'une des extrémités, sur le point le plus accessible. Cette citadelle était isolée du côté de la ville par un fossé creusé dans le roc, large d'environ 10 mètres, et profond d'autant. Elle fut épargnée par Louis XIII dans la démolition presque générale des forteresses de l'Agenais. Les vieillards du pays se souviennent d'en avoir vu les restes impo-

sants. L'enceinte continue, assise sur des rochers taillés à pic, n'avait des tours que du côté de la citadelle et au-dessus des portes. L'épaisseur des murs est de 1 mètre 50 à 3 mètres. Six rues longues, exactement orientées, sont croisées par neuf rues perpendiculaires. Des puits sont creusés à chaque extrémité et au centre de la place des Cornières. (Il existe un plan de Puymirol aux Archives départementales de Lot-et-Garonne). L'église est au nord-est de cette place. Ruinée par les protestants, elle fut reconstruite, de 1640 à 1649, par l'architecte J. de la Berberette, ainsi que le constatent deux inscriptions. C'est un vaisseau rectangulaire sans voûte. La base du clocher et le beau portail ouvert au midi datent du ^{xiii}^e siècle.

Il subsiste aussi, de la fondation primitive, quelques arcades des cornières, des maisons à pans de bois; trois maisons carrées à deux étages entièrement construites en pierre. L'une, qui est flanquée d'une tourelle ronde en encorbellement, et qui possède trois larges cheminées sert actuellement de maison d'école. Les deux autres, situées entre la rue Royale et la rue d'Orléans, ont des arcades de rez-de-chaussée et des baies de premier étage à cintre brisé. Elles ont subi des remaniements au ^{xv}^e siècle, ainsi que l'atteste le style des croisées carrées pourvues de meneaux » (*Congrès archéologique d'Agen*, 1874).

III

Bastides fondées par Alphonse de Poitiers

1255. MONTRÉAL (Gers). — Deux bastides de l'Agenais portent ce nom. Celle qui fut fondée en 1255 appartient maintenant au département du Gers. Elle était alors sur les confins de l'Agenais. Elle fut fondée par Guillaume de Bagnols (Balneotis) sénéchal d'Agenais, pour le comte Alphonse de 1255 à 1263. Le compte de 1272 (document déjà cité) porte : « Ultra Garonam fecit fieri dominus comes... Item bastidam de Monteregali, locum habuit ex dono, valentem circa sexaginta libras Turon.

M. Curie-Seimbres (p. 226), nous dit que sa charte de cou-

tumes, en idiome gascon, nous a été conservée par *Oihenart*, t. 104, folio 98 : « Le sénéchal avait commis un notaire nommé Pons Maynard, pour tracer sur le terrain : bastidam sive castrum; ad tulliandum carrerias, plateas et cavaleria et loca domorum dividenda et adjudicanda. »

A cause de la résistance de Géraud d'Armagnac, qui se prétendait lésé par son établissement, la bastide ne fut commencée qu'en 1289 (*lettres d'Alphonse à Sicard d'Aleman*, son sénéchal). Plus tard, Philippe de Valois, par des lettres du 2 juin 1342 (*Oihenart*, t. 105, f° 217) rendit justice au comte d'Armagnac et prit en échange le château de Miremont (Tursan).

1255. SAINTE-FOY-LA-GRANDE (Gironde), aujourd'hui chef-lieu de canton de l'arrondissement de Libourne, sur la rive gauche de la Dordogne. Elle fut fondée en 1255 par Alphonse de Poitiers et faisait alors partie du diocèse d'Agen ainsi que l'affirme une charte d'Edouard I^{er} de l'année 1276, donnant des coutumes à St-Osbert (Bazadais). Cette charte est contenue dans les *Rôles Gascons*, t. II, p. 16, menb. 5. Elle se termine ainsi : « Detinemus tamen nobis in villa predicta Sancti Osberti inter extraneas qui non sunt burgenses dicti loci, pedagia, vendiciones et leudas, sicut habuit eas comes Pictovens in bastida sancti Fidis, Agennensis diocesis, quas eodem modo quo levantur ibidem colligi volumus et levare. » Ainsi Sainte-Foy appartenait à l'Agenais, bien que M. Curie Seimbres et avant lui M. de Verneuil Puirassau, dans son *Hist. d'Aquitaine*, t. I, p. 370, aient déclaré que cette bastide était en Périgord. D'ailleurs, nous avons vu que Sainte-Foy était comprise dans les acquisitions d'Alphonse (*doc. déjà cité. Hist. du Lang.*, t. VIII, p. 543) Il y est même dit que le terrain lui fut cédé par un couvent de Sainte-Foy : « locum habuit ex dono abbatis sanctis Fidis. » Ce couvent est l'abbaye de Conques. Le paréage entre Alphonse et l'abbé de Conques existe dans la collection *Doat*, t. I, *Inventaires*.

Alphonse, en juin 1256, concéda à la ville neuve des coutumes qui sont dans la même collection (t. V et 117).

En 1332, un sénéchal d'Agenais : Jourdain de Lubret, augmenta ces privilèges que Philippe de Valois confirma en février suivant (*Trésor des Chartes, registre 66, folio 339*).

1256. MONCLAR, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Villeneuve-sur-Lot. Il résulte des lettres d'Alphonse, de 1270, où ce comte détermine les limites du territoire de cette ville, que Guillaume de Bagnols, sénéchal de ce prince, aurait été le fondateur de cette bastide. Une lettre identique à celle de Monflanquin l'érigea en bastide (*Arch. Nationales, j. j. 24 B. folio 56*).

Le 6 juin 1256, elle reçut d'Alphonse une charte de coutumes datée de Vincennes (*coll. Doat t. v*). On a vu le mandement du 28 déc. 1283 au sujet de la construction des murs et des portails de Monclar (*doc. déjà cité. Rôles Gascons, t. II, p. 213, n° 752*). Ces fortifications avaient été détruites ou peut-être n'avaient pas été encore terminées. Le 22 avril 1289, « propter utilitatem habitorem castrisem ville nostre de Monte Claro (*Rôles Gascons, t. II, p. 430, n° 1391*). Edouard I^{er} completa et ratifia la charte de coutumes, fixant le mode de recrutement des « probos viros ». Les consuls, avec l'aide du baile (bajulo) devaient en choisir douze à un jour fixé.

Monclar avait un château. Cette bastide occupa un plateau élevé défendu par des pentes naturelles. Le réseau de ses rues n'est pas régulier. L'église est au sud-est de la place des Cornières. L'orientation des rues principales est sud-est nord-ouest.

1259. CASTILLONNÈS, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Villeneuve-sur-Lot.

Cette bastide fut fondée pour la défense du pays et la répression du brigandage sur les confins de l'Agenais et du Périgord, à côté de la rivière le Dropt, Ducourneau : *Guyenne monumentale, t. I, 2^e partie, p. 26*, a traduit le traité de paréage en vertu duquel l'abbé de Cadouin et les seigneurs de Mons, au nom de Guillaume de Biron, propriétaire des terrains, en firent cession au comte Alphonse représenté par son sénéchal

Guillaume de Bagnols, pour y établir une bastide et sous la réserve de trois emplacements destinés à des maisons pour leur usage.

Tamizey de Larroque, dans ses « *Documents inédits sur l'Agenais*, nous donne p. 39, n° xiv, un mandement du 3 avril 1305 d'Edouard I^{er} au sénéchal d'Agenais, à la juridiction duquel sera désormais soumis le lieu de Castillonnès, où un bailli devra être établi et où devront être maintenus les privilèges et coutumes des habitants. Mandatum est senescallo Agenensi quod locum de Castilhenesio que, cum suis pertinentiis universis, vestre seneschallie Agennensi integraliter applicamus, faciat per unum duntascit loci suos usus, consuetudines et libertates prout justum fuerit inviolabiliter observari. Datum apud Westminsterium tercio die aprilis (an XXXIII) ». M. Tamizey de Larroque ajoute dans une note : « Le mandement ci-dessus est la réponse à une pétition qui avait été adressée au roi d'Angleterre par les habitants de Castillonnès, en novembre 1305. Edouard I^{er}, trois jours après leur avoir accordé ce qu'ils demandaient, ordonna de confier, pour un prix convenable, à Arnaud de Château-Neuf (Arnaldo de Castro Novo) la baillie de Castillonnès (de Castelhonesio) dont ledit Arnaud était déjà en possession. *Le tome xxi de la coll. Bréquigny* renferme (p. 183) des lettres du 10 juin 1318 par lesquelles Edouard II enjoint au sénéchal de Gascogne de faire expédier à Elie Gancelin, clerc du roi, la commission de greffier du bailliage de Chastellonney à lui donnée par Amaury de Créon, dernier sénéchal du duché. La forme Chastelhoneyse se retrouve dans le recueil de M. J. Delpit (*Coll. générale des documents français*, p. 162).

Située sur un plateau élevé et facile à défendre, cette bastide, en raison de la configuration du sol, est plus développée en longueur qu'en largeur. Elle a cinq rues longues dirigées du sud-ouest au sud-est, et cinq rues perpendiculaires aux premières. L'église est au nord-est de la place des Cornières. Elle n'a qu'une nef et un chevet plat. Les murs de clôture et les dosserets qui délimitent des travées carrées sont de l'époque de la fondation. Les voûtes sont modernes.

Vers 1269 : DUNES actuellement dans le Tarn-et-Garonne. — On ne sait pas la date exacte de sa fondation. Le compte d'Alphonse de 1272 auquel nous avons eu souvent recours porte :

« Ultra Garonam fecit fieri dominus comes :

« Bastidam de Dunesio, locum habuit ex dono valentem circa quinquaginta libras Turonensium. »

D'autre part, Curie-Seimbres (p. 216), nous apprend que la coll. Doat renferme (tome 73, f° 70), la transcription de lettres datées de juillet 1269, par lesquelles le comte Alphonse et sa femme Jeanne confirment un accord précédemment fait entre Philippe de Villafaverosa, autrefois leur sénéchal en Agenais et Quercy, et feu Raymond-Bernard de Durfort, au sujet de la fondation de la bastide de Dunes, qui se trouvait alors dans le diocèse d'Agen qui est aujourd'hui sur la ligne divisoire dans le Tarn-et-Garonne, arrondissement de Moissac, canton d'Auvillars. Le comte et la comtesse approuvent sans le relater, à titre originaire, mais sous cette réserve : « Salvo quod homines de Claromonte ad dictam bastidam valeant se transferre, dummodo sint liberi ». Cette clause semble avoir été sollicitée d'eux par le frère de Raymond Bernard de Durfort dans l'intérêt des enfants de ce dernier, dont il était le tuteur, afin d'empêcher les hommes non libres de Clermont de désertir ce lieu pour transporter leur résidence dans la nouvelle bastide.

Dunes possède encore sa grand'place, ses cornières et de vieilles maisons du temps de sa fondation.

Vers 1269. DONZAC. — Nous n'avons pas plus de renseignements sur Donzac qui, comme Dunes, est dans le canton d'Auvillars, arrondissement de Moissac. C'est une toute petite commune de 900 habitants. Curie-Seimbres (p. 218) nous dit qu'elle fut fondée du temps d'Alphonse par son sénéchal J. de Monteriaco, à la suite d'un paréage avec l'abbé de Belleperche. Cette bastide doit être identifiée avec celle qui est ainsi désignée dans le compte d'Alphonse :

« Item bastidam inter Altumvillare (Auvillars) et grangiam

Bellepertice (grange de Belleperche) valentem circa quadraginta libras Turonensium ».

Donzac a encore quelques-unes de ses vieilles maisons du ^{xiii}^e siècle et des cornières le long d'une rue.

1270. EYMET, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Bergerac. — Cette bastide était située sur les confins de l'Agenais et de la Dordogne, dans la plaine fertile du Dropt.

Le compte de 1272 nous apprend qu'elle fut fondée par Alphonse. Des lettres confirmatives de Philippe le Bel (*Coll. Doat*, t. 156, f° 66), nous apprennent que la ville fut fondée en 1270 par Alphonse qui laissait aux habitants la faculté de prendre dans ses forêts et carrières tous les matériaux nécessaires à la construction de leurs maisons.

Bien que Curie-Seimbres place cette bastide dans le Périgord, il dit lui-même qu'une enquête ouverte en 1311 par le juge d'Agenais pour le roi d'Angleterre au sujet des fondations de bastides (*Oihenart*, vol. 105-106, f° 322) porte cette mention : « Ante populationem de Emeto erat de honore et jurisdictione de Laudano et de ressorto Marmande. »

Entre 1250 et 1271. DAMAZAN (château comtal), chef-lieu de canton de l'arrondissement de Nérac. — Elle fut fondée par Alphonse entre 1250 et 1271.

Samazeuil, dans son « *Dictionnaire géographique et historique* », nous donne les différents noms de cette bastide :

En latin : villa castri comitalis alias dicta de Damasano (*Registre d'hommage au roi d'Angleterre de 1286 à 1287*. Archives de la Gironde, t. II, p. 349).

En roman : Castrum coumtal ou Chasteu comtau appelée Damassen. (*Cahier d'hommages au roi d'Angleterre de 1363 à 1364*; coll. Delpit, t. I, p. 96).

En vieux français : Chateau de Damassen ou chatel de Damassen (V. Froissart, 1345-1346, t. II, p. 247 et 277, éd. Buchan).

Depuis de longues années, le nom de Damazan a prévalu. Aucun document ne nous donne la date exacte de sa fondation. Nous savons seulement que en 1286-7 : « Pierre de Al-

bihac, Arnaud-Guillaume Delbocador, Arnaud Caillaut et Pierre de Soussis, consuls de Château comtal, ensemble Bernard de Palet et Pierre de Romaviç, syndics du même lieu, agissant tant pour eux que pour les habitants, reconnurent que le Château comtal appartenait immédiatement au roi d'Angleterre, en dedans et en dehors des murs, jusqu'aux limites indiquées par 20 poteaux, et qu'ils lui devaient serment de fidélité, service de guerre et de chevauchée, comme les autres bastides de l'Agenais, ainsi que d'autres droits, rentes et prestations énumérées amplement dans cet hommage ». (Archives hist. de la Gironde, t. 1, p. 382).

Nous savons d'autre part (*Congrès archéologique d'Agen*, 1874) que l'emplacement de la ville fut cédé à Alphonse par l'abbaye de Fontgailleau. La ville de Damazan n'a pas conservé la charte de ses coutumes. On trouve dans les *Rôles Gascons*, t. II, p. 475, n° 1259, année 1289, une charte où Edouard I^{er} délimite la juridiction de cette bastide.

« Pro hominibus de Cayrano » : Pays (ancien archidiaconé du Queyran) où fut construite la bastide de Villefranche (Lot-et-Garonne) et la bastide Castri comitalis (Damazan) ac. de Grueria (La Gruère, arrondissement de Marmande).

Tamizey de Larroque a publié dans ses « *Documents inédits relatifs à l'histoire de l'Agenais* » des « lettres du roi d'Angleterre (à la date du 4 juin 1289) lesquelles réforment d'autres lettres antérieurement accordées par erreur aux consuls et à l'université de la bastide de Damazan, pour les foires qui devaient se tenir dans la bastide, aux mêmes jours que celles de Tonneins. »

Cette ville domine sur la rive gauche la plaine de la Garonne, au confluent de ce fleuve et du Lot. Le plan de cette bastide est quadrangulaire et le réseau de ses rues d'une parfaite régularité. Quatre rues sont orientées nord-ouest, sud-ouest et six rues perpendiculaires nord-est, sud-ouest. La place des cornières est au centre, et l'église au nord-est de cette place. Cet édifice est du XIV^e ou du XV^e siècle. Il n'avait primitivement qu'une nef bordée de chapelles latérales.

Avant 1272. — SAINT-PASTOUR. — Ce n'est plus qu'une commune rurale dans le canton de Monclar et l'arrondissement de Villeneuve-sur-Lot.

M. Curie-Seimbrès (p. 234), prétend que cette bastide fut fondée avant 1289 par Jean de Grailly sénéchal pour Edouard I^{er}. De même le compte rendu du Congrès archéologique attribue cette ville au roi d'Angleterre.

Or, le *fameux compte d'Alphonse* nous apprend qu'elle fut créée par ce frère de Saint Louis avant 1272. Cependant Edouard I^{er}, le 7 avril 1289, lui donna une charte de coutumes qui est dans les *Rôles Gascons*, t. II, p. 339, n° 1297, memb. 19 :

« Pro habitonibus bastide Sancti Pastoris ».

C'était un chef-lieu de bailliage en 1259 (*Inventaire des Archives du Lot-et-Garonne*).

Cette bastide s'élève sur un point culminant. Son plan a gardé une certaine régularité bien que la plupart de ses rues aient été refaites. A l'angle nord-ouest on voit les restes d'un petit château. C'était une construction carrée flanquée d'une tour. Saint-Pastour a des traces de ses fortifications; une porte fortifiée y existe encore.

Avant 1272. GRATTECAMBE. — Le même *compte d'Alphonse* nous apprend que ce prince avait fondé Grattecambe avant 1272.

C'est aujourd'hui Castelnau de Grattecambe.

Avant 1269. LAPARADE. — Cette commune rurale, sur la rive droite du Lot, dans le canton de Castelmoron, arrondissement de Marmande, passe pour être l'ancienne bastide : *Castri Seignorii* fondée par Alphonse avant 1269. Cette fondation ayant été faite au préjudice de l'abbaye de Clairac, le comte de Poitiers en fit remise à cette maison religieuse, sans nulle autre réserve que le maintien des coutumes qu'il y avait établies et qui étaient les mêmes que celles de Monclar et de Monflanquin. (*Doat*. t. CXVII. *Lettres datées de juin 1269*).

Cette commune est située sur un plateau élevé.

Avant 1272. LA BASTIDE CASTEL AMOUROUX, canton de Bouglon, arrondissement de Marmande, que l'on croit fondée par Alphonse, bien que le *compte de 1272* n'en fasse pas mention. Edouard I^{er}, le 22 décembre 1287, lui concéda une charte de coutumes (*t. xiv, p. 192 de Bréquigny*). Cette bastide possède une église du xvii^e siècle et un château.

(à suivre)

YVONNE DOMENGIE.

LA LUNE BRUTALE

A Robert de Labusquette.

Par cette nuit d'hiver le ciel est sans nuage,
Pas un cri, pas un choc, pas un lointain grelot.
L'œil glacé de la nuit qui lentement voyage
Avec atrocité se reflète dans l'eau.

C'est un éclair d'acier qui cingle chaque flot,
Qui se croise et s'étend comme un brillant grillage
Sur la mer qui moutonne et rythme son sanglot,
Et, ce soir, sa lumière est intense et sauvage.

Son regard est cruel et plein de fixité.
Sous l'éclat irritant de sa placidité
Je vois se dérouler le rivage de sable

Qui du reflet glacial prend la brutalité,
Et, c'est comme le poids de la fatalité
Cet œil cyclopéen au regard implacable.

JAUDOUNENC.

Pointe de Grave, décembre...

CHRONIQUE

Le Jasmin d'argent. — Le couronnement au théâtre Ducourneau, le 4 juin, des lauréats du *Jasmin d'argent* fut une fête longue, mais exquise. La salle était comble, la scène aussi. Ce ne fut pas seulement une brillante chambrée, mais encore un véritable rendez-vous de noble compagnie. Pouvait-il en être autrement pour une plante délicate éclore, un jour de fantaisie, dans les salons du beau château de Trenquelléon ? M. Jacques Amblard la présenta avec l'orgueil légitime d'un père heureux et l'effeuilla devant ses hôtes, au milieu des jolis sourires, des jeux d'éventail et des applaudissements discrets. Poétesses et poètes, français ou patois, furent présentés par deux personnalités éminentes qu'on était avide d'entendre : MM. Marcel Prévost et de Lacaze. Le premier fut indulgent et d'une sobre, mais élégante simplicité, comme il sied à un académicien; il eut des mots touchants pour célébrer l'amour qu'il porte à la Gascogne. Le second fut disert et spirituel comme quatre.

Les poèmes français couronnés trouvèrent des voix d'or pour les psalmodier. Leurs interprètes, M^{lles} Renaud et Bell sont des étoiles qui montent à l'horizon du monde des théâtres et que nous reverrons sur de grandes scènes, peut-être même dans Agen ! Ne viennent-elles pas d'obtenir un premier prix de comédie au Conservatoire de Paris ?

La langue d'oc, plus déshéritée, dut chanter toute seule, ce qui permit au public de goûter la bonhomie pleine d'humour du lauréat, le vieux curé de Saint-Justin des Landes. Quant à la partie musicale, elle fut digne du reste. On y fit fête à M^{me} Jacques Amblard, au beau talent de cantatrice, et au délicat violoncelliste Rosoor.

Du palmarès, très long, je détache seulement les noms agenais, au milieu de 150 concurrents. M. E. Valantin, de Tonneins, 1^{re} médaille d'argent; M^{lle} Jeanne Héraud, de Lavardac, 4^e médaille de bronze; M^{lle} Mathilde Sabathé, de Saint-Pierre de Clairac, 2^e mention; M^{me} de Causse, de Saint-Pierre de Clairac, 10^e mention; M^{me} Y. Sam, d'Agen, 14^e mention.

Pour terminer et pour qu'il n'y ait point que des éloges dans ce petit compte-rendu, deux critiques, bien légères. La première, à l'imprimeur de la plaquette qui contient les poésies et les discours de la fête du 4 juin. Un seul poème occitan s'y trouve reproduit,

celui de M. l'abbé Tauzin qui cueillit le *Jasmin d'argent*. N'est-ce pas traiter le patois en parent pauvre ? La seconde, aux concurrents. Eh quoi ! parmi les 20 lauréats, aucune chanson, aucune ballade, presque toujours l'hexamètre classique et son rythme traînant. J'espère que, l'an prochain, les concurrents se présenteront plus nombreux, qui auront négligé de se mettre ainsi à l'ordonnance et d'aligner leurs 12 pieds. Le *Jasmin d'argent*, qui est assuré d'une longue vie, ne s'en portera que mieux. R. B.

Jeux Floraux de Toulouse. — Avant d'en finir avec les concours littéraires, signalons que M. A. Rey, d'Agen, a obtenu une première récompense aux Jeux Floraux pour ses poèmes patois *Sounets Carsinolhs*.

Beaux-arts. — Notre compatriote Jean Torthé continue la série de ses expositions artistiques chez Fourès, boulevard de la République à Agen. A noter cette fois : *Le cap Martin*, à la Turbie; une *Diane*; une *Pastorale* et une *Passe de Muleta*, particulièrement intéressantes, riches en couleurs et toujours lumineuses, et un excellent portrait de M^{lle} Tétignac d'Agen.

Musée d'Agen. — Dans notre dernier numéro, nous avons signalé l'exposition faite dans la salle Aunac des Sèvres modernes, providence des hommes politiques en mal de générosité, que l'Etat vient d'attribuer au Musée. L'administration de cet établissement y a joint un très beau portrait du peintre agenais Lapoque par Bérard, l'auteur de la *Femme au gant*; une jolie marine de Réalier Dumas, qui vient d'obtenir une médaille d'or au Salon de cette année et qui a si puissamment décoré l'église Sainte-Catherine de Villeneuve, et enfin un portrait de M. Georges Delpech, ancien maire d'Agen, par notre compatriote A. Calbet. C'est une œuvre de jeunesse, le maître a fait du chemin depuis.

Particularité à signaler pour éviter des erreurs aux historiens de l'avenir : à la boutonnière de M. Georges Delpech flamboie un superbe ruban rouge. Or, le portrait est daté de 1889 et l'ancien maire ne fut décoré qu'en 1903. Le ruban est l'œuvre de M. le conservateur David, qui a fait ainsi un rappel de Légion d'honneur de quatorze années à l'ancien maire de notre ville. R. B.

Monuments historiques. — Par arrêté de M. le Ministre de l'Instruction publique en date du 16 février 1921, l'église *Saint-Etienne de Villeneuve-sur-Lot* a été classée parmi les monuments historiques. Elle comprend une nef de 4 travées couvertes d'une voûte à liernes et à tiercerons, dont les moulures pénètrent dans les colonnes. Cette nef est bordée de chapelles placées entre les contreforts, dont quelques-unes ont été refaites. Le chœur penta-

gone possède une belle voûte en étoile. La décoration est simple, un peu sèche. Cette église avait beaucoup de ressemblance avec celle de Sainte-Catherine de la même ville, mais elle était plus sobre et plus élégante. C'est une œuvre du début du xvi^e siècle. Elle renferme quelques belles toiles de l'école française, déjà classées comme monuments historiques.

— Un autre arrêté ministériel, du 17 mai 1921, classe également l'église de *Hautefrage-La-Tour*, bâtie au-dessus d'une source, centre d'un pèlerinage autrefois très fréquenté. Elle a remplacé l'ancienne église de Saint-Pierre, qui tombait en ruines et se trouvait à quelques mètres. Elevée près de la tour de La Rovère qui lui sert de clocher, elle se compose d'une nef de trois travées et d'un chœur pentagone. Les voûtes ont des nervures ornées qui pénètrent dans les dossierets. Le portail encadré d'une archivoltte en accolade, accosté de deux petits pinacles, avait un tympan dont l'ornementation a été martelé et mutilé pendant la Révolution.

Ce qui fait surtout l'intérêt et la valeur de cette église de la fin du xv^e ou du début du xvi^e siècle, c'est sa magnifique charpente, comparable à celle de Saint-Hilaire d'Agen. M. MARBOUTIN.

Excursion aux Eyzies et à Cadouin. — Les 23 et 24 juin a eu lieu l'excursion organisée par la Société académique d'Agen aux Eyzies et à Cadouin. Une trentaine de personnes, parmi lesquelles plusieurs dames, composaient la caravane.

Le 23, après un frugal repas à l'hôtel Lesvignes, rendu plus savoureux par un discours plein d'enseignements comparatifs de M. Bitaubé, et sous la conduite du savant M. Peyrony, spécialiste de la préhistoire et conservateur du curieux musée des Eyzies, la Société académique visita cet établissement, haut perché dans les ruines d'un vieux château, véritable nid d'aigle ou nichent, avec M. Peyrony, les vestiges, classés par époques et par gisements, des plus vieilles civilisations que le monde ait connues. Plus heureux que les soldats de Bonaparte aux Pyramides, nous avons contemplé ce jour-là 400 siècles de préhistoire aux suggestions troublantes, générateurs de graves pensées, d'insondables énigmes et de problèmes insolubles.

Des chevaux fringants attelés à des véhicules... de l'époque ont permis à la caravane de parcourir Font de Gaume, Laugerie-Basse, la Gorge d'Enfer; Font de Gaume surtout, avec ses boyaux pittoresques et la richesse de ses gravures et de ses peintures. Ce ne sont que bisons, élans, rennes affrontés, antilopes qu'on devine parfois plus qu'on ne les voit.

La journée, bien remplie, s'acheva, pour la plupart, au buffet du Buisson où les attendait un succulent repas, servi par M. Desus-

clade. Et là, comme aux grottes des Eyzies, on put s'apercevoir une fois de plus que les absents ont toujours tort.

Le 24 était consacré à Cadouin qu'on gagna en vitesse, dans un auto-camion, trop rapide au gré de notre cher président. Sous la conduite de M. l'abbé Marboutin, on y admira successivement l'église actuelle, vaste vaisseau roman du XII^e siècle, construite d'un seul jet dans le style cher aux Cisterciens, encore intact, et d'une sobriété de lignes et d'ornementation qui ne manquent pas de grandeur; le cloître des XV^e et XVI^e siècles, d'une truculente richesse de motifs décoratifs, empruntés aux légendes du Moyen-Age ou à l'Evangile, mais malheureusement trop restauré; les tapisseries d'Aubusson du XVIII^e siècle, moins intéressantes, car les couleurs ont perdu leur harmonie et le dessin y paraît lourd; enfin quelques manuscrits du XIV^e et du XV^e siècles, d'une belle écriture d'école, avec leurs abréviations abondantes. Quant au Suaire du Christ, on en conta les avatars, mais Mgr de Périgueux n'avait pas consenti à nous en laisser admirer le tissu de lin ornementé à l'orientale.

On se sépara avec le désir de recommencer. Je gage que les excursionnistes des 23 et 24 juin seront encore là, l'an prochain, au premier départ.

R. BONNAT.

Société académique d'Agen. — Au cours de la séance de mai, présidée par M. Bitaubé, M. Bonnat, secrétaire perpétuel, signale quelques publications nouvelles intéressant l'Agenais : l'*Herbier tricolore de Bory de Saint-Vincent*, par Paul Maryllis, du Muséum; une étude sur *Bernard Palissy*, par Henri Patry; un articulet de la *Revue Moderne* sur le peintre Laulan, instituteur à Agen; une nouvelle de feu Emmanuel Delbousquet, l'*Incendiaire*, bien digne de l'auteur de la *Prière au Christ*, la dernière œuvre du poète de Sos, que M. le Dr Baches a bien voulu communiquer.

M. Jacques Amblard expose ensuite le programme de la fête du *Jasmin d'argent* qui aura lieu au théâtre le 4 juin, sous la présidence de Marcel Prévost, et qui s'annonce comme un gros succès. Plus de 16 concurrents ont répondu à l'appel du comité et le concours a révélé de véritables talents. M. Marcel Prévost fera le rapport sur la poésie française et M. de Lacaze, conseiller général, sur la langue patoise. C'est tout dire.

L'enfeu est un tombeau sous arcades ménagé dans les églises pour la sépulture des corps. Les monuments de cette nature sont rares dans la région. L'archéologue distingué qu'est M. l'abbé Marboutin en décrit un, qu'on vient de trouver dans l'église de Pompiéy et qui date du XIII^e ou du XIV^e siècle. L'enfeu étant un droit seigneurial, il est fort possible que celui de Pompiéy appar-

lienne aux seigneurs de ce nom dont l'histoire de la fin du ^{xiii}^e siècle nous a conservé le souvenir.

On a beaucoup parlé ces temps derniers du legs de 40.000 francs fait par la comtesse de Raymond à la ville d'Agen pour l'érection d'une statue à Monluc. La prescription va frapper ce legs que paraît ignorer l'administration municipale. M. Bonnat en rappelle l'histoire et les clauses. Il montre, et la Société estime avec lui, que s'il est difficile d'édifier aujourd'hui avec 40.000 francs une statue au grand capitaine, le Conseil municipal ne peut abandonner la partie du legs de la comtesse qui intéresse le Musée : 4 portraits et un tableau qui ont leur place marquée au moins dans les galeries agenaises de cet établissement.

En fin de séance ont été élus : *Membre non résidant*, M. Charles Bastard, ingénieur des T. P. à Mézin, et *membre correspondant* : M. Lemasson, directeur du Crédit Lyonnais. L'excursion projetée par la Société à Cadouin et aux Eyzies aura lieu les 23 et 24 juin.

R. BONNAT.

La mort de Jean-Paul Laurens. — La Société académique d'Agen a toujours pris part aux joies et aux peines qui atteignent les autres sociétés savantes et particulièrement celles plus proches de nous, nos sœurs méridionales.

Les Jeux Floraux de Toulouse viennent de faire une perte à laquelle nous ne pouvons que nous associer vivement et qui de plus met en deuil l'art français. Jean-Paul Laurens qui vient de s'éteindre doucement à Paris après une courte maladie avait eu en effet l'insigne honneur, après tant d'autres, d'obtenir les lettres de maîtrise des disciples de Clémence Isaure. Le maître, « celui que désormais il serait inconvenant d'appeler Monsieur », comme l'a dit si bien un Mainteneur des Jeux Floraux, avait en effet écrit une page magnifique qui seule aurait suffi à lui faire ouvrir les portes de cette Académie Toulousaine, je veux parler du panneau décoratif qu'il peignit en y mettant toute sa science, toute son âme d'artiste : *La fondation des Jeux Floraux le 3 mai 1324.*

On a déjà écrit maintes fois sa vie, son œuvre, et la grande presse encore au jour de sa mort a retracé toutes les étapes de cette féconde carrière. Aussi je ne m'attarderai pas à essayer de la mettre en lumière; ses œuvres connues et admirées partout parleront mieux que je ne saurais l'écrire pour le maître disparu.

Le jeune bambin de Fourquevaux (petit village de la Haute-Garonne qui le vit naître en 1838), doué d'une vocation précoce pour l'art avait, en grandissant, atteint par un travail inlassable une maîtrise incontestée et s'affirma surtout dans les tableaux d'histoire

ou les sujets dramatiques, ses genres de prédilections. Aussi lorsque le maître disparaît au soir d'une longue vie brillamment remplie, ayant glané la plus large part des honneurs terrestres, il m'a semblé, si modeste que soit notre hommage, que la Société des Lettres, Sciences et Arts d'Agen se devait de prendre part à ce deuil qui frappe les Jeux Floraux, à ce deuil Français.

Et si j'usurpe en écrivant ces lignes la place de notre Président, mon excuse sera d'avoir considéré comme un devoir de reconnaissance auquel je ne pouvais me dérober, de rendre à celui qui m'honora de ses enseignements, à mon maître, dont la disparition sera particulièrement ressentie par tous ses élèves, ce dernier témoignage de gratitude et de lui adresser ici un souvenir ému.

Au nom de la Société, toujours fidèle et dévouée à la cause de l'art, je salue la mémoire de Jean-Paul Laurens dont le nom déjà inscrit en lettres d'or dans l'histoire artistique resplendit d'un pur éclat au fronton du Panthéon de l'art français. Après de telles pertes les vers de Musset nous apparaissent avec tout leur sens consolateur et l'on murmure avec le poète comme une dernière prière :

«.....Le peintre et le poète
« Laissent en expirant d'immortels héritiers,
« Jamais l'affreuse nuit ne les prend tout entiers,
« A défaut d'action, leur grande âme inquiète
« De la mort et du temps entreprend la conquête
« Et, frappés dans la lutte, ils tombent en guerriers. »

Jean TORTHE.

BIBLIOGRAPHIE

Les noms de lieu de la France, leur origine, leur signification, leurs transformations, par Auguste Longnon (Paris, libr. Edouard Champion 1920, in-8° de 177 pp.)

MM. Paul Marichal et Léon Mirot viennent de publier, sous ce titre, un premier fascicule résumant les conférences de toponomastique générale faites à l'école pratique des Hautes Etudes par le regretté professeur. Cette étude, savante et fortement documentée, mérite d'être signalée non seulement comme un modèle des méthodes à suivre pour l'étude des noms de lieu, mais aussi parce qu'un certain nombre d'exemples sont tirés de l'Agenais.

En donnant une analyse sommaire de cet ouvrage, j'en adopterai les divisions; après un exposé de la doctrine, je citerai ce qui se

rapporte à notre pays, en y ajoutant quelques-unes des leçons qu'on peut en tirer.

Origines grecques. — Origines phéniciennes. — Rien d'ap-
plicable à l'Agenais, ce qui ne doit pas surprendre, car ce pays est
éloigné des littoraux où les Grecs et les Phéniciens pouvaient fon-
der des colonies, ou établir des comptoirs. Des noms de lieu dont
le suffixe est *os* sont assez communs dans la région pyrénéenne et
leur zone s'étend jusque dans le Gers (chez nous, à citer seule-
ment Sos, Libos). Leur origine n'est nullement grecque. « La ter-
« minaison de ces noms, correspondant à une syllabe accentuée
« du nom primitif, est sans rapport avec la terminaison grecque
« *os* qui n'aurait, en français, pas laissé plus de traces que les
« terminaisons latines *us* et *um*, appartenant à des syllabes post-
« toniques. » Cette preuve, tirée des lois de la phonétique, est dé-
cisive.

Origines ligures. — Ce fut un grand peuple que celui des Ligu-
res. De l'Etrurie, de la Haute-Italie, il s'étendait jusqu'au Rhône.
Il a peut-être eu des colonies au nord des Pyrénées et, d'autre part,
jusque dans le Rouergue. Les suffixes *asca*, *ascus*, *osca*, *oscus*,
uscus, *incus* caractérisent les noms ligures et produisent des finales
d'une grande variété :

1. De *asca*, ache, asque, anche;
2. De *ascus*, as, asc, atz, ès;
3. De *osca*, osque, usque, oche, uche;
3. De *oscus* et *uscus*, osc, usc, oc, ot, ou, od, oud, eux.

M. Longnon ne mentionne aucun nom du Lot-et-Garonne parmi
ceux qui lui paraissent d'origine ligure. Il serait aisé cependant de
citer quelques-uns de nos noms de lieu dont les finales paraissent
dérivées de *oscus* et aussi de *ascus*. Pour ces derniers, observons
que *as*, *asc*, *atz* peuvent tout aussi bien traduire le suffixe gallo-ro-
main *iacum*, sur lequel nous aurons à revenir. Notre toponomasti-
que ne paraît pas donner de preuves suffisantes d'une occupation
ligure du pays des Nitobriges.

Origines présumées ibères. — Il faudrait souligner le mot *pré-
sumées*, d'autant plus que la langue des Ibères est presque incon-
nue et que certains noms de lieu dans les pays occupés par ce peu-
ple, particulièrement en Espagne, paraissent être des vocables
basques.

Des vocables présumés Ibères sont : 1, *alisos*; 2, *calmis*, signi-
fiant plateau désert; 3, *garric*, signifiant chêne; 4, *serra*, signifiant
montagne; 5, *artig*, signifiant défrichement. Les deux premiers

nous paraissent inusités dans le Lot-et-Garonne (1); le quatrième, rare; le troisième et le cinquième, assez communs. C'est un commencement de preuve de la parenté des Aquitains et des Ibères indiquée par Strabon.

Origines celtiques. — On rattache à la langue celtique les mots dans la composition desquels se trouve *dunos*, latinisé en *dunum*, qui signifie montagne et, comme sens secondaire, *oppidum*.

M. Longnon cite notre Gavaudun, en faisant observer que la première partie de ce mot est apparentée au nom du chef-lieu du Gévaudan, *pagus gabalitanus*.

Par contre, nous émettrons quelque doute au sujet du nom primitif de Lauzun proposé par M. Longnon et qui serait *Lugdunum*. Sans doute, la forme Lauzun est plus rapprochée de ce vocable que celles de Lyon et de Laon qui en dérivent. Des textes le prouvent pour ces deux villes, mais on n'a pas de textes pour Lauzun. De plus, si le terme *Lugdunum* a, comme on le croit, la même signification que ceux de Clermont, de notre Monclar, la ville de Lauzun serait bien mal dénommée, car elle n'est pas située sur une montagne.

On sait que nos historiens ont identifié Lauzun avec la ville d'*Eluso* (d'après le génitif *Elusonis*), où naquit Sulpice Sévère. Cette dérivation reste vraisemblable.

Le mot celtique *duros* signifie « forteresse » comme *dunos*. Il ne semble pas que notre département offre des dérivés de ce mot. Si l'on en rencontre, il faudra se défier d'une similitude : *dubrum*, aussi gaulois, signifie « eau ». Dur = tur (Aturris a fait Adour). Observons que *Touren* est un nom de fontaine assez commun dans notre pays. On ne serait-il pas un diminutif « petite eau », à moins que le nom de *Touren* ne caractérise les fontaines issues de la base d'un rocher. Il est des choses qu'il serait bon d'étudier sur place plutôt que dans les livres.

Il faudrait rechercher si nous avons des exemples de dérivés de : *briva*, pont; — de *ritos*, gué; — de *nuntos*, vallée; — de *briga*, forteresse, dans le dialecte des Celtibères.

Magos, substantif gaulois, a la signification du latin *campus*. Employé comme suffixe; il disparaît dans les dérivés. J'avais supposé que notre Argenton était un Argentomagus. M. Longnon confirme cette opinion.

Une question souvent traitée, dans cette revue même, est celle de

(1) C'est peut-être trop absolu. Faute de dictionnaire topographique du département de Lot-et-Garonne, on ne peut certifier qu'une forme est sans exemple. Si mes souvenirs sont exacts, nous avons des lieux dit Camp, Lacan, Calmette qui pourraient dériver de *Calmis*. Mais Camp peut aussi dériver de *Campus*.

Vernemetis, cité par Fortunat et qui, d'après les Actes de Saint-Vincent, serait situé dans le voisinage du Mas-d'Agenais; il n'y a pas à revenir sur ce sujet. Le texte de Fortunat prouve que *Vernemetis* est un mot gaulois, qui se traduit par *fanum (nemetis) ingens (ver)*. C'est la leçon à retenir.

Condate, gaulois, veut dire confluent. Une localité de ce nom, près de Fumel, est bien connue.

Mediolanum aurait la même signification que *Condate*, M. Longnon y rattache notre Meylan et notre Meilhan.

Le mot *Novientum* et les suffixes *entos*, *acta*, *oialos* sont-ils usités dans notre département ? *Oialos* a fait ordinairement *euil* dans le nord et dans le centre de la France et, chez nous, plutôt *eil* (*Verneil* plutôt que *Verneuil*). Cependant M. Longnon n'a pas manqué de mentionner, avec raison, notre Casseneuve, exceptionnel. Il ajoute que l'absence de noms de lieu en *oialum* dans la région qui représente l'Aquitaine de César ne doit pas surprendre; l'élément gaulois devait être presque nul, notamment en Gascogne.

Origines gallo-romaines. — Les suffixes gaulois *acos*, latins *acus*, *iacus*, et plus fréquemment *iacum* dans notre région, ont ordinairement la signification de *propriété de*. Cette constatation, depuis longtemps admise, m'avait inspiré des recherches, dont le résultat a été récemment produit dans cette revue. La doctrine de M. Longnon confirme ma thèse, d'après laquelle plus de cent noms de lieu de l'Agenais portent des noms propres de gallo-romains ou de barbares. Ajoutons à cette liste deux noms que le savant professeur donne comme dérivés de gentilices : Pompogne, de *Pomponia* et Pardaillan, de *Pardelius*, *Pardelianus*.

Des fondations de petites colonies, des souvenirs d'invasions peuvent nous être révélés par des noms de lieu. Mais notre Allemands est-il dans ce cas ? (Une colonie allemande en Agenais !) Goudourville (dont la forme ancienne supposée serait *Gothorum villa*, actuellement dans le Tarn-et-Garonne) rappelle-t-il le passage des Goths ? M. Longnon pose la question.

Les chapitres dans lesquels sont énumérées les formes diverses de noms de lieu qui peuvent se rattacher à des monuments mégalithiques, à des sanctuaires païens, à des divinités topiques seront à utiliser par les spécialistes ou par les auteurs de monographies. Il faut se contenter provisoirement, comme nous l'avons fait, de quelques attributions qui, se rapportant aux origines, offrent un intérêt historique.

La recherche des étymologies nous semble tomber dans le simple domaine de la curiosité quand elle a pour sujets les innombrables noms de lieu qui, de la période gallo-romaine jusqu'à nos

jours, se rapportent à des créations changeantes de l'homme. Par exemple, Fargues nous indique une forge et laisse supposer un petit centre de population; mais la forge peut dater seulement du moyen âge ou même d'une époque plus récente. Il en est de même des Couthures, Lascoutures : ces défrichements sont-ils anciens ? A plus forte raison, rien à tirer des noms d'arbres ou de groupes d'arbres, aux générations éphémères, etc., etc.

Mais il y a au contraire des chances pour que les noms appliqués à la nature et aux reliefs du sol, aux caractères des eaux remontent jusques à des temps primitifs.

Il est notable que, dans le beau travail de M. Longnon, il ne soit pas question avant tout de sanscrit. J'eus l'occasion — il y a de cela plus d'un demi siècle — de causer avec mon maître, M. Jules Quicherat, du sujet qui lui a inspiré un excellent livre sur les origines des noms de lieu; je lui demandai quelle part le sanscrit a pu avoir dans la formation de nos plus anciens vocables. « Très grande, me répondit-il, puis, un geste vague, qui m'a paru signifier : « Comment déterminer cette part ? »

Cette difficulté m'a fait renoncer, dès mes débuts, à des études spéciales sur les étymologies; toutefois j'ai lu, en simple dilettante, bien des ouvrages contenant des notions sur cette science difficile. Parmi les souvenirs qui m'en restent je rappellerai une seule attribution au sanscrit d'un nom de lieu agenais.

Dans *Les origines indo-européennes* de Pictet, on trouve que *mata* avait, en sanscrit, la signification de éminence et *ève* la signification à peu près pareille de tas, de monceau. Dans la commune de Madaillan, une éminence bien en vue, porte le nom de La Mathève. Assez près du vieux moulin à vent qui la couronne, se voit une friche, en chênes et bruyères, rugueuse, et vraisemblablement dans un état primitif. On y remarque une flaque d'eau, bordée de joncs, dont l'existence, à cette altitude, est exceptionnelle. Mathève, en sanscrit, se traduit par *butte où il y a de l'eau*. Est-ce, pour notre butte à moulin, un certificat suffisant de vieille noblesse ?

Arrêtons-nous, pour imiter la prudence des maîtres tels que Jules Quicherat et Auguste Longnon et surtout aussi pour ne pas abuser plus longtemps du lecteur. Ce compte rendu ayant pris des proportions inattendues, j'ai à lui en faire des excuses.

G. THOLIN.

PHARMACIE DU PROGRÈS

MAISON SPÉCIALE
DE VIN DE QUINQUINA

MAZET PÈRE & FILS

Boulevard de la République et rue Voltaire, AGEN

BANQUE Ch. GUILHOT

AGEN

Agences à CONDOM, TONNEINS et NÉRAC

Bureau à FUMEL

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE & DE BOURSE

LOCATION DE COFFRES-FORTS

CONSTRUCTIONS A FORFAIT ——— Payables en 10, 15, 20 ou 30 ans ———
Maison de Rapport, Hôtels, Villas, Usines, Restaurations, Forfait,

Commerçants, Industriels, Négociants, Agriculteurs, Ouvriers, Employés, etc.,
peuvent accéder à la propriété par l'économie **Le Loyer Acquéreur**
des loyers et la diminution des frais généraux avec

S'adresser **L. Vivarès** ——— Architecte, 5, rue Maillé, AGEN ———
à ——— Directeur départemental pour le Lot-et-Garonne et le Gers

“LA RUCHE MÉRIDIONALE”

Ses Produits

Sont Supérieurs

à Tous

Photographie Balistai

La Maison exécute tous
TRAVAUX D'AMATEURS



DÉVELOPPEMENTS - PLAQUES ET PELLICULES
— TIRAGES TOUS PAPIERS —



Plaques, Produits, Appareils

Toutes fournitures KODAK

HORLOGERIE
BIJOUTERIE

J. B. CAPDUPUY

OBJETS D'ART
ORFÈVRE

65, Boulevard de la République (En face le Crédit Lyonnais)
:: :: 4, Rue Lafayette, 6, Rue Jacquard - **AGEN** :: ::

ACHAT D'OR ET D'ARGENT ET PIERRES FINES

AU LOUVRE D'AGEN

MAISON
E. ARNAUD

Maison spéciale de Tissus H^{te} Nouveauté

RAYON DE CONFECTIONS POUR DAMES

Modèles exclusifs créés par la Maison

ÉPICERIE FINE * PRODUITS DE LUXE

L. CASABONNE

25, Rue Cornières et Boulevard de la République - **AGEN**
TÉLÉPHONE 0.20

MÉCANOGRAPHIE

103, Boulevard Carnot — **AGEN**
Téléphone 2-55

Underwood, Remington, Monarch, Royal

DERNIERS MODÈLES - *neuves* - LIVRABLES IMMÉDIATEMENT

RÉPARATIONS, RECONSTRUCTION et LOCATION de toutes Machines à écrire

Merveilleuse
Essence
à détacher

NETTOLINE

La seule qui
nettoie en
parfumant

La NETTOLINE G. T. C. est le véritable trésor du vestiaire

En vente chez tous les Pharmaciens, Droguistes, Parfumeurs et Merciers

Dépôt Général : **DROGUERIE CENTRALE DU SUD-OUEST, Maison G. Thomas - AGEN**

RELIURE ET CARTONNAGES

Maison de confiance fondée en 1810

ANCIENNE MAISON LASSALLE

J.-F. RUFFE, Successeur

Relieur-Doreur

37, Rue Richard-Cœur-de-Lion, AGEN

FABRIQUE DE REGISTRES — ENCADREMENTS

HOTEL CENTRAL MODERNE



Rue Lafayette



Léon Laventure

PROPRIÉTAIRE

Sportmen !... équipez-vous à Agen

chez COURT Boulevard
Carlot

TOUT POUR TOUS SPORTS

Foot-ball, Tennis, Athlétisme, Natation, Boxe, etc...

REMISE AUX SOCIÉTÉS

Pour tout ce qui concerne la publicité s'adresser à

M. Jacques AMBLARD, Avocat, 1, rue Floirac. — AGEN

LIBRAIRIE ANCIENNE ET MODERNE

Félix FERRAN

14, 16, 18, Rue Richard-Cœur-de-Lion — AGEN

Béranger. — Œuvres complètes, édition de l'auteur, ornée de 104 gravures. Paris, Perrotin, 1834 ; 5 vol. in-8°, demi reliure romantique, tr. marb.	50
Charton (Ed.) — Le Tour du monde. Voyages illustrés, collection de l'origine, 1860 à 1884 ; soit 47 volumes in-4°, reliés demi chagrin.	235
Chateaubriand. — Œuvres complètes, illustrées. Paris, Dufour, 1858 ; 20 tomes reliés en 10 vol. grand in-8°	50
Fournier (Ed.) — Paris dans sa splendeur : Monuments, vues, scènes historiques, descriptions et histoire, avec dessins et lithographies de Félix Benoist et Catenacci ; publié par H. Charpentier, Paris-Nantes, 1861 ; 3 beaux vol. in-folio, reliure éditeur.	100
Hugo (A.) — La France pittoresque, illustrée de curieuses gravures au trait, par Martinet. Paris, Delloye, 1835 ; 3 vol. grand in-8°, reliés.	25
Hugo (Victor). — Œuvres complètes, édition « Ne Varietur ». Paris, Quantin-Hetzel ; 48 vol. in-8°, brochés.	240
Lavisse. — Histoire de France, des origines jusqu'à la Révolution. Paris, Hachette ; 18 vol. in-8°, reliure éditeur demi chagrin tête dorée, bon état (publiée à 750 francs)	350
O'Reilly. — Histoire complète de Bordeaux, 2 ^{me} édition. Bordeaux, 1863 ; 6 vol. grand in-8°, reliés demi-veau tête blanche, non rognés, état neuf.	60
Piron. — Œuvres complètes, publiées par Rigoley de Juvigny. Neuchâtel, 1777 ; 7 vol. in-8°, rel. anc., plein veau, tr. r., bel état.	70
Quintinie (de la). — Traité des jardins ou le Nouveau de la Quintinie, publié par M. L. B. Avranches, 1785 ; 3 vol. in-8°, avec planches, rel. anc., plein veau, bel état, tr. r.	45
Reclus (Elisée). — Géographie universelle, ornée de nombreuses cartes, plans et gravures. Paris, Hachette, 19 vol. in-4°, brochés, bon état.	175
Sainte Bible, contenant le vieux et le nouveau Testament, avec des cartes curieuses et des tables, par Samuel et Henri Desbarets. Amsterdam, chez Louis et Daniel Elzevier, 1669 ; in-folio, rel. anc. plein veau, tr. r., bon état	20
Seroux d'Agincourt. — Recueil de fragments de sculpture antique, en terre cuite. Paris, Pillet, 1814 ; in-4° relié avec portrait et 37 pl. hors texte.	25
Vadé. — Œuvres complètes, avec un beau portrait par Ficquet. Paris, Duchesne, 1775 ; 4 vol. in-8°, rel. anc., plein veau, bel état.	60
Viollet-le-Duc. — Dictionnaire du mobilier français, illustré de planches en couleur et en noir, 1 ^{re} édition. Paris, 1872 ; 6 vol. in-8°, reliés demi chagrin vert, non rognés, bel état	250
Vogel. — Le monde terrestre. Géographie comparée. Paris, Reinwald, 1882 ; 5 forts vol. in-8°, reliés demi chagrin.	40
Winckelmann. — Histoire de l'art chez les anciens. Paris, 1789 ; 3 volumes in-8°, rel. anc., plein veau, filet sur les plats, tr. m.	25

Livres neufs et d'Occasion

Achat de Bibliothèques au comptant

N° 4

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

48^e Année. — Juillet-Août 1921



AGEN

IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

1921

Toute reproduction même partielle de la *Revue* est rigoureusement interdite.

SOMMAIRE

I. — R. MARBOUTIN. — Le Parc du château de Saint Amans.....	209
II. — A. POUMAT. — La Justice consulaire à Agen au XVIII ^e siècle. Les consuls à l'œuvre.....	220
III. — PHILIPPE LAUZUN. — Le château de Duras (<i>suite</i>) ..	237
IV. — YVONNE DOMENGIE. — Liste des bastides de l'Agenais (<i>fin</i>)	244
V. — <i>Chronique</i> (R. BONNAT): Sociétés savantes. Société académique d'Agen. Mort de M. Benaben.....	272
VI. — <i>Notes bibliographiques</i> (R. BONNAT): Le Foyer Gascon. Le passé de Villeneuve. Philippe Lauzun. — Erratum (G. T.).....	275

PLANCHE

Le Parc du Château de Saint-Amans

Pour paraître dans le prochain numéro.

Emmanuel Delbousquet, poète et romancier, par *Ch. Bastard*. —
L'école de philosophie de Port-Sainte-Marie, par *R. Marboutin*.

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Prix du fascicule : 2 fr. 25

PRIX DES TIRAGES A PART

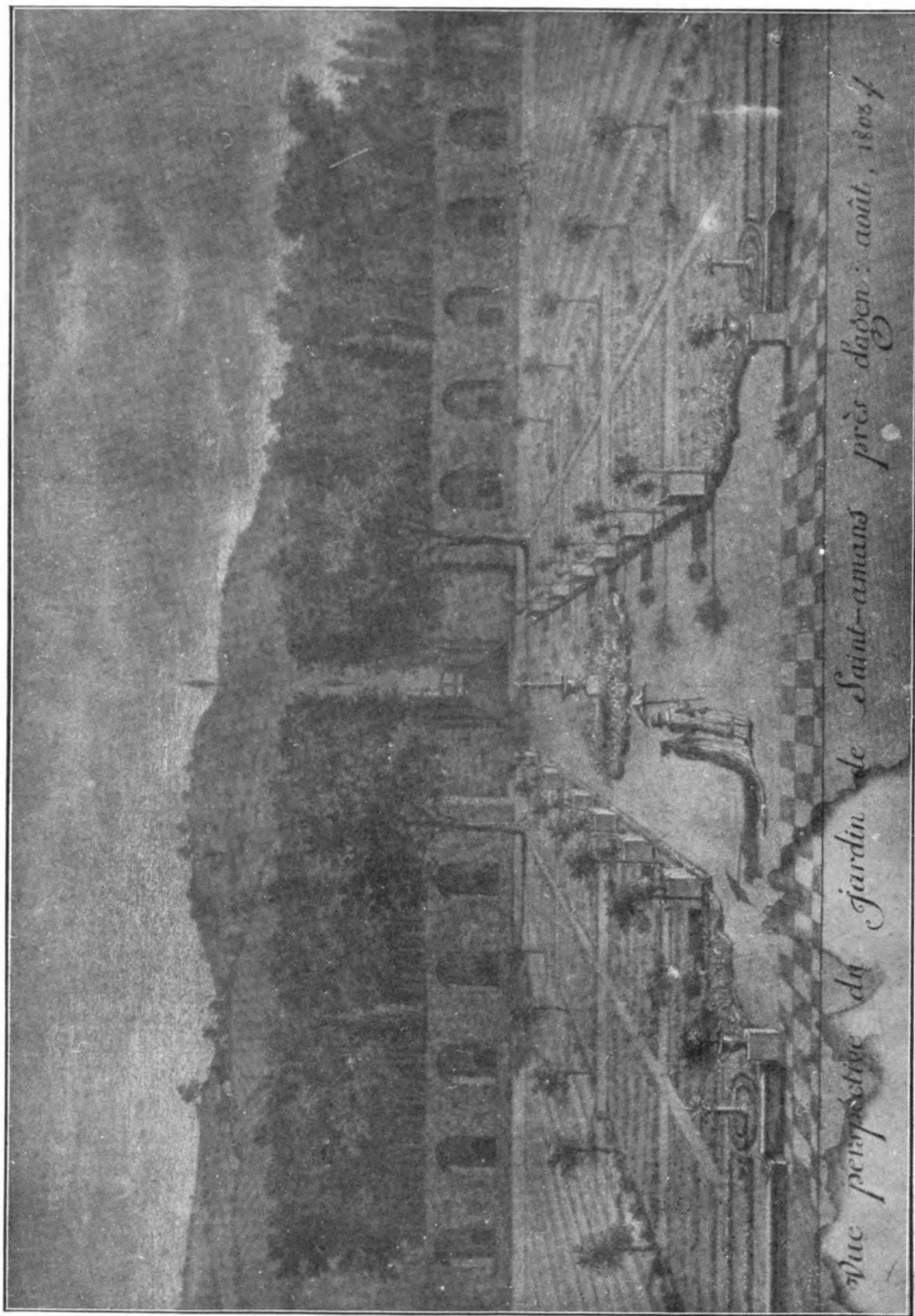
A 50 exemplaires..... 32 francs la feuille
A 100 exemplaires..... 42 francs la feuille

La couverture comptant pour un quart de feuille. Brochage en plus.

Pour tout ce qui concerne la rédaction, l'administration et le service des abonnements de la Revue, s'adresser directement à M. BONNAT, AUX ARCHIVES DÉPARTEMENTALES, AGEN, et pour la publicité à M. JACQUES AMBLARD, AVOCAT, RUE FLOIRAC, AGEN.

Il est rendu compte dans la *Revue* de tout ouvrage dont il aura été adressé deux exemplaires à la direction de la *Revue*.

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la Revue



Vue perspective du jardin de Saint-amans près d'agen : août, 1808.

LE PARC DU CHATEAU DE SAINT-AMANS

LE PARC DU CHATEAU DE SAINT-AMANS

Château de Paymirat

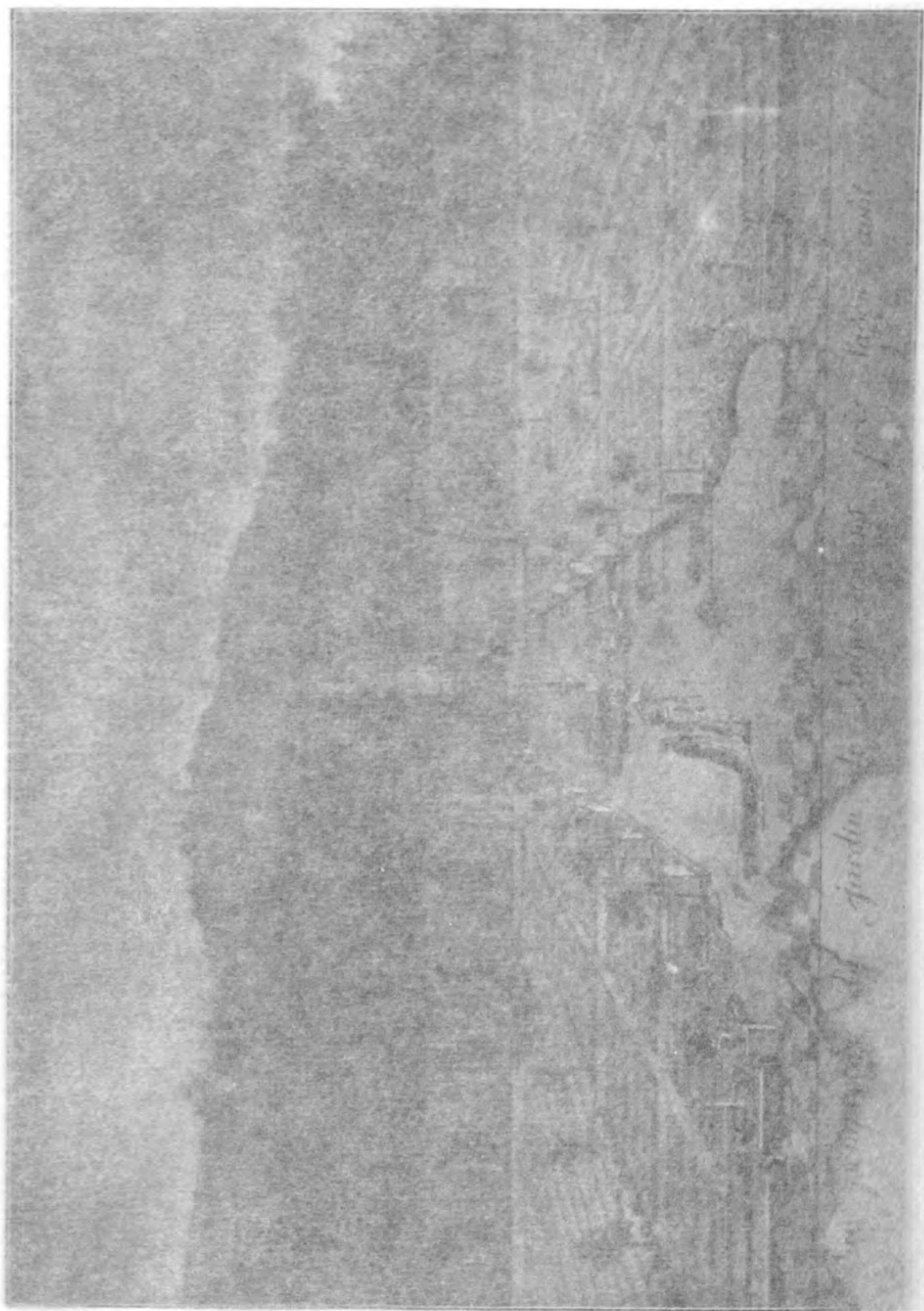
Tout le monde connaît ces vers de Lamartine, l'épique de Castelnau :

*Proché d'un tel point d'été,
Placé au point d'un nom célèbre,
Un glorieux présent fait
Alors d'un royaume un fief.*

Ce joli château est celui de Saint-Amans, dans le département de son poème. Jusqu'à la révolution, c'est-à-dire jusqu'en 1792, M. Lauzun croit être de Saint-Amans, quoiqu'il ne soit que de la fraction, Saint-Amans ne rentre en possession de son fief que le 1^{er} août de Castelnau est de 1800, et c'est par conséquent à partir de ce jour qu'il faudrait l'établir. Quoi qu'il en soit, le château de Saint-Amans, à en croire les traditions locales, n'est plus situé à l'entrée de la vallée de l'Arize, mais à l'entrée d'un vallon de plusieurs toises de largeur, et qui se prolonge jusqu'à 1792, cet édifice, commencé par le duc de Lauzun, n'est pas même encore achevé et ne peut être considéré comme une ruine. Autrefois habité par le duc de Lauzun, et par ses descendants, Saint-Amans, ceux-ci en jetèrent le drapeau le 1^{er} août 1792, au fin du xv^e siècle. Feu Lauzun, duc de Lauzun, était un homme à tous égards si renommé, qu'il ne put résister à l'envie de sa résidence accoutumée.

Ce n'est pas très exact. Le château de Saint-Amans, aujourd'hui, est une belle construction, et il est composé d'un corps de logis principal, et d'un corps de logis en retour d'équerre au levant. Une aile de logis se prolonge à l'ouest, mais elle n'a pas été achevée. Il ne reste que deux petites ailes de logis.

[1] M. Lauzun. *Les Mémoires de la Révolution*, t. 1, p. 48.



LE PARC DU CHATEAU DE SAINT-AMANS

(Canton de Puymirol)

Tout le monde connaît ces vers de Jasmin dans l'abuglo de Castelculier :

*Proché d'aquel poutil castel
Floucat al froun d'un noum tant bel,
Uno gleyeto, presque nudo,
Al pé d'un roc es assétudo.*

Ce joli château est celui de Saint-Amans. Dans l'édition originale de son poème, Jasmin avait inséré une note que M. Lauzun croit être de Saint-Amans père (1). C'est une distraction, Saint-Amans mourut au mois d'octobre 1831, l'*Abuglo de Castelculier* est de 1836. Ce serait peut-être à son fils Casimir qu'il faudrait l'attribuer. Quoiqu'il en soit, voici cette note : « Le château de Saint-Amans, à une lieue d'Agen, est de plus situé à l'entrée du joli vallon de Castelculier. Jadis orné de plusieurs tourelles, terminées en 1610 et démolies en 1793, cet édifice, commencé d'abord sur un plan régulier, n'est pas même encore achevé et n'a jamais été qu'un lieu de plaisance. Autrefois habité par les ancêtres de feu Boudon de Saint-Amans, ceux-ci en jetèrent les premiers fondements vers la fin du xv^e siècle. Feu Boudon de Saint-Amans lui-même, homme à tous égards si recommandable, y faisait presque toujours sa résidence accoutumée ».

Ce n'est pas très exact. Le château, tel que nous le voyons aujourd'hui, est une belle construction du xvii^e siècle. Il se compose d'un corps de logis orienté nord-sud et d'une aile en retour d'équerre au levant. Une aile parallèle était prévue à l'ouest, mais elle n'a pas été construite. Du château antérieur, il ne reste que deux petites tours armées de meurtrières

(1) Ph. Lauzun. *Les Manuscrits de la Bibliothèque de Saint-Amans*. — Agen, Veuve Lamy 1889, p. 48.

pour armes à feu, et les débris d'une porte fortifiée du xvi^e siècle.

C'était là, en effet, la résidence habituelle de Florimont Boudon de Saint-Amans, un des fondateurs de notre Société, plus tard son secrétaire général. Il y avait réuni une riche bibliothèque et de remarquables collections d'histoire naturelle et d'antiquités locales. « Chez M. de Saint-Amans, écrit Bartayrès, son successeur comme secrétaire perpétuel de la Société, les vestibules de ses maisons étaient pleins de précieux débris de monuments antiques ou du Moyen-âge. Tout annonçait les goûts et les occupations de l'homme vénérable que l'on allait voir; et l'on ne pouvait faire un pas chez lui sans rencontrer des objets capables d'intéresser les amis des arts. A la campagne, il avait fait une espèce de Musée pour tous les tableaux et les dessins de prix qu'il avait pu rassembler et dont la plupart représentaient les sites pittoresques et les monuments remarquables qu'il avait rencontrés dans ses divers voyages (1) ».

Saint-Amans a dressé lui-même le catalogue de la galerie de son château. Il y énumère une série de tableaux, de dessins, d'esquisses aujourd'hui dispersés. Vendue et dispersée aussi, la bibliothèque, dont M. Philippe Lauzun a décrit les manuscrits rares et curieux (2).

Autour du château, s'étendait un vaste jardin, objet des soins minutieux et attentifs de M. de Saint-Amans. Fervent naturaliste, botaniste de premier ordre, il avait fait de son parc un vrai jardin botanique, où il avait réuni des plantes et des arbres rares, qu'il avait plantés de ses mains. Il n'en reste que quelques épaves. Presque au lendemain de sa mort on a taillé, élagué, abattu les arbres par centaines. C'est à peine s'il reste debout quelques arbres exotiques et entre autres le cèdre que lui avait donné son ami Laurent de Jussieu. La lé-

(1) Eloge de M. de Saint-Amans, lu devant la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen. — Noubel 1834. — Extrait du *Recueil de la Société*, 1^{re} série, t. III.

(2) Ph. Lauzun.. *Les Manuscrits de la bibliothèque de Saint-Amans*. -- Agen, Veuve Lamy, 1889.

gende, ou la tradition peut-être, raconte qu'il fut apporté du Liban, en même temps que celui du Jardin des Plantes de Paris.

A la place de ce beau jardin s'étend une vaste prairie. Deux dessins nous ont cependant transmis son image. Le premier est de Parfait-Lumière, élève de David, choisi comme professeur de dessin à l'école centrale par une Commission dont Saint-Amans faisait partie.

Ce dessin au crayon noir représente le jardin, vu du perron de la façade sud. Le dessinateur s'est placé en face de l'allée principale qui commence au bas des degrés par un rond point, et s'en va en ligne droite jusqu'au petit ruisseau où elle se termine par une grille. Vers le milieu, elle est coupée par une allée moins large, qui partage tout le terrain en quatre parties égales.

Entre le château et l'allée transversale s'étend le jardin potager et botanique. La grande allée est bordée de petits arbrisseaux, sorbiers des oiseaux, entre lesquels sont placés douze orangers plantés dans des caisses mobiles. Au milieu de cette allée un massif de fleurs et de verdure est dominé d'un piédestal surmonté d'un grand vase d'où s'élance un cactus. A l'entrée de cette allée, un homme tenant un parasol donne le bras à une dame.

De chaque côté s'étendent deux bandes de terre délimitées par des arbustes et divisées en huit carrés chacune par de petites allées. Au-delà ce sont des champs labourés ou des prairies.

Sur la grande allée transversale, on remarque deux arbres, des platanes croyons-nous, et tout le long s'étend une magnifique charmille taillée en arceaux du côté nord et en portes basses s'ouvrant sur la Garenne du côté opposé. Cette charmille remarquable donnait au jardin un aspect étrange et monumental. De l'autre côté s'étendait une garenne touffue, où l'on avait aménagé des clapiers peuplés de lapins.

(1) Ce dessin appartenait à la collection de M. Ph. Lauzun et nous a été communiqué avec une bienveillance, dont je lui suis très reconnaissant, par M^m Ph. Lauzun.

Le second dessin de ce jardin est plus petit et colorié. L'ordonnance générale est la même, mais il est plus fin, plus méticuleux et donne plus de détails. Il n'est pas signé, mais je serais porté à le croire d'Honoré de Saint-Amans, fils aîné de Florimond à moins qu'il ne soit de ce dernier lui-même. Dans une lettre du 11 avril 1820 nous lisons : « Vous trouverez ci-joint, mon cher Honoré, l'esquisse que vous m'avez demandée du jardin de Saint-Amans. J'ai ajouté les caisses d'orangers qu'on avait oubliées et que vous pourrez faire retrancher si vous croyez qu'elles produisent de la confusion, surtout quand vous aurez encore réduit le dessin, comme vous le ferez sans doute.

« Les arbres qui sont sur le premier plan sont de superbes *magnolia grandifolia*. Il faudrait faire en sorte qu'on le sût : mais aussi l'écrire. Cela ne se peut guère. Vous écrirez cependant au bas, n'est-ce pas ? Vue perspective du jardin de Saint-Amans, près d'Agen ; car il convient qu'on sache que ce n'est point un jardin imaginaire.

« Autres renseignements pour colorier cette esquisse. Au lieu du potager qui se trouvait autrefois entre la maison et la garenne, c'est aujourd'hui une prairie. La garenne doit être d'un vert sombre ; les arbres pyramidaux du milieu du petit pré, d'un vert blanchâtre ; la charmille percée en arceaux et les deux grands arbres qui l'accompagnent, d'un vert gai ; au milieu de chaque arceau, on doit distinguer une petite porte qui pénètre dans la garenne. Les arbres, qui accompagnent les caisses d'orangers, sont des sorbiers des oiseaux, chargés de leurs fruits rouges. Au reste, vous arrangerez tout cela comme vous le voudrez. Encore un mot : la partie comprise entre la terrasse et la ligne parallèle, au-dessus de laquelle on remarque des pots de fleurs, au-delà des magnolias, est un espace ratissé, une allée qui conduit au bois. Sur le pont, il faut marquer une grille, ou quelque chose qui l'indique, si on le peut. Il faut aussi que les arbres pyramidaux des petits prés et les deux platanes, près des charmilles, soient bien détachés.

Dans l'esquisse, ils se confondent trop avec la garenne, ce me semble » (1).

Ce dessin était nécessaire à Honoré pour le reproduire sur céramique. A ce moment, en effet, il faisait des essais d'impression sur poterie. Il y réussit et prit un brevet en 1822. Son père est ravi du projet et lui écrit le 17 août 1820 : « Oh ! combien j'aurai de plaisir de recevoir le jardin de Saint-Amans et l'écusson de nos armes, si vous réussissez à le bien incruster, comme je l'espère ». Il y eut quelques déboires. « Qu'il est dommage, écrit le père, que le jardin de Saint-Amans ait éclaté ! Rien de plus joli que ce morceau encore unique en son genre ; heureusement vous allez le faire exécuter de nouveau et nous pouvons espérer, n'est-ce pas, une nouvelle épreuve. »

Nous ignorons si cette seconde épreuve fut exécutée et réussie.

De tout ce jardin, dont Saint-Amans était si fier, il ne reste qu'une partie de la garenne, avec une belle pièce d'eau entourée de beaux pichpins, et la petite maison appelée jadis par son constructeur « Notre-Dame du Lac ».

Le vivier de Saint-Amans avait été creusé en 1732, comblé en 1760. Au moment où fut créé le jardin et le parc, on songea à le faire creuser de nouveau. Ce travail, cependant, fut retardé jusqu'en 1824. Il fut terminé en 1825. Une inscription, gravée sur une plaque de marbre blanc et enchassée dans le mur de soutènement, près de la maisonnette, nous fournit ces renseignements :

AQUESTE PESQUÉ
FUSQUET
CURAT IN MDCCXXXII
ARRAZAT IN MDCCLX
TOURNAT CURA IN MDCCCXXIV
ACCABAT IN MDCCCXXV.

Le 22 novembre 1824, Saint-Amans écrivait : « J'ai enfin

(1) Fragments de correspondance de feu M. de Saint-Amans avec son fils aîné et M^{re} de Saint-Amans. — Agen, P. Noubel 1832. — Toutes nos citations de lettres sont extraites de cette plaquette, publiée à l'occasion d'un procès retentissant.

entrepris le recurement du vivier, et depuis une douzaine de jours je ne puis pas moi-même surveiller ni diriger cet ouvrage, lequel, heureusement, tire à sa fin... » A sa belle-fille, il disait le 17 janvier 1825 : « J'ai fait recreuser le vivier de Saint-Amans pendant l'automne dernier. L'ouvrage n'a été terminé que la veille du jour de l'an. Il faut à présent en arranger un peu les bords. Cela pourra m'occuper le printemps prochain. »

Il tint parole et fit alors construire la petite maison qui existe encore. Dans une lettre du 18 mai 1825, nous lisons : « Je vous dirai qu'en effet le vivier devra produire un beau coup d'œil, lorsque l'eau y sera introduite. J'ai fait agrandir du côté du bois, et l'on construit maintenant sur le bord une petite maisonnette d'assez bon goût, à ce que je me figure, parce que j'en ai fourni le plan. Quoiqu'il en soit en renouvelant cette pièce d'eau, depuis soixante et quelques années détruite, j'ai cru m'acquitter à la fois envers mes enfants et mes ancêtres. »

Nous ne devons pas juger du bon goût de Saint-Amans par ce petit édifice. C'est une construction insignifiante, de forme rectangulaire, ornée au nord d'une fausse abside décorée jadis de chapiteaux provenant du cloître des Augustins d'Agen et dans laquelle s'ouvre une porte. Le rez-de-chaussée est éclairé par une large fenêtre, divisée en trois par deux colonnes en bois, et surmontée d'un arc en plein cintre. Au 1^{er} étage on voit une baie en demi-lune. Extérieurement, cet édifice a un faux air de chapelle; intérieurement, c'est une salle ornée d'une cheminée, et, à l'heure actuelle, complètement dénudée. Ce qui en fait le charme, c'est la belle pièce d'eau qui s'étend à l'ouest sous la fenêtre.

Lors de la construction de cette maisonnette, la France était en plein romantisme. Qu'il l'ait voulu ou non, Saint-Amans a sacrifié à la mode. *Le génie du christianisme*, les livres de Walter Scott et d'autres encore, avait mis en honneur la religion, le moyen âge, les forêts, les ruines et le culte de la nature. C'est sous ces influences que le vivier fut creusé de nou-

veau et orné d'une simili chapelle, que l'on baptisa Chapelle Notre-Dame du Lac.

« Je fais bâtir, écrit Saint-Amans à Chaudruc de Crazannes, une espèce de petit couvent sur le bord de mon lac, on y suivra la règle de l'abbaye de Thélème, dont vous connaissez la devise : « Fais ce que voudras ». Vous serez des nôtres, ainsi que frère Ainsworth, que nous convertirons à nous deux. Je vous attends donc imperturbablement l'un et l'autre, sur la porte de ma chapelle, au milieu d'une troupe de maçons, les uns taillant des pierres, faisant du mortier; les autres démolissant ce qu'ils avaient déjà bâti pour le rebâtir encore; ce qui fait que ce beau travail, dont je suis l'architecte, ressemble assez à la tour de Babel » (1).

Le lac et surtout sa fausse chapelle devinrent pour Saint-Amans un lieu de prédilection et, un peu, le centre de sa vie. Il la meubla avec soin, y entassa des objets d'art ou d'antiquité et en fit un vrai musée. Son fils, Honoré, au courant de cette passion, lui envoyait de belles pièces en terre cuite et ornée, pour en décorer les murs. Un char de Neptune, entre autres, excita son admiration. « Venons au char de Neptune, lisons-nous dans une lettre du 2 novembre 1820, il figurera à merveille, comme vous le dites, sur la cheminée du salon de la petite abbaye. Je ferai, si je trouve quelqu'un qui sache l'exécuter, un plateau en marbre ou mieux en bois; j'y ferai sculpter des vagues, peintes en vert de mer et vernissées; le char y roulera dessus : c'est un morceau magnifique. »

Dans sa correspondance, il parle souvent de son abbaye comme il l'appelle. « Je vous remercie beaucoup, mon cher Honoré, écrit-il le 16 avril 1830, des deux petits dessins. Ils sont charmants et lorsqu'ils seront coloriés, ils produiront un effet angélique. Les petits personnages qu'on y voit sont admirablement bien posés. Vous avez, dans le dessin du vivier, une femme qui s'appuie ou se penche sur l'épaule de l'homme qui est à sa gauche, qui est d'un naturel frappant. On entend ce qu'elle dit, on voit ce qu'elle pense. Il faut être bien fort pour

(1) Notice hist. et biogr. sur M. de Saint-Amans par M. le baron Chaudruc de Crazannes. — Agen, Noubel 1832, p. 53.

« des pauvres solitaires qui, de siècle en siècle, béniront leur
« mémoire s'il y a lieu ».

Cet album ressemble à beaucoup d'autres, pour quelques pensées piquantes, spirituelles, quelques vers bien tournés, quelque amusant badinage, que de banalités et quelle indigence. Parmi les signatures, relevons celles de Debeaux, Guillaume Laroche, Rozan, pharmacien et collectionneur de Tonneins, Noubel, Samazeuilh, Mouillé, Laffore, Vincent Besse, Zéphirin Lapérouse, des Escherolles, Villiers de L'Isle-Adam, Hippolyte Magen, etc. C'est un recueil polyglotte : nous y trouvons du grec, du latin, du français, du patois, de l'italien, le l'espagnol, de l'anglais, même de l'hébreu. Citons au hasard :

Le Père gardien de ce monastère réunit à la gaieté de Démocrite, la volupté d'Epicure, la science de Platon et la sagesse de Socrate.

ROZAN.

Le petit fils d'un homme, qui acquit quelque renommée dans la botanique, se trouve heureux de présenter ses hommages et de témoigner sa reconnaissance pour ses manières aimables au patriarche de la Flore agenaise.

4 avril 1829,

ZÉPHIRIN DE LAPEYROUSE.

à Notre-Dame du Lac.

Notre-Dame du Lac, aimable monastère,
Où l'esprit au savoir aime à s'associer.
Celui qui l'a fondé n'est pas un moine austère;
Sur l'autel des neuf sœurs il vient officier.
Des secrets de Linné heureux dépositaire
La nature est son seul bréviaire.
Avec grâce il sait allier
Les airs courtois d'un chevalier
Au ton d'un philosophe et d'un grave antiquaire.
Il joint l'art de bien dire au bonheur de bien faire
Et comme pour nous inviter
A venir rendre hommage aux vertus qu'elle éclaire
L'étoile de l'honneur luit sur son scapulaire.
O le bon moine à visiter.

Agen, le 25 octobre 1829.

Raymond NOUBEL.

Cà et là, quelques boutades rimées, signées frère Pacôme, qui nous dévoile sa personnalité dans les vers suivants :

Le 7 juin 1833

Heureux ! bien plus heureux encore,
Est celui qui vit en ces lieux,
Quand des hôtes bons et joyeux
Comme Raymond, Labat, Laffore,
Ladrix, Barbier, Lægrix, Tustal, Mandiberon,
Et Coquet, et Laborde et Sevin du Pecile,
Viennent le voir à domicile,
Lui Pacôme aujourd'hui ! Jadis chef d'escadron.

Le frère PACÔME.

Il s'agit donc du fils cadet de Saint-Amans, Jean-Casimir Boudon de Saint-Amans, ancien chef d'escadron de lanciers, qui hérita du château familial.

L'album reçut des signatures ou des sentences de plus en plus insignifiantes jusque vers 1850. A propos de ce registre, je relève dans les innombrables feuilles écrites par M. des Escherolles dont j'ai longuement parlé dans l'histoire de Castelnoubel, le passage suivant : « Je visitai, avec M. de Saint-Amans son parc et sa chapelle de Notre-Dame du Lac. Tout m'y parut mesquin et inconvenant, surtout cette chapelle dont l'extérieur orné construit de débris d'églises, l'était à l'intérieur d'un divan et de tapisseries turques. Le bon ermite me proposa d'écrire sur le livre qui constatait les émotions des visiteurs ou plutôt les éloges mendiés. J'eus pitié de sa faiblesse, alléguant que je ne me bornerais pas à une visite, et mon démon malicieux me soufflait : *veni, vidi, fugi*, ou « frère il faut mourir » et vraiment j'avais répété tout haut cette dernière invocation, alors que toute la famille de cet individu avait été réunie pour organiser à Agen la défection de 1830. Rarement mes appels ont été faits en vain et l'être qui les a mérités ne passa pas les 400 jours. »

On ne trouve, en effet, rien de M. des Escherolles. Mais, à la date du 9 octobre 1829, on lit ceci, écrit par son fils : *Veni, vidi, stupefactus sum*. Paul des ESCHEROLLES.

Jean-Florimond Boudon de Saint-Amans, naturaliste, archéologue, littérateur. créateur du parc dont nous venons de parler, était né le 24 juin 1748; il mourut à Agen, le 28 octobre 1831.

Quelques jours après, M. des Escherolles écrivait : « Il n'est donc plus heureux recteur de Saint-Amans, cet orgueilleux. Sa famille a voulu que son chef mourut dans Agen, que le recteur de Notre-Dame y but le calice jusqu'à la lie et que le chef de l'Eglise du département fut forcé de relâcher les règles de la discipline. Il fut ensuite inhumé au cimetière de Saint-Foy. Là M. Barsalou, son collègue à l'administration départementale, prononça un discours sur sa tombe. Le poète Jamin y joignit des gasconnades. Ensuite le testament s'ouvre et le fils aîné se trouve le plus mal partagé. »

Aujourd'hui N.-D. du Lac, triste et abandonnée, sous de beaux ombrages, n'est guère visitée que par quelques pêcheurs à la ligne, qui en ignorent l'histoire.

J.-R. MARBOUTIN.

LA JUSTICE CONSULAIRE A AGEN

AU XVIII^e SIÈCLE

CINQUIÈME PARTIE

Les Consuls à l'œuvre (1)

L'instigateur de toutes les mesures, de toutes les informations judiciaires, de tous les actes de la communauté, est le « promoteur » ou le « procureur syndic », suivant l'époque. De 1700 à 1717, c'est un procureur; la suppression des charges municipales en 1717 amena son remplacement par un promoteur. En 1733, les offices furent rétablis définitivement, mais il ne fut pourvu que le 6 novembre 1744 à la nomination d'un procureur syndic. Il n'y eut plus de promoteur jusqu'en 1790, date de la mort des institutions consulaires.

Toutes les fois qu'un délit avait été commis, on avertissait les consuls ou le procureur (ou le promoteur). Celui-ci, avec l'autorisation préalable des consuls, requérait une information. Les magistrats municipaux nommaient l'un d'entre eux ou plusieurs pour y vaquer. Le consul nommé commissaire recueillait toutes les pièces intéressant l'affaire, des certificats et attestations des curés et marguilliers. Par huissier, il citait à comparaître l'accusé et les témoins. Pour une affaire d'importance assez minime, les consuls n'hésitaient pas à convoquer de vingt à trente témoins, et à rédiger de vastes procès-verbaux d'auditions. En bas du dossier, le commissaire notait : « Soit communiqué au procureur du roi (ou au promoteur) ». Celui-ci pouvait alors requérir un supplément d'information, ou statuer tout de suite. Il prononçait son réquisitoire, retraçait tous les faits imputés à l'accusé et concluait en

(1) Il ne sera question, dans ce chapitre, que de la Police consulaire. La Justice criminelle, n'appartenant pas aux seuls consuls, entre plutôt dans l'histoire de la Justice de l'Ordinaire et du Présidial.

fixant la peine qu'il trouvait méritée. Les consuls n'étaient pas obligés de l'appliquer dans son intégrité; généralement, ils l'adoucissaient.

Les châtiments infligés par les consuls étaient presque toujours l'amende, parfois la prison, l'internement pour un certain nombre d'années dans un établissement pieux, le carcan dans des cas très rares. Le condamné payait les dépens, car la procédure revenait très cher : chaque feuille des dossiers volumineux rédigés par les consuls était marquée du timbre de la Généralité, et coûtait plus ou moins cher suivant le cas, huit deniers, deux sols..... Les assignations par huissier, les gratifications accordées aux soldats du guet pour chacune de leurs démarches, les frais de l'emprisonnement, étaient à la charge du coupable. De nombreux dossiers de procédure sont suivis de la note à payer par le condamné, en plus de l'amende, ou de « l'aumône » qu'il avait encourue (1). La communauté employait l'argent des amendes aux réparations des édifices publics; souvent, elle le distribuait aux pauvres, ou aux malades de l'hôpital Saint-Jacques. Les consuls prononçaient fréquemment des confiscations; ils saisissaient les objets les plus hétéroclites; le pain, le vin, la viande, les volailles, le poisson confisqués étaient réservés aux religieux de la ville, qui, en échange, délivraient aux consuls un reçu. Sous l'ancien régime, chaque corps de justice avait ses prisons. L'Hôtel de Ville avait les siennes, gardées par un concierge. Le régime y était doux et les évasions faciles.

Les consuls n'exerçaient pas tous ensemble leurs fonctions de police : ils se relayaient; chaque jour, un ou deux magistrats se tenaient en permanence à l'Hôtel de Ville. Le soir, vers neuf heures et demie, le consul de service faisait l'appel de la patrouille bourgeoise, distribuait les armes, indiquait les lieux à visiter, les rues à surveiller; parfois, il accompagnait et commandait un détachement. Il revenait ensuite et couchait à l'Hôtel de Ville où « nuit et jour le public devait toujours

(1) Les consuls emploient fréquemment cette expression : « encourir une aumône ».

trouver un officier municipal » (1). Il n'y était pas seul; il y avait toute la nuit un corps de garde, composé de un ou deux soldats du guet, et de quelques soldats de la milice; la patrouille y conduisait les malfaiteurs et vagabonds qu'elle arrêtait. Le maire était exempté du commandement des rondes nocturnes, mais il devait veiller « à ce qu'aucun des autres officiers municipaux ne se dispensât de ce service, sous quelque prétexte que ce fût, sans être suppléé, en cas de nécessité, par un de ses collègues, pour lequel il servirait à son tour ». Le 5 décembre 1760, les consuls décidèrent de répartir entre eux leurs diverses fonctions, afin de les mieux remplir. L'un devait s'occuper des questions militaires, un autre du logement des gens de guerre, un troisième des archives. « Messieurs Malebaysse et Delrieu seront chargés des affaires criminelles et de toutes les procédures concernant la police dudit Hôtel de Ville. Quant à l'égard de la police journalière, les soussignés la feront chacun à leur tour pendant une semaine entière, à commencer dimanche prochain, septième du courant, et par Monsieur de Montesquiou, sans qu'à raison dudit article chacun de nous ne doive l'exercer journellement en cas de nécessité. Fait et délibéré dans la Chambre du Conseil... » (2).

Ils se réunissaient pour rédiger et promulguer les ordonnances de police. Elles commençaient toutes par ces mots « Ce aujourd'huy..... Monsieur le procureur du roi de la communauté est entré dans la Chambre du Conseil, qui a dit..... ». Elles se terminaient ainsi : « Et afin que la présente ordonnance soit notoire, ordonne qu'elle sera imprimée, publiée et affichée aux lieux accoutumés et carrefours de la présente ville. Fait et délibéré par manière de police dans la Chambre du Conseil de l'Hôtel de Ville d'Agen le..... » (3).

Les consuls avaient eu raison en répartissant entre eux les travaux multiples qui leur incombaient. A elles seules, les

(1) Agen, Arch. com. BB. 83. Journal des consuls. Ordonnance du maréchal de Richelieu du 21 octobre 1771 (f° 16 v°, 17, 18 r°).

(2) Idem, BB. 77. Journal des consuls. Délibérations, 5 décembre 1760.

(3) Par exemple : Agen, Arch. com. FF. 62. Registre de police (f° 4 v° ; 5, 6 r°).

fonctions de police les occupaient beaucoup, nous allons voir comment ils les remplissaient; nous étudierons aussi les règlements qu'ils édictaient pour le maintien de la justice à Agen et dans l'étendue de la juridiction.

1. Police du ravitaillement et de l'alimentation de la ville

POLICE DES VINS

La police des vins était, de la part du corps de ville, l'objet de soins particuliers. Le régime d'entrée des vins était fondé sur un protectionnisme exagéré qui avait pour but de défendre les produits de la juridiction contre la concurrence étrangère. En vertu de nombreux arrêts du Parlement de Bordeaux, seul, le vin recueilli dans cette juridiction peut entrer en ville pour y être vendu en gros ou au détail. Les personnes venues d'une autre région pour habiter Agen, les « forains » peuvent importer le vin qu'ils récoltent dans leurs vignes, à condition toutefois de prouver, certificats des curés en main, que ce vin forain provient de leurs propriétés; le nombre de barriques doit être proportionné à celui des membres de la famille. Le vin étranger ainsi importé ne peut être vendu, il doit servir exclusivement à la consommation personnelle de celui qui a pris la responsabilité de le faire entrer en ville.

Le vin de la juridiction peut entrer en n'importe quelle quantité, pour n'importe quel usage, mais comme pour celui de l'extérieur, un congé, délivré à l'Hôtel de Ville par deux consuls au moins, est nécessaire (1). Les congés étaient imprimés, les officiers municipaux n'avaient qu'à les remplir et à signer (2) après avoir reçu le serment du demandeur.

La vérification des congés était faite aux portes de la ville par des commis nommés à cet effet par les consuls. La per-

(1) Avant 1754, une signature suffit.

(2) Voici les deux modèles de congé :

VINS DE LA JURIDICTION.

Il est permis à M. entrer en la présente ville la quantité de barriques de vin qu'il a recueilli en son bien, en la paroisse de présente juridiction,

sonne qui faisait entrer du vin en fraude voyait son vin confisqué et était frappée d'une amende d'au moins cinquante livres. Le commerce des congés était interdit. Les commis gardaient ceux qu'on leur remettait, notaient sur deux registres distincts, un pour les vins de la juridiction, un pour les vins forains, le nom des personnes qui les leur avaient remis, avec toutes sortes d'indications destinées à faciliter le contrôle. On ne pouvait faire entrer le vin que par la Porte Saint-Antoine et la Porte du Pin (1) et dans la période s'écoulant entre les vendanges et les fêtes de Noël. A cette date, les commis remettaient leurs registres aux consuls et les portiers veillaient à ce qu'il n'entrât par la suite aucune barrique (2). S'ils manquaient à leur devoir, ils étaient destitués. Afin d'éviter les fraudes, les magistrats avaient fixé une capacité officielle et obligatoire pour toutes les barriques servant au transport du vin; elles devaient contenir exactement cent pots. On ne pouvait vendanger sans autorisation.

Chaque année, dans les derniers jours de décembre, la Jurade choisissait parmi les consuls et les jurats cinq ou six commissaires qui devaient, en janvier suivant, visiter les caves et les chais pour découvrir les fraudes (3). Les cabaretiers et les hôteliers étaient l'objet d'une surveillance particulière. Ils devaient, avant de faire leurs achats de vin, déclarer la quantité qu'ils comptaient acquérir et le nom du vendeur. Ils étaient tenus, dans les quatre jours qui suivaient l'achat, de

comme il a juré. Fait à Agen dans l'hôtel de ville, le du mois de mil sept cens

VINS ETRANGERS.

Il est permis à entrer en la présente ville la quantité de barriques de vin qu'il a recueilly en son bien en la paroisse de juridiction de comme il a juré, pour être enchayé dans....., sans qu'il en puisse vendre en gros ni en détail. Fait à Agen, dans l'hôtel de ville, le mil sept cens

Agen, Arch. com. FF. 78.

(1) Agen, Arch. com. BB. 78. Journal des consuls.

(2) Bordeaux, Arch. dép. C. 926. Extrait des registres du Parlement, juillet 1754.

(3) Agen, Arch. com. Tous les cahiers des Jurades. Délibérations de la dernière quinzaine de décembre.

venir faire une nouvelle déclaration. Les cabaretiers des paroisses extérieures avaient huit jours pour venir la faire. S'ils faisaient entrer du vin étranger, ils étaient passibles d'une amende de cent livres, suivie de confiscation. La moitié de l'amende était applicable au dénonciateur. Très souvent, dans le courant de l'année, les caves des aubergistes recevaient la visite des consuls et du guet. Les officiers municipaux dressaient un « Etat des barriques en dépôt chez les cabaretiers et des droits perçus pour leur entrée » (1), car les vins payaient un droit d'octroi : dix sols par barrique. Une somme était prélevée sur la recette pour être offerte au roi « par manière de don gratuit ». En 1706, le roi réclamait, pour l'entrée des vins à Agen, la somme de vingt mille livres. Il y avait un adjudicataire du droit d'entrée des vins (2).

Tels étaient les règlements que les consuls avaient à faire appliquer. Précédés des soldats du guet munis de leurs halberdes, ils se rendaient, sur la réquisition du promoteur, chez les particuliers qu'ils soupçonnaient de receler du vin entré en fraude. Ils leur faisaient prêter serment de dire la vérité, puis les interrogeaient et visitaient les caves et les chais; ils vérifiaient les marques apposées sur les barriques, prélevaient des échantillons que le capitaine du guet goûtait aussitôt. Si c'était du vin forain introduit dans la juridiction sans congé régulier, le secrétaire greffier, qui accompagnait les consuls dans toutes leurs enquêtes, dressait procès-verbal. Ils apposaient les scellés, de cire rouge aux armes de la ville, sur les ouvertures des barriques. Le vin était saisi et porté à l'Hôtel de Ville. C'est ainsi que le 5 février 1735 les consuls découvrirent douze barriques de vin de la juridiction de Moirax. Le propriétaire n'avait obtenu de congé que pour quatre. Les huit barriques entrées en fraude furent saisies. Les consuls en confisquèrent trois : une « en faveur des pauvres cordeliers de cette ville », les deux autres en faveur des pauvres, « pour leur être distribuées à la place publique mercredy

(1) Un mémoire dressé en 1756 contient la liste de 108 cabaretiers agénais. Agen, Arch. com., FF. 79.

(2) Agen, Arch. com. FF. 78. Pièces diverses.

prochain, jour de marché, et ensuite les fûts être brûlés et réduits en cendres ». Ils firent transporter les cinq autres barriques hors de la juridiction. Au procès-verbal du jugement est annexé ce billet :

« Je de clare avoier resu de mesieurs les consuls une barrique de vin de confiscation se 9^{me} fevrier 1735.

Frère françois duthil faisant pour le père an dieu. » (1).

Les procès-verbaux de visites de caves, et de saisies, en ville et dans la juridiction, étaient innombrables. A chaque instant, des particuliers, des hôteliers, des membres d'ordres religieux (2) étaient pris en faute.

La police des vins, au XVIII^e siècle, était une très grosse question, elle obligea plusieurs fois les consuls à venir plaider devant le Parlement : en particulier lorsque Baret, procureur syndic, prétendit que sa signature était nécessaire sur les congés. Le 11 juillet 1756, un arrêt du Parlement l'obligea à abandonner cette prétention (3). On n'attachait pas une importance moindre, à Bordeaux, aux règlements sur la police des vins. Des négociants de la ville qui avaient rédigé deux mémoires pour demander la liberté du commerce des vins se virent condamnés par la jurade du 3 septembre 1740 à la perte de leur titre de bourgeois et des avantages qui s'y rattachaient; leurs noms furent inscrits dans le procès-verbal « pour perpétuer dans cette maison le souvenir de leur infidélité et de la peine qui leur est si justement imposée » (4).

Cependant, à Agen, la police des vins était mal observée, et cela pour plusieurs raisons : d'abord, les règlements, fort précis dans leur forme, étaient difficiles à faire observer car ils comportaient beaucoup d'exceptions : les consuls pouvaient faire entrer, pour leur consommation personnelle, vingt barriques de vin étranger; mais ils devaient faire viser

(1) Agen, Arch. com. FF. 78. Procès-verbaux.

(2) Tels les Carmes déchaussés, condamnés le 20 juillet 1775 à la confiscation de cinq barriques de vin et à cent livres d'amende en faveur de l'hôpital Saint-Jacques. Idem, FF. 80 (Procès-verbal).

(3) Idem, BB. 77. Journal des consuls. 11 juillet 1756.

(4) Bordeaux, Arch. dep. C. 3666. *Archives historiques du Département de la Gironde*, t. XXIII, p. 294.

les congés par deux collègues; les jurats jouissaient du même privilège (1), ainsi que les officiers présidiaux et les membres du chapitre; certains grands personnages trouvaient moyen d'en importer jusqu'à quarante barriques (2). Ces mesures d'exception donnaient lieu à bien des abus; les congés étaient l'objet d'un véritable trafic. En 1735, des particuliers firent entrer en fraude plusieurs barriques de vin, sous le couvert du nom de M. de Véronne, maire de la ville. Le vingt-cinq décembre de cette année, une lettre trouvée sur le seuil de sa porte par un consul, Daubas, lui révélait la présence de quarante barriques de vin blanc ou rouge entrées en fraude, « entre Saint-Hilaire et Saint-Georges » (3).

En second lieu, les commis préposés à la surveillance de l'entrée des vins s'acquittaient fort mal de leur tâche; aussi les destitutions étaient-elles fréquentes. Voici le procès-verbal d'une révocation prononcée par les consuls le 15 décembre 1721; ils déclarent Brousse, commis à la Porte-du-Pin, « convaincu d'avoir manqué à son devoir et à son serment, incapable de pouvoir à l'avenir remplir la place de commis pour l'entrée des vins en la présente ville » (4). Le 10 octobre 1760 Lamoulère, commis à la Porte du Pin, fut destitué et condamné à vingt-quatre heures d'emprisonnement pour s'être entendu avec un particulier qu'il autorisa à faire entrer du vin sans congé (5). Le 27 septembre 1761, celui de la Porte Saint-Antoine fut révoqué « à cause de son incapacité » (6).

Enfin, les consuls étaient les premiers à violer les règlements : en 1737, Lamarque, consul, avait profité de son titre pour faire entrer trente-cinq barriques de vin étranger. Ses collègues avaient prêté la main à cette fraude. L'année sui-

(1) Agen. Arch. Com. FF.-78. Cahier des jurades. Procès-verbal de visite communiqué à la jurade.

(2) Idem. Procès-verbal d'une délibération de l'Assemblée Générale des Trois Ordres.

(3) Idem. BB.-73. Journal des consuls, 25 décembre 1735. Copie de la lettre.

(4) Idem. FF.-78. Jugement.

(5) Idem. FF.-80. Jugement.

(6) Idem. BB.-79. Journal des consuls. Procès-verbal de nomination d'un nouveau commis, 27 septembre 1761.

vante, l'affaire fut découverte et les nouveaux consuls adressèrent un blâme à leurs prédécesseurs. « Il y a eu une fraude concertée par les dits particuliers qui se sont servis de leur autorité pour enfreindre les dits privilèges, tandis qu'ils devaient veiller au contraire par le devoir de leur charge à les soutenir (1) ». Une des causes des abus auxquels les consuls se livraient était l'arrivée aux charges consulaires, à partir de 1733, de plusieurs « forains » qui se préoccupaient fort peu de ce qu'Agen était devenu « l'entrepôt des juridictions étrangères » (2).

En 1753, le subdélégué Couloussac dut rappeler les consuls à leur devoir; il leur adressa, le 28 novembre, une lettre qui produisit un excellent effet. « Dans dix ou douze jours, ils ont plus fait que dans l'espace de vingt ans. » Les visites des caves devinrent très fréquentes; les consuls redoutaient le rétablissement de la charge de lieutenant général de police dont on les menaçait. Couloussac, visitant la salle basse de la Maison du Roi, eut le plaisir d'y voir un jour cent barriques de vin étranger confisquées par les consuls (3). Mais ce beau zèle s'éteignit assez vite; les privilégiés continuèrent à agir à leur guise; les consuls fermaient les yeux, on leur affirmait que le vin importé en violation des règlements était destiné « aux étapes » ou allait être envoyé aux colonies, et si c'était une personne de marque, ils se déclaraient satisfaits de l'explication.

POLICE DES MARCHÉS.

La surveillance du ravitaillement d'Agen en denrées alimentaires faisait partie, comme la police des vins, de la juridiction consulaire; les consuls étaient chargés de la police des marchés; presque toutes les denrées étaient taxées par des règlements; le subdélégué, le maire, son lieutenant,

(1) Agen. Arch. Com. FF.-78. Procès-verbal.

(2) Bordeaux. Arch. Départ. C. 926. « Mémoire pour les propriétaires de vignes de la juridiction. »

(3) Idem. C. 928. Lettre de Couloussac à l'intendant.

« plusieurs agenais propres et expérimentés » aidaient les consuls de leurs conseils dans la détermination des taxes.

Les ordonnances de police consulaire sur la tenue des marchés répondaient à un souci évident de défendre le petit acheteur contre les spéculateurs. Pour éviter une hausse de prix et permettre aux consuls de contrôler la qualité des denrées, il est défendu aux marchands de grains, de volailles, d'œufs, de légumes, de gibier, etc....., de vendre leurs produits en dehors du marché. Les personnes qui vont au-devant d'eux, dans les rues de la ville, pour « emparoler » les marchandises avant leur arrivée au marché, sont passibles d'une forte amende (1). Depuis Pâques jusqu'à la Toussaint, l'heure d'ouverture du marché est fixée à huit heures; de la Toussaint à Pâques, à neuf heures. Les règlements de police expriment le désir que le « menu peuple vivant au jour le jour » soit servi le premier. Les boulangers ne peuvent commencer leurs achats de grains qu'une heure après l'ouverture du marché. Les marchands et les revendeuses ne sont autorisés à y pénétrer qu'à onze heures de Pâques à la Toussaint, à midi durant l'autre saison. L'heure d'ouverture pour les hôteliers est neuf heures en été, dix heures en hiver (2). Les vendeurs étaient tenus de ne pas se promener sur le marché, de ne pas se concerter et de ne pas faire de spéculation, en s'entendant pour provoquer une hausse de prix. Ces règlements de police devaient être fort mal appliqués, car les ordonnances se succédaient, nombreuses; chaque fois, le procureur syndic se plaignait, dans le début de son réquisitoire, des infractions que l'on faisait aux arrêtés, de la rareté et de la cherté des vivres; « de sorte qu'il n'y a plus de règlement dans la tenue des marchés », concluait-il; « on peut dire que l'intérêt du public est méprisé et que tout est dans la confusion » (3).

La vente du poisson était l'objet de règlements spéciaux. Il était taxé. La vente ne pouvait avoir lieu qu'à la claye. Les

(1) Agen. Arch. Com. FF.-62. Registre de police (f° 35, 36, 37 r°).

(2) Bordeaux. Arch. Dép. C. 1260. Deux arrêtés de police. — Nombreuses ordonnances aux Arch. Com. d'Agen. Série BB. Journaux des consuls.

(3) Agen. Arch. com. Série BB. Journaux des consuls.

marchands qui en débitaient ailleurs étaient passibles de dix livres d'amende. Le poisson de mauvaise qualité était saisi et jeté à la Garonne. Les « regratières et les hôtes » qui s'approchaient du banc avant neuf heures en hiver, huit heures en été, encouraient une amende de trente livres. Il était formellement interdit de se livrer au commerce du poisson dans les hôtelleries. Les « hôtes » ne devaient pas se servir de particuliers comme intermédiaires pour leurs achats. « L'emparollement » du poisson était puni. Enfin, les balances devaient être tenues en parfait état (1).

Les consuls savaient parfois être rusés pour découvrir les infractions aux arrêts de police. Le 2 août 1738, Terrail, consul, se promenait au marché, comme un simple particulier, lorsqu'il aperçut une nommée Roumec, marchande de grains, en pourparlers pour l'achat de plusieurs sacs de seigle. Il n'était que neuf heures et quart; la revendeuse violait donc les règlements. Terrail, qui n'était pas connu du vendeur, vint lui aussi marchander les grains; on lui répondit qu'ils étaient vendus. Terrail envoya chercher aussitôt plusieurs soldats du guet fit saisir et porter les quatre sacs à l'Hôtel de Ville. La femme Roumec fut condamnée à trente livres d'amende (2).

En 1714, plusieurs femmes de la rue du Pin, pour éviter d'aller jusqu'au marché, avaient trouvé commode d'arrêter les marchands qui entraient en ville par la Porte du Pin et de faire leurs achats dans la rue; les consuls, étonnés de voir les arrivages au marché se ralentir de façon sensible, firent une enquête et découvrirent le complot des ménagères. Elles durent payer une bonne amende, pour apprendre à mieux obéir aux ordres des consuls (3).

Volailles, gibier, grains, fruits et légumes, poissons, etc., toutes les denrées saisies et confisquées étaient portées à l'Hôtel de Ville. Il arrivait parfois aux consuls ou au guet des aventures assez plaisantes et qui prouvaient qu'on ne redou-

(1) Agen. Arch. Com. FF.-60. Registre de police (f° 3 à 7 r°).

(2) Idem. FF.-109. Procès-verbal.

(3) Idem. FF.-51. Registre de police (f° 19 v° et 20 r°).

tait guère leur sévérité. Le 17 avril 1732, Jean Mézin, aubergiste du « Lion d'Or », avait envoyé au marché avant neuf heures, une servante pour acheter une alose. La domestique, interrogée par un soldat du guet, assura que le poisson n'était pas pour son maître, l'hôtelier, mais pour un de ses locataires, un nommé Malbec. Trouvant la raison mauvaise, l'agent de police s'empara de l'alose et voulut l'emporter à l'Hôtel de Ville. Malbec, prévenu, arriva; il mit l'épée à la main, « en appuya la pointe sur l'estomac » du soldat et lui arracha le poisson; il l'assomma à moitié avec le plat de son épée et partit tranquillement, laissant le malheureux en butte aux risées du public; le même jour, les consuls firent décréter de prise de corps Mézin, la servante et Malbec. On ne sait le résultat définitif de l'affaire (1).

Bien appliqués, les règlements de police des marchés auraient pu donner des résultats excellents; mais les consuls ne savaient pas les faire suffisamment respecter pour qu'ils pussent porter tous leurs fruits.

POLICE DE LA BOUCHERIE.

La police de la boucherie était indépendante de celle des marchés. La vente des chairs était l'objet d'une surveillance toute particulière. Les règlements exigeaient que cette vente ne se fît que dans deux boucheries : la grande et la petite. La grande était dans le quartier des Cornières, la seconde rue du Temple (2). Dans les deux, on débitait de la viande de bœuf, de veau, de mouton et d'agneau. Mais à la Petite Boucherie était annexée la « Chèvrerie », où l'on débitait à un prix très modique « pour le soulagement du public » de la viande de vache, de brebis et de chèvre. La proximité des trois bancs de la Chèvrerie avec ceux où l'on débitait les chairs ordinaires rendait les fraudes aisées et beaucoup de clients de la Petite Boucherie devaient manger de la vache, croyant manger du bœuf. Sous le majorat de De Saint-Amans (1703-1709),

(1) Agen. Arch. Com. FF.-109 « Audition par devant un consul ».

(2) Rue Lafayette actuelle (près de la place du même nom).

les consuls et la jurade décidèrent, pour faciliter la police, de séparer la chèvrerie de la Petite Boucherie et l'installèrent juste en face (1).

L'origine des règlements de la boucherie agenaïse est dans le privilège de « Pied fourché » qui attribuait aux consuls le droit de lever une taxe sur la vente des chairs qui se débitaient en ville. Il y avait un adjudicataire du droit de pied fourché (2). Les bouchers d'Agen payaient en tout dix-sept mille livres de droit (3). Pour être boucher, il fallait se faire recevoir à l'Hôtel de Ville et prêter serment entre les mains des consuls de respecter les règlements de police. Les bouchers exerçaient leur profession jusqu'au carnaval; à cette date, l'adjudicataire de la boucherie de carême les remplaçait; ensuite, s'ils le désiraient, ils reprenaient leurs fonctions après avoir prêté serment à nouveau.

Tout particulier qui tuait du bétail, en débitait, ou faisait entrer de la viande en ville était rigoureusement puni, car il frustrait le fermier du droit de « pied fourché ». Pour ne pas encourir les châtimens de la justice consulaire, les bouchers devaient remplir un certain nombre d'obligations. La viande qu'ils mettaient en vente devait être « de la bonne viande marchande, de la qualité requise; du veau âgé de pas de plus d'un an, des moutons gras, de l'agneau bien conditionné » (4). C'est ainsi qu'en 1739, nous voyons un boucher, Bouzeran, appréhendé par un soldat du guet pour avoir vendu de la viande de mauvaise qualité (5). La même année, Sébastien, un autre boucher, fut accusé d'avoir acheté quinze livres, à Sainte-Colombe, un veau atteint d'un mal étrange, la rage, pensait-on. Aussitôt un consul, le promoteur, le gref-

(1) Agen. Arch. Com. FF.-69. Requête des bouchers aux consuls, 13 août 1745.

(2) Idem. BB.-78. Cahiers des jurades. Délibération du 5 mai 1756.

(3) Pour un bœuf, 12 livres; pour un veau, 3 sols 3 deniers (par livre); pour un agneau, 6 sols (par livre); pour un porc, 45 sols; pour une vache, 6 livres; pour une brebis, 7 sols.

Agen. Arch. Com. FF.-67. Registre de police (Verso de la couverture).

(4) Idem. FF.-69. Ordonnance, 8 mai 1710.

(5) Idem. Procès-verbal.

fier, le guet, quittent l'Hôtel de Ville et arrivent à la Grande Boucherie. Ils font prêter serment au boucher, perquisitionnent, trouvent un veau écorché et envoient la peau à l'Hôtel de Ville par un soldat du guet. Le délinquant eut beau affirmer que la seule maladie de l'animal était la cécité, les consuls firent jeter hors ville ce qui restait du veau malade (1). La vente de brebis ou de chèvre ailleurs qu'à la chèvrerie était punie d'une amende de vingt livres. Bouzeran père, boucher de la Grande Boucherie, en mettait clandestinement en vente, mais rarement il était pris. Aussi longtemps qu'il exerça cette profession, les visites se succédèrent chez lui, toujours fructueuses. Les consuls confisquaient les brebis, les faisaient porter à l'Hôtel de Ville. Bouzeran payait une forte amende; on le menaçait de châtiments extraordinaires, de la privation de son privilège de boucher... mais il continuait à exercer son métier à son idée (2). Le fermier de la Chèvrerie se plaignait des infractions nombreuses que l'on faisait aux ordonnances et qui lésaient ses intérêts; il exerçait lui-même une surveillance active, et les couvents d'Agen lui durent de recevoir bien des brebis confisquées par les consuls (3). En 1722, Serret et Pujade, bouchers, furent condamnés à dix livres d'amende en faveur du « fermier de la Chèvrerie », aux dépens et à la confiscation pour avoir tué des brebis (4).

Les bouchers devaient respecter la taxe; elle variait, pour les diverses viandes, entre huit et dix-sept sols la livre. Le 2 avril 1768, une ordonnance décida que l'échevin (5) de police visiterait les boucheries tous les samedis pour voir la nature des viandes qui s'y débitaient. La taxe varierait avec leur qualité, et serait établie suivant le rapport de l'échevin (6). Cette taxe ne convenait pas toujours aux bouchers et

(1) Agen. Arch. Com. FF.-69. Procès-verbal.

(2) Idem. Procès-verbal.

(3) Idem. FF.-105. Procès-verbal.

(4) Idem. FF.-65. Registre de police (f° 18 v°, 19, 20, 21 r°).

(5) Régime de 1767.

(6) Idem. FF.-62. Registre de police (f° 29 v° et 30).

bien souvent, ils ne la respectaient pas. En juillet 1740, ils eurent recours à la grève. Le prix de la viande ayant été abaissé d'un sol, ils cessèrent tous « d'avoir leurs bancs bien garnis », ce qui tombait sous le coup des règlements : ils devaient avoir de la viande en quantité suffisante pour assurer le ravitaillement de la ville (1).

Il leur était défendu également de vendre « à l'œil », sous peine d'amende; leurs balances devaient être justes; les consuls les inspectaient de temps en temps. Un jour, ils découvrirent que Bouzeran, l'éternel fautif, attachait une petite chaîne sous un plateau afin de se réserver un petit bénéfice supplémentaire (2).

Les bouchers ne devaient pas se contenter de faire le poids, ils étaient tenus de donner en surpoids un morceau de viande de qualité inférieure; il devait être prélevé sur un animal de la même espèce que celui dont la chair venait d'être vendue.

Durant le carême, les règlements de police suspendaient la vente de la viande. Seul, un boucher avait le droit d'en débiter pour les malades. Il y avait une adjudication de la boucherie de carême, annoncée à l'avance par voie d'affiche; elle avait lieu à l'Hôtel de Ville. « Dans l'usage de cette ville, la coupe et le débit des viandes pendant le carême s'afferment au profit de la Communauté à la chaleur des enchères » (3). L'adjudicataire était celui qui s'engageait à payer au corps de la ville la somme la plus forte, et à vendre la viande le meilleur marché. La justice consulaire interdisait à toute autre personne de tuer et de débiter de la viande pendant le carême. Un boucher, Cazaux, fut pris en faute, en 1745 : il avait tué un bœuf; comme l'animal était maigre, les consuls le firent enterrer. Cazaux paya « quinze livres d'aumône applicables aux réparations publiques » (4). Tous les ans, les délits de cette sorte se renouvelaient.

(1) Agen. Arch. Com. FF.-69. Procès-verbal de visites.

(2) Idem. FF.-69. Procès-verbal de visite.

(3) Bordeaux. Arch. Dép. C.-539. Lettre des Consuls à l'Intendant. 25 février 1773.

(4) Agen. Arch. Com. FF.-69. Procès-verbal de jugement.

La police de la boucherie donna lieu à un conflit entre Baret, procureur syndic, et les consuls. Le maire et un consul se trouvaient rue du Pin, le 11 septembre 1745, et surveillaient des travaux de réfection, lorsqu'on vint les prévenir qu'un particulier, Lannes, débitait de la viande chez lui. En hâte, le guet est mandé, on visite la grange de Lannes, et les officiers municipaux découvrent un veau qui vient d'être tué. Il est saisi, porté à l'Hôtel de Ville. Mais alors Baret intervient, déclare que le veau est d'excellente qualité, que la saisie est illégale car elle a été opérée sans « réquisitions » de sa part; il exige la restitution immédiate de la bête. Les consuls ne l'écoutèrent pas et envoyèrent le veau à l'hôpital St-Jacques par le capitaine du guet. Baret fit intervenir son frère, un avocat; pour une affaire aussi mesquine, mais regardée à cette époque comme très grave, les consuls durent demander la protection de l'Intendant. Baret, « esprit tracassier et fatigant », assigna les consuls devant la Cour. La Communauté réussit à mettre fin à l'affaire sans avoir à plaider devant le Parlement, ce qui lui serait revenu fort cher (1).

Les règlements concernant la charcuterie étaient les mêmes que ceux de la boucherie.

Le commerce du bétail était très surveillé, l'exportation était interdite. Le 28 mars 1732, Passalaigue et Mirassandeau, consuls, surprirent sur le Gravier, vers deux heures de l'après-midi, un troupeau de cent neuf moutons que Bouzeran fils, expédiait par bateau, hors de la juridiction. Les consuls firent conduire le troupeau dans la cour de l'Hôtel de Ville. Sur leur ordre on marqua les animaux à la corne droite. Les officiers permirent alors à Bouzeran de les emmener après lui avoir fait prêter serment de débiter leurs chairs dans l'étendue de la juridiction et de rapporter ensuite à l'Hôtel de Ville les cent neuf cornes marquées (2).

En cas « d'épizooties » les règlements de police sur le com-

(1) Bordeaux, Arch. dép. C.-928. Procès-verbal. Lettre du Maire d'Agen à l'Intendant Boucher.

Idem. C. 926. Lettre des Consuls à l'Intendant.

(2) Agen. Arch. Com. FF.-69. Procès-verbal.

merce du bétail étaient très sévères (1). Enfin, certains règlements d'hygiène et de salubrité publique dépendaient de la police de la boucherie : il était défendu aux bouchers de tuer en dehors de la Chèvrerie. Celle-ci servait d'abattoir (3). Ils encouraient une amende de trente livres, suivie de confiscation, s'ils tuaient dans leurs granges ou dans la rue. Ils ne devaient jeter aucun déchet sur la voie publique, ils ne devaient pas y laisser couler le sang. Chaque semaine, un boucher était de service pour nettoyer l'abattoir.

Tous ces règlements étaient inspirés par un souci évident du bien public, mais le nombre des infractions que l'on y faisait permet de supposer que leur application ne devait pas être très stricte.

A. POUYMAT.

(*A suivre.*)

(1) Lorsqu'une épidémie sur le bétail sévissait dans le pays, toute personne qui voulait faire entrer des bestiaux dans la Juridiction devait être munie d'un certificat du curé en attestant la provenance, et affirmant que l'épidémie ne sévissait pas dans sa paroisse.

(2) Agen. Arch. Com. FF. 55. Registre de police. Délibération d'avril 1746.

LE CHATEAU DE DURAS

(SUITE)

— Avec *Symphorien de Durfort-Duras*, nous entrons de plein-pied dans les phases si mouvementées des guerres de religion. Tout autant que pendant la guerre anglaise les seigneurs de Duras y jouèrent un rôle capital; et, comme aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, leur château de Duras en subit le contre-coup.

Marié en octobre 1519, comme nous l'avons dit, et mort six ans après en 1525. François de Durfort ne pouvait laisser que des enfants en bas-âge. A défaut de l'aîné, Armand, mort avant son père, Symphorien ne devait guère avoir plus de trois ans quand il devint le chef de la maison de Durfort-Duras. Aussi ne faut-il pas s'étonner si pendant plus de vingt ans, il n'est plus question dans les pièces d'archives consultées, des seigneurs de Duras. Tutrice de ses enfants, Catherine de Gontaut administrait sagement leur immense fortune et ce n'est que lorsqu'il eut atteint l'âge de 30 ans et au-delà que nous commençons à voir mentionné son nom.

En 1559, en effet, un conflit s'éleva entre Fabrice de Noailles, prieur de Saint-Ayrald, et les habitants de Duras, au sujet du paiement de certaines dîmes; conflit que cherche à apaiser et à régler Symphorien de Duras, en intervenant dans l'affaire et en évoquant la cause devant le grand Conseil (1).

Mais déjà la Réforme battait son plein. Les deux partis prenaient les armes et l'Agenais devenait le théâtre de sanglantes luttes. Sous quelle influence les Durfort-Duras embrassèrent-ils à ce moment la cause des Huguenots? Nous l'ignorons. Toujours est-il que, dès 1560, Symphorien de

(1) Arch. hist. de la Gironde, xxxvi, p 59.

Durfort se mit à la tête des Réformés, mais multiplie néanmoins, en même temps, ses protestations de fidélité au Roi (1).

Délégué par la noblesse de Guienne pour présenter une requête au Roi (9 novembre 1560), Duras se rend à Paris, aux frais de ses coréligionnaires. Mais, n'ayant pu obtenir satisfaction, il rompt brusquement avec la cour et lève l'étendard de la Révolte. D'accord avec le seigneur de Caumont, il parcourt le pays, et soumet la plupart des villes voisines de Duras. Il n'est pas une affaire importante, où nous ne voyons signaler sa présence, et pas de mois des deux années suivantes, 1561 et 1562, où Monluc et Burie n'aient affaire à lui (2).

Le 10 juin 1561 s'ouvrent solennellement à Bordeaux les Etats de Guienne, sous la présidence de M. de Burie. Pour la noblesse du Bordelais, se présente : « Messire Simphorien de Durfort, chevalier, seigneur et baron de Duras, et messire Jehan de Genoilhac, chevalier, seigneur et baron de Vailhac. »

« Burie lit une lettre du Roi remerciant les dits Etats de la
« bonne volonté qu'ils ont toujours montrée et du devoir
« qu'ils ont fait pour son service et les priant d'y vouloir con-
« tinuer et persévérer... Et ce faict, ledict sieur archevêque
« pour l'estat du clergé, ledict sieur de Duras pour l'estat de
« la noblesse et ledict de Geneste, maire de la présente ville
« pour le tiers estat, ont très humblement remercié le roy de
« ce qu'il a pleu à S. M. avoir pour agréable ce qu'ils en
« avaient faict jusques à présent, déclarons que leur voul-
« loir et intention est de employer leurs corps et biens entiè-
« rement pour son service. Suivent les remontrances, som-
« mes au roi par les états » (3).

Vaines promesses ! La lutte reprend de plus belle. Sous

(1) Voir sa lettre du 13 février 1560 (Bibl. Nat. fonds fr. 1587, t. x. Cf. : Arch. hist. de la Gironde, xiii, 153, et celle du 14 septembre au duc de Guise, où il lui rappelle qu'il a repris, par ordre du Roi, ses fonctions de colonel des légionnaires du duché de Guyenne, Ibidem, xvii, p. 257.

(2) Voir les *Commentaires de Monluc* et la plupart des *Mémoires et Chroniques* de cette époque.

(3) Biblioth. Nat. fonds Dupuy. Vol. 588. Cf. : Arch. hist. de la Gironde xxxv, p. 192, 197, 200.

l'influence de Jeanne d'Albret, Symphorien devient, en Agenais et en Bordelais, le bras droit de son lieutenant général, Mongommery et il est nommé par lui commandant des légionnaires de la Basse-Guienne. La reine de Navarre dirige elle-même les opérations militaires. Tandis que Monluc est à Toulouse au secours des catholiques et que Burie reste seul à Bordeaux à la garde du château Trompette, Jeanne d'Albret traverse le Béarn et la Gascogne, porte ses troupes moitié à Condom et moitié à Agen et arrive au château de Duras, où elle s'installe pour surveiller la marche de son armée. (Juillet 1562).

La garde du château, écrit M. J. Favre, fut confiée au fils aîné de Symphorien, Jean de Durfort; tandis que Symphorien lui-même tenait la campagne à la tête de toutes les troupes huguenotes de la Guienne, investissait successivement Clairac, Tonneins, Marmande, dont il s'emparait, descendait la Garonne, saccageait Saint-Macaire et venait menacer sérieusement Bordeaux. Malgré une tentative d'assaut du Château-Trompette, qui ne réussit pas, la ville était en danger, Duras empêchant les blés d'y arriver par les deux rivières et menaçant ses habitants de la famine. — Burie, affolé, mandait Monluc de courir à son secours.

Celui-ci, voyant le péril, lève aussitôt le siège de Montauban, traverse Agen, et le 2 juillet concentre à Damazan ses troupes, composées de sept enseignes de gens de pied, sa compagnie, celle de de Termes, cinquante salades de la compagnie de Navarre. Il se remet le lendemain en route par La Gruère et reçoit à Calonges un émissaire de Jeanne, le contrôleur Marbault, lui apportant l'ordre de ne pas continuer sa marche, sous le prétexte qu'elle s'était entendue avec Burie pour tout pacifier. Monluc hésite; néanmoins il continue lentement son chemin. Burie lui mande de se hâter. Furieux alors d'avoir été joué, il quitte La Réole et arrive à Bordeaux le samedi matin 11 juillet.

Reçu comme un sauveur par le Parlement et la Ville, Monluc décide avec Burie de poursuivre Duras qui bat en retraite du côté de La Sauve. Il le rejoint à Targon et le bat. Duras

se retire vers Sauveterre, Monségur et Bergerac, tandis que Burie rentre à Bordeaux et que Monluc, très éprouvé, malgré sa victoire, par le combat de Targon, gagne lentement Gironde, La Réole et vient assiéger Monségur, dont il s'empare, mais où il laisse ses soldats faire un véritable massacre des défenseurs de cette ville.

Cependant Monluc ne se contente pas de ces succès. Il a juré de se venger des Durfort; et, le lendemain même de la prise de Monségur, il vient, le dimanche 2 août, mettre le siège devant Duras.

C'était le quatrième siège que, dans l'espace de deux siècles, subissait le château de Duras. Mais, hâtons-nous de le dire, il ne fut pas aussi terrible que le deuxième, et n'eut pas les conséquences que l'on pouvait redouter.

Voici en quels termes authentiques MM. de Burie et Monluc eux-mêmes en rendent compte dans une lettre au Roi, datée du 7 août 1562.

Après avoir narré dans tous ses détails la prise de la ville de Monségur, ils ajoutent :

« Et pour ne perdre temps, ce mesme jour nous en-
« voyasmes sommer le chasteau de Duras, distant de là une
« lieue, et nous fust faict responce qu'ils se gardoient pour
« le service de Dieu et du Roy et qu'ils ne nous cognoissaient
« pas. Ce qui nous fit dès le lendemain acheminer audict lieu;
« et ceux qui estoient dedans sortirent avec la meilleure myne
« qu'il est possible; et après avoir recogneu le lieu le plus a
« propos pour le canon, nous fimes nos approches du costé
« de la ville, pour estre le chasteau en assiette assez facheuse
« de tous les aultres coustés; et mesmement pour nostre équi-
« page d'artillerye, qui n'est pas grand. Et environ les dix
« heures de nuict, ceulx du chasteau commencèrent à voulloir
« entrer en quelque composition, et s'adressèrent les propos
« à M. de Montferrand et à ung aultre gentilhomme nommé
« Poy; disent que s'ils pouvoient asseurer leurs vyes, ils
« mettraient la place entre nos mains. Ces propos conti-
« nuèrent jusques à une heure après minuit, et feust la réso-
« lution telle, Sire, que ces deux principaux gens de guerre,

« qui sont deux pauvres soldatz sortirent et vindrent parler
« à nous, se mectant à genouils, confessant la faulte qu'ils
« avoient faict à V. M., nous suppliant de leur donner la vye;
« ce que nous leur accordames, pour ce que nous eussions
« esté là devant huit jours pour le moings, qui n'eust esté
« sans perdre beaucoup d'hommes et de munitions; de quoy
« nous n'avons pas grand besoing, ni de perdre du temps,
« veu la saison où nous sommes, pour vous faire rendre,
« Sire, l'obéissance par vos subjects, telle que nous espé-
« rons le faire moyennant l'aide de Dieu. Et avons laissé de-
« dans le chasteau de Duras cinquante hommes, parce que
« c'est une place qui mérite bien d'estre gardée » (1).

On y trouva, écrit M. J. Favre, « 150 corselets qu'un hugue-
not de Tonneins, nommé Lagarde, y avait laissés de peur
d'être pris avec une telle charge, et aussi trois pièces de ca-
non. Quant à Jeanne d'Albret elle s'était empressée de quitter
Duras avant l'arrivée des troupes, et était restée à Nérac.

Dans une autre lettre au Roi, du 12 août 1562, Burie lui ap-
prend que Bergerac, Sainte-Foy, Castillon, Saint-Emilion
ont fait leur soumission, que Duras marche sur Agen, d'où il
espère l'en déloger, mais qu'il est à la tête de deux mille
hommes (2).

Et le 22 septembre « quant au sieur de Duras et ses forces,
elles estoient deslogées dès le xxii du mactin, pressant leur
chemin vers Périgort, ou pour aller en Xainctonge (3). »

Nous ne raconterons pas ici la bataille de Vergt, connue
de tout le monde, et qui n'a aucun rapport avec l'histoire du
château de Duras, bien que les Réformés qui la perdirent, le
9 octobre suivant, au nombre de 7 à 8,000 hommes, aient été
commandées par Symphorien de Durfort, et qu'il y ait mon-
tré un courage digne d'un meilleur sort. Nous préférons ren-
voyer nos lecteurs au récit qu'en ont fait Burie et Monluc,

(1) Bibliothèque impériale de St-Pétersbourg. — Cf : Arch. hist. de la Gironde, xvii, p. 271, 273.

(2) Bibl. Nat. fonds français, vol. 15876, f° 414. — Cf : Arch. hist. de la Gironde, xlii, 264.

(3) Ibidem, vol. 15877. — Cf. : Ibidem, p. 260.

dans une lettre adressée également au Roi, et qui, fort curieuse, en narre tous les détails (9 octobre 1562) (1).

Nous ne suivrons pas davantage Symphorien de Duras dans ses autres expéditions contre Monluc à la fin de cette même année. Disons seulement qu'il s'empara du château de Mercuès, mit le siège devant Sarlat, demeura quelque temps en Quercy, ensuite revint à Montauban, puis en Guienne, se trouva l'année suivante à la bataille de Dreux, sous les ordres du prince de Condé, et vint mettre, comme tel, le siège devant Orléans. Mais blessé à la tête par un éclat de pierre, tandis qu'il était préposé à la garde du pont, il ne survécut pas à sa blessure et mourut quelques jours après, sous les murs mêmes de cette ville, le 12 mars 1563. Il était à peine âgé de quarante ans. Son corps fut porté à Duras et enterré dans la chapelle de la Madeleine, « où se voit encore son épitaphe », écrit La Chesnaye du Bois, avant la Révolution.

Gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roi, Symphorien de Durfort avait épousé par contrat du 16 janvier 1538 Barbe Cauchon de Maupas, fille de Thierry, seigneur de Maupas en Champagne et d'Adrienne de Longueval. Elle était fille d'honneur de la reine Éléonore d'Autriche, femme de François I^{er}; et elle se remaria à Guy Chabot, baron de Jarnac, fils de Charles Chabot, baron de Jarnac et de Jeanne de Saint-Gelais. Elle testa le 4 septembre 1577, à Pujols, se qualifiant dame de Jarnac, et fit son fils aîné son héritier universel (2).

De son mariage avec le seigneur de Duras naquirent six enfants : 1. *Jean*, qui succéda à son père; 2. *Jacques*, qui le remplaça; 3. *Armand*, mort avant le 14 mars 1571; 4. *Charles*, âgé de 14 ans, mort en août 1572; 5. *Marguerite*, mariée d'abord à Philippe de Belleville, comte de Caunac, puis à Léonce Chabot, baron de Jarnac, fils de Guy Chabot;

(1) Bibliothèque impér. de St-Petersbourg, vol. 21. — Cf : Bibl. nat., fonds français nouveau, vol. 20598, f^o 3. — : Arch. hist. de la Gir., xvii, p. 280.

(2) Lachesnaye des Bois.

6. *Jeanne*, mariée en 1581 à Georges de Foix, baron de Rabat.

Les nouveaux seigneurs de Duras restèrent-ils, à ce moment, fidèles à la religion réformiste et continuèrent-ils ainsi l'œuvre de leur père ? La question nous paraît assez difficile à trancher; elle est en tous cas très controversée. Jean et Jacques de Durfort se trouvaient, affirme M. J. Favre, d'après Mezeray, à la Saint-Barthélémy. Et ce n'est qu'à grand peine qu'ils purent échapper au massacre général en se réfugiant au faubourg Saint-Germain, avec le maréchal de Cossé, Montgomery, Gramont, etc. Ils étaient donc à ce moment calvinistes. D'après les mêmes auteurs, « ils reçurent leur grâce du Roi lui-même, mais sous le serment qu'ils firent d'abandonner le protestantisme. Ils écrivirent même au Pape qui leur donna l'absolution. » Tinrent-ils longtemps leur promesse ?

« Malgré ces luttes d'excommunication, ajoute M. J. Favre, lancées par le Pape Sixte V, la famille de Durfort-Duras resta attachée au culte de ses pères. Elle ne se convertit à la religion catholique que sous Louis XIV. Ce fut l'œuvre du grand Bossuet. » (1).

En ce qui concerne *Jean de Durfort, seigneur de Duras*, cette opinion nous paraît bien absolue.

Un an, en effet, ne s'était pas écoulé que Henri de Navarre voulant faire lever les excommunications lancées contre lui et sa famille, « envoya, l'an 1573, écrit Lachesnaye des Bois, Jean de Durfort vers le pape Grégoire XIII, pour obtenir ce résultat. » Y aurait-il envoyé un huguenot ? Mais le Saint-Père étant demeuré inflexible, sa démarche n'aboutit pas. Quoiqu'il en soit, Jean de Durfort paraît encore, à ce moment, tout dévoué à la cause d'Henri de Navarre, et Samazeuilh, dans ses ouvrages, notamment dans sa *Monographie de Casteljalous*, affirme que les Duras étaient Calvinistes.

La correspondance de Catherine de Médicis, si magistralement publiée et annotée par M. le comte Baguenault de Puchesse, semble contredire en tous points ces assertions.

(à suivre)

PH. LAUZUN.

(1) *Oper. Cit.*, p. 73.

LISTE DES BASTIDES DE L'AGENAIS

(Suite et Fin)

Avant 1265. VILLERÉAL, chef-lieu de canton, 1.400 habitants, arrondissement de Villeneuve-sur-Lot, près de Monflanquin. Elle est mentionnée comme une bastide fondée par Alphonse, dans le *compte de 1272* sous le nom de « Ville Regalis ». M. Curie Seimbres nous apprend p. 230 qu'on trouve au *tome 106 d'Oihenart*, que l'édification de Villeréal fut entreprise du temps du comte Alphonse, vers 1265, et continuée, en 1289, par Pierre de la Proue, au nom du roi de France. La bastide de Villeréal est ainsi nommée dans des lettres qui ont été copiées au *tome 74 de Doat*; par ces lettres, datées de mars 1269, le comte Alphonse fixa l'étendue du territoire (honor) de cette nouvelle ville; on y trouve mentionnés les villages de Montaut, Saint-Etienne, Estrade et Devillac, qui en sont limitrophes. »

Nous trouvons dans les *Rôles Gascons* (t. II, p. 426, n° 1375) les coutumes de Villeréal données par Edouard I^{er} en l'année 1291. Une copie des coutumes de cette bastide a été donnée aux *Archives départementales de Lot-et-Garonne*. Voici ce que le *Congrès archéologique d'Agen de 1874* a dit de Villeréal : « Le plan de cette ville, construite dans une vallée, offre une grande régularité. 8 rues dans l'axe est-nord-est, sud-ouest sont coupées par 8 rues perpendiculaires. La place des Cornières est au centre. Les arcades sont vastes. Au milieu de cette place s'élève le vieil hôtel de ville, soutenu par des piliers de bois. Des madriers de chêne de 14 m. 80 de longueur entrent dans cette construction. Le rez-de-chaussée sert de halle. On remarque encore dans un grand nombre de rues des andrones, ou séparations étroites entre les maisons. Villeréal est tout entouré de petits cours d'eau, autrefois détournés pour servir de fossés. Les remparts étaient flanqués

de 8 tours ». Nous avons vu que l'église de Villeréal est la seule qui date entièrement du ^{xiii}^e siècle; aussi est-elle fortifiée comme un véritable ouvrage de défense et comme dernier refuge des assiégés.

Vers 1256. MONFLANQUIN, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Villeneuve-sur-Lot.

Le *Congrès archéologique d'Agen* de 1874 prétend que cette bastide fut fondée par Jean de Grailly, sénéchal d'Agenais pour Edouard I^{er}, roi d'Angleterre. Or, les Archives Nationales (*J. J. 24 b. f° 56*) nous révèlent qu'en juin 1256 Alphonse de Poitiers érigea ce lieu en bastide en même temps que Monclar :

« Juin 1256. Littera habitatoribus de Monteclaro (Monclar) super libertatibus et consuetudinibus sibi datis ».

Au dessous : Juin 1256. Littera hominibus castri de Monte Flanquini pro consuetudinis : Similis littera in omnibus data fuit et sibillata hominibus castri de Monte Flanquino pro consuetudinis ».

En 1270, Alphonse confirma les privilèges des deux villes. Ces coutumes écrites en latin ont 37 articles. Le texte des Arch. Nationales peut-être utilement comparé avec la double copie de la collection Doat, à la Bibliothèque Nationale. Cette copie contient une addition au texte de 1256, dont l'importance n'avait pas échappé à M. Boutaric (*Saint-Louis et Alphonse de Poitiers*) : « En fondant une bastide, Alphonse accordait aux habitants l'honneur ou détroit, c'est-à-dire la propriété d'une certaine étendue du sol, fait important au point de vue de la propriété communale; il leur concédait aussi des droits d'usage dans ses forêts et dans ses carrières » p. 251.

« Habitantibus in bastida nostra Montis Flanquinis, Agennensis diocesis et habitaturis in posterum honorem seu districtum eisdem concessum et etiam assignatum per G. de Balneotis, senescallum Agennensem sicut actenus tenuerent et adhuc obtinent... concedimus. » (1270. *Coll. Doat.*, t. xxiv, p. 215.) Ce qui a fait croire que Monflanquin était une bastide anglaise, c'est qu'en 1289 Edouard I^{er} lui accorda de nou-

veaux privilèges (*Rôles gascons*, t. II, p. 426, n° 1375). Après les coutumes de Villeréal, il est dit :

« Pro habitatoribus ville de Monte Flanquino : consimiles littera conceditur habitatoribus castri seu ville nostre Montis Flanquini ».

Cette bastide occupe tout un plateau élevé, presque circulaire, défendu de tous côtés par des pentes naturelles. D'après les cartes anciennes, son enceinte était autrefois flanquée de 11 tours. Elle renfermait un château où Jean de Grailly, sénéchal pour le roi d'Angleterre, faisait fréquemment sa résidence. Le réseau des rues est assez régulier. Il y a six rues nord-est sud-ouest coupées perpendiculairement par six autres rues. La place des Cornières occupe le centre. Les arcades sont bien conservées. Il existe encore sur ce point deux maisons du XIII^e siècle, bâties sur les extrados d'arcade en pierre. Un des deux puits publics est creusé presque au centre de la place. L'église est au nord-est par rapport à cette place. C'est un grand vaisseau à une nef. Son portail et le gros des murs datent du XIII^e siècle.

1264. VILLENEUVE-SUR-LOT, sous-préfecture du Lot-et-Garonne. — La bastide de Villeneuve-sur-Lot a trouvé un historien : M. Cassany-Mazet. L'auteur nous raconte comment Alphonse de Poitiers et la comtesse Jeanne, après avoir accompagné Saint-Louis à la croisade, visitèrent leur nouveau domaine, comment ils entrèrent à Agen le 4 juin 1251 et, ayant reçu le serment de fidélité de la noblesse, parcoururent la vallée du Lot. Ils réunirent la sénéchaussée du Quercy à celle de l'Agenais. Un sentiment pieux et l'intérêt de leur politique les portèrent à visiter aussi le monastère d'Eysses, situé à une heure et demie de marche au nord-ouest de Penne. Ils y arrivèrent dans les premiers jours de juillet 1251.

« C'est alors qu'Alphonse résolut de fonder une ville nouvelle plus rapprochée du Lot et chargea son sénéchal de Quercy et d'Agenais, Villa Faverosa, de traiter en son nom avec les bénédictins du prix d'achat des terrains bordant la rivière sur la rive droite (*acte de Villa Faverosa*, 27 juin 1263,

texte donné par Cassany-Mazet) et avec le baron de Pujols, de la cession du village d'Albrespic, sur la rive gauche. Dans ce dernier village se trouvait déjà l'église Saint-Etienne, relevant, ainsi que l'église de Bias, de celle de Saint-Nicolas-de-Pujols. Le comte eut la pensée généreuse de mettre la ville-neuve hors de la toute puissance des seigneurs, en la plaçant sous son autorité directe.

L'année d'après, le baron de Pujols, Jean de Cieutat, connu sous le nom de Jean de Pujols, et Villa Faverosa, signèrent un traité par lequel le premier céda au comte de Toulouse et de Poitiers le village et le territoire de Gajac, sur la rive gauche du Lot, pour y bâtir une partie de la ville projetée sous les trois conditions ou réserves suivantes :

1°) Que lui et ses successeurs dans la baronnie seraient les premiers bourgeois de la ville ;

2°) Que leurs vassaux jouiraient d'un droit de franchise pour l'entrée et la vente de leurs bestiaux et marchandises.

3°) Que, lorsque la ville serait ceinte de murs, les portes lui en seraient ouvertes à deux battants chaque fois qu'il voudrait y passer avec sa famille et ses gens, tout autre personne devant entrer et sortir par le guichet. Cet hommage féodal était le prix de l'abandon, par Jean de Pujols, du territoire de Gajac. Quant à la partie de la ville projetée sur la rive droite, les terrains en furent acquis le 10 avril 1253. (*La traduction du document est tout entière transcrite à la fin de l'ouvrage de M. Cassany-Mazet.*) En voici le résumé :

« Bertrand de Jourdain, appelé souvent Jordanus, de la famille des comtes de l'Isle en Jourdain, abbé d'Eysses et tout le couvent des religieux et moines du même lieu, savoir : de Relhaq, grand prieur; Vital de Parage, sacristain; Sicard de Saint-Gilles, prieur de Sérignac ; Etienne de Rhéliac, prieur de Monflanquin; Isar de Momminge; Pagesius d'Anscor, doyen de Nasejoul; Raymond de Ventenac, prieur de Donac, Pierre de Lacapelle, Jean Urnen, Gaillard Jordain, Arnaud de Cuzac, considérant la grande utilité de leur monastère, vendirent à Alphonse, comte de Poitiers et de Toulouse, son

sénéchal Villa Faverosa stipulant pour lui, tout le territoire de Gajac situé dans la basse plaine d'Eysses, alors couverte de bois, autant de la susdite terre, appelée de Gajac, qui en sera nécessaire pour faire et construire une bastide ou ville, pour les rues et places de ladite bastide ou ville, comme le connaîtront être nécessaire et suffisant pour cette bastide ou ville, le religieux et disert Etienne de Rhéliac et le sieur Galbert de Rampo, chevalier du susdit notre seigneur Alphonse, comte de Poitiers et de Toulouse, et maître Ponce Marmadès, notaire ordinaire d'Agen. »

Tout cela sous la réserve des droits féodaux du monastère d'Eysses sur les terres non données et les édifices des habitants d'Eysses qui transporteraient leur résidence dans la nouvelle ville; sous la réserve encore du port situé sur le Lot, au lieu de « Pontous », des moulins de l'abbaye et des droits d'entrée et de péage. L'abbé réclama, en outre, la juridiction seigneuriale sur les habitants d'Eysses qui s'établissaient dans la ville, et stipula que le bayle ou bailli de la ville neuve ne pourrait forcer aucun habitant d'Eysses à venir plaider devant lui.

« La cité nouvelle devait comprendre, sur les deux rives, le bassin inférieur de la plaine, jusqu'au sommet des tertres circulaires qui le renferment des deux côtés. On posa les bornes de l'enceinte, dont le périmètre n'a été dépassé qu'au début de ce siècle, par les constructions élevées au delà des anciens fossés comblés et transformés en promenades publiques. Ces fossés reçurent les eaux de plusieurs sources et d'un ruisseau qui, vers la porte de Casseneuve faisait tourner un petit moulin. Ils avaient été creusés tout le long d'un mur de défense en briques, qui forma une enceinte continue de deux mètres d'épaisseur et de dix mètres de haut, dominée par des tours, également en briques, bâties au-dessus de chaque porte. Aujourd'hui, il ne reste debout que deux de ces tours : celle de la porte de Monflanquin (porte de Paris) et celle de la porte de Pujols qui sont à 700 mètres de distance.

« On engloba dans l'enceinte le village d'Albrespic et la succursale de Saint-Nicolas de Pujols, l'église Saint-Etienne,

dont le clocher, tour massive en briques a été démoli, par la foudre en 1775. Une vieille tour, la tour Puy-Merle (emportée par la crue du 3 mars 1783) élevée sur les bords de la rivière, lors de l'invasion des Normands, forma le point d'appui du rempart en amont. Trois petits châteaux, bâtis par le baron de Pujols au moment de la première invasion de l'Agenais par les Anglais furent aussi englobés dans l'enceinte. L'un de ces châteaux servait de point d'appui au rempart, en aval, près de l'église Saint-Etienne. Un autre, appelé la Tour Basse, se trouvait à peu près à égale distance des deux premiers.

« On construisit la ville sur un plan régulier. Les arbres des forêts voisines servirent à bâtir des maisons à pans de bois; le long des rues se coupant à angle droit et dont les principales aboutissaient sur la rive droite à une place carrée, dont les angles sont en correspondance avec les quatres points cardinaux ».

Le *Congrès archéologique d'Agen* 1874, nous fait de cette bastide une description très exacte :

« La portée de la rive droite a six rues parallèles orientées nord-ouest, sud-est, et sept rues perpendiculaires aux premières. Près de la place des Cornières, est l'église Sainte-Catherine. De ce côté, l'enceinte est à peu près quadrangulaire. Dans la partie de la rive gauche qui forme une paroisse à part (église St-Etienne) la régularité est moins grande. L'enceinte reproduit à peu près un hémicycle. Cette partie est moins peuplée que l'autre ».

En juin 1270 : le comte Alphonse accorda une charte de coutumes à cette bastide; voici la traduction ancienne du préambule : « Privilèges, libertés et coutumes données aux habitants de Villeneuve d'Agenais, par Alphonse, comte de Poytiers, l'année 1270.

Alphonse, frère du roy de France, comte de Poytiers et de Tholose, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut en nostre seigneur. Si avoir faizons, que nous avons concédé et donné aux habitants de nostre ville de Villeneuve, diocèse d'Agenais, dans le doir, terme et jurisdiction de la dite ville

les libertés et coustumes soubs escrites ». Cette chartre, corps de loi municipale, civile et pénale avait 46 articles.

En 1282, Jean de Grailly, sénéchal pour le roi Edouard I^{er} d'Angleterre, dota la ville d'un pont fortifié : « Ce pont, destiné non seulement à faciliter les relations des deux rives, mais à compléter le système de défense, fut construit sur d'énormes piles. On lui donna cinq arches; celle du milieu, excessivement étroite, forma un gros massif de maçonnerie. On surmonta ce pont de trois lourdes tours en pierre de taille jusqu'au premier étage, en briques du premier étage au faite. Ces tours, garnies de portes, de herses, de machicoulis, d'embrasures et de meurtrières, étaient très fortes. La première, sur la rive droite, entourée d'ouvrages de défense, devint une sorte de citadelle, la deuxième sur la rive gauche, également entourée d'ouvrages, un fort carré. La tour du milieu s'éleva sur les deux piles formant l'arche resserrée du centre. Tous ces travaux étaient exécutés en moins de sept années et, le 1^{er} juin 1289, Edouard adressait à Raymond-Bertrand de Campagnac, alors son sénéchal, et aux baillis de l'Agenais des lettres patentes par lesquelles, sur la requête des consuls et habitants de Villeneuve, il accordait certains droits comme indemnité des dépenses faites ou encore à faire. Quand, trois ans après, au printemps de 1292, commença la guerre de Cent ans, la ville était à l'abri d'un coup de main, et se trouvait en état de soutenir un long siège ». (Cassany Mazet, *Hist. de Villeneuve-sur-Lot.*)

1268. LAVARDAC, chef-lieu de canton, arrondissement de Nérac, — C'était un chef-lieu de baillie dans le compte anglais de 1363-6. D'autre part, M. Curie-Seimbres dit qu'il existe dans les *Compilations d'Oihenart*, vol. 107-108, f° 84, des lettres d'Alphonse de l'année 1268, où Bertrand de Saintrailles s'était plaint que les habitants de nouvelles bastides Lavardaci et Castri Comitales attiraient au milieu d'eux les hommes de ses terres. Ainsi Lavardac serait une bastide de l'époque d'Alphonse. Elle n'est pas mentionnée dans les acquisitions de ce prince. Peut-être était-elle due à un autre sei-

gneur ! Nous ne pouvons rien affirmer faute de documents. Ce qui est certain, c'est que la bastide prospéra et la fondation de Vianne lui porta ombrage. Les *Rôles Gascons* rapportent les différents qui s'élevèrent entre ces deux villes, par exemple, t. II (p. 435, n° 1411) : « Pro habitatoribus Lavardaci et Viane : Vobis comittimus et mandamus, ut, apud Lavardacum et Vianam personaliter accedentes concordia vel iudicio terminare curitis.... »

Bastides fondées par Edouard I^{er}

Roi d'Angleterre

Nous voici arrivés aux bastides fondées par Edouard I^{er}, roi d'Angleterre. Nos recherches dans les *Rôles Gascons* nous ont permis de les retrouver.

1293. NICOLE, petit village du canton de Port-Sainte-Marie, arrondissement d'Agen.

Elle fut construite à la suite d'un paréage entre le sénéchal Raymond de Campagne et le trésorier Jean de Candeuze, d'une part, et l'abbé et le couvent de Clairac, d'autre part. Le nom primitif du lieu était Cangia. On trouve dans les *Rôles Gascons*, t. III, p. 23, A. R. XIV. N° 1935 : « De nova bastida construenda et facienda in loco qui vocatur de Cangia ». D'autre part, Tamizey de Larroque a transcrit la lettre d'Edouard I^{er} relative à la reconstruction d'une bastide dans le lieu de Nicole à la date du 20 mai 1293 (d'après les *Rôles Gascons et Bréquigny*) : « Rex omnibus ad quos, etc., salutem cum dilecti et fideles nostri Reymundus de Campania, miles, senescallus, et Johannes de Candeuze, thesaurarius noster Agennensis, auctoritate nostra per nos eis commissi una cum abbate Clayriaci quandam bastidam vocatam Nicola, in loco prius vocato Cangio, in diocesi Agennensi, de novo construxerint, nos hujus modi constructionem nec non et libertates et consuetudines quas prefati senescallus et thesaurarius burgen-dibus et habitatoribus bastide predicte vice et auctoritate pre-

dicta cum litteris suis sigillis eorum et sigillo curie nostre Vasconie sigillatis dederunt, concesserunt ratas et gratas habentes ipsas constructionem, donacionem et concessionem ratificamus et tenore presentium confirmamus. In cujus, etc..., teste rege apud Westministerium irasimo die maie ». En 1318, la ville de Nicole fut annexée à la couronne d'Angleterre, en même temps que Castillonès, Condom, Grateloup, Marmande, Miramont, Monclar, Port-Sainte-Marie, Sainte-Foy, Villeneuve, Vianne, etc... (*Rymer*, éd. de la Haye, 1745, t. II, 1^{re} partie, p. 150).

En 1348, la petite ville de Nicole fut mise dans la juridiction d'Aiguillon (*Rôles Gascons*, t. I, p. 123 : « Pro consilibus et habitatoribus loci de Aculeone, de loco de Nicola uniendo eidem loco de Aculeone »).

1291. GRANGES. — Tamizey de Larroque, dans ses *documents inédits* publie, d'après *Bréquigny et les Rôles Gascons*, des lettres d'Edouard I^{er} relatives à la fondation d'une bastide dans le lieu de Granges. Cette bastide peut être identifiée avec la commune de Granges dans le canton de Prayssas. Sa charte de fondation rappelle celle de Nicole dont elle est voisine. Ce mot de Granges, commun dans le pays, peut se traduire d'après Du Cange par « villa rustica », c'est-à-dire domaine, métairie, propriété rurale.

26 juin 1291 : « Rex universis presentes litteras inspecturis, salutem. Noveritis quod cum inter gentes nostras ex parte una, et dilectum et fidelem nostrum abbatem de Clayriaco, Agennensi diocesi, exaltera, fuerit tractatus habitus de nova bastida construenda et facienda in loco qui vocatur de Grangia, dicte diocese nos dilectos et fideles nostros Reymundum de Campania, militem, senescallum nostrum, et Johannem de Candeuere, thesaurarium nostrum Agennensem, assignamus nec non auctoritatem et protestatem tribuimus per presentes una cum abbate predicto per consilium dilecti et fidelis nostri Johannis de Havering, militis, senescalli nostri ducatus Aquitanie predictam bastidam in loco predicto irce et nomine nostro construendi et faciendi prout melius et utilius viderint

expedire nec non concedendi nomine nostro habitatoribus bastide predictæ omnes libertates et liberas consuetudines quas dedimus et concessimus habitatoribus aliarum bastidarum nostrarum Agenensium et alia faciendique ad promocionem dicte bastide et utilitatem ejusdem modis aliquibus poterunt pertinere et que nos ipsi faceremus, si ibideme presentes personaliter essemus. Et quidquid per predictos Reymundum Johannem et abbatem de consilio Johannis de Havering, senescalli nostri predicti, ordinatum seu factum fuerit in premisis, ratum habebimus atque firmum. Et hoc omnibus quorum interest notum facimus per presentes, in quorum omnium testimonium litteras nostras fieri fecimus patentes. Teste ut supra (apud Berwyh, xxvi, die junii). Nous nous étonnons que ni le livre de M. Curie-Seimbres, ni le compte rendu du Congrès archéologique, n'aient mentionné cette bastide qui était pourtant une des 50 baillies de l'Agenais dans le compte anglais de 1363-1366 (*Inventaire sommaire des Archives*). Ce compte porte : « Granges (Sancti Damiani) ». Or le lieu actuel de Granges que nous proposons d'identifier avec la bastide a une église de Saint Damien.

1289. LAGRUÈRE, canton du Mas-d'Agenais, arrondissement de Marmande. — Le même compte de 1363-66 mentionne Lagruère comme une baillie. D'autre part, les *Rôles Gascons*, t. II, p. 475, n° 1529, portent (année 1289) : « Pro hominibus de Cayrano (Queyran). Rex dilectis et fidelibus suis senescallo Agennensiet receptori redditum suorum in eisdem salutem. Vobis comittimus et mandamus firmiter in jungendo ut ad parte de Cayrano et bastide Castri comitalis (Damazan) ac de Grueria.

La charte délimite les juridictions de ces bastides.

La Gruère était une bastide anglaise, puisque son nom n'est pas prononcé dans les documents antérieurs à l'occupation anglaise.

Entre 1279 et 1363. FELTONE. — Nous devons au même compte anglais de 1363-66 de nous faire connaître le nom

d'une bastide Feltone dont le nom même s'est perdu. Elle était située entre Lussac et Saint-Amans, commune de Saint-Sardos. Puisque son nom n'est pas prononcé dans les documents antérieurs, c'est une bastide anglaise.

LONDRES. — Cette bastide, portée aussi comme baillie dans le compte de 1363-66 montre par son nom même son origine anglaise. Elle est réduite actuellement à la paroisse de Puymiclan et son ancien nom n'est plus rappelé que par celui de son église : Saint-Pierre de Londres.

TOURNON. — Les documents nous manquent pour l'origine de cette bastide. Il n'y a aucune mention d'une telle ville sous l'administration d'Alphonse. Nous avons vu que le 28 décembre 1283 (*Rôles Gascons*, t. II, p. 213) Edouard I^{er} approuve les conventions faites en son nom par les consuls et prudhommes de Tournon, au sujet des fortifications de cette ville. Il ordonne plus tard (*Rôles Gascons*, t. II, p. 252, n° 894), de finir cette construction du « castri de Turnone ». Bien que cette ville possédât aussi un château, il semble bien qu'elle fut une bastide. Son plan régulier le montre assez visiblement. Elle occupe un plateau élevé dont l'enceinte suit les contours. Les rues tracées dans le sens de la longueur au nombre de 3 ou 4 ont la direction du sud-ouest au nord-ouest. La place des Cornières est centrale. C'est là qu'on a creusé le puits qui alimente la ville. L'église est située au nord-est des Cornières. On y voit encore quelques restes de ses anciennes murailles et d'une tour dépendante du vieux château situé à l'ouest. Il y a une curieuse maison du XIII^e siècle qui a servi longtemps d'église.

Entre 1279-1363. SAINT-JULIEN DE COLORBISSE. ou mieux Cap d'Ourbisse. — Elle est réduite à une petite commune de Fargues (canton de Damazan, arrondissement de Nérac. Elle figurait au rang de baillie dans le *compte anglais* de 1363-6. Elle est d'origine anglaise mais elle n'a jamais été peuplée ou bien est fort déchue. Les *Rôles Gascons*, t. III, n° 4.826, montrent qu'elle fut fondée par Jean de Grailly.

SAINTE-LIVRADE, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Villeneuve-sur-Lot. Elle fut fondée par Jean de Grailly, dans la plaine du Lot, sur un emplacement cédé par l'abbaye de la Chaise Dieu. Avant la fondation de la ville, il existait déjà un prieuré, et l'église remonte au ^{xii}^e siècle. Nous l'avons vu dans les comptes d'Alphonse de 1257 figurer sous le nom de « Sancta Liberata ». Cette bastide n'a pas de cornières mais une halle au centre. Les murs d'enceinte sont construits en brique.

VILLEFRANCHE-DU-QUEYRAN, canton de Casteljaloux, arrondissement de Nérac. Le document déjà cité des *Rôles Gascons*, t. II, p. 475 n° 1529 : « Pro hominibus de Cayrano, mentionne une bastide de franq-ville dans le Queyran. » C'est Villefranche du Queyran. Nous la trouvons, en 1363, chef-lieu de baille (*compte* 1363-66). En 1289 le roi donne la garde de cette bastide à Hugues de « Monte Menardi », chevalier. (*Rôles Gascons*, t. III, Introduction, liste des bailies).

MIRAMONT, gros bourg du canton de Lauzun, arrondissement de Marmande. Il offre, d'une part, par son plan régulier, l'aspect d'une bastide. D'autre part, son nom figure parmi ceux des villes royales dans un compte de 1305 et dans le compte de 1363-66. Il est donc probable qu'il fut une bastide anglaise, due au gouvernement d'Edouard I^{er}. Il est situé dans une vallée. 7 rues nord-ouest-sud-est sont coupées perpendiculairement par 3 rues. L'église est au nord-ouest de la place des Cornières. Le ruisseau de Mérignac avait été détourné pour alimenter les fossés de la ville. On trouve d'ailleurs dans les *Rôles Gascons* (t. III, introduction liste des bailies, prévotés, bastides, châteaux) : que Miramont était une bastide construite en paréage par le roi et Amanieu de Meillien, Jean de Grailly étant sénéchal. Les *Rôles Gascons* (t. II, p. 16 n° 56, année 1276) donnent la charte de ses coutumes.

CASTELNAU-SUR-GUPIE, canton de Seyches, arrondissement de Marmande, est aussi sans doute une bastide anglaise bien que nous ne possédions pas sa charte de fondation. Le t. II

des *Rôles Gascons* (p. 16, n° 56, année 1276) nous donne la charte de ses coutumes; après les coutumes de Saint-Osbert en Bazadais il est dit : « Consimiles litteras habent burgenses bastide. Castelli Novi ». (Castelnau-sur-Gupie).

1283. VALENCE D'AGENAIS, chef-lieu de canton du département de Tarn-et-Garonne.

Ce village fut transformé en bastide par un édit d'Edouard I^{er}, datée de Chester, le 28 décembre 1283. Cette charte qui contient en même temps les coutumes de la bastide se trouve dans les *Rôles Gascons*, t. II, p. 209, menb. 6 : « No-veritis quod nos pro nobis et heredibus et successoribus nostris, habitatoribus ville nostre de Valencia Agennensis diocesis, infra decos sen ternunos dicte bastide concedimus libertates consuetuderies et franchisas infrascriptas ». Les coutumes indiquent incontestablement qu'il existait intérieurement à 1289, une agglomération a lieu de Valence; il y avait un marché, il s'y tenait une foire, puisque les coutumes fixent les droits à percevoir des marchands qui y apportèrent des denrées ou y conduirent des animaux pour les vendre (art. 32 et 33). Il y avait aussi un notaire; ce fut, en effet, devant Jean de Lacouture, notaire à Valence, que fut passé, le 27 février 1267, un acte contenant une reconnaissance féodale au profit de Guillaume de Cantamerle, commandeur de Golfech (*Documents historiques du Tarn-et-Garonne*, t. II, p. 55, *Moulencq*).

Le village de Valence devait être, à cette époque, bien peu important, car il n'en est pas question dans la prestation de serment que firent, en 1271, au roi Phillipe le Hardi, les habitants des paroisses de la baillie de Puymirol, au nombre desquelles figurent celles de Cornilias, dont Valence dépendait, de Lalande, de Goudourville, de Pommevie, de Baysac, de Golfech (*Documents historiques*, t. III, p. 313, *Moulencq*). En 1292 le roi admet les habitants de cette bastide aux bénéfices de l'arrangement conclu entre ses gens et les marchands de Toulouse et de Montauban en ce qui concernait la coutume de Bordeaux.

Valence a trouvé un historien dans un de ses anciens mai-

res : M. Grèze. Voici ce qu'il nous dit de cette ville : « La bastide de Valence, que sa position au milieu de la plaine privait de défenses naturelles, fut entourée de murailles au pied desquelles avaient été creusées de larges fossés. L'implacement occupé par la nouvelle ville avait une forme rectangulaire; ses murs à l'aspect du levant, du nord et du couchant étaient bâtis en pierre et en brique, du côté du Midi, où le sol dominait presque à pic la plaine basse d'une hauteur de plusieurs mètres et pouvait à la rigueur servir de défense, les murs furent construits en terre. Les murailles furent percées de 3 portes avec pont-levis : celle du levant, d'où partait le chemin se dirigeant sur Pommevic et Moissac était appelé : Porte de Moissac; celle du couchant appelée porte del Théron donnait accès au chemin de Golfech et d'Agen et à la fontaine du même nom située au-dessous de la muraille; celle du nord, dite porte del Sarailhé faisait communiquer la bastide avec le chemin de Cornilias.

Conformément au plan généralement adopté pour la construction des bastides du ^{xm}^e siècle, une grande place carrée, entourée des quatre côtés par des maisons avec ambans, aux angles de laquelle aboutissaient les principales rues, se trouvait au centre; au milieu de cette place fut bâtie la maison commune entourée elle-même d'ambans sous lesquels les marchands étalaient leurs marchandises les jours de marché. Les maisons de la nouvelle bastide furent bâties en torchis et pans de bois; la forêt, qui couvrait la plus grande partie de la plaine à cette époque, fournit aux nouveaux habitants tous les bois dont ils eurent besoin. L'église, de dimension modeste à l'origine, fut bâtie à l'angle nord-est de la place, le maître autel tourné, selon la coutume du côté du levant; le clocher, grosse tour carrée percée d'une belle porte de style ogival au-dessus de laquelle fut laissée une niche d'un très gracieux effet, fut construit de façon à pouvoir servir de « fort »; moins élevé à l'origine qu'il ne l'était ces temps derniers lors de sa démolition, il était couronné d'une plateforme voûtée, surmontée de créneaux. L'église faisait partie du système de défense de la bastide; ses murs très épais au nord, au pied desquels se

continuaient les fossés, faisaient suite aux murailles ; ils étaient crénelés dans une partie.

Les libertés et franchises accordées par Edouard I^{er} aux habitants de la nouvelle bastide ne tardèrent pas à attirer à Valence une population relativement nombreuse. Le 5 mars 1293, le connétable Raoul de Clermont date de Valence-d'Agenais, un vidimus de lettres patentes royale. D'autres avantages furent aussi accordés à la bastide nouvelle ; par ses lettres datées du 4 mars 1308, Arnaud Garcie de Goth, vicomte de Lomagne et d'Auvillars, permit aux habitants de Valence de transporter au port de la fontaine de Gresset, sur la Garonne, pour les y embarquer les blés, les vins et autres marchandises de leur territoire sans acquitter les droits de leude et de péage qu'il prélevait précédemment dans ce port (coll. Doat, vol. 247, f^o 107).

La ville ayant acquis de l'importance, Valence devint chef-lieu de baillie dès les premières années du xiv^e siècle. Edouard II d'Angleterre, auquel Edouard I^{er}, son père, avait cédé l'Agenais, le 7 avril 1306, craignant de voir l'Ecosse lui échapper, écrivit à la date du 17 juin 1375 aux consuls et à la communauté de Valence (*consulibus et universitati Valentiae*. — *Rymer, acta publica*, vol. III, p. 528) ainsi qu'aux autres villes qu'il possédait dans le pays pour solliciter des subsides, les priant de s'en référer à ce qui leur serait demandé par Almaric de Crédon, son sénéchal de Gascogne.

A la date du 28 avril 1318, Edouard II, roi d'Angleterre, dans l'espoir de s'attacher les populations qui lui sont soumises, écrit aux consuls et communauté de Valence, ainsi qu'à ceux des autres villes qu'il possède dans l'Agenais pour leur promettre que, quoiqu'il arrive, ses successeurs et lui les garderont à tout jamais en leur possession. (*Rymer, acta publica*, t. III, p. 704). Pareille lettre fut écrite aux consuls et communautés de Marmande, Villeneuve, Castillonnès, Penne, etc.

Malgré ces promesses, Edouard III, par *lettres patentes* du 6 mai 1338, fit la concession de Valence à *Raymond de Comminges* et à son frère (*Th. Carte, Rôles Gascons*, p. 74.)

1284. — VIANNE, canton de Lavardac, arrondissement de Nérac. — Il n'y a pas de monographie de Vianne et c'est regrettable, car c'est une des bastides les plus intéressantes de l'Agenais. Seule, en effet, elle a conservé, ainsi que nous l'avons vu, son aspect de ville du Moyen-Age. Il existe dans la *Revue de l'Agenais*, (t. VII, janvier-février 1880), un article sur Vianne, de Bourrousse de Laffore. Il nous donne l'origine de cette bastide. Le Congrès archéologique tenu à Agen en 1874 en a aussi parlé assez longuement.

Avant son érection en bastide, le lieu occupé par Vianne s'appelait Villelongue et était de la juridiction ou de l'honneur du château de Montgaillard. Elle devint au contraire le chef-lieu de la juridiction quand la petite bourgade fut transformée en bastide, sous le nom de Vianne, vers la fin du XIII^e siècle.

Vianne de Gontaud Biron, dame de Montgaillard, donna cette seigneurie à son neveu Jourdain de l'Isle avant l'année 1271. Pour la généalogie de ces deux familles voir : *de Courcelles, hist. généalogique des Pairs de France*, t. II, art. de Gontaud, pp. 6 et 7) et *Dom Vaissette, Hist. générale du Languedoc*.)

Le 26 novembre 1286, messire Jourdain de l'Isle, jeune (*Dominus Jordanus de Insula, Junior*) reconnaît tenir du seigneur d'Agenais la moitié du château de Puch de Gontaut (*medietaten castri Podii Gontaldo*) avec les appartenances dudit château, pour lequel il doit au roi d'Angleterre, seigneur d'Agenais, l'hommage, le serment de fidélité et la moitié d'un chevalier ou d'un écuyer avec son cheval et les armes de guerre, quand l'armée commune sort de l'Agenais.

Le même Jourdain de l'Isle reconnaît en outre tenir le château de Montgaillard avec ses dépendances (*Item recognovit dictus Jordamus de Insula se tenere a dicto domino rege castrum de Montegaillardo cum suis pertinentiis*) et ce qu'il possède près de cap d'Ourbise, de Vianne et de l'Avance (*apud Caborbiza apud Vianna et apud Avansa*). Il doit pour cela l'hommage, le serment de fidélité et un chevalier ou écuyer armé ayant un cheval et ses armes. (*Arch. hist. du départe-*

ment de la Gironde, t. 1, p. 359.) Ainsi, en 1286, Vianne était déjà érigée en bastide. Le tome II des *Rôles Gascons*, p. 462, n° 1494, nous donne le paréage qui précéda la fondation. Il est daté de : « Nona die exitus mensis novembris regnante Philippo rege Francorum, Edwardo, rege Anglie, duce Aquitaniæ, Johanne, episcopo Agennensi, anno ab Incarnatione Domini M° CC° LXXX quarto. »

Ainsi, ce paréage fut signé le 22 novembre 1284; il commence ainsi : « Rex... Notum facimus universis nos audivisse et diligenter inspexisse convencione seu pactiones inter Johannem de Creilly, militem, quondam senescallum nostrum Vasconie, nostro nomine et pro nobis, ex parte una, et dilectum et fidelem nostrum Jordanus de Insula militem, pro se ex altera, inita super pariagio bastide, vulgariter appellate Vianna Agennensis; quarum convencionum seu pactionum tenor, prout in quodam instrumento publico continetur, sequitur sub hac forma. » C'est-à-dire Jean de Grailly, notre chevalier et sénéchal du duché de Guyenne d'une part, en notre nom et pour nous et de l'autre le fidèle seigneur Jourdain de l'Isle pour lui, rédigeant des conventions ou un traité au sujet de la bastide, vulgairement appelée Vianne d'Agen : « Ita ordinatum extitit et conventum, de voluntate partium prædictorum quod in dicta parochia beate Mariæ Villelongue fiat et construatur nova bastida seu villa vocatur Vianna, sub pactis modis et convencionibus infrascriptis ». C'est-à-dire : « Il est donc ordonné qu'une bastide soit construite dans la paroisse de Sainte-Marie de Villelongue, laquelle bastide s'appellera Vianne. Suivent les conventions : « Jourdain de l'Isle donne au dit sénéchal et au notaire, qui l'acceptent au nom du roi d'Angleterre, tout le territoire qui s'étend de la rivière de Baïse près l'église de Villelongue, jusque sur les rochers de Montgaillard et depuis la terre de Bellus de Cazenove et de ses partionnaires jusques aux fiefs dudit roi vers Lavardac (ad opus dictæ bastidæ totam terram et omnes possessiones quæ sunt a flumine Baïsae prope ecclesiam Villælonge usque ad supersilia rupium quæ sunt versus Montem Gaillardum sicut ducuntur a terra Belli de Cazanova et partionarum quo-

rum usque ad feuda pædicti domini Regis versus Lavardacum). La bastide et les terres et possessions sus-mentionnées seront communes entre le roi Edouard I^{er} et Jourdain de l'Isle et ses héritiers. La haute justice (in casibus mortis, vel mutilationis membrorum, seu fustigationis ut de portationibus, seu castelli vel sponsorii missionis, ad dominum regem Anglie et ejus successores solum modo pertinebit) appartiendra au roi d'Angleterre. La moyenne et la basse justice appartiendront aux deux parties contractantes. Les révenus de toute la justice seront partagés. La juridiction de ladite bastide s'étendra depuis la Baïse jusques aux murailles de Montgaillard et de tout le territoire dudit château de Montgaillard vers Calézun et au delà de la rivière de Baïse, aussi loin que s'étend la terre, la juridiction et le district dudit seigneur vers Pujols et le chemin vulgairement appelé Ténarèse (et ultra flumen Baïsæ quantum protenditur terra; jurisdictio vel districtus dicti domini versus Pajols et iter quod vocatur vulgarter Tenaresa).

Jourdain de l'Isle réserve ses fiefs et arrière-fiefs, mais tout ce qui n'est pas fief sera commun entre le roi et le seigneur de Montgaillard. Le territoire qui est au bout du pont de Lavardac où ledit roi Edouard a la justice mère, mixte impère, restera en propre au roi. Ce dernier aura un bailli ou bayle dans la dite bastide pour y rendre en son nom la haute et basse justice.

Le lieu de messire Othon de Lomagne, nommé de Malolerne, et le château de Feugarolles avec leurs appartenances, et la paroisse de Calezun et celle de Montgaillard seront à perpétuité du ressort et de la baillie de la dite bastide. (Item fuit actum quod locus domini Otonis de Leomanieu vocatus de Malo Lerne et castrum de Halgaroliis, cum pertinenciis eorumdem locorum et parrochia de Cazalun, quatenus est extra jurisdictionem et territorium dicti castri de Monte Galhardo et ipsum castrum de Monte Galhardo sit perpetuo de resorto et ballivia dicte bastide, ita tamen quod justiciatus, jurisdictio et resortum dictorum locorum excerceatur in dicta bastida per solum bajulum domini regis dicte bastide,

et emolumentum exinde proveniens ad solum dominum regem et ejus successores debeat pertinere ». Il est convenu que chacun des deux seigneurs aura son bailli ou baile dans ladite bastide (dictorum dominorum habeat in dicta bastida suum bajulum) que les hommes de Montgaillard ne seront pas reçus dans la bastide (homines Montis Galhardi non recipiantur) que la cavalerie sera sous les ordres exclusifs du roi. Jean de Grailly, sénéchal, s'engage à faire ratifier ces conventions par le roi d'Angleterre. L'acte, écrit en deux expédits, l'un pour le roi Edouard I^{er}, l'autre pour Jourdain de l'Isle, est fait à Montgaillard à la date que nous avons vue au début. Edouard I^{er} confirme ce pacte à Condom le 16 avril 1289. (Datum Condomii XVI j. die aprilis, anno regni nostri decimo septimo). La nouvelle bastide aurait dû être nommée Villelongue, puisqu'elle était construite autour de l'église et du village de ce nom; mais par reconnaissance pour sa tante, Jourdain de l'Isle voulut qu'elle s'appelât Vianne, pour perpétuer le souvenir de Vianne de Gontaud-Biron.

La bastide de Vianne étant constituée et organisée vient par l'organe de ses six consuls et de deux chevaliers, qualifiés aussi écuyers de la dite bastide (probablement capitaines ou chefs militaires du lieu), faire sa reconnaissance féodale au seigneur d'Agenais. En effet, le 22^e jour du mois de nov. 1286, Pierre Arnaud de Feudes, Garcie de Cazanea, Pierre de Gontault, Pierre Mercadier, Géraud Boel, Pierre Ameva, consuls de la bastide de Vianne, agissant pour eux et pour l'université du lieu et Guillaume Arnaud de la Roche ou de la Roque et Bernard d'Astaffort, chevaliers, écuyers de la dite bastide, dirent qu'eux, au nom de ladite université et la dite université, donnent au seigneur, roi d'Angleterre, le serment de fidélité et le service militaire, quand le service est fait par les autres bastides d'Agenais. Ils doivent au même seigneur-roi et à messire Jourdain de l'Isle pour chaque ayral et jardin qui sont dans ladite bastide, six deniers arnaudens d'oblies et autant d'acptes à mutation de seigneur et de fieusetiers. Ils doivent donner tant au seigneur-roi qu'au dit messire Jourdain, pour chaque concade de terre qui s'étend du rocher jus-

ques à la rivière de Baïse, deux sols arnaudens d'oblies annuellement et autant d'acaptés à chaque mutation de seigneur et de feudataire. Enfin, ils doivent aux seigneurs sus-nommés 50 sols arnaudens annuellement pour les mazels ou bancs de boucherie; et celui qui dans ladite bastide aura un four cuisant dans ledit four du pain pour d'autres personnes que pour lui devra donner annuellement auxdits seigneurs 10 sols arnaudens. Les témoins de cette reconnaissance féodale sont Grunard de Hautes Vignes, messire Bonel de Serres et Arnaud d'Aux (*Archives histor. de la Gironde*, t. I, pp. 384-385). Le tome XIX de la coll. Bréquigny, p. 63, renferme les privilèges accordés à la bastide de Vianne par Edouard I^{er}, le 18 avril 1287, lesquels furent confirmés par Edouard II le 23 nov. 1313.

Le roi Edouard possédait des moulins et des pêcheries à Vianne. A la demande des habitants, il ordonne de construire un chemin allant de la ville à Nérac. (*Rôles gascons*, t. III, p. 23, année 1291, n° 1396). « Quod fiat iter quod passiviri tucius et brevius de predicta bastida apud Neyriacum.. »

Bastides fondées par les rois de France

1298. LAMONTJOIE, canton de Francescas, arrondissement de Nérac. — En 1286, Lamontjoie n'existait pas encore, quand Jean de Bianne, reconnu tenir du roi d'Angleterre, seigneur d'Agenais, la moitié du fief de Laplagne (de Laplanha alias vocati Lomerlenca), situé dans la paroisse de Saint-Hilaire de Daubèze et devoir à raison de ce, la moitié de 5 sols arnaldais ou la moitié d'une mule blanche à chaque mutation de seigneur. (*Arch. hist. de la Gironde*, t. I^{er}, p. 349 et suivantes n° 116). Peut-être ce document est-il un paréage. Le pays était couvert de bois, retraite de brigands qui commettaient toutes sortes de violences et exerçaient leurs rapines sur les habitants sans défense. En 1298, le sénéchal d'Agenais, pour mettre un terme à ces exactions fonda au lieu de Laplagne, sur le théâtre même des excès des malfaiteurs la bastide de « Lamontjoie de Saint-Louis » au nom et dans le domaine du roi. L'acte de fondation de la commune est confirmée l'an-

née suivante par Philippe le Bel et vidimé par le juge mage d'Agen. Le texte de cette confirmation est aux *Archives de la Préfecture d'Agen*. Ce titre, qui crée la commune de Lamontjoie et fixe sa juridiction, lui donne aussi les franchises nécessaires à son indépendance et les coutumes qui doivent la gouverner. D'après la charte, l'hommage et les redevances seigneuriales sont dues au roi, seigneur de Lamontjoie. Voici le préambule qui donne les causes de fondation : « In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, Amen. Quia ut ex multorum querimonia frequenti publice quodam modo extiterit divulgatum quam plurinii mali homines, in loco vocato la Planha, Agenni diocesis, coinsueverint suam avaritiam terit divulgatum quam plurimi mali homines, in loco vocato la Planha, Agenni diocesis, consueverint suam avaritiam exercere et innocentes ibidem diversis indebitis exaccionibus et violentiis affligere idcirco nos Gerardus de Chipero... senescallus Agennensis, ut a dicto loco et a locis circum vicinis actus hujus modi et alii illiciti extra dicti terminos exularent et habitantes dicti loci pacis tranquillitate perpetuos perfruantur, bastidam in eodem loco vocatam Lamontjoya sancti Ludovici ».

Et pour que la bastide se peuple plus vite (ut dicta bastida populosior efficiatur et magis reipublice fructuosa) des coutumes lui sont données.

Six consuls élus chaque année par leurs prédécesseurs, avaient l'administration de la bastide et chose exceptionnelle, le bailli de Lamontjoie, comme représentant du roi, devait promettre sans serment aux habitants d'observer et de défendre leurs privilèges et franchises, sans que les consuls ou les habitants fussent tenus d'un serment quelconque envers le bailli. C'est là ce que nous trouvons de particulier à noter touchant ces coutumes conformes à peu près, pour le reste, aux coutumes des diverses bastides fondées à la même époque.

Cette bastide, sur plan quadrangulaire, est établie dans une vallée accessible de toutes parts. Le réseau de ses rues présente à peu près partout des angles droits. Il existe dans

la voie principale quelques arcades qui tiennent lieu de place des Cornières. L'église est située à l'est. Elle date tout au plus du ^{xiv}^e siècle. Sa nef unique est bordée de chapelles latérales, bâties entre les contreforts. L'orientation des rues est d'une part nord-ouest, sud-est, d'autre part sud-ouest nord-est.

1300-1301. AIGUILLON est un bourg considérable sur la rive droite de la Garonne, au confluent du Lot, dans l'arrondissement d'Agen, canton de Port-Sainte-Marie.

La bastide d'Aiguillon fut fondée en 1300-1301 par Philippe-le-Bel par la réunion de deux villes : Lunas et le Fossat. Les habitants de Port-Sainte-Marie s'opposèrent de tous leurs efforts à la construction de cette ville, dont ils craignaient la concurrence. Aiguillon était un centre de population depuis l'époque romaine. Il ne fut pas possible de faire un plan régulier. Cete ville neuve est dépourvue de cornières.

1323. SAINT-SARDOS, canton de Prayssas, arrondissement d'Agen. Voici les renseignements que nous trouvons sur cette bastide dans le livre de *M. Tholin : Ville libre et barons* :

« Le roi Charles-le-Bel avait fondé une bastide à St-Sardos (18 km. d'Agen) dont il était seigneur en paréage avec le monastère de Sarlat. Saint-Sardos était une enclave française dans le pays d'Agenais, alors de la mouvance du roi d'Angleterre. Bien que le droit du roi de France ne fut guère contestable, cette fondation donna lieu à des enquêtes contradictoires, à des procédures, à des ambassades, avant que l'on fut tombé d'accord, on apprit à la cour de France que les partisans anglais avaient pillé et brûlé la ville neuve et pendu le procureur du roi à côté du poteau où étaient érigées les armes de son souverain (année 1323). Ce fut l'occasion de la guerre de 100 ans ».

« La ville eut peine à se relever de ses ruines. Son plan n'a peut être jamais offert un tracé bien régulier, car les habita-

tions étaient groupées autour d'un prieuré, dont la chapelle ou du moins le peu qui en reste, a le type du ^{xii}^e siècle.

Saint-Sardos était primitivement un des établissements religieux les plus importants du ^x^e et ^{xi}^e siècles. Au ^{xiv}^e siècle, elle était en pleine décadence et ce fut probablement pour ce motif qu'on voulut y construire une bastide. Son église paraît être tout simplement la nef latérale gauche d'une grande église à trois nefs, comme il en existait dans toutes les grandes abbayes. On a découvert récemment les substructions de 3 absides. L'enceinte paraît avoir été presque circulaire. L'axe des rues principales est sud-est-nord-ouest.

**Bastides fondées par de grands seigneurs ou dont
on ne connaît pas les fondateurs**

Vers 1323. — MONTPEZAT, canton de Prayssas, arrondissement d'Agen. — On n'a rien de certain au sujet de cette ville. Il semble, cependant qu'elle fut érigée en bastide par un seigneur particulier de ce nom, d'accord avec le roi d'Angleterre, pour inquiéter le roi de France qui venait d'élever Saint-Sardos (*Congrès archéologique d'Agen*. 1874).

1317. — MONTPOULLIAN, canton de Meilhan, arrondissement de Marmande. — D'après le *Congrès archéologique d'Agen* 1874, cette bastide aurait été fondée par Guillaume de Caumont pour son propre compte. Ses coutumes qui sont aux *Archives de Lot-et-Garonne datent de 1317*. Il y est dit (art. 4) que les grandes rues auront 2 escats et demi de large. La bastide est située sur une colline dominant la Garonne.

1273. — SÉRIGNAC, gros bourg du canton de Laplume, arrondissement d'Agen. Cette bastide fut fondée en 1273 par Gaston, vicomte de Béarn et Gaillard, abbé de Figeac. Bien que cette bastide soit située dans la plaine de la Garonne, c'est-à-dire sur un terrain où il était facile de tracer un plan régulier, le réseau de ses rues n'est pas parfaitement symétrique. Cela tient à ce que Sérignac était déjà un centre de population avant le milieu du ^{xiii}^e siècle.

L'église a des parties qui remontent au moins au ^{xr} siècle. On a employé à sa construction des matériaux empruntés à des édifices gallo-romains. Il n'existe pas de place des Cornières, mais la rue principale a quelques arcades, aux piliers de pierre, dont un monolithe.

La bastide est encore entourée de petits fossés sur trois côtés.

1283. — LACENNE. — M. Tholin, dans « *Ville libre et barons* », nous apprend que Lacenne est à 14 kil. au nord d'Agen. dans la commune de Sembas. Son nom de Penchavila se trouve dans la charte de 1283 (*publiée au n° LXVI des chartes d'Agen*) qui nous fournit ce renseignement précité : « Cum parochia vocata Penchavila sit in et de territorio, jurisdictione, honore et districtu civitatis Agenni ». On lit sur la côte : « Penchavila autrement La Cena ». La même forme « Pencheville » est employée dans l'enquête de 1311. Il est dit dans dans cet acte (art. 16) : « locus de Pencheville, qui erat de juridictione alta et bassa domini regis et sue ballivae de Agenno ». *Les Rôles gascons* (éd. I., carte t. I, p. 76), donnent « de privilegiis concessis habitatoribus novae bastidae in loco Apenthelma, vocato Cena. 7 août 1320. *Les Comptes de la sénéchaussée d'Agenais des années 1372 à 1374* mentionnent la destruction de Lacenne pendant les guerres. Cependant Lacenne figure encore parmi les chefs-lieux de bailliage dans les *Comptes de l'Agenais du ^{xvr} siècle*. (*Arch. départ. E. S^t FGF*). La paroisse de Lacenne, de Picta villa alias de Lacena, faisait partie de l'archiprêtré de « Opere et Pujolibus » (voir *Pouillé de 1520* publié par M. J. de Bourrousse de Lafore. *Rec. 1^{re} série, t. VIII, p. 97*).

Au ^{xviii} siècle, c'était encore le siège d'une justice et l'on consacrait à son territoire un terrier spécial (*Arch. dép. de la Gironde. C. 2303*). Ce n'est plus qu'un hameau comprenant un château moderne et une petite église, autour duquel on ne reconnaît nulle trace de fortifications anciennes, cependant quatre vieux chemins formant un plan rectangulaire paraissent délimiter l'enceinte qu'on avait prétendu donner à la bastide.

Avant 1311. — MONTRÉAL (près Colayrac). — Nous trouvons dans le livre de M. Tholin : « *Ville libre et barons* », la mention d'une bastide de Montréal, près d'Agen. Un « *castrum* » aurait été édifié sur le plateau de Montréal, qui domine Saint-Cirq, à 6 kil. d'Agen et qui est défendu par des pentes escarpées. Son assiette eut été des plus favorables pour la fondation d'une bastide, à laquelle s'appliquerait très bien l'ancienne dénomination *castrum*. C'est un des noms que l'on donnait fréquemment aux villes neuves. Dans l'enquête de 1311, dont les syndics de Madaillan possédaient au *xviii^e* siècle un texte complet, il est question au témoignage de ces mêmes syndics d'une bastide royale fondée dans les environs d'Agen et détruite pendant les guerres. C'est peut-être Montréal. D'après *Saint-Amans*, la place de Montréal fut assiégée par Charles, roi de Navarre en 1351 (*Histoire du départ., t. I, p. 213*). La paroisse de Montréal, qui a porté aussi autrefois le nom de Pécharoumas, a subsisté jusqu'à la Révolution.

Avant 1300. — CAUDECOSTE, canton d'Astaffort, arrondissement d'Agen. — Il existe une monographie de Caudecoste, par l'abbé Dubourg.

L'origine de cette ville remonte au-delà du *x^e* siècle. Son existence se rattache à celle de Layrac, dont l'existence et l'importance sont affirmées par des documents authentiques, tels que la fondation du Prieuré de Saint-Martin de Layrac en 1062., et la confirmation de la donation d'Hunalde, vicomte de Brulhois, faite en 1064 par son frère Hugues et sa mère Adelaïde et par la lettre du Pape Urbain II (*Cartulaire de Cluny*). Les destinées de la ville et de la communauté de Caudecoste ont été de tous temps liées à celle du Prieuré de Layrac. Hunalde fit donation à Saint-Hugues et au monastère de Cluny non seulement de son domaine sis à Layrac, mais aussi de toutes les dépendances du monastère de Layrac. Donc, le prieur de Layrac était en même temps seigneur de Caudecoste. Toutefois, cette seigneurie s'exerçait en pariage avec les vicomtes du Brulhois quelqu'ils fussent : vicomtes de Béarn, d'Armagnac roi de Navarre, roi de France.

Les coutumes de Caudecoste sont à peu près contemporaines des coutumes de Layrac qui datent de 1273. M. Baradat de Lacaze, qui en a le premier publié le texte dans les *Archives historiques de la Gironde* en 1896 semble partager cet avis. « Les coutumes de Layrac, dit-il, constituaient la loi générale de Caudecoste, mais les consuls qui avaient la police de la communauté dressèrent peu après la fondation de la bastide, des statuts municipaux, dont les prescriptions devaient être observées par les habitants ». La charte est écrite en langue romane. La comparaison des écritures, conclut-il, semble faire remonter le texte principal vers 1300.

(*Statuts municipaux de Caudecoste* publiés dans le xxxi^e volume des *Archives de la Gironde*, par M. Baradat de Lacaze, Bordeaux 1896, 26 pages in-4°. Le manuscrit a été recueilli par les « *Archives départem. de Lot-et-Garonne* », après avoir roulé pendant plusieurs siècles sur les tables de la commune de Caudecoste. Dans les premières années de ce siècle, nous a affirmé un témoin oculaire, il était encore intact et formait un gros rouleau de parchemin composé de plusieurs feuilles cousues l'une à la suite de l'autre. La première de ces feuilles a disparu. Il en reste dix de complètes; la perte de ce premier feuillet est très regrettable. Il a emporté avec lui le préambule de l'acte, les noms des consuls et du seigneur qui l'ont établi et ce qui est plus fâcheux encore, la date de son établissement.

Une circonstance fortuite a permis de la retrouver approximativement. Certains articles des statuts primitifs durent être modifiés à diverses époques et ces modifications furent interlignées ou placées en marge des articles modifiés, mais l'encre qui a servi à les écrire était de si mauvaise qualité, que le texte est à peu près illisible. L'une des phrases déchiffrées nous donne la date de l'une de ces modifications (16 avril 1357). La comparaison des écritures semble faire remonter le texte principal à 50 ans en arrière. Nous en concluons que le statut date de la fin du xiii^e siècle ou du début du xiv^e siècle. La charte est écrite en entier en langue romane, dont l'orthographe est peu régulière.

Au milieu du ^{xvii}^e siècle, la ville de Caudecoste était une bastide entourée de murailles de 3 à 4 mètres de haut sur 1 mètre à 1 m. 50 d'épaisseur. Des assises de gros moëllons en formaient la base, la partie supérieure était bâtie avec de grosses briques. La ville elle-même forme un quadrilatère dont les rues étroites et comme tirées au cordeau aboutissaient à une place centrale et carrée de côtés égaux et uniformes. Les maisons, dont la façade donnait sur la place avaient toutes leur rez de chaussée précédé et surmonté d'un auvent formant cornières. Les pièces et piliers de ces auvents étaient faits avec de gros troncs et des poutres de chênes et de châtaigniers qu'on trouvait abondamment alors dans le pays et dont on voit encore des restes très curieux et très intéressants.

Les auvents des Cornières circulaient tout le long de la place sans interruptions. Ils offraient à la bourgeoisie une promenade agréable et commode en toutes saisons. Les petits marchands y avaient établi leurs magasins et leurs boutiques. C'était pour eux un étalage avantageux qui les abritaient contre le soleil brûlant de l'été et contre le mauvais temps l'hiver. Au-dessus de ces Cornières s'élevaient les chambres et logements du premier étage et le grenier. Le premier étage était fait de poutres de chêne s'entrecroisant les unes les autres pour plus de solidité, dont les interstices étaient garnies de briques et de torchis formés d'un mélange de foin et d'argile. On peut voir de nos jours sur la place de Caudecoste, ces Cornières subsister encore en leur plus grande étendue.

Il faut ajouter à cette liste, cinq villes sur lesquelles nous ne savons à peu près rien, sinon que leur plan régulier les a fait classer comme bastides (d'après *M. Curie Seimbres* et le *Congrès archéologique d'Agen* de 1874).

LA SAUVETAT DU DROPT, canton de Duras, arrondissement de Marmande. — La traduction française de ses coutumes a été donnée par *M. Antoine Floy* en 1880, dans sa « *Notice sur la ville et la juridiction de la Sauvetat du Dropt.* »

LES 2 SAUVETERRE (SAUVETERRE LA LÉMANCE-SAUVETERRE D'ASTAFFORT) par leur aspect et leur nom même sont considérées comme des bastides. Il en est de même de :

VILLENEUVE DE MÉZIN et VILLENEUVE DE DURAS. — Pour la première on lit dans *l'Annuaire de Lot-et-Garonne* de 1911 : « Ancienne bastide du xiii^e siècle. On ne connaît pas sa charte de fondation. A l'angle sud. il y a quelques restes de fortifications. L'église, du xiii^e siècle est fortifiée.

Nous n'avons pas classé parmi les bastides de l'Agenais : Castelsagrat, alors du diocèse de Cahors.

Y. DOMENGIE.

(Fin).

CHRONIQUE

Sociétés savantes. — Le 55^e Congrès des Sociétés savantes de Paris et des départements se tiendra en 1922, à *Marseille*, du 18 au 22 avril. Toutes les communications devront être adressées, avant le 10 février, au 3^e Bureau de la Direction de l'Enseignement supérieur, à Paris, avec un résumé succinct de chaque communication.

Société académique d'Agen. — Séance extrêmement intéressante le 9 juin 1921 : M. Marcel Prévost, de l'Académie française, prenait place au milieu de ses confrères agenais. Le président Bitaubé s'est plu à saluer en lui un amant passionné de la Gascogne et à constater la part considérable que le Lot-et-Garonne tient dans les œuvres du célèbre romancier; il se réjouit que l'Académie et l'Institut soient de nouveau représentés au sein de la Compagnie, conformément à une tradition vieille de plus de cent ans.

En une improvisation charmante, M. Marcel Prévost remercie ses collègues d'Agen et les félicite des services qu'ils rendent à la petite patrie en notant ses gloires, ses mœurs, ses institutions, en faisant revivre son passé artistique ou littéraire, en animant ses vieux monuments. Comme eux, il aime ce pays, qui est bien le sien. Si les hasards d'une carrière de fonctionnaire l'ont fait naître à Paris, une partie de son enfance s'est écoulée en Lot-et-Garonne; la Gascogne l'a adopté tout petit. Dès sa sortie de l'Ecole Polytechnique, il obtint de revenir comme ingénieur des tabacs à Tonneins, dans une région dont les ciels, célébrés par Stendhal, ont illuminé sa vocation d'écrivain. Les richesses des paysages aimés qu'il avait sous les yeux lui ont enseigné la nature et l'ont inspiré. C'est Nicole, avec son horizon qui a servi de décor à son premier roman, le *Scorpion*; les personnages de son œuvre la plus récente : *La Nuit finira*, se meuvent encore en cette Gascogne qui lui a fourni tant d'observations et quelques-unes de ses héroïnes. C'est dans le calme de sa riante retraite des Roches, près de Vianne, qu'il a écrit presque tous ses romans.

Inutile de dire combien cette allocution a été goûtée de l'assistance très nombreuse, au milieu de laquelle figurait M. le Préfet Delfini.

Saluste de Bartas, lui aussi, fut célèbre au xvi^e siècle. Le docteur Barbier de La Serre évoque sa mémoire en rappelant le fa-

meux poème trilingue (latin, français, gascon) que le Ronsard du Midi composa pour fêter l'entrée à Nérac, en 1579, de Marguerite, l'épouse du futur Henri IV. Trois muses s'y donnaient la réplique. La palme revint, sous la forme de l'écharpe de gaze que portait la belle Margot, à la muse gasconne. La précieuse relique n'a cessé depuis d'appartenir à la famille du docteur de La Serre, qui la fait admirer à ses confrères de la Société académique.

Passant du temps où trop chantaient les violes, suivant un mot d'Henri IV, à la période héroïque révolutionnaire, le commandant Labouche, en une étude très fouillée, montre le premier bataillon des volontaires lot-et-garonnais aux prises avec les émigrés et les Autrichiens les 12, 13 et 14 septembre 1793. Le bataillon enleva de haute lutte les positions dont il devait s'emparer. Campagnol, son chef, s'y couvrit de gloire au point d'être élevé, bien que noble, au grade de général de brigade. Campagnol est une de nos gloires militaires agenaises de tout premier plan.

La région qui forme depuis 1790 le département de Lot-et-Garonne n'a jamais été un pays de *bas-bleus* ou de *Précieuses ridicules*. Aussi la présentation des femmes de lettres agenaises que fait M. Bonnat, secrétaire perpétuel, à l'auteur des *Lettres de Femmes*, a-t-elle les allures d'un procès-verbal de carence. Les plus célèbres, comme Marguerite de Navarre, M^{me} Cottin, Georges Sand, sont des *transplantées*. Dans la série des *autochtones* que cite M. Bonnat, deux figures se détachent : Caroline de Batz de Trenqueléon et surtout Marie Barsalou qui, sous le pseudonyme de Manoël de Grandfort, put vivre de sa plume et reçut la consécration de Paris. La période contemporaine fournit une moisson plus abondante, trop peut-être, puisque les Académies n'ont pas assez de violettes, d'égantines ou de jasmins d'argent pour récompenser le « gai savoir ».

M. le chanoine Durengues fait ensuite pénétrer ses auditeurs dans le prieuré du Paravis (Paradis), près de Feugarolles, qui date du XII^e siècle. Il en trace l'histoire depuis cette époque jusqu'à nos jours avec sa précision coutumière et sa documentation aussi sûre qu'abondante.

La séance s'est terminée par la lecture d'un remarquable sonnet de M. de Jaudounenc adressé à *La Lune brutale* et par une exposition de quelques livres aux riches reliures que M. de Broqua fait suivre de commentaires où se révèlent une fois de plus ses connaissances de bibliophile et de collectionneur avisé.

Réunie le 7 juillet, sous la présidence de M. Bitaubé, la Société, après avoir constaté le succès de l'excursion qu'elle avait organisée aux Eyzies et à Cadouin, s'est occupée du prix Philippe Lauzun

(500 francs en espèces), destiné à récompenser le meilleur travail inédit ou imprimé depuis moins de deux ans, écrit sur un sujet d'histoire ou d'archéologie locales. Le concours sera clos le 1^{er} août prochain.

M. Labouche analyse ensuite deux curieuses publications. La première, de M. Léon Joulin, tend à établir que deux âges de fer ont existé dans le sud-ouest de la France, avant et après le iv^e siècle. Aux Tectosages qui dominèrent le Sud-Ouest au iii^e siècle appartiendraient les sépultures à amphores italo-grecques de Toulouse et des nombreuses nécropoles du Tarn et de l'Agenais. La seconde publication, autrement plus problématique encore, concerne la formation des êtres vivants. Elle est de M. Charles Janet.

Avant de se séparer, la Société applaudit deux poèmes très académiques, de M. le chanoine Martinon et procède à l'élection comme *membres correspondants* de MM. Atger, notaire à Montpezat; colonel de Bätz, de Guillery, maire de Pompiey; Corneille, contrôleur des Indirectes à Agen, auteur de quelques notices historiques; Benaben, historien de Villeréal et du Nomdieu; Ernest Lafont, instituteur à Puymirol; de Nadaillac, ancien élève de l'Ecole Polytechnique, de Poudenas; Peyrony, chargé de fouilles dans la région, auteur d'un excellent manuel de préhistoire, et A. Veilhon, historien de Cocumont.

Nécrologie. — M. l'abbé Jean Benaben, qui venait d'être élu membre de la Société académique d'Agen, s'est éteint à Toulouse le 19 août, des suites d'une affection cardiaque qui le minait depuis longtemps. Né à Montaut, dans le Haut Agenais; en 1842, ordonné prêtre en 1868, notre compatriote quitta le diocèse d'Agen en 1893, alors qu'il desservait la cure de Noaillac, rendue célèbre par le séjour qu'y fit l'abbé Paganel au début de la Révolution. Retiré à Toulouse, M. Benaben consacra les vingt dernières années de sa vie, à recueillir quantité de notes, toutes puisées dans le fonds de l'ordre de Malte, le joyau des Archives de la Haute-Garonne. Elles lui permirent de donner de curieuses *Monographies de Villeréal, Rives, Tourliac et Montaut* que publia la *Revue de l'Agenais* et surtout sa grande histoire de la *Commanderie du Nomdieu* (xvi^e-xviii^e siècles), où les documents inédits abondent dans leur saveur originale. Avant de mourir, il avait écrit une notice, de même nature, sur Puy-Fort-Eguille dont profiteront bientôt nos lecteurs,

Les notes qu'il amassa patiemment sur l'action des Templiers et des Hospitaliers dans ce qui forme aujourd'hui le Lot-et-Garonne ne sont heureusement pas perdues. De son vivant même, M. l'abbé Benaben, qui sentait venir la mort, les donna aux Archi-

ves départementales en priant le signataire de ces lignes de les publier dans la *Revue de l'Agenais* ou dans toute autre publication, au mieux des intérêts de l'histoire. Elles n'occupent pas moins de cinq portefeuilles. Ceux qui les utiliseront rendront hommage à la conscience de M. l'abbé Benaben, à ses qualités de paléographe averti, au labeur considérable qu'il a fourni en une matière passionnante, mais ingrate, et devant des textes d'une lecture et d'une interprétation difficiles.

RENÉ BONNAT.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Le Foyer Gascon, organe régionaliste qui s'imprime à Agen, « tribune des Françaises du Sud-Ouest, destinée à faire connaître leur rôle social, historique et économique », a publié cette année, sous la direction avisée de M^{me} Bérard, professeur au Lycée de Jeunes filles d'Agen, quelques articles qu'il convient de retenir : *La femme d'aujourd'hui; la femme de demain*, conférence faite à l'Institut familial d'Agen par notre collaborateur Jacques Amblard; — *la Cour de Nérac au temps de Marguerite d'Angoulême*, par Marcel Durey; — *Jeanne d'Albret*, par la Dame de Mauvezin.

Le Passé de Villeneuve. — Sous ce titre, M. J. Maurin publie dans *Le Réveil* (de Villeneuve), une série d'intéressants articles sur l'histoire de cette *bastide* que fonda Alphonse de Poitiers au XIII^e siècle et sur l'abbaye d'Eysses, plus ancienne. C'est une contribution nouvelle à l'histoire de cette commune qui reste à écrire, même après les travaux méritoires des Cassany-Mazet.

Philippe Lauzun. — A signaler dans le discours prononcé par M. A. Coville, directeur de l'Enseignement supérieur, délégué du Ministre de l'Instruction publique, à la séance de clôture du Congrès des Sociétés savantes tenue à Paris, à la Sorbonne, le 2 avril dernier, un hommage ému à la mémoire de « M. Philippe Lauzun, secrétaire perpétuel de la Société des sciences, lettres et arts d'Agen, qui n'a pas laissé moins de 164 publications sur l'histoire et l'archéologie d'Agen, du Lot-et-Garonne et du Gers » (1).

M. le docteur de Sardac, conseiller général et maire de Lectoure, élu président de la Société archéologique du Gers en remplacement de Philippe Lauzun a consacré à son regretté prédéces-

(1) Paris, Imprimerie nationale, 1921, in-8°, p. 23.

seur une très intéressante bio-bibliographie qui ne tient pas moins de 43 pages, où se trouvent exposées la vie laborieuse de Philippe Lauzun et l'œuvre considérable qu'il a laissée.

L'attention de M. de Sardac s'est surtout fixée sur les travaux gersois de notre ancien directeur, dont il a donné une remarquable analyse (1). Il a tenu en outre à montrer avec quelle maîtrise et quelle autorité M. Lauzun avait présidé pendant 18 ans la Société archéologique du Gers, au départ de Mgr de Carsalade du Pont, nommé évêque de Perpignan.

L'étude de M. de Sardac sera lue avec émotion par les nombreux amis qu'a laissés Philippe Lauzun et surtout par les membres de la Société académique d'Agen dont il fut pendant 20 ans le secrétaire perpétuel.

Il en sera de même de la petite notice que M. Charles Samaran, archiviste aux Archives nationales, vient de lui consacrer dans les *Annales du Midi* (1921, pp. 111-113) dont nous citerons seulement les dernières lignes : « La Gascogne perd en Philippe Lauzun un archéologue averti, un écrivain aimable, un admirateur enthousiaste de ses beautés naturelles et de ses richesses artistiques, l'un des hommes surtout qui ont su le mieux les faire aimer. »

R. B.

ERRATUM

L'omission d'une ligne dans notre dernier numéro, p. 208, avant-dernier paragraphe, a rendu intelligible l'étymologie proposée pour La Mathève. Il faut rétablir le texte ainsi : *mata* avait, en sanscrit, la signification d'éminence et *ève* la signification d'eau. Notons que *mata* a gardé, dans le patois agenais, la signification à peu près pareille de tas, de monceau.

G. T.

(1) *Philippe Lauzun, président de la Société Archéologique du Gers* (1847-1920). — Auch, Cocharaux, 1920, petit in-4° avec portrait. (Extrait du *Bulletin de la Société Archéologique du Gers*, 1920).

PHARMACIE DU PROGRÈS

MAISON SPÉCIALE
DE VIN DE QUINQUINA

MAZET PÈRE & FILS

Boulevard de la République et rue Voltaire, AGEN

BANQUE Ch. GUILHOT

AGEN

Agences à CONDOM, TONNEINS et NÉRAC

Bureau à FUMEL

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE & DE BOURSE

LOCATION DE COFFRES-FORTS

CONSTRUCTIONS A FORFAIT

Payables en 10, 15, 20 ou 30 ans
Maison de Rapport, Hôtels, Villas, Usines, Restaurations, Forfaits

Commerçants, Industriels, Négociants, Agriculteurs, Ouvriers, Employés, etc.,
peuvent accéder à la propriété par l'économie
des loyers et la diminution des frais généraux avec

Le Loyer Acquéreur

S'adresser à L. Vivarès

Architecte, 5, rue Maillé, AGEN
Directeur départemental pour le Lot-et-Garonne et le Gers

VIENT DE PARAÎTRE

Aux éditions de *l'Indépendant de Lot-et-Garonne*, **Ah ! Geins sous la Chaleur**, revue locale en 2 actes, de NOZETTE et SAINT-GILIS. — En vente partout..... 2 fr.

CINQUANTE CARICATURES

actuelles et locales avec gazettes rimées, par Madame NOZETTE. Un volume de 120 pages broché. Edition sur papier d'Arches..... 20 fr.
— simili-Japon..... 10 fr.
— papier satiné..... 5 50

Envoi franco contre montant adressé à *l'Indépendant*.

EN SOUSCRIPTION pour paraître fin novembre :

CROQUIS AGENAIS

dessins à la plume de MM. PRADÈRE, PÉCON, etc...

Edition sur papier d'Arches, 10 fr. 80 ; sur simili-Japon, 5 fr. 50 ; sur papier ordinaire, 3 fr. 50.

Le tirage est limité au nombre d'exemplaires souscrits

Photographie Balistai

La Maison exécute tous
TRAVAUX D'AMATEURS



DÉVELOPPEMENTS - PLAQUES ET PELLICULES
— TIRAGES TOUS PAPIERS —



Plaques, Produits, Appareils



Toutes fournitures KODAK

HORLOGERIE

BIJOUTERIE

J. B. CAPDUPUY

OBJETS D'ART

ORFÈVRERIE

65, Boulevard de la République (En face le Crédit Lyonnais)

:: :: 4, Rue Lafayette, 6, Rue Jacquard - **AGEN** :: ::

ACHAT D'OR ET D'ARGENT ET PIERRES FINES

AU LOUVRE D'AGEN

MAISON
E. ARNAUD

Maison spéciale de Tissus H^{te} Nouveauté

RAYON DE CONFECTIONS POUR DAMES

Modèles exclusifs créés par la Maison

ÉPICERIE FINE * PRODUITS DE LUXE

L. CASABONNE

25, Rue Cornières et Boulevard de la République - **AGEN**

TÉLÉPHONE 0.20

MÉCANOGRAPHIE

103, Boulevard Carnot — **AGEN**

Téléphone 2-55

Underwood, Remington, Monarch, Royal

DERNIERS MODÈLES - *neuves* - LIVRABLES IMMÉDIATEMENT

RÉPARATIONS, RECONSTRUCTION et LOCATION de toutes Machines à écrire

Merveilleuse
Essence
à détacher

NETTOLINE

La seule qui
nettoie en
parfumant

La NETTOLINE . T. C. est le véritable trésor du vestiaire

En vente chez tous les Pharmaciens, Droguistes, Parfumeurs et Merciers

Dépôt Général : DROGUERIE CENTRALE DU SUD-OUEST, Maison G. Thomas - **AGEN**

RELIURE ET CARTONNAGES

Maison de confiance fondée en 1810

ANCIENNE MAISON LASSALLE

J.-F. RUFFE, Succ^{seur}

Relieur-Doreur

37, Rue Richard-Cœur-de-Lion, AGEN

FABRIQUE DE REGISTRES — ENCADREMENTS

HOTEL CENTRAL MODERNE



Rue Lafayette

❖ **Léon Laventure**

PROPRIÉTAIRE

Sportmen!... équipez-vous à Agen

chez COURT Boulevard
Carnot

TOUT POUR TOUS SPORTS

Foot-ball, Tennis, Athlétisme, Natation, Boxe, etc...

REMISE AUX SOCIÉTÉS

“LA RUCHE MÉRIDIONALE”

Ses Produits

Sont Supérieurs

à Tous

Pour tout ce qui concerne la publicité s'adresser à
M. Jacques AMBLARD, Avocat, 1, rue Floirac. — AGEN



LIBRAIRIE ANCIENNE ET MODERNE

Félix FERRAN

14, 16, 18, Rue Richard-Cœur-de-Lion — AGEN

Armengaud. — Les Galeries publiques de l'Europe. 8 volumes in-4° illustrés. Paris, Lahure, 1862-1866 ; reliure éditeur, demi chagrin, plats toile, tranches dorées...	80
Batissier. — Histoire de l'art monumental dans l'antiquité et au Moyen Age, suivie d'un traité sur la peinture sur verre. Deuxième édition, Paris, Furne, 1860 ; grand in-8° illustré, relié demi chagrin noir	15
Ch. Blanc. — Grammaire des arts du dessin. Deuxième édition. Paris, Renouard, 1870 ; in-4°, reliure amateur, chagrin lavallière avec coins, tête dorée, tranches ébarbées, plats papiers.	30
Bretagne et Vendée. — Histoire de la Révolution française dans l'Ouest, par Pitre Chevalier, illustrée par A. Leleux, O. Peuguilly. T. Johannot. Paris, Coquebert ; grand in-8°, cartonnage romantique très frais.	50
Boucher. — Œuvre reproduite par Emile Wattier d'après la gravure des dessins originaux. Paris, Ducher, 1874 ; album in-folio de 100 pl. tirées en bistre et publié à 100 francs.	60
Burty. — Chefs-d'œuvres des arts industriels, céramique, émaux, orfèvrerie, tapisserie, etc... Paris, Ducrocq ; grand in-8° reliure neuve, demi chagrin rouge, tête dorée, plats papiers, non rogné	30
Cent dessins de Watteau, gravés par Boucher, préface de Paul Mantz ; in-4° reliure amateur, chagrin grenat, avec coins, tête dorée, état neuf, tiré à 500 exemplaires. Exemplaire n° 405	40
Duruy. — Histoire des Romains, depuis les temps les plus reculés, jusqu'à la mort de Théodose. Paris, Hachette ; 7 vol. in-8° brochés très bon état	35
— Histoire des Grecs, depuis les temps les plus reculés jusqu'à la réduction de la Grèce en province romaine. 2 vol. in-8° brochés, très bon état	10
— Histoire des Grecs, édition illustrée de 14 pl. en couleurs, 2.000 gravures et cartes. Paris, Hachette ; 3 vol. grand in-8° reliés, bel état	75
Havard. — L'Art à travers les mœurs. Paris, Quentin, 1882, in-4° relié, non rogné, planches hors texte et dans le texte	30
— L'Œuvre de P.V. Galland. Grand in-4° contenant 200 pages de texte, près de 200 planches inédites et 30 planches hors texte, tirées en taille douce ; brochure carton-cuir avec fers spéciaux	40
E. Lavisse. — Histoire de France, des origines jusqu'à la Révolution. 18 volumes in-8°, reliure éditeur, très bon état	350
— Histoire de France contemporaine, de la Révolution à la paix de 1919. 6 vol., reliure éditeur, neufs, au lieu de 270 fr., net.	225
Maindron. — Les Affiches illustrées (1886-95). Paris, Boudet, 1896 ; tiré à 1.025 exemplaires sur papier vélin ; exemplaire n° 1016, grand in-4°, broché, état neuf	30

Livres neufs et d'Occasion

Achat de Bibliothèques au comptant



N° 5

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

48^e Année. — Septembre-Octobre 1921.



AGEN
IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

—
1921

Toute reproduction même partielle de la *Revue* est rigoureusement interdite.

SOMMAIRE

I. — CHARLES BASTARD. — Emmanuel Delbousquet, poète, romancier, félibre (1874-1909).....	277
II. — A. POUMAT. — La Justice consulaire à Agen au XVIII ^e siècle. Les consuls à l'œuvre (<i>fin</i>).....	289
III. — PHILIPPE LAUZUN. — Le Château de Duras (<i>suite</i>)..	322
IV. — R. MARBOUTIN. — Ecole de Philosophie au Port-Sainte-Marie.....	331
V. — R. BONNAT. — Le Passage, faubourg d'Agen....	334
VI. — A. MARTINON. — Il est un souvenir (poème).....	335
VII. — <i>Chronique</i> (R. BONNAT): Société académique d'Agen; Le Château de Lauzun; La Garenne menacée; Fleurette.....	336
VIII. — Concours du <i>Jasmin d'Argent</i> (Règlement).	339
IX. — <i>Bibliographie</i> : Comptes de Louis XI en Agenais (1467-68), de Stein (G. THOLIN). — Un gentilhomme gascon: Du Cause de Nazelle (J. AMBLARD). — <i>Première captivité de Bernard Palissy</i> , par H. Patry (Commandant LABOUCHE). — <i>Ah! Geins sous la chaleur</i> , par Nozette et Saint Gilis (R. MARBOUTIN).....	340

PLANCHE

Emmanuel Delbousquet.

Pour paraître dans le prochain numéro

Jacques Chaumié, par *Bouchard* et *Bitaubé*. — La tradition de Crocotaco dans la région de Puymirol, par *E. Lafont*. — Les régiments lot-et-garonnais pendant la guerre de 1914 à 1918, par le Commandant *Labouche*. — Le sculpteur Guénot, par *Bordes*.

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Prix du fascicule : 2 fr. 25

PRIX DES TIRAGES A PART

A 50 exemplaires..... 32 francs la feuille
A 100 exemplaires..... 42 francs la feuille

La couverture comptant pour un quart de feuille. Brochage en plus.

Pour tout ce qui concerne la rédaction, l'administration et le service des abonnements de la Revue, s'adresser directement à M. BONNAT. AUX ARCHIVES DÉPARTEMENTALES, AGEN, et pour la publicité à M. JACQUES AMBLARD, AVOCAT, RUE FLOIRAC, AGEN.

Il est rendu compte dans la *Revue* de tout ouvrage dont il aura été adressé deux exemplaires à la direction de la *Revue*.

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la Revue



EMMANUEL DELBOUSQUET

Poète, Romancier, Félibre

1874-1919

EMMANUEL DELBOUSQUET

Poète, Romancier, Critique

(1874-1917)

Emmanuel Delbousquet était né à Sos le 27 avril 1874. Son père était originaire du Quercy et sa mère, née Deschamps, fit des études incomplètes au séminaire de Montauban, Toulouse, et passa sa jeunesse dans cette dernière ville, d'abord auprès de sa grand-mère. C'est là qu'il fut initié à la lecture. Je fus tout de suite gagné par le charme de son esprit, par le charme de sa conversation. La sûreté de ses connaissances nous liaâmes d'une amitié qui ne se démentit jamais.

Nous habitions alors sous le même toit et nous passions de longues heures ensemble dans cette maison si hospitalière, où venaient à cette époque le visiter Marc Laffargue et Marc Varenne. On y causait des « Essais » des ses premiers poèmes « En les landes », « Le lointain Cor » parus en 1892 et on y préparait les Essais des Jeunes où devaient collaborer Marc Laffargue, les Magres, Jean Vignas, Pierre Poulhac, Michaël Picard.

Delbousquet était l'âme agissante de cette « brigade ». Il revint à Toulouse passer quelques mois, en novembre 1895 et regagna Sos qu'il ne devait presque jamais plus quitter.

« ... Me voici maintenant au pays natal, c'est-à-dire à cette date, où j'espère vivre désormais, loin du fracas des villes et de la stupide canaillerie des hommes. J'écris des vers. J'étudie mon pays landais, les gens, leurs mœurs. Je ne reçois guère que des bouviers et des pâtres. J'écris, j'écris les livres après les avoir pensés... »

Ses livres, il aurait pu, comme bien des écrivains de ce temps, Paris et Dieu sait combien les solliciter, mais il ne le fit pas; aussi quand il s'écrie :



EMMANUEL DELBOUSQUET

Poète, Romancier, Félibre

1874-1919

EMMANUEL DELBOUSQUET

Poète, Romancier, Félibre

(1874-1909)

Emmanuel Delbousquet était né à Sos le 27 avril 1874. Son père était originaire du Quercy et sa mère du pays landais. Il fit des études incomplètes au séminaire de l'Esquile, à Toulouse, et passa sa jeunesse dans cette dernière ville et à Sos auprès de sa grand'mère. C'est là que je le connus en 1894. Je fus tout de suite gagné par le charme de son esprit, le brillant de sa conversation, la sûreté de son cœur et nous nous liâmes d'une amitié qui ne se démentit jamais.

Nous habitions alors sous le même toit et nous passions de longues heures ensemble dans cette maison si hospitalière, où venaient à cette époque le visiter Marc Laffargue et Marc Varenne. On y causait des « Essais » des ses premiers poèmes « En les landes », « Le lointain Cor » parus en 1892 et on y préparait les Essais des Jeunes où devaient collaborer Marc Laffargue, les Magres, Jean Viollis, Pierre Pouvillon, Muchart, Picard.

Delbousquet était l'âme agissante de cette « brigade ». Il revint à Toulouse passer quelques mois, s'y maria en 1895 et regagna Sos qu'il ne devait presque jamais plus quitter.

« ... Me voici maintenant au pays natal, écrit-il à cette date, où j'espère vivre désormais, loin du fracas des villes et de la stupide canaillerie des hommes. J'écris des vers... J'étudie mon pays landais, les gens, leurs mœurs... Je ne fréquente guère que des bouviers et des pâtres... J'espère écrire là mes livres après les avoir pensés... »

Ses livres, il aurait pu, comme bien d'autres, les écrire à Paris et Dieu sait combien les sollicitations se firent pressantes ; aussi quand il s'écrie :

« Je ne veux pas mendier cités, vos vaines gloires », ce n'est pas par orgueil amer mais par honnêteté.

Il a la nostalgie du pays natal. Il veut être près de sa lande gasconne qu'il va chanter et goûter en toute liberté les joies de ses impressions qu'il transformera en « œuvres originales selon les lois de la beauté ».

Et aussitôt il se met à l'œuvre. Sa vie apparut d'abord à celui qui le connaissait peu celle d'un gentilhomme campagnard. Tous les matins, matins de brume ou de clair soleil, il dévale sur son cheval blanc « de race navarrine » les coteaux de la Gueyze et s'enfonce dans la forêt landaise. Droit comme un i, le petit béret bleu sur sa tête, monocle à l'œil, ganté de fauve, culotte courte, chaussure fine, il va au hasard de son rêve tantôt vers les combes humides, tantôt vers les crêtes calcaires, d'où son œil de myope peut voir les monts pyrénéens chevaucher les uns sur les autres de la mer Atlantique à l'âpre pays de Bigorre. Il salue par leurs noms toutes les personnes rencontrées. Il s'arrête surtout avec les vieux. Il les interroge. Par eux il connaît le passé. Il accepte le coup à boire dans les plus modestes bordes. Il fait chanter les vieilles pastoures, toutes un peu pousouères (sorcières) et il apprend d'elles, assis sur le coffre à sel, sous le vaste manteau de la cheminée, les histoires terribles de mort et d'amour, les légendes lointaines que l'on ne dit qu'à voix basse et en tremblant. Lou Moussu es passat ouey, le Monsieur est passé aujourd'hui se disait-on le soir dans les fermes. Et tous comprenaient de qui il s'agissait, car c'était bien le Monsieur de la lande, celui qui, par la distinction de ses manières, sa politesse exquise, incarnait si bien ce pays qu'il allait chanter de passion.

C'est au retour de ses chevauchées qu'il notait ses impressions et c'est dans sa belle maison de Sos, où courent les glycines, qu'il composa tous ses romans : le Mazareilh 1902, Margot 1903, l'Ecarteur 1904 et son chef-d'œuvre Miguette de Cante-cigale paru à la *Revue de Paris* en 1907, édité en 1908. Cette année parut également le « Chant de la Race » recueil de ses admirables poèmes dont certains tels que les « Chants

au bord du Fleuve », célébrant la beauté de Toulouse la romaine, avaient été récompensés par l'Académie des Jeux Floraux. Entre temps, il collaborait à l'*Ame latine*, au *Journal*, au *Télégramme*, à la *France du Sud-Ouest*, où il donnait également des nouvelles. C'est ainsi que, pendant 15 ans, il vécut une vie dure de travail.

Mais un mal implacable le terrassait. Il dut espacer ses promenades en forêt et puis les supprimer. Il ne quitta plus dès lors son cabinet de travail que pour son lit de souffrances et après une longue agonie, où il eut encore la force de composer son admirable Prière au Christ, il « rendit à Dieu, dit Louis Merlet, son âme magnifique et pure le 19 mai 1909, veille de l'Ascension ».

Il avait 35 ans. Ses obsèques eurent lieu le 22 mai par une journée radieuse de printemps toute parfumée par les acacias en fleurs, sous un soleil ardent et un ciel bleu. Ses amis très nombreux et tout ce menu peuple de pasteurs qu'il avait chanté lui firent cortège.

Deux ans après, le 28 mai 1911, l'inauguration d'un monument donna lieu à une superbe cérémonie. MM. l'abbé Olgiwolski, Pierre Fons, de Brousse, Francis Jammes louèrent sa muse « couronnée de cigales » tandis que s'excusaient par des lettres élogieuses : MM. Marcel Prévost, Praviel, Marc Lafargue, Pierre Pouvillon, de Bideran, Marc Varenne, Gaston Chérau, Célérrier, Jean Viollis.

L'*Ame latine* consacra aussitôt son numéro de juin-juillet à la gloire du poète et du romancier.

Depuis cette date, l'oubli semblait envelopper Emmanuel Delbousquet. Plus tard, disait Gaston Chérau dans son discours, on s'occupera de ce qu'il a laissé.

Le moment semble venu; avec le recul du temps sa figure a grandi, son œuvre est magnifiée comme elle doit l'être et le chantre harmonieux de nos landes gasconnes va prendre parmi les Lettres françaises la place qui lui est due.

LE POÈTE.

Emmanuel Delbousquet fut un malade et chez lui « son âme de flamme a brûlé son pauvre et frêle corps ». « Cette âme, dit M. l'abbé Olgiwolski, fut étrangement harmonieuse. Il y avait en elle des claviers si subtils que tout la faisait vibrer, une amitié, une joie, une peine, une impression, un regard, un horizon — l'horizon de ses pins surtout qu'il a aimés de passion ».

Cette sensibilité se manifeste dans ses deux livres de vers : « En les Landes » et dans le « Chant de la Race ».

Le premier, écrit alors qu'il avait 18 ans, imprégné des théories évolutives de René Ghil, ne lui plaisait plus. Il n'en parlait pas. Nous ferons comme lui.

Dans le deuxième il se révèle poète délicat et subtil. L'œuvre se divise en 5 parties :

Dans les chevauchées
il chante

... les matins où l'on chevauche, ivre au vent du galop...

ses rêves

... J'ai rêvé d'une vie errante, ardente et libre
Aux matins éclatants de fanfares et d'ors

son bel étalon

... qui piaffe et jette au soir un hennissement grave
en fixant le soleil qui s'éteint dans ses yeux...

l'hallali

... sur le champ de bruyère où meurt l'aurore...

la légende

... du Rey d'Artus qui sur le haut horizon passe
avec le cri des chiens, le souffle des chevaux
la fanfare des cors qui par landes et vaux
sonne, s'éteint, renaît et dont l'écho prolonge
la rumeur sous les bois comme un appel de songe...

Dans l'heure du soir il étale la tristesse de son âme inquiète et malade. Et ce n'est pas sans surprise pour ceux qui l'ont connu tel qu'il était, c'est-à-dire joyeux convive, gai conteur

au rire frais, de trouver dans toute son œuvre la hantise de la mort qu'il cachait à tous.

Il a passé sa vie à mourir, a pu dire de lui M. l'abbé Olgiwolski et la pensée de la mort et de son lendemain l'obsède et se mêle à toutes ses pensées.

... Je suis un païen triste au fond de qui mystique
un effroi de la mort ne cesse de s'accroître...

..... Et j'ai peur
quand viendra l'aube de la nuit qui nous transforme
de ne pas trouver ce néant que veut mon cœur...
... de l'effroi de la mort qui partout m'accompagne...

.....
Je sens venir la mort à chaque crépuscule...

.....
Qu'importe le destin de la natale terre
si tu peux, ô mon cœur, dormir dans le néant...

.....
moi qui n'ai jamais su que l'agonie de vivre...

.....
Celle mort qui le guette, il veut la traiter en grande dame :

... Mais non, je t'attendrai au seuil de ma maison
ô mort, sous les rameaux d'un vieux chêne, à l'automne
car je veux emporter dans mes yeux l'horizon
de la lande natale et des pins monotones...

.....
Il est, dit M. l'abbé Doussy, « amoureux et sentimental dans les Roses du jardin », virgilien dans les « Eglogues », philosophe et disciple magnifique de Lucrèce dans le « Chant sacré ».

Et son verbe est toujours égal à lui-même. Pas de faiblesses, une richesse inouïe d'expressions et d'images, « le luxe sobre d'un Hérédia et parfois comme dans la légende du Rey d'Artus le souffle d'un Leconte de Lisle » (J. Picard).

II. — LE ROMANCIER.

Emmanuel Delbousquet, nous l'avons dit, a écrit quatre romans rustiques, le Mazareilh, l'Ecarteur, Margot et Miguette de Cante cigale.

Ces romans ont pour cadre le pays qui s'étend de Sos à la grande lande.

C'est ce pays qu'il décrit avec ses types, ses mœurs, ses paysages.

Nous ne dirons presque rien des trois premiers qui firent, dès leur apparition, sensation dans le monde des lettres. Nous citerons toutefois la mort de Pierre le berger dans le Maza-reilh qui, selon Merlet, égale le drame atroce d'Œdipe aux yeux sanglants, la fuite du roi Lear de Shakespeare, la mort du père Fouan de Zola; la description de l'auberge de la Silote, dans l'Ecarteur; le type de la Masurette, dans Margot, qu'il prit à mon foyer.

Nous nous arrêterons un peu plus sur Miguette de Cante-cigale qui est son chef-d'œuvre.

Comme dans ses autres romans l'action y est simple. Miguette est servante chez les « Pourcatéros » de Peyrehorte, dont la borde se trouve à l'orée des bois, du côté des grands parcs. Elle fait la connaissance de Jan le résinier, venu du Maransin. Ils s'aiment. Adulmie, fille de la Zaire de Peyrehorte, s'amourache également de Jan qui se trouve pris entre son cœur tout à entier à Miguette et son intérêt qui lui commande d'épouser l'Adulmie. Miguette est jolie mais pauvre, Adulmie riche mais laide. L'intérêt l'emporte sur l'amour. Jean épouse Adulmie et Miguette se retire doucement résignée chez la Cétotte, sa grand-mère, à Cante-cigale brisée de douleur : « elle avait rêvé d'une vie tranquille, auprès de Jan, sous ce vieux toit, dans cette clairière enclose entre les pinèdes... elle y revenait seule ».

Autour d'eux s'agitent Mayon l'ancienne, donneuse de conseils, et la Pitchantchiro, la sorcière qui a le pouvoir de faire revenir les morts.

Et pour l'action de ce drame banal, Delbousquet va évoquer l'âme antique de la lande.

Tout à tour il fait passer sous nos yeux ses coutumes, ses rites, ses chansons.

La foire de Lubbon, par exemple. C'est la fête des bergers.

Ils s'y rendent de dix lieues à la ronde pour y échanger les clochettes de leurs troupeaux.

« Drôle, boulets biga, acquere que cante, jeune fille voulez-vous troquer, celle-ci chante. Et on agite les sonnailles que l'on échange entre d'autre sonnailles et un baiser ». Et les trocs se poursuivent parmi les carillons éperdus et mélancoliques jusqu'après minuit donnant lieu à des ribotes et à des bagarres. Mais avant l'aube, sur un signal, les bergers agitent leurs bâtons « pareils à des thyrses enguirlandés de clarines » et les jettent dans un bûcher en dansant autour : survivance d'un rite vieux comme le monde et qui s'est doucement réfugié au pays des cigales. Puis c'est la belle et dolente chanson d'Isabeau qui « pleure dans le silence des pins » et les Aguilonnés qui « chantent dans la langue sonore, nerveuse et robuste des troubadours. Et c'est parfois un fier sirvente pareil à ceux d'un Bertrand de Born, parfois au comique refrain où pétille la verve, où pleure la douceur d'un Jasmin.... » Et c'est encore les chansons de la nobi « rapsodie gasconne au rythme mélancolique évoquant dans son ampleur l'immensité de la lande aux horizons fuyants comme la mer » longues et lentes plaintes chantées d'une tristesse infinie...

C'est la description des danses au clair de lune, au son des cornemuses et des tympanons et c'est aussi le récit des sorcières qui jouent un rôle important dans les romans de Delbousquet.

Et avec une richesse d'images étonnante il nous montre la forêt landaise triste sans oiseaux, profonde comme un temple, vêtue de fougères pâles et de bruyères pourpres où tout un peuple souffre, le pin que l'on saigne, le surier que l'on écorche.

A sa suite nous parcourons les patis d'herbe rase et parfumée, les champs de hauts topinambours aux fleurs d'or, les marais aux eaux noires et mystérieuses. Nous franchissons sur les palanques les ruisseaux rapides sous les hautes fougères royales. Nous goûtons au creux des combes la fraîcheur

des fontaines et la douceur des angélus dans le « silence doré » des soirs d'été.

Nous nous endormons sur la lande déserte inondée de soleil ou tachée de lune au crissement des cigales agaçantes ou « au bruit strident des taupes-grillons, enveloppant l'espace comme d'une trame bruissante ».

Et dans ces paysages il nous situe les maisons aux tuiles rouges et les parcs aux toitures de brande et de roseau. Il nous fait suivre « les vieux bergers aux casaques de laine » poussant devant eux leurs longs troupeaux de brebis et de chèvres, ses résiniers agiles, sa Miguette, la cuarte sur sa tête évoquant le geste gracieux des canéphores ou des femmes aux fontaines.

Et nous aimons avec lui tout ce menu peuple brun de pâtres, de bouviers, de résiniers qui, par la simplicité de sa vie, nous ramène à des temps très anciens.

Et voilà pourquoi cette Miguette de Cante-cigale, toute drapée de soleil, est un peu notre Mireille à nous.

Elle est éclosée sur la branche où s'épanouissent Jean de Jane, Cézette et l'Innocente, dit Ch. Le Goffic.

Elle est l'incarnation même par sa douceur et sa tristesse de ce pays à l'âme ardente et mélancolique.

III. — LE FELIBRE.

Sa passion pour la terre natale avait poussé Emmanuel Delbousquet à la chanter « non pas en patois, écrit-il à Antonin Perbosc, mais dans un dialecte dont tous les mots sont naturellement choisis parmi les plus purs, les plus pittoresques, les plus usités aussi dans les pays du sud de la Garonne... »

..... Que boy dens la lenga mayrana
Canta pous aoueillès ét pous bouès de la lana...

(Je veux dans la langue maternelle, chanter pour les bergers et pour les bouviers de la lande...)

Et aussitôt paraissent « Lous Anjols (les Aïeux), « Sou bor dou tap (Sur le bord du tertre), « Las lauadères (Les laveuses),

dont l'écho arrive jusqu'à Mistral qui écrit au lendemain de la mort de Delbousquet :

« Je suis navré d'apprendre que l'éminent poète de la Lande gasconne fut revenu en dernier lieu à notre langue d'Oc et qu'il n'ait pas eu le temps de publier le livre où il se fût montré le Gascon intégral..... Je lirai avec attendrissement dans l'*Ame latine* les poésies suprêmes qu'il a chantées pour elle et qui, de son tombeau, vont s'envoler comme son âme dans le ciel du Bon Dieu !..... »

L'œuvre de Delbousquet n'est pas toute dans les livres dont nous venons de parler.

En 1904 il avait publié dans la Revue provinciale une nouvelle « Le Muletier » et sur sa table de travail il a laissé inachevés deux romans « Le Sacrifice » et « le Reflet » et un volume de nouvelles « En Gascogne ». La Revue de France vient de publier dans son numéro d'avril l'une d'elles « l'Incendiaire ».

Le poète, le romancier, le nouvelliste ont été, au lendemain de sa mort, louangés par toute la grande presse.

« Ouvrier habile et somptueux, mais aussi poète inspiré, tu rivalises avec les plus grands, unissant dans ton œuvre l'éclat des Romantiques au luxe sobre des Parnassiens. Jean Picard ».

« Sans l'avoir mendiée, il dut accepter, suivre la gloire, du moins la renommée... Plus tard la gloire se serait offerte librement à lui. Stuart-Merrill ».

« ... Oui j'espérais de lui des œuvres maîtresses qu'il n'a pas eu le temps de faire, mais qu'il a voulues... René Bazin ».

« Il eût été un très grand romancier. Henry Cellerier ».

« Ce fut un grand artiste... un si grand artiste que la postérité lui fera une place pas très loin de Maupassant et de Flaubert... Emile Moselly ».

« ... J'ai beaucoup admiré ses poésies et peut-être plus encore ses deux premiers romans. Le Nazareilh et l'Ecarteur... Marcel Prévost ».

« ... Le roman rustique n'a pas porté, depuis Pouvillon, de

fleur plus exquise que cette Miguelle de Cante-Cigale. Ch. Le Goffic ».

« Que voit-on ? dit Jean Viollis, son nom qui monte en dépit du silence de la mort. L'œuvre de Delbousquet prend d'elle-même la place qui lui est due. Elle ne doit rien qu'à sa propre valeur... »

Emmanuel Delbousquet s'en est donc allé selon son vers, écrit Adrien Mithouard.

... Parmi l'écho d'un chant qui meurt dans le soir pur.

Il semblait qu'avec lui avait disparu à tout jamais le chantre inspiré de nos landes gasconnes.

Or voici que sur l'horizon des Lettres se dresse M^{lle} Germaine-Emmanuel Delbousquet et la lyre qu'en pèlerin fatigué le poète laissa prématurément tomber vient de vibrer harmonieusement sous les doigts de la fille de sa chair et de son esprit.

M^{lle} G.-E. Delbousquet vient de faire paraître chez Messein deux beaux poèmes « l'Heure fuit » et « la Flûte de buis », inspirés par un amour sincère et naïf de la nature et qui ont attiré du premier coup l'attention des lettrés.

Ah ! qu'elle reste, ainsi que le lui dit notre distingué confrère M. Jacques Amblard, qu'elle reste personnelle et qu'elle ne force point son jeune et beau talent.

Elle est à Sos dans un cadre rêvé, au seuil de cette lande où palpite encore l'âme de son père.

Qu'elle chante comme lui

... le liège, la résine et le miel et la laine...

et que sur les chemins de sable elle s'enfonce dans la forêt enchanteresse pour la mieux connaître et pour y écouter comme sa Miguelle :

..... mourir languissante et loitaine
la voix des résiniers dans le soir étouffant.....

CHARLES BASTARD.

Prière au Christ

A mon ami très cher l'Abbé Victor Doussy.

I

Il faudra bien, ô Christ, qu'un soir je reconnaisse,
Esclave délivré du joug de la raison,
Que sans toi j'ai perdu ma force et ma jeunesse
Et laissé la douleur s'asseoir dans ma maison.

Autour de moi le doute est comme une nuit sombre
Où nul astre ne luit dans les hauteurs du ciel.
Mes rêves d'autrefois, en vain je les dénombre :
Ils n'ont dans mon cœur laissé qu'un goût de fiel.

Je souffre, et je ne sais en ma mortelle angoisse
Que crier, vers la nuit qui naît, ton nom divin...
Mais faut-il que le doute au fond de moi s'accroisse ?
Tu n'a pas répondu et mon cri reste vain...

Je veux répudier l'orgueil de la pensée
Qui enivrait la solitude de mon cœur.
Si je garde un amour dans mon âme blessée,
Il ne t'offense pas, ô Christ plein de douceur !

Pour toi, je veux dédaigner cette humaine gloire
Qui me jette en passant quelques brins de laurier,
Ton seul nom flamboiera au fond de ma mémoire,
Mais... enseigne moi donc comment je dois prier !

II

Tu m'as appris, ô Christ, cette pure sagesse
Et l'amère douceur des résignations...
J'ai joint les mains, je t'ai prié dans ma détresse ;
Mon âme a le parfum des roses de Sion.

Car mon front s'est courbé sous le geste du prêtre,
Et, retrouvant ma foi, j'ai renié l'orgueil.
L'eau vive de la grâce au fond de moi pénètre
Et me donne l'espoir de survivre au cercueil.

Je sais souffrir... Je sais pleurer... Je sais prier...
Car j'ai fait, chaque soir, une si rude étape
Que tout mon cœur ardeait vers toi, Crucifié,
Comme au feu le métal que le dur marteau frappe !

Crucifié, le Sang de ton Cœur surhumain,
Ton sang de Dieu fait homme et qui sauva la race,
De sa rouge lueur étoile mon chemin,
Comme un feu d'aube au loin rayonne sur la glace.

III

Pardon, Seigneur, j'étouffe en moi ce cri d'orgueil.
Je ne suis rien. Mais ma pauvre âme qui t'implore
Est pareille à la cloche aérienne en deuil
Dont la vibration rend tout l'azur sonore.

Et cette âme, captive en son clocher natal,
Voyant dans le matin s'annoncer la lumière,
Te saluera d'un chant de bronze et de cristal
En égrenant les mots dus à la Vierge-Mère.

Et, de même, attentive à l'heure chaque soir,
Quand le soleil descend sur la lande marine.
Son angélus fera tinter un chant d'espoir
Et mes lèvres diront les paroles divines.

De tout mal, désormais, délivre-moi, Seigneur,
Toi qui m'as soutenu durant ce grand orage,
Et je te servirai du profond de mon cœur.
Seigneur, redonne-moi la vie et le courage.

Pour mes enfants, je t'ai prié de me guérir,
Et pour celle qui est l'amante maternelle;
J'aurais voulu longtemps encore, les chérir
Avant d'entrer dans l'ombre et la paix éternelle...

O Christ, enseigne-moi comment il faut mourir...

Emmanuel DELBOUSQUET.

LA JUSTICE CONSULAIRE A AGEN

—
AU XVIII^e SIÈCLE

LA POLICE DE LA BOULANGERIE.

La police de la boulangerie présentait les mêmes caractères que celle de la boucherie : le nombre des boulangers était limité. Les consuls possédaient la liste de ceux « auxquels on faisait distribuer du blé pour l'usage du public ». Les consuls contrôlaient la qualité des grains et des farines; ils visitaient fréquemment les moulins de Saint-Georges, de Saint-Caprais, de Cajarc, « les moulins à nef de la Garonne » (1). Les boulangers mettaient en vente du pain de deux qualités; la farine employée devait être en parfait état. Les officiers municipaux faisaient chez eux des descentes de police; le guet les accompagnait. Ils se faisaient montrer le blé et la farine. En 1737, le 11 avril, ils trouvèrent chez Delbouix, boulanger, du blé avarié et rempli de vers; des experts furent nommés qui le déclarèrent impropre à la consommation et les consuls rendirent une sentence ordonnant de l'employer à la nourriture de la volaille (2). Deux jours après, ils saisirent six pains qui leur parurent fabriqués avec de la mauvaise farine. Ils désignèrent d'office quatre docteurs en médecine comme experts, et leur firent signifier ce choix par huissier. Les pains avaient été marqués aux armes de la ville. Les médecins les goûtèrent et rédigèrent un certificat attestant que, fabriqués avec du blé corrompu, les six pains étaient « insalubres » (3). La peine infligée était toujours la même : confiscation et amende. Le blé défectueux saisi servait à faire de la colle ou à nourrir les volailles.

(1) Agen. Arch. Com. FF. 113. Procès-verbaux de visites.

(2) Idem. BB. 73. Journal des consuls. Procès-verbal de jugement.
11 avril 1737.

(3) Agen. Arch. Com. BB. 73. Journal des consuls. 13 avril 1737.

Les boulangers étaient tenus « d'avoir leurs boutiques suffisamment garnies de pain »; les consuls veillaient à ce que les boulangeries fussent bien approvisionnées. A ce point de vue, la justice consulaire était sévère. En 1760, les consuls n'hésitèrent pas à faire arrêter un boulanger, Lacroix, « pour n'avoir pas tenu sa boutique suffisamment pourvue de pain, alors qu'il s'était engagé à en fournir au public en quantité suffisante ». Ils lui interdirent d'exercer son métier pendant un mois (1). Les boulangers étaient tenus pour responsables du manque de pain en ville et châtiés en conséquence par la justice consulaire (2). Leurs balances devaient être exactes. Le poids des pains était fixé par les règlements, mais bien souvent le poids légal n'était pas atteint; pour employer le terme des procès-verbaux, les pains étaient « courts ». Dans ce cas, les consuls les saisissaient, en prononçant la confiscation; les faisaient distribuer aux pauvres et frappaient le délinquant d'une amende.

Les boulangers devaient se conformer à la taxe. Celle-ci était fixée plusieurs fois par mois, car les consuls tenaient à ce que le prix du pain fût en rapport étroit avec celui des grains et des farines. Dans un rapport de l'Intendant au contrôleur général, intitulé : « Etat de rapport du prix du pain avec celui du blé dans la Généralité de Bordeaux », on trouve, dans la colonne réservée à Agen, une observation : « On y taxe le pain chaque mercredy et samedy, jours de marché, et les réponses sont d'après un essay fait par les consuls » (3). Les boulangers qui vendaient du pain de qualité inférieure

(1) Agen. Arch. Com. BB. 73. Journal des consuls. Procédure et Jugement. 25 juillet 1760.

(2) Le 8 juillet 1712, les boulangers d'Agen furent condamnés à quarante sols d'amende chacun, payables dans les vingt-quatre heures « faute par eux d'avoir garni leurs boutiques et fourni au public le pain en la manière accoutumée, et en faire la vente, le pain ayant manqué aujourd'hui, avec injonction de garnir leurs boutiques à l'avenir, à peine d'être procédé extraordinairement suivant la rigueur des règlements généraux de police ». Agen. Arch. Com. FF.-51. R. de police. 8 juillet 1712.

(3) Bordeaux. Arch. Dép. C. 1451. Rapport au contrôleur général.

au tarif du pain de qualité supérieure encouraient une amende de trente livres (1).

En 1748 (2), la taxe du pain fut cause d'une querelle avec le clergé et le Présidial; elle mit en jeu une portion des droits consulaires en matière de police. Lorsqu'il y avait une disette, des délégués de l'Hôtel de Ville, du Chapitre et du Présidial s'assemblaient et formaient un « Bureau de charité ». A la suite d'un arrêt du Parlement, du 14 février 1748, le bureau se réunit pour taxer le pain des pauvres. Lorsque la disette eut pris fin, les députés du Chapitre et du Présidial voulurent continuer à faire la taxe. Au mois de juillet, les consuls protestèrent auprès du comte de Saint-Florentin, « ministre secrétaire d'état au département de la province de Haute et Basse Guyenne ». Ils lui expliquèrent que la taxe du pain faisait partie de leurs attributions de police. Le ministre envoya la plainte à l'Intendant, le priant de régler l'affaire pour le mieux. Le conflit s'apaisa de lui-même, et bientôt on n'entendit plus parler du Bureau de Charité (3).

La « police de l'alimentation » occupait beaucoup les consuls; ils n'auraient pu s'en désintéresser qu'en manquant à leurs devoirs les plus essentiels. Mais ils avaient bien d'autres soucis : la police des jeux de hasard était peut-être celle qui leur donna le plus de travail, et aussi le plus d'ennuis.

2. Police des jeux de hasard.

Au XVIII^e siècle, Agen était une ville très gaie, on s'y amusait beaucoup. Le 6 avril 1745, Montesquieu écrivait de Clairac à sa fille Denise, mariée à M. de Secondat, et qui habitait à Agen, près de la Porte Saint-Antoine : « Je suis bien aise que vous soyez contente, vous ferez plus de cabrioles en un

(1) Agen. Arch. Com. FF. 73. Procès-verbal. Le prix du pain de qualité supérieure évolua, au cours du XVIII^e siècle, entre quinze et quarante huit deniers la livre (Ce maximum fut atteint le 8 avril 1789). En temps normal, il évoluait entre vingt et trente deux deniers.

(2) L'année 1748 fut marquée, dans le Sud-Ouest, par une grande famine.

(3) Bordeaux. Arch. Dép. C. 928. Lettres des Consuls à l'Intendant, lettres des Consuls à Saint-Florentin, lettre de Saint-Florentin à l'Intendant.

mois à Agen que dans dix ans à Bordeaux (1). » Les Agenais aimaient à se réunir pour causer, pour faire des lectures, pour jouer aux petits jeux et surtout aux jeux de hasard. Les femmes y avaient pris un goût particulier. Or, les jeux de hasard étaient interdits en France depuis l'ordonnance de Saint-Louis de décembre 1254 (2). Dans la suite, un très grand nombre d'ordonnances et d'arrêts du Parlement avaient renouvelé cette interdiction.

Le 3 janvier 1707, une ordonnance du maréchal de Montrevel, commandant général dans la Haute et Basse Guyenne, signala aux consuls combien le jeu était funeste pour les jeunes gens, et leur ordonna de veiller à ce qu'aucune « académie » ne se formât pour « donner à jouer » (3). Les joueurs ne se troublèrent pas; ils recevaient chez eux des personnes de toute moralité, « ce qui donnait lieu aux fils de famille de faire mille friponneries chez eux » (4). On jouait même les jours de fête et le dimanche. Au cours de ces réunions clandestines, on jurait et on blasphémait.

Le 1^{er} décembre 1709, une ordonnance des consuls renouvela les défenses contre les jeux de hasard, et défendit de jouer aux jeux autorisés « aux heures du service divin ». Le maître de maison qui prêtait la main au vice des joueurs encourait une amende de trente livres, et une « punition exemplaire » en cas de récidive. La moitié de l'amende revenait au dénonciateur, l'autre à l'hôpital Saint-Jacques. Les habitants et les sergents de quartier devaient veiller à l'exécution de cette ordonnance (5). Son effet fut nul ; les consuls avaient beau prendre des mesures sévères, ou qu'ils jugeaient telles, on continuait de jouer. En 1738, le 23 novembre, nous voyons deux consuls, suivis du guet et « d'habitants de garde », surprendre des joueurs, vers dix heures du soir, chez un aubergiste de la rue Puits du Saumon, paroisse Saint-Caprais.

(1) « *Correspondance de Montesquieu* », publiée par François Gibelin avec la collaboration d'André Morize, t. 1, p. 413. Montesquieu à sa fille Denise.

(2) Ordonnance. Art. 33. Izambert « *Recueil général des anciennes lois françaises* », t. 5, p. 322.

(3) Agen. Arch. Com. FF. 100. Ordonnance.

(4) Idem.

(5) Agen. Arch. Com. FF. 100. Ordonnance.

Le lendemain, l'aubergiste, mandé à l'Hôtel de ville, fut condamné à dix livres d'amende (1).

Le 6 février 1739, le Parlement renouvela l'interdiction de jouer aux jeux de hasard : hoca, pharaon, roue de fortune, bassette, biribi, barbecolle, roulette, jeux de dés, passe-dix, lansquenet. L'arrêt frappait d'une amende de trois mille livres chaque contrevenant; lorsque les officiers municipaux feraient une descente de police, on devrait leur ouvrir les portes à la première injonction. En 1746, les consuls ordonnèrent l'exécution de cet arrêt (2). La rigueur des ordonnances n'eut pour résultat qu'une plus grande prudence apportée par les joueurs pour les enfreindre : on vit des particuliers recevoir chez eux des personnes masquées. Le 15 décembre 1749, l'Intendant envoya aux consuls un rappel à l'ordre; il leur recommandait de surprendre les joueurs en flagrant délit, de dresser procès-verbal et d'appliquer les amendes. Au lieu de passer de suite aux actes, les consuls décidèrent une seconde fois que l'arrêt du Parlement du 6 février 1739 serait exécuté « selon sa forme et teneur » (3).

Après 1750, les consuls paraissent animés d'un zèle un peu plus grand : le 4 février 1752, deux consuls, escortés du guet, font une descente de police chez une nommée Pautarde, « hôtesse, rue Grande-Horloge », paroisse Saint-Etienne. Il était dix heures et demie du soir. Pautarde se trouble en répondant à leurs questions; toujours suivis du guet, ils montent au premier étage. Ici, le procès-verbal relate l'aventure d'une manière assez plaisante. Ils trouvent, au milieu d'une chambre, une table recouverte d'un tapis vert, avec deux flambeaux; ils aperçoivent autour « cent personnes » qui leur tournent le dos dès qu'ils apparaissent. Il n'y avait que sept soldats du guet, aussi « nous redescendîmes, crainte de compromettre notre autorité vis-à-vis d'une si grande multitude de gens ». Ce n'était pas une preuve de courage et de sang-froid que donnaient les consuls; cet incident montre qu'ils n'avaient pas

(1) Agen. Arch. Com. FF. 100. Procès-verbal.

(2) Idem. Ordonnance.

(3) Idem. Ordonnance.

grande confiance dans la force morale de leur autorité. Le lendemain, une information est ouverte, on mande le gendre de Pautarde, de nombreux voisins viennent déposer devant le tribunal consulaire. Un dossier volumineux est constitué, et malgré les ordonnances qui les autorisent formellement à appliquer eux-mêmes les peines, les consuls envoient la procédure à l'Intendant et lui demandent de statuer (1).

Le 16 janvier 1754, Tourny leur écrit pour leur recommander d'être vigilants, et leur témoigna son mécontentement de voir les arrêts aussi mal appliqués à Agen (2). Dès qu'ils eurent reçu cette lettre, les consuls la communiquèrent à M. Daurée de Prades, chevalier de l'ordre de Saint Louis, qui « donnait à jouer » chez lui. Cette fois, il ne s'agissait pas d'un petit aubergiste mais d'un personnage très important. Le 20 janvier, Daurée de Prades écrit à Tourny : « J'imagine que messieurs les consuls ont mal interprété le sens de votre lettre pour ce qui pouvait me concerner ». Il lui assurait que chez lui le « Pharaon » n'était qu'un amusement pour les dames; le jeu ne tirait pas à conséquence (3). Le 24, les consuls écrivirent à l'Intendant que Daurée de Prades, par son insolence, avait porté atteinte à « l'honneur du chaperon », et qu'ils employaient tout leur zèle à « mettre un frein à cette fureur du jeu qui n'a point de bornes » (4). Le subdélégué, Couloussac, intervint alors et décida Daurée de Prades à cesser de donner à jouer chez lui; mais le jeu reprit avec encore plus de passion chez des amis. Le subdélégué fournit à Tourny des renseignements très mauvais sur Daurée, dépeignant la manière honteuse dont il avait dispersé la fortune de son père : « Il a tout mangé, fricassé au jeu ou à d'autres excès crapuleux ». Il se plaignait de l'inertie de la justice consulaire en présence d'un mal aussi grand : « On a une si forte passion pour le jeu dans cette ville que c'est une fureur dans tous les âges et tous les

(1) Agen. Arch. Com. FF. 100. Procédure.

(2) Idem. BB. 77. Journal des consuls. Lettre de Tourny. 16 janvier 1754.

(3) Bordeaux. Arch. Dép. C. 928. Daurée à Tourny.

(4) Idem. Les consuls à Tourny.

sexes » (1). Des particuliers, des pères de famille, des femmes écrivaient à Tourny, le suppliant d'agir lui-même ou de faire agir les consuls, pour enrayer ce « fléau ». Tourny envoya alors aux délinquants l'ordre d'obéir aux officiers municipaux, sans quoi il serait obligé d'agir « d'une façon désagréable ». Daurée essayait toujours de se justifier, et accusait la justice consulaire de partialité. Cependant, la Cour prit position contre l'Intendant et accrut encore l'embarras des consuls. Duvigier, procureur général au Parlement, leur écrivit pour blâmer la manière dont ils s'étaient comportés vis-à-vis de Daurée, « un homme de condition »; ils lui avaient envoyé les ordres de l'Intendant par le capitaine du guet; Duvigier estimait que l'un d'eux aurait pu se déranger pour porter lui-même la signification de ces ordres. Dans une autre lettre, il leur demanda d'aller faire des excuses à Daurée (2). Ces incidents ne servirent qu'à faire tourner les consuls en ridicule, à diminuer leur prestige, et à augmenter « l'affolement » pour le jeu, au grand désespoir de Couloussac que l'intervention du procureur général remplit d'étonnement (3). Aucune sanction ne fut prise contre Daurée de Prades; d'ailleurs, celui-ci allait bientôt être coiffé du chaperon qu'il avait bafoué, et à titre de consul, il allait prendre part lui aussi à la lutte contre les jeux de hasard.

En 1760 commença un véritable duel entre Durens, un jeune homme qui aimait beaucoup le jeu, et les consuls. Ils mirent treize ans pour en venir à bout. Cette grosse affaire donna lieu à des procès-verbaux interminables, qui contiennent bien des détails pittoresques. Ils nous montrent la justice consulaire sous un jour assez comique. Les consuls savaient que l'on jouait chez Durens : pendant treize ans les perquisitions se poursuivirent chez lui, toutes vaines; un jour, les consuls n'osaient arrêter les personnes suspectes qu'ils y avaient surprises, parce qu'ils n'étaient pas en force et craignaient de

(1) Bordeaux. Arch. Dép. C. 928. Couloussac à Tourny.

(2) Idem. Davigier aux Consuls.

(3) Idem. Couloussac à Tourny.

compromettre leur autorité (1); une autre fois, ils laissaient les joueurs s'échapper par un côté du paravent qui masquait la porte de la chambre, tandis qu'avec le guet et la garde bourgeoise, ils passaient de l'autre côté (2). A diverses reprises, le maréchal de Richelieu et le procureur général au Parlement exhortèrent les consuls à montrer plus d'énergie dans cette affaire; ils les menaçaient de les faire punir s'ils ne cessaient de tolérer des abus aussi déplorables (3). Plusieurs fois, des informations furent ouvertes contre Durens : en avril 1761, une vingtaine de témoins défilèrent sans apporter aucune preuve formelle de sa culpabilité. Le procureur du roi dut arrêter la procédure (4). En mai 1767, nouveau réquisitoire : à défaut de preuves formelles, « la notoriété publique servira de preuve suffisante », déclara Barct, procureur syndic. Un arrêt du Parlement autorisait ce procédé (5). Le 30 mai, le procès commence; on entend une foule de témoins, mais Durens sort encore sain et sauf de l'affaire. Daurée de Prades, ce gentilhomme qui savait si bien enfreindre les règlements, était alors, en tant que consul, chargé de les défendre en dirigeant les poursuites contre Durens. Les consuls, impuissants, s'étaient contentés, le 29 mai, de publier une ordonnance décidant que tous les édits et arrêtés antérieurs seraient exécutés (6). Mais cette déclaration était inutile; ils n'avaient pas en eux-mêmes la force nécessaire pour en assurer l'exécution. En octobre, en décembre 1767, de nouvelles perquisitions eurent lieu chez Durens : elles ne donnèrent aucun résultat. Un de ses dénonciateurs, Jean Maurel, fut poursuivi pour faux témoignage (7). En janvier 1769, la comédie durait encore : un bourgeois d'Agen, Grenier, se plaignit à Dudon, procureur géné-

(1) Agen. Arch. Com. FF. 100. Procès-verbal.

(2) Idem. FF. 101. Procès-verbal.

(3) Idem. FF. 101. 5 décembre 1763, Lettre de Richelieu; 29 août 1765, Lettre de Dudon, procureur général; 8 décembre 1768, Lettre de Richelieu; 19 avril 1770, Lettre de Leberthon, premier président.

(4) Idem. FF. 100. 3 cahiers de procédure.

(5) Idem. FF. 62. Registre de police (f° 11 v°, 12, 13 r°). Ordonnance.

(6) Idem.

(7) Idem. FF. 101. Réquisitoire.

ral au Parlement, de ce que ses trois fils l'avaient ruiné en jouant chez Durens; chaque jour, les consuls recevaient des plaintes (1), mais ils ne trouvaient pas moyen de mettre fin à ce scandale. Ce n'est que dans la nuit du 29 au 30 mars 1769 que le mystère fut enfin élucidé : les consuls réussirent à saisir les dés avec lesquels Durens et ses amis jouaient, et qu'ils avaient réussi à cacher lors des précédentes perquisitions (2). Le 22 avril, le coupable fut « décrété de prise de corps », mais les consuls, avec un mépris flagrant de leurs responsabilités, le firent relâcher. Il put, en toute liberté, continuer à enfreindre les ordonnances. Le 19 janvier 1773, il fut encore pris en faute; une escouade entière de garde bourgeoise fut requise par le consul de service pour servir de témoin : un cornet à dés, des chandeliers furent saisis et emportés à l'Hôtel de Ville. Dans son procès-verbal, le consul exprimait le regret que le billard qui se trouvait dans la pièce fût trop grand et trop lourd pour pouvoir être joint au butin (3). Le corps de ville avisa le duc de Richelieu du résultat de cette perquisition. Le duc répondit le 29 en ordonnant l'arrestation immédiate du coupable. En conséquence, Louis Peyre, capitaine du guet, se saisit de sa personne, tandis qu'il se promenait sous les Cornières, et le fit écrouer dans les prisons de l'Hôtel de Ville (4). Il est probable que Durens fut sévèrement châtié, car, dans la suite, on n'entendit plus parler de ses méfaits.

Lorsqu'il s'agissait d'un personnage sans importance, la justice consulaire était beaucoup plus expéditive : tables, tapis, chandeliers, cartes étaient confisqués, le coupable était arrêté. Une nuit, les consuls saisirent, rue Saint-Gilis, une table, seize chaises, quatre flambeaux « avec les chandelles », deux terrines, un cruchon, une pelle à feu, des « lampions », des cartes (5). Les coupables payaient généralement une dizaine de livres d'amende, et étaient condamnés aux dépens.

(1) Agen. Arch. Com. FF. 101. Plaintes à Dudon et aux consuls.

(2) Idem. Procès-verbal.

(3) Idem. FF. 102. Procès-verbal.

(4) Idem. Procès-verbal dressé par le capitaine du guet.

(5) Idem. FF. 101. Procès-verbal.

Les consuls avaient fort à faire, lors des foires du Gravier et du Pin, en juin et septembre, car de nombreux étrangers venaient à cette occasion s'installer sur les places publiques et donnaient à jouer.

Trop faibles, sans confiance dans leur autorité, peut-être même intéressés à ne pas sévir, les consuls ne réussirent pas, malgré l'appui que les pouvoirs supérieurs leur assuraient, à réfréner la passion du jeu à Agen. « Ce n'est qu'en sévissant dans toute la rigueur des ordonnances, et en faisant plusieurs exemples que vous parviendrez à détruire dans votre ville une passion qui entraîne le déshonneur, la ruine et la perte d'une infinité de jeunes gens », écrivait aux consuls le comte de Fumel (1). Or, ils n'appliquèrent jamais les ordonnances dans toute leur sévérité et ne surent ou n'osèrent jamais faire un exemple capable d'imposer aux Agenais le respect de la justice consulaire.

3. La police des mœurs.

La débauche avait à Agen presque autant de succès que le jeu; les mœurs étaient très dissolues. Souvent, un père ou une mère venaient déposer devant le consul de service contre leurs enfants; d'autres les livraient à la débauche et à la prostitution, tirant de ce crime les ressources qui leur permettaient de vivre. On vit un mari rossé en pleine rue par l'amant de sa femme. Soldats et étudiants s'en donnaient à cœur joie dans certaines maisons, bien connues d'eux, où la plus large hospitalité leur était offerte. La police des mœurs donnait un très gros travail aux consuls; à chaque instant leur intervention était requise.

Lorsqu'un particulier voulait déposer une plainte contre une personne de mauvaise vie, il devait la rédiger, la faire signer par les voisins et y joindre une attestation signée par le curé de la paroisse et le sergent de quartier. Le promoteur, ou le procureur, requérait alors une information. Les voisins venaient déposer, et les consuls prononçaient, s'il y avait lieu,

(1) Agen. Arch. Com. BB. 83. Journal des Consuls (f° 65 v°) 25 février 1774.

une condamnation. C'est ainsi qu'en octobre 1725 plusieurs habitants de la paroisse Saint-Caprais portèrent plainte contre une femme mariée, Dairie, qui recevait chez elle des soldats et des étudiants. Chaque nuit, on entendait dans tout le quartier le cliquetis des épées, le bruit des meubles que l'on brisait, le tout accompagné d'injures, de menaces de mort. Certaines dépositions, dans cette affaire, contiennent des détails fort pittoresques. Un jour, Dairie étrangla à moitié son mari. Les consuls se décidèrent alors à agir et la firent arrêter. Mais le mari ayant demandé son élargissement, les magistrats, bons enfants, ne surent la refuser (1). Parfois, « jugeant par voie de police », ils exigeaient que la coupable changeât de domicile après avoir prêté le serment de mener une vie régulière. C'est la mesure prise en 1726 contre une nommée Lafouillade qui attirait chez elle des jeunes filles pour les livrer à la débauche (2).

« Le libertinage des écoliers et des jeunes gens de la ville » causait beaucoup de désordre; en 1737, les consuls rédigèrent un mémoire à ce sujet et l'envoyèrent à l'évêque; celui-ci en référa à l'Intendant qui ordonna d'emprisonner les libertins, de ne leur donner que du pain et de l'eau. Dans la même lettre, il demandait aux consuls si leurs privilèges les autorisaient à exposer au carcan les femmes de mauvaise vie (3). Ils en avaient le droit, mais n'en usaient que fort rarement. En 1738, il y eut une double condamnation à cette peine : une nommée Delphine Lamarre avait transformé le domicile conjugal en maison de débauche. Le mari tirait bénéfice de ce commerce qu'il encourageait; « moque-toi, ma femme, lui disait-il, de ce qu'on dit; personne n'a rien à voir à ta conduite..... Quand nous n'avons point de pain, personne ne nous en donne ». Elle fut dénoncée, ainsi qu'une de ses amies. Les consuls les condamnèrent « à être appliquées au carcan de la place publique

(1) Agen. Arch. Com. FF. 106. Procès-verbal. 11 octobre 1725. Dairie devait recommencer son commerce; en 1735, l'Intendant la signala aux Consuls comme « faisant un trafic honteux de vendre la chair humaine ». Agen. Arch. Com. BB. 73. Journal des Consuls (f° 66 v°).

(2) Idem. FF. 106. Procès-verbal de Jugement. 1^{er} mars 1726.

(3) Idem. BB. 73. Journal des Consuls. Lettre de Boucher. 7 juin 1737.

de cette ville pendant trois jours de marché consécutifs qui se tiendront en icelle et y demeurer attachées par le col chacun des dits jours l'espace de deux heures, la dite Lamarre et la dite Laforcade ayant un écriteau par devant le derrière avec ces mots...; avons condamné ledit Lavergne d'assister et d'être présent chacun des dits jours à la dite application au carcan». L'autre peine infligée à ces trois coupables était plus fréquente que le carcan : c'était l'obligation de quitter sans délai la Jurisdiction après avoir payé une forte amende et avoir acquitté les dépens (1).

Parfois, on enfermait les femmes de mauvaise vie dans une cage de fer, et durant quelques heures on les donnait en spectacle sur la place publique. Vers 1725, les consuls se virent privés du droit de condamner à ce châtiment; mais en 1745, Dudon, avocat général au Parlement, apprit qu'il y avait à Agen de nombreux lieux publics de débauche, ce qui était « pour tous les honnêtes gens un sujet de gémissement et de scandale ». « Je ne doute point que l'amour de la religion et de l'ordre, écrivait-il aux consuls, ne l'emporte chez vous sur toute autre considération ». Il leur fit rendre le droit d'exposer les femmes de mauvaise vie dans la cage de fer (2), mais ils n'en usèrent pas.

En décembre 1746, des lettres patentes du roi fournirent aux consuls un moyen fort commode de se débarrasser des débauchées : des personnes pieuses d'Agen avaient proposé de fournir les fonds nécessaires à l'établissement d'une maison de refuge. Le roi décida de la créer. On devait y « recevoir et entretenir gratuitement les filles et femmes de mauvaise vie qui y seraient enfermées en vertu de nos ordres ou par jugement et ordonnances de police, ou celles qui, touchées de repentir, après avoir vécu dans le libertinage, s'y présenteront de leur plein gré pour pratiquer la pénitence dans les exercices de piété et d'une vie occupée ». Les lettres patentes notaient l'utilité d'une pareille institution à Agen « où la corruption et

(1) Agen. Arch. Com. FF. 109. Jugement. 24 mai 1738.

(2) Idem. BB. 75. Journal des consuls 11 novembre 1745.

la dépravation des mœurs du bas peuple faisaient tous les jours de nouveaux progrès ». L'évêque avait la haute main sur le refuge (1). Jusqu'à la fin de l'ancien régime, l'emprisonnement à la maison de refuge fut le seul châtiment infligé aux femmes de mauvaises mœurs. La durée de la détention variait de un à dix ans. La condamnation était ainsi formulée : «... avons condamné et condamnons par manière et forme de police la nommée..... d'être enfermée pour le temps et espace de..... ans dans la Maison de Refuge de la présente ville, à laquelle nous enjoignons d'être soumise et obéissante aux supérieures de ladite maison à peine d'être de nouveau procédé contre elle » (2). L'huissier de la communauté, avec le guet, conduisait les condamnées de l'Hôtel-de-Ville au refuge. Quelquefois, c'était le père ou le mari qui demandait en grâce aux consuls de faire enfermer leur fille ou leur femme (3).

Cependant, cette peine n'était pas toujours suffisante, et l'atmosphère de piété qui les entourait pendant des années ne ramenait pas toutes les détenues à de plus saines idées; telle une nommée Rose Fabré qui, sortie du refuge après quatre ans de pénitence, s'adonna avec encore plus d'ardeur à sa passion, et encourut une nouvelle peine de neuf ans de détention.

La Justice Consulaire ne put réagir efficacement contre les mauvaises mœurs. Les consuls amoncelèrent des procès-verbaux et des dossiers, mais furent impuissants à réprimer les désordres. Ici encore se manifeste l'impuissance des consuls à faire respecter les édits royaux, les arrêts du Parlement, et leurs propres ordonnances. La ville qu'il avaient à administrer fut toujours, malgré leur zèle et leurs sages paroles,

« Agen, cette ville fameuse,
De tant de belles le séjour,
Si fatale et si dangereuse
Aux cœurs sensibles à l'amour » (4).

(1) Bordeaux. Arch. dép. C. 928. Lettres patentes. Décembre 1746. Enregistrées au Parlement le 19 avril 1747. La Maison de refuge se trouvait près de la rue Saint-Martial, dans le quartier de la rue du Temple.

(2) Agen. Arch. Com. FF. 106. Informations et jugements.

(3) Idem. Lettres de particuliers aux consuls.

(4) C'est en ces termes que deux poètes du temps célébraient Agen. Voir *Revue de l'Agenais*, 1891. Habasque : « Un cercle à Agen au XVIII^e siècle », p. 97.

« LES LIBERTINS ». — TAPAGE NOCTURNE. — MESURES DE POLICE
CONTRE LES « CARILLONNEURS »

Parmi ceux qui savaient si bien se moquer de l'autorité consulaire, les jeunes gens de la ville et les étudiants tenaient la première place. Les exploits nocturnes des jeunes « libertins » agenais causaient bien des ennuis aux magistrats; des groupes d'artisans ou de collégiens armés de bâtons ferrés parcouraient les rues pendant la nuit; ils faisaient « un bruit épouvantable », heurtaient aux portes, lançaient des pierres aux fenêtres et épouvantaient les passants par leurs cris, leurs blasphèmes et leurs menaces. Très souvent, ils se faisaient accompagner de joueurs de tambour. Les propriétés publiques souffraient beaucoup de ces expéditions nocturnes; le gazon du Gravier était foulé aux pieds, les branches d'arbres coupées, les bancs renversés. En 1742, des malandrins s'avisèrent même, une nuit, de démolir et de combler le « puits public » de la rue du Pin. Un soir, dans cette rue, une quinzaine de jeunes gens attaquèrent deux personnes, leur lancèrent des boules de neige et les traînèrent sur le sol en les tirant par les cheveux. Les consuls réussirent à en arrêter onze, leur firent payer des dommages-intérêts et une forte amende (1). Les étudiants ne craignaient pas d'accomplir leurs exploits en plein jour: En 1730, un honnête commerçant de la ville épousa une veuve. Plusieurs soirs de suite, des jeunes gens vinrent faire du « charivari » sous ses fenêtres. Un jour, ils se promènèrent en ville, à cheval, masqués, portant un tableau qui représentait les deux nouveaux mariés caricaturés. Ils provoquèrent un attroupement devant la cathédrale. Les consuls confisquèrent le tableau et firent incarcérer le porteur (2).

On redoutait beaucoup plus cette jeunesse turbulente que l'autorité bien vieillie des consuls; après leurs exploits, les jeunes Agenais envoyaient généralement à tous ceux qui pouvaient les dénoncer une menace de mort dans le cas où ils porteraient plainte. Lorsqu'un tel fait était connu des consuls.

(1) Agen. Arch. com. FF. 52. Registre de police. 4 janvier 1729.

(2) Idem. FF. 105. Procès-verbal. 19 février 1730.

ils accordaient à la personne menacée « un acte de sauvegarde sous l'autorité des magistrats ».

Les officiers municipaux étaient parfois réveillés au milieu de la nuit par des coups de feu, des cris de douleur d'animaux martyrisés, par l'éclatement de pétards et de fusées. D'autres fois, les « carillonneurs » venaient faire une aubade sous leurs fenêtres, avec fifres et tambours. Il y eut des « retraites » en musique qui durèrent de neuf heures du soir à cinq heures du matin. En 1739, un nommé Gabriac, qui avait joué du tambour toute la nuit, n'hésita pas à injurier un consul qui lui reprochait sa désobéissance. Le coupable fut arrêté; on le garda vingt-quatre heures en prison; les consuls ne le firent relâcher qu'après qu'il eut payé « les frais de sa capture, droits de gîte et de geôle » (1).

Le 28 avril 1758 parut une ordonnance de police contre les étudiants: Les consuls faisaient « inhibitions et défenses aux étudiants de la présente ville et à tous autres jeunes gens, tant étrangers que domiciliés, de s'attrouper ni de se trouver au-delà de trois ensemble dans les promenades, places, rues, et autres lieux de la présente ville, à l'exception des heures auxquelles les écoliers entrent et sortent des collèges où ils font leurs études; leur défendons pareillement de porter aucune espèce d'armes, cannes ni bâtons, le tout à peine de la prison » (2). Mais ici apparaît encore un vice de la justice consulaire: Il suffisait d'être « de bonne condition » pour ne pas tomber sous le coup des ordonnances. Sitôt affiché, l'arrêté de police contre les étudiants avait été lacéré; des écriteaux avertirent les magistrats que toutes les affiches auraient le même sort. Le tapage et le « charivari » continuèrent comme par le passé, même devant l'hôtel de ville. Une nuit, un consul voulut intervenir; il reçut un gros caillou en pleine poitrine et fut obligé d'aller se faire soigner. Le guet et la milice bourgeoise firent des patrouilles; elles se heurtèrent, affirment les procès-verbaux, à des rassemblements de deux cents person-

(1) Agen. Arch. Com. BB. 75. Journal des consuls. Procès-verbaux. 24 avril 1739.

(2) Idem. FF. 105. Ordonnance. 28 avril 1758.

nes. Il y eut de nombreuses arrestations; mais sitôt arrêtés les jeunes gens furent relâchés « car, disaient les consuls, ils étaient de bonne famille » (1). Il n'y a pas de vice plus grave pour la justice que de ne pas être la même pour tous.

4. Police du théâtre.

Le théâtre était, avec les maisons de jeu, les lieux de débauche et la rue, le témoin des exploits des jeunes agenis (2). C'est à partir de la Régence qu'Agen, comme toutes les villes du royaume, se prit d'une véritable passion pour le théâtre. Le maréchal de Richelieu, gouverneur de la province, l'encouragea. Sous son gouvernement, Agen eut un directeur privilégié qui s'engageait à jouer quatre fois par semaine durant six mois de l'année. Les consuls conviaient les Agenais à se rendre nombreux au spectacle. « Comme pères du peuple, dans l'intérêt de la morale et pour combattre l'oisiveté, ils incitaient leurs administrés à se presser aux représentations » (3).

Cependant, la police du théâtre n'était pas toujours chose aisée. C'était les consuls qui devaient fixer les règlements intérieurs, le guet devait les faire respecter. Un officier municipal « en service » assistait à chaque représentation, dans une loge qui lui était spécialement réservée. Les représentations eurent lieu jusqu'en 1767 dans une salle de l'Hôtel de Ville; mais elle était malsaine et peu solide. A cette date, le théâtre fut transféré dans l'ancien local de l'Election; il y avait un parterre, des loges et un amphithéâtre.

Les jeunes gens et les étudiants trouvaient au théâtre d'excellentes occasions de se faire remarquer. En 1753, l'un d'eux fut arrêté pour avoir essayé de forcer la porte du spectacle, pour avoir malmené un soldat du guet et menacé un consul. Voici la lettre que Colin, celui qui donnait la repré-

(1) Agen. Arch. com. FF. 105. Procès-verbaux.

(2) Les documents concernant le théâtre d'Agen se trouvent dans la série FF. des Archives communales d'Agen. Ils ont été publiés par M. Habasque, en 1893, dans la *Revue de l'Agenais*, sous le titre : « Documents sur le Théâtre d'Agen ».

(3) Habasque. *Revue de l'Agenais*, 1893, p. 144.

sensation le soir du délit, trouva le lendemain matin dans la salle : « De la part de tous les étudiants, il est ordonné à M^{re} Colin, artificier, de partir incessamment de cette ville, à cause d'une dispute qu'il n'ignore point et dont il passe pour le principal moteur, et surtout pour avoir été cause qu'on a mis un de nos collègues en prison, et s'il n'obéit à la présente ordonnance d'ici demain au soir, il lui est juré foi d'étudiant d'avoir les bras et les côtes rompus, ainsi prends tes mesures là-dessus ». Les consuls mirent Colin « sous la sauvegarde de la justice royale » et prirent des mesures de police pour « obvier aux inconvénients qui pourraient résulter de l'inconsidération des dits étudiants, et pour prévenir ce à quoi l'impétuosité d'une bouillante jeunesse pourrait les porter » (1).

Sur l'ordre de l'intendant Boutin, en 1765, les consuls exigèrent que les représentations prissent fin avant le coucher du soleil, afin que les jeunes gens n'eussent pas un prétexte pour sortir le soir et « se soustraire aux yeux de leurs parents ». Le 27 décembre 1771, ils promulguèrent une ordonnance « réglant la police du théâtre ». Les jours précédents, les représentations avaient été interrompues par des « vacarmes et des propos indécents ». Ils défendirent à « toutes personnes, de quelque qualité et condition qu'elles soient », d'entrer au spectacle sans payer, et une fois entrées d'interrompre les acteurs et de causer du désordre. Les délinquants seraient punis de prison. Le capitaine du guet avait pleins pouvoirs pour les faire arrêter par ses soldats. Les représentations devaient commencer à 5 heures du soir. Les consuls firent afficher cette ordonnance à la porte du théâtre (2). Elle produisit peu d'effet et n'empêcha point les spectateurs de s'égayer aux dépens de l'autorité consulaire : le 24 mars 1773, il y eut un gros scandale au théâtre. La mauvaise volonté d'un acteur empêcha de jouer une pièce annoncée en ville depuis la veille par affiches. Le consul « qui

(1) Agen. Arch. com. FF. 114. Procès-verbal d'emprisonnement. Lettre anonyme écrite à Colin. Ordonnance de police. (Documents non cités par Habasque).

(2) Idem. FF. 65. Registre de police (f° 3 v°, 4). Revue de l'Agenais, 1893, p. 152-153.

était de police au théâtre », Bouvet, obtint du directeur que l'on jouerait une autre pièce. Mais un jeune gentilhomme, de Belcastel, et ses amis ne trouvèrent pas cette substitution à leur goût. « Ils se seraient mutinés, rapporte le procès-verbal, et par des hurlements effroyables auraient forcé l'acteur à se retirer ». « Des gens de considération », qui étaient dans les loges, quittèrent la salle en déclarant à Bouvet « qu'il valait mieux faire cesser le spectacle que de compromettre l'autorité contre une cabale fougueuse fomentée par des gens d'épée qui ne céderaient pas volontiers aux ordres de la police ». Bouvet dut capituler devant quelques mutins : la représentation fut interrompue et le théâtre fermé. Les consuls auraient pu prendre des sanctions immédiates, appliquer les ordonnances. Ils se gardèrent bien de prendre des mesures énergiques; ils en référèrent au maréchal de Richelieu « en le suppliant de considérer que, malgré toute la vigilance possible, le parterre de cette ville est très difficile à contenir et que cette difficulté deviendrait insurmontable s'il était impunément soutenu par des personnes dont l'état et la qualité méritent quelque considération ». Les consuls ne pouvaient exprimer plus clairement leur impuissance et leur désarroi. Ils ne firent pas arrêter de Belcastel, mais firent incarcérer l'acteur qui avait provoqué cet incident et le gardèrent en prison une journée.

Deux jours après, le 26 mars, de Belcastel et ses amis annoncèrent en public que, le soir, ils renouvelleraient leurs exploits. Trois consuls, le capitaine et les soldats du guet occupèrent la salle de théâtre. Malgré ce déploiement de force, les jeunes nobles obligèrent les artistes à subir leurs volontés; les consuls laissèrent faire car « plusieurs personnes de condition » les avaient priés de « capituler pour l'instant ». Le procès-verbal fut envoyé au maréchal de Richelieu. Les magistrats consignèrent la porte du théâtre à de Belcastel et sommèrent ses amis, de condition moindre sans doute, de se rendre dans les prisons de l'Hôtel de Ville. Mais encore une fois « des personnes de considération » s'entremirent et demandèrent aux consuls d'étouffer l'affaire. D'un accord unanime ils décidèrent de ne pas la pousser plus loin ; ils laissèrent les jeunes

gens tranquilles et n'envoyèrent pas au maréchal de Richelieu les derniers procès-verbaux qui n'étaient pas encore partis (1).

Il suffisait d'être « d'une bonne famille » pour éviter les châtiments prévus par les ordonnances et pour arrêter le cours d'une justice « qui ne frappait pas de la même manière ceux qu'elle atteignait » (2). La faiblesse et les vices d'une autorité vieillie, ridiculisée par ceux qu'elle était chargée de maintenir dans le devoir, recevaient une consécration publique et manifeste lorsque les consuls capitulaient lâchement devant une dizaine de jeunes libertins révoltés. Ceux-ci « narguaient à cœur joie l'autorité, et, sous ses yeux effarés, bafouaient le guet qui n'osait guère se frotter à cette turbulente engeance. De là des conflits tragi-comiques entre les consuls et les perturbateurs : la population s'intéresse, prend fait et cause; les langues vont leur train, les intrigues se croisent. Le calme plat de la province en est quasi-troublé; on sent passer dans l'air comme un souffle frondeur, et les pauvres magistrats municipaux, dont les devanciers menaient si crânement leurs bourgeois en guerre, tremblent que M. l'Intendant ne fronce le sourcil en apprenant par l'ordinaire les nouvelles d'une ville aussi mal administrée » (3).

5. Police des cabarets, des hôtelleries, des étrangers.

Au théâtre, c'était surtout aux jeunes gens de bonne famille que les consuls avaient affaire. Mais dans les cabarets, c'était aux petits bourgeois, aux artisans et aux ouvriers. Aussi, dans cette partie de leurs fonctions, osaient-ils montrer une plus grande sévérité et redoutaient-ils beaucoup moins de léser les intérêts particuliers.

Afin que les cabarets ne fussent pas durant la nuit les refuges des rôdeurs et des « carillonneurs », les règlements de police consulaire exigeaient qu'ils fussent fermés à neuf heu-

(1) Agen. Arch. com. FF. 119. Procès-verbaux. Lettres au maréchal de Richelieu. Billefs échangés entre les consuls, mettant fin à l'affaire Belcastel.

(2) Boiteau. *Etat de la France en 1789*, p. 296.

(3) Habasqué. *Revue de l'Agenais*, 1893, p. 144.

res du soir en hiver, à dix heures en été. Les consuls appliquaient cette mesure avec une certaine énergie : en décembre 1721, de Fontirou, un consul, faisait la patrouille avec un sergent de quartier et huit habitants de la milice, lorsqu'il trouva à la Croix d'Or plusieurs Agenais qui buvaient à une heure indue. Il les arrêta et les conduisit dans les prisons de l'hôtel de ville. On ne les relâcha que le lendemain. Le cabaretier paya une amende de cinq livres (1).

Les exemples de ce genre étaient fréquents, mais les cabaretiers réalisaient, en enfreignant les arrêtés, un bénéfice qui leur permettait de ne pas redouter une amende. Aussi, les magistrats, malgré toute leur vigilance, reconnaissaient que « les carillonneurs trouvaient moyen, chaque nuit, chez les cabaretiers, de se livrer à des orgies bruyantes et d'occasionner, lorsqu'ils étaient ivres, de graves désordres et un vacarme affreux » (2).

Les règlements de police interdisaient aussi aux cabaretiers de donner à boire, le dimanche et les jours de fêtes, « durant le Service divin ». En cas d'infraction, la peine infligée n'était pas très sévère : trente sols la première fois, cinq livres s'il y avait récidive. Il était défendu aux débitants de donner à manger des aliments gras les jours de vigile à d'autres qu'aux malades, « à peine de vingt livres d'amende et plus en cas de récidive ». Les cabaretiers ne se soumettaient pas volontiers à ces arrêtés et souvent accueillaient les consuls avec des injures, lorsque ceux-ci, d'un ton fort paternel, leur reprochaient leur désobéissance.

La police des hôtelleries et des étrangers était l'objet de règlements encore plus sévères. Le pouvoir central enjoignait aux consuls de surveiller attentivement les étrangers, c'est-à-dire ceux qui n'avaient pas dans l'étendue de la juridiction leur domicile habituel. D'ailleurs, l'adjonction d'éléments « forains » plus ou moins louches au peuple agenais déjà frondeur et indiscipliné était un danger que la justice consulaire

(1) Agen. Arch. com. FF. 52. Registre de police. 14 décembre 1721.

(2) Idem. FF. 64. Registre de police. Ordonnance (f° 31. v° 32-33).

devait prévenir. Tout étranger entrant en ville devait être porteur d'un certificat délivré par les magistrats de son pays d'origine; il se rendait à l'Hôtel de Ville et le secrétaire greffier notait sur un registre spécial le nom du voyageur, son état-civil, l'endroit où il comptait loger, la durée et le but de son séjour à Agen (1). De leur côté, les hôteliers et les particuliers qui logeaient des étrangers devaient avoir un registre; ils étaient tenus de le porter chaque jour au secrétaire greffier qui vérifiait la liste des voyageurs et les déclarations inscrites sur ce registre. En cas d'infraction, hôteliers et particuliers étaient passibles d'une amende de dix livres, de vingt en cas de récidive, et de poursuites extraordinaires (2).

Le 20 décembre 1766, les consuls, considérant que les hôteliers apportaient une grande négligence dans l'exécution des arrêts de police, décidèrent « pour le bien et la tranquillité publique que le capitaine du guet serait chargé de faire exécuter lesdits règlements et ordonnances de police par des patrouilles soit de jour soit de nuit ». En conséquence, le capitaine visita les hôtelleries pour y découvrir les étrangers qui n'étaient pas en règle et les livrer à la justice consulaire (3). De nombreuses formalités étaient donc nécessaires pour entrer à Agen et y résider quelques jours; il était tout aussi diffi-

(1) Agen. Arch. com. FF. 53. Registre : « *Etat des étrangers qui passent par la ville et fournissent des certificats de santé* ». Ces voyageurs couchent chez les Jacobins, les Cordeliers ou les Capucins, chez des particuliers ou dans une hôtellerie.

Ce registre fournit la liste des hôtelleries d'Agen au XVIII^e siècle.

(2) Idem. FF. 82. Ordonnance des consuls. 1^{er} octobre 1757.

Voici quelques déclarations d'étrangers, écrites sur de tout petits morceaux de papier : « Je de clare que moy mandi béron fils aîné que monsieur de frans Bourgeois abitant de Saint Clar angascogne Et loge che-moy. »

« Etat degens qui sount loges ches cap deville 3 de Condom 3 de Nerac tous bons anfans incapables a firre tort a personne. »

« Chez la V^e Serret : Jean tena e jean te tamenti et jeaches barajola marchand barometre italiens. »

Les listes d'étrangers étaient particulièrement longues aux époques de foires. Elles sont alors précédées de la formule : « Déclaration du ... pour la foire. »

Agen. Arch. com. FF. 104. Déclarations d'étrangers.

(3) Idem. BB. 79. Journal des consuls. Délibération des consuls. 20 décembre 1766.

cile pour les agenais d'en sortir, car l'émigration était interdite, et les consuls avaient des ordres très sévères pour la réprimer (1).

6. Police des vagabonds et des mendiants.

Parmi tous les étrangers, ceux qui venaient à Agen pour mendier étaient les plus mal vus : Ils constituaient un élément de désordre et portaient tort aux mendiants de la juridiction. Les « coureurs mendiants » étaient emprisonnés s'ils s'arrêtaient plus de vingt-quatre heures à Agen, et punis du fouet. Au bout des vingt-quatre heures, ceux qui les hébergeaient devaient les congédier sous peine de trois livres d'amende (2).

Pour faciliter la police, les consuls exigèrent en 1720 des personnes qui logeaient les vagabonds et les mendiants de ne les recevoir que munis d'une autorisation délivrée à l'Hôtel-de-Ville, sous peine de cinq livres d'amende « applicables au dénonciateur ». Les sergents de quartier avaient pleins pouvoirs pour effectuer les perquisitions (3). En 1724, la communauté « établit » deux archers de l'Ecuelle chargés d'arrêter les vagabonds (4).

A deux reprises, le 2 septembre 1758 (5) et le 27 novembre 1777, les consuls arrêtaient les mesures à prendre contre les étrangers venus à Agen pour mendier : Dans un délai de huit jours tous les mendiants, sans distinction d'origine, devront venir à l'Hôtel-de-Ville faire inscrire leur état-civil sur un registre spécial. Ceux qui n'ont pas deux ans de résidence à Agen seront alors tenus de quitter la ville dans les trois jours qui suivront le précédent délai. Un passeport leur sera délivré. Les pauvres de la ville recevront une médaille en plomb, aux armes d'Agen, qu'ils devront porter attachée au côté droit de leur vêtement. Passé huit jours, le guet arrêtera tous les mendiants sans passeport et sans médaille, et fera ré-

(1) Agen. Arch. Com. BB. 79. Journal des consuls. Lettre du duc de Lorge aux consuls. 17 août 1763.

(2) Idem. FF. 28. Police générale. 18 août 1719.

(3) Idem. Ordonnance de police. 4 avril 1720.

(4) Idem. BB. 71. Cahiers des jurades. 17 novembre 1724.

(5) Idem. FF. 59. Registre de police (f° 1 à 3 r°). Ordonnance.

gulariser d'office leur situation. Passé tous délais, les mendiants qui ne seront pas en règle seront arrêtés et l'on instruira leur procès. Le prêt des médailles est naturellement interdit, sous peine de huit jours de prison, d'un mois en cas de récidive, de poursuites extraordinaires à la troisième infraction. Tout mendiant qui renoncera à sa profession devra remettre sa médaille au secrétaire greffier. Il est défendu de mendier dans les Eglises. Le sacristain sera tenu, en cas d'infraction, de prendre deux témoins et de dénoncer les coupables. La mendicité est interdite sur les places publiques. Les consuls firent frapper quatre cents plaques de plomb de la grandeur d'un écu de six livres (1).

Le trait saillant qui ressort de cette organisation est le titre d'étranger donné aux pauvres qui n'étaient pas de la juridiction, et l'indifférence ou la sévérité que l'on témoignait à l'égard de tous ceux qui n'étaient pas nés dans cette petite patrie.

Mesures diverses de police.

Les consuls, en tant que juges de police, avaient une compétence si étendue qu'il serait impossible ici de relater en détails toutes les affaires dont ils s'occupaient : C'était eux qui surveillaient les poids et mesures. Accompagnés du guet, ils visitaient les magasins et les boutiques, contrôlaient l'exactitude des balances, des poids et des récipients qui servaient de mesures. Ils brisaient les balances inexactes et condamnaient les fraudeurs à une amende. Lorsque les poids étaient « courts », le consul en tournée de police les enveloppait dans du papier, écrivait dessus le nom du délinquant et signait. Il était obligé de procéder ainsi pour pouvoir classer, le soir, à l'Hôtel de Ville, le butin de la journée; car parfois les magistrats municipaux visitaient jusqu'à quatre-vingts boutiques par jour et découvraient des fraudes dans les trois quarts des lieux qu'ils inspectaient. La communauté avait établi des « poids publics » dont les revenus étaient affermés; elle pas-

(1) Agen. Arch. com. FF. 66. Registre de police (f° 1 v°, 2, 3, 4 r°). Ordonnance du 27 novembre 1777.

sait contrat avec un serrurier qui s'engageait à les entretenir. Pour certains achats, les Agenais étaient obligés de s'en servir. C'est ainsi que nous possédons les règlements de « la vente des prunes sèches, fines ou communes ». Il était défendu d'acheter de la prune « à l'œil », ou de la faire peser à d'autres balances que celles du poids public. Le vendeur payait au fermier un droit d'un sol par quintal pour la prune commune, de deux sols pour la prune fine (1).

La voirie faisait aussi partie de la justice consulaire : les règlements de police obligeaient les Agenais à nettoyer le devant de leur porte, à mettre les ordures en tas pour les faire enlever par les tombereaux de la ville. Une amende de trois livres frappait les contrevenants. Au marché, les vendeurs devaient, avant de se retirer, nettoyer la place qu'ils avaient occupée. Il était défendu de pousser les ordures dans le ruisseau, de déposer des décombres dans les rues, de jeter de l'eau par les croisées (2). Il était également interdit de laisser vaguer dans les rues « les pourceaux, canards et oisons ». Les soldats du guet étaient chargés de s'en saisir et de les conduire à l'Hôtel de Ville; s'ils manquaient à cette tâche, ils encouraient l'emprisonnement et la destitution (3). Une mesure de police fort sage défendait, afin d'éviter les accidents, d'avoir aux fenêtres du rez-de-chaussée des contrevents qui ne fussent pas « en coulisse »; elle recommandait d'accrocher ceux des étages supérieurs, interdisait de placer des pots de fleurs sur le rebord des croisées (4).

Les Agenais encouraient une amende de cinquante livres en ne faisant pas ramoner régulièrement les cheminées de leurs immeubles. La non observation de ce règlement aurait pu causer de grands sinistres car les maisons étaient pour la plupart bâties en bois. Aussi les consuls en surveillaient-ils avec assez de zèle la stricte exécution.

(1) Agen. Arch. com. FF. 60. Registre de police, pages 78 et 79. Ordonnance de police. 22 août 1766.

(2) Idem. FF. 62. Registre de police (f° 40 à 44). Ordonnance. 27 janvier 1769.

(3) Idem. FF. 84. Ordonnance.

(4) Cette interdiction se trouve dans d'autres ordonnances. Par ex. : FF. 60. Registre de police (pages 19 à 21).

La justice consulaire sévissait contre les voleurs, les condamnait au carcan et à l'expulsion; les consuls formaient une sorte de tribunal d'arbitrage entre les propriétaires et les locataires, en jugeant des fraudes commises dans le paiement des loyers et des pensions. Ils recevaient les plaintes pour violences, insultes et médisance, mauvaise tenue dans les églises, où il était défendu d'entrer avec des paniers. Les affaires de faillites et de banqueroutes, les règlements des corporations, la fabrication des étoffes, les querelles privées étaient du ressort de la justice consulaire, ainsi que la surveillance de l'imprimerie.

En 1777, un particulier installa sur les bords de la Garonne, près du Gravier, un établissement de bains. Les consuls s'empressèrent, dans une ordonnance de police, d'en fixer les règlements : séparation des cabines destinées aux hommes de celles destinées aux femmes, confort et hygiène, durée et prix des bains, numérotage des chambres, inscription des clients, abonnements, blanchissage du linge, etc... (1).

Il n'est pas jusqu'au prix des chaises dans les églises, qui ne fût l'objet d'une longue ordonnance de police. La justice consulaire s'intéressait même aux revendeurs de vieux habits, et les consuls ne donnaient à un particulier l'autorisation d'exercer ce métier que si une enquête de police avait prouvé qu'il était de « bonne vie et mœurs, profession de la religion catholique, apostolique et romaine. »

Telle est l'œuvre que les consuls avaient à accomplir et accomplissaient tant bien que mal. La justice n'était qu'une partie de leurs fonctions, mais elle tenait une très grande place dans la vie du corps de ville à cause des conflits qu'elle suscitait avec les pouvoirs rivaux, et de la multiplicité des obligations qu'elle lui imposait.

(1) Agen. Arch. com. FF. 66. Registre de police (f° 7 v°, 8, 9). Ordonnance de police.

CONCLUSION

La justice consulaire à Agen au xviii^e siècle présentait des caractères originaux qu'il est intéressant de noter : C'est tout d'abord son archaïsme. Elle se modifia peu dans le courant des siècles. Au xviii^e, les consuls sentent bien que la puissance du corps de ville n'est plus ce qu'elle a été. Au lieu de s'adapter aux idées nouvelles et d'essayer de raffermir leur autorité chancelante en l'étayant avec les principes nouveaux, les consuls se cramponnent désespérément au passé; ils ne cherchent pas à comprendre le présent, à prévoir l'avenir : ils trouvent dans leurs archives le souvenir d'un passé brillant qu'ils voudraient faire revivre, et c'est dans des paperasses jaunies qu'ils vont chercher des règles de conduite. S'ils ne peuvent ressusciter ce passé dans son essence même, ils veulent du moins le conserver dans sa forme. De ce désir découle un formalisme extraordinaire, la conservation de pratiques bizarres et surannées, la survivance d'une institution médiévale : le guet. Car le « valet de ville » de 1789 ressemble beaucoup au « mandé » de 1649. S'il a un fusil et une baïonnette, son arme vraiment caractéristique est toujours la hallebarde.

En second lieu, on est frappé par l'étendue du domaine de la justice consulaire : la diversité des affaires dont les consuls, en tant que juges, ont à s'occuper est infinie; il n'est pas de questions si infimes qu'elles ne pussent les intéresser : un particulier retient indûment trois ou quatre outils appartenant à un de ses voisins (1); dans un sentier, à la campagne, des chiens de garde déchirent la robe d'une femme (2); deux ménagères se querellent avec vivacité au marché, aussitôt la justice consulaire intervient, et les consuls ouvrent une information.

Tout ce qui concerne la vie de leurs administrés intéresse les consuls; à ce point de vue ils méritent bien le titre qu'on leur a donné de « pères du peuple ». Ils le méritent d'autant

(1) Agen. Arch. com. BB. 70. Journal des consuls. 29 janvier 1718 (f° 28 v°).

(2) Idem. FF. 55. Registre de police. 8 janvier 1747.

mieux que leur justice est tout à fait paternelle : ils n'aiment pas châtier, et s'ils sévissent, ce n'est qu'après avoir exhorté le coupable à revenir à de meilleurs sentiments. Que de fois, dans les procès-verbaux, les voit-on adresser avec douceur des reproches à ceux qu'ils ont surpris en faute. Ils cherchent toujours à arranger les choses à l'amiable; après avoir puni le coupable, ils le font comparaître devant eux, lui montrent l'étendue de ses torts, et le conjurent de ne pas retomber dans sa faute. Ils montrent souvent une patience admirable, assignent jusqu'à quatre fois les prévenus sans se formaliser de leurs refus d'obéir parfois grossièrement formulés. Au lieu de faire arrêter les coupables, ils leur envoient la plupart du temps une « invitation à se rendre dans les prisons de l'Hôtel de Ville. » Le régime est très doux dans les geôles consulaires, et l'évasion est facile. Les prisonniers reçoivent des visites; un jour, des personnes vinrent voir un détenu et dirent au « concierge » de laisser la porte ouverte car « on allait apporter du dehors de quoi déjeuner ». Sans méfiance, le geôlier obéit et se retira; quand il revint, prisonnier et visiteurs avaient disparu (1). Les consuls se contentèrent de dresser procès-verbal de l'incident et ne cherchèrent même pas le prisonnier évadé. « Il n'est rien de plus nécessaire dans une ville que l'observation d'une police exacte et régulière; le corps de ville, toujours attentif au bon ordre, fait à la vérité ressentir dans l'occasion à ceux qui s'en éloignent l'autorité qui lui est confiée, mais aussi le même corps n'est pas moins accoutumé de donner des marques paternelles que de celles de sa sévérité », disait en 1752 le procureur du roi dans un réquisitoire (2). Dans un autre, on relève encore cet aveu : « Le procureur du roi a dit qu'il n'est rien de si beau en France que les ordonnances royaux et les arrêts de règlement, puisque les uns et les autres font non seulement l'admiration de la nation entière, mais aussi de toute l'Europe, qui les regarderait avec bien plus de vénération si les magistrats auxquels

(1) Agen. Arch. com. FF. 105. Procès-verbal d'évasion. 1730.

(2) Idem. FF. 56. Registre de police (f° 31). Réquisitoire.

l'exécution en est confiée ne préféreraient souvent, par bonté de cœur, la voie de tempérament qui conduit à l'indulgence, à celle de la sévérité qui devient indispensable lorsque le mal est invétéré et porté à son comble » (1).

De si bonnes intentions étaient fort mal récompensées; loin de gagner les cœurs des Agenais, les consuls ne réussissaient qu'à se faire tourner en ridicule. On ne craignait pas de leur manquer de respect, de les bafouer ouvertement, de les caricaturer, même de les frapper.

Cependant, les consuls prenaient leur rôle au sérieux, rédigeaient de volumineux procès-verbaux remplis de détails pittoresques et colorés. Ces compte-rendus officiels étaient souvent peu exacts, car les officiers municipaux n'hésitaient pas, pour les besoins de la cause, à travestir la vérité, même au moyen de subterfuges enfantins. A tout propos ils faisaient prêter serment; lorsqu'ils étaient en service, ils ne pouvaient poser une question à une personne sans « lui faire lever la main et jurer à Dieu de dire la vérité ».

Tels sont quelques-uns des caractères les plus significatifs de la justice consulaire. Certains peuvent aider à en expliquer la faiblesse. En voyant les consuls à l'œuvre, nous avons constaté combien leur autorité était méconnue et combien nombreux étaient les échecs qu'ils essuyaient. Il ne faut pas les rendre complètement responsables de l'administration si défectueuse de la ville et d'une justice si mal rendue, car plusieurs facteurs, indépendants de leur bonne volonté, concouraient à affaiblir la puissance consulaire :

C'était d'abord le renouvellement trop fréquent des magistrats; ils ne restaient que quelques mois en charge et avaient à s'occuper de questions aussi nombreuses que variées et délicates: administration, « réception » des habitants, des notaires, des chirurgiens, des maîtres perruquiers, etc...; finances et levée des impôts; ponts et chaussées; entretien des édifices publics; affaires militaires, en particulier logement des gens de guerre, etc...; enfin justice. Ils n'avaient pas le temps

(1) Agen. Arch. com. FF. 62. Registre de police (f° 11 v°). Réquisitoire.

d'acquérir une expérience suffisante pour mener à bien le travail considérable qui leur incombait. Ils comprenaient eux-mêmes combien, à ce point de vue, les institutions étaient vicieuses et, durant tout le XVIII^e siècle, ils cherchèrent à remédier à cette cause de faiblesse. En 1727, le corps de ville décida que les consuls resteraient deux années en charge; en 1760, les consuls décidèrent de partager entre eux les diverses fonctions afin de les mieux exercer: deux se chargèrent spécialement des questions intéressant la justice. La Jurade était formée d'anciens consuls qui avaient une certaine expérience; les « magistrats en charge » leur demandaient de les diriger. Mais c'était là des mesures insuffisantes, une réorganisation complète aurait été nécessaire.

La personnalité des officiers municipaux était double; il y avait en eux le consul et le bourgeois; presque toujours le second dominait le premier; ils avaient une haute idée de leurs fonctions, mais ils n'oubliaient pas leurs intérêts et souvent leur sacrifiaient ceux de la ville; ils étaient les premiers à violer les règlements qu'ils étaient chargés de faire respecter par leurs administrés.

La vénalité des charges était une autre cause de faiblesse; elle appelait aux fonctions publiques des incapables et des ignorants, des ennemis de la communauté: Charles de Coquet, « président présidial » d'Agen, de Jeyan, lieutenant criminel, qui luttèrent avec tant d'ardeur contre le corps de ville, se virent, grâce à la vénalité des charges, placés à sa tête. Daurée de Prades, dont la communauté eut tant de peine à réduire la résistance, fut lui aussi consul. La fortune et le hasard se substituaient à un choix intelligent et raisonné pour nommer aux fonctions suprêmes de la cité. Le subdélégué Sarrazin écrivait à l'Intendant en 1787 : « La vénalité des charges a introduit dans le corps de ville des gens qui n'auraient jamais dû y entrer » (1).

La rivalité avec le Présidial, avec le juge ordinaire, les conflits avec le Parlement, avec le subdélégué, qui parfois

(1) Bordeaux. Arch. dép. C. 836. Lettre de Sarrazin à l'intendant.

contrecarrait les décisions consulaires, affaiblissaient encore la justice. Ces luttes accaparaient une grande partie de l'activité des magistrats, enrayaient leur bonne volonté, paralyssaient leurs efforts. Les consuls, qui avaient conscience de leur faiblesse et de leur incapacité, tremblaient devant l'Intendant, devant le gouverneur de la province, devant le Parlement. Ils redoutaient toujours un blâme; lorsqu'une affaire importante demandait une solution rapide, ils s'empressaient d'en référer à leurs supérieurs et de leur demander leurs ordres. Ils tremblaient aussi devant les « gens de condition de la ville », et même au prix de lâchetés manifestes, tâchaient de ne pas perdre leurs bonnes grâces. Cette pusillanimité n'échappait pas aux Agenais, et ils se moquaient d'une justice dont le bras ne frappait qu'après bien des atermoiements et des hésitations. Cette justice était plus ou moins sévère suivant la condition des coupables. Elle admettait même des mesures d'exception parfaitement ridicules: un charretier avait proféré des « injures atroces, sales et insolentes » contre une demoiselle de la ville, M^{lle} Cazabonne. La peine prévue en pareil cas était la prison. L'emprisonnement fut commué en une amende de trente sous pour les pauvres, « attendu qu'il était fort occupé à charrier de la prune » (1).

La justice consulaire, qui s'appuyait sur des institutions défectueuses, que tant d'ennemis cherchaient à annihiler, était fort mal secondée par ses agents; les soldats du guet n'étaient pas assez nombreux ni assez résolus pour que leur action pût être efficace. On les accueillait parfois à coups de barres de fer ou d'épée et bien souvent ils devaient battre en retraite; les soldats de la milice n'étaient que de bons bourgeois, ennuyés de quitter leur demeure pour aller faire des rondes; ils se rendaient à leur service par force et n'apportaient aucun zèle dans l'exécution de leur devoir.

Enfin, aucune idée maîtresse, aucun but défini, aucun idéal ne guidait la justice des consuls. Les grandes idées, les principes philosophiques du XVIII^e siècle leur étaient complètement

(1) Agen. Arch. com. FF. 51. Registre de police. 4 octobre 1716.

étrangers. Ils n'aspiraient pas à faire respecter la vérité et l'équité, mais à maintenir une situation qu'ils sentaient chancelante, à conserver des privilèges dont ils se comprenaient indignes.

A la veille de la Révolution, les consuls étaient en fort mauvaise posture : « Les cartes se brouillent à Agen et les choses s'y montent de façon à vous fournir l'occasion d'y faire du bien », écrivait, le 30 mai 1787, le subdélégué Sarrazin à l'Intendant (1). Cependant, personne ne songeait alors à contester aux consuls le droit d'exercer la justice, mais ils l'exerçaient de plus en plus mal. En 1788, la réforme de la justice par le chancelier Lamoignon n'aboutit pas, par suite de l'opposition des Parlements. Elle ne fit qu'ajouter « une anarchie de circonstance à l'anarchie constitutive des lois et des pouvoirs » (2). En août 1788, le corps de ville commença à se désagréger; découragés, et obéissant aux suggestions de l'Intendant qui prenait en pitié leur triste situation, les consuls, un à un, se désistèrent. Les murs d'Agen étaient couverts de placards injurieux (3).

La Révolution arriva, mais elle ne détruisit pas de suite la vieille organisation. Les consuls agenais continuèrent la rédaction de leurs « Livres journaux », mais la vie municipale semblait suspendue : ils se contentaient d'enregistrer les décrets de l'assemblée nationale.

Les décrets des 4, 6, 7, 8 août 1789 supprimèrent la vénalité des offices et laissèrent provisoirement en fonctions les officiers de justice; mais ces mêmes décrets portaient la suppression de tous les privilèges des villes. Les consuls virent ainsi la fin de la lutte qu'ils avaient menée avec tant d'opiniâtreté

(1) Bordeaux. Arch. dép. C. 836. Sarrazin à l'intendant.

(2) Boiteau. « *Etat de la France en 1789.* » La Réforme de Lamoignon attribuait le droit d'enregistrement des Edits à une cour plénière subdivisée en six baillages de premier ordre. Entre les Parlements et les Présidiaux, elle établissait quarante sept baillages d'appel qui jugeaient au civil jusqu'à vingt mille livres, et au criminel en dernier ressort. Elle améliorait la procédure.

(3) Bordeaux. Arch. dép. C. 836. Sarrazin à l'intendant.

pour la défense de leurs privilèges, et s'inclinèrent devant les mâles paroles de l'Assemblée nationale : « Une constitution nationale et la liberté publique étant plus avantageuses aux provinces que les privilèges dont quelques-unes jouissaient et dont le sacrifice est nécessaire à l'union intime de toutes les parties de l'empire, il est déclaré que tous les privilèges particuliers des provinces, principautés, pays, cantons, villes et communautés d'habitants seront abolis sans retour et demeureront confondus dans le droit commun de tous les Français » (1).

Le consulat subsistait toujours, mais à côté de l'assemblée des jurats siégeait un « comité », créé le 30 juillet. La « milice patriotique » remplaçait la milice bourgeoise. La loi martiale proclamée à Agen en octobre donna pleins pouvoirs aux officiers municipaux pour réprimer les désordres et combattre le drapeau rouge, « ce symbole de carnage et de mort » (2).

Enfin, les « Lettres patentes du roi, rendues sur un décret de l'assemblée nationale pour la constitution des municipalités » prononcèrent, en décembre 1789 la suppression des « municipalités encore subsistantes en chaque ville, bourg, paroisse ou communauté, sous le titre d'hôtel de ville, mairie, échevinat, consulat, et généralement sous quelque titre et qualification que ce soit » (3). Dans les premiers jours de 1790, le Consulat avait vécu; le guet, dernier reste de la justice consulaire, subsista jusqu'en 1794.

La disparition du Consulat ne laissa aucun regret derrière elle : « Les provinces les plus jalouses de leurs privilèges, disait une proclamation de l'assemblée nationale, ont applaudi à leur chute; elles ont senti qu'elles s'enrichissaient de leur perte. Pourrait-il être encore un seul citoyen, vraiment digne de ce nom, qui osât tourner ses regards en arrière, qui voulût relever les débris dont nous nous sommes environnés, pour en recomposer l'ancien édifice ? Nous avons tout détruit, c'est

(1) Agen. Arch. com. BB. 85. Journal des consuls. 4-8 août 1789.

(2) Expression d'un membre du « Comité ».

(3) Agen. Arch. com. BB. 85. Journal des consuls (f° 82, 83, 84, 85).

qu'il fallait tout reconstruire.... Bientôt disparaîtront toutes les lois obscures, compliquées, contradictoires, dont l'incohérence et la multitude semblaient laisser même au juge intègre le droit d'appeler justice sa volonté, son erreur, quelquefois son ignorance (1). »

Le souffle de la Révolution avait balayé en un instant la Justice consulaire, ce vestige suranné des siècles passés qui cependant, à Agen, n'avaient pas été dépourvus de grandeur, de noblesse et d'éclat.

A. POUYMAT.

(Fin.)

(1) Agen. Arch. com. BB. 85. Journal des consuls. « *L'Assemblée nationale aux Français* ».

LE CHATEAU DE DURAS

(SUITE)

En vertu d'un accord passé entre la Reine-Mère lors de son arrivée en Guienne, en octobre 1578, et le jeune roi de Navarre, il fut décidé que la place forte de La Réole demeurerait aux protestants. Deux mois ne s'étaient pas écoulés qu'à la fin de novembre de cette même année les catholiques, indignés de l'oppression exercée sur eux par le gouverneur Jean de Favas, le chassaient et reprenaient la ville. On sait comment Henri de Navarre répondit à cette provocation, en quittant en pleine nuit le bal donné à Auch par la Reine-Mère, pour s'emparer, à titre de représailles, le lendemain matin, de la ville de Fleurance (1). Pour arranger au mieux cette affaire, Catherine chargea Jean de Durfort, « capitaine catholique, écrit M. B. de Puchesse, et chambellan du roi de Navarre », qui lui avait le premier annoncé la prise de La Réole, de revenir dans cette ville avec le maréchal de Biron et d'en chasser de nouveau Favas, qui l'avait reprise. Il y revint en effet, se rend maître de La Réole et, par ordre de la Reine-Mère, en chasse définitivement Favas, à la grande joie des habitants (2).

Comment Jean de Durfort aurait-il mérité d'être chargé de cette délicate mission et aurait-il pu la remplir lui-même, s'il avait été Calviniste, se trouvant forcé de combattre ainsi ses frères en religion ? Nous croyons donc qu'à ce moment (1578) Jean de Durfort avait abjuré la religion protestante et était resté fidèle au serment (2 bis) qu'il avait fait entre les mains

(1) Voir notre *Itinéraire raisonné de Marguerite de Valois en Gascogne*, p. 50 et suiv.

(2) Voir la volumineuse correspondance échangée à cet effet, dans les *Lettres de Catherine*. Tome vi. Table : Art. *Durfort et Favat*.

(2 bis) Au sujet de la conversion de Jean de Durfort, voici ce que nous savons : « Le 14 mars 1571, Jean de Durfort, majeur de 25 ans, est déclaré tuteur de son frère Jacques et de sa sœur Marguerite. Il était protestant. A la Saint-Barthélémy, il fut « l'un des quatre seigneurs auxquels Char-

de Charles IX, ce qui ne l'empêchait pas d'être très dévoué à Henri de Navarre et de recevoir de ce prince de nombreuses marques de confiance.

Ne l'avait-il pas chargé, en septembre 1576, de se rendre à la Cour de France avec mission de lui ramener sa femme ?

M. le comte B. de Puchesse, si compétent en ces questions, nous donne la clef de ces anomalies, en écrivant : « Parmi les amis et serviteurs fidèles, le roi de Navarre comptait des catholiques et des protestants, qui n'étaient pas toujours d'accord entre eux. Les capitaines catholiques étaient Lavardin, Miossens, Gramont, Duras, Roquelaure, Bezoles ; les huguenots, plus nombreux, étaient Turenne, Guîtres, Mongonmery, Lusignan, Favas, Ségur, etc. » (1).

Le fameux duel de Turenne et de Duras, qui eut lieu l'année suivante, et dont nous allons rappeler les principaux détails, est une nouvelle preuve de cette rivalité entre capitaines protestants et catholiques, quoique tous dévoués à la cause du futur Henri IV (2).

Les Conférences de Nérac étaient terminées (février 1579). La Reine-Mère partageait encore son temps entre cette ville, le Port-Sainte-Marie, sa principale résidence, et Agen, où elle se rendait de temps à autre. Le 17 mars, elle se trouvait dans cette dernière ville, lorsque eut lieu, sur le Gravier, l'affaire en question.

« Mon cousin, écrivait-elle le soir même à Damville, il y a
« quelque tems que pour quelque léger propos que le sieur
« vicomte de Turenne et le sieur de Rozan eurent ensemble, il
« s'estait meu aussy quelque débat entre les dicts vicomte de

les IX fit grâce sur le simple serment de fidélité », ce fut lui que le roi de Navarre adressa au pape Grégoire XIII, pour l'assurer de la sincérité de sa conversion. (Arch. nat., Dossiers bleus 244, f. 206 verso). Dans son testament, 27 février 1584, Jean de Durfort « déclare et confesse que n'ayant point fait de péché en sa vie, plus énorme que celui d'avoir été huguenot, il en demande très humblement pardon à Dieu et implore sa miséricorde. » Il fait des legs à diverses œuvres catholiques et donne tous ses biens à sa femme, et, après elle, à son frère Jacques et à ses enfants pourvu qu'il ne soit pas huguenot, auquel cas, il les déshérite tous. » Dossiers bleus 244, f° 73 verso. »

R. M.

(1) Idem, p. 175, note.

(2) *Itinéraire de Marguerite de Valois en Gascogne*, p. 86-88.

« Turenne et de Duras, dont je les avais depuis deux jours
« mis d'accord par l'avis des princes et sieurs du Conseil privé
« du Roy, monsieur mon fils et autres sieurs et cappitaines
« qui son icy; toutesfois contres les deffences que leur avait
« faictes, de la part du Roy et de moy, de ne se demander rien
« l'un à l'autre, ils se sont appelez, sans que personne en ayt
« rien sçu, et combattu cejourd'huy de gran matin... (1) »

Le motif, le voici :

— Jean de Durfort, seigneur de Duras, avait été nommé, par Henri de Navarre, gouverneur de Casteljaloux. Il avait donné l'ordre à son lieutenant La Garenne, de ne laisser pénétrer personne dans la ville. Le vicomte de Turenne, envoyé en mission par le roi de Navarre, se présenta. Vainement soutint-il que la consigne devait être levée pour lui. Les portes demeurèrent fermées. Ne pardonnant pas cette insulte, il alla en demander raison à Duras, qui pour lors se trouvait à Agen, et un duel fut décidé. Malgré les ordres de Catherine, il eut lieu, sur le Gravier, le matin du 17 mars.

Turenne, dans ses Mémoires, nous en donne longuement tous les détails (2). Résumons-les :

Le rendez-vous était « au bout du Gravier, ainsi appelle-
« t-on la place qui est entre la ville et la rivière de Garonne,
« du costé qui va à La Fotz ». Les armes choisies et « bien
« accommodées » étaient une épée et un poignard, tous montés
sur des courtauts. Turenne avait pour second Jean de Gontaut-Biron, baron de Salignac et de St-Blancard, chambellan du roi de Navarre; et Jean de Duras, son frère Jacques. « Le
« jour venu, nous prenons chacun un courtaut, écrit Turenne,
« des esperons sur nos bas de soie, nous faisant suivre par un
« petit laquais; nous sortons par la porte du Pin, et nous nous
« rendons au lieu désigné où nous demeurâmes près de deux
« heures; à la fin nous voyons venir les deux frères, montez
« sur deux chevaux d'Espagne, contre ce qu'ils avaient ar-

(1) Bibl. Nat. Fonds français. N° 3203. Fol. 44. Cf. *Lettres de Catherine de Médicis*, publiées par M. le comte Baguenault de Puchesse, VI, p. 306.

(2) *Mémoires du duc de Bouillon*. Col. Petitot, XXXV., p. 179-183.

« resté... Je m'arreste et mis pied à terre, et le baron près de
« moy, faisons oster nos esperons et priasmes Dieu ; eux mi-
« rent aussi pied à terre. Duras s'avance pour nous visiter;
« nous estions tous detachez, la chair nous paraissant par
« l'ouverture de nos chemises; eux ne l'estoient, mais seule-
« ment déboutonnez de quelques boutons. Ainsi que Duras me
« visitait, je luy mis la main sur le pourpoint, luy disant qu'il
« n'estoit maillé, le tenant trop galant homme; je dis de
« mesme à son frère, qui estoit à dix ou douze pas de moy;
« je vis qu'il avait des esperons; je luy dis qu'il les ostat, le
« pouvans faire tomber, ce qu'il fit. Duras me dit ce que
« j'avais à demander à son frère; je répons que nous n'es-
« tions là pour nous en éclairer que par les armes, lesquelles
« nous mismes au poing, et allasmes les uns aux autres. Je
« lui donnoys des estocades que je croyais le percer; il me
« blesse un peu à la main gauche; il tombe; je le fais ce lever;
« je veulx aller aux prises en me jettant sur luy; je rencontre
« le bout de son épée du bras gauche et m'en blesse, l'ayant
« mené plus de soixante pas; j'ouïs le baron de Salignac qui
« disait à l'aisné : « Prenez une autre épée ». Il survint neuf
« ou dix hommes de Duras, qui commencent à me charger
« par devant et par derrière, de sorte qu'ils me donnèrent
« vingt-huit coups, de quoy il y en avoit vingt-deux qui me
« tiroient du sang, et les autres dans mon habillement; je ne
« tombe ni mes armes; pensans m'avoir donné assez de coups,
« ils me laissent. Il arrive quelques gens de la ville, mesme
« le gouverneur, le sieur de Lusignan, qui me ramène; estan
« pensé, mes coups se reconnoissent sans danger. »

Les Mémoires du temps, qui tous relatent cette affaire, dif-
fèrent sur certains points. Ainsi L'Estoile, dans son *Journal*,
se contente de dire que Turenne fut blessé de dix-sept coups.
De Thou observe que le vicomte fit grand bruit de ce combat
qu'il prétendit qu'il y avait eu de la surprise, que Rosan por-
tait une cotte de maille sous son pourpoint et s'était fait ac-
compagner d'une douzaine de serviteurs qui l'attaquèrent en
traîtres. Damville, consulté, semble lui donner raison, et dé-

cida, en effet, « que le vicomte de Turenne, pour se venger
« d'une pareille supercherie, était autorisé à employer toute
« autre voie que celle du duel ». Brantome va plus loin et écrit
que Turenne « voulut faire tuer M. de Duras dans sa maison »;
mais il ajoute que « les deux Duras nient d'avoir participé à
« telle trahison, dont ils étaient du reste incapables » (1).

Enfin la Reine-Mère elle-même, craignant que ce seul fait
ne dégénérât en querelle politique et ne rallumat la guerre entre
les deux partis, écrivait au Roi, son fils, à la date du
19 mars : ...« A propos de ce qui est advenu entre le vicomte
« de Turenne et le sieur de Duras, j'ai escript partout (comme
« mon fils le Roy de Navarre et le vicomte de Turenne mesme
« m'ont assuré avoir faict) affin que cette question, qui est ung
« fait particulier, ne soit point cause de rien troubler, ny de
« retarder l'exécution de noste dite résolution au bien de la
« paix..... Et vous diray que dès le jour mesme du combat,
« les dits Turenne et Duras se vouloient tous deux se faire
« porter, assavoir ledit vicomte en la maison du sieur de Lé-
« signan, et ledit de Duras en la sienne; mais je ne le voulois
« permectre; au contraire, j'envoyai de mes gardes en chas-
« cun de leur logis et commandoy à ceulx qui faisoient l'infor-
« mation de la dilligenter, donnant bien à congnaistre à ung
« chascun que je voullais la justice estre faite de celuy qui
« aurait failly, comme aussy est-il raisonnable et nécessaire
« pour l'offense qu'ils vous ont faicte et à moy... »

Cependant le roi de Navarre insista tellement pour que le
vicomte de Turenne fut porté à Nérac, dès que ses blessures,
« qui mettoient sa vie en danger », le permettraient, que Catherine
y consentit, « après l'avoir vu audit Port-Sainte-Marie,
« où il est soudain venu; et avons esté ensemble près de trois
« heures, ayant fort remis et faict en sorte que ceste querelle
« sera prinse, ainsy qu'elle doit aussy estre, comme fait
« particulier, sans porter préjudice au général... » (2).

(1) Brantome, 2 v., p. 85 : Edit Latanne, Cf. : *Journal de l'Estoile*, *Mémoires de Sully*, de *De Thou*, etc.

(2) Bibl. nat. fonds français, n° 3319, fol. 17. Cf. *Lettres de Catherine de Médicis*, op. cit., VI., p. 308.

Et dans plusieurs autres lettres, Catherine revient encore sur cette affaire; elle n'est pas satisfaite de la façon dont Duras demande son pardon, « voulant que ce ne soit pas debout ny de ceste façon », et exigeant « que le sieur de Duras lui fasse « semblable promesse que m'a faict le vicomte de Turenne de « ne faire auscun amas, ny asssemblée d'hommes, mais seule- « ment de sa personne à la sienne » (1).

« Cette grand bourrasque de la querelle du vicomte de Turenne et de Duras », ainsi que l'écrit Catherine à sa cousine la duchesse d'Uzès (2), mit encore trois mois avant de s'apaiser. Et il fallut que le Roi lui-même intervint et deffendit expressément, par lettres du 23 juin 1579, aux sieurs vicomte de Turenne et de Duras « de se faire accompagner les uns et les « auctres des parties, attendre que plusieurs gentilshommes « et autres soict montés à cheval avec armes, dont ne peult « provenir aucun bien, et affin que de celà n'advienne quelque « grand désordre, avec trouble et altération au repos de ses « subjects et establissement de la paix » (3).

La faveur marquée que montra à l'occasion de ce duel Henri de Navarre à Turenne, ainsi d'ailleurs que la Reine Mère et toute la Cour, mécontenta-t-elle à ce point Duras qu'il changea à ce moment de religion ? Nous n'oserons l'affirmer. Toujours est-il qu'il semble, en cette année 1579, avoir abandonné presque complètement le parti de la Reine Mère ou tout au moins sa politique de conciliation, et vouloir lui susciter des difficultés. Les lettres de Catherine en font foi.

Le 28 août 1579 n'écrit-elle pas au maréchal de Biron :
« Mon cousin, je ne serez jamais en plus grand peine, ni
« si faschée et ennuyée que je sois, pour la nouvelle que je
« viens de recepvoir du roy et reyne de Navanne, que ceulx
« des ligues de Guienne devoient s'assembler et monter à che-
« val, et que les rendez vous de ce qui doibt estre avec le Sei-
« gneur de Grandmont estoit à deux lieues de Nérac, et que

(1) Id. p. 315, 318, 322, 326, 328.

(2) Lettres de Catherine, *op. cit.*, VI, p. 325.

(3) Bib. nat. fonds français, n° 3319, fol. 163. Cf., *Lettres de Catherine, op. cit.*, VI, p. 494.

« le Seigneur de Duras faisoit aussy son assemblée en Bour-
« delais pour se mettre aus champs et exécuter leur délibéra-
« tion, qui sont choses très préjudiciables au service du roy
« mon fils... » (1). Et plus loin : « Je trouve fort estrange que
« ledit Duras n'ayt voulu obéir d'aller trouver son Roy, quand
« il le luy a par deux fois mandé et ne scay ce qu'il pense con-
« tre sa volonté, vouloir troubler le repos de son royaume. »
Elle le prie donc de faire cesser ces levées et de faciliter ainsi
l'édit de pacification. Et M. le comte Baguenault de Puchesse
d'ajouter en note : « La Reine Mère fait allusion dans cette let-
« tre à l'attitude très hostile aux protestants que prit le maré-
« chal de Biron, à cette époque, quand il se vit seul maître en
« Guienne..... Le capitaine La Meaune leva quelques troupes,
« fit appel aux catholiques, et à la noblesse du pays vers ce
« mois d'août 1579, et avant la fin de septembre, il s'était em-
« paré de Figeac, une des places de sûreté des Huguenots.
« Duras, lieutenant du maréchal, encourageait ces entrepri-
« ses; de là le mécontentement et les inquiétudes de la
« reine » (2).

Duras serait donc toujours demeuré catholique, et dans le
parti du Roi. Du reste, Duras, pas plus que Grammont, ne
persistèrent dans leurs projets, et Catherine pouvait annoncer
au Roy son fils, le 1^{er} octobre 1579, que les affaires de Guienne
n'allaient pas plus mal : « les deffiances de ceulx de la religion
« sont cessées, voyant retirer les sieurs de Grandmont et Du-
« ras de leurs facheuses entreprises » (3).

Et toute cette affaire se termina par la permission que le
Roi accorda à Duras de se rencontrer avec le vicomte de Tu-
renne, « mais seulement accompagné d'une suite ordinaire » (4).

Sur ces entrefaites, se passa un assez curieux événement au
château de Duras, que, seule, relate la lettre suivante que le
maréchal de Biron écrivit au Roi le 31 octobre 1579. Il ne

(1) Bibl. nat. fonds français, n° 15561, f. 82. — Cf., *Lettres, op. cit.*, VII, 107.

(2) Idem. *Lettres de Catherine*, VII., p. 108, note.

(3) Idem, VII, p. 150.

(4) Idem, p. 157 et suiv.

s'agit pas pour le château d'un cinquième siège, mais cependant d'une tentative à main armée faite pour s'en emparer.

Rendant compte d'abord des principaux événements de la province de Guienne, dont il est gouverneur, Biron ajoute : « Et est intervenu que depuis quatre jours en ça 400 hommes de pied et 50 chevaux se sont efforcés de *prendre le château de Duras*, estant descendus partie dans le fossé, où il se trouva un cerf en ruth et furieux, qui sans dire gare, donna à travers eux et en a blessé trois, d'où il sortit si grand rumeur, que ceulx du chasteau se mirent sur la muraille, tellement que ceulx du dehors ont esté contraints de s'en aller et y laisser des armes et ung chapeau de couleur. Les chevaux se sont retirés vers Tonneins où estoit le Roy de Navarre, et les gens de pied vers Bergerac et Sainte-Foy..... » (1).

Et, dans chacune des lettres suivantes, Biron de donner au Roi les détails les plus circonstanciés sur ce que fait Duras, toujours dévoué à son service. Le 15 février 1580, « le sieur de Duras est ici à Bordeaux pour prendre de l'argent de la vendition des biens du sieur de Grandmont, pour le mariage de sa femme ». Pour ce qui est de la querelle avec Turenne, il s'en est lui aussi occupé, il s'efforce de les accorder; mais il se heurte à bien des difficultés.

Le 5 mai, toujours à propos de l'affaire de La Réole, Biron y envoie les sieurs de Duras et de Vaillac pour porter secours à d'Ussac. Leur tentative a été couronnée d'un plein succès. Il est juste de les en remercier.

Enfin, le 3 août 1580, « le sieur de Duras est bien mal de la fièvre continue » (2).

Comme épilogue à la fameuse affaire de Duras et de Turenne, citons cette lettre que Jean de Durfort écrivit au Roi à la date du 23 janvier 1581.

« Sire, passant M. Destrosse (Strozzy) icy, il m'a dict le commandement qu'il plaict à Votre Majesté me faire, d'enten-

(1) Archives histor. de la Gironde. Correspondance du maréchal de Biron, publiée par Ph. Tamizey de Larroque. XIV, p. 120 et suiv.

(2) Idem., XIV. p. 161.

dre à l'accort de Turenne et de moy et qu'il est d'importansse à vostre servisse. Sire, j'onore si extrêmement vos commandements et affectionne sy très tout vostre servisse qu'il n'i a rien au monde que je n'exécute soubz ces conditions, me tenant trop heureux d'y pouvoir despendre ma vie; et puisqu'il plaît à V. M. que j'accorde, je le feray, m'assurant qu'elle ne permectra point que mon honneur y soit engagé, quy suis vostre très obéissant subject et très humble serviteur; pour en donner la gloire à celuy qui est vostre très désobéissant subject et très mauvais serviteur.

« Je supplie très humblement V. M. commander au sieur de Lignonne luy faire entendre les occasions quy m'ont retenu en ce païs, m'assurant qu'elle les recepvra bien raisonnables. Je supplieray Nostre Seigneur Sire, qu'il mentienne V. M. en très longue et très heureuse vie.

De Bourdeaulx, ce XXIII^e janvier 1581.

Vostre très humble et très obéissant subject.

DURAS (1).

PH. LAUZUN.

(A suivre).

(1) Bibl. nat., fonds français, 15562, p. 64. Cf. Archives hist. de la Gir. XIII., p. 465.

École de philosophie au Port Sainte-Marie

En 1900, M. Philippe Lauzun, le regretté secrétaire perpétuel de la Société académique d'Agen, décrit les pittoresques ruines du couvent des Jacobins du Port-Sainte-Marie et retraça en quelques pages l'histoire de cette maison. Dans le chœur de l'église, dont on aperçoit les restes en arrière de la caserne de gendarmerie, un évêque d'Agen, ancien dominicain, Matheo Bandello a voulu, dit-on, être enterré. Il serait à souhaiter que des fouilles bien conduites soient faites à l'emplacement probable de ce tombeau.

Dans ce couvent, au début du xvm^e siècle, fut ouvert un cours de philosophie thomiste, où le public était convié. C'est du moins ce que nous apprend l'étrange avis qui suit :

AVIS AU PUBLIC

*Par les Pères Dominicains du Port-Sainte-Marie
Diocèse d'Agen.*

MESSIEURS,

On donne avis au public, qu'il y aura un cours de philosophie chez les Pères Dominicains. On y enseignera la véritable doctrine de l'angélique Saint Thomas, et les opinions de l'ingénieux Monsieur Descartes. Si quelqu'un est assez ami de la vérité, il se rendra aux classes de philosophie des Dominicains du Port-Sainte-Marie. Là, il entendra ce qu'il n'a jamais entendu : sçavoir, une méthode très claire de la philosophie exposée en dialogue. De là seront bannis toute horreur du vuide, les ridicules mystères des qualités occultes, la barbarie des mots d'un pied et demi; enfin toute la vieille rouille de la philosophie barbare. Ses interlocuteurs expliqueront dans un style plus peigné et plus poli les règles de la vérité les plus certaines, et les phénomènes de la nature les plus dignes d'être sçus. L'un d'eux examinera les plus solides dogmes du docteur angélique Saint Thomas d'Aquin, *l'oracle le*

plus sacré de la vérité, et dont on ne peut s'écarter sans une espèce de crime. L'autre exposera les plus subtils raffinements de l'ingénieux M. Descartes. Tous deux attaqueront les solises masquées des loyaliléens, et les formelles sornettes de l'école de Scol, la vendeuse de fadaïses. Cette nouvelle voye de philosopher, peut être plus heureuse, certainement plus claire que les autres, s'ouvrira le 3 de novembre 1705, par une harangue solennelle,

*Du frère Jacques Bompart de Ceton,
frère Prêcheur du Port-Sainte-Marie.*

Cette annonce, de forme originale, nous a été transmise par un pamphlet de 1762, intitulé : *Assertions d'auteurs Dominicains sur le tyrannicide et les prétentions des ultramontains*. C'était alors l'époque de la grande lutte contre les Jésuites. Après l'attentat de Damiens (1737) et celui dont fut victime Joseph, roi du Portugal, une campagne très vive commença contre les Jésuites, à laquelle les parlements prirent une part active.

Le Parlement de Paris, et après lui ceux de province, intentèrent des poursuites contre un petit livre d'un Jésuite allemand Busenbaum, ayant pour titre : « *Medulla theologiæ moralis facili ac perspicua methodo resolvens casus conscientiae ex veris probatisque authoribus concinata, pœnitentibus œque et confessariis utilis*. Le P. Lacroix, de Cologne venait d'en donner une réimpression. Les parlementaires regardaient comme attentatoire à l'autorité et à la sûreté des rois, une proposition de cet ouvrage, et à Paris il fut condamné.

A Toulouse la lutte fut très vive. Après un réquisitoire violent de l'avocat-général de Fonbeauzard, le parlement ordonna que ce livre de théologie serait lacéré et brûlé, dans la cour du Palais, par la main du bourreau.

Cet arrêt n'empêcha pas les polémiques et on assista à un actif et virulent échange de pamphlets et de publications pour et contre les Jésuites. Les parlementaires eux-mêmes étaient divisés et l'on vit le vieux conseiller de Bojat attaquer furieusement la compagnie de Jésus, tandis que son fils, conseiller

comme lui, en prenait la défense avec intrépidité. De longs factums parurent, chargés de lourde érudition, dont l'intérêt -aujourd'hui nous paraît de bien petite importance et qui passionnaient le public lettré. L'un d'eux avait pour titre : *Lettre d'un homme du monde à un théologien* (1762). C'était une charge contre la doctrine de la Compagnie.

La réponse ne se fit pas attendre. Elle s'intitula : *Assertions d'auteurs dominicains sur le tyrannicide et les prétentions ultramontaines*. C'est une longue énumération de textes, empruntés aux théologiens de l'ordre de Saint-Dominique, où l'on retrouve la doctrine prêtée aux Jésuites. L'auteur pourrait bien être le conseiller Bojat fils.

C'est dans cet opuscule que M. Bitaubé, président de la Société des lettres, sciences et arts, liseur infatigable et averti, dont l'heureuse mémoire n'a d'égale que l'amabilité, a trouvé l'avis donné plus haut et nous l'a signalé.

Le document en question est précédé de cet avertissement : « Mais faudra-t-il entendre toutes expressions à la lettre; faudra-t-il en bannir le soupçon, même de faiblesse humaine ? Ce privilège paraît avoir été refusé à l'humanité. On veut cependant qu'il ait été accordé à Saint Thomas, même dans les sciences les plus incertaines, comme la philosophie. Il n'est plus permis d'en douter depuis l'avis au public que les Dominicains du Port-Sainte-Marie, diocèse d'Agen, répandirent pour annoncer l'ouverture de leur école de Philosophie : Saint Thomas y est appelé *l'Oracle le plus sacré de la vérité, dont on ne peut s'écarter sans une espèce de crime*. Les termes d'une affiche sont caractéristiques et précis; on y associe, il est vrai, Saint Thomas à Descartes, à qui la philosophie reproche des erreurs; mais on ne prétend pas comprendre les erreurs dans la société. »

A première vue, on doute de l'authenticité de cet avis curieusement rédigé. Cependant, est-il possible que dans une polémique si vive et si acharnée, un des adversaires se soit permis un faux, facile à contrôler et à dénoncer ?

La signature de frère Jacques Bompard de Ceton est aussi un garant d'authenticité. Une famille de ce nom existait à

cette époque à Port-Sainte-Marie. Elle a donné au diocèse plusieurs prêtres. L'un d'eux Joseph Bompard, docteur en théologie fut nommé en 1703 à la Chapellenie de Momméjean, desservie dans l'église de Notre-Dame du Port-Sainte-Marie.

Quoi qu'il en soit, ce document, par sa forme et sa teneur, méritait d'être connu et nous remercions M. Bitaubé qui a bien voulu nous permettre de la signaler à nos lecteurs.

J.-R. MARBOUTIN.

Le Passage, faubourg d'Agen

Depuis longtemps les municipalités d'Agen rêvent d'incorporer le Passage au chef-lieu du département. Outre qu'Agen pourrait alors se dire en Gascogne, avantage moral considérable, les charges locales seraient réparties sur un plus grand nombre de contribuables, avantage encore plus précieux. Le Passage, bien entendu, fait la sourde oreille.

Il n'en fut pas toujours ainsi. Au début de la Révolution, au commencement de 1791, ce petit bourg réclame cette incorporation, qu'il repousse aujourd'hui. Balloté et partagé entre les paroisses de Dolmayrac et de Monbusq, il affirma par voie de pétition qu'il n'était en somme qu'un faubourg de ville et que ses habitants devaient être considérés comme Agenais avec droit de cité.

La municipalité d'Agen, imprévoyante déjà, rejeta cette prétention : Le Passage, c'était la campagne. Le District en fit autant le 21 février 1791 dans une délibération longuement motivée, ainsi que le Département, quelques jours après (1).

Les habitants du Passage durent vivre, bon gré, mal gré, dans les paroisses de Monbusq et de Dolmayrac en attendant de voir leur bourg devenir chef-lieu de commune. L'histoire n'est pas toujours un perpétuel recommencement.

R. BONNAT.

(1) Archives de Lot-et-Garonne, série L. 555, f. 41.

IL EST UN SOUVENIR

*A l'occasion de l'inauguration d'un
monument à nos grands morts.*

Il est un souvenir dont notre âme est remplie,
Celui de nos aînés devenus des martyrs...

O France, ô ma patrie,
Il est un souvenir !

Il est un souvenir d'héroïque souffrance,
Dont le récit navrant nous fait encor pâlir,

Sœurs et mères de France,
Il est un souvenir !

Il est un souvenir vénérable et sacré,
Celui de nos grands morts assurant l'avenir.

O vous qui respirez,
Il est un souvenir !

Il est un souvenir d'honneur et de fierté,
Qui, redressant nos cœurs, les faits encor bondir,

O Sainte Liberté,
Il est un souvenir !

Il est un souvenir de savante victoire,
Durant cinquante mois hésitant à venir...

O pays ! Dans ta gloire,
Il est un souvenir !

Il est un souvenir qui demande à durer
Dans la pierre et dans l'or aux yeux de l'avenir;

Enfants, venez prier...
Voici leur souvenir !

Agen, 2 février 1921.

A. MARTINON.

CHRONIQUE

Société académique d'Agen.— Au début de la séance du 6 octobre, présidée par M. Bitaubé, M. Bonnat, secrétaire perpétuel, signale la perte qu'a faite la société en la personne de M. l'abbé Benaben, membre correspondant, décédé à Toulouse le 19 août dernier. Auteur de notices historiques sur les communes de Villeréal, Rives et Montaut et d'une importante histoire du Nomedieu, M. Benaben laisse aux archives de Lot-et-Garonne, pour être publiées, quantité de notes manuscrites, extrêmement curieuses, sur les commanderies des Templiers et des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, fort nombreuses en Agenais.

Parmi les publications nouvelles intéressant le Lot-et-Garonne, M. Bonnat appelle l'attention de ses confrères sur les comptes des recettes et dépenses du roi Louis XI dans la sénéchaussée d'Agenais en 1467-1468, publiés dans les *Annales du Midi*. La sénéchaussée rapportait alors au roi de France un peu plus de 4 livres, autant dire rien !

M. le commandant Labouche, spécialiste de l'histoire militaire pendant la Révolution, montre que la foi patriotique qui conduisait les premiers volontaires de 1792 et 1793 animait aussi nos régiments lot-et-garonnais pendant la grande tourmente de 1914 à 1918. Il fait un récit rapide, mais plein d'émotion, de leurs faits d'armes, depuis la retraite de Belgique qui aboutit à la victoire de la Marne jusqu'à la poursuite de 1918 qui libéra le sol français et abattit l'Allemagne. Dans les tranchées qui sillonnèrent le front formidable des armées françaises, à Verdun, partout où ils passèrent, ces régiments se distinguèrent, 209^e et 220^e, 129^e territorial, 9^e et surtout 20^e de ligne qui obtint sept citations à l'ordre, se classant ainsi en tête des troupes du xvii^e corps. Il faut remercier M. Labouche d'avoir voulu que l'histoire d'hier ne projetât pas d'ombre sur celle d'aujourd'hui.

M. Jean Torthé, prenant ensuite la parole, conduit ses auditeurs loin des champs de bataille en évoquant la figure si originale d'un artiste toulousain récemment décédé, Jean Diffre, qui fit une partie de ses études au Lycée d'Agen où son père exerçait les fonctions de procureur général. Elève de Collin, second grand prix de Rome de peinture, professeur à l'Ecole des Beaux-Arts de Toulouse, Jean Diffre était un artiste de grand talent. Sculpteur, portraitiste, musicien, il fut surtout le peintre des corridas, dont

il sut rendre en virtuose la couleur, le soleil, le luxe et le mouvement.

Avant de se séparer la société décide qu'elle décernera le prix Philippe Lauzun au cours de sa séance de décembre. Le mois prochain, après le renouvellement de son bureau pour l'année 1922, elle entendra deux communications particulièrement intéressantes, la première de M. Ernest Lafont sur la tradition du Crocolaco dans la région puymirolaise; la seconde, de M. Ch. Bastard sur le poète Delbousquet, de Sos.

Le château de Lauzun. — Le lundi 15 mars 1921, par devant M^e Blanchet, notaire à Marmande, le château de Lauzun, appartenant à la famille Charrier-de-Ligondès, fut vendu aux enchères publiques, avec ses dépendances, au prix de 222.000 francs. L'acquéreur était M. Galmot, député de la Guyane. Nous l'avons indiqué dans notre numéro de mars-avril 1920, en publiant des vues de cet important édifice et des splendides cheminées de la Renaissance qui en sont le plus bel ornement.

A la suite des avatars de M. Galmot, dont toute la presse s'est occupé, le château de Lauzun a été de nouveau vendu, par autorité de justice, au commencement de septembre 1921. Il a été adjugé, avec ses dépendances, pour la somme de 200.000 francs, à M. Reynaud, de Paris. L'acquéreur n'habite pas le pays, mais nous espérons bien qu'il continuera, comme les anciens propriétaires, à permettre aux touristes et aux archéologues d'admirer et d'étudier les richesses d'art de ce château, qui méritent d'être pieusement conservées.

La Garenne menacée. — On sait que la Garenne de Nérac a été classée comme *site pittoresque* par arrêté ministériel du 23 juillet 1909. Or, si l'on n'y prend garde, la fameuse allée de 3.000 pas, chère à la reine Margot, s'effritera peu à peu. La Baise aux eaux glauques en grignote les berges.

M. Courrent, maire et conseiller général, toujours en éveil quand il s'agit des intérêts de sa commune, a signalé le danger à plusieurs reprises. Tout récemment encore, sur sa proposition, le Conseil général de Lot-et-Garonne a émis le vœu que la belle promenade fût protégée contre les empiètements de la rivière qui la borde. Les Ponts-et-Chaussées ont préparé des devis. Espérons que Travaux Publics et Beaux-Arts se mettront vite d'accord pour faire effectuer les travaux d'endiguement indispensables.

Fleurette. — A la Garenne est intimement lié le souvenir de **Fleurette**, depuis que le sculpteur gontaudais Daniel Campagne a décoré la Fontaine Saint-Jean d'un beau marbre rappelant le mar-

tyre d'amour de la petite jardinière du Roi. La tradition de Fleurette a inspiré bien des poètes et des compositeurs. Pour ne citer que le plus récent, Victor Delbergé l'a chantée; il voulait en faire un opéra dont Massenet aurait fourni la musique. La mort a détruit ces grands projets.

Plus heureux, MM. Pujol, librettiste habile, et Aristide Martz, compositeur de talent, ont réussi à mettre en scène, sur ce thème attendrissant, un drame lyrique joué l'an dernier à Bordeaux et au théâtre de la nature, à la Garenne de Nérac, et cette année, à l'occasion des foires du Pin, au théâtre d'Agen où il battit le record des recettes avec 9.000 francs pour une seule représentation.

Et à propos de cette pièce — qui n'est pas assurée d'être reprise un jour — l'éternelle question est revenue sur les lèvres des spectateurs et sous la plume des journalistes : Fleurette, premier amour du jeune Henri de Béarn, l'humble fille du jardinier qui se noya de désespoir quand elle se vit abandonnée, est-ce de l'histoire, est-ce une légende ?

Autant que les documents échappés à la destruction du temps permettent de l'affirmer, la tradition, ce qui est le cas de beaucoup, tient des deux : 1° Il est *certain* qu'une jardinière du nom de Fleurette vécut à la Cour de Nérac. La chronique d'Isaac de Pérès, « concierge pour le Roy en son château de Nérac » (nous dirions aujourd'hui conservateur) en fournit la preuve; elle porte cette simple mention : « *Fleurette, jardinière du Roy, mourust le 22 août 1592* ». 2° Le fait que cette mort soit mentionnée dans un écrit contemporain, où les faits notables sont consignés, montre que cette Fleurette était un personnage important. La légende de ses amours avec le futur Henri IV est donc *vraisemblable*, pour ne pas dire véridique. 3° Mais, en revanche, s'il est bien question de cette Fleurette, le dénouement tragique de l'idylle royale est *faux*. Isaac de Pérès ne fait aucune mention de suicide, or il ne manque jamais de signaler les morts violentes ou accidentelles. En outre l'événement se serait produit en 1592, c'est-à-dire 4 ans après que *nostre Henric* eût quitté Nérac pour n'y plus revenir. Comme on l'a fait déjà remarquer, il avait alors 39 ans et Fleurette *au moins* 37, si tant est qu'elle fût le premier amour du Vert galant.

A moins qu'elle ne soit morte de consommation, après une tentative de suicide dont la tradition se serait emparée pour la travestir, comme le veulent certains de ceux qui tentent d'accorder l'histoire avec la légende. Mais, vraiment, elle y aurait mis le temps, plus de vingt années !

A moins encore, comme l'a soutenu sans preuves, il est vrai, mais avec infiniment de brio M. Dubourg, qu'il s'agisse dans la chro-

nique de Pérès non point de Fleurette, la victime des amours juvéniles du Béarnais, mais de sa mère, jardinière du Roi, portant le même nom. A moins encore.....

Certains documents permettraient de trancher le débat sans appel : *l'état-civil paroissial* que les curés devaient tenir depuis 1539. Par malheur, il ne remonte pour Nérae qu'au milieu du xvii^e siècle. Toutes ces lacunes ne laissent-elles pas à la tradition si touchante toute sa force évocatrice ? René BONNAT.

Le Jasmin d'Argent. — Selon le principe même de sa fondation, pour découvrir de nouveaux talents et encourager les poètes français et patois, *Le Jasmin d'Argent* ouvre son deuxième concours.

Du 1^{er} novembre 1921 au 1^{er} février 1922, tous les poètes français ou patois des départements du Lot-et-Garonne, du Lot, du Gers, des Landes, de la Gironde, de la Dordogne, du Tarn-et-Garonne, de la Haute-Garonne et des Basses-Pyrénées, peuvent envoyer leurs œuvres inédites à M. Jacques Amblard, 1, rue Floirac, à Agen (Lot-et-Garonne), à l'effet de concourir.

Conditions du concours. — SUJET : Au choix des candidats. Poésie inédite 100 vers au maximum, ou une saynète d'une durée maximum de 10 minutes à la représentation.

Les concurrents devront envoyer *obligatoirement trois exemplaires* très lisiblement écrits et de préférence dactylographiés, sous pli cacheté, à M. Jacques Amblard, à Agen. Ces exemplaires ne porteront ni nom, ni signatures, mais seulement une devise reproduite sur une enveloppe cachetée qui contiendra le nom et l'adresse de l'auteur. Chaque œuvre patoise devra être accompagnée de sa traduction littérale française et indiquer le lieu d'origine du parler employé.

Un jury présidé par M. Marcel Prévost, de l'Académie Française, pour le français et par M. de Lacaze, pour le patois, choisi mi-partie dans la Société des Lettres, Sciences et Arts d'Agen, mi-partie par le Comité du *Jasmin d'Argent*, distribuera, en séance publique, dans le courant du printemps, les prix suivants : Un Jasmin d'argent pour la section française et un pour la section patoise; des médailles d'argent, des médailles de bronze et des diplômes.

Le Comité se réserve le droit de publier en une plaquette, vendue au profit du *Jasmin d'Argent*, tout ou partie des œuvres couronnées.

Les envois des concurrents ne seront pas rendus. Toute demande de renseignements complémentaires doit être accompagnée d'un timbre pour la réponse.

BIBLIOGRAPHIE

Compte des recettes des sénéchaussées d'Agenais et de Quercy sous Louis XI (1467-68), par H. STEIN. (*Annales du Midi*, 33^e année, n^{os} 129 et 130, janvier-avril 1921).

C'est souvent de Paris que nous viennent des contributions imprévues à notre histoire locale. Il y a peu de temps, j'avais à signaler l'étude si complète de M. H. Stein sur *Charles de France, frère de Louis XI*, qui fut quelque peu justicier dans la province de Guienne. Notre savant confrère vient de publier un document encore plus précieux pour l'histoire de l'Agenais, car les comptes datant du Moyen-âge sont toujours pleins de renseignements très précis qu'on ne saurait trouver ailleurs.

Avant d'en donner le commentaire, il importe de le rapprocher des documents de même nature et de dates antérieures qui nous étaient connus.

En 1847, M. Jules Delpit publiait les comptes de Filongleye (1) (1363-1366) qui ont permis de déterminer les divisions administratives de l'Agenais en cinquante bailliages et les délimitations approximatives de ce pays. Ils contiennent aussi, tout naturellement, un état des revenus du seigneur de l'Agenais, qui était alors le roi d'Angleterre.

En 1879, j'ai publié les comptes de Jean de Léglise (2) (1372-1374), dont l'intérêt principal est de fournir pour cette période de la guerre de Cent ans quelques détails ignorés sur la ruine du pays et de distinguer les villes restées françaises de celles qui étaient encore occupées par les Anglais. L'enchevêtrement des unes et des autres était si complet qu'il n'y avait partout que dangereux voisinages.

Les comptes publiés par M. Stein nous reportent à près d'un siècle au delà. La Sénéchaussée d'Agenais et de Condomois se divisait alors en quarante neuf bailliages : Agenais, 22 ; Condomois, 27.

La création du diocèse de Condom, en 1317, n'avait pas encore entraîné de séparation administrative entre les deux pays d'Agenais et de Condomois; mais je constate, sans les expliquer, quel-

(1) *Collection générale des documents français qui se trouvent en Angleterre*, Paris, J.-B. Dumoulin, in-4°.

(2) *Recueil des Travaux de la Soc. d'Ag., Sc. et Arts d'Agen*, 2^e série, T. VI.

ques changements opérés dans les bailliages du Domaine royal. Nous savons seulement qu'à la fin de la guerre de Cent ans, deux seigneurs de Montpezat avaient usurpé les territoires de trois bailliages, Saint-Sardos, Granges et Feltone (Saint-Amans), qu'ils avaient d'ailleurs contribué à libérer de la domination anglaise. Ces bailliages et celui de Londres, complètement ruiné, pouvaient disparaître des listes des possessions royales (1).

Les comptes du temps de Louis XI méritent une étude spéciale tant pour les dépenses que pour les recettes, mais leur interprétation n'est pas toujours facile. Par exemple, les droits de directe étaient de tout temps d'un sou par carterée — la carterée est de 2 arcs 8979 — dans les domaines royaux; voilà ce qui est attesté dans les procès du XVIII^e siècle, où l'on oppose ce chiffre invariable à ceux que les seigneurs étaient accusés de majorer. Faut-il donc voir le total des redevances de cette nature dans le chiffre qui suit, sans autre explication, la formule de : bailliage de X... ? Mais le total est seulement de quelques livres ou même, comme à Sainte-Livrade, de quelques sous. Dans certains articles, il est spécifié : Les rentes montent à x, ce qui semble indiquer que ces chiffres si faibles représentent cependant les produits de la directe. Dans les comptes de Filongleye, ces chiffres étaient beaucoup plus élevés.

Parmi les autres revenus du seigneur, le roi de France, figurent les droits de justice, c'est-à-dire le produit des greffes, des sceaux, des amendes, le salin, certains péages, les « glans et herbaiges ».

Le tout ne faisait pas un gros chiffre. Le total des recettes était, en 1467-68, de 1084 livres, le total des dépenses de 1080 livres. En cette année, le pays d'Agenais n'avait rapporté au roi Louis XI qu'une somme de 4 livres, autant dire rien.

Par comparaison, les comptes de Filongleye accusent de grandes variations : En 1364, le revenu, excédant des recettes sur les dépenses, avait été de 4.643 livres; celui de 1365 de 1.966 livres; mais, en 1366, il y avait eu, au contraire, un déficit de 1.369 livres.

Les sources de revenus étaient plus abondantes au XIV^e siècle qu'au XV^e; un péage, à Marmande, avait rapporté 3.857 livres, en 1364, 1.887 livres en 1365 et 2.196 livres en 1365.

On s'explique qu'au Moyen-Age les rois, étant si peu intéressés à la conservation intégrale de leur domaine agenais, n'aient pas

(1) Ce dernier texte a permis d'identifier — ce qui était à faire — le bailliage de Cend ou Sent des comptes de Filongleye avec La Cenne, que M. Stein place justement dans la commune actuelle de Sembas.

Quant au bailliage de Sainte-Foy, nous pensons qu'il s'agit de Sainte-Foy La Grande (aujourd'hui Gironde), qui a toujours fait partie de l'Agenais et qui est cité par Filongleye.

toujours réprimé, comme ils auraient dû le faire, les usurpations de territoire par les barons (1).

A retenir la liste des villes dans lesquelles Louis XI maintenait des capitaines : Marmande, Puymirol, Penne, Sauveterre, Saint-Pastour et Miramont. L'entretien de ces capitaines entraînait une dépense de 268 livres. Les gages des officiers de justice atteignaient la somme de 670 livres.

Terminons par quelques lignes qu'on pourrait faire précéder par la rubrique de *faits divers*.

Chapitre des recettes : Pour un adultère, une amende de 20 sous.

Chapitre des dépenses : le bourreau recevait seulement 7 livres de gages « pour luy aider à vivre », mais toute exécution lui était payée : il recevait 27 sous pour avoir fouetté deux hommes à Condom; 30 sous pour avoir pendu un larron, à Agen; 55 sous pour avoir décapité, à Villeneuve, une ribaude coupable d'infanticide.

On voit que ces comptes sont comme nos journaux. Ils nous font connaître un peu de la vie quotidienne au temps, qui nous paraît si lointain, du terrible roi Louis XI.

G. THOLIN.

Un gentilhomme gascon. — M. Jean D'Elbée écrit dans la *Revue Hebdomadaire* un intéressant article sur Du Cause de Nazzelle, gentilhomme gascon des environs d'Agen, qui publia ses mémoires sous le nom d'« Aventures de Guerre et d'Amour. Un Complot sous Louis XIV ».

La vie de ce cadet de Gascogne fut aventureuse, héroïque et galante, et l'on peut supposer qu'elle résume parfaitement la vie que menaient à Paris nos compatriotes sous Louis XIV.

Ils y arrivaient bien pourvus de titres et de noms ronflants, mais totalement privés d'argent et, malgré ces conditions déplorables, ils arrivaient par leur habileté, leur savoir-faire et leur succès auprès des belles, à occuper souvent des situations très importantes à la Cour comme à la ville.

Lauzun est demeuré le prototype de ces aventuriers gascons, qui conquéraient les cœurs avec une audace souriante et savaient aussi défier la mort avec le courage tranquille des vrais braves.

Dumas père, en créant ses *Trois Mousquetaires*, n'a pas fait

(1) Nous avons signalé, dans *Ville libre et Barons*, une autre cause de ces concessions si fatales aux bonnes villes et particulièrement à celle d'Agen. En fermant les yeux sur leurs empiètements, les rois avaient trouvé le moyen, peu onéreux pour eux, de récompenser les services militaires des grands chefs qui avaient combattu pour la cause française.

œuvre d'imagination, comme on pourrait le croire : il a narré la très véridique histoire de quelques-uns des Gascons qui étonnaient Paris par leurs succès galants, leur témérité et leur héroïsme.

Du Cause de Nazelle est un de ceux-là. Nous le voyons successivement conquérir une multitude de belles, puis, abandonnant l'amour pour la guerre, batailler en Flandre, en Allemagne, à Candie. Blessé, il revient à Paris, a quelques duels avec des maris trop jaloux et, enfin, se marie avec une jeune fille qu'il enlève, comme il convient dans la vie d'un homme aussi romanesque.

Le hasard de sa destinée le trouve mêlé au complot de Rohan, Van den Enden et Latréaumont contre Louis XIV. Grâce à lui les conspirateurs sont démasqués, mais pour n'avoir point voulu mêler le nom du marquis d'Ambre à ce complot, notre gascon se vit disgracié et apprit à ses dépens que le rôle de témoin gênant est le plus ingrat que l'on puisse rêver.

M. Jean D'Elbée a su faire passer sous nos yeux, en quelques pages rapides, cette vie mouvementée et en signaler tout l'intérêt. Il l'a fait avec ce style raffiné et élégant qui trahit une âme d'artiste et de poète, unie à un amour très vif pour le caractère chevaleresque des Gascons.

La *Revue de l'Agenais* ne saurait passer sous silence la 3^e édition de ces mémoires publiés par Ernest Daudet, car Du Cause de Nazelle est un Agenais de vieille et pure souche. Parmi ses descendants directs il nous suffit de signaler la comtesse de Raymond, que son esprit a rendue chez nous presque légendaire, et les Montesquieu, qui habitent la Brède, Agen et Paris. Cette dernière famille est deux fois parente du jeune héros gascon, par les de Raymond et par les d'Ivernois.

Jacques AMBLARD.

Première captivité de Bernard Palissy. — Comme ses coreligionnaires, le célèbre potier agenais du xvi^e siècle eut à subir le contre-coup des persécutions religieuses qui ensanglantèrent le Sud-Ouest au cours de cette époque si troublée. M. Patry, notre sympathique et érudit collègue, a fait paraître dans le *Bulletin de la Société de l'histoire du Protestantisme français* (janvier-mars 1921), un article sur la *Captivité de Bernard Palissy pendant la première guerre de Religion* (1562-63).

Accusé d'avoir participé aux excès commis dans les églises de Saintes « le jour que les pilhiers d'airains qui estoient au grand autel de l'esglise du dit Nainctes ensemble les boys et paremens d'icelluy furent rompuz et desmolys », il fut arrêté et emmené à Bordeaux, à la requête du doyen du chapitre et des chanoines.

Palissy s'était exprimé, en plusieurs circonstances, en termes violents sur ce clergé ; aussi une grande animosité existait-elle entre eux. Notre compatriote eut beau affirmer que ce jour même il « besognait et travaillait de son métier », il avait porté dans ses propos de trop grandes accusations sur le laisser aller et la conduite de certains prêtres pour pouvoir être aisément relâché. On sait qu'il fut sauvé de la mort grâce à l'intervention du duc de Montmorency, qui le fit nommer *l'Inventeur des rustiques figulines du Roy*. Il n'en devait pas moins mourir à La Bastille, où il fut jeté, en 1588, par ordre des Seize.

Nous remercions M. Patry d'avoir fourni des éléments nouveaux sur une période obscure de la vie de l'illustre potier, grâce à la découverte de pièces inédites dans les archives départementales de la Gironde.

C^t LABOUCHE.

Ah ! Geins sous la chaleur. — Revue locale en deux actes par M^{me} Nozette et M. Saint-Gillis — éditée en août 1921 par le journal *L'Indépendant de Lot-et-Garonne* — brochure illustrée de 95 pages.

Les quatre représentations triomphales de cette Revue ont prouvé aux auteurs que leur œuvre était goûtée du public agenais. Ce fut un succès auquel l'interdiction de l'autorité municipale ne fut pas étrangère, mais qui est dû surtout et avant tout aux grandes qualités de la Revue.

C'est de l'actualité locale, c'est la race agenaise en 1921, représentée sous un jour amusant. Tout y est : Les prunes d'Agen, le trafic des wagons, les vols à la gare, l'incendie du lycée des jeunes filles, le Jasmin d'argent, le marché de première main, le service de nettoyage, l'affaire du frigo, du théâtre, de la statue de Monluc, etc., etc. Tout cela, finement observé, nous est présenté avec beaucoup d'esprit, de vivacité, de gaieté et une douce ironie. C'est de la satire fine, légère, amusante, spirituelle, bien française, et d'une tenue irréprochable.

La brochure qui nous donne *Ah ! Geins sous la chaleur* est charmante, fort bien imprimée et illustrée. Nous y trouvons le groupe des acteurs bénévoles, quelques-unes des scènes les plus amusantes et deux ou trois silhouettes fort connues des Agenais. Tous nos compliments à l'imprimeur, mais surtout aux deux auteurs.

R. MARBOUTIN.

PHARMACIE DU PROGRÈS

MAISON SPÉCIALE
DE VIN DE QUINQUINA

MAZET PÈRE & FILS

Boulevard de la République et rue Voltaire, AGEN

BANQUE Ch. GUILHOT

AGEN

Agences à **CONDOM, TONNEINS** et **NÉRAC**

Bureau à **FUMEL**

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE & DE BOURSE

LOCATION DE COFFRES - FORTS

CONSTRUCTIONS A FORFAIT ——— Payables en 10, 15, 20 ou 30 ans ———
Maison de Rapport, Hôtels, Villas, Usines, Restaurations, Forfait

Commerçants, Industriels, Négociants, Agriculteurs, Ouvriers, Employés, etc.,
peuvent accéder à la propriété par l'économie
des loyers et la diminution des frais généraux avec **Le Loyer Acquéreur**

S'adresser — à — **L. Vivarès** ——— Architecte, 5, rue Maillé, AGEN ———
Directeur départemental pour le Lot-et-Garonne et le Gers

VIENT DE PARAÎTRE

Aux éditions de l'*Indépendant de Lot-et-Garonne*, **Ah ! Geins sous la Chaleur**, revue locale en 2 actes, de NOZETTE et SAINT-GILIS. — En vente partout..... 2 fr.

CINQUANTE CARICATURES

actuelles et locales avec gazettes rimées, par Madame NOZETTE. Un volume de 120 pages broché. Edition sur papier d'Arches..... 20 fr.
— simili-Japon..... 10 fr.
— papier satiné..... 5 50

Envoi **franco** contre montant adressé à l'*Indépendant*.

EN SOUSCRIPTION pour paraître fin novembre :

CROQUIS AGENAIS

dessins à la plume de MM. PRADÈRE, PÉCON, etc...

Edition sur papier d'Arches, 10 fr. 80 ; sur simili-Japon, 5 fr. 50 ; sur papier ordinaire, 3 fr. 50.

Le tirage est limité au nombre d'exemplaires souscrits

Photographie Balistai

La Maison exécute tous
TRAVAUX D'AMATEURS



DÉVELOPPEMENTS - PLAQUES ET PELLICULES
— TIRAGES TOUS PAPIERS —



Plaques, Produits, Appareils

Toutes fournitures KODAK

HORLOGERIE
BIJOUTERIE

J. B. CAPDUPUY

OBJETS D'ART
ORFÈVRERIE

65, Boulevard de la République (En face le Crédit Lyonnais)
:: :: 4, Rue Lafayette, 6, Rue Jacquard - **AGEN** :: ::

ACHAT D'OR ET D'ARGENT ET PIERRES FINES

AU LOUVRE D'AGEN

MAISON
E. ARNAUD

Maison spéciale de Tissus H^{te} Nouveauté

RAYON DE CONFECTIONS POUR DAMES

Modèles exclusifs créés par la Maison

ÉPICERIE FINE * PRODUITS DE LUXE

L. CASABONNE

25, Rue Cornières et Boulevard de la République - **AGEN**
TÉLÉPHONE 0.20

MÉCANOGRAPHIE

103, Boulevard Carnot — **AGEN**
Téléphone 2-55

Underwood, Remington, Monarch, Royal

DERNIERS MODÈLES - *neuves* - LIVRABLES IMMÉDIATEMENT

RÉPARATIONS, RECONSTRUCTION et LOCATION de toutes Machines à écrire

Merveilleuse
Essence
à détacher

NETTOLINE

La seule qui
nettoie en
parfumant

La NETTOLINE G. T. C. est le véritable trésor du vestiaire

En vente chez tous les Pharmaciens, Droguistes, Parfumeurs et Merciers

Dépôt Général : **DROGUERIE CENTRALE DU SUD-OUEST, Maison G. Thomas - AGEN**

RELIURE ET CARTONNAGES

Maison de confiance fondée en 1810

ANCIENNE MAISON LASSALLE

J.-F. RUFFE, Succ^{se}ur

Relieur-Doreur

37, Rue Richard-Cœur-de-Lion, AGEN

FABRIQUE DE REGISTRES — ENCADREMENTS

HOTEL CENTRAL MODERNE



Rue Lafayette

✿ **Léon Laventure**

PROPRIÉTAIRE

Sportmen!... équipez-vous à Agen

chez COURT Boulevard
Carnot

TOUT POUR TOUS SPORTS

Foot-ball, Tennis, Athlétisme, Natation, Boxe, etc...

REMISE AUX SOCIÉTÉS

"LA RUCHE MÉRIDIONALE"

Ses Produits

Sont Supérieurs

à Tous

Pour tout ce qui concerne la publicité s'adresser à
M. Jacques AMBLARD, Avocat, 1, rue Floirac. — AGEN

LIBRAIRIE ANCIENNE ET MODERNE

Félix FERRAN

14, 16, 18, Rue Richard-Cœur-de-Lion — AGEN

Barbier. — Chronique de la Régence et du règne de Louis XV (1718-1763). Paris, Charpentier, 1857 ; 8 vol. in-12 reliés demi veau.....	40
La Bruyère. — Œuvres, édition des Grands Ecrivains de la France, par Régnier. Paris, Hachette, 1878 ; 5 vol. in-8° brochés.....	50
Lacroix. — Le xviii ^e siècle. Institutions, usages, costumes, lettres, sciences et arts en France. Paris, Didot, 2 vol. grand in-8°, illustrés de 37 planches en couleurs et 600 gravures sur bois, rel. édit. chagrin rouge tr. dorées.....	50
La Rochefoucauld. — Œuvres, éditions des Grands Ecrivains de la France, par Régnier. Paris, Hachette, 1878, 5 vol. in-8° brochés.....	50
Larousse. — Nouveau Dictionnaire illustré, avec supplément, 8 vol. rel. édit. chagrin rouge, état neuf.....	500
— La Hollande illustrée, rel. édit. chagrin vert, état neuf.....	35
— L'Allemagne contemporaine illustrée, rel. édit. chag.	30
— Paris-Atlas, illustré, rel. édit. chagrin vert, état neuf.....	30
— Atlas Larousse illustré, en 2 volumes, rel. éditeur.....	40
— L'Italie illustrée, rel. édit. chagrin vert (épuisé).....	45
— La France héroïque et ses alliés, 2 beaux vol., illustrations en couleurs et en noir rel. édit., exemplaires neufs.....	140
Larousse pour tous. — Dictionnaire illustré en 2 vol. brochés, état neuf....	60
Loubeau (P. de). — La Méditerranée pittoresque avec préface de Gaston Deschamps. Paris, Colin, 1894 : in-4° illustré, reliure éditeur (épuisé)....	25
Michelet. — Histoire de France et de la Révolution, illustrées par Daniel Vierge. Paris, Lacroix ; 28 vol. in-8°, brochés, bon état.....	90
— Histoire de France, illustrée par Daniel Vierge. Paris, Lacroix ; 19 vol. in-8°, reliés demi chagrin vert, très bon état.....	125
E. Ollivier. — L'Empire libéral, études, récits et souvenirs. Paris, Garnier ; 17 vol. in-12, brochés, très bon état.....	45
Reclus. — Nouvelle géographie universelle, avec de nombreuses cartes et gravures. Paris, Hachette, 19 vol. grand in-8° reliés demi veau, très bel état.....	250
Spire Blondel. — L'art et le goût intime en France ; grand in-8° illustré, reliure neuve, demi chagrin rouge, tête dorée, tranches ébarbées.....	30
Sybel (de) — Histoire de l'Europe pendant la Révolution française, édition revue par l'auteur et précédée d'une préface écrite pour l'édition française. Paris, Alcan, 6 vol. in-°, brochés.....	30
Viollet-le-Duc. — Les peintures murales de Notre-Dame de Paris. Paris, Morel, 1868 ; album grand in-folio avec les couvertures des livraisons, édité à 220 francs.....	80
Viollet-le-Duc et Narjoux. — Habitations modernes ; 2 vol. in-folio contenant 200 planches en cartons. Paris, Morel, 1875.....	80

Livres neufs et d'Occasion

Achat de Bibliothèques au comptant

N° 6

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

48^e Année. — Novembre-Décembre 1921.



AGEN
IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

—
1921

Toute reproduction même partielle de la *Revue* est rigoureusement interdite.

SOMMAIRE

I. — L. BORDES. — Auguste Guénot.	345
II. — E. LAFONT. — La tradition de Crocolaco dans la région de Puymirol.	348
III. — E. COUTURIER. — La population du Lot-et-Garonne après la guerre.	364
IV. — PH. LAUZUN. — Le château de Duras (suite).	374
V. — DENIZOT. — Le bonhomme Janvier (poème).	393
VI. — <i>Nécrologie</i> : M. Emile Trifle (BITAUBÉ). — M ^{me} Philippe Lauzun (BITAUBÉ). — M. Abel Sazy (BONNAT). — Emile Cartailhac (MARBOUTIN).	394
VII. — <i>Chronique</i> : A propos du centenaire de la mort de Napoléon ; L'œuvre lot-et-garonnaise de Napoléon (R. BONNAT). — Comment fut connue la mort de Napoléon à Agen (Commandant LABOUCHE). — M. Théron de Montaugé (R. BONNAT). — Procès-verbaux de séances de la Société académique (R. BONNAT).	398
VIII. — <i>Bibliographie</i> : Tourny (1695-1760), par Lhéritier (O. GRANAT). — La question du Pacifique, par Jean Rodès. — La Galerie de l'Indépendant (R. BONNAT).	403
IX. — Table de l'année 1921.	407

PLANCHE

Le monument aux morts de Moncrabeau.

Pour paraître prochainement

Jacques Chaumié, par Bouchard et Bitaubé. — L'évêque constitutionnel Constant, par le chanoine Durengues. — Les régiments lot-et-garonnais pendant la guerre de 1914 à 1918, par le commandant Labouche. — Les Veillées gasconnes, par L. Bordes. — Jean Diffre, par J. Torthé.

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Prix du fascicule : 2 fr. 25

PRIX DES TIRAGES A PART

A 50 exemplaires. 32 francs la feuille
A 100 exemplaires. 42 francs la feuille

La couverture comptant pour un quart de feuille. Brochage en plus.

Pour tout ce qui concerne la rédaction, l'administration et le service des abonnements de la Revue, s'adresser directement à M. BONNAT. AUX ARCHIVES DÉPARTEMENTALES, AGEN, et pour la publicité à M. JACQUES AMBLARD, AVOCAT, RUE FLOIRAC, AGEN.

Il est rendu compte dans la *Revue* de tout ouvrage dont il aura été adressé deux exemplaires à la direction de la *Revue*.

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la Revue



AUG. GUÉNOT
(Le monument de Moncrabeau)

QUESTIONS

[illegible]

Guénol est un jeune homme de vingt-cinq ans, d'un bon lignement officiel, et ceci sans aucune prétention à la décoration pour certains. Il a débuté par le dessin, et n'a pu être un artiste. Il fit longtemps de la décoration, il ne put le pas, par conséquent, devant le bloc de pierre, le nu, le bois. La taille, tricotée avec ses bandes, ses hennies, ses chevilles, ses intégrités, ne lui a servi à rien, même de bas, convenant bien à sa modestie, à son métier. A l'issue de la guerre, ayant pris conscience de sa valeur, il est allé à Paris, il a fait de belles statues, et le succès a montré qu'il n'avait pas tort, qu'il avait des ailes et qu'il pouvait voter.

Les autres sont des sculpteurs qui n'oublient pas que la sculpture est une œuvre purement architecturale, et que, si elle est dépourvue de tempérament d'artiste, elle a gardé de son origine des obligations qui sont devenues des préceptes pour eux. Ils possèdent peut-être un peu d'un bloc qui n'est pas le bloc de l'artiste, mais qui leur permet de donner une pureté à leur œuvre, et de se consacrer à l'œuvre de perfectionnement.



AUG. GUÉNOT
(Le monument de Moncrabeau)

AUGUSTE GUÉNOT

Auguste Guénot est de Toulouse, et cependant je n'ai pas à m'excuser d'en parler ici, d'abord parce qu'il y a profit à parler d'un homme de talent, en outre parce qu'il a des amis chauds dans le Lot-et-Garonne et qu'il est presque un des nôtres. Il l'est par une œuvre qui a déjà sa popularité, par le monument aux morts de Moncrabeau qui — sans menterie — est bien un des plus beaux qui aient été faits dans ces temps-ci, où ils ont été faits si nombreux. Il l'est encore parce qu'il va faire le monument de Nérac. Enfin, je sais un village, sur les coteaux de la Baïse, où, durant quelques mois d'été, dans un atelier que la splendeur des soirs d'automne inonde d'une lumière toute d'or, il prépare ses envois au Salon, et ce village l'a adopté. *La Revue de l'Agenais* pouvait-elle faire moins que de lui faire bon accueil ?

Guénot est un jeune. Il a reçu aussi peu que possible l'enseignement officiel, et ceci sera assurément une recommandation pour certains. Il a débuté par être un ouvrier avant d'être un artiste. Il fit longtemps de la décoration. Il ne recule pas, par conséquent, devant le bloc de pierre, de marbre ou de bois. La taille directe, avec ses hardiesses, ses heureuses trouvailles, ses inégalités même, qui sont un charme de plus, convient bien à sa maîtrise dans le métier. A l'issue de la guerre, ayant pris conscience de sa valeur, il est allé à Paris, il a fait de belles statues, et le succès a montré qu'il n'avait pas tort, qu'il avait des ailes et qu'il pouvait voler.

Les jeunes sont des sculpteurs qui n'oublient pas que la sculpture est une sœur plus jeune de l'architecture, et que, si elle est depuis longtemps hors de sa tutelle, elle a gardé de son origine des obligations qui sont des lois. Ils professent qu'une statue est un bloc qui a des formes belles, et que sa puissance de donner une pure émotion artistique est diminuée dès que la préoccupation d'exprimer des sentiments ou

des idées devient trop visible et prédominante. C'est une erreur de dire que la représentation de la nature, même arrangée, est *le but* de l'art : la nature n'est que la matière la plus riche, infiniment riche, de laquelle on ne peut se passer, mais elle est le moyen : le but est l'émotion artistique.

Nos jeunes sculpteurs reviennent ainsi aux plus pures traditions de la Grèce et de la Renaissance. Quoi qu'on en dise, le *Laocoon* est le tour de force d'une période de décadence : il eût attristé Phidias. Si Michel Ange commença par la *Pietà* qui est à Saint-Pierre, si pleine de sentiment, il continua par *Les Esclaves*, qui sont de beaux blocs de marbre, et il finit par la *Pietà* de Florence, son œuvre des derniers jours, et qui est bien la plus architecturale des ébauches et la plus extraordinaire. Nous serions moins fatigués par la monotonie des monuments que l'on éleva en France aux morts de 1870, si on eût moins méconnu ces vérités. Et voilà pourquoi c'est faire, en un certain sens, l'éloge de Guénot que de dire qu'il expose avec les jeunes.

Le monument de Moncrabeau est un prisme carré de pierre de Bruniquel, soutenu par quatre cubes de la même pierre, et surmonté d'un buste de poilu. L'ensemble est d'une simplicité rustique. Sur les quatre faces du prisme sont gravés les noms des soixante-six morts de la commune, en lettres romanes, simples, mais très artistiques. On a évité la banale inscription qui rappelle trop l'énumération des prix de vente devant une boutique.

Quant au buste, est-ce bien le buste d'un poilu ? Il a un casque, mais il est lauré. Guénot a pensé qu'une tête belle, ayant des traits énergiques et austères, telle que la concevaient les Florentins du xv^e siècle, une tête qui rappelle le Guattamelata ou le Colleone, perpétuerait bien mieux le souvenir de nos soldats, de leur courage et de leur énergie farouche, que le portrait exact avec les musettes et le fusil. Le costume passe, et, à le voir si souvent répété, on s'en lasse. Ce qui ne passe pas, c'est le sentiment en nous suscité par une forme belle de l'inépuisable beauté du corps humain. On

s'étonnait que Michel Ange, quand il faisait *Le Penseur*, se préoccupât si peu de faire le portrait du duc d'Urbin : « Qui le saura dans dix siècles ? » répondit-il.

Il faut louer Guénot d'avoir eu ce courage, malgré les sollicitations dont il fut l'objet de la part de ceux qui lui demandaient de mettre à cette tête au moins de longues moustaches tombantes, afin qu'il ressemblât à un Gaulois.

Ce souci de la pure beauté du corps humain se retrouve dans toutes ses œuvres. Il a même renoncé à cette recherche d'une simplicité artificielle qui prétendait, en émaciant le corps, en idéalisant jusqu'à l'inconsistance les lignes d'un visage, éveiller en nous un sentiment religieux. C'est un art d'esthète qui ne convient nullement à la franchise un peu rude de sa nature. Les deux années qui viennent de s'écouler nous le montrent préoccupé de plus en plus de formes robustes et saines. Sa *Nausicaa* est de la solide sculpture. Sa *Marie-Madeleine* pousse le souci du vrai jusqu'à la brutalité; la sincérité en même temps que l'habileté technique en font une de ses œuvres les plus captivantes. La *Jeunesse à la draperie* eut aux Indépendants un succès que les critiques se rappellent encore. Les amateurs éclairés de la capitale disputèrent à l'Etat son *Torse de jeune fille*. Enfin sa *Bacchante à l'enfant*, exposée au Salon d'automne, si moderne quoique si classique d'allure et de tendances, vient d'être achetée pour le Musée du Luxembourg.

De plus en plus, il se cantonne dans l'étude du nu. Le vêtement ne lui sert que pour souligner ou enrichir une belle arabesque, à laquelle il soumet son œuvre. De plus en plus aussi il ramasse pour ne pas s'écarter du caractère architectural et conserver à son œuvre, par l'équilibre de l'ensemble, le calme si favorable à l'émotion artistique. Ses statues, même les plus gracieuses, sont encore des blocs, et cela ne nuit en rien ni à la richesse des surfaces ni à la beauté des lignes.

L. BORDES.

LA TRADITION DE CROCOTACO DANS LA RÉGION DE PUYMIROL

I. — *Les Documents.*

La ville de Puymirol, qui était officiellement, avant 1789, la septième cité de l'Agenais, fut surtout connue sous l'ancien régime pour sa halle au blé qui ne cessa d'être une des plus importantes de Guyenne. Les transactions y atteignaient un chiffre d'autant plus élevé que les négociants de la juridiction exportaient d'énormes quantités de grains à destination des colonies. Embarquées soit à Lafox, soit à Laspeyres, ces denrées descendaient la Garonne jusqu'à Bordeaux où elles empruntaient la voie de mer.

Le marché aux céréales était régulièrement tenu le mardi et le vendredi de chaque semaine et le greffier communal était chargé d'enregistrer les cours sur le fourleau ou livre des mercuriales. Ces documents, soigneusement conservés aux archives de la mairie, constituent une collection précieuse permettant de constater au jour le jour pendant près de trois siècles les variations du prix du froment, de la méture, du millet ou des fèves.

Parfois, cependant, on trouve la mention : « *Marché nul à cause des foires du Gravier d'Agen* » ou « *Le marché n'a pas été tenu parce qu'il coïncidait avec Notre-Dame de septembre* ».

Cela s'explique, mais un étranger comprendrait moins la mention qui figure à la date du 17 mars 1752 : « *Point de marché comme estant feste de Croquetatôt dans la présente ville.* »

Intrigué par ce nom (qui n'a pas eu les honneurs du calendrier), vous cherchez des renseignements auprès des habitants qui sont unanimes à répondre :

« C'est, chez nous, une tradition très vieille que l'on pourrait résumer ainsi : A la fin de l'hiver, quand Mars amène ses giboulées qui sont les dernières épreuves de la lutte entre les frimas finissants et le printemps vainqueur, à l'heure inquiétante où commence une nuit encore aussi longue que le jour, une forme mystérieuse et voilée rôde de la Comtal à la Citadelle et de la rue des Agneaux à la rue des Argentiers; puis elle erre à la campagne d'un village à l'autre et, selon le seul caprice de sa fantaisie, heurte au volet de telle ou telle maison.

— Qui es aco ? demande le laboureur, sans quitter la cheminée où brûlent les débris de chanvre broyés dans la journée.

— Crocotaco ! répond l'ombre lugubre qui reprend aussitôt sa marche vagabonde. Plus loin, elle frappe encore.

— Pan, pan ! — Qui est là ? demande le marchand entr'ouvrant un panneau dans sa large fenêtre.

— Resté là ! clame au dehors la voix nocturne.

Et le bourgeois tombe inerte sur les dalles de sa boutique, sans avoir eu le temps de rien voir, ni de recommander son âme à Dieu.

Puis notre Croquemitaine poursuit sa course désordonnée, heurtant un peu partout à l'aveuglette : « Qui es aco ? — Crocotaco ! » ce qui est un simple amusement. « Qui est là ? — Reste là ! » ce qui est un arrêt de mort. »

Ainsi présentée, la légende paraît s'entourer de quelque invraisemblance et l'on est porté à croire qu'elle a été dénaturée par les générations qui nous l'ont transmise. La seconde partie, notamment, n'a dû être ajoutée que dans la suite des siècles par des conteurs ignorants contre lesquels toute l'Histoire proteste; il est, en effet, inadmissible que le fléau, indulgent pour les humbles, ait sévi avec rigueur contre les riches, seuls familiarisés avec la langue française.

Un document digne de foi permet de rétablir la vérité.

A la fin du Registre Paroissial de 1755, nous lisons la note suivante :

« Aujourd'hui, 2 mai 1755, nous soussigné, avons jugé de marquer pour mémoire perpétuelle que le Carême de ladite année 1755 a été prêché à Puymirol avec éloquence par M. noble Boudon de Lacombe, prieur-curé de Puymirol et seigneur de Notre-Dame de Grand Castel et que nous lui avons prêté deux fois seulement notre petit secours : le premier dimanche et le troisième vendredi de mars, *jour de la fête de Crocotaco*, jour remarquable pour les habitants de cette ville qui furent délivrés d'un fléau, ou pour mieux m'exprimer d'un *ange exterminateur* qui, selon les traditions les plus anciennes et les plus avérées, *annonçait la mort par le mot Crocotaco*; j'expliquai au long la vérité de cette punition célèbre dans le discours que je prêchai et je la prouvai invinciblement; en foi de quoi ai signé : FIEUZAL, vicaire. »

La date du 17 mars, signalée par le fourleau de 1752 et le sermon de 1755, est confirmée par l'usage. Parmi les six foires de Puymirol tenues avec éclat sous l'ancien régime, celle de mars n'a cessé de s'appeler : *foire de Crocotaco*.

Le même jour était célébrée une procession expiatoire ou d'action de grâces. Le *Registre paroissial de 1746* porte à la date du 17 mars la déclaration suivante :

« Je soussigné, Duvigneau, prieur et curé de cette ville, docteur en droit civil et canon, déclare que le même jour, troisième vendredi de mars, la procession du Très Saint Sacrement s'est faite d'un bout de ville à l'autre selon l'usage non interrompu depuis que cette ville fut délivrée d'un fléau qui, selon la même tradition, punissait les gens de mort. Cette procession a été des plus solennelles; tous les prêtres du canton y ont assisté avec beaucoup d'édification ainsi que tous les corps de ville. La cause de son établissement est si ancienne qu'il ne nous en reste que l'usage qui oblige comme la loi, étant d'ailleurs autorisé par la permission de Nos Seigneurs évêques d'Agen. Signé : PERROU, vicaire (*sic*). »

Dans les *Registres paroissiaux de 1700*, une liste des *Obits et Fondations de la paroisse de Saint-Seurin* cité en premier

lieu une procession générale qui se faisait régulièrement le troisième vendredi de mars. On portait le Saint Sacrement depuis l'église Notre-Dame de Grand Castel (église actuelle) jusqu'à la Chapelle des Pénitents Blancs (magasin du Syndicat des Propriétaires agricoles, près de l'écurie de M. Vernéjoul, maire), puis on remontait aux Cornières dont on faisait le tour et on allait jusqu'à la Citadelle, où un reposoir prie-Dieu était dressé à l'ancienne chapelle des Prisons que les Chartreux avaient desservi quelque temps.

Le prieur-curé Duvigneau a signalé la tradition de Crocotaco comme étant d'un établissement très ancien. Ne cherchons pas des documents contemporains de cette lointaine époque; nous n'en trouverions pas car les vieilles archives catholiques ont disparu pendant l'occupation protestante de la fin du xvi^e siècle et du commencement du xvii^e.

Par contre, c'est à la date sur laquelle on comptait le moins, en pleine Révolution, trois ans après la prise de la Bastille, que nous verrons refleurir la séculaire légende et que nous serons fixés avec précision sur son indéniable origine.

Le 17 juin 1791, le Corps municipal, à la requête de M. Pezet, procureur, « considérant que la maladie épidémique qui ravage la ville depuis trois ans jette le trouble et la consternation chez tous les citoyens, considérant que le mal progresse de jour en jour et que la quantité de gens qu'il moissonne laisse redouter à chacun une fin soudaine et tragique, considérant enfin que les médecins du canton sont atteints par le fléau et que le seul qui soit en état de soigner ses compatriotes est à peine convalescent et craint une rechute mortelle », cherche au dehors des praticiens pour porter un soulagement aux nombreux malades de la **localité**.

Devant l'inefficacité des moyens naturels, on songea aux moyens surnaturels.

Le 9 mars 1792, sur la proposition de l'abbé Vallet, ce curé constitutionnel qui devait, pendant la Révolution, épuiser dans la même ville toute la gamme des fonctions publiques,

le Corps municipal adressa à l'évêque Constant la pétition suivante :

« Les paroissiens de Saint-Seurin de Puymirol sont dans le pieux usage de célébrer le tiers vendredi de mars de chaque année une fête à eux traduite par leurs prédécesseurs à l'occasion de la *peste et mortalité arrivées à leurs pères en 1363*. Sans doute, cette fête fut alors établie puisqu'il paraît vraisemblable qu'on l'ait obtenue par permission du chef suprême de l'Eglise universelle, du consentement de l'Evêque diocésain, attendu que parmi les débris d'anciens titres on a vu qu'elle avait été suspendue, on ne sait en quelle année, mais que le 6 janvier 1654, le corps de ville s'étant assemblé avec partie des citoyens de ladite paroisse, il fut résolu de renouveler cette fête, sans doute pour quelque contagion qui arriva aussi à cette époque sur cette paroisse et qu'on la solenniserait avec la même décence pratiquée par les ancêtres et de la manière qu'ils en avaient obtenu la permission de Sa Sainteté. Depuis ce renouvellement, on n'a point cessé de célébrer cette fête en chantant ordinairement grand'messe du Saint Sacrement pendant laquelle il est exposé et après l'Evangile on prêche, et à la fin d'icelle il y a procession du Saint Sacrement dans la ville, avec les mêmes cérémonies que l'Eglise pratique le jour de la Fête-Dieu. Cette fête si solennelle, Monsieur, nous a été traduite par nos anciens; nous l'avons toujours pratiquée ainsi jusqu'en 1783, date où cette procession du Saint-Sacrement nous a été interdite verbalement en septembre par M. Bonnac, lors évêque d'Agen, dans le cours de sa visite, qui, néanmoins, nous donna la liberté de célébrer cette fête avec procession ordinaire, à l'exclusion du Saint-Sacrement, et au retour de laquelle il permit de donner la bénédiction, ce que nous avons toujours pratiqué jusqu'en 1784. Mais aujourd'hui, considérant la longue origine de cette institution et les motifs qui ont dirigé nos pères à demander son établissement, nous vous demandons du fond du cœur l'autorisation de la célébrer comme nous l'avons fait jusqu'en 1783; car à dater de cette dernière époque il semble que la main de

Dieu s'est appesantie sur nous, puisque nous éprouvons des calamités qui nous déchirent tant par l'enlèvement des fruits de la terre que par des maladies aiguës et cruelles qui ont ravagé et moissonné pendant trois ans consécutifs la majeure partie de nos concitoyens; c'est pourquoi, ayant en nous quelque remords que cette suppression de procession ci-devant établie n'attire sur nous la colère du Tout-Puissant, nous espérons que vous aurez des entrailles paternelles pour seconder les désirs de vos enfants. »

La pétition Vallet, signée le 9 mars 1792, expédiée le 10, reçut sur le champ un accueil favorable. Le 12, M. Constant autorisait la solennité, et le 17 la vieille tradition était reprise sous sa forme primitive.

Ce ne fut pas pour longtemps, car la Convention et le Directoire substituèrent aux ci-devant processions religieuses les cortèges de l'Etre suprême et de la déesse Raison.

Rétablie sous le Consulat, la fête de Crocotaco fut célébrée jusqu'à la fin du XIX^e siècle, en exécution du vœu de nos pères : « Si les gens bien pensants, ceux que n'a pas affolés l'inobservation du vrai culte, parviennent par leurs prières à conjurer le fléau, une procession solennelle sera faite en mémoire de cette catastrophe et de sa délivrance. »

II. — *L'Evocation.*

La date de 1363, indiquée dans la délibération de 1792, est confirmée par un autre document non moins probant.

Lorsque, le 7 mai 1757, le procureur Canel inventoria le fonds ancien qui devait disparaître dans l'autodafé de l'an II, il cota sous le signe CC « autres lettres patentes du Roy contenant remise de toutes sortes d'impositions auxdits habitants et université de Puymirol, sous la commission du duc de Charenton, à cause de la *peste et mortalité* quy desola la ville de Puymirol, dactées du 3 octobre 1360, enregistrées l'an 1363 et cottées par lettre CC. »

Ceci correspond bien à l'implacable fléau de 1361 signalé en

Agenais par le Dr Couyba et justifie l'état-civil de Crocotaco qui ne pouvait être qu'une création du xiv^e siècle.

Tout d'abord, le milieu physique semblait préparé à souhait pour engendrer le mal et propager la contagion.

La bastide, improvisée en 1246 sur un plateau allongé dont elle avait épousé la forme, était par dessus tout une place forte et l'on avait sacrifié aux organes défensifs l'hygiène et le confort les plus élémentaires. Elle présentait l'aspect d'un échiquier coupé par d'étroites ruelles non pavées que l'hiver transformait en impraticables cloaques. Des puits étaient creusés au milieu de l'artère principale, mais l'eau y était rare et douteuse. Comme dans la plupart des cités du Midi, chaque habitant considérait la rue longeant sa demeure comme une propriété personnelle et y déposait tout ce qui l'aurait incommodé chez lui.

Dès le premier jour, la ville fut surhabitée et ses maisons ne suffirent pas à contenir les gens attirés à Grand Castel par les franchises de la Cité comtale. Devant le nombre grandissant des nouveaux venus, la ville qui ne pouvait s'étendre en largeur, sur les glacis hors des portes et des murailles, s'exhaussa d'un nouvel étage ou même scinda et morcela ses habitations. Pauvres maisons en torchis ou pisé, dont quelques-unes ne sont restées debout que parce qu'elles en avaient l'habitude ! Examinez leur disposition intérieure, leur division, par des cloisons de refend, en deux ou trois logements distincts où vivent des familles chargées d'enfants. Chacune d'elles ne dispose plus que de deux pièces très étroites dont l'une sert de fenil, de grange et de bûcher, l'autre de cuisine, de chambre à coucher et d'étable. Les « coseigneurs par indivis de la cité de Puymirol », comme il est dit dans les chartes, y fraternisent avec les bêtes et s'endorment, le soir, entre leurs chèvres et leurs pourceaux. Les bourgeois seuls ont des cheminées. Des croisillons d'un pied carré percent à peine le mur et ne présentent que juste ce qu'il faut d'orifice pour recevoir les émanations de la ruelle ou de l'écurie du voisin. Est-il surprenant que les maladies s'y propagent ? N'est-ce

pas ce contact avec les bêtes et leur litière qui a donné le jour à la lèpre, à la gale, à la teigne ? N'est-ce pas cet égoût à ciel ouvert qu'est la rue avec ses immondices qui fait danser au soleil le microbe de la peste ?

Quant à la campagne avoisinante, elle n'est plus qu'un grand désert, non point ce désert produit par la succession des landes sablonneuses ou des cailloux entre lesquels rampe une végétation rabougrie et brûlée, mais ce qui reste du champ de bataille après qu'on a enlevé les morts. Il y a bien longtemps que, chez nous, Anglais et Français, qui nous sont aussi étrangers les uns que les autres, se battent entre eux. Leurs armées, qui n'ont cessé de stationner, rayonner, vaguer et divaguer, ne traînaient pas à leur suite de convois de ravitaillement. Elles se nourrissaient sur l'habitant et elles étaient parfois si nombreuses qu'elles ne laissaient plus de quoi vivre après elles. Aussi, bien des brassiers sont-ils morts la bêche à la main pour défendre leurs récoltes, tandis que d'autres, pour échapper à la famine, suivaient les routiers de n'importe quel parti.

Par suite de cet exode, les femmes restèrent beaucoup plus nombreuses que les hommes dans la bastide et ses environs où les friches se multiplièrent : Lasbrugues, Bruget, Bruguet, Pech Brugal, Lasbouygos, etc. Elles connurent les tourments de la faim et les crises de la fièvre. Épuisées dans leur chair, ces désespérées ne furent plus rattachées à la vie que par une imagination en révolte et elles se réfugièrent dans un monde surnaturel dont leur état d'âme inquiet assombrissait les couleurs.

N'est-ce pas précisément l'extension du fléau physique et la généralisation du trouble moral enfanté par lui qui poussa le Moyen-Age agonisant à fuir les réalités miséreuses de la vie pour s'enfermer dans le domaine du merveilleux dont il renouvela les mythes ? Il semble, en effet, que pendant cette première Renaissance que nous ont valu les Croisades, chacun, depuis le conteur des veillées des chaumières jusqu'à l'artisan de génie qui a conçu les cathédrales, ait éprouvé le besoin de figurer sous des formes concrètes tous les esprits

bons ou mauvais, toutes les entités métaphysiques qui se partagèrent la faveur ou la crainte des foules. On personnifia les dieux du vent et du feu, des bois et des fontaines. Dans cette matérialisation des forces naturelles, on donna à la mort même sa première et définitive image en la représentant par ses effets, par ce squelette décharné, ces panoplies de tibias, ces crânes oblongs où s'ouvrent deux insondables orbites. Quand cette mort prenait un caractère épidémique, on lui donnait un nom local. Ce fut chez nous Crocotaco.

Dans l'imagination populaire, Crocotaco était un moribond de maigreur translucide, dont les orbes arrondis s'illuminaient de clous d'or, de lucioles phosphorescentes, de feux follets. Il était très grand et portait sur les épaules un suaire flottant dont les longs plis allongeaient encore la maigreur. Il avait la marche ailée de ceux qui ne sont plus de ce monde; en quelques heures il parcourait une région entière et y semait le deuil au seul bruit de son nom.

« Fillette, ferme la porte, car Crocotaco pourrait venir. » Le vieillard Hugonis, enfermé dans sa chaumine de Pech Cantal, a reçu dans l'après-midi ses nièces de Perville qui sont venues lui demander asile après la mort du patriarche. Le soir venu, leurs terrifiants récits jettent la consternation dans la pauvre maisonnette où des enfants dorment jusque sous l'haleine réchauffante de la chèvre. Un garçonnet, effrayé, s'éveille pour entendre ses cousines dire comment, dans la même journée, sept personnes ont été couchées dans la même fosse. Sept fois le génie malfaisant avait crié : « Crocotaco ! crocotaco ! »

Or le vent fait trembler l'huis mal clos dont la chevillette s'est détachée « — Père, je crois qu'on a frappé. — Mais non ! mais non; c'est ton frère qui remue. »

Et comme on entend encore battre les ais de la mauvaise porte, l'étourdi garçonnet demande : « Qui es a... — Tais-toi ! tais-toi, malheureux ! Qu'allais-tu faire ? Si Croco....., mais, chut ! ne pensons pas à cela. »

Hélas, on y pense tant, au contraire, qu'on ne songe plus

à autre chose et qu'en attendant Crocotaco on meurt de peur dans la crainte qu'il vienne.

III. — *Le Fléau.*

La délibération de 1792 cite trois dates — ou plutôt trois époques, — de contagion, car les documents qui s'y rapportent nous apprennent qu'à chacune de ses apparitions, Crocotaco séjourna chez nous pendant plusieurs années consécutives : vers 1363, vers 1654, vers 1789.

A défaut de renseignements statistiques permettant de préciser les effets du fléau au *xiv^e* siècle, nous nous sommes replié sur le *xvii^e* au sujet duquel nous pouvions espérer que les registres paroissiaux et les livres des jurades fourniraient une abondante moisson de détails. Il n'en est rien, et les cahiers des sépultures sont muets pour toute la période qui nous intéresse : 1651, deux actes de décès; 1652, néant; 1653, un; 1654, néant; 1655, un; alors qu'en temps normal il s'éteignait, à Puymirol, un habitant par semaine, et qu'à la fin du siècle on inhumait, dans la seule paroisse de Saint-Seurin, 102 personnes en 1693 et 109 en 1694. Mais cette lacune même est une preuve du fléau. Loin de conclure que la ville avait été désertée (car les cités voisines n'auraient pas reçu nos déserteurs), nous admettons que les registres avaient cessé d'être tenus et nous serons d'autant plus indulgents pour ceux à qui on les avait confiés que parmi les deux sépultures signalées en 1651 figure celle de l'abbé Druilhe, vicaire de Puymirol et desservant de Fraysses, et que le seul décès enregistré en 1653 est celui du prieur lui-même, M^e Pierre Delbès, enseveli par le vicaire général Soldadié.

Quant aux Recueils des Jurades de la juridiction de Puymirol ou des juridictions voisines, ils renferment, à des dates si diverses, tant de délibérations ayant trait au même sujet, que l'on est tenté de se demander si Crocotaco n'avait pas élu domicile dans la région.

En 1628, les consuls d'Agen défendent à leurs administrés possédant des biens à Puymirol de se rendre dans cette ville.

Pour la même raison, ils interdisent aux Puymirolais d'entrer dans Agen. Le 27 octobre, le tailleur Malebaysse ayant, malgré la garde, franchi la porte du Pin en se servant de son épée, le sieur Patru l'arrête et le fait comparaître devant le Bureau de Santé.

Le 31 janvier 1630, les jurats de Saint-Pierre de Clairac déclarent que depuis trois mois ils ont cessé d'être éprouvés par la peste qui ravage encore Puymirol et Agen.

On ne saurait en dire autant de Saint-Urcisse, où la contagion sévit plus fort que jamais en 1631 : 118 décès en quelques mois, alors qu'il n'y mourait, en moyenne, que deux ou trois personnes par an.

En 1634 on place des « torils » aux quatre portes de Puymirol et on leur sert des salaires exceptionnellement élevés afin de stimuler leur zèle : alors qu'on ne donne que 22 livres 10 sols par an à chacun des valets de ville, on paye en une seule fois 100 livres aux « gens gardans les portes » à cause de la contagion qui est à Montauban.

Le 16 août 1636, la maladie étant à Condom, et plus près au Paradieu, dans la juridiction d'Agen, on décide que les portiers feront bonne garde et surveilleront les rentrées.

La même année on fait examiner de près les viandes exposées à l'étal par les bouchers Costebartère et Hébrard.

On défend aux habitants de Beauville d'emprunter la vallée de la Séoune pour se rendre à Agen.

Les consuls frappent d'amendes les cabaretiers qui n'ont pas observé le couvre-feu et fermé leurs établissements à huit heures du soir.

Le 27 juillet 1667, afin de profiter de l'eau — moins contaminée et plus rapprochée — qui sourdait dans la fontaine près des murailles, on fit ouvrir la porte de la *Rause*, que nul homme vivant n'avait vue autrement que fermée.

Vers le même temps, les actes mortuaires (que l'on a recommencé à rédiger plus exactement) mentionnent souvent que les derniers sacrements n'ont pu être administrés aux fidèles, ces derniers ayant été enlevés par une mort soudaine,

ou trouvés morts dans leur lit, ou dans une maison étrangère, ou sur une place publique.

En dernier lieu, les documents privés viennent confirmer et coordonner les quelques renseignements officiels qui précèdent.

La Chronique du frère Hélie, « *Mémoires du Temps d'une grande Peste arrivée à Agen en 1653* » correspond exactement, comme date, à la reprise de la procession de Crocotaco.

Nous retrouvons la même date dans un mémoire des prétentions qu'au cours d'un procès le sieur Blaise Baret, huissier, faisait valoir en 1715 contre Antoine Baudon; le demandeur parlait de son beau-père Jean Martin, mort de la « maladie contasieuze en l'année 1653. »

En marge d'un *Livre de Raison* de Joseph Léonard, bourgeois de Puymirol, nous voyons : « Les enterremens des mors à la campagne, faut que les convois partent scavoir depuis le mois d'avril à la fin de septembre à six heures précises du matin et six heures du soir, et depuis le mois d'octobre jusques à la fin de mars à huit heures du matin et quatre heures du soir, et marcher sans saisse. »

Il n'est pas douteux que ces cortèges funèbres, astreints à avancer sans arrêt ni repos et à ne circuler qu'aux heures où la rue n'est plus fréquentée et où les magasins sont fermés, accompagnaient des pestiférés aux cimetières spéciaux qui leur étaient affectés.

Une tradition orale veut que le secteur Ouest de Puymirol ait enterré ses contagieux sur le Pech de l'Hôpital ou de la Justice, près des fourches patibulaires, tandis que le secteur Est ensevelissait les siens à Pech Burgal, sur les pentes calcaires où on a retrouvé naguère leurs sépultures.

Une autre tradition veut également que les novices de l'Annonciade, installées à Pech Redon, dans l'ancien manoir de Bilhonis, se soient particulièrement dévouées aux incurables pendant ces temps d'épreuves.

Une correspondance privée nous porte l'écho de la panique que la contagion jeta, un demi-siècle plus tard, dans le monde des affaires.

Jusqu'à la Révocation de l'Edit de Nantes, les Réformés avaient eu, à Puymirol, le monopole du haut commerce. Après 1685, quelques-uns abjurèrent pour conserver le marché tandis que d'autres s'expatriaient; mais ils conservèrent entre eux des relations très étroites, si bien que les nouveaux convertis accaparaient les denrées de la région et les envoyaient à leurs anciens corréligionnaires devenus leurs courtiers à l'étranger. Ainsi Bianabe achetait, à Puymirol, la presque totalité de la prune pour son oncle Caulet, de Bordeaux, qui l'expédiait à Testas, à Anvers, ou Balgairie, à Hambourg.

Une épidémie, survenue en 1721, apporta quelque trouble dans leurs opérations.

Le 8 septembre, l'oncle Caulet écrivait à Bianabe :

« Si vous avez acheté de la prune, envoyez-en une trentaine de barils. Je voudrais vous prier de la faire « pacquer » soudain et l'envoyer par premier bateau. Les calamités du temps nous font trembler. On fait garde convenable aux portes de cette ville; il y a une ordonnance de M. l'Intendant qui défend aux marchands de faire descendre nulle sorte de marchandises du côté du Languedoc. J'ai peur qu'on ne voudrait pas aussi recevoir la prune, tant nos jurats et tout le peuple est alarmé; tel est l'ordre du Ciel. Le Seigneur est irrité contre son peuple ! nous devons Le prier en commun accord qu'il apaise sa juste colère... »

La tante Caulet écrivait à la même date : « Je me confie en Dieu, mais ici tout le monde est bien alarmé. Dieu nous conserve et prions le Tout Puissant qu'il nous délivre du mal et nous pardonne à tous. On a attaqué nos drapiers pour la draperie, cela est bien triste. Dieu console les affligés ! L'on voulait la leur faire brûler, mais on a opiné pour la quarantaine. Je vous assure que moi je fais semblant de rire et je pleure dans le cabinet, tant les gens ont de chagrin; mais,

hélas ! que peut-on faire que prier ? Dieu est notre renfort ! Si la peur nous prend, nous sommes tous perdus... »

Le 29 septembre, le commerçant bordelais écrivait encore à son neveu : « On nous apprend toujours de mauvaises nouvelles au sujet du mal contagieux; je viens de recevoir une lettre de Hollande qui me dit que les Hollandais ont défendu de recevoir aucunes marchandises venant du Languedoc, qu'on craint que le commerce sera entièrement suspendu avec la France, ou du moins qu'on fera faire quarantaine. Ainsi, je crois que si nous acheptons de la prune, nous nous trouverons embarrassés et qu'il vaut mieux n'en acheter pas... Le Seigneur veuille apaiser son courroux, nous tenir en santé, etc... »

Le fils Joseph Bianabe, qui faisait à Bordeaux l'apprentissage du négoce auprès de son grand-oncle, ajoutait ce post-scriptum :

« Pour le mal pestilencieux, est défendue l'entrée d'aucunes marchandises du Languedoc, que nul vaisseau du Levant ou des côtes de la Méditerranée depuis l'Espagne jusques au Piémont n'aborde au Texil que par un ordre de l'Amirauté; qu'ils donneront une liste de tous les marchandises, équipages et passagers... »

Par une coïncidence assez curieuse, le spectre de Crocotaco n'ayant jamais entièrement disparu de l'horizon puymirolais, sept ans après, le 4 septembre 1728, l'abbé Pierre Souéry, desservant à Fraysses, se trouva indisposé en sortant de l'église de Puymirol où il avait célébré l'office; il fut transporté chez l'apothicaire Bianabe, frère du commerçant, et mourut dans l'officine de cet intransigeant huguenot.

Plusieurs médecins puymirolais, disparus aujourd'hui, attribuaient au mal des ardents, gangrène ou scorbut épidémique, la mortalité de 1363, à la peste asiatique ou bubonique celle de 1654 et à la suette celle de la Révolution. Si l'on en juge par le nombre des victimes, cette dernière maladie, que l'on serait plutôt tenté de considérer comme bénigne,

aurait été aussi meurtrière que les pestes du xvii^e siècle. Tandis, en effet, que pendant les vingt dernières années de l'ancien régime, la moyenne annuelle des décès était à Puymirol de 25, on en compte 50 en 1789, 72 en 1790, 105 en 1791. De l'examen auquel nous nous sommes livré pour connaître l'âge, la condition sociale et le domicile des 105 personnes décédées en 1791, il résulte que le fléau fut général et frappa indistinctement enfants, adultes et vieillards parmi toutes les classes de la population, que la contagion fut moins grande dans la campagne qu'au chef-lieu, et que, dans l'agglomération même, le quartier de la Citadelle fut plus particulièrement éprouvé. Ce quartier était de construction beaucoup plus récente que le reste de la ville puisqu'il ne fut élevé que sous Henri de Navarre, mais il abritait surtout, comme Saint-Seurin, des familles indigentes.

Au double point de vue de l'aspect extérieur et de l'hygiène publique, Puymirol n'avait rien gagné depuis l'édification de la bastide primitive. Faute d'entretien, le clocher, l'hôtel-de-ville, le collège, le parquet de l'ordinaire, les prisons s'étaient tout à tour effondrés; les portes de ville menaçaient la sécurité des passants et les créneaux des murailles croulaient dans les jardins contigus. Le cimetière, établi jadis dans la vallée du Rat, loin de la Cité, entourait aujourd'hui l'église près de la Cornière. Les pans de bois vétustes se boursouflaient et se crevassaient au niveau du premier étage. Un charpentier dont l'encaustique s'enflammait sur un brasero incendiait toute une rue.

Des étables à bœufs s'élevaient maintenant dans l'antique cité des comtes de Toulouse et les fumiers étaient déposés sur la voie publique.

Les bassins des fontaines étaient devenus des abreuvoirs et une implacable épizootie sévissait sur les bêtes à grosse corne : les foires étaient suspendues et le bétail, consigné dans les granges, était marqué au fer rouge et surveillé par des soldats.

La moyenne fortune ayant à peu près disparu, on ne voyait

plus à Puymirol que quelques maisons bourgeoises échelonnées sur la rue Notre-Dame, tandis que les masures se multipliaient dans les faubourgs. Quelques-unes élevées par l'occupant lui-même ne comprenaient qu'une pièce unique et n'avaient pas de fenêtre; le fils s'étant marié, on disposait à hauteur de main levée un plafond de fagots et on logeait au-dessus le jeune ménage.

Quelques familles avaient creusé une caverne dans le rocher. L'école même, rue des Amours, était un taudis ne prenant jour que par la porte ouverte, et le régent, qui habitait la cave, montait en chaire par une trappe.

En faut-il davantage pour expliquer ce dernier retour offensif de Crocotaco et justifier les secours que, par deux fois, (12 août et 17 octobre 1791) le département accorda aux malades indigents pour payer l'apothicaire Bianabe, le fournier Roudanès, l'hôtelier Delpuch, dit Chatille, et le boucher Gillis ?

Hélas ! le vieux Grand Castel, qui s'était relevé de tant d'épidémies, s'étiolé de jour en jour sous les atteintes combinées de maux aussi cruels : fils unique, discrédit de certaines professions manuelles, oubli des fastes locaux, attrait des villes. Mais un pareil destin ne menace-t-il pas la plupart des bastides que les besoins temporaires d'heures disparues firent ériger en des lieux reculés recommandés par leur seule position militaire ? En rendant impossibles les guerres intérieures, la forte centralisation de Louis XIV a porté un coup fatal à ces agglomérations spéciales. Les courants de la vie ont changé de lit et se sont détournés des donjons isolés pour courir vers les plaines fertiles, les carrefours des grandes voies, les confluent des rivières navigables et les banlieues industrielles des cités grouillantes.

ERNEST LAFONT.

LA POPULATION DU LOT-ET-GARONNE

APRÈS LA GUERRE

Lorsque l'empereur Auguste, voici 1921 ans, voulut dénombrer ses sujets, il ferma auparavant les portes du temple de Janus. Aussi bien la paix seule permet-elle pareille entreprise. Retardé par la guerre, le recensement de la France qui, selon la tradition de Rome, se renouvelle à chaque lustre, soit tous les cinq ans, n'a pu avoir lieu que cette année; les résultats complets viennent d'être publiés (1); ils embrassent une période décennale, alors que l'intervalle habituel est quinquennal.

De ce travail si important au point de vue politique et national, la partie ethnographique, envisagée quant à l'histoire de l'Agenais, retiendra surtout l'attention. Et pour que semblable exposé offre quelque attrait, faut-il tout au moins ne pas oublier que de tous les genres d'écrits, la statistique doit être le plus succinct.

La démographie la plus célèbre est celle d'Henri Rochefort, qui, au premier numéro de la *Lanterne*, déclarait : « La France possède 37 millions de sujets, sans compter les sujets de mécontentement. » C'était vers 1860. L'*Officiel*, qui est notre registre du cens, parle plus sévèrement et fait connaître que les habitants dénombrés en 1921 forment une population de 39 millions et demi (le rapport dit 39.402.739 environ) les sujets de mécontentement n'y figurent pas. Mais les Alsaciens et Lorrains sont compris dans ce total, qui, sans eux, serait seulement de 37 millions et demi. Pendant le demi-siècle qui s'est écoulé depuis le pamphlet du marquis de Rochefort jusqu'à nous, la population nationale, dans son ensemble, est donc restée à peu près invariable, cependant que celle de tous les Etats du monde s'est accrue régulièrement.

(1) *Journal Officiel* du 30 décembre 1921.

Dans ce bilan, la situation de l'Agenais est nettement défavorable, puisque le Lot-et-Garonne n'y figure qu'avec 240.000 âmes (239.972 exactement) après en avoir compté 347.000 à sa belle époque, sous la Monarchie de Juillet. En moins d'un siècle, le tiers de la population a disparu. Pour préciser les idées, il faut imaginer que l'arrondissement le plus peuplé tout entier aurait été supprimé. Tel est le recul dans l'ordre des grandeurs.

Personne n'ignore que ce mouvement dégressif a, dans ce pays, un caractère chronique; commencé en 1847, il s'est poursuivi et accéléré sans arrêt; dans un graphique, ce n'est pas une courbe qui apparaît, mais une ligne presque verticale. En supposant, pour continuer la comparaison, qu'entre chacun des mouvements quinquennaux, la dépopulation correspondait, d'après les moyennes antérieures, à la disparition d'un petit canton, elle équivaut, pendant la dernière période, à deux cantons, compte tenu de l'observation antérieure relative à l'intervalle exceptionnel qui a séparé les deux recensements, ce qui donnerait, pour les dix années complètes, une suppression de quatre cantons moyens. Déduction faite des pertes dûes à la guerre, la diminution annuelle des habitants est passée de 1370 à 1965, et représente, toujours en poursuivant la supposition, la disparition de quatre à cinq petites communes tous les douze mois.

Mais ici l'hypothèse rejoint la réalité, car les communes rurales surtout sont atteintes. Il est un fait historique à peu près constant : dans les pays prospères et prolifiques, la natalité est plus abondante dans les campagnes, d'après la loi formulée par Bonaïd : « L'agriculture nourrit ceux qu'elle fait naître », et c'est le trop plein des éléments ruraux qui vient grossir le nombre des citadins, afflux inquiétant sur lequel de tout temps on a veillé. Ce fut par l'édit du « Toisé », renouvelant de vieilles ordonnances du xvi^e siècle, et taxant, dans une intention prohibitive, les nouvelles constructions élevées hors de l'enceinte de Paris, que la Fronde a été déchaînée. Les lettres patentes en disent ouvertement le but : « Parce qu'il est à craindre que la ville de Paris, parvenue à une excessive

grandeur, n'ait le sort des plus puissantes villes de l'antiquité qui avaient trouvé en elles-mêmes le principe de leur ruine. Les villes « tentaculaires » sont donc un danger connu depuis longtemps. Dans un pays agricole comme l'Agenais, la force aspirante urbaine est bien moindre; il est toutefois intéressant d'observer que les agglomérations où sont fixées quelques industries maintiennent mieux le chiffre de leur population que les communes essentiellement rurales; depuis le recensement de 1911, Agen a gagné 97 habitants, Tonnerns 261, Fumel 68, Buzet 32, Monsempron 10, Nicole 4, cependant Villeneuve est en perte de près de 2,000 âmes, Marmande de 700, Nérac de 200. Les cantons les plus dépeuplés depuis 1841 se rangent dans l'ordre suivant : Puymirol avec 62 %, Prayssas avec 55 %, Beauville avec 53, à la suite allant de 30 à 40 %, Villereal, Castelmoron, Nérac, Monclar, Monflanquin, Tournon, Francescas, Cancon, Meilhan, Laroque, Duras, Port-Sainte-Marie, tous les autres cantons ont perdu de 40 à 30 % de leurs habitants; Houeillès seul a conservé toute sa population.

Ce qui importe avant tout pour la situation économique de ce pays, c'est l'état des cultivateurs et il est connu par le calcul de la densité. En Lot-et-Garonne la densité générale est passée, en 10 ans, de 50 habitants par 100 hectares à 45, elle n'est plus que de 39 dans le Lot, de 30 dans le Gers qui se classe au-dessous des départements alpins eux-mêmes. Mais une correction s'impose, car, en déduisant la population urbaine et non agricole, d'après les proportions fournies par les recensements antérieurs ayant eu un caractère professionnel, la densité tombe à 37 cultivateurs de tout âge par 100 hectares, soit trois personnes — une famille — par 10 hectares; au milieu du xix^e siècle on rencontrait une famille de même type tous les 5 à 6 hectares.

Le dénombrement de 1921 enregistre donc une situation de plus en plus critique pour la production agricole et confirme un état de choses senti par tous.

Si notre détresse pouvait être soulagée par le spectacle de

celle des voisins, il faudrait rappeler que, dans l'ensemble du bassin de la Garonne, la dépopulation est à peu près la même. Elle correspond, dans cette région, à la perte d'un département de l'importance de celui du Gers, et ce fait est à observer avec attention, car les conséquences en sont d'ordre régional comme probablement aussi les raisons et la thérapeutique possible. Sur cette question, des commentaires éclairés et complets ont déjà été fournis bien des fois (1) et il suffit d'y renvoyer, sans renouveler ici les observations psychologiques, historiques, morales et juridiques dont la meilleure synthèse se trouve dans *L'Ame paysanne* (2), ce livre admirable de sagacité et de documentation critique et sincère.

Toutefois, pour le recensement actuel il faut voir, dans les cruels ravages de la guerre, une explication partielle de dépeuplement qui, pendant la dernière période, s'ajoute aux causes dénoncées par les observateurs précédents. Avec une louable patience, notre attentif secrétaire perpétuel a établi, commune par commune, le tableau des soldats de Lot-et-Garonne morts pour la France (3). Ce relevé atteint le chiffre de 8.500, et par conséquent, si le département a perdu 28.000 habitants entre 1911 et 1921, c'est 20.000 seulement que la statistique doit enregistrer.

Ici, pour un moment, il convient de négliger les nombres pour s'attacher surtout aux valeurs. Tant de morts prématurées représentent une perte exceptionnelle et qui n'intéresse pas seulement le passé ou le présent, mais l'avenir bien plus encore; ce sont en effet les auteurs des générations de demain qui ont disparu et, pour des dizaines d'années, la natalité est compromise. Dans un ouvrage classique et magistral, le docteur Bertillon (4), examinant chacune des causes auxquelles la dépopulation a été attribuée, en signale une qui ne retient pas outre mesure son attention, mais apparaît, à la réflexion,

(1) Alliance d'hygiène sociale, *Congrès d'Agen*, rapport de M. Rengade, p. 330.

(2) Dr Emmanuel Labat, *L'Ame paysanne*. — Paris, Delagrave, 1919.

(3) R. Bonnat, *Revue de l'Agenais*, septembre-octobre 1920.

(4) Dr Bertillon, *La Dépopulation de la France*, p. 103.

comme fort suggestive et tout à fait applicable à la situation actuelle. « Certaines observations, écrit en substance M. Bertillon, attribuent aux hécatombes de jeunes hommes, causées par les guerres de la Révolution et de l'Empire, l'infériorité de la population de la France pendant tout le xix^e siècle. Ils expliquent ainsi comment notre pays s'est trouvé handicapé par les nations voisines, dont les pertes, au cours de ces longues guerres, avaient été insignifiantes au regard des nôtres. »

Cette idée mérite d'être particulièrement retenue, — car, sans nier les causes morales et leur influence majeure sur la baisse de la natalité, on trouverait dans cette observation une réponse au « pourquoi » obsédant, qui se pose toutes les fois que l'on compare l'essor ardent de développement des autres nations et la stagnation de la nôtre, stagnation qui, dans le bassin de la Garonne, devient régression. Il est certain que le régime de la conscription, appliqué de 1795 à 1815, a permis de prélever sur la population nationale tous les éléments les plus vigoureux et que ceux-ci ont payé lourdement le tribut de la race. Cette amputation des rameaux les plus verts de l'arbre national a épuisé la sève même du pays, car la moralité, ni la valeur ne sont, malgré tout, point inférieures à celles des Etats prolifiques et surpeuplés. L'Agenais a fourni largement aux armées de la République et de l'Empire : le Docteur Labat a, en maints endroits, rappelé l'endurance des conscrits gascons, dont le recrutement et les fastes ont trouvé parmi nous leur scrupuleux annaliste, l'Adolphe Thiers de notre histoire locale (1).

Si cette explication paraît apporter une clarté singulière à la question de la dépopulation, elle devient fort troublante lorsqu'on l'applique à notre époque et aux pertes de la dernière guerre, car il faudrait y voir, au sens complet du mot, une véritable extermination, que ne sauraient conjurer ni les mariages multiples de l'après-guerre, ni la poussée passagère de natalité qui a suivi. En raisonnant de la sorte, on se trouve conduit à un pronostic évidemment sombre, mais il convient

(1) Commandant Labouche : « Etat militaire dans le Lot-et-Garonne », *Revue de l'Agenais*, 1919-1920.

d'observer aussi que la guerre de 1914 a frappé nos ennemis et nos alliés beaucoup plus lourdement que celles de la Révolution : ainsi, dans une certaine mesure, les pertes actuelles ont été réparties avec une proportion moins désavantageuse pour notre pays qu'aux guerres de l'autre siècle.

La perspective raisonnable est une période d'extrême rarefaction de la population qui, sauf immigrations abondantes et hypothétiques, s'aggraverait assez longtemps encore. En mettant les choses au mieux, le relèvement ne peut être sensible que dans un avenir éloigné. Pour un pays essentiellement agricole, comme le Lot-et-Garonne, les conséquences de cette ère nouvelle sont peu encourageantes.

Une telle pénurie de bras atteint tous ceux qui, par eux-mêmes, ne peuvent suffire à leurs travaux et il en résulte une tendance à réduire l'étendue des exploitations ou des surfaces cultivées, tendance qui est favorisée par l'accession continue à la propriété de cultivateurs ne possédant pas. D'autre part, le coefficient de dépopulation n'est pas le même dans chaque contrée de l'Agenais, en sorte qu'il y a des cantons privilégiés soit par position, soit par une situation démographique meilleure. Un régime préférentiel où les charges, impôt foncier, taxes de mutation, seraient graduées selon la densité de la population, serait donc un moyen équitable d'aider au relèvement de zones vouées à la désertion. Semblable mesure fut d'ailleurs appliquée en d'autres temps avec succès.

Au xvi^e siècle, une épidémie avait décimé la Benauge. L'abbaye de la Sauve, qui y avait de grands biens, offrit à des conditions de quasi-gratuité pendant une longue période les terres qu'elle possédait. Les cultivateurs des provinces voisines affluèrent, et, en peu d'années, la Benauge fut repeuplée. Les descendants de ces colons sont encore appelés, jusque dans le Marmandais et la basse vallée du Dropt, des « Marots », en raison de leur origine angoumoise. Il y a là un simple souvenir, mais c'est une indication utile qui pourrait être mise en harmonie avec les conditions sociales et économiques du moment.

La crise aiguë de la main-d'œuvre agricole développera probablement encore dans la région le travail féminin intensif. Or celui-ci est physiologiquement et pratiquement exclusif de la maternité. La « femme-laboureur », c'est le féminisme aux champs et celui-ci ne vaut pas mieux que les autres. L'hygiène sociale et l'hygiène tout court auront à réagir contre ce grave abus, qui fait parfois l'admiration de ceux qui en bénéficient ou n'en aperçoivent pas les conséquences, alors qu'il n'est qu'un phénomène de décadence. Lorsque Taine, traversant ce pays, écrivait que « la femme y est supérieure à l'homme », il ne songeait point à la force physique, mais au sens pratique, à la féconde clairvoyance de l'administration domestique; c'est là le merveilleux privilège de la femme rustique de permettre à l'homme de travailler dans la paix et la sécurité. Il serait déconcertant, à une époque de spécialisation, de ne pas tenter d'enrayer une pareille tendance à l'égalité vis-à-vis des travaux de la terre.

Dans un ordre de choses assez voisin, la dépopulation a entraîné et consacrera le déclin des petits centres ruraux. Dans plusieurs bourgs, chefs-lieux de canton ou communes notables, on découvrait souvent une vie collective intéressante, vie plus ou moins intellectuelle, mais d'une portée sociale incontestable, entretenue par la présence de quelques hommes, voués à des professions libérales entraînant, avec une certaine culture, le goût des vues générales : médecins, notaires, juges de paix, géomètres, agents d'affaires. Il est à remarquer que, par suite du dépeuplement, l'exercice de ces professions devient ingrat et que leurs représentants se réduisent en nombre ou même disparaissent. En vue de constituer une clientèle suffisante, on a dû fusionner deux ou plusieurs études notariales, bloquer les justices de paix et le personnel des finances; quant aux médecins, plus d'un, découragé par l'étendue de parcours indispensable à la rémunération de son temps et de ses frais, déserte ces petites villes, et n'y est pas remplacé.

Pour régénérer ces bourgs en décadence, beaucoup comptaient sur les facilités nouvelles des communications; or il

semble, tout au contraire, que celles-ci agissent à rebours. On constate que le mouvement s'exerce au détriment des intérêts locaux et que c'est à la ville voisine, devenue accessible plus aisément, que s'opèrent les achats, les affaires d'argent, les consultations médicales. L'avenir de ces petits foyers de vie distincts apparaît comme de plus en plus menacé par le dépeuplement ambiant.

Et il n'est pas jusqu'au monde politique qui ne se voit amoindri : aux premières élections, un député devra être offert en holocauste. Le Lot-et-Garonne a eu jusqu'à neuf représentants sous le Directoire, il n'en aura plus désormais que six aux deux Assemblées.

La situation présente atteint donc, sous un aspect différent, tous les ordres d'activité. La Société académique ne saurait rester indifférente au déclin d'un pays dont les monuments, le passé et l'histoire constituent sa vie même. Ses moyens d'action sont limités, mais possibles.

Sans vouloir copier Paris et y chercher des inspirations, ce qui est se nier soi-même, une institution provinciale peut s'associer, à sa manière, aux grands mouvements qui se dessinent dans le pays tout entier. Or une manifestation actuelle des corps savants est de proclamer l'importance qu'ils attachent à l'avenir de la race. Les fondations de l'Institut en faveur des familles nombreuses se développent en nombre et en opulence; les Jeux Floraux ont ajouté une palme à leur gerbe; la Société académique d'Agen entre cette année même dans la voie des prix. Est-il audacieux de souhaiter qu'elle puisse, un jour prochain, décerner à un beau foyer autochtone, bien raciné et de saine venue, une solennelle récompense.

La dotation reste à venir, mais non l'assentiment, car il est unanime. Et s'il fallait, pour cet hommage, un nom, bien original celui-là, ne conviendrait-il pas d'emprunter le beau titre d'un des poèmes de Jasmin : *La Courouno del Brès*, « la Couronne du Berceau ».

EMMANUEL COUTURIER.

La population de Lot-et-Garonne après la Guerre

	Recensement de 1911	Recensement de 1921	MOUVEMENT ENTRE 1911 et 1921			SITUATION RÉTROSPECTIVE		
			Morts pour la France	Pertes totales	Gains	Recensement de 1841 chiffre le plus élevé	Différence (de 1841 à 1921)	Diminution par 100 habitants
ARRONDISSEMENT D'AGEN								
Agen-Ville.....	22.294	23.391	639	"	97	14.987	8.404	» 29 %.
Agen (cantons).....	8.283	7.775	214	508		10.933	3.158	35
Astaffort.....	6.757	6.060	167	697		9.428	3.368	53
Beauville.....	3.932	3.320	113	612		7.084	3.764	40
Laplume ..	4.636	4.233	142	403		7.141	2.908	42
Laroque.....	3.592	3.207	106	385		5.541	2.334	41
Port-Sainte-Marie ..	8.703	7.738	243	965		13.247	5.509	55
Prayssas.....	5.159	4.487	152	672		8.043	3.556	62
Puymirol.....	4.445	3.901	158	544		7.676	4.777	
	68.801	64.112	1.934	4.786	97	85.010	20.898	24
ARRONDISSEMENT DE MARMANDE								
Marmande-Ville.....	9.832	9.148	319 ^a	684		7.805	1.343	34
Marmande (canton).....	8.099	7.179	272	920		10.948	3.769	33
Bouglon.....	4.165	3.649	176	516		5.503	1.854	47
Castelmoron ..	4.936	4.037	148	899		7.632	3.595	41
Duras.....	7.393	6.487	247	906		11.124	4.637	38
Launon ..	9.427	8.210	280	1.217		13.987	5.177	42
Le Mas d'Agenais ..	6.797	5.866	217	931		10.233	4.367	39
Meilhan.....	6.321	5.376	231	945		9.137	3.764	46
Seyches.....	8.149	6.917	250	1.232	.281	13.041	6.024	7
Tonneins-Ville.....	6.230	6.511	202	»		6.973	462	47
Tonneins (canton) ..	5.007	4.217	164	790		7.959	3.742	
	76.356	67.597	2.506	9.040	281	103.742	36.145	33

ARRONDISSEMENT DE NÉRAC

Nérac-Ville.....	6.279	5.993	172	286	6.837	844	12
Nérac (canton).....	3.348	2.916	113	432	5.451	2.535	47
Casteljaloux-Ville.....	4.026	3.605	149	421	2.585	1.020	»
Casteljaloux (canton).....	3.041	2.575	109	466	3.967	1.392	»
Damazan.....	6.640	5.863	248	777	9.784	3.921	40
Houeillès.....	4.125	3.764	174	361	3.896	132	3
Francescas.....	4.449	3.917	165	532	6.866	2.949	43
Lavardac.....	9.759	8.262	332	1.497	11.244	2.982	26
Mézin.....	8.305	7.144	270	1.161	10.359	3.215	31
	49.972	44.039	1.137	5.933	60.989	16.950	27

ARRONDISSEMENT DE VILLENEUVE

Villeneuve-Ville.....	13.181	11.350	424	1.831	12.337	987	7
Villeneuve (canton).....	2.591	2.354	109	237	4.080	1.726	42
Cancon.....	6.351	5.344	206	1 007	9.324	3.980	42
Castillonès.....	4.907	4.318	155	589	7.203	2.885	40
Fumel-Ville.....	4.459	4.527	71	»	2.577	1.950	»
Fumel (canton).....	5.420	4.952	128	468	7.130	2.178	35
Monclar.....	5.480	4.674	184	806	8.639	3.965	45
Monflanquin.....	8.354	7.163	260	1.191	12.880	5.717	44
Penne-d'Agenais.....	6.880	6.136	208	744	10.178	4.042	39
Sainte-Livrade-sur Lot.....	4.586	4.157	151	429	5.979	1.822	30
Tournon.....	4.791	4.282	144	517	7.607	3.325	43
Villereal.....	5.946	4.967	216	979	9.389	4.422	47
	57.094	50.520	2.256	8.798	97.324	46.804	48

ENSEMBLE DU DÉPARTEMENT

	268.083	239.972	8.428	28.111	347.073	107.101	30
--	---------	---------	-------	--------	---------	---------	----

LE CHATEAU DE DURAS

• (SUITE)

Jean de Durfort, vicomte de Duras, fit son testament le 25 février 1584. Il nommait, comme exécuteur, sa femme Marguerite de Grammont et son cousin Geoffroy de Durfort, seigneur de Civrac.

C'est le moment de relater les faits et gestes de Madame de Duras, la déplorable amie de la Reine Marguerite.

Et d'abord, quelle était *Madame de Duras* ? Si M. J. Favre s'est mépris étrangement sur son identité, écrivant « qu'il n'existait, en 1579, aucune Madame de Duras que celle dont je parle », c'est-à-dire Barbe Cauchon de Maupas, la femme de Symphorien et la mère de Jean et de Jacques, « âgée de près de cinquante ans » (1), et négligeant de s'en rapporter cette fois à Lachesnaye des Bois, son guide habituel ou son étude, si d'autres ont laissé supposer que ce pouvait être Marguerite de Montgomery, épouse de Jacques de Durfort; aucun doute n'est plus possible, les documents nouvellement publiés notamment les Lettres de Catherine, éclairant cette question d'une pleine lumière. La Madame de Duras, favorite de la jeune Reine de Navarre, qui exerça sur elle une si funeste influence, n'est et ne peut être que Marguerite de Gramont, fille d'Antoine de Gramont, vicomte d'Aure et d'Aster, belle-sœur de la fameuse Corisande, et dame d'honneur de Marguerite de Valois depuis 1581. Catherine n'écrit-elle pas, en effet, le 29 août 1583 à Bellièvre, à propos du scandale qui éclata au Louvre, et du renvoi de la Reine de Navarre qui s'en suivit : « O reste, je
« vous ay escript afin que vous dysiés à *Madame de Gra-*
« *mont* (2) comme jé entendeu que sa fille ayst à Parys,

(1) *Oper. cit.*, p. 83.

(2) Hélène d'Aure, mariée à Antoine de Gramont.

« qu'ele la fist en aler, car je ne veulx neulement la ly
« trever; car sel y et quant je yré, que l'espère aystre dans
« trois jours, en l'auttre moys prochain, je ne la luy sorès en-
« durer et la fayrè enn aler et peut-estre pys. Je luy pryé que
« s'en alle, car je veulx ayvyster le scandale; nous n'en avons
« heu que trop, et voldrès que tout cet que peult fayre sove-
« nyr de cela ne set vys jamès » (1).

Marguerite de Gramont n'eut pas d'enfants de son union avec Jean de Durfort. Mais, dès les premiers jours de son mariage, elle prit un empire souverain sur l'esprit de son mari. De caractère absolu et très autoritaire, ne reculant devant aucun scrupule pour assouvir son ambition démesurée, nous la trouvons, dès 1551, inscrite comme dame d'honneur sur l'état de la Maison de la Reine de Navarre, aux gages annuels de 100 écus 1 livre. Dans tous ses déplacements, Madame de Duras accompagna sa souveraine. Le 20 janvier 1581 elle assista, derrière elle, avec Madame de Lansac, à la grande procession donnée à Bordeaux à l'occasion de la paix (2). Au mois de mars de l'année suivante, elle la suit à Paris et, dans le trajet, elle est accusée par d'Aubigné de l'avoir mal servi à St-Maixant et d'avoir poussé à ce qu'il soit banni de la Cour. Mais c'est surtout à partir de la malheureuse affaire du Louvre que son influence apparaît au grand jour. Rappelons-la sommairement.

« Le dimanche 7 août 1583, avons-nous déjà écrit (3), une grande fête est donnée au Louvre. En l'absence de la reine Louise qui faisait une saison aux eaux de Bourbon-Lancy, Marguerite reçoit de son frère l'ordre de venir la présider. La reine de Navarre obéit, ne se doutant de rien; et parée de ses plus beaux atours, elle prend place sur le trône qui lui est réservé. Brusquement Henri III s'approche d'elle, suivi de ses mignons. Et là, devant toute la Cour, il l'apostrophe, lui adresse mille invectives, se fait l'écho des bruits qui circulent

(1) Bibl. nat., fonds français, vol. 15907, f. 211. Cf., *Lettres*, VII, p. 130.

(2) Dom Devienne. *Histoire de Bordeaux*, 1^{re} partie, p. 178.

(3) *Itinéraire raisonné de Marguerite de Valois en Gascogne*, p. 239.

sur sa grossesse et sa liaison avec Chanvallon, lui reproche sa conduite et celle de ses femmes, principalement de Madame de Duras, et la chasse brutalement avec elle du palais royal. Le lendemain il l'expulsait de Paris avec Madame de Duras et la renvoyait à son mari. »

Mais, écrit l'Estoile, à peine arrivé à Palaiseau, elle est arrêtée par le capitaine Larchant, qui, sur l'ordre du Roy, son maître, « la vint rechercher jusque dans son lit et prendre prisonnières la dame de Duras et Mademoiselle de Béthune, « qu'on accusait d'incontinence et d'avortemens procurés. « Furent aussy arrestés, les gentilshommes de sa suite, son « escuier, son secretaire, son medecin, etc... et tous menés à « Montargis où le Roy lui-meme les interrogea et examina sur « leurs despertemens... Mais n'ayant rien peu descouvrir, les « rémaist tous et toutes en liberté et licencia la Reyne, sa « sœur, pour continuer son chemin en Gascogne » (1).

Il ressort des lettres de Catherine que pendant quelque temps, Madame de Duras, rentrée à Paris, d'où veut l'expulser à nouveau la Reine Mère, n'osa regagner son poste de dame d'honneur auprès de la reine de Navarre. Henri III n'avait-il pas écrit à Henri de Navarre que « pour avoir des- « couvert la mauvaise et scandaleuse vie de Madame de Duras et Mademoiselle de Béthune, il s'estoit resoleu de les « chasser d'auprès la reine de Navarre, comme une vermine « très pernicieuse et non supportable auprès de princesse « de tel lieu » (2).

Aussi ne la retrouvons-nous auprès de Marguerite que lorsque cette dernière se fut décidée à quitter définitivement son mari, qui ne fit rien du reste pour la garder près de lui, et se fut retirée à Agen, au mois de mars 1585.

Nous ne rappellerons pas ici les faits et gestes de Marguerite de Valois pendant cette année 1585. Nous les avons longuement racontés ailleurs (3). Disons seulement que pen-

(1) *Journal de l'Estoile* (1583).

(2) *Mémoires de Duplessis-Mornay*, t. I, chap. 67, p. 364 (Ed. La Fontenelle).

(3) *Itinéraire*, op. cit., p. 315-341.

dant cette période de six mois, du mois de mars au mois de septembre, Jean de Durfort et sa femme Marguerite de Grammont furent les vrais maîtres de la ville d'Agen et exercèrent sur l'esprit de la reine de Navarre la plus pernicieuse et la plus complète influence. Ce sont eux qui l'affilièrent à la Ligue et la poussèrent à la révolte contre son frère et son mari. Nouvelle preuve encore que Jean de Durfort était à ce moment catholique. A peine entrée dans la ville, Marguerite change toutes les garnisons et y place ses créatures. « Elle changea, « écrit le consul Trinque, le sergent qui estoit au bout de Garonne, et y fist mestre quantité de gens de guerre qui « estoient commandés par M. de Duras (1) » : « Monsieur et « Madame de Duras triomphent, écrit le 28 juin le roi de Navarre à M. de Ségur, et ne croiries les insolens propos dont « ils usent. Notre patience dure tant qu'elle peut. Dieu veuille « qu'elle puisse continuer » (2). Cependant les exactions de la dame de Duras devinrent si exorbitantes, les démolitions de tout un quartier d'Agen si ruineuses, que les Agenais finirent par se soulever, et, après une bataille de deux jours dans les rues de la ville, expulsèrent brutalement Marguerite et tout son entourage. Le départ fut lamentable : A peine vêtue, sans même avoir eu le temps d'endosser son habit d'amazone, la reine de Navarre sauta en croupe derrière Lignerac, le bailli d'Auvergne, qui seul, en cette occurrence, ne perdit pas la tête; Madame de Duras en fit autant derrière un autre gentilhomme, et les filles d'honneur suivirent comme elles purent, « dont plusieurs, écrit le *Divorce satyrique*, suivaient la reine à la file, « qui, sans masque, qui sans dévancier et telles qu'elles res- « semblaient mieux à des garces de lansquenetz à la suite d'un « camp, qu'à des filles de bonne maison ».

Madame de Duras suivit quelque temps la reine de Navarre; témoin la réclamation d'un certain Jean Vialles, pour avoir porté durant dix jours « les coffres et meubles de ladite dame « Reine, de ceulx de Madame de Duras et de ceulx de ses fil-

(1) *Mémoires du consul Trinqué.*

(2) *Lettres missives d'Henri IV*, II, p. 79.

« les, demoiselles, femmes de chambre et officiers de Sa Majesté » (1). Elle se trouvait au château de Carlat, en Auvergne, avec elle, au commencement de l'année suivante, où son nom figure toujours en tête de la liste de ses dames d'honneur.

Quant à Jean de Durfort, il dut également l'y accompagner, puisque six mois après, en juillet 1586, elle le chargea d'une mission auprès du roi d'Espagne Philippe II, avec lequel, du reste, elle était d'intelligence à Agen pour la défense de la Ligue, afin qu'il lui rapportât quelques subsides. Mais Duras revint les mains vides, la cause de la reine de Navarre étant considérée comme perdue par le puissant monarque espagnol. Dans sa colère, Marguerite le congédia.

Jean de Durfort reprit alors du service en Guienne et s'enrôla dans l'armée de la Ligue. Mais il fut tué l'année suivante, au mois de février 1587 « au lieu de S. Sauvin sur l'Isle, près « de Libourne (2), » et non « à Livourne en Piémont, comme l'écrit à tort M. J. Favre ».

Beaucoup moins mouvementée fut la vie de Jacques de Durfort, frère cadet de Jean, qui succéda à son frère, ce dernier n'ayant eu aucun enfant de son mariage avec Marguerite de Gramont. Jacques de Durfort devint donc seigneur de Duras, de Rozan, de Blanquefort, et chef de la famille.

Né en 1547, ainsi qu'il résulte de son acte de baptême du 21 février, nous l'avons vu figurer comme second au fameux duel de son frère et du vicomte de Turenne. Il semble cependant que depuis cette époque, il ait de nouveau embrassé la religion protestante, si tant est qu'il l'eût jamais abjurée complètement. On ne le voit, en tous cas, prendre aucune part à la Ligue, mais en revanche s'intéresser tout particulièrement au sort des églises protestantes du sud-ouest de la France. Nombreuses sont, en effet, les lettres qu'il écrivit, vers la fin de 1597 et jusqu'en 1589, à M. Du Puy, seigneur de Cézer, député des Eglises réformées pour la noblesse de Guienne, à

(1) Archives nationales, Livres de comptes, KK. 174.

(2) Lachesnaye des Bois : Nous croyons qu'il faut lire *S.-Seurin* sur l'Isle, à 22 km. au nord-est de Libourne et à 10 km. à l'est de Coutras.

Chatellerault, dans lesquelles il insiste pour que soit formée une organisation sérieuse de ces églises, propice à leur entretien et à leur développement (1).

Mais la plus importante à signaler est celle qu'il écrivit à Henri IV, de concert avec M. de Fabas, le 6 mai 1600, pour lui faire part de la réunion des Réformés en la ville de Sainte-Foy, où furent nommés les officiers de la chambre mi-partie. Conformément à l'Edit de Nantes, ils s'empressent de soumettre cette liste au Roi, avec le ferme espoir que Sa Majesté l'acceptera (2).

Affligé d'une forte obésité, qui, d'après le Père Daniel, paralysait ses mouvements, Jacques de Durfort ne semble guère avoir quitté son château de Duras et plus encore son hôtel de Bordeaux.

C'est ainsi que le 15 novembre 1592, le Parlement de cette ville « donna acte à Jacques de Durfort, baron de Duras, de la présentation par lui faite audit Parlement, de petites lettres patentes du Roi, datées de Châlons-sur-Marne, le 4 octobre 1592, prescrivant d'interrompre la démolition du château de Villandraut lui appartenant ». Et le 23 janvier 1599, le Conseil d'Etat interdit ladite démolition (3).

Quelques procès sont intentés par le seigneur de Duras contre divers particuliers de Duras, un certain Raymond Vaysade en 1596, et le capitaine Jean Geurdon en 1609 entre autres, en reconnaissance de ses droits seigneuriaux. A tous, le Présidial lui donne gain de cause (4).

Le 8 mars 1601, Jacques de Durfort échange avec Bernard de Lacheze, Conseiller au Parlement de Bordeaux, Pierre Daste, sieur du Roys, Conseiller au grand Conseil, et Marie Lambert, veuve de Guillaume d'Alesme, Conseiller à ce même Parlement, certaines dépendances de la châtellenie de Blan-

(1) Archives hist. de la Gironde, XXV, p. 242-275.

(2) Idem, X, p. 296.

(3) Idem, XLIV, p. 249.

(4) Arch. dép. de Lot-et-Garonne, B. 563, 656, 677, 706, etc.

quefort et de la baronnie d'Arès, contre un fief noble et une métairie en la paroisse d'Ambarès (1).

Et la même année 1601, le 23 mars, il obtient la rétrocession de la baronnie de Rauzan, possédée à ce moment par Sansac de Ferrand, seigneur de Laubardement (2).

En 1609, au mois de février, en récompense de ses nombreux services et de ceux rendus par sa famille, Jacques de Durfort fut fait Conseiller d'Etat, et la baronnie de Duras érigée, en sa faveur, en marquisat (3).

Dès le commencement des nouveaux troubles religieux suscités en Guienne par la mort d'Henri IV et la régence de Marie de Médicis, la ville de Duras prit position contre toute tentative de siège de la part des Réformés comme des Catholiques. Elle était du reste partagée en deux factions à peu près égales. Néanmoins, les protestants semblent s'y trouver en majorité. Ils avaient établi leur temple dans l'ancienne église de La Madeleine, au milieu de la ville. Les catholiques étaient obligés de se rendre au prieuré de St-Eyrard, hors les murs, pour y célébrer leur culte, bien qu'une petite chapelle, dépendante du prieuré mais souvent fermée, se trouvât dans l'intérieur de la ville. D'où des divisions et de fréquentes altercations entre les deux partis rivaux.

Jusqu'à quel point faut-il donner créance à St-Amans, lorsqu'il nous raconte en ces termes l'anecote suivante, d'après, a-t-il soin d'ajouter, les manuscrits d'Argenton :

« Le curé de St-Ayrard faisait, à l'ordinaire, la procession le 25 avril, jour de St-Marc. Comme il voulut, selon la coutume, se rendre ce jour là (1619) à la chapelle, située dans la ville et dans la maison du prieuré, pour y dire la messe, il rencontra une opposition seditieuse à laquelle il ne s'attendait pas. A peine la procession fut-elle arrivée aux portes de la ville, que Jaqueline de Miramont, femme de confiance du marquis de Duras, parut avec les consuls et autres personnes ar-

(1) Arch. hist. de la Gironde, XLI, p. 113.

(2) Idem, p. 117.

(3) Lachesnaye des Bois, Moreri, etc., Cf. Archives départementales de Lot-et-Garonne, B. 18.

mées. Cette femme audacieuse, adressant la parole au curé qu'elle avait saisi par le pluvial lui demanda « *de quel droit il faisait ces drôleries* ». Le curé lui répondit qu'il agissait d'après le rite de son église; que les seigneurs de Duras avaient vu de tous temps ces processions sans en être scandalisés. Alors Jacqueline lui signifia qu'elle était autorisée, par les magistrats, à lui refuser l'entrée de la ville. Elle fit, en même temps fermer les portes en le menaçant de faire main-basse sur les catholiques, s'ils ne se retiraient. A ces mots, le curé n'étant pas le plus fort, et voulant éviter le désordre, prit le parti de revenir sur ses pas. Il porta plainte à l'Evêque. J'ignore, ajoute Argenton, ce qui s'ensuivit » (1).

Les jurats cependant semblent se préoccuper uniquement des intérêts matériels de la ville et, depuis 1615 jusqu'en 1622, nous les voyons prendre toutes les mesures nécessaires au bon ordre et à la sécurité de la cité. Déjà en 1593 n'avaient-ils pas organisé sa défense, en prescrivant à chacun de se munir d'armes et de munitions et que les gardes seraient faites par des gens armés d'arquebuses, de pertuisanes et de hallebardes ? » (2). Et, en 1615, dans une réunion tenue « au Temple de Duras », n'est-il pas décidé que, vu le grand nombre de gens de guerre logés dans la juridiction et pour éviter tout désordre les jurats prendront part personnellement à la garde de la ville, et que « tous les habitants, qui ont des épées, devront les porter au côté quand ils sortiront par les rues. » On écrira au marquis de Duras pour l'assurer de la fidélité de ses sujets catholiques et, « comme par le passé, on obéira aux consuls qu'il lui plaira d'élire » (3).

Lui, de son côté, quoique n'habitant pas en ce moment Duras, n'oublie pas son nouveau marquisat et il envoie des ordres pour que d'importantes réparations soient faites aux fortifications de la ville (11 novembre 1615) (4).

Cependant, les opérations militaires avaient repris de plus

(1) S. Amans, Histoire du dép. de Lot-et-Garonne, I, p. 483.

(2) Arch. dép. de Lot-et-Garonne, série E., supplément 1356.

(3) Idem.

(4) Idem.

belle, et, sous les ordres de Caumont-Laforce, les Réformés avaient arboré l'étendard de la révolte. Chaque parti prenait ses précautions.

Le 10 janvier 1622, Louis XIII ordonne « qu'une garnison soit établie au château de Duras, place forte de première importance »; et, sur ses ordres, le duc d'Elbeuf prescrit que « tous les habitants porteraient au château leurs armes et leurs munitions ». On se méfie en haut lieu de l'esprit de la ville. En même temps, des réparations sont ordonnées au dit château (1). Nous ne croyons pas qu'elles fussent absolument nécessaires, la révolte ayant particulièrement sévi en dehors de son enceinte. Peu après, en effet, l'édit de Nantes était confirmé par le Roi. Caumont-Laforce était nommé maréchal de France, et Jacques de Durfort créé, le 25 octobre 1625, comte de Rauzan (2).

Le marquis de Duras ne survécut pas longtemps à ce dernier honneur. Il mourut d'une attaque d'apoplexie en son château de Duras, le 3 avril 1626, « âgé, dit Lachesnaye, de 79 ans et deux mois ».

Par contrats du 20 janvier et 12 avril 1603, il avait épousé Marguerite de Mongomméry, dame de Lorges, fille de Jacques, comte de Mongomméry et de Pernelle de Champagne. Elle mourut le 26 septembre 1606, dans le cinquième mois de sa seconde grossesse. De ce mariage naquirent deux enfants : 1° Guy-Aldonce, qui suit; 2° Henri, mort sans avoir été marié.

IV

Duras aux XVII^e et XVIII^e siècles. — Les ducs de Duras.

Les mauvais jours étaient passés. Toujours intact, dans sa robuste ossature du XI^e siècle, le château de Duras n'avait plus, comme précédemment, à redouter ni sièges, ni échelades; et dressant fièrement dans le ciel ses six tours cou-

(1) Arch. départementales de Lot-et-Garonne, E, supplément 1356.

(2) Lachesnaye des Bois.

ronnées de chemins de ronde et de mâchicoulis, il pouvait offrir à ses seigneurs une demeure forte et sûre, à l'abri de toute surprise, de toute inquiétude. Aussi, semblent-ils à ce moment l'avoir choisi pour lieu principal de leur résidence. Sur les treize enfants qu'eut le nouveau seigneur de Duras, Guy-Aldonce de Durfort, six au moins naquirent à Duras. Leurs actes de baptême sont la preuve que, délaissant leur hôtel de Bordeaux ou leur maison d'Agen ou leurs autres domaines, ils donnaient le plus souvent la préférence à la superbe forteresse de la vallée du Dropt.

Fils aîné de Jacques de Durfort, Guy-Aldonce de Durfort naquit à Duras le 1^{er} juin 1605. Il embrassa de bonne heure la carrière des armes, et se trouvait en 1629 à Bois le Duc en Hollande, lorsque cette ville capitula. En 1635, il était en Italie comme capitaine de cent hommes d'armes des ordonnances du roi dans l'armée du maréchal de Créqui. Deux ans après, en 1637, le roi le nommait maréchal de camp.

Par contrat du 27 juin 1619, Guy-Aldouce de Durfort, comte de Duras et de Lorges, seigneur de Roche, Basoche, Trancelhan, La Gaillardière, fils unique de messire Jacques de Durfort, chevalier, conseiller du roi en ses conseils d'Etat et privé, capitaine de trente hommes d'armes de ses ordonnances, marquis de Duras, baron de Ranzan et Pujol et de feu Marguerite de Montgomery, épousa la très haute et très puissante princesse Elisabeth de la Tour, fille du très haut et très puissant prince, Mgr Henri de la Tour, duc de Bouillon, prince souverain de Sedan et Raucourt, vicomte de Turenne, comte de Négrepelisse et Montfort, Castilhon et Lanquais, baron de Mongascon, Maringues, Olliergues, Saint-Bonnet, Croq, Fay, Bouzolle, Gersac, conseiller du roy en ses conseils d'Etat et privé, capitaine de cent cinquante hommes d'armes de ses ordonnances, premier maréchal de France et de très haute et très puissante princesse, M^{me} Elisabeth de Nassau, princesse d'Orange. La future était assistée de ses frère et sœur M. le prince de Sedan et M^{me} la duchesse de La Trémouille. Elle apportait en dot la somme de 150.000 livres. Le futur se

constituait tous les biens de sa mère et recevait de son père, en avancement d'hoirie, la baronnie de Rauzan (1).

L'ancien duel du Gravier était oublié ; la querelle à jamais apaisée entre les deux puissantes familles.

De ce mariage naquirent treize enfants :

1° *Guy-Aldonce*, mort jeune.

2° *Jacques-Henri* qui suit.

3° *Frédéric-Maurice*, comte de Rauzan, né à Duras, le 22 novembre 1620; capitaine d'une compagnie de cheveau-légers le 26 avril 1646; blessé pendant la Fronde, le 19 février 1649, près Brie comte Robert « en combattant pour assurer un convoi de farine qu'on voulait faire entrer dans Paris ». Il mourut le 1^{er} mai suivant, des suites de ses blessures (2).

4° *Guy-Aldonce*, duc de Lorges, fut le chef de la branche des Durfort de Lorges. Il prit part à toutes les campagnes de Louis XIV, où il se couvrit de gloire, notamment au siège de Nimègue, dont il avait la direction. A la mort du maréchal de Turenne, sous les ordres duquel il servait, il prit le commandement de l'armée et opéra cette admirable retraite d'Althenhein, où il gagna le bâton de maréchal de France (1676). Cette année-là il fut nommé capitaine des gardes du corps. En 1689, il commandait en Guienne et fut fait général en chef de l'armée du Rhin. Le duc de Lorges épousa M^{lle} de Frémont, dont il eut plusieurs enfants (3).

5° *Armand*, son frère jumeau, né le 22 août 1630, mort de la peste le 6 avril 1631.

6° *Charles-Henri*, comte de Montgomery, né à Duras, le 21 juillet 1634, mestre de camp du régiment de la Couronne-Infanterie, le 27 avril 1654, mort à Paris, sans avoir été marié, le 27 avril 1654, et enterré à Duras dans le tombeau de famille.

7° *Louis*, marquis de Blanquefort, comte de Fewershain en Angleterre, capitaine des gardes de Jacques III, roi de la Grande-Bretagne, général de ses armées et vice-roi d'Irlande.

(1) Arch. départementales de Lot-et-Garonne, B. 54.

(2) Lachesnaye des Bois.

(3) Idem.

8° *Charles-Louis*, baron de Pujols, né à Duras le 27 mars 1642, capitaine d'une compagnie française des troupes auxiliaires en Portugal, contre les Espagnols, « lequel fut assassiné par ceux mêmes de son parti, qui volèrent son équipage le 9 juillet 1662 » (1).

9° *Godefroy*, comte de Rauzan, né à Duras le 16 janvier 1644, colonel d'infanterie, tué à Candie, le 29 juin 1669.

10° *Louise-Madeleine*, morte jeune.

11° *Henriette*, mariée en 1653 à Louis de Bourbon, marquis de Mâlause.

12° *Elisabeth*, mariée le 3 juin 1654 à Charles de La Rochefoucauld, comte de Roye, morte à Londres le 14 février 1715, et enterrée dans l'église de St-James.

13° *Marie*, dame d'atours de la Duchesse d'Orléans, née à Duras le 26 janvier 1648, morte en 1689, sans avoir été mariée (2).

Guy-Aldonce de Durfort semble n'avoir pris qu'une faible part aux intrigues de la Fronde. Cependant, dès 1649, il est signalé par M. de Comminges à Mazarin, le 3 juillet, comme « faisant, avec le fils de Théobon, de grandes brigues dans les provinces du Périgord et du Limousin » (3).

Et le 11 janvier 1651, M. de Ladouze écrit à Mazarin : « Le duc de Bouillon s'est abouché avec M. de La Force et a esté à Duras avec grand compagnie et puis à St-Germain, chez Forsac » (4).

Enfin le 17 mai 1653, l'évêque de Tulle prévient Mazarin que le marquis de Duras a remis son château de Blanquefort entre les mains de MM. les Princes, et que ce château va être assiégé (5).

Guy-Aldonce affectionnait tout particulièrement son château de Duras qu'il habitait.

(1) Lachesnaye des Bois.

(2) Idem.

(3) Arch. Nat. K.K. 1217, p. 477. Cf. : Arch. hist de la Gironde, IV, 361.

(4) Idem, VI, 189.

(5) Idem, Cf. VIII, p. 154 et 161.

En 1651, au moment de la Fronde, il le fit réparer en partie, et aussi les portes de la ville (1).

En 1655, il fait nommer Pierre Mathieu, juge de son marquisat de Duras (2).

Le 13 août 1663, Guy-Aldonce de Durfort, chevalier de l'Ordre du Roi, capitaine de 50 hommes d'armes de ses ordonnances, conseiller du Roy, marquis de Duras, etc., « met et baille par devant les présidents trésoriers de France, généraux des finances et juges du domaine du Roi, l'aveu et dénombrement » de ses seigneuries de Duras, Landerrouet, Pujols, Rausan et Blanquefort. »

En ce qui concerne celle de Duras, qui seule nous intéresse ici, il est dit : « Premièrement, dit ledit seigneur de Duras qu'il tient, jouit, possède comme ses auteurs ont joui et possédé ladite terre, seigneurie et marquisat de Duras, size et située dans la Sénéchaussée de Guienne, Bazadais, consistant en *la terre de Duras, close, fermée, enceinte de murailles, fossés avec deux ponts levés à un bout d'icelle, le château, avec donjons, tours, flanc, girouettes, entouré de fossés, ponts levés, et en dix paroisses, dont la première la paroisse de St-Ayrard, Ladusienne, Sainte-Foy la Petite, Auriac, St-Front, St-Surnin, Lubersac, Savignac, Baleyssagues, Ste-Colombe, les Clottes et Azaïs; toute laquelle juridiction en son entier confronte, du levant aux terres et seigneuries de Pardaillan, Malleroumec, Puissegur; du midy à my-fleuve du Drot, faisant séparation de la terre et juridiction de Moulon, Lévigac. Taillecabat, Monségur; les moulins que ledit seigneur dénombrant a sur ladite rivière étant dans l'étendue dudit marquisat de Duras; du couchant aux terre et juridiction de St-Ferme et Pellegrue; et du nord à la terre et baronnie de Landerrouet appartenant audit seigneur dénombrant, juridiction de Ste-Foy et Puissegur; dans laquelle juridiction de Duras, ledit seigneur, marquis de Duras a droit de justice haute, moyenne et basse et mixte, impère, droit de greffe et de sceau, amendes, prévoté, baylerie et jaulage, droit d'épave, péage, bon-*

(1) Arch. départementales de Lot-et-Garonne, Supplément E. 1357.

(2) Idem, B. 23.

cherie, foires au nombre de quatre l'année, marché une fois par la semaine, plessages, minages, droit de foire et créer six offices de notaires sous le sceau dans l'étendue de ladite juridiction, hommages sur les vassaux, cens, rentes foncières et directes, droit de prelation, acapte, chapons, poulles, agrières, deux moullins banaux à quatre moulange, sur ladite rivière du Drot, pressoir à vin et à huile, fours à cuire pains banaux, deux garennnes, quatre meteries, parc, prés, bois, vignes, avec le droit de corvée d'hommes et bestiaux, quand besoin il en aura, avec le passage au travers la rivière du Drot, dans l'étendue de la juridiction. »

Suit le dénombrement des autres seigneuries de Landerrouat, de Pujols, de Rauzan et de Blanquefort (1).

Deux ans après, Guy-Aldonce de Durfort mourait en son château de Duras, le matin du 8 janvier 1665 (2).

Dans son testament du 30 mai 1662, il manifeste l'intention d'être inhumé dans le temple protestant de Duras. Il fait des legs aux églises réformées de Duras, Rauzan et Puols, laisse l'usufruit de ses biens à sa femme Elisabeth de La Tour d'Auvergne, institue pour son héritier universel, son fils aîné Jacques-Henri, marquis de Duras, lieutenant général des armées du Roi, et pour ses héritiers particuliers, ses enfants : Henriette, mariée à Louis de Bourbon; Elisabeth, mariée au comte de Roye; Gui, comte de Lorge; Louis, marquis de Blanquefort; Godefroi, comte de Rauzan; Charles, Henri et Marie de Durfort (3).

Il existe un très beau portrait de Guy-Aldonce de Durfort, gravé au xvii^e siècle par Simon (In-folio), et un autre de son fils Jacques-Henri (In-4°), gravé en 1680 par Larmessin.

La succession passa à son fils aîné Jacques-Henri de Durfort, né à Duras le 9 octobre 1625, âgé par conséquent de 40 ans, quand il devint en 1665 le chef de la famille.

Mais avant de rappeler ses états de service et les distinctions flatteuses dont il fut honoré, signalons que ce fut l'époque où

(1) *Archives histor. de la Gironde*, XLI, p. 126 et suiv.

(2) Lachesnaye des Bois.

(3) Arch. départ. de Lot-et-Garonne, B. III, p. 406.

la famille de Duras, sous l'influence de deux des filles de Guy-Aldonce, la comtesse de Roye et Marie de Durfort, et plus encore sous celle de Bossuet, abjura solennellement le protestantisme, et, en 1668, se fit catholique. Le duc de Lorges donna le signal, puis le marquis de Duras et ses enfants (1).

C'est également le moment où l'église de Duras fut transférée en ville par les soins du nouveau seigneur. « Ce qu'il y a de certain, nous apprend à cet égard le Pouillé du Diocèse d'Agen pour l'année 1789, c'est que Saint-Ayrard est l'église matrice de Duras; qu'une grande et belle église *intra muros*, dédiée à Notre-Dame, fut démolie par les Huguenots, au temps de leur première révolte; qu'une chapelle, sous le vocable de Ste Madeleine, avait été bâtie au devant de la façade méridionale du château par une dame du lieu qui y avait fondé quatre chapellenies; que cette chapelle fut transférée vers 1665, dans la ville par le marquis de Duras, patron et fondateur, et avec la permission de l'évêque d'Agen. Malgré les protestations de Claude Joly, le curé s'était déjà mis en possession d'y faire les fonctions curiales, lorsque le temple des Protestants fut consacré au culte catholique. Ce dernier édifice, convenablement restauré, devint dès lors l'église paroissiale, au détriment de l'église Saint-Ayrard, qui fut presque délaissée. Il y avait aussi en ville, dans la maison du prieuré, une chapelle qui est depuis longtemps profanée » (2).

Jacques-Henri de Durfort eut une jeunesse suffisamment orageuse. Du vivant encore de son père, il fit ses premières armes sous les ordres de son oncle, le maréchal de Turenne, avec le titre de capitaine d'abord puis de mestre de camp, et

(1) Voir les détails qu'en donne M. J. Favre dans son chapitre VIII

(2) *Pouillé historique du diocèse d'Agen pour l'année 1789*, par l'abbé Durengues, 1894, p. 517. Dans un titre du 18 mars 1655, il est dit que « la chapelle Sainte-Marie Magdeleine quy soullait estre bastie et édifiée au devant du présent chasteau à présent transportée dans la ville par permission et ordonnance de Mgr l'évêque d'Agen », Fonds de l'évêché, H. 172. Mascaron visita Duras le 25 septembre 1680, il écrit : « Il est dit que cette chapelle a este bastie en ce lieu et transférée il y peut avoir environ 30 ans, du devant du chasteau du coste du midi, où est maintenant une terrasse du parterre, et qu'il y avait lorsqu'elle estait là une fondation de 3 chapellainies, dont le revenu estoit establi sur un moulin appelé de S. Jean dont M. du Duras jouit présentement... » Lorsque l'évêque se fut retiré au pres-

comme tel il prit part aux dernières batailles de la guerre de trente ans. Mais, pendant la Fronde, il prit fait et cause pour le parti de Condé, et, d'après M. J. Favre, serait tombé, après la soumission de M. le Prince, dans une entière disgrâce, se voyant même enlever son titre de mestre de camp (1).

Il rentra cependant assez vite en faveur, puisque nous le voyons, peu après, servir sous Turenne dans l'armée d'Italie (1658), puis se distinguer à Marienthal, à Nordlingen, au siège de Maestricht, à la prise de Landau, de Trèves, à la conquête de la Franche-Comté, et, pour prix de ces services, recevant du Roi le titre de gouverneur et lieutenant général du comté de Bourgogne et de la cité et citadelle de Besançon (2).

Capitaine des gardes du corps au mois de février 1672, « place d'une telle beauté, écrit M^{me} de Sévigné, par la confiance qu'elle marque et par l'honneur d'être proche de Sa Majesté, qu'elle n'a point de prix, M. de Duras suivra le Roi à l'armée, et commandera à toute la maison de Sa Majesté ».

De plus en plus en faveur auprès du Roi, il fut fait par lui d'abord lieutenant général, puis, en 1675, maréchal de France, en même temps que d'Estrades; chevalier des Ordres du Roi en 1688, il reçut à ce moment le commandement de l'armée du Rhin et s'empara de la place de Manheim, jugée imprenable.

C'est l'année suivante, par lettres du mois de février 1669, enregistrées au Parlement le 1^{er} mars suivant, que Louis XIV érigea la terre de Duras en duché. Mais elle ne le fut en duché-pairie qu'en 1755.

bytère, il reçut la visite de Madame de Duras « nous avons esté visité par Madame mère de M. le Duc de Duras et nous luy avons rendu la visite ». L'évêque ordonna que la chapelle serait érigée en église paroissiale. Dans le procès-verbal de la visite de Saint-Ayrard, Mascaron écrit : « Il y a ici environ 450 communians, dans Duras ou aux environs 300, et, plus 1.000 huguenots à l'un ou l'autre. Le seigneur temporel qui est M. le Duc de Duras est catholique, depuis quelque temps, mais sa mère est huguenote et, comme elle loge dans Duras, il s'y fait un exercice de la religion prétendue réformée et les huguenots y sont fort protégés ». Fonds de l'évêché, C. 15, R. M.

(1) J. Favre, op. cit., p. 134

(2) Lachesnaye des Bois.

Jean Henri de Durfort, premier duc de Duras, mourut à Paris le 12 octobre 1704.

Saint-Simon, dans ses *Mémoires*, lui consacre d'assez nombreuses pages, presque toutes, ce qui est rare chez lui, fort élogieuses. Il vante ses qualités militaires et d'homme privé, son heureux caractère, son désintéressement; signale son grand talent de cavalier et énumère les éminents services rendus par lui à la couronne. Mais il ne peut s'empêcher de rappeler ses mots quelques peu méchants sur divers personnages de la Cour, notamment le maréchal de Brissac et le Père Lachaise; et il nous apprend que sur ses vieux jours, ayant rompu presque ouvertement avec sa femme, il se laissa entièrement dominer par deux femmes qu'il avait recueillies chez lui, Mademoiselle de Beaufremont et Mademoiselle de Besmaux (1).

Le maréchal de Duras avait épousé, le 15 avril 1668, Marguerite Félicée de Levis, fille du duc de Ventadour. De ce mariage naquirent cinq enfants :

1° *Jacques Henri*, né le 29 décembre 1670, devenu duc de Duras le 16 mars 1686, par la démission de son père. Mestre de camp d'un régiment de cavalerie, il mourut au camp de Jeignès, en Flandre, de la petite vérole, le 16 septembre 1697, âgé de 26 ans. Son cœur repose dans un tombeau qui lui a été élevé dans l'église de Lamothe Beuvron. Saint Simon ne tarit pas de méchancetés sur son compte, soulignant ses débauches et son égoïsme (2). D'après lui il aurait épousé Mademoiselle de Beurnonville. D'après d'autres, Madeleine Eschallart de la Mark (3) dont il eut un fils, *Louis*, né à Paris en 1693, reçu chevalier de Malte, mais mort à l'âge de neuf ans, et deux filles, Jeanne-Marguerite, mariée au prince Lambesc, et Henriette-Julie, mariée au comte d'Egmont.

2. *Jean Baptiste*, duc de Duras à la mort de son frère.

3, 4, 5. Trois filles : Félicité Armande Charlotte, mariée en

(1) *Mémoires de S. Simon*, Ed. Delloye, chap. VIII du tome IV, p. 46 à 54.

(2) Idem, chap. V, p. 114 et VII, p. 221.

(3) Archives départementales de Lot-et-Garonne, B. 110, p. 294.

décembre 1685 à Paul Jules de la Porte Mazarin, duc de la Meilleraye, fils de la fameuse Hortense Mancini; Marie, religieuse bénédictine, abbesse de N.-D. de Saintes; Louise Bernardine, appelée Mademoiselle de Pujols, mariée en 1696 au duc de Lesdiguières (1).

— *Jean Baptiste de Durfort* prit le titre de duc de Duras à la mort de son frère aîné en 1697, mais il ne devint seigneur du château de Duras qu'après le décès de son père, Jean-Henri, en 1704. Né le 28 janvier 1684, et mort seulement le 8 juillet 1770, c'est-à-dire âgé de 86 ans, il porta à son faite la grandeur de son nom et de sa maison.

Les Duras brillaient, en effet, au premier rang à la Cour du grand Roi. Ils étaient de toutes les fêtes, de toutes les solennités, et jamais leur faveur ne s'affirma davantage qu'à partir du jour où Jean-Baptiste de Durfort devint le chef de la famille.

Jusque là, nous le voyons embrassant de bonne heure le métier des armes, et déjà, à seize ans, colonel du régiment de cavalerie dont son frère, Jacques-Henri, était titulaire. En 1701, il sert sous le maréchal de Boufflers; en 1702, le 10 juin, il prend, sous les murs de Nimègue, un étendard à l'armée hollandaise; le 2 juillet 1704, il défait un parti de 400 hommes sortis de Monméliant, se couvre de gloire dans tous les combats de la guerre de la succession d'Espagne, et est nommé maréchal de camp des armées du Roi, le 31 mars 1710. Sous le nouveau règne, il prit part aux sièges de Fontarabie et de Saint-Sébastien, en 1719, est fait lieutenant-général le 31 mars 1720, chevalier des Ordres en 1731, maréchal de France le 11 février 1741, et, à la fin de sa carrière, gouverneur de la Franche-Comté et des ville et citadelle de Besançon (2).

Entre autres moments, nous le trouvons grièvement blessé au siège de Philisbourg le 12 juin 1734; puis, en récompense de ses services, nommé la même année commandant de la

(1) Lachesnaye des Bois.

(2) Lachesnaye des Bois.

province de Guienne et gouverneur du château Trompette, à Bordeaux.

Mais déjà, bien avant ce moment, le jeune duc de Duras n'oubliait, ni sa résidence de Guienne, ni ses administrés des bords du Dropt et de la Garonne. Le 28 novembre 1722, « notre compagnie, est-il écrit dans le Livre doré du Présidial d'Agen, a reçu une lettre de M. de Duras, commandant dans la province, en l'absence de M. le maréchal de Berwick par laquelle il nous marque que le roy fut sauvé le 25 octobre dernier et nous prie d'assister au *Te Deum* qui doit être chanté dans notre ville ». Et plus loin : « Le mesme jour, les consuls (d'Agen) ont envoyé au palais la lettre qu'ils ont reçue de M. de Duras, qui leur ordonne d'assister au *Te Deum* et de faire un feu public au bruit du canon ou de la mousqueterie et de faire faire aux habitants des feux particuliers ». Et le 30 novembre 1722 : « En conséquence des ordres de M. de Duras, on a cessé de faire garde aux portes, et les portes fermées ont été ouvertes (1) ».

Mêmes prescriptions en 1729 où, par lettre du 14 septembre, datée de Duras, Jean-Baptiste de Durfort marque au Présidial d'Agen d'avoir à assister au *Te Deum* qui doit être chanté en actions de grâce de la naissance de Monseigneur le Dauphin (2).

(*La fin au prochain numéro.*)

PH. LAUZUN.

(1) Livre doré du Présidial, pp. 279, 280.

(2) Idem, p. 305.

BONHOMME JANVIER

Voici venir le Jour de l'An !
Il court, il a pris son élan
Et parmi nous, demain dimanche,
Janvier à longue barbe blanche
Apparaîtra. Ce bon Janvier
Pour arroser son étrier
N'a qu'un jour dans toute l'année,
Car sa vaillante haquenée
Sans répit ni trêve courant,
S'en va comme le Juif-Errant.
Mais, ce jour-là, c'est autre chose :
Il prend son temps, s'arrête, et cause
Avec Pierre, Louis ou Jean,
Qu'il soit citadin ou paysan.
Avec tous il choque le verre;
Il déride le plus sévère;
Et les jeunes comme les vieux,
Chacun écarquillant les yeux,
Lui font un aimable sourire.
C'est que de son bissac il tire
Pour les vieux des souhaits ardents
De santé jusques à cent ans
Et pour les enfants des pralines,
Jouets, gâteaux et mandarines.
Puis, comme il est tout sans façons,
Il fait promesses aux garçons
Et tout d'abord aux jeunes filles,
Des moins belles aux plus gentilles,
Qu'avant la fin du carnaval,
Aux prés, au mail, aux champs, au bal,
Chacun trouvera sa chacune,
Blonde, châtaine, rousse ou brune,
Qu'on riera, que l'on dansera
Et qu'enfin on se mariera.

Quand il a mis ainsi des roses
Sur tous les fronts gais ou moroses,
Le bon Janvier, content de lui,
Repart sur le coup de minuit...
Et la douce espérance berce
L'homme et l'enfant. Elle leur verse
De sa large coupe, à plein bord,
Des rêves d'or.

ALPHONSE DENIZOT.

31 décembre 1921.

NÉCROLOGIE

M. Emile Trille

La fin de l'année 1921 a amené des deuils cruels pour la Société académique d'Agen.

Nous avons perdu M. Emile Trille, Président du Tribunal civil. Ses qualités de jurisconsulte, son caractère de magistrat respecté ont été mis en lumière au moment de son décès. Je veux rappeler l'aimable collègue, le collaborateur, l'ami parfait dont la disparition a causé tant de regrets. Il a publié en 1904, dans *La Revue de l'Agenais*, un « Historique succinct du 9^e régiment d'infanterie » depuis sa formation en 1562, sous le nom de Régiment de Normandie. « J'ai simplement désiré, dit-il, qu'il restât trace, dans les travaux de notre Société, de ce brave et glorieux Régiment, auquel la France doit hommage, et qui a rendu à notre petite patrie agenaise des services signalés pendant les jours d'épreuve de l'inondation de 1875. » Les hommes du 9^e de ligne sont restés dignes de leurs ancêtres. Tout récemment, M. le commandant Labouche nous faisait connaître le rôle, l'héroïsme inlassable de ce Régiment pendant la Grande Guerre.

Le Président Trille était un conteur joyeux, spirituel, plein d'humour et d'imprévu; il dessinait et coloriait avec un réel talent de singulières caricatures, incidents de chasse, incidents de Palais, accompagnées de légendes amusantes et sans fiel. Il sut s'attacher un groupe de véritables amis, qui l'ont entouré pendant sa longue maladie de prévenances, d'attentions délicates, qui longtemps sont parvenues à lui en cacher l'issue malheureusement fatale. Ces chaudes amitiés ont rendu sa fin plus lente et plus douce.

Au nom de la Société académique, j'adresse à sa mémoire un souvenir ému. Nous prions respectueusement Madame et Mademoiselle Trille d'agréer notre douloureuse sympathie.

P. BITAUBÉ.

Madame Philippe Lauzun

Le jeudi 22 décembre nous étions nombreux au cimetière de Gaillard pour recevoir et honorer la dépouille mortelle de Madame Philippe Lauzun, bienfaitrice de notre Société, décédée le 19 à Valence-sur-Baïse. *La Revue de l'Agenais* rappellera le grand

cœur, la générosité, le dévouement de cette femme d'élite. Dans sa petite ville, où tous la chérissaient, il n'était pas une infortune qu'elle ne voulût secourir, pas une détresse morale qu'elle ne voulût consoler.

Nous avons déposé des fleurs sur sa tombe.

P. BITAUBÉ.

M. Abel Sazy

M. Abel Sazy, correcteur de l'Imprimerie Moderne, est décédé le 10 novembre des suites d'une longue maladie. Depuis la fondation de la *Revue de l'Agenais*, en 1874, Abel Sazy en fut le compositeur très dévoué. Nous ne pouvons laisser partir ce collaborateur laborieux et consciencieux de 48 ans sans rendre hommage à sa valeur professionnelle, à son obligeance avisée, à la sûreté de ses conseils dont profitèrent tous les rédacteurs de notre Revue.

R. B.

Emile Cartailhac

Le vendredi 25 novembre 1921 mourait à Genève un savant français très connu et très apprécié dans le Midi, M. Emile Cartailhac. Né à Marseille le 15 février 1845, d'une famille protestante originaire de l'Aveyron, il vint se fixer à Toulouse vers sa quinzième année. C'est là qu'il fit toutes ses études, prit ses grades universitaires, fit son droit et prêta, en 1868, le serment d'avocat. Il ne tarda pas à abandonner les études juridiques pour consacrer tout son temps à une science nouvelle, la Préhistoire. Il fut bientôt un maître incontesté en paléontologie et en archéologie préhistorique.

A 25 ans, en 1869, Emile Cartailhac se rendait acquéreur d'une revue fondée quatre ans auparavant par G. de Mortillet : « *Matériaux pour l'histoire naturelle et primitive de l'homme* ». Il la dirigea pendant près de 20 ans jusqu'au jour où il la fusionna avec la *Revue d'anthropologie* du docteur Broca, et, avec la *Revue d'Ethnographie* du docteur Hamy.

La direction de cette Revue n'absorba pas tout son temps; il publia plusieurs ouvrages remarquables : « *Les âges préhistoriques de l'Espagne et du Portugal* », « *La France préhistorique d'après les sépultures et les monuments* » (de la bibliothèque scientifique internationale), « *Les monuments primitifs des îles Baléares* », etc. Le Prince de Monaco fit appel à sa collaboration pour son ouvrage « *Les grottes de Grimaldi* », et lui confia la remarquable

publication *La caverne d'Altamira* qu'il écrivit avec l'abbé Breuils. Ses livres, ses recherches, ses fouilles toujours très méthodiques, ont apporté à la science de la préhistoire des résultats de très grande valeur.

Emile Cartailhac était en relations avec les savants du monde entier et il appartenait aux sociétés d'anthropologie de Paris, de Londres, de Bruxelles, de Washington, etc. Il fut comblé de récompenses honorifiques françaises et étrangères, qui ne faisaient que souligner sa valeur scientifique.

Attaché à sa patrie d'adoption, Toulouse, il s'adonna à l'étude de ses richesses historiques et archéologiques. Il collabora à l'organisation du Museum d'histoire naturelle et du Musée Saint-Raymond. Membre de l'Académie des Jeux Floraux, de la Société de géographie de Toulouse, il devint président de la Société archéologique du Midi de la France à la mort de son ami Jules de Lahondès. Figure très originale et très sympathique, Emile Cartailhac était une des personnalités les plus connues du Midi.

Sa curiosité de chercheur toujours en éveil l'avait parfois conduit en Agenais. Les environs de Fumel, les vallées de la Lémance, de la Lède, avaient attiré son attention. Il avait reconnu, dans la vallée de Gavaudun, quelques abris sous roche, qu'il projetait de fouiller. Il m'en parla et voulut m'associer à ce travail. La guerre a empêché la réalisation de ce projet. Il connaissait notre Musée et savait apprécier la collection de paléontologie et de préhistoire de L. Combes, qui a coûté fort cher, et que les municipalités successives laissent lamentablement se détériorer dans des salles infectes. Pour M. Cartailhac, comme pour tous les autres savants, cette collection était une des plus remarquables de province.

R. MARBOUTIN.

CHRONIQUE

A propos du centenaire de la mort de Napoléon

On a célébré cette année, officiellement et avec grand éclat, le centenaire de la mort de Napoléon I^{er}. Il est étrange que, pour commémorer un grand homme, on choisisse l'anniversaire de sa disparition. Mais de cette anomalie, qui d'un jour de deuil fait un jour de fête, ne retenant que l'intention, la *Revue* ne peut que s'associer à l'hommage solennel rendu à l'un des plus puissants génies que le monde ait connus.

Elle le fera en rappelant ce que lui doit le Lot-et-Garonne directement, en dehors même des lois de réorganisation de l'Empire, en dehors de l'action des personnages agenais qu'il honora de sa confiance comme les Lacépède, les Lacuée de Cèssac et les Narbonne et en contant l'émotion qui s'empara d'une partie de la population d'Agen à l'annonce de sa mort.

I. *L'œuvre lot-et-garonnaise de Napoléon*

Elle fut tout entière accomplie en quelques heures au cours de la visite triomphale qu'il fit au département, le 30 juillet 1808, à l'apogée de sa gloire. Venu de Montauban avec une suite nombreuse, en pleine nuit, mais au milieu des acclamations enthousiastes d'un peuple qui se mouvait dans des rues féériquement décorées, l'Empereur qu'accompagnait l'impératrice Joséphine descendit, à 2 h. et demie du matin, à l'ancien évêché devenu palais de la 11^e cohorte de la Légion d'honneur, que le préfet, M. de Villeneuve-Bargemont, avait fait meubler à grands frais. Après un sommeil si réparateur que Joséphine se plut à déclarer « que nulle part elle n'avait mieux dormi qu'à Agen », Napoléon visita la ville à cheval, reçut un agenais, l'ancien général d'artillerie Campagnol, sous les ordres duquel il avait servi, un vieillard de 114 ans, le retraité militaire Printemps, à qui l'aubaine valut une gratification de 50 napoléons, et les autorités constituées qu'il interrogea sur les besoins de leurs services. A six heures et demie du soir, il repartit en voiture par la route de Bordeaux pour dîner à Aiguillon chez M. Merle-Massonneau et, immédiatement après, continuer son voyage sur le chef-lieu de la Gironde.

Du 30 juillet et du palais de la Légion d'honneur qu'il occupait à Agen est daté le décret impérial qui édicte toute une série de mesu-

res génératrices de bienfaits pour le Lot-et-Garonne : ouvertures des routes d'Agen à Cahors par Tournon et d'Agen à Condom par Lamontjoie, plans et devis devant lui être soumis avant le 1^{er} avril 1809; construction avant 1820 d'un pont sur la Garonne à Agen, à l'endroit que l'administration jugera la moins dispendieuse, et d'un autre pont sur le Lot à Aiguillon; établissement de cales, perrés ou épis pour défendre les communes contre les inondations de la Garonne, 10 cales devant être commencées en 1809, notamment celles d'Agen, Port-Sainte-Marie et Couthures; dessèchement du marais de Brax; attribution à la ville de la totalité de l'Hôtel-de-Ville; transfèrement de la Cour, du Tribunal de 1^{re} instance et du Tribunal de Commerce à la maison Secondat-Roquefort restaurée et réparée; agrandissement des prisons d'Agen; achèvement de la salle de spectacle installée dans la maison commune, subvention de 20.000 fr. pour la terminer; donation à la ville des murs, fossés et remparts abandonnés, et aussi de la pépinière du Pin, terrain et immeuble; subvention de 50.000 fr. aux communes de Lot-et-Garonne ravagées par la grêle, sans parler de quelques décisions relatives à l'érection de cures en seconde et en première classe, sans compter un don personnel de 6.000 fr. pour les pauvres de la ville d'Agen (1).

Un autre décret du 28 février 1809 compléta heureusement l'ensemble des mesures ordonnées par l'Empereur : il céda au département de Lot-et-Garonne pour y installer la Préfecture, le palais de la XI^e cohorte où il avait été reçu. Cette cession fut faite à titre onéreux, il est vrai, puisque le Département devait payer à la Légion d'honneur dépossédée une rente annuelle de 10.000 fr., dont le Conseil général s'affranchit vite, dès la chute de l'Empire.

Telle est l'œuvre lot-et-garonnaise de Napoléon, programme magnifique, écrit un préfet, M. Paillard, programme que trente ans ont à peine suffi à exécuter et qui comprend pour ainsi dire toute l'histoire d'Agen jusqu'à la construction du Pont Canal, un des chefs-d'œuvre de l'art moderne (2).

Mais toute médaille a son revers, celle de Napoléon comme les autres. L'Empereur pouvait se montrer généreux pour le Lot-et-Garonne, car, en 1808, avant de venir chez nous, il s'était arrêté à Montauban et avait décidé d'en faire le chef-lieu d'un nouveau département que la Constituante n'avait pas prévu : le Tarn-et-Garonne. Et de ce fait, le Lot-et-Garonne se vit amputer en 1809 de

(1) Voir dans la *Revue de l'Agenais*, 1918, pp. 124 et 197, le récit officiel du voyage de Napoléon.

(2) *Histoire de la Préfecture* : Rec. des Tr. de la Société, 2^e série, t. I^{er}, p. 92.

trois cantons : Auvillars, Valence et Montaigu, alors peuplés de 26.317 habitants répartis en 34 communes, parmi lesquelles il convient de citer : Dunes, Roquécort, Castelsagrat et Lamagistère.

Le Lot-et-Garonne, on le voit, n'a point qu'à se réjouir du voyage et de l'œuvre de Napoléon.

R. BONNAT.

II. *Comment fut connue la mort de Napoléon à Agen* (juillet 1821).

Le 3 juillet 1821, jour de l'Octave de la Fête-Dieu, un orage très violent, sorte de cyclone, éclata sur la ville. Les nuées s'avançaient en tourbillon, entre la montagne de l'Ermitage et le fleuve. On aperçut un cercle de feu et de fumée venant de l'Océan. De nombreuses personnes se préservèrent en se jettant contre terre et, superstitieuses, proclamèrent que l'annonce d'un grand événement leur viendrait de l'ouest. Le lendemain, le *Journal de Lot-et-Garonne*, à la suite d'un article dithyrambique sur l'éclat des fêtes données par la loge *les Cœurs Réunis*, en l'honneur de la naissance du duc de Bordeaux, donnait aux « Nouvelles extérieures » une dépêche de Londres annonçant l'arrivée d'un courrier de Sainte-Hélène : L'illustre prisonnier n'était pas mort, mais fort malade. Il ne devait être transféré nulle part. Sainte-Hélène était toujours sa demeure et il devait y rester. Or, ce même jour, 4 juillet, arrivait à Paris la nouvelle de la mort de Bonaparte et le 14 juillet seulement, le journal local était autorisé à insérer cette simple mention : « *Bonaparte n'est plus; il est mort le 8 mai.* » Les numéros suivants donnèrent bien quelques détails sur ce grand événement, mais comme au compte-gouttes.

Quelque fut l'attachement des agénais à la royauté, il est certain que la nouvelle inattendue de la mort de Napoléon émut profondément la population, en raison de la dureté de son internement et des souvenirs de son voyage triomphal de 1808 dans le département. Dans les rapports de police déposés aux archives départementales, on trouve des détails intéressants sur les cris séditieux et les arrestations de porteurs de tabatières à double et à triple fond avec des portraits de Bonaparte, même au milieu des réjouissances du 15 mai, à l'occasion du baptême du duc de Bordeaux. Aussi quelle dût être la consternation des anciens « demi-soldes » dont les agissements et les menées souterraines se combinaient dans les cabarets de la Porte du Pin. Ils s'y donnaient rendez-vous et le faubourg était depuis longtemps désigné dans le langage des habitants par l'appellation générale de l'*Ile d'Elbe*. Là se réunissaient et péroraient les vieux volontaires de la révolution mêlés aux gro-

gnards de l'épopée impériale, toujours à l'affût de la nouvelle d'un retour de leur idole.

De juillet à septembre, on ne cessa de saisir dans la ville des planches lithographiées représentant des sujets relatifs à la mort et au tombeau de l'Empereur, des plâtres à l'effigie de Napoléon. Le 15 septembre, le préfet Laconverserie et le maire Lugat firent enlever, au milieu d'une bagarre, une gravure représentant le fils de Bonaparte, dessin placardé chez un cabaretier installé au Trépied de la Porte du Pin. Enfin ce ne fut qu'en novembre que fut autorisée l'ouverture, dans une salle voisine des ci-devant Jacobins, d'un théâtre pittoresque et mécanique donnant des vues de l'île, des rochers et de la ville de Ste-Hélène. A ce moment, les nouvelles venant d'Espagne devenaient alarmantes. Un cordon de troupes était établi pour empêcher l'exode des Espagnols. Les soldats du 28^e de ligne quittaient Agen en toute hâte pour se porter aux débouchés des montagnes. La fièvre jaune faisait des ravages en Catalogne. Aussi les journaux pouvaient-ils s'étendre sur la mort de Bonaparte. Les préoccupations des royalistes et des bonapartistes se portaient ailleurs. Tous avaient leur esprit tendu vers la marche du fléau menaçant le bassin de la Garonne.

Commandant LABOUCHE.

Aux Jeux Floraux. — Notre collègue de la Société Académique d'Agen, M. Théron de Montaugé, élu mainteneur des Jeux Floraux de Toulouse, a pris séance à l'Académie de Clémence Isaure le dimanche 18 décembre 1921. Reçu par M. Armand Praviel, si connu et si apprécié des Agenais, M. Théron de Montaugé a prononcé un superbe discours sur la poésie lyrique et ses trois grandes sources d'inspiration : la terre, le foyer, la Foi.

Par son mariage avec M^{lle} Campagne, fille de notre regretté confrère de la Société Académique d'Agen, M. Maurice Campagne, de St-Pierre de Nogaret, M. Théron de Montaugé est beaucoup des nôtres. En le félicitant du choix extrêmement flatteur dont les Jeux Floraux de Toulouse viennent de l'honorer, nous rappellerons, après M. Armand Praviel, l'œuvre considérable de notre collègue : *Gerbes de Roses*, en 1902; *La Terre qui Chante*, en 1905; *l'Ame Ensoleillée*, en 1907; les *Litanies de Notre-Dame*, en 1909; les *Cloches de Brique à l'horizon*, en 1913; *Esprit*, en 1918, poèmes de la plus haute inspiration couronnés par les Jeux Floraux ou l'Académie française, « où jaillit l'expression lyrique et très personnelle des sentiments qui lui sont chers : le culte des traditions, l'amour du foyer, l'exaltation de notre pays d'Oc et la vénération de son glorieux passé ».

Société académique d'Agen. — Au cours de sa séance de novembre, la Société académique d'Agen a procédé au renouvellement de son bureau pour 1922. M. de Lacvivier a été élu président et M. le chanoine Martinon, Supérieur du collège Saint-Caprais, vice-président. M. le commandant Labouche remplace comme trésorier M. Charles Ratier, félibre majoral, qui avait manifesté à plusieurs reprises le plus vif désir d'être relevé de ces fonctions dont il assumait la charge depuis 29 années à la satisfaction générale.

MM. le colonel A. du Chatelet et le commandant de Boysson ont été ensuite élus membres correspondants.

Emmanuel Delbousquet, de Sos, a été enlevé en 1909 par une implacable maladie, à 35 ans, trop tôt pour avoir pu forcer la gloire. Mais, en dépit du silence de la mort, son nom monte de la tombe : la critique le proclame; on réédite ses œuvres. A ce propos, M. Charles Bastard, en quelques pages écrites avec émotion, montre ce que fut cette âme d'artiste qu'épura la souffrance: romancier de grand talent au style tout imprégné des parfums du terroir, avec *l'Incendiaire*, *l'Ecarteur* et la *Miguette de Cante Cigale*; poète au souffle puissant, comme en témoigne la *Prière au Christ*; félibre dont la langue savoureuse a célébré le sol natal et les landes sauvages.

Les traditions que le temps a consacrées, tout en les déformant, appartiennent à l'histoire pour si légendaires qu'elles soient. Celle du *Crocotaco*, qu'expose avec un réel talent M. Ernest Lafont, est particulièrement curieuse. Crocotaco, c'est, dans la légende, un ange exterminateur qui, du pas ailé des spectres, sème la mort dans la région de Puymirol. En fait, autant que les documents permettent d'asseoir cette tradition sur des bases solides, c'est un vieux souvenir des époques tragiques où peste, scorbut et mal des ardents consumaient des monceaux de vies humaines, aux temps où l'hygiène était inconnue, à Puymirol comme ailleurs. M. Ernest Lafont montre qu'on processionnait solennellement à Puymirol, tous les ans, dans le courant de mars, pour commémorer la fin du fléau, et que la tradition remonte au xiv^e siècle, aux environs de 1363. Il convient de le féliciter d'avoir fait la lumière sur l'une de ces légendes qui ont bercé tant de générations et qui tiennent de si près à l'âme même du pays.

Dans sa prochaine réunion, la Société se prononcera au scrutin secret sur l'attribution du prix Philippe Lauzun, 500 fr. destinés à récompenser le meilleur travail écrit, en dehors d'elle-même et depuis deux ans, sur l'Histoire ou l'Archéologie du Lot-et-Garonne et de l'ancien Agenais.

— La Société, dans sa séance de décembre présidée par M. Bitaubé, a élu membre correspondant M. Giraudon, notaire à Agen, et désigné pour la représenter au jury du *Jasmin d'Argent* MM. Ferrère, Martinon, de Jaudounenc et Ernest Lafont.

Les publications étrangères au département fournissent parfois de curieux détails sur nos célébrités agenaïses ou sur la vie de nos pères, détails typiques qu'on ne saurait trouver ailleurs. Le commandant Labouche, narrateur fidèle, en cite quelques-unes : de M. Henry Patry, la captivité à Saintes de Bernard Palissy, où l'illustre potier se répand en violentes attaques contre le clergé qui le persécute ; le journal d'un inspecteur des manufactures au XVIII^e siècle où M. de Latapie, passant à Tonneins, s'occupe beaucoup moins d'industrie que d'une jeune et jolie napolitaine confiée aux demoiselles de Bruet ; l'épisode, que M. Labouche déclare controuvé, de la mise en état de défense du pont d'Agen, alors en construction, en 1814, au moment de l'invasion du Sud-Ouest par les Anglo-Espagnols qui ne parvinrent même pas au Passage-d'Agen. M. Labouche termine en rappelant le centenaire de la mort de Napoléon, et l'impression profonde qu'elle causa en 1821, dans la population agenaïse, surtout chez les *demi-soldes*, qui se réunissaient dans les cabarets de la Porte du Pin, surnommée, pour ce motif, *l'Ile d'Elbe*.

La Vénus polychrome de Tayrac, en albâtre translucide, est une des plus belles pièces du Musée d'Agen. Comme tant de Vénus antiques, elle nous est parvenue sans tête et sans bras. MM. Marboutin et Recours croient avoir reconnu la première, découverte par un propriétaire de Tayrac à l'endroit où gisait autrefois la statuette. Le morceau, en marbre blanc, d'élégante facture, s'adapte parfaitement au cou décapité. Il est à souhaiter que cette petite tête, quelle qu'en fût sa première destination, vienne bientôt grossir les collections gallo-romaines du Musée.

M. Ferrère parle ensuite, en lettré plein d'érudition, de l'affaiblissement de l'esprit public aggravé par la guerre. L'Empire romain expirant a connu, comme le pays aujourd'hui, la corruption des mœurs, le désordre financier, l'abandon des campagnes, la natalité décroissante, la soif de spectacles que content ses historiens. Des impôts ont frappé les célibataires; des dégrèvements ont été accordés aux familles nombreuses, comme de nos jours. Le vieux monde a eu ses nouveaux riches et ses tyranneaux de village; il a lui aussi souffert de la vie chère, malgré les protestations des rhéteurs, et de maux aussi dévastateurs que l'alcoolisme, la tuberculose ou la syphilis. Le tableau d'histoire que brosse M. Ferrère est plutôt sombre dans son exactitude. Mais la

fin du XVIII^e siècle, le Directoire notamment, présente avec notre époque des analogies aussi frappantes, et le pays s'est relevé. Comme le rappelle M. Ferrère, on peut tout espérer des Français. Guizot n'a-t-il point dit que la France est la patrie de l'Espérance?

René BONNAT.

BIBLIOGRAPHIE

LHÉRITIER (Michel). — **Tourny** (1695-1760). — Paris, Alcan, 1920; 2 vol. ill. de 444 et 605 pages.

M. M. Lhéritier a écrit deux gros volumes sur Tourny. Il y aurait beaucoup à dire sur cette thèse de doctorat qui est un travail considérable et fort intéressant pour l'histoire générale et pour l'histoire de la Guyenne. C'est assurément, parmi les récentes études, une des meilleures. Peut-être pourrait-on remarquer dans ces deux volumes un trop grand nombre de « compartiments » insuffisamment reliés les uns aux autres. Des questions d'ordre secondaire (réception des princesses, affaires de famille de l'Intendant) ont un développement exagéré, tandis que les questions économiques (l'agriculture surtout) sont trop sommairement étudiées. M. Lhéritier aurait pu aussi nous faire connaître plus souvent l'efficacité des ordonnances de l'Intendant. Tourny a pris beaucoup de décisions dans ses bureaux. Ont-elles été exécutées dans « leur teneur » ? Nous le constatons dans quelques cas; dans d'autres, la réalisation n'est point évidente. C'est pourtant ce qu'il nous importerait de connaître et cela nous donnerait peut-être une autre idée du personnage que l'auteur compare à un héros de Corneille, ce qui, en matière de conclusion, était assez inattendu.

Ces observations n'enlèvent point à l'ouvrage ses nombreuses qualités et à l'auteur son grand mérite. Les historiens en feront leur profit. Les « travailleurs » y puiseront surtout pour l'histoire locale d'abondantes indications et de précieuses ressources. Notre Agenais tient dans la thèse de M. Lhéritier une place importante surtout pour l'administration et les finances. La question des subdélégations et des subdélégués est traitée tome I, page 193, 220 sqq. 226; la question des impôts (répartition de la taille en 1743, du 1/10^e, du 1/20^e) qui intéressent l'élection d'Agen est indiquée en plusieurs

paragrapnes, tome I, p. 211, 365, 400, 419 sqq. L'Intendant a voulu faire rendre les comptes dans la même élection aux « officiers des communautés qui ne s'étaient pas mises en règle pour la reddition depuis 29 ans », tome I, pages 289-292.

La tutelle administrative s'exerce sur les consuls d'Agen, les questions de préséance, les élections consulaires, les prud'hommes d'Agen et de Clairac, tome I, pages 206, 209, 289, 292, 303, 305; tome II, 351-360. Pour l'instruction publique à Agen et à Nérac, le lecteur trouvera quelques détails intéressants pages 300, 314, 321, ainsi que pour l'assistance publique qui, au 18^e siècle, tend à devenir « œuvre d'Etat ». La page 277 traite de la « Maison de refuge ». Les pages 435-462 donnent plusieurs indications sur les pauvres, l'hôpital, les enfants trouvés.

Le tome second donne pour l'Agenais plusieurs renseignements économiques sur le contrôle du travail industriel (tome II, p. 25), la circulation des grains p. 49, la manufacture de toiles à voiles d'Agen, p. 107, sqq., la question des chanvres, p. 117, le reboisement, p. 126, 199, la corvée des chemins, p. 139, la question des bacs et des péages, p. 155, les travaux du Lot et de la Baïse, p. 158 et 159, les travaux accomplis sur les routes Bordeaux-Toulouse, p. 169, Agen-Auch par Lectoure, p. 171, et d'une manière générale sur ce que M. Lhéritier appelle « le développement du réseau ».

En ce qui concerne l'embellissement des villes le lecteur trouvera les détails sur les projets et sur les travaux effectués à Marmande, à Tonneins-Dessous et Tonneins-Dessus, à Sainte-Foy, p. 195, 198. Les « dehors » de Villeneuve-sur-Lot remplissent 3 pages, 199-203. La question de la circulation des vins, en ce qui concerne Agen et l'Agenais, est traitée en 4 pages, 488-492.

L'auteur cite au bas de chaque page ses références. C'est là un point fort utile pour les futurs historiens d'Agen et de l'Agenais.

O. GRANAT.

La question du Pacifique. — Pour éclairer cette grave question, source de conflits entre deux grandes puissances qui se disputent la prépondérance de l'Océan Pacifique, l'Amérique et le Japon, et menace continuelle d'incendie où seront de nouveau engagées les nations européennes par le jeu de leurs intérêts ou des alliances, notre excellent confrère M. Jean Rodes a publié, en tête d'un grand journal parisien l'*Eclair*, du 17 octobre au 12 décembre 1921, une série de dix articles extrêmement précis où se trouvent exposées les aspirations des gouvernements et les luttes diplomatiques sur une affaire à laquelle la Conférence de Washington essaie de donner une solution... pacifique.

Tous ceux qu'intéresse le débat liront avec fruit la remarquable étude de M. Jean Rodes, qu'ont puissamment documenté ses nombreuses missions en Extrême-Orient et sa connaissance profonde de la Chine, attestée par maintes publications. Ils verront dans quel état de décomposition se trouve l'ancien Empire du Milieu — principal enjeu du conflit — où le Japon tient des gages qu'il désire âprement augmenter. Les Etats-Unis, de leur côté, ne feront de concessions à l'Empire du Soleil Levant que s'il renonce à son rêve de domination asiatique et à son désir d'égalité des races, et l'Angleterre, arbitre du débat, semble d'accord avec eux sur le premier point. Quant à la France, n'a-t-elle pas à défendre, avec l'Indo-Chine, les intérêts considérables de ses nationaux et les concessions nombreuses qu'elle a obtenues et développées dans la République mongolique ?

René BONNAT.

La Galerie de l'Indépendant : Cinquante caricatures actuelles et locales par MM. Nen, Malapert, Guy Dep, Polly, Gino, Jop, etc., avec gazettes rimées par Madame Nozette. — Agen, Imp. Laborde, 1921; 111 pages.

Les caricatures sont la rançon de la célébrité. Celles qui figurent dans la *Galerie de l'Indépendant* offrent à nos yeux amusés une série de personnalités agenaïses célèbres à des titres divers : hommes politiques ou hommes d'Etat (en Lot-et-Garonne, c'est la même chose); administrateurs avisés et ils le sont tous dans le département; orateurs, artistes, avocats de talent et ils en ont tous chez nous; peintres, antiquaires et brocanteurs et c'est parfois tout un; athlètes en mal de championnat et Dieu sait combien nous en avons; élégants pétris de distinction... lot-et-garonnaïse; silhouettes originales dans les divers sens du mot et Agen n'en manque pas; têtes de turc, politiques ou autres, dont nous n'avons jamais été dépourvus, heureusement ! Ils sont cinquante, ils pourraient être deux cents. J'en... trouve beaucoup qui n'y sont pas, comme disait l'autre. Mais leur tour viendra.

Dans le petit album édité avec luxe par l'imprimeur Laborde, avec des tirages pour bibliophiles sur papier d'Arches ou sur Japon, chacun saura reconnaître les siens, ceux que l'on soutient ou combat, au gré de ses principes ou de ses fantaisies, ceux qu'on estime, ceux qui font sourire ou hausser les épaules, ceux qui détendent vos nerfs ou qui les crispent, ceux dont la personnalité s'accuse dans la rue, sur nos boulevards, dans les salons, dans les clubs ou même simplement au Conseil municipal.

Les caricatures de la *Galerie de l'Indépendant*, provenant de 7 ou 8 amateurs, ne sont pas de valeur égale. Il y a la caricature à menus et à gros traits, la charge amusante, la scène typique, la satire légère, le portrait plus ou moins ressemblant. Il en est de fort bien venues, au dessin sobre et sûr, comme celles de Nen, pour ne citer qu'un nom; il en est d'autres qui constituent de simples vagissements, comme celles..., mais ici, pas de nom.

Les héros de la *Galerie de l'Indépendant* ne sont pas présentés en liberté. Une aimable commère, M^{me} Nozette, fait l'annonce dans des *gazettes rimées* lestement troussées, où elle lance compliments, critiques, jeux de mots avec une dextérité qui rappelle Montmartre et ses chansonniers. Elle égratigne, félicite, mord, caresse ou assomme avec une grâce toute féminine. Mais elle opère sans douleur et souvent sa plume verveuse, trempée dans le miel ou le vinaigre, supplée et relève un crayon malhabile.

La *préface* de M. Saint-Lanne, très modeste, trop modeste même, annonce une suite à cette *Galerie*. On l'accueillera avec plaisir. Que les dessinateurs s'exercent et que M^{me} Nozette garde sa verve plaisante.

René BONNAT.

TABLE DES MATIÈRES

du 48^e Volume

AMBLARD (Jacques). — <i>Chronique</i> : Cercle de la Jeunesse universitaire d'Agen, 57. — Un gentilhomme gascon : Du Cause de Nazelle, par Jean d'Elbée (<i>Bibliographie</i>), 342.	
BASTARD (Charles). — Emmanuel Delbousquet, poète, romancier, félibre (1874-1909).	277
Beaux-Arts (<i>Chronique</i>), 134, 200.	
BITAUBÉ (Paul). — Discours pour son élection à la présidence de la Société académique d'Agen.	53
<i>Nécrologie</i> : M. Emile Trille; M ^{me} Philippe Lauzun.	394
BONNAT (René). — Hortense Schneider et le théâtre d'Agen au début du Second Empire.	145
La statue de Monluc et le legs de Raymond.	126
Le Passage faubourg d'Agen.	334
<i>Nécrologies</i> : Jules Serret (1827-1920), 48; l'abbé Benaben, 274; Abel Sazy, 395.	
<i>Chroniques</i> : A propos du centenaire de Napoléon, 397. La Garenne menacée. Fleurette, 337. — Le Jasmin d'argent, 199. — Jeux floraux de Toulouse, 200. — Musée d'Agen, 135, 200. — Découvertes archéologiques, 57. — M. Théron de Montaugé, 400. — Archives départementales de Lot-et-Garonne, 134. — Excursion aux Eyzies et à Cadouin, 201. — L'histoire locale à Puymirol, 135. — La vie d'une famille agenaïse au xvi ^e siècle, 57.	
<i>Procès-verbaux</i> des séances de la Société académique d'Agen, 52, 131, 202, 272, 336, 401.	
<i>Bibliographie</i> : Etude historique et généalogique sur la famille de Chasteigner par Jean Dubois, 63. — La commanderie du Nomdieu; ses annexes et ses dépendances par Benaben, 64. — Le « Foyer Gascon » de M ^{me} Bérard. Le passé de Villeneuve par Maurin. Philippe Lauzun par M. de Sardac et par M. Ch. Samaran, 275. — La question de l'Océan Pacifique par Jean Rodes, 404. Silhouettes, par Y. Sam, 63. — Caricatures agenaïses de l'« Indépendant », 405.	
BORDES (L.). — Le sculpteur Guénot.	345
Hier et demain. Le Paysan, par le Dr Emmanuel Labat (<i>Bibliographie</i>), 59.	
COUTURIER. — La population du Lot-et-Garonne après la guerre.	364

DENIZOT. — Le bonhomme Janvier (poème).	393
DOMENGIE (Yvonne). — Les bastides agenaises (suite et fin)..	25, 11, 183, 244
FERRÈRE (F.) — Souhais à la Société archéologique de Tarn-et-Garonne (vers latins)	50
GRANAT (O). — Tourny, par Lhéritier (<i>Bibliographie</i>), 403	
Le Jasmin d'argent.	199, 339
JAUDOUNENC (Louis). — Sonnets.	47, 198
LABOUCHE (Commandant). — Les volontaires lot-et-garonnais de la ligne (1792-1793).	65
Comment fut connue la mort de Napoléon à Agen...	399
Première captivité de Bernard Palissy, par H. Patry (<i>Bibliographie</i>), 344.	
LAFONT (Ernest). — La tradition de Crocotaco dans la région de Puymirol.	348
LAUZUN (Philippe). — Le Château de Duras (suite)	1, 89, 162, 237, 322, 374.
MARBOUTIN (Raoul). — L'Ecole de philosophie au Port-Sainte-Marie.	331
L'Enfeu de l'église de Pompiéy.	123
Le Parc du château de Saint-Amans.	209
<i>Nécrologie</i> : Emile Cartailhac, 395.	
<i>Chronique</i> : Le coq de Marmande, 135. — Découvertes archéologiques, 58. — Monuments historiques classés, 200.	
<i>Bibliographie</i> : Ah ! geins sous la chaleur, 344.	
MARTINON. — Il est un souvenir (poème).	335
MARYLLIS (P.). — A Philippe Lauzun (sonnet).	130
POUYMAT (A). — La Justice consulaire à Agen au XVIII ^e siècle (suite et fin).	10, 99, 174, 220, 289
THOLIN (Georges). — <i>Bibliographie</i> : Compte de recettes et dépenses des sénéchaussées d'Agenais et de Quercy sous Louis XI (1467-1468), par H. Stein, 340. Les noms de lieu de la France par A. Longnon, 214.	
TORTHE (Jean). — Jasmin et sa statue.	43
La mort de Jean-Paul Laurens (<i>Chronique</i>), 203.	
Tropamer (Henry) (<i>Nécrologie</i>), 49.	

PLANCHES

Le château de Duras, 1. — Vignettes et sceaux militaires de l'époque révolutionnaire, 65. — Les bords de la Garonne à Agen, 137. — Hortense Schneider, 145. — Le Parc du château de Saint-Amans, 209. — Emmanuel Delbousquet, 277. — Le monument aux morts de Moncrabeau.

PHARMACIE DU PROGRÈS

MAISON SPÉCIALE
DE VIN DE QUINQUINA

MAZET PÈRE & FILS

Boulevard de la République et rue Voltaire, AGEN

BANQUE Ch. GUILHOT

AGEN

Agences à CONDOM, TONNEINS et NÉRAC
Bureau à FUMEL

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE & DE BOURSE

LOCATION DE COFFRES-FORTS

CONSTRUCTIONS A FORFAIT

Payables en 10, 15, 20 ou 30 ans
Maison de Rapport, Hôtels, Villas, Usines, Restaurations, Forfait

Commerçants, Industriels, Négociants, Agriculteurs, Ouvriers, Employés, etc.,
peuvent accéder à la propriété par l'économie
des loyers et la diminution des frais généraux avec **Le Loyer Acquéreur**

S'adresser **L. Vivarès** Architecte, 5, rue Maillé, AGEN
à Directeur départemental pour le Lot-et-Garonne et le Gers

VIENT DE PARAÎTRE

Aux éditions de l'*Indépendant de Lot-et-Garonne*, **Ah ! Geins sous la Chaleur**, revue locale en 2 actes, de NOZETTE et SAINT-GILIS. — En vente partout..... 2 fr.

CINQUANTE CARICATURES

actuelles et locales avec gazettes rimées, par Madame NOZETTE. Un volume de 120 pages broché. Edition sur papier d'Arches..... 20 fr.
— simili-Japon 10 fr.
— papier satiné..... 5 50

Envoi franco contre montant adressé à l'*Indépendant*.

EN SOUSCRIPTION pour paraître fin novembre :

CROQUIS AGENAIS

dessins à la plume de MM. PRADÈRE, PÉCON, etc...

Edition sur papier d'Arches, 10 fr. 80 ; sur simili-Japon, 5 fr. 50 ; sur papier ordinaire, 3 fr. 50.

Le tirage est limité au nombre d'exemplaires souscrits

Photographie Balistai

La Maison exécute tous
TRAVAUX D'AMATEURS



DÉVELOPPEMENTS - PLAQUES ET PELLICULES
TIRAGES TOUS PAPIERS



Plaques, Produits, Appareils

Toutes fournitures KODAK

HORLOGERIE
BIJOUTERIE

J. B. CAPDUPUY

OBJETS D'ART
ORFÈVRE

65, Boulevard de la République (En face le Crédit Lyonnais)
:: 4, Rue Lafayette, 6, Rue Jacquard - **AGEN** ::

ACHAT D'OR ET D'ARGENT ET PIERRES FINES

AU LOUVRE D'AGEN

MAISON
E. ARNAUD

Maison spéciale de Tissus H^{te} Nouveauté

RAYON DE CONFECTIONS POUR DAMES

Modèles exclusifs créés par la Maison

ÉPICERIE FINE * PRODUITS DE LUXE

L. CASABONNE

25, Rue Cornières et Boulevard de la République - **AGEN**
TÉLÉPHONE 0.20

Merveilleuse
Essence
à détacher

NETTOLINE

La seule qui
nettoie en
parfumant

La NETTOLINE G. T. C. est le véritable trésor du vestiaire

En vente chez tous les Pharmaciens, Droguistes, Parfumeurs et Merciers

Dépôt Général : DROGUERIE CENTRALE DU SUD-OUEST, Maison G. Thomas - **AGEN**

Pied-à-Terre, 2 à 3 pièces vides, à Louer

34, Boulevard Carnot — **AGEN**

RELIURE ET CARTONNAGES

Maison de confiance fondée en 1810

ANCIENNE MAISON LASSALLE

J.-F. RUFFE, Succ^{se}ur

Relieur-Doreur

37, Rue Richard-Cœur-de-Lion, AGEN

FABRIQUE DE REGISTRES — ENCADREMENTS

HOTEL CENTRAL MODERNE



Rue Lafayette



Léon Laventure

PROPRIÉTAIRE

Sportmen !... équipez-vous à Agen

chez COURT Boulevard
Carnot

TOUT POUR TOUS SPORTS

Foot-ball, Tennis, Athlétisme, Natation, Boxe, etc...

REMISE AUX SOCIÉTÉS

“LA RUCHE MÉRIDIONALE”

Ses Produits

Sont Supérieurs

à Tous

Pour tout ce qui concerne la publicité s'adresser à
M. Jacques AMBLARD, Avocat, 1, rue Floirac. — AGEN

LIBRAIRIE ANCIENNE ET MODERNE

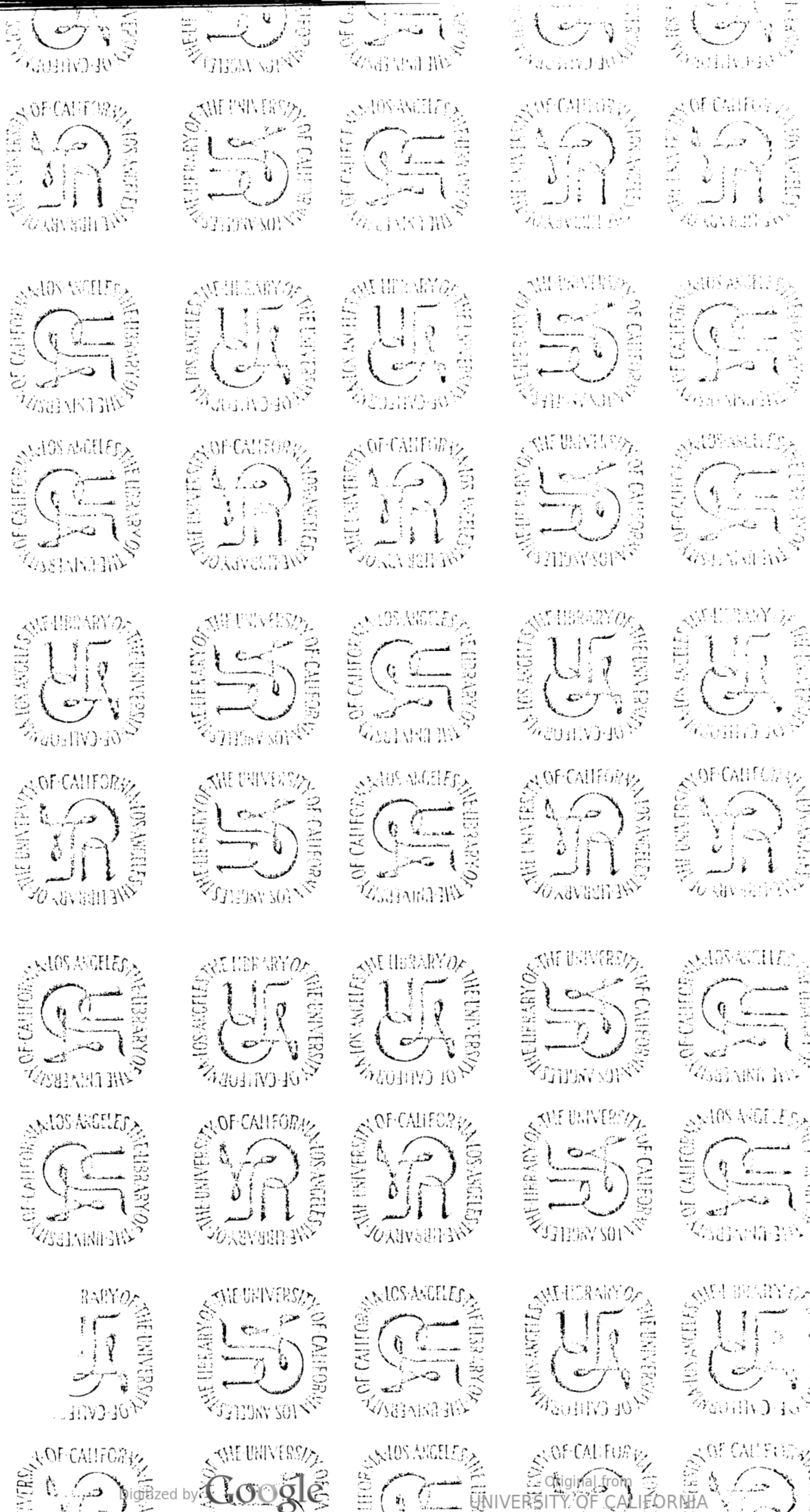
Félix FERRAN

14, 16, 18, Rue Richard-Cœur-de-Lion — AGEN

- Anselme** (Père). — Histoire de la maison royale de France et des officiers de la Couronne, Paris, 1674 ; 2 vol. reliés. 50
- Archives.** — Archives curieuses de l'histoire de France depuis Louis XI jusqu'à Louis XVIII. Ouvrage destiné à compléter les collections Guizot, Bouchon et Petitot, 1^{re} série, 13 tomes, reliés en 7 vol., demi veau tr. rouges. 35
- Boileau.** — Œuvres avec remarques, par M. de Saint-Marc, Amsterdam, Changuion, 1775 ; 5 vol. in-12, rel. anc., plein veau, tr. rouge ; frontispice et 6 fig. pour le Lutrin, bel état. 50
- Daniel** (R. P. G.). — Histoire de la milice française et des changements qui s'y sont faits depuis l'établissement de la Monarchie française dans les Gaules jusqu'à la fin du règne de Louis le Grand. Amsterdam. Aux dépens de la Compagnie, 1724 ; 2 vol. gd. in-4° illustrés, reliure ancienne, plein vélin, état parfait. 80
- Froissart.** — Les quatre volumes de l'histoire de chronique de Messire Jehan Froissart, à Lyon, par Jean de Tournes, 1559-60, reliés en 2 volumes, in-folio, plein vélin, bon état (mouillures au tome 1^{er} sur les titres et les dix pages de tables). 150
- Garasse.** — Les recherches des recherches et autres œuvres de M. Estienne Pasquier, Paris, Crapelet, 1622 ; in-8°, rel. anc., plein vélin à recouvrement. 30
- Goncourt.** — Histoire de la société française pendant la Révolution, in-4° illustré de planches en couleurs, broché, état neuf. 30
- Gourdault.** — L'Italie, illustrée de 450 gravures sur bois, Paris, Hachette, 1877 ; in-folio, rel. édit., dos chagrin, plats toile, tr. d. (publié à 60 fr.) 30
- Guizot.** — Collection des Mémoires relatifs à l'histoire de France, des Origines au XIII^e siècle ; 31 vol. in-8°, rel. amateur rouge avec coins, tête dorée, état neuf. 250
- Guizot.** — Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps, 8 vol. in-8° reliés demi chagrin, tête dorée, état neuf. 80
- Hugo** (Victor). — Œuvres. Nouvelle édition ornée de vignettes, Houssiaux, 1860 ; 20 vol. in-8°, reliés demi veau fauve, non rognés. 200
- Hume.** — Histoire d'Angleterre, Paris, Janet, 1822 ; 22 vol., demi rel. romantique. 45
- Histoire d'Angleterre, Paris, Furne, 1840 ; 13 vol. ill. brochés. 30
- Lami** (O.). — Dictionnaire encyclopédique de l'Industrie et des Arts industriels ; 8 vol. in-4° illustrés, rel. édit. demi chagrin pl. toile tr. peigne, bon état. 60
- Lavissee.** — Histoire de France de l'origine à 1789 ; 18 vol. in-8° brochés, bon état (tirage d'avant guerre). 200

Livres neufs et d'Occasion

Achat de Bibliothèques au comptant



UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY



A 000 245 489 0

PLEASE DO NOT REMOVE
THIS BOOK CARD



University Research Library

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54



11

CALL NUMBER

DO 611. A16R3

SER VOL PT COP

49

AUTHOR

REVUE DE LEGENHIS

